Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
du mardi 12 mai 2020
à 18 h 30

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs*

Ouverture de la séance

10.02 Ordre du jour
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs*

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 12 mai 2020

10.03 Questions
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1202701004

Période de questions du public

10.04 Questions
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs*

Période de questions des membres du conseil

10.05 Procès-verbal
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1200858011

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 14 avril 2020

20 – Affaires contractuelles

20.01 Appel d'offres public
CA *Direction des travaux publics* - 1195876008

Accorder un contrat de 255 934,35 $, taxes incluses, à Go-Cube.com (9176-7277 Qc.inc.) pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans avec option de prolongation et autoriser une dépense maximale de 255 934,35 $ - appel d'offres public 20-18065 lot 2 - (1 soumissionnaire)

20.02 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction des travaux publics* - 1204206001

Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2020, avec MU et IPAF (Festival International d'Art Public) pour la réalisation de 3 murales pour la saison 2020 et accorder une contribution totale de 31 505 $

20.03 Contrat de construction
CA *Direction des travaux publics* - 1204735004

Autoriser une affectation de surplus de 777 961,40 $ pour le financement du volet artériel de ce projet, accorder un contrat de 2 276 631,83 $, taxes incluses, à Les Pavages Céka inc. pour la réalisation des travaux de construction de saillies de trottoirs dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie, et autoriser une dépense maximale de 2 633 608,55 $ (appel d'offres public VMP-20-001 - 5 soumissionnaires)

20.04 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1205179004

Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2021, dans le cadre de « l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local » et accorder une contribution de 32 613 $ à la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, une contribution de 31 113 $ à la Table inter-action du quartier Peter-McGill et une contribution de 31 113 $ à la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent pour une contribution totale de 94 839 $

20.05 Appel d'offres public
CA *Direction des travaux publics* - 1208323001

Accorder un contrat de 756 535,50 $, pour une durée de 24 mois, à 9083-0126 Québec inc. (Creusage R.L.) pour le service d'excavation pneumatique et travaux connexes dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offre public 20-18146 - 1 soumissionnaire)

20.06 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1205179003

Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2021, avec le Carrefour alimentaire Centre-Sud afin de soutenir le déploiement d'un marché saisonnier et accorder une contribution de 28 400 $

20.07 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1205179002

Approuver les conventions avec quatre organismes oeuvrant en itinérance dans le cadre du « Programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal » et du « Fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement de Ville Marie » pour des activités se déroulant en 2020-2021 et accorder une contribution totale de 442 216 $

20.08 Subvention - Contribution financière
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1204673003

Accorder, à titre de soutien financier à leur mission, une contribution de 3 000 $ à Danse Carpe Diem/Emmanuel Jouthe, une contribution de 1 646 $ à Théâtre Denise-Pelletier, une contribution de 2 300 $ à Les fabulateurs et une contribution 3 334 $ à SPDTQ Espace Trad pour un montant total de 10 280 $

20.09 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1203405001

Approuver les conventions avec différents organismes dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) et accorder des contributions totalisant 1 064 436 $

20.10 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1200318004

Approuver le remplacement du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020 » par le « Programme temporaire de soutien à la relance commerciale COVID-19 », approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Société de développement commercial (SDC) Quartier latin et accorder une contribution de 40 000 $ pour son projet « Préposés à l'accueil »

20.11 Subvention - Contribution financière
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1205237005

Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution à l'organisme Go Jeunesse pour un montant total de 2 000 $

District(s) : Saint-Jacques

30 – Administration et finances

30.01 Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA *Direction des travaux publics* - 1204735009

Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge l'aménagement temporaire d'une piste cyclable bidirectionnelle sur la rue Larivière, entre les rues Fullum et Dufresne, ainsi que sur la rue Dufresne, entre la rue Larivière et le parc Walter-Stewart

District(s) : Saint-Jacques
Sainte-Marie

30.02 Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA *Direction des travaux publics* - 1206143002

Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la reconstruction de trottoirs et de nouvelles saillies à l'intersection sud des rues Sainte-Catherine Est et Panet, de l'arrondissement Ville-Marie

District(s) : Saint-Jacques

30.03 Budget - Virement / Annulation de crédits
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1205158001

Autoriser une affectation de surplus de 2 974 500 $, correspondant au montant établi pour l'arrondissement de Ville-Marie au plan de redressement 2020 de la Ville de Montréal, afin de pallier les impacts financiers de la pandémie de la COVID-19

30.04 Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA *Direction des travaux publics* - 1207763001

Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour les aménagements sur la rue De Rouen entre l'avenue Gascon et la rue du Havre

30.05 Administration - Ratification / Décisions déléguées
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1205237004

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 avril 2020

30.06 Budget - Autorisation de dépense
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1204364003

Approuver une affectation de surplus de 100 000 $ et augmenter le fonds d'urgence d'arrondissement en soutien aux organismes dans le cadre de la pandémie de la COVID-19 d'un montant de 100 000 $, afin d'y inclure la contribution financière des Caisses Desjardins du Quartier latin de Montréal et du Complexe Desjardins, portant ainsi le montant maximal du fonds local à 200 000 $

30.07 Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA *Direction des travaux publics* - 1207763002

Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour les aménagements temporaires prévues sur la rue De la Commune entre la rue Bonsecours et la rue Gabriel dans l'arrondissement de Ville-Marie

40 – Réglementation

40.01 Règlement - Adoption
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1207135005

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'apporter une correction de nature technique - Adoption

40.02 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1206890001

Désigner comme étant une place publique, la rue de Rouen entre la rue du Havre et l'avenue Gascon, du 13 mai 2020 au 12 mai 2021, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'équipements d'embellissements et édicter les ordonnances

40.03 Règlement - Circulation / Stationnement
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* – 1205914007

Édicter une ordonnance pour la mise en place d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 1186, rue Sainte-Catherine Ouest

District(s) : Peter-McGill

40.04 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1207373001

Édicter une ordonnance relative à la modification des exigences indiquées à l'Annexe 1 du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., chapitre O 0.1) afin de permettre pour l'année 2020 de se conformer aux directives sanitaires dans le cadre de la pandémie de la COVID-19

40.05 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1203200003

Désigner, comme étant une place publique, la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke Ouest et l'avenue du Président-Kennedy, à partir 14 mai 2020 au 16 janvier 2021, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances

40.06 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1203200002

Désigner, comme étant une place publique, la portion de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, du mardi 14 mai au 2 octobre 2020, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et d'équipements d'embellissement sur la rue Atateken et édicter les ordonnances

40.07 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1203200005

Désigner, comme étant une place publique, l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke Ouest et la place Ontario, du 14 mai au 23 octobre 2020, autoriser l'occupation du domaine public, permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances

40.08 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1203200007

Désigner, comme étant une place publique, une portion de la Place Jacques-Cartier, entre les rue Notre-Dame et rue de la Commune, du 14 mai au 31 octobre 2020, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'exploitation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances

40.09 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1203200004

Désigner, comme étant une place publique, la place d'Youville entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est ainsi que la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville, du 14 mai au 9 septembre 2020, autoriser l'occupation du domaine public, permettre l'installation d'un café-terrasse et édicter les ordonnances

40.10 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1203200006

Désigner, comme étant une place publique, une portion de la rue Saint-Paul, entre la rue du Marché Bonsecours et la Place Jacques-Cartier du 14 mai au 31 octobre 2020 et une portion de la rue Saint-Vincent entre les rues Sainte-Thérèse et Saint-Paul et autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'exploitation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances

40.11 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1203200008

Désigner, comme étant une place publique, la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent dans le secteur Place des Arts, du 14 mai au 9 septembre 2020, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances

70 – Autres sujets

70.01 Levée de la séance

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs*

Levée de la séance

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.03

2020/05/12
18:30

(1)

Dossier # : 1202701004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public (mai)

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-14 08:48

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1202701004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public (mai)

CONTENU

CONTEXTE

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-06

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-7313
Approuvé le : 2020-01-06

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.05

2020/05/12
18:30

(1)

Dossier # : 1200858011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 14 avril 2020

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 14 avril 2020.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-04-24 13:11

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1200858011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 14 avril 2020

CONTENU

CONTEXTE

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 14 avril 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie DERET
Agente de recherche

Tél : 514 868-3916
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-21

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le mardi 14 avril 2020 à 18 h 30 à huis clos en webdiffusion

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Cathy Wong, conseillère du district de Peter-McGill
M. Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
Mme Sophie Mauzerolle, conseillère du district de Sainte-Marie
M. Richard Ryan, conseiller désigné

ABSENCE :

Mme Anne-Marie Sigouin, conseillère désignée

AUTRES PRÉSENCES :

M. Marc Labelle, directeur d'arrondissement délégué
M^{e} Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement
M. Alain Dufresne, directeur des travaux publics
Mme Maryse Bouchard, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
M. Sylvain Villeneuve, directeur de l'aménagement urbain et de la mobilité
M. Jean-Luc L'Archevêque, directeur des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs

---

10.01 - Ouverture de la séance

La mairesse déclare la séance ouverte à 18 h 35. Elle souhaite la bienvenue aux participants, présente les autres membres du conseil et les fonctionnaires présents, et donne des explications quant au fonctionnement du conseil d'arrondissement lors de son mot d'ouverture.

CA20 240137

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 14 avril 2020

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Richard Ryan

D'adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 14 avril 2020.

Adoptée à l'unanimité.

10.02

10.03 - Période de questions du public

Monsieur Karim Kammah
- Mobilité Covid19 – aménagement de couloirs protégés distance de 2 m (ex. : Plateau Mont-Royal)

Monsieur Jean Poulin
- Programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs

Monsieur Jean-Michel Grignon
- Détails sur les développements de la station de pompage Craig

Monsieur Éric Michaud
- PPU des Faubourg – pourcentage de l'ensemble de nouveaux logements consacré aux logements sociaux

10.04 - Période de questions des membres du conseil

- Aucune question

CA20 240138

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Robert Beaudry

De réunir, pour étude et adoption, les articles 10.05 à 10.07.

Adoptée à l'unanimité.

CA20 240139

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 mars 2020

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Robert Beaudry

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 mars 2020.

Adoptée à l'unanimité.

10.05 1200858009

CA20 240140

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 10 mars 2020

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 10 mars 2020.

Adoptée à l'unanimité.

10.06 1200858007

CA20 240141

Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 19 mars 2020

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 19 mars 2020.

Adoptée à l'unanimité.

10.07 1200858008

CA20 240142

Adopter le plan d'action en développement social 2019-2022 et mandater la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement afin d'en assurer la coordination et le suivi

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le plan d'action en développement social 2020-2022 de l'arrondissement de Ville-Marie;

De mandater la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement afin d'en assurer la coordination et le suivi.

Adoptée à l'unanimité.

12.01 1195179009

CA20 240143

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Robert Beaudry

De réunir, pour étude et adoption, les articles 20.01 à 20.09.

Adoptée à l'unanimité.

CA20 240144

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Table de concertation du quartier des Grands Jardins pour la réalisation d'une démarche de concertation sur l'avenir de la rue Sainte Catherine Ouest et accorder une contribution de 21 600 $

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Robert Beaudry

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Table de concertation du quartier des Grands Jardins pour la réalisation d'une démarche de concertation sur l'avenir de la rue Sainte-Catherine Ouest;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 21 600 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.01 1208309002

CA20 240145

Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec WSP pour des services professionnels en gestion de projets (VMP-17-009) et autoriser une dépense de 157 388 $, incluant taxes et contingences, pour la période 2020 à 2021, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 555 132,52 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240085 adoptée à sa séance du 14 mars 2017, accordé un contrat à WSP Canada inc. pour des services professionnels en gestion de projets - PTI 2017-2019 sur divers projets (appel d'offres public VMP-17-009 - 3 soumissionnaires);

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA19 240339 adoptée à sa séance du 3 juillet 2019, prolongé, pour une durée d'un an, le contrat avec WSP pour des services professionnels en gestion de projets (VMP-17-009) et autoriser une dépense de 146 478,15 $, taxes incluses, pour la période 2019 à 2020, majorant ainsi la dépense autorisée à 397 744,52 $;

Attendu que la clause 6 du cahier des instructions supplémentaires et générales de la mission des documents d'appel d'offres VMP-17-009 prévoit la possibilité de prolonger le contrat pour une période d'une année pour un maximum de deux prolongations :

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Robert Beaudry

De prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec WSP pour des services professionnels en gestion de projets (VMP-17-009), augmentant ainsi la dépense maximale totale autorisée à 555 132,52 $;

D'autoriser, à cette fin, une dépense de 143 080 $ taxes incluses;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 14 308 $ taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.02 1170225002

CA20 240146

Accorder un contrat au montant maximal de 160 907,51 $, taxes incluses, à Traffic Logix pour l'acquisition de 50 afficheurs de vitesse intelligents pour l'arrondissement de Ville-Marie au prix unitaire de 2 799 $ (appel d'offres 20-17997, 5 soumissionnaires)

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Robert Beaudry

D'autoriser une dépense maximale de 160 907,51 $ pour l'acquisition de 50 afficheurs de vitesse intelligents pour l'arrondissement de Ville-Marie;

D'accorder, à cette fin, un contrat de 160 907,51 $, taxes incluses, à Traffic Logix, conformément au cahier des charges de l'appel d'offres 20-17997;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.03 1203200001

CA20 240147

Accorder un contrat de 293 186,25 $ à G. G. Inox inc. pour la fourniture de 1500 supports à vélo 2 places en acier inoxydable et autoriser une dépense maximale de 293 186,25 $, taxes incluses (appel d'offres 20-17991, 7 soumissionnaires)

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Robert Beaudry

D'autoriser une dépense maximale de 293 186,25 $, taxes incluses, pour la fourniture de 1500 supports à vélos 2 places en acier inoxydable;

D'accorder, à cette fin, un contrat à G. G. Inox inc., de 293 186,25 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges de l'appel d'offres 20-17991;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.04 1195382021

CA20 240148

Approuver la convention, se terminant au plus tard le 31 décembre 2021, avec La Société du parc Jean Drapeau (SPJD) pour réaliser une étude portant sur la réorganisation de l'offre de stationnement sur les îles en conformité avec les orientations du Plan local de déplacement (PLD) 2020-2030 de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution de 20 000 $

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Robert Beaudry

D'approuver la convention, se terminant au plus tard le 31 décembre 2021, avec La Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) pour réaliser une étude portant sur la réorganisation de l'offre de stationnement sur les îles en conformité avec les orientations du Plan local de déplacement (PLD) 2020-2030 de l'arrondissement de Ville-Marie;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 20 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.05 1205289001

CA20 240149

Approuver trois conventions, se terminant le 31 décembre 2020, dans le cadre du « Programme de soutien au développement économique commercial » pour la réalisation de huit projets, accorder une contribution de 225 000 $ à la Société de développement commercial (SDC) Destination Centre-Ville, une contribution de 21 375 $ à la Société de développement commercial (SDC) Quartier latin et une contribution de 185 000 $ à la Société de développement commercial (SDC) du Vieux-Montréal - Quartier historique, pour un total de 431 375 $

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Robert Beaudry

D'approuver trois conventions, se terminant le 31 décembre 2020, dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020, volet 2 »;

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique pour la réalisation des projets « Embellissement du Vieux-Montréal », « Aménagement d'un placottoir », « Art urbain - Exposition de photos » et « Concours - Lumières sur les vitrines »;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 185 000 $;

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Société de développement commercial Destination Centre-Ville pour la réalisation des projets « Image et identité de Destination Centre-ville et « Décorations du Temps de Fêtes au centre-ville »;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 225 000 $;

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Société de développement commercial Quartier latin pour la réalisation de ses projets « Plan de transition écologique » et « Illuminations hivernales »;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 21 375 $;

D'imputer cette dépense totale de 431 375 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.06 1200318003

CA20 240150

Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec Nordikeau pour des services d'opération et d'entretien de fontaines et diverses installations dans les secteurs du QIM et du QDS de l'arrondissement (VMP-17-019) et autoriser une dépense de 284 561,48 $, incluant taxes et contingences, pour la période 2020 à 2021, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 1 141 324,13 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240327 adoptée à sa séance du 14 juin 2017, accordé un contrat à Nordikeau inc. pour des services d'opération et d'entretien de fontaines et divers installations à l'arrondissement (appel d'offres public VMP-17-019 - 3 soumissionnaires);

Attendu que la clause 5 du cahier des clauses particulières au présent contrat et données générales des documents d'appel d'offres VMP-17-019 prévoit la possibilité de prolonger le contrat pour une période d'une année pour un maximum de deux prolongations :

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Robert Beaudry

De prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec Nordikeau inc. pour des services d'opération et d'entretien de fontaines et diverses installations dans les secteurs du QIM et du QDS de l'arrondissement (VMP-17-019), augmentant ainsi la dépense maximale autorisée à 1 141 324,13 $;

D'autoriser, à cette fin, une dépense de 258 692,25 $, taxes incluses, conformément au contrat VMP-17-019;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 25 869,23 $, taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.07 1170225003

CA20 240151

Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue de Place Dupuis Commercial Trust pour une période maximale de 10 ans, à compter du 1er janvier 2021 des espaces situés au rez-de-chaussée, 2e, 17e, 18e, 19e et 20e étage de l'immeuble sis au 800, boulevard de Maisonneuve Est, d'une superficie de 53 863 pieds carrés, à des fins de bureau d'arrondissement

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Robert Beaudry

D'approuver la prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue de Place Dupuis Commercial Trust, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2021, des espaces situés au rez-de-chaussée, 2e 17e, 18e, 19e et 20e étage de l'immeuble sis au 800, boulevard de Maisonneuve Est, d'une superficie de 53 863 pieds carrés, à des fins de bureau d'arrondissement, moyennant un loyer total de 18 615 991,28 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation du bail;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au sommaire décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.08 1204069003

CA20 240152

Accorder, à même le budget de fonctionnement des contributions à divers organismes pour un montant de 4 000 $

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Robert Beaudry

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 4 000 $:`

1 000 $ au Département d'études littéraires- Université du Québec à Montréal;

3 000 $ à la Fondation Émergence;

D'imputer cette dépense totale de 4 000 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.09 1207135006

CA20 240153

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Robert Beaudry

De réunir, pour étude et adoption, les articles 30.01 et 30.02.

Adoptée à l'unanimité.

CA20 240154

Approuver une affectation de surplus de 250 000 $ afin d'accorder une contribution de 150 000 $ au Fonds d'urgence COVID-19 de Centraide du Grand Montréal et de créer un fonds d'urgence d'arrondissement de 100 000 $ pour soutenir des organismes dans le cadre de la pandémie du COVID-19

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Robert Beaudry

D'accorder une contribution exceptionnelle de 150 000 $ à Centraide du Grand Montréal pour son Fonds d'urgence COVID-19 pour l'année 2020;

De créer un fonds d'urgence en arrondissement de 100 000 $ pour répondre aux besoins les plus urgents des organismes desservant l'arrondissement dans le cadre de la pandémie du COVID-19;

De déléguer au directeur d'arrondissement délégué l'approbation des demandes de contributions financières et l'autorisation des dépenses dans le cadre de ce fonds d'urgence d'arrondissement;

D'approuver, à cette fin, une affectation de surplus de 250 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.01 1204364003

CA20 240155

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 mars 2020

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Robert Beaudry

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 mars 2020.

Adoptée à l'unanimité.

30.02 1200858010

CA20 240156

Ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 11 espaces de stationnement tarifés et modifier les restrictions de stationnement sur la rue University, au nord de l'avenue des Pins

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Robert Beaudry

D'ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 11 espaces de stationnement tarifés et modifier les restrictions de stationnement sur la rue University, au nord de l'avenue des Pins.

Adoptée à l'unanimité.

40.01 1205914006

CA20 240157

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'apporter une correction de nature technique - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la conseillère Sophie Mauzerolle annonçant l'adoption du projet de Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'apporter une correction de nature technique, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.02
CA-24-319
1207135005

Levée de la séance

70.01

La mairesse indique que la prochaine séance du conseil sera tenue le 12 mai 2020 à 18 h 30,. L'ordre du jour étant épuisé, elle déclare la séance close à 19 h 02.

Valérie Plante Mairesse	Katerine Rowan Secrétaire d'arrondissement

Ce procès-verbal a été adopté par la résolution CA20 240xxx
lors de la séance du conseil tenue le 12 mai 2020.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2020/05/12
18:30

(1)

Dossier # : 1195876008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 255 934,35 $, taxes incluses, à Go-Cube.com (9176-7277 Qc.inc.) pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans avec option de prolongation et autoriser une dépense maximale de 255 934,35 $ - appel d'offres public 20-18065 lot 2 - (1 soumissionnaire)

D'autoriser une dépense maximale de 255 934,35 $ taxes incluses, pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur le voie publique lors des saisies ou de procédure d'expulsion de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie - Appel d'offres public 20-18065 lot 2 - (1 soumissionnaire).

D'accorder à cette fin un contrat, pour une durée de 3 ans, à Go-Cube.com (9176-7277 Québec. inc.), plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total de 255 934,35 $, taxes incluses.
D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-04-29 09:20

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1195876008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 255 934,35 $, taxes incluses, à Go-Cube.com (9176-7277 Qc.inc.) pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans avec option de prolongation et autoriser une dépense maximale de 255 934,35 $ - appel d'offres public 20-18065 lot 2 - (1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Le service de collecte et d'entreposage d'effets personnels et de biens mobiliers déposés sur la voie publique lors de procédures d'évictions est sous la responsabilité des arrondissements depuis le 1er janvier 2009.
Avant cette date, cette responsabilité relevait de la ville centre. Lors d'éviction par ordre de la cour, les biens meubles et effets personnels qui appartiennent à l'occupant évincé sont déposés sur le domaine public par le huissier mandaté pour exécuter l'expulsion. Afin d'offrir un service d'entreposage aux citoyens évincés, l'arrondissement a dû recourir au service d'un entrepreneur en déménagement et en entreposage pour récupérer et entreposer les biens meubles et objets des locataires évincés.

À la suite à cet appel d'offres public, cinq (5) soumissionnaires se sont procuré le cahier des charges. Un seul soumissionnaire a déposé une soumission, soit l'entrepreneur Go-Cube.com (9176-7277 Qc.inc.) qui est conforme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA11 240729 : Accorder un contrat, pour une durée de 3 ans, de 238 734,10 $ à Go Cube inc. (9176-7277 Québec inc.) pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors des saisies ou de procédures d'expulsion de débiteurs et autoriser une dépense maximale de 238 734,10 $ (appel d'offres public VMP-11-025 – (1 seul soumissionnaire)
Résolution CA 14-240692 : Accorder un contrat de 356 195,41 $ à 9176-7277 Québec inc. (F.A.S.R.S. GO CUBE) pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans, et autoriser une dépense maximale de 356 195,41 $ (appel d'offres public 14-13983 - 3 soumissionnaires)

Résolution CA 17-240529: Prolonger le contrat avec 9176-7277 Québec inc. (F.A.S.R.S. GO CUBE), pour une durée de 12 mois allant du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018, pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 118 731,81 $

Résolution CA 18-240532 : Autoriser la prolongation pour une période additionnelle de un an, soit du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019, au contrat avec 9176-7277 Québec inc. F.A.S.R.A. GO CUBE pour l'enlèvement, le transport, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 118 731,81 $

DESCRIPTION

Dans le cadre de chaque éviction, l'arrondissement exige un service « clé en mains », c'est à dire que le contractant s'occupe du suivi auprès des propriétaires des biens entreposés et récupère la totalité des biens laissé sur le domaine public sans intervention des employés de l'arrondissement.
Le contractant s'engage a dresser l'inventaire des biens et les photographier, effectuer le chargement, la manutention, la fumigation et l'entreposage des biens dans des conteneurs fermés et identifiés pour une période de 60 jours, tel qu'exigés par la loi. À la fin du délai d'entreposage, si le propriétaire n'a pas récupéré ses biens, le contractant doit procéder à la disposition et l'élimination des biens.

Le contrat est d'une durée de trois (3) ans avec une option de renouvellement de un (1) an.

JUSTIFICATION

L'adjudication d'un contrat pour la disposition des biens est nécessaire vu la forte quantité d'évictions qui ont lieu chaque année sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie. L'appel d'offres public 20-18065 a été publiée du 24 février au 17 mars 2020; 5 entreprises se sont procurés le cahier de charges et 1 soumission a été reçue, dont voici le résultat :

1- GoCube. - Lot 2 - Ville-Marie 255 934,35 $

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Go Cube.com (9176-7277 Qc.inc.)	255 934,35 $		255 934,35 $
Dernière estimation réalisée ($)	237 825,79 $		237 825,79 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			255 934,35 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			0,00%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			0,00 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			0,00%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			18 108,56 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			7,61%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir intervention financière jointe au présent sommaire

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cas où le contrat ne serait pas accordé, l'arrondissement n'aurait plus de contrat en vigueur pour effectuer les services faisant l'objet du présent appel d'offres.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ce projet aura besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et le contractant devront convenir des besoins d'ajustements ou d'adaptations requis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : CA du 12 mai 2020
Début du contrat : 1er juin 2020
Fin du contrat : 1er juin 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

L'appel d'offres respecte la politique de gestion contractuelle de la Ville et inclut des clauses pour assurer la prévention des gestes d'intimidation, de trafic d'influence, de corruption et de conflits d'intérêt.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Alexandre MUNIZ)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie WAGNER
Chef de section - soutien général

Tél : 514 872-0100
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-17

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics

Tél : 514-872-9763
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2020-04-17

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1195876008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Accorder un contrat de 255 934,35 $, taxes incluses, à Go-Cube.com (9176-7277 Qc.inc.) pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans avec option de prolongation et autoriser une dépense maximale de 255 934,35 $ - appel d'offres public 20-18065 lot 2 - (1 soumissionnaire)

aspect financier_dossier (version 2.1)_(1).pdf Bordereau_Sommaire_GoCube (1).pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie WAGNER
Chef de section - soutien général

Tél : 514 872-0100
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1195876008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Accorder un contrat de 255 934,35 $, taxes incluses, à Go-Cube.com (9176-7277 Qc.inc.) pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans avec option de prolongation et autoriser une dépense maximale de 255 934,35 $ - appel d'offres public 20-18065 lot 2 - (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18065_Intervention pour Ville-Marie.pdf

SEAO _ Liste des commandes.pdf

20-18065 pv.pdf

20-18065 - Tableau de prix.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alexandre MUNIZ
Agent d'approvisionnement 2
Tél : 514-872-1028

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-17

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : (514) 872-5241
Division : Acquisition

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1195876008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Accorder un contrat de 255 934,35 $, taxes incluses, à Go-Cube.com (9176-7277 Qc.inc.) pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans avec option de prolongation et autoriser une dépense maximale de 255 934,35 $ - appel d'offres public 20-18065 lot 2 - (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1195876008.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-21

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195876008

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		49 765,01 $	85 311,45 $	85 311,45 $	35 546,44 $			**255 934,35 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 36

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	01	juin	2020	Date de fin :	01	juin	2023

Formulaire complété par : Nathalie Wagner

Prénom, nom

Date et heure système : 15 avril 2020 17:00:16

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

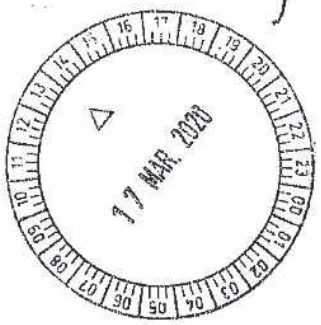
ANNEXE 2.00
BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	20-18065
Titre de l'appel d'offres	Service de collecte et d'entreposage d'effets mobiliers disposés sur la voie publique suite à des procédures d'éviction pour les arrondissements de Rosemont--La Petite-Patrie et Ville-Marie
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	9176-7277 Québec.inc (Go Cube.com)
Numéro d'entreprise (NEQ)	1164117120
Adresse du soumissionnaire	9301 rue Colbert, Montréal, Qc, H1J 1Z5

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
Lot 1 - Rosemont--La Petite-Patrie	216 075.00 $	10803.75 $	21553.48 $	248432.23 $
Lot 2 - Ville-Marie	222 600.00 $	11130.00 $	22204.35 $	255934.35 $

SB



10/17

SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18065

No du GDD : 1195876008

Titre de l'appel d'offres : Service de collecte et d'entreposage d'effets mobiliers disposés sur la voie publique suite à des procédures d'éviction pour les arrondissements de Rosemont--La Petite-Patrie et Ville-Marie

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le Service de l'approvisionnement

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 24 - 2 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Ouverture originalement prévue le : 17 3 2020

Date du dernier addenda émis : 4 3 - 2020

Ouverture faite le : 17 3 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 23 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 1

% de réponses : 20

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 17 - 7 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√
GoCube (Lot 2 - Ville-Marie)	$ 255 934,35	√

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue en entier au plus bas soumissionnaire conforme. La soumission de GoCube est conforme, cette entreprise est donc recommandée comme adjudicataire. En date du 17 avril 2020, l'entreprise recommandée n'est pas inscrite au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la RBQ, n'est pas rendue non-conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et n'est pas inscrite à la Liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

La raison invoquée pour le non-dépôt d'une soumission est: 1-Notre carnet de commandes est complet présentement; 2-Nous n'avons pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres et de préparer notre Soumission dans le délai alloué.

Préparé par : Alexandre Muniz

Le 17 4 - 2020

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Rechercher un avis

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- **Liste des commandes**
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 20-18065

Numéro de référence : 1343831

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Service de collecte et d'entreposage d'effets mobiliers disposés sur la voie publique suite à des procédures d'éviction pour les arrondissements de Rosemont--La-Petite-Patrie et Ville-Marie

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Déménagement & Entreposage Aarion 455 AVE MARIEN Montréal-Est, QC, H1B 4V7	Monsieur Michael Mc Vey Téléphone : 514 852-4445 Télécopieur : 514 351-1372	**Commande : (1709906)** 2020-03-03 11 h 57 **Transmission :** 2020-03-03 11 h 57	3269301 - 20-18065-Addenda 1 2020-03-04 16 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Déménagement Performance 7951 rue Jarry Est Montréal, QC, H1J1H6	Monsieur Marc Breton Téléphone : 514 351-8700 Télécopieur : 514 352-8702	**Commande : (1710980)** 2020-03-04 15 h 57 **Transmission :** 2020-03-04 15 h 57	3269301 - 20-18065-Addenda 1 2020-03-04 16 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GOCUBE.COM 9301 rue Colbert Montréal, QC, H1J 1Z5	Monsieur CHRISTIAN dusablon Téléphone : 514 738-6843 Télécopieur :	**Commande : (1705148)** 2020-02-24 16 h **Transmission :** 2020-02-24 16 h	3269301 - 20-18065-Addenda 1 2020-03-04 16 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Les transports Lacombe 5644, rue Hochelaga Montréal, QC, H1N 3L7 http://transportslacombe.com	Madame Nathalie Chapados Téléphone : 514 256-0050 Télécopieur : 514 256-1650	**Commande : (1711736)** 2020-03-05 14 h 40 **Transmission :** 2020-03-05 14 h 40	3269301 - 20-18065-Addenda 1 2020-03-05 14 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Stéphane Duquette 347 rue de l'abbé Duguay Victoriaville, QC, G6S 1M4	Monsieur Stéphane Duquette Téléphone : 514 970-4472 Télécopieur :	**Commande : (1711469)** 2020-03-05 11 h 05 **Transmission :** 2020-03-05 11 h 05	3269301 - 20-18065-Addenda 1 2020-03-05 11 h 05 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Précédent

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2020 Tous droits réservés

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP20 0135

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue devant témoins[1] dans les bureaux du Service du greffe, le **mardi 17 mars 2020 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, analyste juridique – Service du greffe
M. Simon Bélanger-Gagnon, agent de bureau principal – Service du greffe
M. Guillaume Bélanger, agent de bureau – Service du greffe

Sont également présents à titre de témoins :

Mme Nancy Sinclair, chef de division – Service du greffe
M. Jacques Rochon, préposé à l'atelier d'imprimerie – Service du greffe

APPEL D'OFFRES 20-18065

La seule soumission reçue pour l'appel d'offres intitulé « Service de collecte et d'entreposage d'effets mobiliers disposés sur la voie publique suite à des procédures d'éviction pour les arrondissements de Rosemont–La Petite-Patrie et de Ville-Marie » est ouverte par l'agent de bureau principal du Service du greffe. La personne ci-dessous mentionnée soumet un prix :

Soumissionnaire		**Prix**
9176-7277 QUÉBEC INC. (GO CUBE.COM) 9301, rue Colbert Anjou (Québec) H1J 1Z5	**Lot 1** **Lot 2**	248 432,23 $ 255 934,35 $

(Traite bancaire de 1 500 $)

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 24 février 2020 dans le quotidien Le Journal de Montréal ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet cette soumission et, le cas échéant, le dépôt qui l'accompagne, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A. 1

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Simon Bélanger-Gagnon
Agent de bureau principal – Service du greffe

[1] En raison de l'état d'urgence sanitaire et des mesures spéciales mises en place à l'hôtel de ville pour limiter la propagation du coronavirus, seuls les membres du personnel du Service du greffe ont été admis dans la salle où les soumissions ont été ouvertes.

Numéro d'appel d'offres	20-18065
Titre de l'appel d'offres	Service de collecte et d'entreposage d'effets mobiliers disposés sur la voie publique suite à des procédures d'éviction pour les arrondissements de Rosemont--La Petite-Patrie et Ville-Marie

(LOT 2 - Ville-Marie)

Numéro d'item	Description d'item	(A) Quantité prévisionnelle annuelle	Unité	(B1) Prix unitaire du 1 juin 2020 au 31 mai 2021 GoCube	(B2) Prix unitaire du 1 juin 2021 au 31 mai 2022 GoCube	(B3) Prix unitaire du 1 juin 2022 au 31 mai 2023 GoCube	(C) = ((A) x (B1)) + ((A) x (B2)) + ((A) x (B3)) Montant total GoCube
1	Frais de chargement et transport des biens 1 camions et 2 hommes (quelque soit la grandeur du camion)	70	Événements	350,00 $	370,00 $	390,00 $	77 700,00 $
2	Frais d'annulation le jour même	20	Événements	100,00 $	110,00 $	120,00 $	6 600,00 $
3	Frais d'annulation le jour même avec déplacement	5	Événements	250,00 $	260,00 $	270,00 $	3 900,00 $
4	Frais d'entreposage d'un conteneur pendant 1 mois	200	Entreposage mensuel dans un conteneur	90,00 $	90,00 $	90,00 $	54 000,00 $
5	Frais de gestion : Inventaire, photographies, suivi des dossiers, manutention à l'entrepôt, récupération des biens et production de rapports	70	Événements	100,00 $	100,00 $	100,00 $	21 000,00 $
6	Frais de destruction par conteneur	120	Événements	160,00 $	165,00 $	170,00 $	59 400,00 $
7	Frais de fumigation par conteneur	100	Conteneurs	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
						Montant total avant taxes:	**222 600,00 $**
						TPS:	**11 130,00 $**
						TVQ:	**22 204,35 $**
						Montant total:	**255 934,35 $**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195876008

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

`D'autoriser une dépense maximale de 255 934,35 $ taxes incluses, pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur le voie publique lors des saisies ou de procédure d'expulsion de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie - Appel d'offres public 20-18065 lot 2 - (1 soumissionnaire).

D'accorder à cette fin un contrat, pour une durée de 3 ans, à Go-Cube.com (9176-7277 Québec. inc.), plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total de 255 934,35 $, taxes incluses.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 255 934,35 $

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		49 765,01 $	85 311,45 $	85 311,45 $	35 546,44 $			**255 934,35 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 233 702,18 $

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		45 442,09 $	77 900,73 $	77 900,73 $	32 458,64 $			**233 702,18 $**

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 45 442,09 $ Année 2020

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306112	03001	54590	014471	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM95876008
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2020-04-21**

Date et heure système : 21 avril 2020 11:47:43

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2020/05/12
18:30

(1)

Dossier # : 1204206001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'inspection et de l'entretien
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2020, MU et IPAF (Festival International d'Art Public) pour la réalisation de 3 murales pour la saison 2020 et accorder une contribution totale de 31 505 $

D'approuver les conventions avec IPAF Festival International d'Art public et MU pour la réalisation de projets de murales pour l'année 2020;
D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 11 505,00 $ pour IPAF Festival International d'art public;

- 20 000,00 $ pour MU ;

D'imputer cette dépense totale de 31 505,00 $, conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-04-29 09:21

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204206001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'inspection et de l'entretien
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2020, MU et IPAF (Festival International d'Art Public) pour la réalisation de 3 murales pour la saison 2020 et accorder une contribution totale de 31 505 $

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2016, la direction des travaux publics collabore avec la ville centre pour élaborer une meilleure planification des murales sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et évaluer la pertinence de poursuivre. Nous procédons de la même manière pour la saison 2020.
En février 2020, un appel de projets pour les volets 1 et 2 du Programme d'art mural a été lancé.

Pour le volet 1, 11 projets ont été soumis au jury mais aucun n'a été présenté pour l'arrondissement de Ville-Marie.

Pour ce qui est du volet 2, 39 dossiers ont été soumis aux membres du jury dont 6 dossiers étaient présentés pour l'arrondissement de Ville-Marie. Les membres du jury ont retenu deux projets pour l'arrondissement de Ville-Marie pour un total de 3 murales.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1207286002- CE à venir - Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2020, avec deux organismes pour la réalisation de 3 murales pour la saison 2020 et accorder une contribution totale de 31 505 $
1194206003 - CA19 240254 - 5 juin 2019 :Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2019, avec différents organismes pour la réalisation de 6 murales pour la saison 2019 et accorder une contribution totale de 83 420 $

1184206001 - ADDENDA - CA 19 240033 - 12 février 2019 - Modifier la résolution CA18 240417 afin d'ajouter le projet de murales à la somme réservée de 1 650 000 $ à partir des surplus libres de l'arrondissement de Ville-Marie qui sera répartie sur les années 2019, 2020 et 2021 pour l'enlèvement des graffitis sur les domaines privé et public.

DESCRIPTION

Le volet 1 du Programme d'art mural - murales de grande visibilité. Le volet 1 est financé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal par le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal. Pour les projets déposés au volet 1, une maquette est exigée lors du dépôt du dossier de l'organisme. Le budget de réalisation de l'œuvre d'art inclut les honoraires de l'artiste, la pré-production, la médiation, la réalisation et l'entretien.
Le volet 2 du Programme d'art mural est principalement axé sur la mobilisation des milieux et la prévention des graffitis. Il vise la réalisation de murales qui tiennent compte des besoins et des objectifs des communautés locales. Les projets doivent être conçus ou réalisés en impliquant des citoyens, des entreprises, des organismes ou des institutions locales, notamment par des activités de consultation, de participation ou d'éducation. Il s'adresse aux organismes à but non lucratif et aux organismes publics ou parapublics autres que municipaux. Les projets doivent avoir obtenu l'appui de l'arrondissement concerné.

Le volet 2 est géré par le Service de la concertation des arrondissements. Il est doté d'un budget maximal de 311 200,06 $ provenant du Service de la concertation des arrondissements, auquel s'ajoute une contribution de l'arrondissement de Ville-Marie pouvant aller jusqu'à 125 000 $ pour les projets proposés dans cet arrondissement.

Le jury était composé de :

- Un artiste en arts visuels
- Une représentante du design urbain
- Une représentante du milieu communautaire
- Un représentant du Service de la concertation des arrondissements de la Ville de Montréal
- Une représentante du Service de la culture de la Ville de Montréal
- Un représentant en diversité sociale
- Une représentante de l'arrondissement de Ville-Marie

Les critères d'appréciation des projets du volet 2 étaient les suivants :

- Adéquation du projet avec les problématiques et les objectifs du milieu (30 %)
- Mobilisation des citoyens, des entreprises et des organismes locaux (20 %)
- Qualité du portfolio et de la démarche artistique proposée (20 %)
- Visibilité, accessibilité et problématique du mur ou du secteur visé (15 %)
- Faisabilité technique et financière du projet proposé (10 %)
- Répartition équilibrée des projets sur le territoire montréalais (5 %)

Les projets sélectionnés sont les suivants :

Volet 2					
Arrondissement	**Organisme**	**Projet**	**Nombre de murales à réaliser**	**Contribution par la concertation pour le volet 2**	**Contribution de l'arrondissement de Ville-Marie**
Ville-Marie	IPAF festival	Murales du quartier centre-sud	2	11 505,00 $	11 505,00 $
Ville-Marie	MU	Parc des joyeux Vickings	1	20 000,00 $	20 000,00 $
				31 505,00 $	**31 505,00 $**

JUSTIFICATION

Les objectifs du Programme d'art mural sont de :

- Embellir le paysage urbain par l'art
- Soutenir et mettre en valeur la création artistique
- Favoriser une plus grande mobilisation des citoyens, entreprises et organismes dans l'amélioration de leur milieu de vie
- Prévenir le vandalisme, notamment l'apparition de graffitis
- Faciliter l'accès à l'art dans l'ensemble des quartier montréalais
- Augmenter les sentiments de fierté et d'appartenance à la Ville
- Enrichir le patrimoine artistique public
- Les projets de murales rejoignent les préoccupations de l'arrondissement au chapitre de la propreté et de la lutte aux graffitis.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La provenance et l'imputation des crédits pour la dépense de 31 505,00 $ seront assurées à partir des surplus libres de l'arrondissement de Ville-Marie réservés par le GDD 1184206001.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les présents projets s'inscrivent dans la Priorité 3 : Assurer l'accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé, du plan de Montréal durable 2016-2020:

- Favoriser l'inclusion de même qu'une mobilisation des citoyens, entreprises et organismes dans l'amélioration de leur milieu de vie.
- Réduire les incivilités.
- Augmenter les sentiments de fierté et d'appartenance à la Ville.
- Préserver le patrimoine et promouvoir la culture

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Parc Joyeux-Vicking: Le mur et son histoire sont particulièrement importants dans ce projet puisque c'est une murale ayant figuré pendant longtemps sur ce mur qui a influencé le nom et l'aménagement du parc. Le mur a été réparé et la vieille murale a disparu. Le mur est en crépi cimentaire et neuf, ce qui en fait une surface parfaite pour accueillir une nouvelle murale.
Rue Fullum: Ces 3 murs sont en brique rouge et sont entretenus par leurs propriétaires. Pas de présence de murales mais des graffitis ont été repéré sur les murs voisins.

Avenue Marchand: des bâtiments ont déjà été par le passé dégradé par des graffitis… autour de la place Marchand des graffitis sont présents. Réaliser une murale sur ce mur exposé permettra de prévenir ces actes de dégradations. La problématique de préservation du patrimoine artistique sera soulevée lors de la création de la murale grâce à la médiation et à la participation active des citoyens. Nous souhaitons créer un sentiment d'appropriation autour de ces oeuvres pour que tous puisse s'identifier, la respecter et la défendre.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ce.s projet.s aura (ont) besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et l'Organisme devront convenir des besoins d'ajustements ou d'adaptations requis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Maryse BOUCHARD, Ville-Marie
Gina TREMBLAY, Ville-Marie

Lecture :

Maryse BOUCHARD, 23 avril 2020
Gina TREMBLAY, 23 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-04-22

Bernard LALANCETTE
Lieutenant(e)

Tél : 514 280-7821
Télécop. :

Manon OUELLET
Chef de division

Tél : 514 872-6697
Télécop. : 514 872-4229

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2020-04-24

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1204206001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'inspection et de l'entretien
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2020, MU et IPAF (Festival International d'Art Public) pour la réalisation de 3 murales pour la saison 2020 et accorder une contribution totale de 31 505 $

DOSSIERS DES ORGANISMES POUR LES PROJETS RETENUS:
Volet 2

6-MU-VMA-Vikings.pdf16-IPAF-VMA.pdf

ASPECT FINANCIER:

Aspect financier_GDD 1204206001 (1) (1).pdf

CONVENTIONS:

[COVID-19 Convention Subvention - IPAF.doc

COVID-19 Convention Subvention - MU .doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bernard LALANCETTE
Lieutenant(e)

Tél : 514 280-7821
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1204206001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'inspection et de l'entretien
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2020, MU et IPAF (Festival International d'Art Public) pour la réalisation de 3 murales pour la saison 2020 et accorder une contribution totale de 31 505 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1204206001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-24

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

PROGRAMME D'ART MURAL 2020

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

Date limite le 2 mars 2020 à midi.

Nom de l'organisme sans but lucratif: MU

Volet : 2

Arrondissement : Ville-Marie

Nom du projet : Parc Des Joyeux-Vikings

Montréal Québec

Programme d'art mural

Appel de projets 2020

Formulaire – volets 1 et 2

IMPORTANT : Les exigences, les critères d'admissibilité ainsi que les explications concernant ce formulaire, se trouvent dans le document d'appel de projets 2020, disponible en ligne à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/murales

Les organismes demandeurs sont invités à en prendre connaissance afin de s'assurer de déposer une demande complète et conforme. **Il est important de compléter toutes les sections du formulaire.**

Le formulaire est conçu pour utilisation avec le logiciel gratuit Adobe Acrobat Reader DC. Pour les utilisateurs de produits Apple ou Outlook, vous devez télécharger le formulaire et le remplir avec le logiciel Acrobat Reader DC adapté à votre système d'exploitation. L'utilisation des fonctions "Aperçu", souvent activées par défaut, peut endommager le contenu de votre formulaire et entraîner des pertes d'information. Le logiciel peut être téléchargé au https://get.adobe.com/fr/reader/otherversions/.

Préambule – Choix du volet dans le cadre du programme
Cocher une seule case

○ Volet 1 : Murale de grande visibilité

◉ Volet 2 : Murale de quartier

Section 1 – Présentation de l'organisme sans but lucratif

Nom de l'organisme	MU				
Adresse	81, boulevard de Maisonneuve Est, app.1 Montréal (Québec) H2X 1J6				
Responsable de l'organisme	Elizabeth-Ann Doyle				
Téléphone	(514) 509-6877	Courriel	info@mumtl.org		
Responsable du projet	Julie Lambert				
Téléphone	(514) 509-6877	Courriel	julie.lambert@mumtl.org		
Numéro de compte TPS	s.o.			Numéro de TVQ	s.o.

Description de l'organisme (mission et activités régulières)			
MU est un organisme de bienfaisance qui transforme l'espace public montréalais en réalisant des murales ancrées dans les communautés locales. Le cœur de sa démarche : créer des murales de grande qualité artistique pour voir et vivre l'art au quotidien, pour déclencher une transformation sociale et pour léguer, à Montréal, un musée à ciel ouvert. Depuis 2007, MU a réalisé plus de 140 murales d'envergure et pérennes dans 17 quartiers de la ville, en plus de mettre en œuvre un important volet éducatif. La démocratisation de l'art est au cœur de son mandat. En plus de soutenir des artistes par sa politique de cachet équitable (plus de deux millions de dollars remis en honoraires artistiques en treize ans) et de leur offrir une vitrine publique, MU contribue à susciter une réflexion sur l'impact des arts visuels auprès des citoyens en les intégrant dans son approche de développement. Cette approche allie la création d'œuvres visuelles dans l'espace public à une requalification et une création de sens commun. Grâce à la création et au legs d'œuvres murales, MU vise à favoriser le sentiment d'appartenance des communautés montréalaises tout en participant à la vitalité économique, aux relations entre citoyens, à la qualité et à la fierté liées au milieu de vie.			
Années d'expérience en art mural	13	Nombre de projets d'art mural	140

Section 2 – Présentation de l'artiste ou du collectif

Nom de l'artiste ou du collectif *	MU			
Artiste principal	Borrris			
Téléphone	(438) 887-3203	courriel	studioborrris.com	
Site web de l'artiste	www.studioborrris.com			
Équipe de réalisation (s'il y a lieu)	Équipe d'assistants-muralistes de MU			
Autres tâches de l'artiste que la production de l'œuvre (s'il y a lieu)				
Années d'expérience en art mural	3	Nombre de projets d'art mural	10	

** Le curriculum vitae, une courte biographie et un portfolio de l'artiste sont à joindre au dossier.*

Section 3 – Présentation du projet

Nom du projet	Parc Des Joyeux-Vikings

Description du projet de murale **et** description de la démarche de l'artiste (celui envisagé si volet 2)

Ce projet vise à mettre la touche finale à la revitalisation du Parc des Joyeux-Vikings qui a eu lieu à l'été 2019, et, en particulier, à ré-instituer un point de repère fondateur de ce parc : la murale sur le thème des voyages en mer qui y figurait pendant plus d'une dizaine d'années!

Dans le cadre des travaux de réaménagement du parc, l'arrondissement de Ville-Marie a organisé une consultation ainsi qu'une présentation des nouveaux aménagements afin d'impliquer la communauté, les résidents et les usagers du parc. Les citoyens ont réaffirmé leur désir qu'une nouvelle murale reflétant la vie du quartier, l'historique et l'origine du nom du parc soit réalisée.

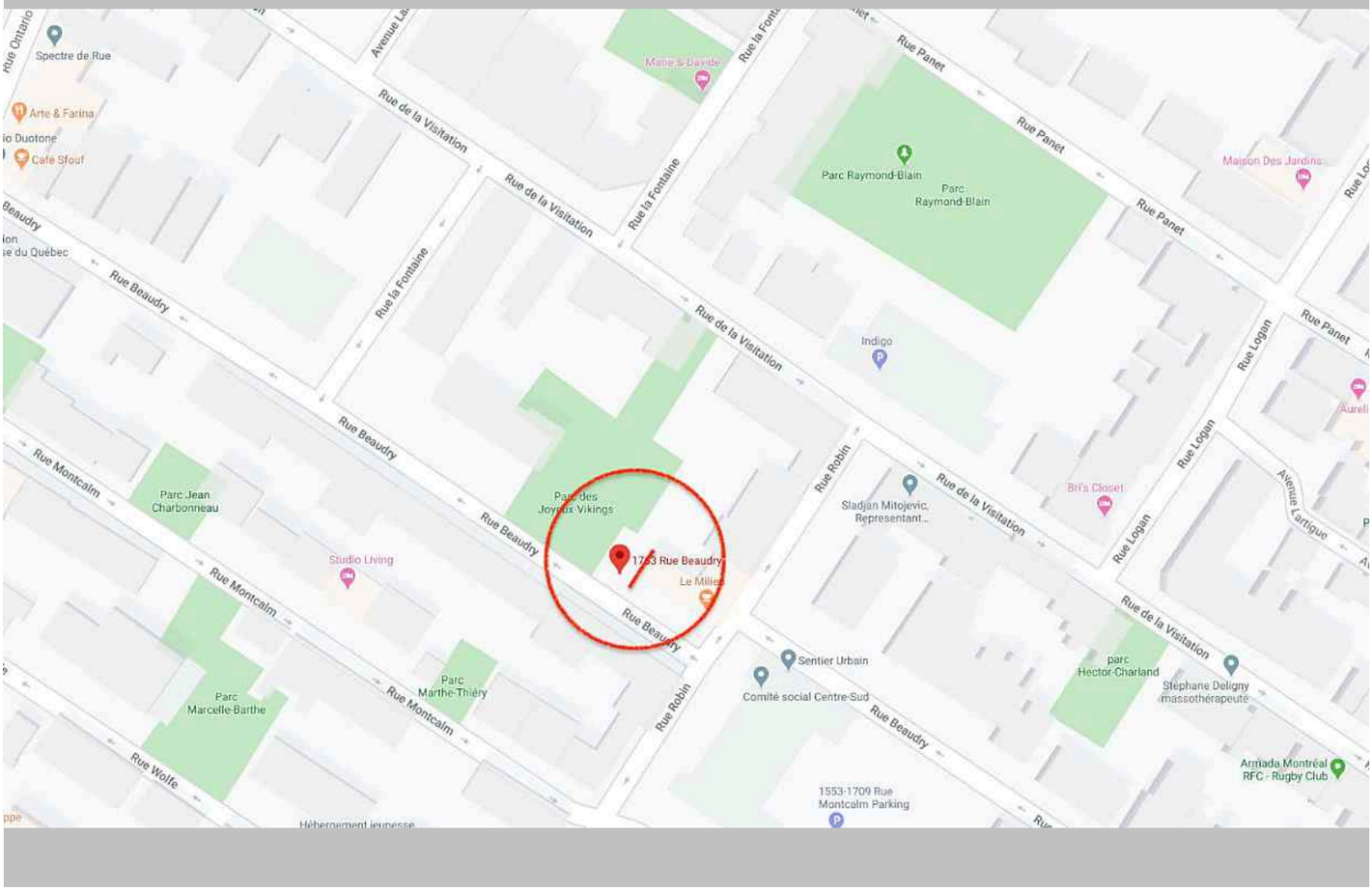
La murale respectera donc la thématique originale, chère au voisinage, mais sera une version revisitée et plus actuelle de l'oeuvre d'origine. Pour ce faire, nous avons choisi un artiste de la relève dont le travail pourra bien s'arrimer à une esthétique contemporaine et qui a déjà réalisé une autre oeuvres murale dans un parc du quartier Hochelaga-Maisonneuve.

Arrondissement visé	Ville-Marie		
Adresse du mur / secteur visé ou intersection	1759, rue Beaudry Montréal (Québec) H2L 3G1 *Façade nord, donnant sur le Parc des Joyeux-Vikings		
Nombre de murales à réaliser	1		
Surface estimée du mur	1000 pieds carrés	Surface estimée de la murale	1000 pieds carrés

Caractéristiques du mur ou secteur visé (état, présence de graffitis ou d'une murale, enjeux, etc.)

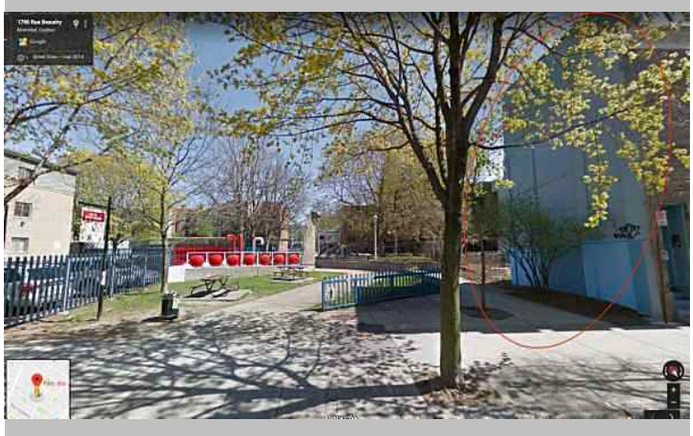
Le mur et son histoire sont particulièrement importants dans ce projet puisque c'est une murale ayant figuré pendant longtemps sur ce mur qui a influencé le nom et l'aménagement du parc. Le mur a été réparé et la vieille murale a disparu. Le mur est en crépi cimentaire et neuf, ce qui en fait une surface parfaite pour accueillir une nouvelle murale.

Plans et photos du mur ou secteur visé











Section 3 – Présentation du projet (suite)

Adéquation du projet avec le contexte local
Ce projet s'inscrit naturellement dans le processus de revitalisation du Parc des Joyeux-Vikings et émane de la volonté des voisins immédiats de ramener à la vie une œuvre déterminante de l'esthétique du lieu. La murale viendra illustrer l'histoire et les démarches que les citoyens ont faites à l'origine du parc pour demander à la Ville que le terrain devienne un parc de quartier. Ils ont eux-mêmes organisé un concours afin de lui donner le nom de Parc des Joyeux-Vikings. L'ancienne murale ayant influencé l'aménagement à l'origine, il sera intéressant de jouer du procédé inverse et de laisser l'aménagement influencer la nouvelle murale, qui deviendra un repère visuel rassembleur pour les citoyens, la vie du quartier et redonnera un sentiment d'appartenance aux usagers et riverains. Quartier populaire, le centre-sud est affligé d'un problème récurrent de graffiti que l'art mural peut contribuer à modérer.
Partenaires et leur rôle dans le projet (commanditaire, service, médiation, etc.)
Arrondissement de Ville-Marie : soutien logistique et financier (présenti); La Coop du milieu : implication citoyenne, organisation des activités dans le parc; Le comité social Centre-sud - implication citoyenne

Description du projet de médiation culturelle et mobilisation de la communauté (activités, participation de la communauté, mentorat, etc.) À distinguer des activités de promotion.
MÉDIATION CULTURELLE : Nous travaillerons de concert avec l'organisme Le Milieu qui est une coopérative de solidarité offrant un espace dynamique ouvert à toutes et à tous. La coop vise à cultiver la croissance personnelle et collective, la participation active et inclusive au sein de la communauté, et des principes de vie écologiques à travers l'art, la nourriture et le dialogue. À la lumière de cela, nous croyons grandement que notre approche saura être bénéfique pour les usagers de la coop. Nous réaliserons des ateliers d'art urbain qui auront comme finalité la réalisation d'une petite murale. Les ateliers offerts comportent des objectifs d'engagement citoyen. Le MUBIL'ART, notre atelier d'art ambulant, sera le véhicule de rencontre entre les éducateurs artistiques de MU et les usagers de la coop. Coloré et ludique, ce véhicule suscitera la curiosité et offrira un repère facile sur les lieux de rencontre. MOBILISATION CITOYENNE : Nous distribuerons 1000 dépliants expliquant le projet et placerons des affiches dans tous les commerces avoisinants. Ces dépliants d'information seront distribués par nos jeunes artistes afin qu'ils puissent expliquer la démarche et inviter les citoyens à visiter le site pendant la réalisation de la murale. Cette information citoyenne permet non seulement aux résidents d'obtenir de l'information, mais elle permet aussi à nos jeunes artistes de la relève d'entamer un dialogue en amont avec les citoyens, leur faisant découvrir l'impact de la médiation culturelle auprès du grand public. En terminant, nous présenterons également le projet à la table de concertation jeunesse et autres tables de concertations.

Estimation du nombre de personnes rejointes :					
Citoyens	1500	Entreprises		Organismes	1
Précisions	Les ateliers seront réalisés en collaboration avec la coopérative de solidarité Le Milieu.				
Nombre total d'activités prévues			4		

Section 3 – Présentation du projet (suite)

Mesures de préservation de la murale				
Moyens de préparation du mur	Enlèvement de graffitis, le cas échéant. Dégraissage de la surface avec produit biodégradable et nettoyage de l'entièreté du mur au jet à pression, réparations de fissures, rejointements au besoin, application d'une couche d'apprêt de qualité supérieure afin de permettre une meilleure adhérence et conservation de la peinture.			
Pose d'enduit anti-graffiti	non	Retouches de l'artiste ou autorisation de retouche		oui
Mesures de suivi prévues	La murale sera inspectée régulièrement sur une période de 5 ans. MU procède à des examens et suivis de l'état du mur et de la durabilité de la peinture, en plus de la surveillance d'actes de vandalisme. Le cas échéant, des retouches et/ou réparations seront réalisées dans les meilleurs délais (48 heures durant les mois chauds et aussitôt que les conditions climatiques le permettent durant les mois froids (absence de pluie, température supérieure à 5 degrés Celsius).			

Objectifs mesurables visés par la réalisation du projet pour répondre aux objectifs du Programme de soutien en art mural

Objectifs de résultats du Programme d'art mural	**Actions pour l'atteinte des objectifs**
Embellir le paysage urbain par l'art	L'objectif de cette murale est d'agir de façon complémentaire à l'aménagement du parc de façon à créer un environnement cohérent et ludique qui rehausse le paysage urbain.
Soutenir et mettre en valeur la création artistique	L'artiste choisi fait partie de la relève locale en art mural. Ce sera donc l'occasion de mettre en valeur son travail dans l'espace public.
Favoriser l'inclusion de même qu'une mobilisation des citoyens, entreprises et organismes dans l'amélioration de leur milieu de vie	Ce sont les citoyens qui ont signifié leur désir d'avoir à nouveau une murale qui reflète l'historique du parc, la vie du quartier, l'origine du nom ainsi que le concept "vikings".
Prévenir le vandalisme	Des plantations arbustives seront placées au bas du mur dans le cadre des travaux de réaménagement du parc. Ceci contribuera à prévenir le vandalisme.
Faciliter l'accès à l'art dans l'ensemble des quartiers montréalais	Un parc est un endroit hautement fréquenté par les familles du quartier. Y ajouter une murale est donc une façon de créer une rencontre fréquente avec l'art et ainsi en faciliter l'accès pour tous.
Augmenter les sentiments de fierté et d'appartenance à la Ville	Comme la murale qui figurait déjà dans ce parc a une importance symbolique et significative pour les citoyens, nous considérons que de ramener ce symbole est important dans le but de perpétuer l'attachement des résidents à ce symbole.
Enrichir le patrimoine artistique public	Enrichir le portfolio de murales que nous avons dans le quartier centre-sud d'une nouvelle œuvre réalisée par un artiste local de la relève qui compte peu de murales à son actif. Lui donner l'opportunité d'en réaliser une enrichira par le fait même le patrimoine artistique public.

Section 4 – Échéancier

Les recommandation du jury sont soumises aux instances de la Ville de Montréal pour approbation. À cet effet, l'organisme doit considérer l'échéancier indiqué dans le document « Appel de projets ».

Activités	Début	Fin
Sélection et embauche de l'équipe artistique (assistant(s)-muraliste(s))	22/06/2020	26/06/2020
Distribution de dépliants pour informer les résidents de la réalisation de la murale dans leur secteur et concertation avec tous les partenaires et fournisseurs	14/08/2020	21/08/2020
Préparation du mur (réparations au besoin, nettoyage et dégraissage) et installation du chantier (échafaudage, clôtures, coffre, commande peinture, etc.)	07/09/2020	14/09/2020
Réalisation de la murale	14/09/2020	28/09/2020
Activités de médiation culturelle	14/09/2020	28/09/2020
Inauguration protocolaire de la murale avec tous les partenaires du projet	29/10/2020	29/10/2020
Envoi d'un rapport de projet détaillé à l'ensemble des partenaires		30/11/2020

Section 5 – Montage financier

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus				
	Précisez la source des revenus	**Revenus confirmés**	**Revenus prévus anticipés**	**Revenus réels** (ne pas compléter au moment de la demande)
Contributions financières		0.00 $	0.00 $	
		0.00 $	0.00 $	
		0.00 $	0.00 $	
		0.00 $	0.00 $	
		0.00 $	0.00 $	
	Programme d'art mural: Soutien financier demandé dans le cadre du PAM		40,000.00 $	
	Soutien financier demandé à l'arrondissement Arrondissement: Ville-Marie		0.00 $	
	(A) Total des contributions		40,000.00 $	
Revenus autonomes Ex. : Dons, commandites, contribution de l'organisme, du propriétaire, en service,etc.	Benjamin Moore		1,000.00 $	
	Service Canada	0.00 $	0.00 $	
	MU		0.00 $	
		0.00 $	0.00 $	
	(B) Total des revenus autonomes	0.00 $	1,000.00 $	
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (J)		0.00 $	41,000.00 $	

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses				**Dépenses totales**	**Répartition du soutien financier demandé à la ville***
Salaires Ex: honoraire de l'artiste principal, de l'équipe de réalisation, etc. Le montant destiné à l'artiste pour ses droits d'auteur peut être forfaitaire. S'il occupe plusieurs rôles dans le projet, ces derniers doivent être distingués. La coordination du projet doit être intégrée aux frais d'administration.	Titre du poste	Nb d'heures X taux horaire				
	Artiste - Conception	25,00	*	80,00 $	2.000,00 $	
	Artiste - Réalisation	75,00	*	80,00 $	6.000,00 $	
	Artiste - Assistants	200,00	*	15,00 $	3.000,00 $	
	Artiste - Médiateurs	133,33	*	15,00 $	2.000,00 $	
		0,00	*	0,00 $	0,00 $	
		0,00	*	0,00 $	0,00 $	
		0,00	*	0,00 $	0,00 $	
	(D) Total salaires				13.000,00 $	31.7 %
Frais d'opération Ex : Matériel, location d'équipements, transport, entreposage, entretien de la murale, etc.	Préparation du mur				4.100,00 $	
	Échafaudage				3.500,00 $	
	Équipements, matériaux, peinture				5.850,00 $	
	Entretien				4.000,00 $	
	Transport				1.000,00 $	
					0,00 $	
					0,00 $	
	(E) Total des frais d'opération				18.450,00 $	45.0 %
Implication de la communauté et médiation culturelle Ex : Coordination d'activités avec le milieu, conception et animation d'activités, frais associés au matériel, etc.	Mobilisation citoyenne et communautaire				500,00 $	
	Ateliers jeunesse				500,00 $	
					0,00 $	
					0,00 $	
					0,00 $	
					0,00 $	
					0,00 $	
					0,00 $	
	(F) Total projet d'implication de la communauté				1.000,00 $	2.4 %
Communication et promotion Ex : Graphisme, médias sociaux, impression, etc. Tous les outils de communication, visant la promotion ou associés à l'inauguration doivent être comptabilisés dans cette section.	Relations de presse				150,00 $	
	Photos et vidéos				100,00 $	
	Inauguration				150,00 $	
	Impression (dépliants, affiches, bannières, etc.)				80,00 $	
					0,00 $	
					0,00 $	
					0,00 $	
	(G) Total communication et publicité				480,00 $	1.2 %
Frais d'administration (10%) Ex : Locaux, téléphonie, papeterie, coordination du projet*. *Inclut les frais associés à un tiers si la réalisation du projet est sous-traitée.	Assurances				200,00 $	
	Frais administratifs				200,00 $	
	Frais de bureau (Papeterie, timbres, encre, etc.)				75,00 $	
	Frais bancaires				95,00 $	
	Coordination (Projet + Chantier				3.500,00 $	
					0,00 $	
	(H) Total des frais d'administration				4.070,00 $	9.9 %
Contingences (10%) Ex : imprévus	Imprévus				4,000.00 $	
	(I) Total des contingences				4,000.00 $	9.8 %
(J) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G+H+I)					41,000.00 $	

Honoraires d'artistes (production et droit d'auteur) : 31.7 %

Contribution du Programme d'art mural: 50.0 %

Contribution de l'arrondissement: 50.0 %

Commentaires additionnels:

Section 6 – Signature

Après avoir pris connaissance du Programme de soutien financier – Programme d'art mural, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets.

Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier. Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet.

Signataire de la demande			
Nom	Julie Lambert	Fonction	Directrice de production
Date	28/02/2020	Signature	Julie Lambert Digitally signed by Julie Lambert Date: 2020.02.28 14:36:50 -05'00'

Section 7 – Pièces à joindre (en cliquant sur les trombones)

IMPORTANT – Pour l'admissibilité de votre projet aux volets 1 et 2, vous devez fournir les documents suivants :

- Une copie des lettres patentes de l'organisme
- Une copie de la résolution du CA désignant la personne habilitée à signer la convention avec la Ville de Montréal (« responsable de l'organisme », en page 1 section 1 du formulaire)
- Une copie des règlements généraux de l'organisme
- La liste des membres du conseil d'administration
- Le dossier de l'artiste, du muraliste ou du collectif (CV, courte biographie, démarche artistique, portfolio d'un maximum de 10 œuvres pour le volet 1 et de 5 œuvres pour le volet 2)
- Les états financiers de l'organisme pour la dernière année complétée
- La lettre d'appui de l'arrondissement
- La lettre d'intention des partenaires financiers

Pour tous les projets du volet 1 – Murales de grande visibilité, vous devez fournir également:

- Une (1) maquette de la murale
- Un portfolio de l'organisme (maximum de 10 œuvres)
- Entente avec le propriétaire du mur, incluant une autorisation d'accès aux représentants de la Ville de Montréal
- Entente avec l'artiste, incluant les clauses obligatoires demandées

Si vous éprouvez des difficultés à intégrer certaines pièces, celles-ci peuvent être envoyées séparément avec le formulaire, en format pdf.

ENVOYER VOTRE FORMULAIRE

Envoyer le formulaire à l'adresse artmural@ville.montreal.qc.ca

IMPORTANT : Il est obligatoire d'INDIQUER LE VOLET pour lequel le dossier est envoyé dans l'objet du courriel.

Nom de l’organisme sans but lucratif : MU
Volet : 2
Arrondissement : Ville-Marie
Nom du projet : Parc des Joyeux Vicking

DOSSIER D’ARTISTE

BORIS BIBERDZIC

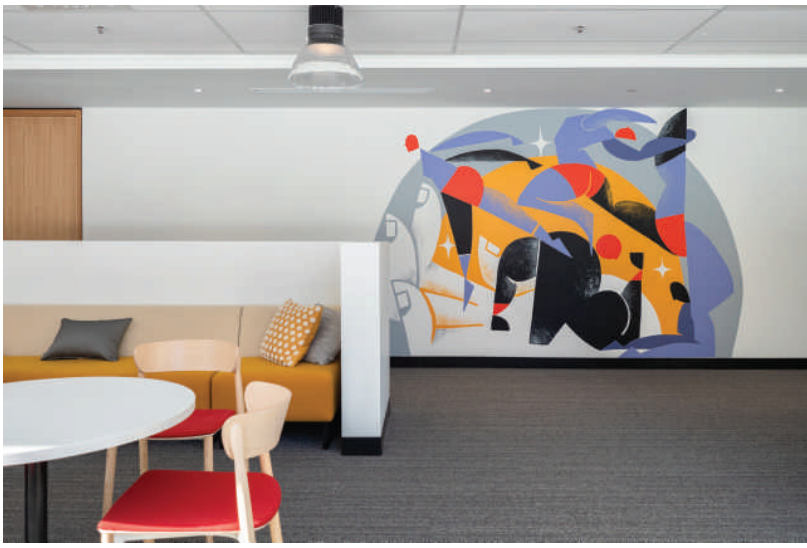
Boris Biberdzic (alias Borrris) est un artiste montréalais multidisciplinaire. Originaire de la Bosnie-Herzégovine, il a commencé à peindre à l'âge de 17 ans en découvrant l'art du graffiti. Il est le co-fondateur du collectif de muralistes "Impair" et a participé à de nombreux évènements collectifs, symposium et festivals d'art mural. Son style inspiré par le modernisme et l'art naïf est très caractéristique. En utilisant la couleur, les formes et l'opacité, il réussit à créer des images percutantes empreintes d'émotions. Il œuvre aussi dans le domaine de l'illustration et du motion design et a réalisé cinq courts métrages d'animation.

http://www.studioborrris.com/



Id Knows, (2019)







BNP Paribas, Montréal (2019)





Chalet du Parc Saint-Clément, Extérieur, Montréal (2018)



Chalet du Parc Saint-Clément, Intérieur, Montréal (2018)







Transformation ferrovière, en collaboration avec Arnold



Rural Bus, en collaboration avec Arnold

PROGRAMME D'ART MURAL 2020

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

Date limite le 2 mars 2020 à midi.

Nom de l'organisme sans but lucratif: IPAF Festival

Volet : 2

Arrondissement : Ville-Marie

Nom du projet : Murales du quartier Centre-sud

Montréal Québec

Programme d’art mural

Appel de projets 2020

Formulaire – volets 1 et 2

IMPORTANT : Les exigences, les critères d’admissibilité ainsi que les explications concernant ce formulaire, se trouvent dans le document d'appel de projets 2020, disponible en ligne à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/murales

Les organismes demandeurs sont invités à en prendre connaissance afin de s’assurer de déposer une demande complète et conforme. **Il est important de compléter toutes les sections du formulaire.**

Le formulaire est conçu pour utilisation avec le logiciel gratuit Adobe Acrobat Reader DC. Pour les utilisateurs de produits Apple ou Outlook, vous devez télécharger le formulaire et le remplir avec le logiciel Acrobat Reader DC adapté à votre système d'exploitation. L'utilisation des fonctions "Aperçu", souvent activées par défaut, peut endommager le contenu de votre formulaire et entraîner des pertes d'information. Le logiciel peut être téléchargé au https://get.adobe.com/fr/reader/otherversions/.

Préambule – Choix du volet dans le cadre du programme
Cocher une seule case

○ Volet 1 : Murale de grande visibilité

◉ Volet 2 : Murale de quartier

Section 1 – Présentation de l’organisme sans but lucratif

Nom de l’organisme	IPAF festival				
Adresse	2330 A Avenue Marchand, Montréal H2K1R9, Québec				
Responsable de l’organisme	Ruben Carrasco | Damien Gillot				
Téléphone	(514) 742-4564	Courriel	info@ipaffestival.com		
Responsable du projet	Ruben Carrasco				
Téléphone	(438) 407-4839	Courriel	info@rubencarrascoart.com		
Numéro de compte TPS	741343115RT			Numéro de TVQ	1226267065TQ

Description de l’organisme (mission et activités régulières)			
Créé par un collectif d'artistes basé à Montréal, IPAF est né d’un festival international de muralisme contemporain en 2014 à l'île HolBox au Mexique. Cet organisation à but non lucratif, a produit plus de 160 fresques murales inspirées sur des sujets environnementaux et sociaux. IPAF rayonne avec une grande visibilité au Mexique, en Afrique du Sud, en France et en Martinique. Les festivals IPAF ont gagné le soutien, la confiance et la reconnaissance internationale de nombreuses ambassades, des gouvernements, des organisations culturelles, des médias et des communautés artistiques. En Avril 2020 aura lieu la 9ème édition du festival IPAF en Martinique avec la rencontre de 8 artistes, 8 nationalités. IPAF est présent sur le territoire de Montréal et est représenté par l'artiste Mexicano-Canadien Ruben Carrasco. Sous la bannière IPAF, des murales ont été produites dans les quartiers St Henri (2017) et Villeray (2018) par l'artiste. IPAF porte dans ses valeurs le lien social et les enjeux propres au lieu d'intervention. La démocratisation de l'art est au cœur de notre engagement et c'est en ce sens que nous produisons des murales dans les quartiers de Montréal depuis plus de trois ans. Une attention particulière est portée aux messages, qu'ils soient environnementaux ou sociaux, lors des ateliers ou dans le processus de création des murales.			
Années d’expérience en art mural	6	Nombre de projets d’art mural	20

Section 2 – Présentation de l'artiste ou du collectif

Nom de l'artiste ou du collectif *	Ruben Carrasco		
Artiste principal	Ruben Carrasco		
Téléphone (438) 407-4839	courriel	info@rubencarrascoart.com	
Site web de l'artiste	https://www.rubencarrascoart.com/		
Équipe de réalisation (s'il y a lieu)	Mélanie Bernard, Damien Gillot, Barbara Renault		
Autres tâches de l'artiste que la production de l'œuvre (s'il y a lieu)	Médiation, atelier initiation peinture avec les publics		
Années d'expérience en art mural	20	Nombre de projets d'art mural	60

** Le curriculum vitae, une courte biographie et un portfolio de l'artiste sont à joindre au dossier.*

Section 3 – Présentation du projet

Nom du projet	Murales du quartier Centre-sud

Description du projet de murale **et** description de la démarche de l'artiste (celui envisagé si volet 2)

Le quartier Centre-sud est en pleine évolution d'un point de vue démographique et social. La création de murales est donc un moyen artistique et participatif pour mobiliser les citoyens et acteurs du quartier autour de ces changements. La particularité de Centre-sud est son histoire ouvrière qui fait face à des ambitions de modernisme avec son lot de préoccupation liée à la gentrification. Centre-sud doit conserver son attrait familiale, son lien inter-générationnel et son multiculturalisme.Le projet de ces murales permettra aux citoyens et organismes locaux (Maison des familles de Centre-sud, centre Malépart, Maison de la Culture place Frontenac) d'êtres impliqués : une consultation en amont pour déterminer les éléments remarquables des murales, ateliers avec les familles, vidéos et photos sont au cœur du processus de création.
Social : L'artiste créera une dynamique de communication avec les passants durant la production avec pour finalité d'intégrer de façon complémentaire certains éléments de leurs histoires pour créer un sentiment d'appartenance commun.
Écologie: Ces deux murales seront réalisées exclusivement avec de la peinture acrylique. Grâce à une technique développée par l'artiste la quantité de peinture est réduite. Préoccupé par les questions environnementales, Ruben Carrasco sensibilise les communautés de l'art urbain à repenser leur consommation de peinture. Cette notion d'éco-responsabilité est aussi partagée au public lors des ateliers.
L'artiste prendra en considération l'intégration des groupes de minorité visible pour les représenter à travers une iconographie identitaire. Une représentation du peuple québécois comme symbole d'une société qui favorise le multiculturalisme sera au cœur de la démarche de création. Les murales imaginées par Ruben seront intégrées à l'identité architecturale du quartier avec un style monochromatique suivi d'accents de couleurs pour maintenir un équilibre visuel avec l'environnement. Les deux murales seront complémentaires dialoguant l'une avec l'autre. ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE

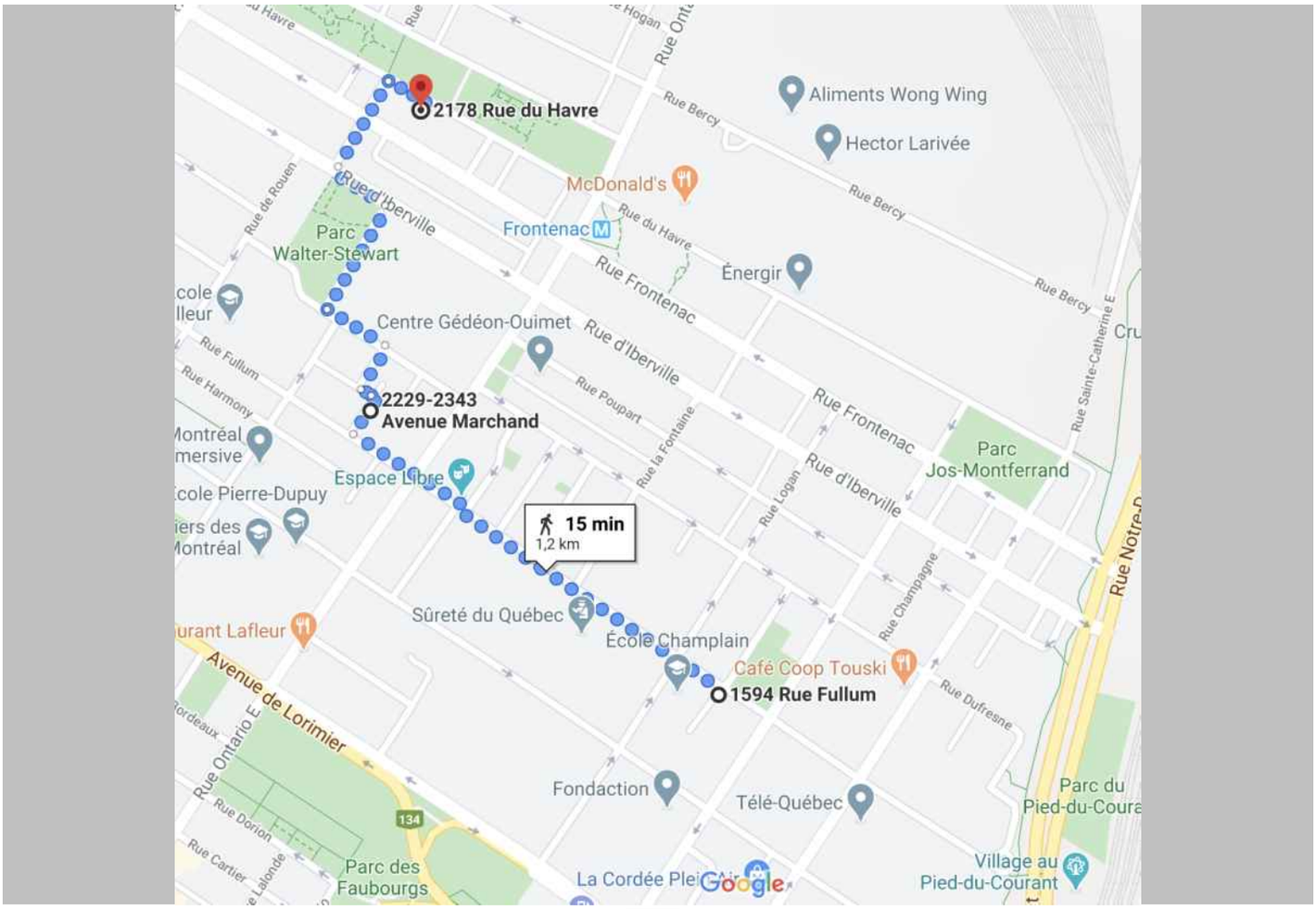
Arrondissement visé	Choisir un arrondissement		
Adresse du mur / secteur visé ou intersection	Mur 1 : Place Marchand, 2312 Avenue Marchand, H2K 1R9 Mur 2 : 2178 Rue du Havre, H2K 2X9 OPTION mur 3 : 1594 RUE FULLUM (autorisation en attente)		
Nombre de murales à réaliser	2		
Surface estimée du mur	Mur1: 30m2 Mur2: 45m2	Surface estimée de la murale	Mur:25m2 Mur2:30m2

Caractéristiques du mur ou secteur visé (état, présence de graffitis ou d'une murale, enjeux, etc.)

La rue Fullum est une artère importante du quartier, que ce soit en voiture où à pied, elle est essentiellement résidentielle avec des écoles, CPE, associations et commerces de quartier.
Le mur 1 est situé dans une zone résidentielle et arborée : la place Marchand.
Le mur 2 est a proximité du parc Médéric-Martin.
Le mur option 3 n'a pas été encore approuvé par le propriétaire…Ce mur est placé en face du terrain de sport de l'école Champlain. Des enfants y jouent tous les jours, il est très visible et remarqué lorsque que nous sommes sur la rue Fullum.

Ces 3 murs sont en brique rouge et sont entretenus par leurs propriétaires. Pas de présence de murales mais des graffitis ont été repéré sur les murs voisins.
Avenue Marchand, des bâtiments ont déjà été par le passé dégradé par des graffitis… autour de la place Marchand des graffitis sont présents. Réaliser une murale sur ce mur exposé permettra de prévenir ces actes de dégradations. La problématique de préservation du patrimoine artistique sera soulevée lors de la création de la murale grâce à la médiation et à la participation active des citoyens. Nous souhaitons créer un sentiment d'appropriation autour de ces œuvres pour que tous puisse s'identifier, la respecter et la défendre.

Plans et photos du mur ou secteur visé



Nous souhaitons réaliser **deux murales** pour créer un dialogue et un parcours dans le quartier.

Deux murs ont été approuvés. Nous sélectionnerons les deux murs parmis les **trois propositions** à la suite des rencontres avec les citoyens pour écouter leurs envies et leur offrir le choix des emplacements des murales.







Section 3 – Présentation du projet (suite)

Adéquation du projet avec le contexte local
A travers la réalisation de deux murales nous souhaitons créer un parcours-découverte des lieux remarquables du quartier. Le mur rue Fullum est situé sur le chemin qui mène au « Village au pied du courant ». La piste cyclable et sa fréquentation offre une très grande visibilité à la murale. L'école et son terrain de sport est un élément à prendre en compte lors de la réalisation de cette murale : ateliers et consultation directe avec les élèves peuvent se révéler très instructives. L'avenue Marchand est un endroit de passage très fréquenté par les enfants en CPE (balade journalière avec les enfants et encadrants) et des habitants. Elle mène à la serre communautaire et le parc d'activité Médéric-Martin. Un jardin fleuri et nourricier est au cœur de cette petite rue. Un parcours "A la recherche du mouton" (une initiative de 2017 soutenue par Ville-Marie et la ville de Montréal) passe par l'avenue Marchand. C'est donc une petite rue où des actions culturelles sont imaginées et créées pour les habitants. Un fort sentiment d'appartenance à cette vie de quartier est présent depuis plusieurs générations qui s'y succèdent. Le mur choisi appartient à un bloc d'appartements (habité par plus de 25 personnes) où des résidents y habitent depuis plus de 20 ans. Le contexte local est basé sur un sentiment d'échange et d'une grande solidarité entre voisins. Nous sommes dans un quartier modeste où les familles et personnes âgés se côtoient et s'entraident. Un parcours pédestre par des petites rues résidentielles mène au mur rue du Havre, en face du parc Médéric-Martin où se donnent en été les activités du centre Malépart et très apprécié des résidents de ce quartier familiale. Créer une murale au cœur de la vie d'un quartier en pleine évolution est une excellente opportunité pour les habitants qui vont pouvoir vivre et créer un souvenir artistique de cette réalisation unique. Chacun doit pouvoir s'identifier et s'approprier leur espace de vie. Prendre conscience des initiatives locales oppérées par la ville et les respecter.
Partenaires et leur rôle dans le projet (commanditaire, service, médiation, etc.)
-Maison des familles du Centre-Sud : participation de ses membres à la création des murales -IPAF : coordinateur des activités, médiation, production vidéos et images, consultations publiques -Centre Jean-claude Malépart, maison de la culture, école Champlain : participation des membres/élèves d à nos activités, médiation, campagne affichage des activités organisées par l'artiste...

Description du projet de médiation culturelle et mobilisation de la communauté (activités, participation de la communauté, mentorat, etc.) À distinguer des activités de promotion.
Dans un premier temps nous ferons une consultation sous forme de vote pour que les habitants du quartier puissent choisir les 2 murs. Pendant 3 jours une équipe de médiation sera présente aux abords du métro, centre culturelle et sportif et dans la rue pour recueillir les votes. Cette première approche permet de parler du projet et d'impliquer la population dans le choix des murs. Une fois les deux murs sélectionnés nous pourrons commencer à diffuser dans les lieux publics un QR-CODE qui annoncera les détails du projet afin de toujours garder un lien entre la population et la réalisation des murales. Son contenu sera toujours actualisé pour suivre au plus près son évolution. Les membres de l'organisme Maison des familles seront invités à assister au cours donné par l'artiste pour que les parents et enfants puissent apprendre et découvrir la technique de peinture muraliste. Tous ensemble, nous participerons à l'embellissement de leur quartier. Le rôle de ce partenariat est de réunir les habitants du quartier dans la réalisation en commun d'une murale et ainsi promouvoir cet organisme qui aide les habitants du quartier. Détails de cet échange entre l'artiste et l'organisme communautaire du quartier Maison des familles : -Deux demi-journée seront dédiées à la collaboration et à la participation des membres de l'organisation à la réalisation de la fresque. Les participants auront la chance de voir évoluer l'artiste, de poser des questions et d'apporter une touche personnelle à la fresque. Les pinceaux seront entre les mains des artistes en herbe ! Cette activité sera organisée pour chaque murale. -Séance photo et vidéo pour immortaliser cette journée de création. Contenu médiatique sera partagé sur nos réseaux sociaux IPAF, à l'arrondissement et à l'organisme. -Nous prévoyons la réalisation d'une vidéo pour mettre en valeur le quartier et l'action citoyenne, accessible via "QR code" et distribué dans différents lieux (centre Malépart, commerces, lieux publics...). L'équipe IPAF est formée pour la médiation et sera sur place pour infiltrer le tissu social du quartier pour les sensibiliser à la réalisation de cette murale. Une présence continue sur le lieu de la création favorisera les interactions.

Estimation du nombre de personnes rejointes :					
Citoyens	4000	Entreprises	3	Organismes	4
Précisions	Réseaux sociaux IPAF : Instagram 4400 | Facebook 7600 Réseaux sociaux ARTISTE : Instagram 4380 | Facebook 2300 Centre Jean Claude Malépart, visuel du "QR code" affiché sur leur babillard : 1000/1500 Maison des familles : 100 | Promeneurs et résidents : 500				
Nombre total d'activités prévues			6		

Section 3 – Présentation du projet (suite)

Mesures de préservation de la murale				
Moyens de préparation du mur	Les murs sont en bon état et nécessitent aucun grattage. Nettoyage sans dégraissage des murs à réaliser.			
Pose d'enduit anti-graffiti	oui	Retouches de l'artiste ou autorisation de retouche		oui
Mesures de suivi prévues	L'artiste réside dans ce quartier et pourra au besoin retoucher la murale.			

Objectifs mesurables visés par la réalisation du projet pour répondre aux objectifs du Programme de soutien en art mural

Objectifs de résultats du Programme d'art mural	**Actions pour l'atteinte des objectifs**
Embellir le paysage urbain par l'art	Ces murs très exposés sont sur des parcours pédestre qui visent à valoriser le cadre de vie des habitants. La création des murales permet d'enrichir la collection du quartier Centre-sud et de proposer des styles différents. Le style artistique de Ruben et sa technique sont uniques à Montréal. La monochromie des briques rouges des habitations sera mise en valeur grâce aux accents de couleurs des oeuvres. Les œuvres respecteront l'architecture du quartier tout en la mettant en valeur.
Soutenir et mettre en valeur la création artistique	L'artiste R.C a été influencé par ces deux cultures : mexicaine et canadienne. Des messages forts en lien avec l'actualité sont envoyés à travers ses murales. L'art au service d'un discours qui vise à sensibiliser le quartier sur des questions d'intégrations, d'échanges, d'acceptation des cultures, du bien vivre ensemble.
Favoriser l'inclusion de même qu'une mobilisation des citoyens, entreprises et organismes dans l'amélioration de leur milieu de vie	- Vote pour choisir les deux murs où seront réalisés les œuvres - Participation à la réalisation de la murale par l'entremise de la Maison des familles. -Médiation active lors de la création pour recueillir les commentaires. -Intégration des éléments choisis par les habitants du quartier dans le dessin des murales.
Prévenir le vandalisme	Une couche du produit "Anti-Graffiti "sera appliquée une fois la murale terminée pour prévenir le vandalisme. Nous ne pouvons pas être responsable du vandalisme à l'égard des graffeurs et taggeurs mais nous espérons que la réalisation de la murale les découragera. L'équipe IPAF engage les dialogues avec les citoyens pour sensibiliser au respect des œuvres réalisées. Une médiation en amont lors du vote des 2 murs permet d'engager un dialogue.
Faciliter l'accès à l'art dans l'ensemble des quartiers montréalais	Les murales sont à 3 ou 5 mn à pied du métro Frontenac dans un environnement aux ruelles fleuries parfois méconnues des non-résidents du quartier. Ce quartier est animé par la maison de la culture de Frontenac, le parc des Faubourgs, le théatre,des commerces atypiques... et une nouvelle destination artistique !
Augmenter les sentiments de fierté et d'appartenance à la Ville	Participation d'organismes locaux présents dans le quarier. Invitations des habitants à assister à la réalisation de la murale. Photos et vidéos souvenirs seront créées. La ruelle avenue Marchand (sans voiture) est un lieu propice à la rencontre des habitants du quartier qui seront les 1er spectateurs et acteurs.
Enrichir le patrimoine artistique public	L'artiste très réputé Ruben Carrasco pourra enrichir la collection de murales de la ville de Montréal. L'artiste Mexicano-Canadien aura la chance d'exprimer toute sa créativité, sa culture mixte et sa technique de peinture personnelle à l'acrylique et brosse sèche permettant de se différencier des autres murales.

Section 4 – Échéancier

Les recommandation du jury sont soumises aux instances de la Ville de Montréal pour approbation. À cet effet, l'organisme doit considérer l'échéancier indiqué dans le document « Appel de projets ».

Activités	Début	Fin
Préparation du sketch et achat de matériaux	11/05/2020	01/07/2020
Diffusion du QR-Code dans les lieux publics pour garder un lien avec les habitants tout au long du processus créatif	15/06/2020	15/08/2020
Vote des habitants pour choix des deux murs	11/07/2020	15/07/2020
Déterminer les actions avec la Maison des familles	15/06/2020	15/07/2020
MUR1et MUR2 : Préparation des murs (lessivage, jet haut de pression)	16/07/2020	23/07/2020
MUR1: Réalisation de la murale, dialogue et intégration d'éléments proposés par les habitants	23/07/2020	03/08/2020
MUR1 : Action avec organisme la "Maison des familles"(dates à déterminer)	25/07/2020	02/08/2020
MUR1 : Création de la vidéo autour de la murale et participation citoyenne	23/07/2020	05/08/2020
Application couche "Anti-graffiti"	04/08/2020	05/08/2020
MUR2 : Réalisation de la murale, dialogue et intégration d'éléments proposés par les habitants	10/08/2020	20/08/2020
MUR2 : Action avec organisme la "Maison des familles (dates à déterminer)	12/08/2020	17/08/2020
MUR2 : Création de la vidéo autour de la murale et participation citoyenne	10/08/2020	22/08/2020
Application couche "Anti-graffiti"	21/08/2020	22/08/2020
Inauguration des murales avec la ville, les partenaires, les résidents, etc...	25/08/2020	25/08/2020
Cours de peinture avec membres Jean-Claude Malépart (activité à confirmer)	15/07/2020	25/08/2020
Post-production vidéo et partage des photos.	23/07/2020	25/08/2020
Remise de la reddition de compte incluant tous les documents à joindre		01/11/2019

Section 5 – Montage financier

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus				
	Précisez la source des revenus	**Revenus confirmés**	**Revenus prévus anticipés**	**Revenus réels** (ne pas compléter au moment de la demande)
Contributions financières			0.00 $	
		0.00 $	0.00 $	
		0.00 $	0.00 $	
		0.00 $	0.00 $	
		0.00 $	0.00 $	
	Programme d'art mural: Soutien financier demandé dans le cadre du PAM		23,010.00 $	
	Soutien financier demandé à l'arrondissement Arrondissement: Choisir un arrondissement	23,010.00 $		
	(A) Total des contributions	0.00 $	23,010.00 $	
Revenus autonomes Ex. : Dons, commandites, contribution de l'organisme, du propriétaire, en service,etc.	Contribution propriétaire	0.00 $	1,500.00 $	
	Contribution IPAF Festival	0.00 $	350.00 $	
		0.00 $	0.00 $	
		0.00 $	0.00 $	
	(B) Total des revenus autonomes	0.00 $	1,850.00 $	
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (J)		0.00 $	24,860.00 $	

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses				**Dépenses totales**	**Répartition du soutien financier demandé à la ville***
Salaires Ex: honoraire de l'artiste principal, de l'équipe de réalisation, etc. Le montant destiné à l'artiste pour ses droits d'auteur peut être forfaitaire. S'il occupe plusieurs rôles dans le projet, ces derniers doivent être distingués. La coordination du projet doit être intégrée aux frais d'administration.	Titre du poste	Nb d'heures X taux horaire				
	Honoraire de l'artiste	180,00	*	45,00 $	8.100,00 $	
	Equipe de réalisation	100,00	*	30,00 $	3.000,00 $	
	Droits d'auteur	1,00	*	1.000,00 $	1.000,00 $	
			*		0,00 $	
		0,00	*	0,00 $	0,00 $	
		0,00	*	0,00 $	0,00 $	
			*		0,00 $	
	(D) Total salaires				12.100,00 $	48.7 %
Frais d'opération Ex : Matériel, location d'équipements, transport, entreposage, entretien de la murale, etc.	Location nacelles				4.500,00 $	
	Achat peinture et matériel d'application				800,00 $	
	Peinture anti graffiti				450,00 $	
	Nettoyage pré-production du mur				350,00 $	
	Transport matériaux de production				250,00 $	
					0,00 $	
					0,00 $	
	(E) Total des frais d'opération				6.350,00 $	25.5 %
Implication de la communauté et médiation culturelle Ex : Coordination d'activités avec le milieu, conception et animation d'activités, frais associés au matériel, etc.	Peinture et Matériel d'application				400,00 $	
	Coordination et honoraire d'un assistant pédagogique				600,00 $	
	Production vidéo et photo (matériel, montage, sous-titre)				1.400,00 $	
					0,00 $	
					0,00 $	
					0,00 $	
					0,00 $	
	(F) Total projet d'implication de la communauté				2.400,00 $	9.7 %
Communication et promotion Ex : Graphisme, médias sociaux, impression, etc. Tous les outils de communication, visant la promotion ou associés à l'inauguration doivent être comptabilisés dans cette section.	Création QR code				100,00 $	
	Plaque alluminium avec affiche du QR code				150,00 $	
	Impression support communication pour diffusion				450,00 $	
	Réseaux sociaux				60,00 $	
	Inauguration				400,00 $	
					0,00 $	
					0,00 $	
	(G) Total communication et publicité				1.160,00 $	4.7 %
Frais d'administration (10%) Ex : Locaux, téléphonie, papeterie, coordination du projet*. *Inclut les frais associés à un tiers si la réalisation du projet est sous-traitée.	Assurance				650,00 $	
	Coordination du projet				500,00 $	
	Locaux, téléphonie, impression				200,00 $	
					0,00 $	
					0,00 $	
					0,00 $	
	(H) Total des frais d'administration				1.350,00 $	5.4 %
Contingences (10%) Ex : imprévus	Imprévus				1,500.00 $	
	(I) Total des contingences				1,500.00 $	6.0 %
(J) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G+H+I)					24,860.00 $	

Honoraires d'artistes (production et droit d'auteur) : 33.0 %

Contribution du Programme d'art mural: 100.0 %

Contribution de l'arrondissement: 100.0 %

Commentaires additionnels:

LE BUDGET DU PROJET EST POUR LES DEUX MURALES DANS LE QUARTIER

Section 6 – Signature

Après avoir pris connaissance du Programme de soutien financier – Programme d'art mural, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets.

Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier. Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet.

Signataire de la demande			
Nom	Carrasco	Fonction	Artiste
Date	29/02/2020	Signature	Ruben Carrasco Signature numérique de Ruben Carrasco Date : 2020.03.01 21:06:00 -04'00'

Section 7 – Pièces à joindre (en cliquant sur les trombones)

IMPORTANT – Pour l'admissibilité de votre projet aux volets 1 et 2, vous devez fournir les documents suivants :

- Une copie des lettres patentes de l'organisme
- Une copie de la résolution du CA désignant la personne habilitée à signer la convention avec la Ville de Montréal (« responsable de l'organisme », en page 1 section 1 du formulaire)
- Une copie des règlements généraux de l'organisme
- La liste des membres du conseil d'administration
- Le dossier de l'artiste, du muraliste ou du collectif (CV, courte biographie, démarche artistique, portfolio d'un maximum de 10 œuvres pour le volet 1 et de 5 œuvres pour le volet 2)
- Les états financiers de l'organisme pour la dernière année complétée
- La lettre d'appui de l'arrondissement
- La lettre d'intention des partenaires financiers

Pour tous les projets du volet 1 – Murales de grande visibilité, vous devez fournir également:

- Une (1) maquette de la murale
- Un portfolio de l'organisme (maximum de 10 œuvres)
- Entente avec le propriétaire du mur, incluant une autorisation d'accès aux représentants de la Ville de Montréal
- Entente avec l'artiste, incluant les clauses obligatoires demandées

Si vous éprouvez des difficultés à intégrer certaines pièces, celles-ci peuvent être envoyées séparément avec le formulaire, en format pdf.

ENVOYER VOTRE FORMULAIRE

Envoyer le formulaire à l'adresse artmural@ville.montreal.qc.ca

IMPORTANT : Il est obligatoire d'INDIQUER LE VOLET pour lequel le dossier est envoyé dans l'objet du courriel.

RUBEN CARRASCO

CURRICULUM VITAE

Artiste Visuel | Muraliste

rubencarrascoart.com
info@rubencarrascoart.com

FRANÇAIS
ANGLAIS
ESPAGNOL
ITALIEN

FEB 2020

Réalisation de murales

2020 London Calling, Forest Hill | **London, Angleterre**
2019 Festival IPAF | **Martinique, France-Antilles**
2019 Le M.U.R Bordeaux | **Bordeaux, France**
2018 12ème Ard. École 02 | Mairie de Paris | **Paris, France**
2019 12ème Ard. Coulée-vert | **Paris, France**
2018 Festival IPAF | **Acapulco, Mexique**
2018 L'Etho Brasserie | **Montréal, Qc. Canada**
2018 Murale anamorphique | **Montréal, Canada**
2018 12ème Ard. École 01 | Mairie de Paris | **Paris, France**
2018 19ème Ard ART42 | Musée d'art urbain | **Paris, France**
2018 MUR 12, 12ème Ard | Asso CICERO | **Paris, France**
2018 Festival IPAF | **Cape Town, Afrique de Sud**
2018 Street Art Show | Galerie Saint-Laurent | **Marseille, France**
2017 Pro-Vert Saint Henri | **Montréal, Canada**
2017 Murale | Cantinova | **Montréal, Canada**
2016 Festival international public d'art IPAF | **Tepoztlan, Mexique**
2016 Santafede liberata | **Naples, Italie**
2016 Walk the Line | **Gênes, Italie**.
2016 Projet Zentik | **Valladolid, Mexique**.
2016 Conseil de Quartier | **Playa del Carmen, Mexique**
2015 Festival CONSTRUCTO | **CDMX Mexique**
2015 Festival international public d'art IPAF | **Holbox, Mexique**
2014 Murale Collective, 5 Wolves No Pigs | **Cancun, Mexique**
2014 Festival international public d'art IPAF | **Holbox, Mexique**

Collections privées | Fresques & Œuvres

2020 Sculpture | Contemporary Art Foundation | **London, Angleterre**
2020 Toile | Graffiti Prints | **Newcastle, Angleterre**
2019 Murale Hôtel La Pagerie | **Martinique, France-Antilles**
2018 Murale | NIX Hôtel | **Tel aviv, Israel**
2018 Toile | Station F | **Paris, France**
2018 Murale | ART 42 - Musée d'art urbain | **Paris, France**
2015 Toile | Fondation Oasis | **Cancun. Mexique**
2008 Toile | Musée Pelopidas | **Cancun, Mexique**
2003 Toile | Maison de la Culture | **Cancun, Mexique**

Expositions individuelles sélectionnées

2019 Magnetic ArtLab Galerie | **Bordeaux, France**
2015 Fondation Oasis | **Cancun, Mexique**
2011 Cégep St-Jean-sur-Richelieu | **St-Jean-sur-Richelieu, Canada**
2010 Point Rouge Galerie | **Montréal, Canada**
2004 Soleil Galerie | **Cancun, Mexique**
2003 Maison de la Culture | **Cancun, Mexique**

Expositions collectives

2019 Petty Portal Galerie | **Dusseldorf, Allemagne**
2018 Galerie Saint-Laurent | **Marseille, France**
2017 Galerie L´Artistica | **Pietrasanta, Italie**
2014 Ambassade du Mexique | **Belmopan, Belize**
2013 5 Wolves No Pigs | Montréal arts interculturels | **Montréal, Canada**
2013 Expo virtuelle | Histoire de la créativité | **New York, États-Unis**
2009 Consulat général du Mexique | **Francfort, Allemagne**
2009 Musée Casa Benito Juarez | **La Havane, Cuba**
2009 Musée d'art contemporain | **Mérida, Mexique**
2008 Musée Pelopidas | **Cancun, Mexique**
2008 AIBACC | **Barcelone, Espagne**
2007 Biennale d'art contemporain | **Florence, Italie**

Présentation peinture en direct

2017 Centre de design | **Dallas, États-Unis**
2016 Dystopia, Arts mixtes | **Merida, Mexique**
2016 High Point | **Caroline du Nord**, **États-Unis**
2016 Marché de Las Vegas | **Vegas, Nevada, États-Unis**
2015 Marché de Las Vegas | **Vegas, Nevada, États-Unis**
2015 Expo design et Architecte | **Shanghai, Chine**
2014 High Point, Expo design d'intérieur | **Caroline du Nord, États-Unis**
2013 High Point, Expo design d'intérieur | **Caroline du Nord, États-Unis**

Cours et conférences

2019 Cours | École M. Jacques Hillairet | **Paris, France**
2018 Cours | Saint Henri | Pro-Vert | **Montréal, Canada**
2018 Conférence | **Cape Town, Afrique de Sud**
2017 Cours | **Guangzhou, China**
2015 Conférence | **Holbox, Mexique**

RUBEN CARRASCO

BIOGRAPHIE

Artiste Visuel | Muraliste

rubencarrascoart.com
info@rubencarrascoart.com

EXPERIENCE ARTISTIQUE
GESTION DE PRODUCTION
IMPLICATION SOCIALE

FEB 2020

Rubén Carrasco (1976) est un artiste montréalais, né et élevé au Mexique. En 2010, il s'installe à Montréal, Canada. Il a étudié les arts visuels et le graphisme dans les deux pays et a commencé sa carrière en 1998 en tant que scénographe. Il a produit des peintures grand format pour des théâtres au Mexique, ce qui l'inspirera à créer son propre corpus d'œuvres et à développer ses compétences pour produire des peintures murales.

Au cours de son expérience professionnelle, il a également travaillé en tant que producteur, tatoueur, photographe, designer et artiste numérique. Il a également enseigné et donné des cours d'art liés à la technique et à la production de peintures murales.

Il a participé à des expositions individuelles et de groupe, des festivals, des biennales et à des représentations en Chine, Angleterre, Italie, Allemagne, Espagne, Belize, Cuba, États-Unis, Israël, Mexique, France, Afrique du Sud et au Canada. Grâce à son travail, il a obtenu le soutien de la reconnaissance internationale des organisations culturelles, ambassades, gouvernements, de la presse, et de la communauté artistique.

Ruben est le fondateur du collectif international d'artistes "5 Wolves No Pigs" et le co-fondateur du festival IPAF, un festival international de muralisme contemporain avec à son actif huit éditions dans différents pays.

RUBEN CARRASCO

DÉMARCHE ARTISTIQUE

Artiste Visuel | Muraliste

rubencarrascoart.com
info@rubencarrascoart.com

MURS
TOILES
SCULPTURES

FEB 2020

Mon travail est généralement développé en série, chacune avec des caractéristiques esthétiques individuelles qui maintiennent une corrélation thématique. Cette dynamique de variation stylistique me permet une exploration créative plus étendue, libre et évolutive.

Images des sculptures classiques ou re-contextualisées, des créatures mutées, animaux et mondes imaginaires sont le résultat visuel de mon intérêt pour la philosophie, la science et l'anthropologie. Je suis intrigué par la réalité construite à partir de la condition humaine, les mythes, notre interaction avec la nature, de la façon dont nous la modifions et du développement culturel de sociétés hybrides typiques du monde moderne.

Lors de la production de fresques et conscient de l'impact nuisible que nous générons sur l'écosystème au quotidien, j'utilise un minimum de matériaux en affinant les techniques pour réduire ma consommation et éviter l'utilisation d'aérosols lorsque je crée des peintures murales afin de rester en cohérence avec ma démarche.

En tant que muraliste urbain j'aime créer des fresques avec une narration simple et d'accès universel en contexte avec l'endroit. Je considère également l'importance de la communication directe avec le public pendant le processus de production car cette dynamique enrichit l'expérience et m'aide à intégrer des éléments complémentaires liés à la communauté locale.

RUBEN CARRASCO

MURALS





02.2020

TEMPORARY MURALISM MURALISME CONTEMPORAIN URBAIN CONTEMPORARY MURALISM MURALISME CONTEMPORAIN URBAIN CONTEMPORARY MURALISM MURALISME CONTEMPORAIN URBAIN CONTEMPORARY MURALISM MURALISME CONT

THE FIGHT

100% Acrylic

170 ml | Brick wall
2.50 X 8 mts
2 Hindsley's Pl, Forest Hill
SE23 2NF
London Calling Project

LONDON ENGLAND
2020



LAST FOREST DREAMER

100% Acrylic

350 ml | Concrete wall
2.50 X 8 mts
2 Place Paul et Jean Paul
Avisseau, 33300
Le MUR de Bordeaux

BORDEAUX FRANCE
2019



THE GARDENER

100% Acrylic

15 lt | Concrete wall
7.5 x 12 mts
La Pointe Du Bout
Trois-Ilets
97229
Hotel La Pagerie

MARTINIQUE FRANCE
2019



WILDEBEEST RYDER

100% Acrylic

19 lt | Concrete wall
7.5 x 12 mts
39-5 Rue Jacques Cazotte
Fort de France
IPAF Martinique

MARTINIQUE FRANCE
2019



EL AGUA

100% Acrylic

150 ml | Concrete wall
2 x 3.5 mts
La Paz 12, Zona Urbana 49
Hotel Misión F. Valle
IPAF Acapulco

ACAPULCO MEXICO
2018



ARTAUD DEER

80% Acrylic | 20% SPRAY

30 Lt | 30 Cans | Metal wall
80 x 25 mts
130 Chemin de la Madrague-Ville
13015
Marseille Street Art Show &
IPAF France

MARSEILLE FRANCE
2018



HUNTING

100% Acrylic

0.5 It | Brick wall
2 x 6.5 mts
Coulée Verte René-Dumont
75012
Mairie 12, Ville De Paris
Asso CICERO

PARIS FRANCE
2019



BLACK BISON

100% Acrylic

1 lt | Concrete wall
4 X 8..5 Mts
23 Rue Jacques Hillairet
75012
Mairie 12, Ville De Paris
Asso CICERO

PARIS FRANCE
2019



WOLF IS BACK

100% Acrylic

1 lt | Concrete wall
4 X 10 Mts
23 Rue Jacques Hillairet
75012
Mairie 12, Ville De Paris
Asso CICERO

PARIS FRANCE
2018



BLACK DEATH

100% Acrylic

2 Lt | Drywall
2.5 X 3 Mts
96 Blvd. Bessières, 75017
ART 42 Collection | Interior
Asso CICERO

PARIS FRANCE
2018



NATURA VS NATURA

100% Acrylic

15 Lt | Concrete wall
3 x 20 mts
128 Avenue du Général
Michel Bizot
MUR 12
Mairie 12, Ville De Paris
Asso CICERO

PARIS FRANCE
2018



L'ORIGNAL

100% Acrylic

4 lt | Concrete wall
7 x 9.5mts
375 Rue Jarry E
L'ETOH Brasserie
IPAF
La Promenade Jarry

MONTREAL CANADA
2018



PHILOPOEMEN BLESSÉ

100% Acrylic

7 Lt | Brick wall
6.6 x 8 mts
Chemine de la Côte-Saint-Paul
H4C 3N3
PRO-VERT | IPAF

MONTREAL CANADA
2018



PERSEUS

100% Acrylic

1 LT | Brick wall
6.20 x 4.80 mts
4035 Rue St-Ambroise
CANTINOVA

MONTREAL CANADA
2017



THE TWO GRACES

100% Acrylic

4 Lt | Stucco wall
5 x 4 mts
Via San Giovanni Maggiore Pignatelli 2
Obla Fest

NAPLES ITALY
2016



NIX

100% Acrylic

250 ml | Drywall
6.6 x 4 mts
HaRakevet St 29, Tel Aviv-Yafo
6618306
Hotel NIX Collection

TEL AVIV ISRAEL
2018



TLALOC

100% Acrylic

5 Lt | CONCRETE wall
6.20 x 4.80 mts
27 coleridge rd. salt river
ipaf festival

CAPE TOWN SOUTH AFRICA
2018



EROS

100% Acrylic

18 lt | concrete wall
3 X 12 mts
Diagonal 65 Sur | 19 sur
ASSO VECINOS

PLAYA DEL CARMEN MEXICO
2016



ESPARTACUS

100% Acrylic

3 LT | Concrete wall
2 X 7.50 mts
Piazza dello Statuto, 16126
Walk The Line Project

GENOA ITALY
2016





MEMORIES

100% Acrylic

0.5 LT | wood panels
3,5 X 3.5 mts
43 Via S. Benedetto
5 POINTZ FESTIVAL

POLIGNANO A MARE ITALY
2016



MEMORIES

100% Acrylic

4LT | Stucco wall
7 X 5 Mts
Calle 13 Aguila
IPAF FESTIVAL

TEPOZTLAN MEXICO
2016



HORNS

100% Acrylic

LT | Concrete wall
3 X 6.5 mts
Juan de la Barrera No. 45,
Col. Condesa
CONSTRUCTO FESTIVAL

CDMX MEXICO
2015



PIRAT

100% Acrylic

1.5 LT | Concrete wall
2.5 x 3 mts
Calle Palomino
IPAF FESTIVAL

HOL-BOX MEXICO
2015



FISHERRABBIT

100% Acrylic

1.5 LT | Concrete wall
2.5 x 3 mts
Calle Palomino
IPAF FESTIVAL

HOL-BOX MEXICO
2015





INTERNATIONAL ACTIVITY

SHOWS | FESTIVALS | PRESENTATIONS | BIENNIALS

ENGLAND . FRANCE . CHINA . ITALY . GERMANY . SPAIN . BELIZE . CUBA . UNITED STATES . SOUTH AFRICA . MEXICO . CANADA . ISRAEL . MARTINIQUE

2015 . 2020

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1204206001

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 2

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	MU	139328
2.	IPAF FESTIVAL INTERNATIONAL D'ART PUBLIC	510644

Financement : Autre

Précision : Financé par les surplus déjà affectés au GDD 1184206001 le 4 juillet 2018 pour les projets de murales 2019, 2020 et 2021

MU: 20 000 $

IPAF FESTIVAL INTERNATIONAL D'ART PUBLIC: 11 505 $

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Pour IPAF FESTIVAL INTERNATIONAL D'ART PUBLIC, une demande de modification au dossier de fournisseur est en cours (courriel envoyé ce 23-04-2020). L'intervention financière porte sur la certification de fonds.

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		31 505,00 $						**31 505,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 7

Date de début : (jour (si connu)) mai (mois) 2020 (année)

Date de fin : 31 (jour (si connu)) décembre (mois) 2020 (année)

Formulaire complété par : Lalao Randrianarivelo

Prénom, nom

Date et heure système : 23 avril 2020 10:46:06

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **(Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée la « **Arrondissement** »

ET : **IPAF FESTIVAL INTERNATIONAL D'ART PUBLIC**, personne morale, légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif, L.C. 2009, ch.23* dont l'adresse principale est le 2330 Marchand, Montréal H2K 1R9, agissant et représentée par Ruben Carrasco, Directeur des opérations, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 741343115RT
Numéro d'inscription T.V.Q. : 122626705TQ

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme une organisation à but non lucratif;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme d'art mural, projet « Murales du quartier Centre-Sud» pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme de Murale « Murale du quartier Centre-Sud »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : **Directeur des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie**, ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : **Direction des Travaux publics, division inspection et entretien de l'arrondissement Ville-Marie**

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal,

Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le

Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de Onze mille cinq-cents cinq dollars (11 505 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de huit mille et cinquante trois dollars et 5 cents (8 053, 5 $), correspondant à 70% de la contribution, dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de Trois mille quatre-cents cinquante et une dollars et cinq cents (3 451,5 $), correspondant à 30 % de la contribution sera versé sur demande de l'Organisme suite à l'exécution des travaux et sur présentation d'un rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2330 Marchand, Montréal H2K 1R9, et tout avis doit être adressé à l'attention de Monsieur Ruben Carrasco. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17^{e} étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable désigné : Maxime Gascon, Contremaître, de l'Unité administrative.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan

Le .....e jour de ..... 20__

IPAF Festival International d'art public

Par : _____
Ruben Carrasuco, Directeur des Opérations

Cette convention a été approuvée par le (inscrire le nom de l'instance décisionnelle finale qui doit approuver la convention) de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution (inscrire l'abréviation de l'instance décisionnelle finale qui doit approuver la convention) …….).

ANNEXE 1

PROGRAMME D'ART MURAL 2020

Description de l'organisme (mission et activités régulières);

Présentation de l'artiste;

Présentation du projet :

- Description du projet de murale et description de la démarche de l'artiste.
- Adéquation du projet avec le contexte local.
- Description du projet de médiation culturelle et mobilisation de la communauté.
- Mesures de préservation de la murale.
- Objectifs mesurables visés par la réalisation du projet pour répondre aux objectifs du Programme de soutien en art mural

Échéancier

ANNEXE 2

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION HORS PROGRAMME

Objectifs

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS
Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution hors programme ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

signature autorisée et Critères généraux
L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



Où se procurer les différents formats du logo de l'arrondissement ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **(Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée la « **Arrondissement** »

ET : **MU**, personne morale, légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), dont l'adresse principale est le 81 boulevard de Maisonneuve Est, app.1 Montréal (Québec), agissant et représentée par Élizabeth-Ann Doyle, Directeur des opérations, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme une organisation à but non lucratif;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme d'art mural, projet «Parc Des Joyeux Vickings» pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme de Murale «Parc Des Joyeux Vickings»

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : **Directeur des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie,** ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « Unité administrative » : Direction des Travaux publics, division inspection et entretien de l'arrondissement Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de Vingt-mille dollars (20 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de quatorze-mille dollars (14 000 $) correspondant à 70% de la contribution, dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de six mille dollars (6 000,00 $), correspondant à 30 % de la contribution sera versé sur demande de l'Organisme suite à l'exécution des travaux et sur présentation d'un rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de

trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer

au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 81 boulevard de Maisonneuve Est, app.1 Montréal (Québec), et tout avis doit être adressé à l'attention de Madame Élizabeth-Ann Doyle. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17^{e} étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable désigné, Maxime Gascon, contremaitre, de l'unité administrative.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et

même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan

Le .....e jour de ..... 20__

MU

Par : _____
Élizabeth-Ann Doyle, Directrice des Opérations

Cette convention a été approuvée par le (inscrire le nom de l'instance décisionnelle finale qui doit approuver la convention) de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution (inscrire l'abréviation de l'instance décisionnelle finale qui doit approuver la convention) …….).

ANNEXE 1

Ville-Marie Montréal

PROGRAMME D'ART MURAL 2020

Description de l'organisme (mission et activités régulières);

Présentation de l'artiste;

Présentation du projet :

- Description du projet de murale et description de la démarche de l'artiste.
- Adéquation du projet avec le contexte local.
- Description du projet de médiation culturelle et mobilisation de la communauté.
- Mesures de préservation de la murale.
- Objectifs mesurables visés par la réalisation du projet pour répondre aux objectifs du Programme de soutien en art mural.

Échéancier

ANNEXE 2

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION HORS PROGRAMME

Objectifs

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution hors programme ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

signature autorisée et Critères généraux
L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



Où se procurer les différents formats du logo de l'arrondissement ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1204206001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur la portion du financement que l'arrondissement devra assumer en lien avec le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation, tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

' D'approuver les conventions avec IPAF Festival International d'Art public et MU pour la réalisation de projets de murales pour l'année 2020;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 11 505,00 $ pour IPAF Festival International d'art public;

- 20 000,00 $ pour MU

D'imputer cette dépense totale de 31 505,00 $, conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.``

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 31 505,00 $

	Années antérieures	2020
Montant		31 505,00 $

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 31 505,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0010000	306119	03101	54590	000000	0000	000000	028035	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 31 505,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306119	03101	61900	016491	0000	000000	028035	00000	00000

- Le(s) virement(s) requis a (ont) été effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM04206001
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

514 868-4567

Date: **2020-04-24**

Date et heure système : 24 avril 2020 12:04:27

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2020/05/12
18:30

(1)

Dossier # : 1204735004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 777 961,40 $ pour le financement du volet artériel de ce projet, accorder un contrat de 2 276 631,83 $, taxes incluses, à Les Pavages Céka inc. pour la réalisation des travaux de construction de saillies de trottoirs dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie, et autoriser une dépense maximale de 2 633 608,55 $ (appel d'offres public VMP-20-001 – 5 soumissionnaires)

Autoriser une dépense maximale de 2 633 608,55 $ pour la réalisation des travaux de construction de saillies de trottoirs dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie;
Accorder, à cette fin, un contrat à Les Pavages Céka inc. soit au prix total approximatif de 2 276 631,83 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges (appel d'offres public VMP-20-001 - 5 soumissionnaires);

Affecter les surplus d'un montant de 777 961.40 $ taxes incluses pour le financement du volet artériel;

Autoriser un budget prévisionnel de contingence d'un montant de 227 663,18 $;

Autoriser un budget prévisionnel de frais incidents d'un montant de 129 313,54 $.

Imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-04-30 08:44

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204735004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 777 961,40 $ pour le financement du volet artériel de ce projet, accorder un contrat de 2 276 631,83 $, taxes incluses, à Les Pavages Céka inc. pour la réalisation des travaux de construction de saillies de trottoirs dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie, et autoriser une dépense maximale de 2 633 608,55 $ (appel d'offres public VMP-20-001 – 5 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire décisionnel a pour objectif de demander l'autorisation d'octroyer un contrat à la compagnie de construction Les Pavages Céka inc. pour la réalisation du contrat de saillies de trottoirs prévues dans l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre de l'appel d'offres VMP-20-001.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution: CA20 240038: Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la construction de saillies et de traverses piétonnes en thermoplastique sur diverses rues artérielles de l'arrondissement Ville-Marie.
Résolution: CE20 0537: Accepter deux offres de service du conseil d'arrondissement de Ville -Marie en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge le financement, la conception et la réalisation des travaux 1. dans l'avenue Cedar, la
rue Saint-Mathieu et le boulevard de Maisonneuve et 2. dans la rue Wellington entre les rues King et Soeurs-Grises.

DESCRIPTION

Les travaux du présent contrats consistent aux réaménagement géométriques des diverses intersections de rue dans l'objectif d'y intégrer des saillies de trottoirs. Les saillies de trottoirs ont pour effet d'augmenter la visibilité des piétons pour les automobilistes, de réduire la vitesse des automobiles lors des virages et de réduire le temps de traverse aux intersections pour les piétons. De plus, les fosses de plantation intégrées aux saillies permettre de d'augmenter la plantation d'arbres et de végétaux.
Les saillies seront construites aux endroits suivants:

- Avenue Cedar face à l'Hôpital Général de Montréal (réseau artériel);

- Intersection de Saint-Mathieu et René-Levesque (réseau artériel);
- Intersection de Logan et Alexandre-de-Sève (réseau local- Est de Atateken);
- Intersection de Lafontaine et Alexandre-de-Sève (réseau local- Est de Atateken);
- Intersection de Logan et Poupart (réseau local, Est de Atateken);
- Intersection de Lafontaine et Poupart.(réseau local- Est de Atateken).

De plus, les traverses en thermoplastiques qui se trouvent à l'intersection de Atwater et Maisonneuve (réseau artériel) ainsi qu'à l'intersection de Lambert-Closse et Maisonneuve (réseau artériel)seront reconstruites à l'identique.

Il est à noter que toutes les entrées de services en plomb rencontrées lors des travaux seront remplacées par l'entrepreneur.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres public, VMP-20-001, pour les travaux de reconstruction de trottoirs avec saillies à divers endroits de l'Arrondissement de Ville-Marie, a été lancé le 13 février 2020 par le biais du SÉAO (Système Électronique d'Appels d'Offres).

- Dix (10) entreprises se sont procurées les documents de soumission;
- Les entreprises ont eu un délai de 26 jours pour soumissionner;
- Deux addendas ne modifiant pas le prix ont été publiés;
- Cinq (5)entreprises ont déposé des soumissions le 11 mars à 11 heures.

Voici la liste des soumissionnaires ainsi que les montants de leurs soumissions :

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Les Pavages Céka inc	2 276 631,83 $		2 276 631,83 $
Construction Larotek Inc	2 384 867,49 $		2 384 867,49 $
Ramcor Csontruction	2 866 888,69 $		2 866 888,69 $
De Sousa	3 298 524,59 $		3 298 524,59 $
Cojalac	3 599 477,77 $		3 599 477,77 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 922 715,38 $		1 922 715,38 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			2 885 278,07 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			26,73%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			1 322 845,94 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			58,11%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			353 916,45 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			18,41%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			108 235,66 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			4,75%

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût du contrat à octroyer est de 2 276 631,83 $, incluant les taxes.

Le montant du budget prévisionnel de contingence (10 %) est de 227 663,18 $, incluant les taxes.

Le montant du budget prévisionnel pour les frais incidents ''contrôle laboratoire'' est de 39 058,16 $, incluant les taxes et sera octroyé à Englobe via l'entente cadre 1285089.

Le montant du budget prévisionnel pour les frais incidents ''surveillance de chantier'' est de 90 255,38 $, incluant les taxes.

Le coût total du projet est évalué a $ 2 633 608,55 $.

Les travaux faisant l'objet du présent dossier seront financés à 100% par l'arrondissement de Ville-Marie.

Résumé des sources de financement :

1. Surplus de gestion pour les travaux visant le réseau artériel (29.54 %) : 777 961.40 $ taxes incluses
2. PTI local (70.46 %) : 1 855 647.15 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les aménagements de saillies permettent d'atténuer la circulation automobile et d'augmenter la végétation de l'espace public.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat n'est pas accordé au mois de mai, les travaux prévus ne pourront être réalisés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En collaboration avec la Division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie, une stratégie de communication pour annoncer les travaux et informer les citoyens durant cette période sera définie.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier préliminaire est le suivant :
Début travaux du contrat Juin 2020
Fin des travaux du contrat Octobre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéfan GALOPIN, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Fahd BENCHEKROUN, Service des infrastructures du réseau routier
Alain GAGNÉ, Service des infrastructures du réseau routier
Pierre SAINTE-MARIE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Stéfan GALOPIN, 23 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ghislain LANGLOIS
ingenieur(e)

Tél : 514-868-4544
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-14

Éric BELLEVILLE
c/d voirie

Tél : 514-872-1048
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2020-04-29

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1204735004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 777 961,40 $ pour le financement du volet artériel de ce projet, accorder un contrat de 2 276 631,83 $, taxes incluses, à Les Pavages Céka inc. pour la réalisation des travaux de construction de saillies de trottoirs dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie, et autoriser une dépense maximale de 2 633 608,55 $ (appel d'offres public VMP-20-001 – 5 soumissionnaires)

aspect financier 1204735004.pdfAnalyse_soumissions_20200318.pdf

SEAO__Résultats d'ouverture.pdfVMP-20-001_PV.pdfSEAO _ Liste des commandes.pdf

CÉKA_Section A.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ghislain LANGLOIS
ingenieur(e)

Tél : 514-868-4544
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1204735004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 777 961,40 $ pour le financement du volet artériel de ce projet, accorder un contrat de 2 276 631,83 $, taxes incluses, à Les Pavages Céka inc. pour la réalisation des travaux de construction de saillies de trottoirs dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie, et autoriser une dépense maximale de 2 633 608,55 $ (appel d'offres public VMP-20-001 – 5 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1204735004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-24

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

N° de dossier : 1204735004

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Les pavages Céka inc	143631

Financement : Sources multiples

Source 1 Affectation de surplus

Source 2 PTI

Source 3

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant-Source 1		777 961,40 $						**777 961,40 $**
Montant-Source 2		1 855 647,15 $						**1 855 647,15 $**
Total	**0,00 $**	**2 633 608,55 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**2 633 608,55 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

Date de début : jour (si connu) | juin (mois) | 2020 (année)

Date de fin : jour (si connu) | octobre (mois) | 2020 (année)

Formulaire complété par : Ghislain Langlois (Prénom, nom)

Date et heure système : 24 avril 2020 10:36:51

Tableaux d’analyse d’admissibilité et de conformité des soumissions de la Ville

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**VMP-20-001**
Titre d'AO :	**Travaux de reconstruction de trottoirs avec saillies à divers endroits de l'Arrondissement de Ville-Marie**
Date d'ouverture :	**2020-03-10**
Heure d'ouverture :	**11 h**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Les Pavages Céka inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	2 276 631,83 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Ramcor Construction inc.
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	2 866 888,69 $
Dernière estimation :	1 916 092,82 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	18,82%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	25,93%
Nombre de soumissions déposées :	5

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Les Pavages Céka inc.	2 276 631,83 $	Conforme	CONFORME	
2	Construction Larotek inc.	2 384 867,49 $	Conforme	CONFORME	
3	Ramcor Construction inc.	2 866 888,69 $	Conforme	CONFORME	
4	De Sousa	3 298 524,59 $	Conforme	CONFORME	
5	Cojalac inc.	3 599 477,77 $	Conforme	CONFORME	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par : Date :

Vérifiée par : Date :

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : VMP-20-001
Numéro de référence : 1345616
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Travaux de reconstruction de trottoirs avec saillies à divers endroits de l'arrondissement de Ville-Marie

Les renseignements publiés au SEAO étant publics, il est de votre responsabilité de vous assurer que l'information saisie est exacte. Il est donc fortement recommandé de la valider avant sa publication, et ce, bien qu'il soit possible d'apporter certains correctifs ultérieurement.

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Travaux de reconstruction de trottoirs avec saillies à divers endroits de l'arrondissement de Ville-Marie
Date de fermeture de l'avis :	2020-03-11 Au plus tard 11h, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2020-03-11 12 h 13
Organisme :	**Ville de Montréal** **Ville de Montréal - Arrondissement de Ville-Marie**
Contact(s) :	Katerine Rowan

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

	Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
	Les Pavage Céka inc 1143, boul. St-Jean-Baptiste Québec, (QC) CAN J6R0H6 http://www.pavagesceka.com	1160427812	Madame Julie Tremblay Téléphone : 450 699-6671 Télécopieur : 450 699-1847	2 276 631,83 $
	Construction Larotek Inc. 11730, avenue Lucien-Gendron Montréal, (QC) CAN H1E 7J7 http://jonathan@larotek.ca	1168625821	Monsieur Jonathan Vella Téléphone : 514 829-8454 Télécopieur : 514 587-2495	2 384 867,49 $
	Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, (QC) CAN H1P 1Y1	1161184792	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	2 866 888,69 $
	De Sousa 3872 Boulevard Leman Laval, (QC) CAN H7E1A1	1160862596	Monsieur Wilson De Sousa Téléphone : 450 663-3000 Télécopieur : 450 663-2000	3 298 524,59 $
	Cojalac inc. 174 boul. Lacombe Repentigny, (QC) CAN J5Z 1S1	1143922814	Monsieur Jacques Lachapelle Téléphone : 514 548-2772	3 599 477,77 $

Important : Le nom des soumissionnaires ainsi que leur prix total respectif sont divulgués sous réserve de vérification ultérieure.

Publier

© 2003-2020 Tous droits réservés

Travaux de reconstruction de trottoirs avec saillies à divers endroits dans l'arrondissement de Ville-Marie

VMP-20-001

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 11 mars 2020, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 13 février 2020 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Josée Kenny, analyste de dossiers, et en présence de madame Julie Roy, préposée à la gestion des contrats et de monsieur Ghislain Langlois, ingénieur.
Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
Cojalac inc. 1143922814	3 599 477,77$
Construction Larotek Inc. 1168625821	2 384 867,49$
4042077 CANADA INC.(De Sousa) 1160862596	3 298 524,59$
Les Pavage Céka inc 1160427812	2 276 631,83$
Ramcor Construction Inc. 1161184792	2 866 888,69

Julie Roy date
Préposée à la gestion des contrats
Division soutien administratif TP

Ghislain Langlois ing., M.Env. date
Ingénieur
Division de la voirie

Josée Kenny date
Analyste de dossiers
Division du Greffe

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : VMP-20-001
Numéro de référence : 1345616
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Travaux de reconstruction de trottoirs avec saillies à divers endroits de l'arrondissement de Ville-Marie

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Cappa construction inc. 7012, boul. St-Laurent, bureau 200 Montréal, QC, H2s3e2	Monsieur Ben Capparelli Téléphone : 514 996-9070 Télécopieur :	**Commande : (1699553)** 2020-02-14 10 h 15 **Transmission :** 2020-02-14 10 h 19	3262545 - VMP-20-001_Addenda-01 2020-02-25 15 h 32 - Courriel 3268539 - VMP-20-001_Addenda-02 (devis) 2020-03-04 8 h 53 - Courriel 3268540 - VMP-20-001_Addenda-02 (bordereau) 2020-03-04 8 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cojalac inc. 174 boul. Lacombe Repentigny, QC, J5Z 1S1	Monsieur Jacques Lachapelle Téléphone : 514 548-2772 Télécopieur :	**Commande : (1699359)** 2020-02-14 8 h 21 **Transmission :** 2020-02-14 8 h 30	3262545 - VMP-20-001_Addenda-01 2020-02-25 15 h 32 - Courriel 3268539 - VMP-20-001_Addenda-02 (devis) 2020-03-04 8 h 53 - Courriel 3268540 - VMP-20-001_Addenda-02 (bordereau) 2020-03-04 8 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Larotek Inc. 11730, avenue Lucien-Gendron Montréal, QC, H1E 7J7 http://jonathan@larotek.ca	Monsieur Jonathan Vella Téléphone : 514 829-8454 Télécopieur : 514 587-2495	**Commande : (1699844)** 2020-02-14 14 h 45 **Transmission :** 2020-02-14 14 h 45	3262545 - VMP-20-001_Addenda-01 2020-02-25 15 h 32 - Courriel 3268539 - VMP-20-001_Addenda-02 (devis) 2020-03-04 8 h 53 - Courriel 3268540 - VMP-20-001_Addenda-02 (bordereau) 2020-03-04 8 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Tro-MAP inc. 11750 avenue Philippe-Panneton Montréal, QC, H1E 4G4	Monsieur Marco Polizzi Téléphone : 514 648-0111 Télécopieur : 514 648-0009	**Commande : (1699954)** 2020-02-15 9 h 27 **Transmission :** 2020-02-17 1 h 36	3262545 - VMP-20-001_Addenda-01 2020-02-25 15 h 32 - Courriel 3268539 - VMP-20-001_Addenda-02 (devis) 2020-03-04 8 h 53 - Courriel 3268540 - VMP-20-001_Addenda-02 (bordereau) 2020-03-04 8 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
De Sousa 3872 Boulevard Leman Laval, QC, H7E1A1	Monsieur Wilson De Sousa Téléphone : 450 663-3000 Télécopieur : 450 663-2000	**Commande : (1700267)** 2020-02-17 9 h 38 **Transmission :** 2020-02-17 12 h 58	3262545 - VMP-20-001_Addenda-01 2020-02-25 15 h 32 - Courriel 3268539 - VMP-20-001_Addenda-02 (devis) 2020-03-04 8 h 53 - Courriel

			3268540 - VMP-20-001_Addenda-02 (bordereau) 2020-03-04 8 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1700107)** 2020-02-17 8 h 21 **Transmission :** 2020-02-17 8 h 21	3262545 - VMP-20-001_Addenda-01 2020-02-25 15 h 32 - Courriel 3268539 - VMP-20-001_Addenda-02 (devis) 2020-03-04 8 h 53 - Courriel 3268540 - VMP-20-001_Addenda-02 (bordereau) 2020-03-04 8 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GROUPE ABF INC. 7981 17e Avenue Montréal, QC, H1Z 3R2	Monsieur Robert Jourdain Téléphone : 514 376-0024 Télécopieur : 514 722-4764	**Commande : (1699635)** 2020-02-14 11 h 08 **Transmission :** 2020-02-14 13 h 37	3262545 - VMP-20-001_Addenda-01 2020-02-25 15 h 32 - Courriel 3268539 - VMP-20-001_Addenda-02 (devis) 2020-03-04 8 h 53 - Courriel 3268540 - VMP-20-001_Addenda-02 (bordereau) 2020-03-04 8 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Pavage Céka inc 1143, boul. St-Jean-Baptiste Québec, QC, J6R0H6 http://www.pavagesceka.com	Madame Julie Tremblay Téléphone : 450 699-6671 Télécopieur : 450 699-1847	**Commande : (1700359)** 2020-02-17 10 h 29 **Transmission :** 2020-02-17 10 h 29	3262545 - VMP-20-001_Addenda-01 2020-02-25 15 h 33 - Télécopie 3268539 - VMP-20-001_Addenda-02 (devis) 2020-03-04 8 h 54 - Télécopie 3268540 - VMP-20-001_Addenda-02 (bordereau) 2020-03-04 8 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y1	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Commande : (1699801)** 2020-02-14 14 h **Transmission :** 2020-02-14 15 h 58	3262545 - VMP-20-001_Addenda-01 2020-02-25 15 h 33 - Télécopie 3268539 - VMP-20-001_Addenda-02 (devis) 2020-03-04 8 h 54 - Télécopie 3268540 - VMP-20-001_Addenda-02 (bordereau) 2020-03-04 8 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y1	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Commande : (1700427)** 2020-02-17 11 h 09 **Transmission :** 2020-02-17 11 h 09	Mode privilégié : Ne pas recevoir

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Montréal

Ville de Montréal - Arrondissement de Ville-Marie
Direction des Travaux Publics

Appel d'offres public
Exécution des travaux
Addenda no 2
N° : VMP-20-001

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Arrondissement de Ville-Marie 800, boulevard de Maisonneuve est, 17e étage Montral (Québec) H2L 4L8
12	2	2020	11	3	2020	

Travaux de reconstruction de trottoirs avec saillies à divers endroits de l'Arrondissement de Ville-Marie

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux de reconstruction de trottoirs avec saillies à divers endroits de l'Arrondissement de Ville-Marie	1 980 110,31 $
Montant total avant taxes :	1 980 110,31 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	99 005,52 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	197 516,00 $
Montant total :	**2 276 631,83 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160427812

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Les Pavages Céka inc

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

1143, boul. St-Jean-Baptiste, Mercier (Québec) J6R 0H6

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : 450-699-6671		
SYLVAIN AGANIER	Télécopieur : 450-699-1847		
	Courriel : info@pavagesceka.com		
Signature:	Jour	Mois	Année
	10	mars	2020

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1204735004

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de préparation du présent certificat :

"Autoriser une dépense maximale de 2 633 608,55 $ pour la réalisation des travaux de construction de saillies de trottoirs dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie;

Accorder, à cette fin, un contrat à Les Pavages Céka inc. soit au prix total approximatif de 2 276 631,83 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges (appel d'offres public VMP-20-001 - 5 soumissionnaires);

Affecter les surplus d'un montant de 777 961,40 $ taxes incluses pour le financement du volet artériel;

Autoriser un budget prévisionnel de contingence d'un montant de 227 663,18 $;

Autoriser un budget prévisionnel de frais incidents d'un montant de 129 313,54 $."

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 55737

Sous-projet: 2055737000 - Arrondissement

2020	2021	2022	Total
1 694,0			

Imputation

Projet: 55737

Sous-projet: 2055737150 Travaux de construction de saillies de trottoirs- Volet artériel

2020	2021	2022	Total
-			-

Normallement les travaux sur le réeau artériel sont financés par la Ville-Centre. Les budget corporatifs ayant été réduits pour le réseau artériel, l'Arrondissement doit affecter ses surplus pour le financement de ce volet, aucun impact au PTI net.

Projet: 55737

Sous-projet: 2055737160 Travaux de construction de saillies de trottoirs- Volet local

2020	2021	2022	Total
1 694,0			1 694,0

Information comptable (Montants en dollars)

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
2 633 608,55 $	2 404 835,64 $	2 276 631,83 $	2 078 868,31 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM04735004 au montant de 2 404 835,64 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 710 382,46 $ Surplus de gestion (artériel)

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 1 694 453,18 $ PTI PRR local

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818284	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne): 29,54%
672 510,48 $ 614 091,71 $ Contrat-Volet artériel

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	9500998	801550	03107	57201	000000	0000	183076	000000	17030	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne): 29,54%
67 251,70 $ 61 409,77 $ Contingences-Volet artériel

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	9500998	801550	03107	57201	000000	0000	183076	028057	17030	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne): 29,54%
38 199,22 $ 34 880,98 $ Incidences- Volet artériel

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	9500998	801550	03107	54590	000000	0000	183076	028058	17030	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne): 70,46%
1 604 121,35 $ 1 464 776,61 $ Contrat-Volet local

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818284	801550	03107	57201	000000	0000	183077	000000	17030	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne): 70,46%
160 411,48 $ 146 477,06 $ Contingences-Volet local

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818284	801550	03107	57201	000000	0000	183077	028057	17030	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne): 70,46%
91 114,32 $ 83 199,52 $ Incidences-Volet local

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818284	801550	03107	54590	000000	0000	183077	028058	17030	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél.: 514 868-4567

Date: **2020-04-23**

Date et heure système : 24 avril 2020 10:36:51

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2020/05/12
18:30

(1)

Dossier # : 1205179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2021, dans le cadre de « l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local » et accorder une contribution de 32 613 $ à la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, une contribution de 31 113 $ à la Table inter-action du quartier Peter-McGill et une contribution de 31 113 $ à la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent pour une contribution totale de 94 839 $

D'approuver les convention se terminant le 31 mars 2021 avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, la Table inter-action du quartier Peter-McGill et la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent;
D'accorder à cet effet, une contribution financière de 32 613$ à la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, de 31 113$ à la Table inter-action du quartier Peter-McGill et de 31 113$ à la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent, conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local, pour un soutien financier total de 94 839$;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-04 15:08

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205179004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2021, dans le cadre de « l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local » et accorder une contribution de 32 613 $ à la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, une contribution de 31 113 $ à la Table inter-action du quartier Peter-McGill et une contribution de 31 113 $ à la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent pour une contribution totale de 94 839 $

CONTENU

CONTEXTE

En 2006, l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local (IMSDSL ou Initiative montréalaise) entre officiellement en vigueur, avec sa structure de gouvernance et ses outils de gestion. Elle est le résultat d'un engagement de partenariat entre Centraide du Grand Montréal, la Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ), la Direction régionale de la santé publique (DRSP), du Centre intégré universitaire de santé et des services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (CCSMTL), des cinq centres intégrés de santé et de services sociaux (CIUSSS) de Montréal, de la Ville de Montréal – Service de la diversité et de l'inclusion sociale et des arrondissements.
L'Initiative montréalaise vise à contribuer au développement social dans les quartiers en luttant contre la pauvreté et les inégalités sociales. Elle soutient la concertation des acteurs afin d'améliorer la qualité et les conditions de vie des populations relativement à des enjeux priorisés par le milieu notamment dans les domaines de la santé, de l'aménagement urbain, de l'environnement, de l'éducation, de l'économie, de l'habitation, du transport, de la sécurité, de l'emploi, de la sécurité alimentaire, de la culture, des sports, des loisirs et de tous autres enjeux interpellant les partenaires de la communauté.

En reconnaissant le rôle central des Tables de quartier dans le développement social des

quartiers et en leur accordant un soutien financier, l'Initiative montréalaise vise plus spécifiquement à :

- Mettre à la disposition des quartiers des ressources dédiées à la mobilisation et à la concertation des acteurs locaux, au développement du leadership et de la capacité collective d'agir du milieu, afin de maximiser leur pouvoir d'intervenir sur les enjeux qui les touchent;
- Contribuer à la mise en place ou au renforcement d'un espace permettant aux acteurs locaux de mieux se connaître, de mieux se comprendre et de se mobiliser autour d'objectifs communs pour le développement de leur communauté;
- Favoriser l'action collective et intégrée des communautés locales pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi qu'améliorer la qualité et les conditions de vie.

En 2012, les partenaires financiers de l'Initiative montréalaise ont bonifié le financement alloué aux Tables de quartier afin de mieux soutenir les quartiers dans le développement d'une vision intégrée et concertée du développement local.

En 2013-2014, un comité de travail composé de représentants des partenaires de l'Initiative montréalaise a actualisé le document *Orientations et paramètres de gestion et de l'évaluation* . En 2015, un nouveau cadre de référence précisant les finalités de l'Initiative montréalaise et clarifiant les caractéristiques et les rôles d'une Table de quartier est adopté et remplace le document précédent.

La présente démarche vise à confirmer la reconnaissance et l'engagement du conseil d'arrondissement envers les tables de quartier, dans le respect du cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local.

La contribution totale versée par les trois partenaires financiers pour la période 2020-2021 s'élève à un peu plus de 3,0 M $ et représente un minimum de 101 228 $ par Table de quartier. En effet, certaines Tables de quartier voient leur financement accru grâce à une contribution supplémentaire de leur arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0440 du 23 août 2018 : Approuver le projet d'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal par lequel le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale confie à la Ville de Montréal la gestion d'une enveloppe de 44,75 M $ sur cinq ans, soit 4,75 M $ en 2018-2019, 10 M $ en 2019-2020, 10 M $ en 2020-2021, 10 M $ en 2021-2022 et 10 M $ en 2022-2023.
CM15 0329 du 24 mars 2015 : Adopter un nouveau cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local

CG16 0194 du 24 mars 2016 : Approuver un projet d'entente entre le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Ville de Montréal ayant pour but de prolonger d'un an et de convenir des modalités de versements de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (MTESS - Ville) et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 9 M $ pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017

CA19 240255 du 9 juin 2019 : Modifier la résolution CA17 240250, modifier les conventions avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent et avec la Table de quartier Peter-McGill, pour la période 2019-2020, afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380 $ dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité pour une contribution additionnelle totale de 49 140 $

CA18 240247 du 8 mai 2018 : Modifier la résolution CA17 240250 afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380 $ pour trois organismes pour la période 2018-2019, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité représentant une contribution additionnelle totale de 49 140 $

CA17 240250 du 9 mai 2017 : Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2020, avec trois organismes, accorder une contribution totale 137 097 $ conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local et accorder une contribution additionnelle de 16 380 $ pour ces mêmes trois organismes pour la période 2017-2018, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité

DESCRIPTION

La Corporation de développement communautaire du Centre-Sud a pour mission la concertation locale et multisectorielle des organismes communautaires, des entreprises d'économie sociale et des institutions qui desservent la population du quartier. Elle anime la Table de développement social Centre-Sud et la démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI) de Sainte-Marie. Pour la prochaine année, la CDC CS poursuit la réalisation de son plan d'action sur 4 axes : Habiter (Mouvement Courtepointe, Comité d'accompagnement des grands projets), Vivre-ensemble (communauté de pratique "Mieux lutter contre l'exclusion sociale", Soupe locale Centre-Sud), Se nourrir (Notre quartier nourricier) et Travailler, étudier et se développer (chantier en développement social et économique, comité réussite éducative et sociale des enfants et des jeunes).
La Table Inter-Action du quartier Peter McGill a pour mission de favoriser le rassemblement et la concertation entre les personnes qui résident, commercent, travaillent, étudient ou vivent de façon marginale dans le quartier et les organismes publics et communautaires qui les desservent. Au cours de la prochaine année, elle poursuivra la réalisation de plan d'action sur 3 axes : l'aménagement urbain (espaces verts, développement d'écoles de quartier et mise en place du centre de Peter-McGill), les enjeux thématiques relatifs aux populations (famille, jeunesse, aînés) et les enjeux thématiques relatifs à la réalité du quartier (immigration, vie de quartier, sécurité alimentaire, itinérance).

La Table de concertation du faubourg Saint-Laurent a pour mission de favoriser la communication, les échanges et la concertation entre les différents acteurs du faubourg Saint-Laurent, pour tout ce qui touche le mieux-être des diverses catégories de personnes qui y vivent ou qui le fréquentent. Pour la prochaine année, elle poursuit la réalisation de son plan d'action sur 5 axes : la cohabitation harmonieuse (comité cohabitation, centre de jour du Sac à dos), l'accessibilité au logement (Quadrilatère de la Miséricorde et Maison du savoir, de la littérature et du numérique), l'accès aux services de proximité et alimentation et la pérennisation des organisations communautaires (Carrefour communautaire du Faubourg Saint-Laurent) et la rétention des familles (école de quartier).

JUSTIFICATION

Les trois tables de quartier de l'arrondissement ont fait l'objet d'une évaluation triennale en 2019 par des représentants des trois bailleurs de fonds qui ont recommandé la reconduction

de leur financement triennal respectif. Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) certifie que les Tables de quartier précitées répondent au cadre de référence de l'Initiative montréalaise, comme mentionné dans la lettre de reconduction en pièce jointe, et que les fonds alloués à ces dernières par l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) serviront à réaliser un projet de concertation et de mobilisation pour des actions de lutte contre pauvreté dans les quartiers tel que prévu dans la demande formulée par la Coalition montréalaise des Tables de quartier.
À travers le plan d'action en développement social 2020-2022, l'arrondissement souhaite :

- favoriser le dynamisme des milieux de vie et la création d'espaces de rencontres citoyennes;
- réduire les inégalités sociales et soutenir les personnes dans le besoin;
- assurer une solidarité et une cohésion sociale dans les quartiers;
- favoriser la cohabitation harmonieuse entre les personnes fréquentant ou résidant sur le territoire;
- soutenir l'intégration socio-économique des citoyens d'origines diverses

Poursuivant plusieurs des mêmes objectifs, les tables de quartier sont des acteurs privilégiés qui contribueront à plusieurs actions du Plan. Le soutien accordé aux trois tables permet donc de concrétiser les engagements de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget alloué par l'Initiative montréalaise pour la période 2020-2021, pour chacune des troi s'élève à 101 416 $ répartis de la manière suivante :

Tables de quartier	Contribution annuelle 2020 et partenaires financiers									
			Ville de Montréal							
	Centraide	DRSP	AVM	% du projet financé	SDIS	% du projet financier	Sous-total Ville	Ville/MTESS	% du projet financé	Gr to Vi
Corporation de développement communautaire Centre-Sud	50 620 $	18 183 $	14 000 $	14%	2 233$	2%	16 233 $	16 380$	16%	3 61
Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent	54 120 $	16 183 $	- $	0%	14 733$	15%	14 733 $	16 380$	16%	3 11
Interaction du quartier Peter-McGill	54 620 $	15 683 $	- $	0%	14 733$	15%	14 733 $	16 380$	16%	3 11
Total des contributions financières	159 360$	50 049 $	14 000 $		31 699$		45 699 $	49 140$		9 83

Concernant la contribution allouée par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS)

- Cette dépense est entièrement assumée par la Ville centrale à même le budg Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

Concernant la contribution allouée par l'Entente administrative Ville-MTESS

- Cette contribution financière demeure non récurrente.
- Le budget alloué demeure entièrement financé par le gouvernement du Québ ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale).
- Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle cor lutte à la pauvreté qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Lo l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomératio*

Concernant la contribution allouée par l'arrondissement

- Cette dépense annuelle est entièrement assumée à même le budget de la Div sports, des loisirs et du développement social (DSLDS) pour la période 2020- (Imputation : 306125-05803-61900).
- La Table de concertation du faubourg Saint-Laurent est hébergé sans frais da centre communautaire appartenant à l'Arrondissement, en concordance avec de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif de l'arronc

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les activités réalisées par les tables s'inscrivent dans l'action 9 du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020* : " Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion "

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Prise en compte de manière intégrée des différents enjeux liés au développement des communautés locales.

- Développement de priorités communes et d'actions concertées.
- Meilleure utilisation des ressources disponibles.
- Plus grande mobilisation des citoyens et des groupes.
- Réduction de la pauvreté.
- Amélioration globale de la qualité et des conditions de vie

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise actuelle, le projet se réalise, et ce, sans aucun ajustement. Le projet est maintenu tel quel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation des activités des organismes.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie MAURO, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale
Aissata OUEDRAOGO, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale

Lecture :

Stéphanie MAURO, 1er mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 868-4180
Télécop. : 514 868-5810

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-29

Marie-Claude OUELLET
Chef de division de la culture des sports et des loisirs

Tél : 514 872-6365
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2020-04-29

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1205179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2021, dans le cadre de « l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local » et accorder une contribution de 32 613 $ à la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, une contribution de 31 113 $ à la Table inter-action du quartier Peter-McGill et une contribution de 31 113 $ à la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent pour une contribution totale de 94 839 $



1205179004_Tables de quartier_aspect financier.pdf



Annexe A_Cadre de référence_Initiative montréalaise.pdf



Annexe B_Plan d'action CDC CS_2019-2020_VF.pdf



Annexe C Lettre 2020 - CDC Centre-Sud.pdf



Annexe B_plan-d-action-2019-20-Faubourg St-Laurent.pdf



Annexe C Lettre 2020 - Faubourg Saint-Laurent.pdf



Annexe B Plan d'action 2019-2020_Interaction Peter McGill.pdf



Annexe C Lettre 2020 - Peter-McGill.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 868-4180
Télécop. : 514 868-5810

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1205179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2021, dans le cadre de « l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local » et accorder une contribution de 32 613 $ à la Corporation de développement communautaire Centre -Sud, une contribution de 31 113 $ à la Table inter-action du quartier Peter-McGill et une contribution de 31 113 $ à la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent pour une contribution totale de 94 839 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1205179004 - Table de quartier Ville-Marie.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-04

Arianne ALLARD
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1205179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2021, dans le cadre de « l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local » et accorder une contribution de 32 613 $ à la Corporation de développement communautaire Centre -Sud, une contribution de 31 113 $ à la Table inter-action du quartier Peter-McGill et une contribution de 31 113 $ à la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent pour une contribution totale de 94 839 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1205179004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-30

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Division des ressources financières et matérielles



Convention 2020-2021_CDC CS_1205179004.pdf



Convention 2020-2021_Faubourg St-Laurent_1205179004.pdf



Convention 2020-2021_PMcG_1205179004.pdf

N° de dossier : 1205179004

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 3

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud	152307
2.	Table Inter-Action du quartier Peter McGill	327786
3.	Table de concertation du faubourg Saint-Laurent	121458

Financement : Sources multiples

Source 1 Financement corporatif

Source 2 Budget de fonctionnement

Source 3

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Pour la CDC Centre Sud : contribution de 14 000$ de l'arrondissement en provenance du budget de la DSLDS (Imputation : 306125-05803-61900); contribution de 2 233$ en provenance du budget du SDIS; contribution de 16 380$ en provenance de l'entente Ville/MTESS.
Pour la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent : contribution de 14 733 $ en provenance du budget du SDIS et contribution de 16 380$ en provenance de l'entente Ville/MTESS.
Pour la Table Inter-Action Peter McGill : contribution de 14 733 $ en provenance du budget du SDIS et contribution de 16 380$

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant-Source 1		80 839,00 $						**80 839,00 $**
Montant-Source 2		14 000,00 $						**14 000,00 $**
Total	**0,00 $**	**94 839,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**94 839,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	avril	2020		31	mars	2021

Formulaire complété par : Martin Crépeau

Prénom, nom

Date et heure système : 16 avril 2020 12:17:35

CADRE DE RÉFÉRENCE









INITIATIVE MONTRÉALAISE DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL

Des quartiers où il fait bon vivre !

Initiative montréalaise
de **soutien** au **développement**
social local

C A D R E D E R É F É R E N C E

INITIATIVE MONTRÉALAISE DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL

Des quartiers où il fait bon vivre !

Initiative montréalaise
de **soutien** au **développement**
social local

Ce document a été édité par le Comité de pilotage de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local composé de représentants des réseaux suivants :
Centraide du Grand Montréal
Coalition montréalaise des tables de quartier (CMTQ)
Direction de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal et les CIUSSS de la région de Montréal
Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal et les arrondissements

Révision linguistique : Monique Paquin
Mise en page : Coralie Ibouily
Photos : Centraide du Grand Montréal, Coalition montréalaise des tables de quartier et Ville de Montréal
Communication et Infographie : Élisabeth Pérès et Paul Cloutier, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre Est-de-l'Île-de-Montréal

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2ème trimestre 2015
ISBN : 978-2-921761-94-7

Ce document ainsi que les annexes qui l'accompagnent sont disponibles sur le site Internet :
www.ville.montreal.qc.ca/diversite
Pour plus d'information, veuillez contacter Madame Chantal Croze, conseillère en développement communautaire à la Ville de Montréal au 514-872-7254.

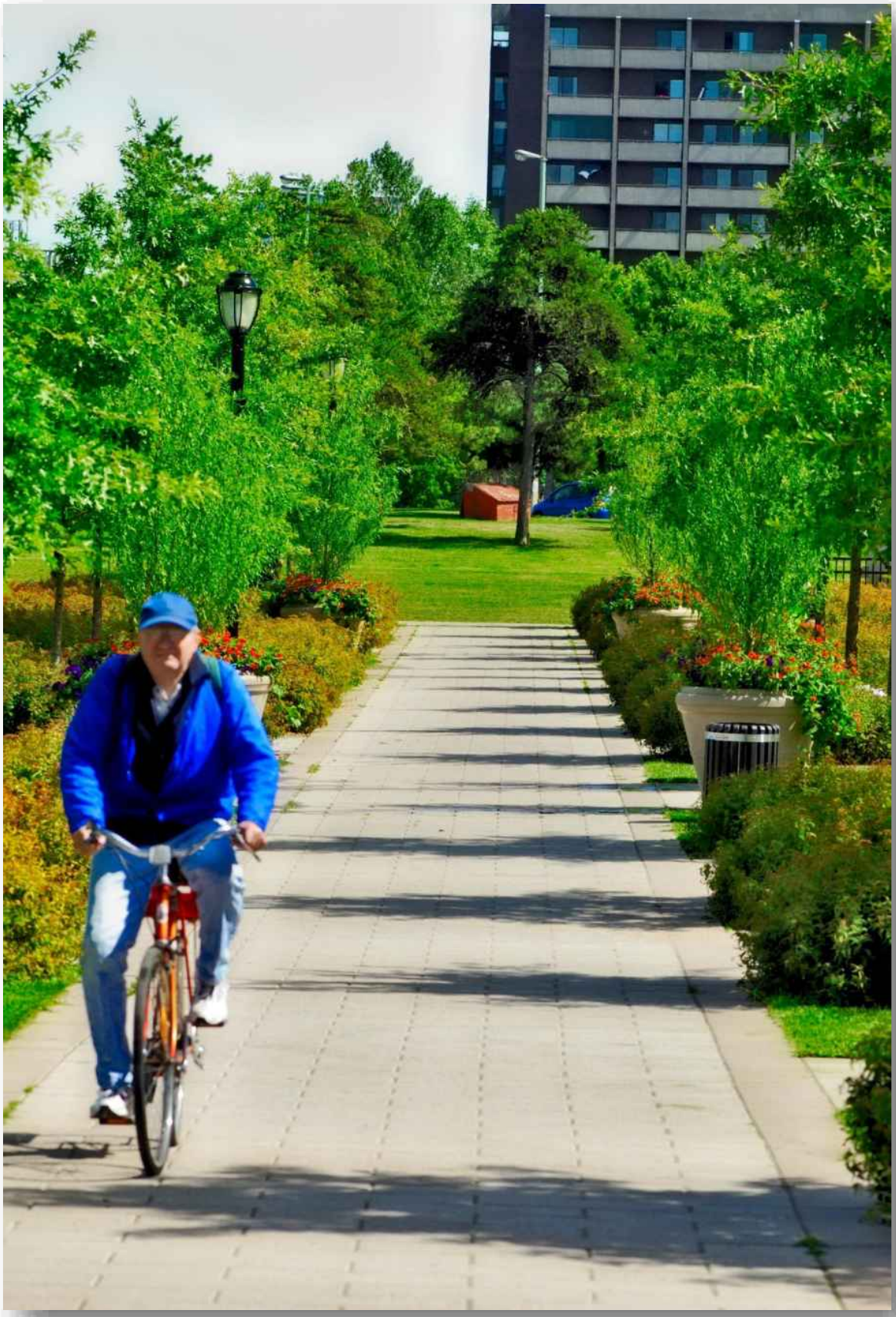
PRÉAMBULE

En 2006, les partenaires de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local adoptaient le document *Orientations et paramètres de gestion et d'évaluation.* Ce dernier précisait la nature et les objectifs de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local (ci-après appelée « Initiative montréalaise »), les caractéristiques d'une Table locale de concertation et les critères de financement ainsi que les modalités de suivi et d'évaluation. Après cinq années de fonctionnement, l'Initiative montréalaise faisait l'objet d'une évaluation en 2011. À la suite du dépôt du rapport final, un comité de travail a été constitué afin de donner suite à l'une de ses principales recommandations qui portait sur la nécessité de mettre à jour ce document dorénavant désigné sous le nom de « cadre de référence ».

Par cette actualisation, le comité de pilotage de l'Initiative montréalaise voulait enrichir et préciser les finalités de l'Initiative montréalaise ainsi que clarifier les rôles et les responsabilités des partenaires. Une toute nouvelle section intitulée *Engagement des partenaires* a d'ailleurs été ajoutée afin de démontrer la volonté des partenaires de faire vivre ce modèle qu'est l'Initiative montréalaise. De plus, le terme « Table de quartier » remplace désormais celui de « Table locale de concertation » afin de mieux refléter la réalité de l'ancrage de la concertation dans les quartiers et de se démarquer des Tables sectorielles locales.

Ce nouveau cadre de référence s'adresse tant aux partenaires régionaux et locaux de l'Initiative montréalaise qu'aux Tables de quartier, et poursuit un double objectif. D'abord, il vise à mieux articuler les objectifs de l'Initiative montréalaise en tant que partenariat et à mieux définir les rôles et les responsabilités des partenaires, puis à expliciter la nature d'une Table de quartier et les rôles qu'elle joue dans sa communauté.

Le présent document est le fruit d'une précieuse collaboration entre Centraide du Grand Montréal, la Coalition montréalaise des tables de quartier (CMTQ), la Direction de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal et les CIUSSS de la région de Montréal ainsi que la Ville de Montréal (la Direction de la diversité sociale et des sports et les arrondissements). Le comité de pilotage remercie toutes les personnes qui ont de près ou de loin contribué à ce que cette révision puisse voir le jour.



S O M M A I R E

Historique 7

Le développement social local et ses principes d'action 9

Orientations

1. Les objectifs de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local 10
2. Les fondements de l'Initiative montréalaise 10
3. Les grands principes de l'Initiative montréalaise 11
4. L'engagement des partenaires de l'Initiative montréalaise 12
5. Les structures de fonctionnement 13
6. Les caractéristiques et les rôles d'une Table de quartier 14

Les paramètres de gestion et d'évaluation

1. La reddition de comptes et le renouvellement du financement 17
2. La place de l'évaluation dans l'Initiative montréalaise 19

Annexes

1. Annexe 1 : Critères d'analyse de la reddition de comptes 23
2. Annexe 2 : Documents à fournir par les Tables de quartier 28
3. Annexe 3 : Étapes du processus de reddition de comptes 29

H I S T O R I Q U E

Depuis plus de 50 ans, les communautés des quartiers montréalais se sont investies dans des actions locales en raison des enjeux qui touchent directement leurs conditions de vie et leur environnement immédiat. Pour ce faire, elles ont mis sur pied, au fil des ans, des Tables de concertation en développement social, les Tables de quartier, dans l'objectif d'améliorer les conditions et le cadre de vie des populations locales.

Les premières Tables de quartier se sont structurées à la fin des années 1970 et durant les années 1980. Dans la mouvance du réseau Villes-Santé de l'Organisation mondiale de la santé, auquel adhère la Ville de Montréal, d'autres Tables de quartier sont mises sur pied au début des années 1990.

En 1994, la Ville de Montréal, constatant le dynamisme communautaire de plusieurs quartiers, décide, en consultation avec ses partenaires, de privilégier, de renforcer et d'étendre le volet local du mouvement. Elle affirme sa volonté de soutenir, dans chaque quartier, une Table locale de concertation œuvrant à l'amélioration de la qualité de vie. Dix-neuf Tables locales de concertation reçoivent ainsi un financement de la Ville de Montréal.

En 1997, Centraide du Grand Montréal, la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal et la Ville de Montréal décident de s'unir pour créer conjointement le Programme de soutien financier au développement social local, lequel intègre 20 Tables de quartier correspondant à 20 quartiers sociologiques de Montréal.

À la suite des fusions municipales, la Direction de santé publique lance en 2000 un programme de soutien au développement social destiné aux nouveaux arrondissements de la nouvelle Ville de Montréal. Elle retient sept territoires dans lesquels elle s'engage, en partenariat avec le CLSC local, à soutenir la mise en place d'une Table de quartier intersectorielle et multiréseaux. Cette décision permet la création, au début des années 2000, de nouvelles Tables de quartier, principalement dans les anciennes villes de banlieue de Montréal.

Lors du Sommet de Montréal tenu en 2002, une des priorités adoptées veut que le Programme de soutien au développement social local soit élargi à l'ensemble de la nouvelle ville. Puis suivent en 2003 et 2004 des annonces de consolidation du financement du programme par ses partenaires financiers. Trente Tables de quartier seront alors financées.

À partir de 2004, une importante démarche de révision du Programme de soutien financier au développement social local est amorcée. Pour ce faire, un comité de travail est formé. Un comité de pilotage permanent est également mis en place pour guider le développement de ce qui devient l'Initiative montréalaise.

En 2006, l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local entre officiellement en vigueur, avec sa structure de gouvernance et ses outils de gestion. Le document *Orientations et paramètres de gestion et d'évaluation* est adopté par les partenaires de l'Initiative montréalaise. Il s'agit d'un modèle de partenariat unique au Québec. Unique, d'abord parce que des partenaires financiers d'horizons et de missions différents acceptent d'harmoniser leurs contributions financières et de réaliser une gestion conjointe permettant d'accorder aux Tables de quartier un financement pour trois ans, renouvelable. Mais

aussi parce que les Tables de quartier, à travers la Coalition montréalaise des tables de quartier, ont été des partenaires impliqués dans toutes les étapes du développement du programme.

En 2007, le comité de pilotage commande la réalisation d'une étude sur les conditions favorables à la concertation locale. Les conclusions de celle-ci guident l'élaboration du premier plan de développement (2009-2011) de l'Initiative montréalaise.

L'année 2011 marquait quant à elle la cinquième année d'existence de l'Initiative montréalaise et, comme prévu, le modèle de concertation a fait l'objet d'une évaluation. Les résultats ont été connus en mai 2011 et la mise à jour du présent document vise à répondre directement à l'une des recommandations afin de mieux préciser les rôles et les responsabilités des partenaires ainsi que les critères d'évaluation des Tables de quartier.

LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL ET SES PRINCIPES D'ACTION

En septembre 2012, le Forum régional sur le développement social de l'île de Montréal adoptait une nouvelle définition du développement social. Nous la reprenons ci-dessous afin de saisir dans une perspective plus large comment l'Initiative montréalaise s'inscrit dans le développement social.

Le développement social

Le développement social fait référence à la mise en place et au renforcement des conditions requises pour permettre, d'une part, à chaque individu de développer pleinement ses potentiels, de pouvoir participer activement à la vie sociale et de pouvoir tirer sa juste part de l'enrichissement collectif, et, d'autre part, à la collectivité de progresser socialement, culturellement et économiquement dans un contexte où le développement économique s'oriente vers un développement durable, soucieux de la justice sociale[1].

Les partenaires de l'Initiative montréalaise se sont entendus pour retenir la définition suivante du développement social local, qui s'inspire de celle qui est indiquée plus haut. Les notions d'ancrage territorial et d'actions collectives y ont été ajoutées afin de mieux circonscrire l'environnement dans lequel évoluent les Tables de quartier.



[1] Source : Forum régional sur le développement social de l'île de Montréal, Règlements généraux adoptés lors de l'AGA de septembre 2012.

Le développement social local

Le développement social local réfère à un processus coopératif construit et porté ensemble par les acteurs et par les citoyens d'un territoire local qui vise l'amélioration des potentiels individuels et collectifs et des conditions de vie sur les plans social, culturel, économique et environnemental. Ce processus s'appuie sur une vision globale et adopte une approche intégrée qui reconnaît l'interrelation des dimensions du développement et qui vise la complémentarité des interventions.

Les principes d'action associés au développement social local sont[2] :

- La participation des individus et des communautés locales aux décisions et aux actions qui les concernent
- L'empowerment (développement des capacités)
- Le partenariat et l'action intersectorielle
- La réduction des inégalités sociales
- L'harmonisation et la promotion de politiques publiques favorables à l'amélioration des conditions de vie et au bien-être

De plus, un autre principe important que nous reconnaissons consiste à favoriser la mise en place d'approches différenciées selon les réalités locales.

NOTE : Le développement social local et le développement des communautés sont ici entendus comme étant synonymes.

[2] Sources : Principes tirés ou adaptés du document de travail *Des indicateurs élaborés en fonction des principes d'action associés au développement des communautés*, Jean Tremblay, Institut national de santé publique, 12 mars 2013, 7 p. et *La santé des communautés : perspectives pour la contribution de la santé publique au développement social et au développement des communautés*, Institut national de santé publique, 2002, 50 p.

ORIENTATIONS

1. LES OBJECTIFS DE L'INITIATIVE MONTRÉALAISE DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL

L'objectif principal

L'Initiative montréalaise de soutien au développement social local vise à contribuer au développement social dans les quartiers de Montréal en luttant contre la pauvreté et les inégalités sociales. Elle soutient la concertation des acteurs afin d'améliorer la qualité et les conditions de vie des populations relativement à des enjeux priorisés par le milieu, notamment dans les domaines de la santé, de l'aménagement urbain, de l'environnement, de l'éducation, de l'économie, de l'habitation, du transport, de la sécurité, de l'emploi, de la sécurité alimentaire, de la culture, des sports, des loisirs et de tout autre enjeu interpellant les partenaires de la communauté.

Les objectifs spécifiques

En reconnaissant le rôle central des Tables de quartier dans le développement social des quartiers et en leur accordant un soutien financier, l'Initiative montréalaise vise plus spécifiquement à :

- Mettre à la disposition des quartiers des ressources destinées à la mobilisation et à la concertation des acteurs locaux, et au développement du leadership et de la capacité collective d'agir du milieu, afin de maximiser leur pouvoir d'intervenir sur les enjeux qui les touchent;
- Contribuer à la mise en place ou au renforcement d'un espace permettant aux acteurs locaux de mieux se connaître, de mieux se comprendre et de se mobiliser autour d'objectifs communs pour le développement de leur communauté;
- Favoriser l'action collective et intégrée des communautés locales pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et pour améliorer la qualité et les conditions de vie.

2. LES FONDEMENTS DE L'INITIATIVE MONTRÉALAISE

Un partenariat engageant les paliers régional et local

L'Initiative montréalaise est le résultat d'un engagement formel de partenaires à adhérer sur le plan tant régional que local, aux objectifs, aux principes ainsi qu'aux paramètres de gestion et d'évaluation du présent cadre de référence.

Les partenaires de l'Initiative montréalaise sur le plan régional sont :

- Centraide du Grand Montréal
- La Coalition montréalaise des tables de quartier (CMTQ)
- La Direction de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal
- Le Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal

Les partenaires de l'Initiative montréalaise sur le plan local sont :

- Les Centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS)
- Les arrondissements de la Ville de Montréal – Direction culture, sport, loisir et développement social

NOTE : Les Tables de quartier sont à la fois mandataires du financement de l'Initiative montréalaise et partenaires locaux de l'Initiative montréalaise. Toutefois, étant donné le rôle particulier qui leur est reconnu par l'Initiative montréalaise en matière de développement social local, dans ce document, le terme « partenaire local » désigne les CIUSS et les arrondissements de la Ville de Montréal.

La reconnaissance d'un mécanisme de concertation

Les partenaires de l'Initiative montréalaise reconnaissent des mécanismes locaux de concertation intersectorielle et multiréseaux, structurés et permanents, ci-après appelés « Tables de quartier ». Ces Tables correspondent aux caractéristiques et s'engagent à remplir les rôles pour lesquels elles sont mandatées dans ce cadre de référence (p.14-15).

Le financement et le maillage des contributions financières

Dans tous les cas, Centraide, la Direction de santé publique (DSP) ainsi que la Ville de Montréal, ci-après appelés « partenaires financiers » de l'Initiative montréalaise, maillent leur contribution financière selon les ressources budgétaires dont ils disposent afin de soutenir un organisme à but non lucratif (OBNL) mandataire.

Toutefois, selon les quartiers, le financement peut être accordé à un OBNL :

- dont la structure et la mission correspondent au mandat de la Table de quartier; ou
- qui assume le mandat d'animer et de coordonner un mécanisme de concertation (Table de quartier) distinct de sa propre entité (ex. : une corporation de développement communautaire).

Ce partenariat financier peut accueillir de nouveaux partenaires financiers dans la mesure où ils adhèrent au cadre de référence de l'Initiative montréalaise et où leur participation a fait l'objet d'une approbation par le comité de pilotage.

Dans l'éventualité où l'un des partenaires financiers se retire de l'entente tripartite, il doit en aviser les autres partenaires de l'Initiative montréalaise par un préavis écrit, minimalement deux ans avant l'entrée en vigueur de ce retrait.

Une gestion centralisée

L'Initiative montréalaise est soumise à une gestion centralisée ayant comme objectif la mise en application et le respect des orientations et des paramètres de gestion et d'évaluation décrits dans le présent document. Les partenaires financiers mettent au point et gèrent, de manière interne, des mécanismes compatibles avec ces paramètres de gestion et d'évaluation.

3. LES GRANDS PRINCIPES DE L'INITIATIVE MONTRÉALAISE

Les trois thèmes énoncés ci-dessous constituent les grands principes qui guident la mise en œuvre de l'Initiative montréalaise. Plus particulièrement, les partenaires de l'Initiative montréalaise reconnaissent que :

1. La Table de quartier est établie dans un lieu d'appartenance géographique. Ce dernier peut découler d'un découpage administratif où être ancré dans un quartier sociologique. Dans les deux cas, il peut couvrir un territoire composé de plusieurs milieux de vie (voisinages, quartiers, paroisses, etc.);
2. L'autonomie des Tables de quartier et leur capacité d'adaptation aux dynamiques locales sont deux pierres angulaires de la concertation. Ainsi, les moyens et les structures mis en place pour répondre aux caractéristiques et aux rôles d'une Table de quartier qui sont décrits dans ce cadre de référence sont déterminés par les acteurs locaux dans le respect des dynamiques locales;
3. La Table de quartier favorise la participation de tous les acteurs (multiréseaux), y compris les citoyens, à la planification, à la mise en œuvre et au suivi d'actions portant sur l'ensemble des éléments qui influent sur la qualité et les conditions de vie (intersectorialité).



4. L'ENGAGEMENT DES PARTENAIRES DE L'INITIATIVE MONTRÉALAISE

En adoptant ce cadre de référence, les partenaires de l'Initiative montréalaise reconnaissent la légitimité du mandat d'animation de la concertation qui est donné aux Tables de quartier et s'engagent à participer à sa réalisation, notamment en contribuant à ce que la Table de quartier soit un lieu privilégié de planification et d'arrimage des interventions en matière de développement social et de lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales dans le quartier.

Plus précisément, les partenaires de l'Initiative montréalaise reconnaissent qu'ils sont parties prenantes du développement social dans les quartiers et, selon leur palier d'intervention local ou régional, s'engagent à participer à la concertation pour intervenir sur les différents enjeux ou dossiers reliés au développement social local.

Rôles et responsabilités des partenaires régionaux de l'Initiative montréalaise dans la concertation régionale – Centraide, la CMTQ, la Direction de santé publique ainsi que la Ville de Montréal :

- Au besoin, planifier et mettre en œuvre des actions concertées visant la promotion ou le soutien à la concertation locale;
- Faire connaître le travail réalisé par les Tables de quartier à l'intérieur de leur organisation et favoriser l'arrimage des activités de soutien destinées aux communautés locales;
- Intervenir régionalement sur des enjeux dépassant le rayon d'action des Tables de quartier;
- Effectuer des arrimages avec les démarches régionales visant à lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales et avec d'autres bailleurs de fonds soutenant des initiatives de développement local.

Rôles et responsabilités des partenaires locaux de l'Initiative montréalaise dans la concertation locale – Arrondissements et CIUSSS :

- Contribuer à titre de membre ou de partenaire de la Table de quartier à différents travaux permettant d'atteindre les objectifs fixés collectivement et soutenir au besoin les comités de travail;
- Transmettre des données à jour (portrait), relatives à leur domaine d'intervention;
- Participer à la mise à jour du diagnostic, à la planification, à la mise en œuvre et au suivi des actions qui en découlent;
- Faire connaître le travail réalisé par la Table de quartier à l'intérieur de leur organisation;
- Favoriser l'arrimage entre les actions des partenaires, de la Table de quartier et d'autres démarches locales lorsque cela est pertinent.

Le soutien à la Coalition montréalaise des tables de quartier

Les partenaires de l'Initiative montréalaise reconnaissent également que la CMTQ joue un rôle spécifique et important en développement social sur le plan régional. Une part importante de ses actions consiste à intervenir sur des enjeux régionaux touchant les conditions et la qualité de vie des Montréalais, à promouvoir l'action concertée locale et à faire connaître ses nombreuses retombées. Elle sert souvent de liant entre les Tables de quartier et certains projets d'innovation à l'échelle régionale. La CMTQ contribue ainsi à renforcer l'impact de l'Initiative montréalaise et à mettre en valeur le rôle des Tables dans chacun des quartiers.

5. LES STRUCTURES DE FONCTIONNEMENT

Comité de pilotage de l'Initiative montréalaise

Le comité de pilotage a pour mandat de protéger l'intégrité de l'Initiative montréalaise, de déterminer ses grandes orientations stratégiques et de s'assurer de leur respect. Il s'assure également du développement et de la promotion de l'Initiative montréalaise.

Ce comité est composé de représentants provenant des réseaux suivants :

- Centraide du Grand Montréal
- Coalition montréalaise des tables de quartier (CMTQ)
- Direction de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal et des CIUSSS de la région de Montréal
- Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal et des arrondissements

Le comité de pilotage veille à assurer une répartition équitable de la représentation des réseaux.

Comité de gestion de l'Initiative montréalaise*

Le comité de gestion a pour mandat de coordonner et d'effectuer la gestion courante de l'Initiative montréalaise. Il est aussi responsable de l'analyse conjointe de la reddition de comptes annuelle et triennale et de la rétroaction appropriée aux Tables de quartier.

Ce comité est composé d'un représentant de chacun des partenaires financiers :

- Centraide du Grand Montréal
- Direction de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal
- Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal

Annuellement, le comité de gestion produit un bilan d'activités pour approbation par le comité de pilotage. Ce bilan est accessible à tous les partenaires de l'Initiative montréalaise ainsi qu'aux autres acteurs intéressés.

Comité des partenaires financiers*

Le comité des partenaires financiers a pour mandat de confirmer annuellement les sommes allouées par chacun des partenaires financiers à l'Initiative montréalaise et de valider les recommandations du comité de gestion relatives au renouvellement triennal ou au versement annuel du financement. De plus, il reçoit et prend connaissance des dossiers qui lui sont soumis à la suite d'une mésentente entre les membres du comité de gestion relativement aux recommandations à transmettre à une Table de quartier afin de rendre une décision finale et sans appel.

Ce comité est composé de gestionnaires représentant les trois partenaires financiers :

- Centraide du Grand Montréal
- Direction de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal
- Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal

** Bien que les réseaux qui composent ces deux comités soient les mêmes, les partenaires financiers s'assurent que ce ne soient pas les mêmes personnes qui participent aux deux instances.*

6. LES CARACTÉRISTIQUES ET LES RÔLES D'UNE TABLE DE QUARTIER

L'Initiative montréalaise reconnaît et finance un OBNL mandataire qui s'engage à animer et à coordonner une Table de quartier qui correspond aux caractéristiques et remplit les rôles suivants :

Les caractéristiques

La Table de quartier est intersectorielle
Elle invite la participation des acteurs locaux de tous les champs d'action concernés par le développement social local.

La Table de quartier est multiréseaux
Elle mobilise et réunit les acteurs de son territoire (communautaires, associatifs, institutionnels et privés) ainsi que des citoyennes et citoyens pour s'engager dans une démarche concertée comprenant les différentes étapes de planification, de mise en œuvre et de suivi du plan d'action. Les points de vue différents sont pris en compte dans une optique de recherche de consensus.

La Table de quartier est structurée et permanente
Elle se dote de mécanismes concrets pour assurer son fonctionnement. Elle s'inscrit de façon durable dans la communauté. Par son mode de fonctionnement inclusif, elle est à l'écoute des préoccupations de la communauté et favorise la participation des acteurs locaux à travers l'ensemble de ses activités. Son mode de gouvernance regroupe une diversité d'acteurs locaux et reflète son ancrage local et son engagement à répondre à son milieu.

La Table de quartier valorise le réseautage et la synergie
Elle favorise le partage des différentes expertises permettant d'alimenter les travaux et de générer des pistes d'action mobilisatrices. En fonction des enjeux, elle peut aussi réaliser des actions en collaboration avec d'autres Tables de quartier.

Les rôles

En animant un processus concerté global dans son quartier, la Table de quartier remplit les rôles suivants :

La Table de quartier se donne une vision globale et commune des enjeux et des potentiels de développement de son quartier à partir d'un diagnostic

Périodiquement (idéalement aux cinq ans), elle parraine une activité de diagnostic mettant en relief les enjeux locaux liés à la pauvreté, aux inégalités sociales, à la qualité et aux conditions de vie. Le diagnostic prend en compte une diversité d'éléments, notamment :

- L'accessibilité des services communautaires et institutionnels, incluant les services de santé et les services sociaux;
- L'accessibilité des infrastructures adéquates (sports, loisirs, culture, bibliothèques, etc.) et des commerces de proximité;
- L'accessibilité des activités et des solutions alternatives économiques (emplois, initiatives d'économie sociale, sécurité alimentaire, etc.);
- La qualité, la salubrité et la sécurité de l'environnement (cadre bâti, accessibilité du logement, aménagement urbain, transport, espaces publics, etc.);
- La saine cohabitation et la mixité sociale;
- La scolarisation et la réussite éducative;
- L'amélioration du revenu (emplois, employabilité, prestations diverses);
- La participation active des citoyennes et citoyens de toutes origines à la vie démocratique (incluant les personnes plus vulnérables ou marginalisées);
- Tous autres enjeux interpellant les partenaires de la communauté.

La Table de quartier anime un forum
À travers divers espaces de participation, elle favorise à intervalles réguliers l'échange d'information. Elle stimule l'établissement d'une vision commune des enjeux ayant un impact local. Elle suscite des discussions axées sur des pistes de solution concrètes.

La Table de quartier planifie ses priorités sous la forme d'un plan d'action

Sur la base de son diagnostic local, d'une lecture de l'évolution des besoins sociaux (préférablement alimentée par des consultations) et d'une analyse de facteurs environnementaux, elle invite les acteurs locaux, incluant les citoyens, à participer à l'établissement collectif des priorités et axes de travail.

La Table de quartier suscite et/ou coordonne des actions ayant un impact sur la qualité et les conditions de vie

Conformément à son plan d'action, elle soutient la création de comités de travail autour d'actions concrètes. Elle appuie les divers comités, suscite l'apport des acteurs du milieu à sa mise en œuvre et favorise l'atteinte des objectifs.

La Table de quartier documente et évalue son fonctionnement et ses activités (autoévaluation)

Elle met en œuvre selon son cycle de planification, en fonction de ses capacités et de ses ressources, des moyens pour évaluer ses mécanismes internes de fonctionnement et ses principales réalisations et retombées, en faisant appel à la participation de ses membres ainsi qu'à des partenaires et à des acteurs mobilisés.

La Table de quartier réfléchit avec les partenaires locaux de l'Initiative montréalaise sur les conditions entourant le partenariat et les collaborations

Elle organise au moins une fois par période triennale une rencontre avec ses partenaires locaux de l'Initiative montréalaise (arrondissement et CIUSSS) afin d'échanger sur l'état de leur partenariat et de leurs collaborations.




AVEDA
Idéal
Système bière et vin

Cette deuxième partie du cadre de référence a pour but de préciser les objectifs et les processus de la reddition de comptes et de l'évaluation dans le cadre de l'Initiative montréalaise. Elle vise également à préciser les rôles et les responsabilités des partenaires et des instances dans ces activités.

1. LA REDDITION DE COMPTES ET LE RENOUVELLEMENT DU FINANCEMENT

Objectifs et finalités de la reddition de comptes

Dans le cadre de l'Initiative montréalaise, le terme « reddition de comptes » réfère au processus par lequel chaque Table de quartier transmet annuellement, dans les délais prescrits, l'ensemble des documents demandés par les partenaires financiers.

La mise en place d'un processus formel de reddition de comptes vise à permettre aux partenaires financiers :

- De s'assurer que les fonds octroyés à la Table de quartier dans le cadre de l'Initiative montréalaise servent aux fins auxquelles elles sont destinées;
- De s'assurer que la Table de quartier correspond aux caractéristiques et accomplit les rôles d'une Table de quartier précisés au cadre de référence (p. 14-15);
- D'octroyer le financement aux Tables de quartier.

Renouvellement du financement et versement annuel

Annuellement, les membres du comité de gestion procèdent conjointement à l'analyse de la reddition de comptes déposée par la Table de quartier. Selon le calendrier triennal de la reddition de comptes, cette dernière fera l'objet soit d'une analyse approfondie (pour le renouvellement triennal du financement), soit d'une analyse sommaire (pour le versement annuel du financement). À la suite de l'analyse conjointe, plusieurs types de rétroaction peuvent être transmis à la Table de quartier.

Lorsque la Table répond aux attentes relatives aux caractéristiques et aux rôles d'une Table de quartier (voir annexe 1), le comité de gestion transmet à cette dernière une lettre recommandant le renouvellement triennal ou le versement annuel du financement. Cette lettre peut faire l'objet de commentaires lorsque cela s'avère pertinent.

Dans les cas où la Table de quartier ne répond pas aux attentes, le comité de gestion peut transmettre différents types de rétroaction en suivant une gradation et toujours dans une perspective de dialogue et de recherche de solutions constructives. La Table de quartier pourra demander au comité de gestion la tenue d'une rencontre afin d'obtenir des explications relatives à cette décision. Ainsi, selon la situation, le comité de gestion pourra recommander :

1. Le renouvellement triennal du financement avec conditions;
2. Le versement annuel du financement avec demande de redressement ou suivi particulier;
3. La non-reconduction du financement dans les cas où aucune entente pour un plan de redressement n'est possible.

Critères d'analyse de la reddition de comptes

Le processus d'analyse de la reddition de comptes réfère à un ensemble de critères objectivement vérifiables et établis en fonction des caractéristiques et des rôles attendus d'une Table de quartier, tels que définis aux pages 14 et 15 du cadre de référence. Le tableau des critères de la reddition de comptes se trouve à l'annexe 1.

Les documents devant être transmis par les Tables de quartier dans le cadre de la reddition de comptes sont présentés à l'annexe 2. L'information fournie par ces dernières doit permettre une appréciation de la conformité à

l'ensemble des critères définis à cette fin. Au besoin, les membres du comité de gestion feront le suivi avec la Table de quartier pour obtenir toute information manquante.

Rôles des instances dans le processus d'analyse de la reddition de comptes

Le processus d'analyse de la reddition de comptes se fait sur le plan régional par les trois partenaires financiers de l'Initiative montréalaise : Centraide, la Direction de santé publique et la Ville de Montréal. Le comité de gestion de l'Initiative montréalaise est mandaté pour réaliser ce processus.

Chacun des partenaires financiers s'est doté d'un mécanisme interne d'analyse de la reddition de comptes qui lui permettra de faciliter la gestion régionale du renouvellement du financement des Tables de quartier.

Les recommandations du comité de gestion sont transmises pour validation et approbation aux instances suivantes :

- Le comité des partenaires financiers de l'Initiative montréalaise, qui reçoit les recommandations pour validation
- Les instances décisionnelles de chaque partenaire financier, qui approuvent le versement du financement accordé aux Tables de quartier

Gestion des mésententes

En cas de mésentente entre les membres du comité de gestion sur les recommandations à transmettre à une Table de quartier, le dossier est présenté au comité des partenaires financiers, qui prendra la décision finale. Ce dernier peut, s'il le juge nécessaire, faire appel à des ressources externes de son choix qui lui permettront de mieux comprendre la problématique et de prendre une décision.

Procédure de révision de la décision

La procédure d'appel d'une décision vise à s'assurer que les Tables de quartier ont un droit de recours advenant le cas où une décision prise par le comité de gestion est jugée non conforme aux paramètres établis dans le cadre de référence.

Les étapes d'un appel sont :

1. Dans un délai d'au plus 45 jours suivant la réception de la lettre du comité de gestion, la Table de quartier communique avec la coordination de l'Initiative montréalaise afin d'obtenir des précisions et de mieux comprendre les motifs de la décision et/ou les attentes et conditions;
2. Si le conseil d'administration de la Table de quartier le souhaite, le comité de gestion peut rencontrer la coordination et les membres du conseil d'administration de la Table pour répondre à leurs questions;
3. À la suite de cette prise de contact, si la Table de quartier juge que la décision (ou les attentes et les conditions) n'est toujours pas conforme aux paramètres du cadre de référence, elle peut, dans un délai d'au plus 45 jours, adresser une demande de révision au comité des partenaires financiers. La lettre devra préciser les aspects qui apparaissent non conformes au cadre de référence et indiquer clairement les modifications souhaitées;
4. Le comité des partenaires financiers étudie la demande et fait parvenir sa réponse à la Table de quartier dans un délai de 30 jours suivant la date de la réception de la demande de révision.

Étapes du processus de la reddition de comptes et du financement

Le processus de la reddition de comptes et du financement comporte différentes étapes qui sont présentées sous forme de tableau à l'annexe 3.

2. LA PLACE DE L'ÉVALUATION DANS L'INITIATIVE MONTRÉALAISE

Les activités d'évaluation ayant une pertinence pour l'Initiative montréalaise se réfèrent à deux approches complémentaires : la mesure du progrès et l'évaluation. La mesure du progrès permet de suivre en continu et de documenter les réalisations et le progrès vers l'atteinte des objectifs établis par la collectivité. L'évaluation consiste quant à elle en la cueillette systématique d'information sur les activités d'un programme ou d'une initiative, ainsi que sur les effets, l'influence et les impacts constatés, afin d'informer l'apprentissage, la prise de décisions et l'action à l'avenir[3].

Les principes généraux :

- Comme l'Initiative montréalaise soutient des processus à long terme visant à trouver des solutions collectives à certains problèmes complexes au sein des collectivités locales, autant la mesure du progrès que l'évaluation doivent être au service de l'apprentissage continu.
- Les activités de mesure du progrès et d'évaluation sont développées et mises en œuvre à deux niveaux différents :
  - sur le plan local (territoire de Table de quartier), de manière autonome (voir section suivante);
  - sur le plan régional, de manière à agréger des résultats des processus locaux et à évaluer les retombées du partenariat régional (voir page 20).

L'autoévaluation des activités et des résultats par les Tables de quartier

- **Les objectifs et les finalités de l'autoévaluation par les Tables de quartier**

Chaque Table de quartier aura à établir de façon autonome, selon son cycle de planification et en fonction de ses capacités et de ses ressources, les objectifs et les finalités de ses activités d'autoévaluation en se référant aux principes généraux de la section précédente. Voici, à titre indicatif, les objectifs et les finalités qui pourraient y figurer :

Les objectifs

- Suivre sa propre évolution en regard des processus et des résultats;
- Porter un regard critique permettant de déterminer les forces, les points à améliorer, les besoins de soutien;
- Apprécier la contribution des différentes parties prenantes (membres et partenaires locaux) à l'atteinte des objectifs.

Les finalités

- Favoriser l'apprentissage stratégique (l'utilisation et l'interprétation de données évaluatives pour informer et enrichir/adapter les stratégies d'action);
- Favoriser le développement des compétences et l'amélioration des façons de faire;
- Porter un regard sur les résultats atteints et sur la contribution de la Table de quartier à des changements observés dans le milieu.

- **Les principes de l'autoévaluation par les Tables de quartier**

  Chaque Table aura à définir son propre cadre d'évaluation, sans ingérence de la part des partenaires financiers de l'Initiative montréalaise.

  Compte tenu du rôle des Tables de quartier relativement à l'évaluation, défini à la page 15, les principes suivants s'appliquent au processus d'autoévaluation :

- L'approche d'évaluation favorise la participation d'acteurs variés du milieu dans la planification et la réalisation du processus;
- Elle favorise l'expression de tous dans une perspective constructive et d'amélioration continue.

Selon le stade de développement de la mobilisation, des approches différentes à l'évaluation pourront être utilisées d'une Table de quartier à une autre.

[3] Source : Preskill, Parkhurst, Splansky et Juster, FSG/Collective Impact Forum, 2014.

L'évaluation de l'Initiative montréalaise s'appuyant sur une évaluation régionale d'impact agrégée

- **Les objectifs et les finalités de l'évaluation régionale de l'Initiative montréalaise**

Par la mise en œuvre de l'évaluation de l'Initiative montréalaise, les partenaires cherchent à connaître les effets et les impacts du travail des Tables de quartier dans leur ensemble en matière de contribution au développement social local et les retombées du partenariat régional.

Plus particulièrement, les objectifs sont les suivants :

1. Dégager des constats quant à la pertinence et à la valeur de l'action des Tables de quartier ainsi que des investissements qui la soutiennent, en vue de leur contribution à l'atteinte de finalités partagées (à définir) dans le domaine du développement social local;
2. Dégager des constats quant aux éléments pouvant faire l'objet d'efforts d'amélioration, afin d'accroître l'efficacité et l'efficience de l'action des Tables et des investissements qui la soutiennent;
3. Contribuer aux connaissances plus globales (à Montréal, au Québec, hors Québec) sur les résultats et les impacts de l'action intersectorielle territoriale;
4. Connaître les effets du partenariat de l'Initiative montréalaise, et plus particulièrement sa contribution à l'atteinte des objectifs de l'Initiative montréalaise énumérés à la page 10 du cadre de référence.

Un cinquième objectif s'ajoute à ceux précédemment énoncés et concerne plus spécifiquement les partenaires financiers. En effet, ces derniers souhaitent que les résultats de cette évaluation leur permettent d'éclairer la prise de décision quant à la reconduction du financement global de l'Initiative montréalaise.

- **Les bases de l'évaluation régionale de l'Initiative montréalaise**

Le processus régional d'évaluation de l'Initiative montréalaise et de ses effets s'appuiera sur une analyse agrégée de résultats, d'effets et de retombées obtenus par l'action des Tables de quartier. Cette analyse demeurera distincte des processus d'analyse liés à la reddition de comptes et ne pourra servir à porter un jugement sur l'action individuelle des Tables.

Plus particulièrement, ce processus s'appuiera sur :

- Les résultats d'activités d'évaluation locales (réalisées par les Tables de quartier);
- Un cadre d'évaluation régional communément établi (incluant questions d'évaluation et indicateurs) avec la collaboration de personnes ressources en évaluation;
- Les résultats d'évaluations plus approfondies réalisées dans certains quartiers par des équipes de chercheurs externes avec l'accord et la participation des Tables de quartier concernées.

- **Les rôles et les responsabilités dans le cadre de l'évaluation régionale de l'Initiative montréalaise**

L'évaluation régionale des résultats et des impacts de l'Initiative montréalaise relève du comité de pilotage, qui verra à en établir l'objet et la fréquence et à désigner les ressources nécessaires à sa réalisation.

A N N E X E S

ANNEXE 1

CRITÈRES D'ANALYSE DE LA REDDITION DE COMPTES

	Critères - Analyse sommaire **Versement annuel du financement**	**Critères - Analyse approfondie** **Renouvellement triennal du financement**
A. Saine gestion des fonds		
La subvention est utilisée pour soutenir les activités liées à l'exercice des rôles pour lesquels la Table est reconnue par l'Initiative montréalaise, et notamment au fonctionnement, à l'animation et à la coordination de la Table de quartier et de ses comités.	• Les états financiers vérifiés et les prévisions budgétaires de la Table donnent un portrait complet, exact et à jour de la situation financière, et permettent de s'assurer de l'utilisation des fonds pour les fins convenues de l'Initiative montréalaise. • Les états financiers vérifiés et les prévisions budgétaires de la Table témoignent d'une saine gestion des fonds. Entre autres, la Table n'a pas accumulé de déficits importants et démontre la capacité de retrouver l'équilibre budgétaire. • L'accumulation et la gestion des surplus se font dans le respect des règles administratives des partenaires financiers de l'Initiative montréalaise.	• Les états financiers vérifiés et les prévisions budgétaires de la Table donnent un portrait complet, exact et à jour de la situation financière, et permettent de s'assurer de l'utilisation des fonds pour les fins convenues de l'Initiative montréalaise. • Les états financiers vérifiés et les prévisions budgétaires de la Table témoignent d'une saine gestion des fonds. Entre autres, la Table n'a pas accumulé de déficits importants et démontre la capacité de retrouver l'équilibre budgétaire. • L'accumulation et la gestion des surplus se font dans le respect des règles administratives des partenaires financiers de l'Initiative montréalaise.

	Critères - Analyse sommaire Versement annuel du financement	Critères - Analyse approfondie Renouvellement triennal du financement
B. Caractéristiques		
1. La Table de quartier est intersectorielle Elle invite la participation des acteurs locaux de tous les champs d'action concernés par le développement social local. **2. La Table de quartier est multiréseaux** Elle mobilise et réunit les acteurs de son territoire (communautaires, associatifs, institutionnels et privés) ainsi que des citoyennes et citoyens pour s'engager dans une démarche concertée comprenant les différentes étapes de planification, de mise en œuvre et de suivi du plan d'action. Les points de vue différents sont pris en compte dans une optique de recherche de consensus.	• La structure de la Table regroupe des acteurs locaux des principaux secteurs et réseaux concernés par le développement social, à titre de membres ou de partenaires.	• La structure de la Table regroupe des acteurs locaux des principaux secteurs et réseaux concernés par le développement social, à titre de membres ou de partenaires. • La Table mène des actions de mobilisation des acteurs concernés. • Les modes de recrutement, d'accueil, de sensibilisation et de valorisation des membres et des partenaires sont diversifiés. • La Table possède des outils de communication et d'information destinés à ses membres, à ses partenaires et à la population en général. • La Table mène des actions pour mobiliser des citoyens et favoriser leur participation aux différentes étapes du cycle de la planification et de l'action.

	Critères - Analyse sommaire Versement annuel du financement	Critères - Analyse approfondie Renouvellement triennal du financement
3. La Table de quartier est structurée et permanente Elle se dote de mécanismes concrets pour assurer son fonctionnement. Elle s'inscrit de façon durable dans la communauté. Son mode de gouvernance regroupe une diversité d'acteurs locaux et reflète son ancrage local et son engagement à répondre à son milieu. Par son mode de fonctionnement inclusif, elle est à l'écoute des préoccupations de la communauté et favorise la participation des acteurs locaux à travers l'ensemble de ses activités.		• Les objectifs et les règles de fonctionnement de la Table : • sont cohérents avec les caractéristiques reconnues par l'Initiative montréalaise • reflètent des processus décisionnels démocratiques • font l'objet, au besoin, d'une revalidation ou d'une révision. • Le conseil d'administration (ou autre instance de gouvernance désignée à spécifier) est nommé démocratiquement et est représentatif des membres; la composition et le mode de nomination ont été validés par les membres. • Le CA (ou autre instance de gouvernance désignée) reçoit ses mandats et rend des comptes à l'assemblée des membres ou des partenaires. La Table favorise la participation d'une diversité d'acteurs locaux à ses activités.
4. La Table de quartier valorise le réseautage et la synergie Elle favorise le partage des différentes expertises permettant d'alimenter les travaux et de générer des pistes d'action mobilisatrices. En fonction des enjeux, elle peut aussi réaliser des actions en collaboration avec d'autres Tables de quartier.		***Certains critères relatifs à cet aspect sont couverts par d'autres caractéristiques et rôles de la Table.*** Les modes d'action de la Table favorisent l'intersectorialité : • Mise à profit des différentes expertises du milieu. • Détermination d'enjeux et de pistes d'action qui font appel à la contribution d'acteurs affiliés à des secteurs d'intervention différents Actions menées, lorsque pertinent, avec d'autres Tables de quartier.

	Critères - Analyse sommaire Versement annuel du financement	Critères - Analyse approfondie Renouvellement triennal du financement
C. Rôles		
5. La Table de quartier anime un forum À travers divers espaces de participation, elle favorise à intervalles réguliers l'échange d'information. Elle stimule l'établissement d'une vision commune des enjeux ayant un impact local. Elle suscite des discussions axées sur des pistes de solution concrètes.		Existence d'un ou de plusieurs mécanismes permettant l'échange régulier d'information entre membres/partenaires, la discussion et le débat d'enjeux et le suivi des préoccupations partagées
6. La Table de quartier se donne une vision globale et commune des enjeux et des potentiels de développement du quartier à partir d'un diagnostic Périodiquement (idéalement aux cinq ans), elle parraine une activité de diagnostic mettant en relief les enjeux locaux liés à la pauvreté, aux inégalités sociales, à la qualité et aux conditions de vie.		• La Table a mené une première démarche de diagnostic global et s'assure de son renouvellement périodique (année de réalisation). • La démarche de diagnostic mobilise la participation d'une diversité d'acteurs locaux. • L'analyse de la situation et des besoins locaux (le diagnostic) est documentée et partagée. • La Table peut décrire les éléments de la vision commune qui rallie le milieu (les changements que l'on cherche à produire collectivement).
7. La Table de quartier planifie ses priorités sous la forme d'un plan d'action Sur la base de son diagnostic local, d'une lecture de l'évolution des besoins sociaux et d'une analyse de facteurs environnementaux, elle invite les acteurs locaux, incluant les citoyens, à participer à l'établissement collectif des priorités et axes de travail.		• La Table a réalisé une première démarche de planification en fonction des priorités du quartier, et s'assure de son renouvellement périodique. • La démarche de planification mobilise une diversité d'acteurs locaux. • Les priorités et les axes de travail retenus au plan d'action reflètent les enjeux et les opportunités définis au diagnostic. • La Table fait le suivi du plan d'action, apporte les ajustements pertinents et fait ressortir les modifications apportées. • Les différents aspects du plan identifient les porteurs.

	Critères - Analyse sommaire Versement annuel du financement	Critères - Analyse approfondie Renouvellement triennal du financement
8. La Table de quartier suscite et/ou coordonne des actions contribuant à des impacts sur la qualité et les conditions de vie Conformément à son plan d'action, elle soutient la création de comités de travail autour d'actions concrètes. Elle appuie les divers comités, suscite l'apport des acteurs du milieu à leur mise en œuvre et favorise l'atteinte des objectifs.		Il y a une cohérence entre les priorités établies et les points ci-dessous : • Les mandats et la composition des comités de travail ou des Tables porteuses • Les autres lieux d'action ou de représentation investis par la Table • La Table établit clairement les rôles et les responsabilités de son équipe de travail, des membres et des partenaires dans la mise en œuvre et le suivi des actions.
9. La Table de quartier documente et évalue son fonctionnement et ses activités Elle met en œuvre au moins une fois par période triennale, en fonction de ses capacités et de ses ressources, des moyens pour évaluer ses mécanismes internes de fonctionnement et ses principales réalisations et retombées, en faisant appel à la participation de ses membres ainsi qu'à des partenaires et à des acteurs mobilisés.		• La Table documente ses actions en termes de processus et de résultats. • La Table évalue ses mécanismes de fonctionnement. • La Table anime une démarche d'évaluation en adéquation avec les objectifs inscrits au plan d'action, et s'assure de son renouvellement périodique. • Les objectifs et les stratégies du plan d'action se prêtent à une évaluation des résultats. • Respect des grands principes directeurs de l'autoévaluation tels que formulés dans le cadre de référence de l'Initiative montréalaise.

ANNEXE 2

DOCUMENTS À FOURNIR PAR LES TABLES DE QUARTIER

ANALYSE SOMMAIRE VERSEMENT ANNUEL DU FINANCEMENT	ANALYSE APPROFONDIE RENOUVELLEMENT TRIENNAL DU FINANCEMENT
1. Rapport d'activités du dernier exercice rédigé et adopté par le conseil d'administration ou l'AGA de la Table de quartier Lorsque le rapport d'activités **ne comprend pas** les informations ci-dessous, la Table doit aussi transmettre : • Liste à jour des membres de la Table • Composition du conseil d'administration • Liste des comités d'action de la Table de quartier et leur composition • Modification à l'organigramme présentant le fonctionnement (s'il y a lieu) 2. États financiers vérifiés ou audits signés par deux administrateurs 3. Prévisions budgétaires pour l'année en cours 4. Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec 5. Procès-verbal du dernier AGA de la Table ou du mandataire 6. Preuve d'assurance responsabilité civile	**En plus des documents demandés pour le versement annuel du financement :** 1. Modifications aux règlements généraux (s'il y a lieu) 2. Modifications aux lettres patentes (s'il y a lieu) 3. Plan d'action triennal 4. Demande de renouvellement du financement à l'Initiative montréalaise pour les trois prochaines années appuyée d'une résolution du CA de la Table 5. Tout autre document permettant une meilleure compréhension des activités réalisées. Par exemple : • Portrait / Diagnostic • Actes d'un forum • Bilan de l'évaluation du fonctionnement ou des activités

ANNEXE 3

ÉTAPES DU PROCESSUS DE REDDITION DE COMPTES

Étapes	Qui	Outils	Échéancier
1. Annonce du début du processus de reddition de comptes	• Comité de gestion	Envoi d'un courriel aux Tables de quartier	2e semaine de septembre
2. Envoi de la reddition de comptes	• Tables de quartier	Voir annexe 2 (Documents à fournir)	2e vendredi d'octobre
3. Analyse de la reddition de comptes par chaque partenaire financier	• Partenaires financiers	Voir annexe 1 (Critères)	Novembre-décembre-janvier
4. Mise en commun de l'analyse de la reddition de comptes	• Comité de gestion	Voir annexe 1 (Critères)	Début février
4.1 Formulation de recommandations conjointes	• Comité de gestion	Cadre de référence Partie 2 – section 1 Page 17	Début mars
5. Préparation des lettres en fonction du type de rétroaction prévu	• Comité de gestion	Lettres types	Mi-mars
6. Validation des lettres	• Comité des partenaires financiers	Projet de lettres communes	Fin mars
7. Envoi des lettres aux Tables de quartier	• Comité de gestion	Lettres finales	2e semaine d'avril
8. Approbation du financement	• Instances décisionnelles de chaque partenaire financier	Lettres et autres documents à définir selon chaque partenaire financier	Mai - juin



Centraide du Grand Montréal

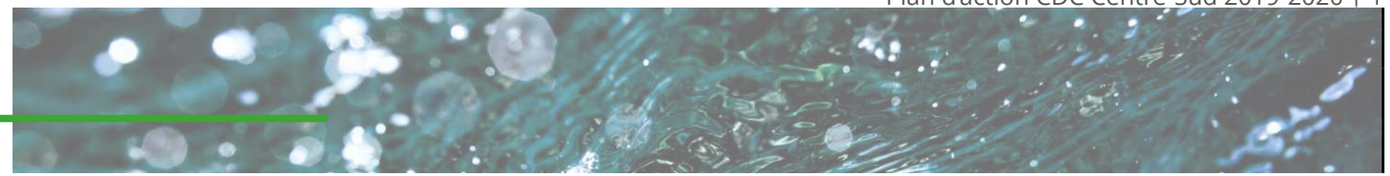
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal

Québec

Quartier • Coalition montréalaise des tables de quartier

Montréal

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE CENTRE-SUD



PLAN D'ACTION 2019-2020

La Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud est une structure de soutien dédiée au changement visé par la communauté en facilitant la concertation et la mobilisation des acteurs et actrices ainsi que des citoyen.ne.s du quartier. Le rôle de catalyseur des énergies du milieu de la CDC Centre-Sud s'illustre dans son double mandat de regroupement multisectoriel des organismes communautaires du quartier et de coordination de la Table de développement social Centre-Sud. L'ensemble des différents volets d'actions de la Corporation vise à assurer un développement solidaire et démocratique du quartier en vue de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

À LA CDC CENTRE-SUD, LA LUTTE À LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE S'INCARNE DANS NOS PRATIQUES ET NOS POSTURES DE LA MANIÈRE SUIVANTE

AGIR STRUCTURELLEMENT

DE MANIÈRE INCLUSIVE ET BIENVEILLANTE

POUR CONTRIBUER AU BIEN-ÊTRE

DES POPULATIONS

- Soutenir des actions collectives rassembleuses et transformatrices qui mènent à des changements systémiques.
- Tenir compte des divers besoins, mettre en place les conditions propices favorisant la pleine participation des personnes, accueillir la diversité des paroles et des parcours.
- Améliorer les conditions de vie des populations et consolider les filets de solidarité.
- Reconnaître et valoriser le fait que le Centre-Sud est composé d'une multitude de groupes populationnels.

ORIENTATIONS GÉNÉRALES

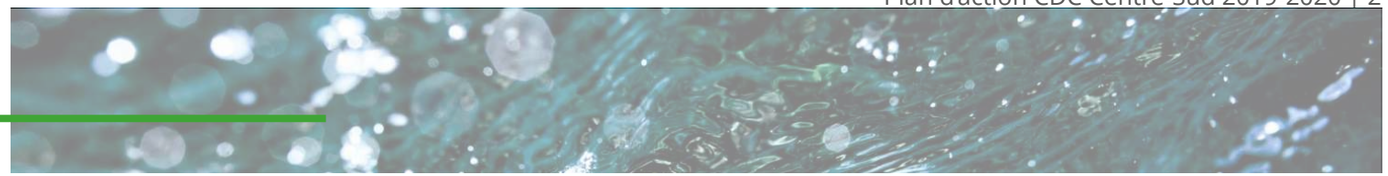
- En accord avec la mission de la CDC Centre-Sud
- En assumant le rôle de structure de soutien aux actions collectives
- Pour ne pas se substituer aux organismes membres
- Dans une perspective de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale

CHAMPS D'INTERVENTION

- Soutenir le développement d'orientations stratégiques
- Faciliter le dialogue entre les acteurs et les actrices
- Traiter les communications
- Soutenir pour trouver des financements
- Mobiliser les acteurs et les actrices
- Coordonner

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE CENTRE-SUD

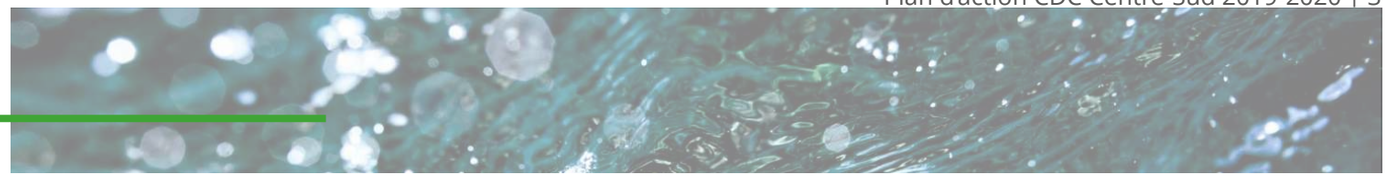
PLAN D'ACTION 2019-2020



CDC CENTRE-SUD	DESCRIPTION DES PROJETS	RESULTATS ATTENDUS
Vie associative de la CDC Centre-Sud	► La vie associative de la CDC Centre-Sud est constituée de l'ensemble des rencontres destinées à ses membres (ex. assemblées communautaires, activités sociales, formations).	► Poursuivre la Tournée des membres ► Poursuivre les Rencontres de Bienvenue ► Tenir 3 assemblées communautaires
Complexe communautaire LGBTQ+	► Des organismes LGBTQ+ ont décidé de se mobiliser pour réfléchir collectivement à la mise sur pied d'un complexe LGBTQ+ dans le Village réunissant plusieurs organismes de la communauté.	► Accompagner les organismes porteurs dans la création d'un OBNL ► Soutenir les organismes dans la recherche de financement et d'opportunités ► Soutenir les organismes dans les différentes étapes de réalisation du projet
Pôle civique	► Impliquer la communauté de partenaires du Centre-Sud dans le processus d'idéation et de mise en œuvre du projet de Pôle civique. Nous visons, dans un horizon de quelques années, le développement d'espaces partagés, gérés et animés collectivement pour répondre aux besoins de la communauté locale. Le projet permettrait l'émergence et la consolidation de projets à impacts collectifs. En offrant des espaces favorisant la mise en commun, le projet s'appuie sur les compétences et les capacités de tous et toutes pour l'amélioration des conditions de vie et du vivre ensemble.	► Impliquer la communauté et les partenaires dans l'idéation et la planification du projet ► Évaluer les besoins de la communauté auxquels le projet pourrait venir répondre ► Étudier des structures de fonctionnement qui répondent à la mission et à la vision du projet ► Tenir la communauté et les partenaires informé.e.s des développements et de la réalisation du projet
Communauté soignante Centre-Sud	► Projet développé par le Centre d'excellence sur le partenariat avec les patients et le public (CEPPP) du Centre de recherche du CHUM visant à développer la synergie entre la communauté et le système de santé afin de briser le cercle vicieux de l'isolement social et la maladie.	► Participer au comité de pilotage ► Faire le lien avec les organismes et les citoyen.ne.s de la communauté ► Coanimer un *living lab* via le service d'accompagnement du LPIC pour soutenir le développement du projet

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE CENTRE-SUD

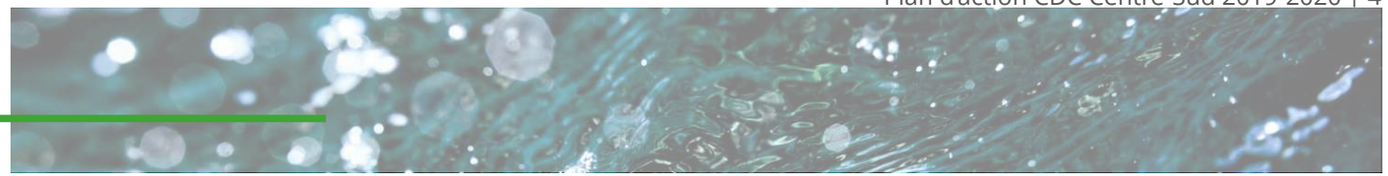
PLAN D'ACTION 2019-2020



	DESCRIPTION DES PROJETS	RESULTATS ATTENDUS
TDS CENTRE-SUD		
Travaux réguliers et rencontres de la TDS Centre-Sud	► La CDC Centre-Sud a le mandat de mobiliser le milieu autour des enjeux du quartier. Elle crée des occasions pour se réunir, échanger et partager une vision pour le quartier avec les acteurs.trices qui le composent.	► Préparer et animer les rencontres des comités et des assemblées ► Tenir une assemblée publique ► Assurer le partage de l'information aux partenaires
Comité d'évaluation	► Le comité d'évaluation de la TDS Centre-Sud a pour mandat de développer une stratégie d'évaluation adaptée aux besoins et spécificités de la collectivité du Centre-Sud, puis d'assurer sa mise en œuvre.	► Mettre en œuvre la stratégie d'évaluation des actions collectives et de l'ensemble de la planification stratégique de la TDS ► Assurer la diffusion des résultats
ACTIONS COLLECTIVES TDS CENTRE-SUD		
Notre Quartier Nourricier	► Favoriser l'accès à l'alimentation à la population du quartier, dans une perspective de renforcement des capacités. Les partenaires travaillent à renforcer la cohésion et l'impact de leurs activités d'éducation, de production, de transformation et de mobilisation en alimentation.	► Coordonner et soutenir les avancements de l'action. ► Appuyer les organisations dans le financement des actions. ► Documenter et diffuser les réalisations
Communauté de pratique	► Permettre aux intervenant.e.s du quartier d'avoir un espace d'échanges et de partage de connaissances, d'approches et de pratiques.	► Coordonner 5 rencontres de la Communauté de pratique ► Organiser d'autres rencontres complémentaires (au besoin)
Laboratoire populaire d'intelligence collective (LPIC)	► Impliquer les citoyen.ne.s et les groupes communautaires dans le processus de développement de projets afin qu'ils répondent mieux aux besoins et aspirations de la population. Trois volets le composent : Soupe Locale Centre-Sud, le service d'accompagnement en idéation et cocréation de projets ainsi qu'un volet programmation.	► Coordonner l'action ► Élaborer et réaliser la programmation ► Accompagner des projets en développement ► Mobiliser les acteurs et actrices concerné.e.s par les projets ► Traiter les communications

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE CENTRE-SUD

PLAN D'ACTION 2019-2020



ACTIONS COLLECTIVES TDS CENTRE-SUD	DESCRIPTION DES PROJETS	RESULTATS ATTENDUS
Mouvement Courtepointe	► Les organismes communautaires et culturels du quartier souhaitent travailler ensemble à mettre en valeur l'histoire passée et actuelle du Centre-Sud en provoquant des rencontres improbables entre les différentes populations qui composent le quartier.	► Coordonner les travaux du collectif ► Soutenir dans la recherche de financement et d'opportunités ► Traiter les communications, documenter et diffuser les réalisations ► Mobiliser d'autres acteurs et actrices pour favoriser l'élargissement du mouvement
Comité d'accompagnement des grands projets du Centre-Sud	► Ouvrir des dialogues avec les promoteurs et propriétaires de terrains à fort potentiel de développement afin de trouver des zones de collaborations pour que le redéveloppement du Sud-Est du quartier ait des retombées positives sur la qualité de vie des populations du Centre-Sud (logement, aménagement, verdissement, emplois locaux, équipement collectif, etc.).	► Co-coordonner les rencontres du comité ► Développer des collaborations avec les promoteurs ► Mobiliser la communauté autour des opportunités de développement
Comité Avenir du Village	► La démarche permet aux différents acteurs.trices d'échanger, de partager leurs préoccupations, leurs idées, leurs souhaits dans le but de travailler de façon transversale à la prospérité du Village.	► Animer deux rencontres de concertation ► Coordonner le comité d'action (le cas échéant)
Comité sur la réussite éducative et sociale des enfants et des jeunes	► Les organismes communautaires des secteurs de la petite-enfance, de l'enfance et de la jeunesse souhaitent, par l'entremise d'une série de rencontres, travailler plus étroitement à l'optimisation et l'arrimage de leurs services en vue de favoriser la réussite éducative et sociale des enfants et des jeunes du quartier.	En collaboration avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent ► Soutenir la création du comité d'action et l'élaboration d'une action collective ► Soutenir dans la recherche de financement et d'opportunités
Financement : Revitalisation urbaine intégrée (RUI) et Projet d'impact collectif (PIC)	► La CDC Centre-Sud est mandataire d'enveloppes de financement qui permettent de financer des actions collectives du quartier.	► Soutenir la réalisation de projets collectifs ► Entretenir des relations de collaboration avec des bailleurs de fonds

Initiative montréalaise
de **soutien** au **développement**
social local

Le 25 mars 2020

Monsieur François Bergeron
Directeur
Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal
2187, rue Larivière
Montréal (Québec) H2K 1P5

Objet : Renouvellement triennal du financement de votre Table de quartier dans le cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local

Monsieur,

Pour donner suite à l'analyse approfondie de la reddition de comptes que vous avez déposée à l'automne 2019, nous avons le plaisir de vous annoncer que le comité des partenaires financiers de *l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local* recommande le renouvellement triennal du financement de votre Table de quartier pour les périodes 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023.

La contribution financière totale minimale prévue pour la prochaine année est de **101 416 $**. L'octroi de cette subvention est sujet à l'approbation par les instances décisionnelles de Centraide du Grand Montréal, de la Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et de la Ville de Montréal. Les confirmations vous seront transmises, dans les prochaines semaines, suivant les modalités de chacun des partenaires financiers.

Constats et recommandations en lien avec l'analyse approfondie

La CDC du Centre-Sud est une table de quartier dont l'efficacité et la maturité ne sont plus à démontrer. Elle effectue une saine gestion et maîtrise de façon très satisfaisante l'ensemble des critères de l'Initiative montréalaise.

Suite au Forum social tenu en 2017 qui a mobilisé les citoyens, organismes et partenaires du milieu, la CDC a entrepris la mise en œuvre de son plan d'action 2018-2023 qui se décline en quatre grands chantiers : Notre quartier nourricier, Habiter, Vivre ensemble ainsi que Travailler, étudier, se développer.

Plusieurs actions structurantes et projets d'envergure sont en cours en vue de penser et construire le quartier des 10 prochaines années.

En conséquence, nous recommandons la reconduction du financement triennal en soulignant la qualité du travail réalisé

Attente en lien avec l'autoévaluation

Comme pour toutes les Tables de quartier, nous vous rappelons également que suite à la rencontre du 17 avril 2019 portant sur l'autoévaluation, il a été entendu qu'à la prochaine reddition de comptes vous puissiez présenter des cibles, en termes de changements souhaités, de réalisations et de retombées dans le milieu, en lien avec au moins un des enjeux prioritaires sur lesquels vous agissez. De plus vous devrez déposer un calendrier pour déployer, au cours de l'année à venir, une démarche collective d'évaluation permettant de mesurer, d'analyser et de faire état des résultats et des actons menées et prévues dans la planification du quartier. Des précisions sur le format de présentation vous seront fournies dans les prochaines semaines.

Tableau d'analyse de la reddition de comptes

Vous trouverez en annexe un *Tableau de la conformité* de votre Table de quartier aux critères de financement de l'Initiative montréalaise tel que décrit dans le cadre de référence. Pour attribuer à un critère une cote verte, jaune ou rouge, le comité de gestion s'est basé sur des éléments vérifiables. Par exemple, le critère voulant qu'une Table soit multiréseau est analysé en fonction des informations relatives, soit la liste des membres, celle des comités de travail, l'énumération des collaborations avec des partenaires locaux, etc.

Veuillez agréer, Monsieur, nos cordiales salutations.



Denis Sauvé, coordonnateur
Comité de gestion pour le comité des partenaires financiers

** Le comité des partenaires financiers est composé de gestionnaires représentant les trois partenaires financiers*

p. j. : (1)

TABLEAU DE LA CONFORMITÉ DE VOTRE TABLE DE QUARTIER
AUX CRITÈRES DE L'INITIATIVE MONTRÉALAISE – CLASSEMENT 2020

Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal

CRITÈRES D'ÉVALUATION									
SAINE GESTION DES FONDS	INTERSECTORIELLE	MULTIRÉSEAU	STRUCTURÉE ET PERMANENTE	RÉSEAUTAGE ET SYNERGIE	ANIME UN FORUM	DIAGNOSTIC	PLANIFIE SES PRIORITÉS SOUS LA FORME D'UN PLAN D'ACTION	SUSCITE OU COORDONNE DES ACTIONS AVEC IMPACT SUR QUALITÉ DE VIE	DOCUMENTE ET ÉVALUE SON FONCTIONNEMENT ET SES ACTIVITÉS
✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔

LÉGENDE
Acquis / maîtrisé / réalisé / achève bientôt : ✔
En cours ▲ ou à améliorer ▪
À faire ou non satisfaisant : ●

PLAN D'ACTION
2019-2020

TABLE DE CONCERTATION DU FAUBOURG SAINT-LAURENT

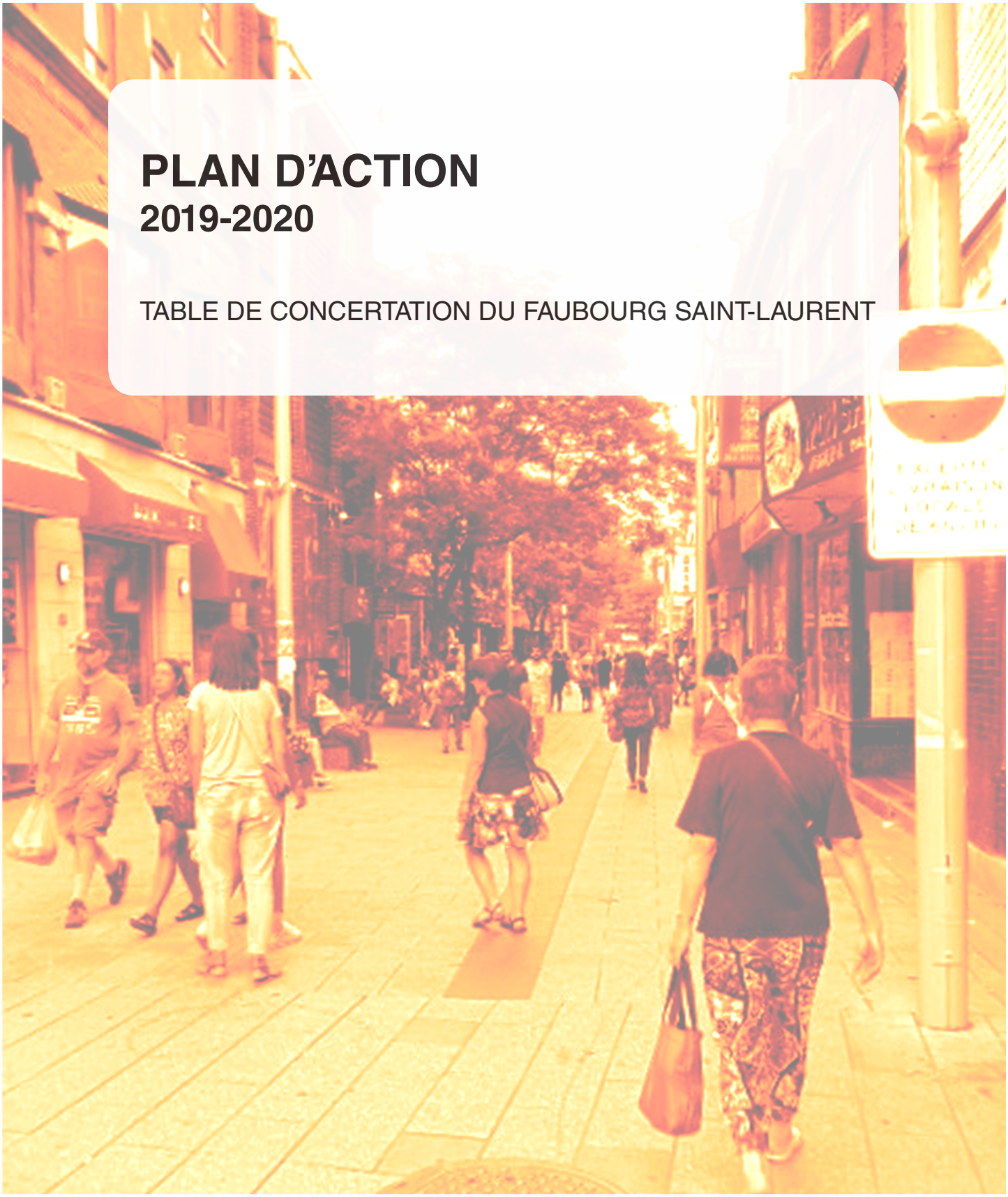


Table de concertation du
faubourg Saint-Laurent

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	**4**
A) Poursuivre la mise en oeuvre du Plan de quartier	**5**
1) La cohabitation sociale	**5**
2) Le logement social et communautaires	**7**
3) Les services de proximité	**8**
4) Le soutien aux organismes communautaires	**8**
5) La rétention des familles	**9**
6) Maintien du comité de suivi du Plan	**9**
B) Agir sur des enjeux montréalais	**10**
C) Renforcer la vie associative	**11**
D) Assurer la saine gestion de l'organisation	**12**
Annexe 1 : Ligne du temps 2019-20	**13**

LE FAUBOURG SAINT-LAURENT

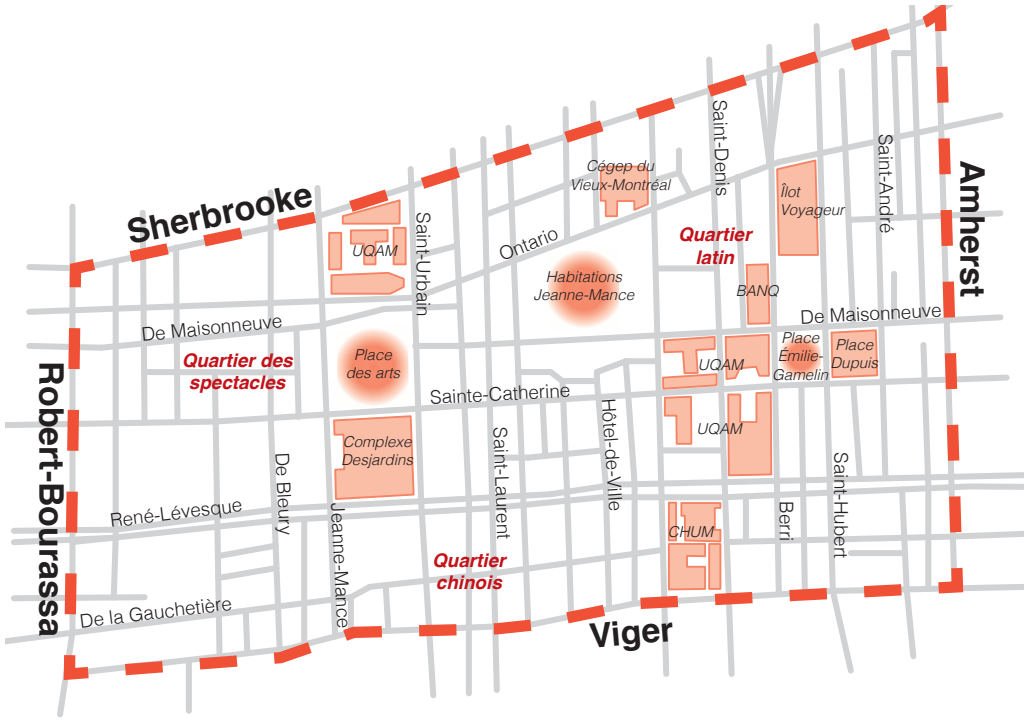


Photo de couverture: Rue de la Gauchetière dans le Quartier chinois

PLAN D'ACTION 2019-20

Table de concertation du faubourg Saint-Laurent

INTRODUCTION

La priorité de la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour 2019-20 sera de poursuivre la mise en œuvre du Plan de quartier 2017-2022 adopté le 14 juin 2017 par les membres et les partenaires de la Table. Tout comme l'année précédente, l'essentiel du travail sera concentré sur la poursuite des grands projets portés par la Table sur les 5 axes du Plan. La Table poursuivra donc sa mission de concertation du milieu et de mobilisation des acteurs sur les enjeux collectifs.

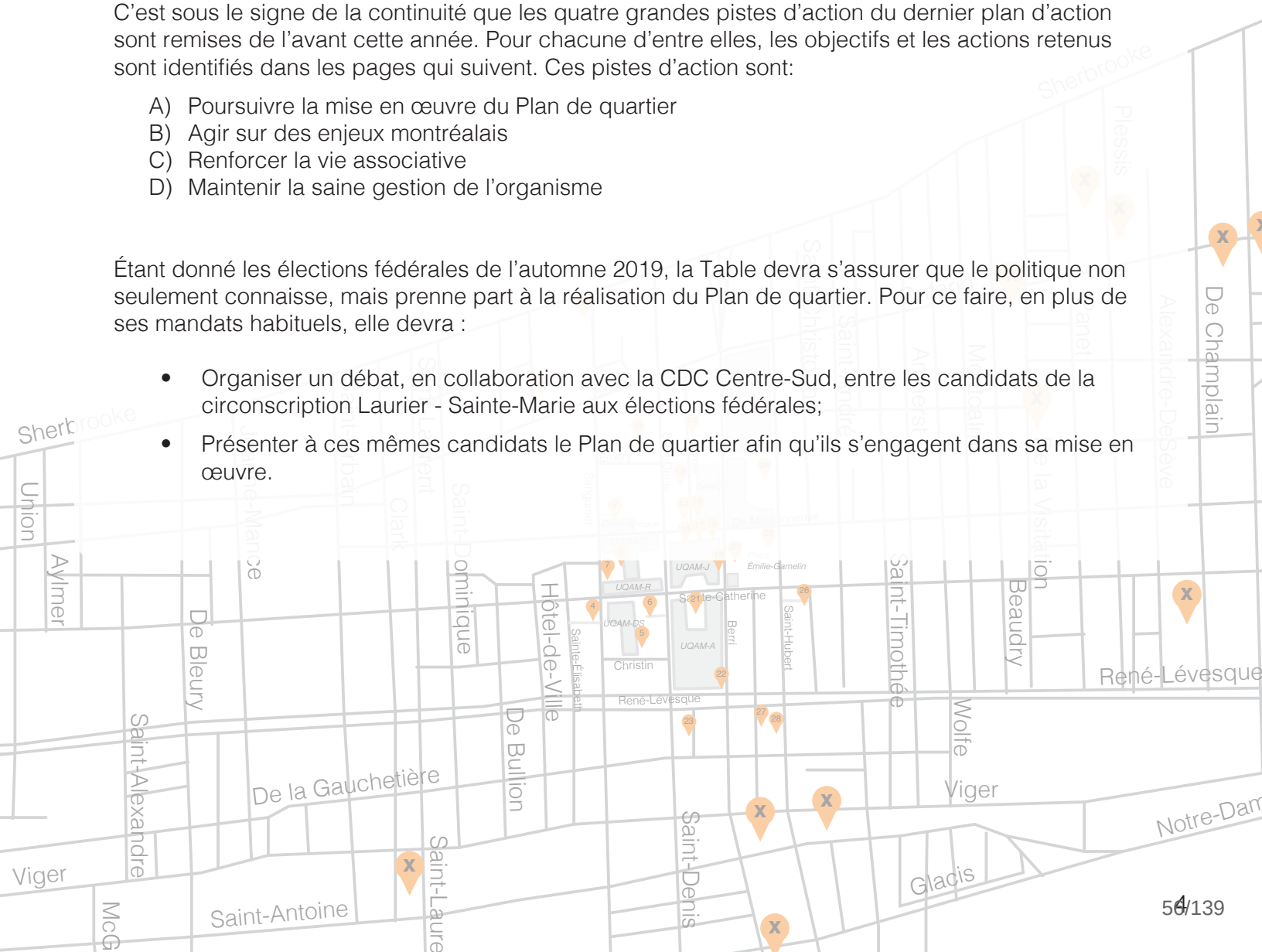
Par ailleurs, la Table poursuivra les représentations qu'elle a déjà entreprises par le passé, et restera à l'affût des nouvelles consultations qui pourront surgir. La Table continuera à assurer une saine gestion de son organisation, et tentera de viabiliser le poste d'agente de concertation et de mobilisation afin de soutenir la mise en œuvre de l'ambitieux Plan de quartier.

C'est sous le signe de la continuité que les quatre grandes pistes d'action du dernier plan d'action sont remises de l'avant cette année. Pour chacune d'entre elles, les objectifs et les actions retenus sont identifiés dans les pages qui suivent. Ces pistes d'action sont:

A) Poursuivre la mise en œuvre du Plan de quartier
B) Agir sur des enjeux montréalais
C) Renforcer la vie associative
D) Maintenir la saine gestion de l'organisme

Étant donné les élections fédérales de l'automne 2019, la Table devra s'assurer que le politique non seulement connaisse, mais prenne part à la réalisation du Plan de quartier. Pour ce faire, en plus de ses mandats habituels, elle devra :

- Organiser un débat, en collaboration avec la CDC Centre-Sud, entre les candidats de la circonscription Laurier - Sainte-Marie aux élections fédérales;
- Présenter à ces mêmes candidats le Plan de quartier afin qu'ils s'engagent dans sa mise en œuvre.



A) POURSUIVRE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE QUARTIER

1- POURSUIVRE LES TRAVAUX EN COHABITATION SOCIALE

La Table de concertation occupe toujours un rôle important de mise en commun des efforts des acteurs du quartier en matière de cohabitation, tout comme elle sert de lien entre les divers comités riverains et les intervenant·es qui sillonnent le territoire.

La Table prend le pouls des différents secteurs de son territoire et organise les réunions des riverain·es au besoin. Elle retransmet leurs doléances au comité de cohabitation dont elle assure la coordination. Elle participe aussi à divers comités (comité local de seringues à la traîne, café-rencontres sur la cohabitation dans le Quartier des spectacles, groupe de travail sur l'intégration d'un service «wet» à Montréal, etc.) afin de rester à l'affût des derniers travaux en matière de cohabitation et d'alimenter ces comités des réalités du faubourg. La Table mènera notamment les actions suivantes :

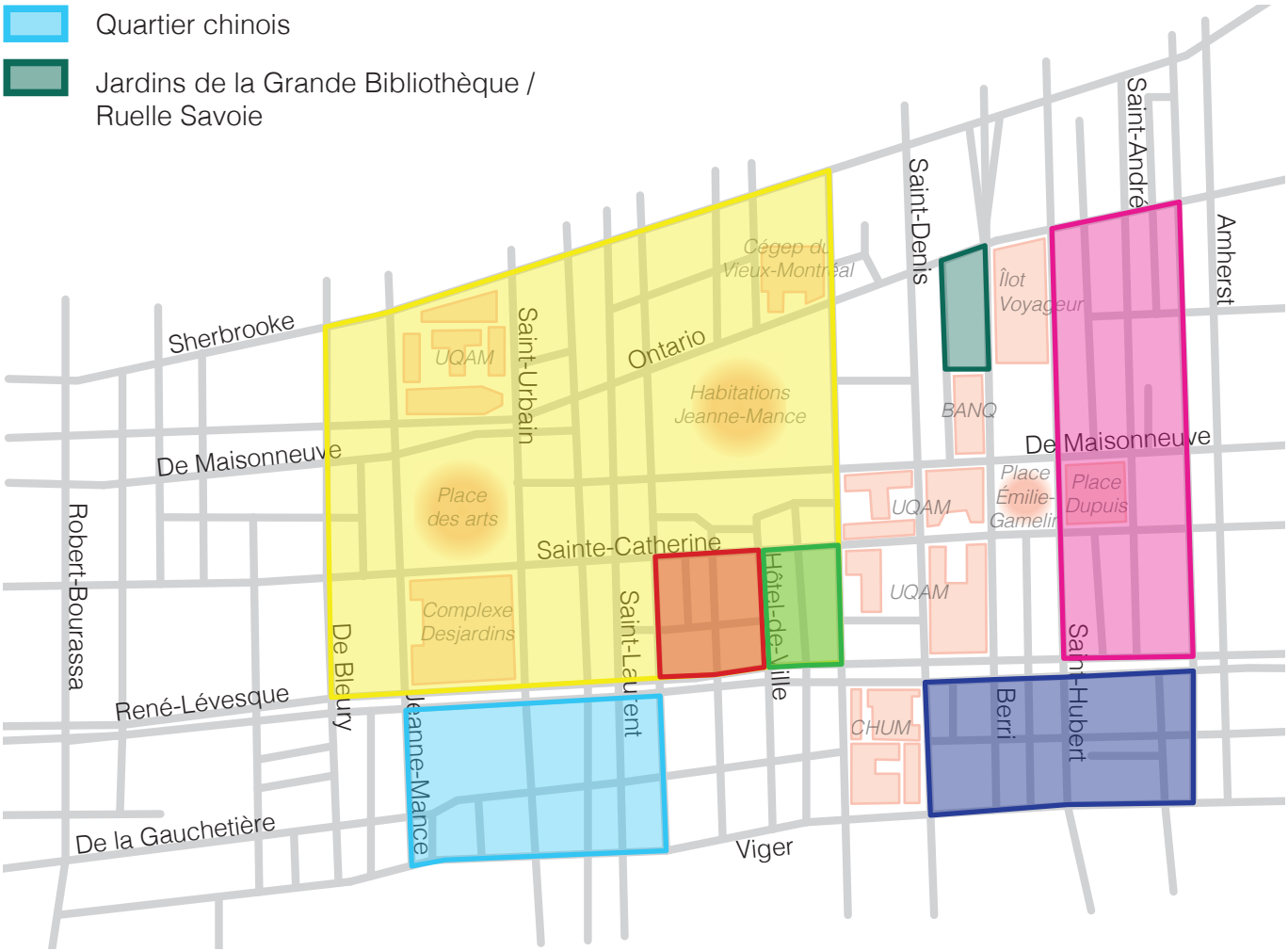
- Bâtir une **cartographie des secteurs sensibles avec diagnostics FFOM** (forces, faiblesses, opportunités, menaces) des endroits sources de tensions et de conflits sur son territoire et en faire part aux acteurs du quartier concernés (été 2019);
- Organiser des **activités citoyennes de nettoyage** afin de comprendre les dynamiques sociales de certains secteurs pour mieux y intervenir (Grand secteur Saint-André et Quartier chinois);
- **Faire connaître les différentes ressources**, les recours et le travail de milieu auprès des résidents du quartier et de la population transitoire (ex : kiosques des ressources en cohabitation sociale, distribution de l'aide-mémoire des ressources, etc.);
- Animer des **café-rencontres et des assemblées** sur des enjeux de quartier en lien avec la cohabitation sociale (ex: salon public sur le nouveau centre de jour du Sac-à-Dos, café-rencontres du Quartier des spectacles, etc.).
- Encadrer les séances de **codesign** avec les usagers de l'**Îlot de la Grande Bibliothèque**, notamment afin de repenser son jardin et l'avenue Savoie.

La Table participe de plus en plus au montage de projets de grande envergure en cohabitation afin de déployer des initiatives porteuses de changements durables sur le territoire. Au cours de la prochaine année, elle participera activement à :

- La mise en place d'un **projet pilote en médiation nocturne** aux abords du Quartier des spectacles afin de cartographier les principaux sites où se commettent des incivilités. Dans une seconde année, une brigade de médiation nocturne sera mise sur pied, ainsi que le déploiement de dispositifs créatifs (aussi appelé «nudges») pour parer les incivilités;
- L'établissement d'un **«quartier général» des usages transitoires**, piloté par l'UQAM et Entremise, afin de déployer davantage d'usages transitoires et favoriser l'occupation positive des espaces vacants. L'Îlot Voyageur serait un premier laboratoire intéressant;
- La consultation sur l'**avenir du Quartier chinois**, lancé par l'Arrondissement, et qui tentera de rallier les différents groupes de la communauté chinoise et d'établir un plan de mise en valeur rassembleur du quartier.

CARTE DES SECTEURS D'INTERVENTION

- Grand secteur Saint-André
- Quadrilatère de la Miséricorde / Place Ernest-Laforce
- Quartier des spectacles
- Rue Sainte-Élisabeth et les environs
- Ruelle Dufault
- Quartier chinois
- Jardins de la Grande Bibliothèque / Ruelle Savoie



2- POURSUIVRE LE DÉVELOPPEMENT DE LOGEMENTS SOCIAUX DANS LE FAUBOURG

La TCFSL poursuivra autant son implication au sein d'Habiter Ville-Marie, la concertation en logement de l'arrondissement, que son travail pour les projets de la Maison du Savoir, de la Littérature et du Numérique (MSLN) et du Quadrilatère de la Miséricorde. Elle aura donc comme objectif :

- Travailler au sein d'**Habiter Ville-Marie** sur les façons de promouvoir le développement du logement social et abordable auprès des autorités municipales et des promoteurs afin de bonifier les politiques et les pratiques en la matière, notamment en ce qui concerne le logement pour les familles (ex. : nouveau règlement d'inclusion de logements sociaux et abordables de la Ville; encadrement des intermédiaires de location en ligne (AirBnB), etc.);
- Participer avec les partenaires de l'arrondissement au lancement de la **Stratégie de développement d'Habiter Ville-Marie**;
- Poursuivre la coordination du comité de projet de redéveloppement communautaire du **Quadrilatère de la Miséricorde**. Incoporer le Quadrilatère en OBNL de développement, en déterminer la gouvernance et les règlements généraux, et obtenir les fonds de pré-démarrage;
- S'impliquer activement dans le comité de projet de la **Maison du Savoir, de la Littérature et du Numérique**, et permettre l'avènement de ce projet sur le terrain vacant coin Ontario et Berri;
- Travailler de concert avec l'Arrondissement et la SHDM au **redéveloppement de l'Îlot Voyageur**, acquis par la Ville de Montréal, et revendiquer des usages sur le site qui répondent aux besoins du quartier.



Ancien hôpital de la Miséricorde, coin René-Lévesque et Saint-Hubert

3- DÉVELOPPER L'ACCESSIBILITÉ À DES SERVICES DE PROXIMITÉ

La Table a trouvé deux créneaux pour travailler à l'accessibilité des services de proximité. Tout d'abord, la TCFSL participe à la cohorte de recherche Justice et durabilité alimentaire afin de réaliser une recension de toutes les ressources en sécurité alimentaire à l'échelle de Montréal. Cela permettra au quartier d'avoir un constat précis de ses forces et ses lacunes. Ensuite, la Table poursuivra son travail sur les enjeux de mobilité des aîné·es dans le quartier. Il s'agit dans le cadre de ce projet de mieux cerner les obstacles à l'accessibilité aux services et aux commerces en transport actif, notamment pour les personnes les plus vulnérables du quartier, et de revendiquer de meilleurs aménagements.

- Poursuivre les focus-groups avec des aîné·es du faubourg dans le cadre du projet sur leur **mobilité**, réaliser des café-rencontres et des marches exploratoires, compiler l'ensemble des obstacles mentionnés par les participant·es, et faciliter la mise sur pied d'un comité afin de porter les améliorations souhaitées;
- Poursuivre l'implication au sein de la cohorte **Justice et durabilité alimentaire**, et s'arrimer avec les deux autres tables de quartier de l'arrondissement afin de parfaire la cartographie des ressources;

4- SOUTENIR LES ORGANISMES DU FAUBOURG

Sur l'enjeu du soutien aux organismes communautaires, la Table agira principalement sur 3 chantiers :

- Poursuivre les réunions du **Comité des organismes communautaires du faubourg Saint-Laurent**, à raison de 3 par année. L'une de ces réunions est une activité de réseautage pendant laquelle les organismes présentent des projets qui ont un effet rassembleur ou une organisation collective. Une autre de ces réunions prend la forme d'un échange avec le conseiller du district Saint-Jacques, Robert Beaudry, afin d'offrir une tribune sur le développement social aux organismes du quartier.
- Poursuivre le travail de **l'intertable**, un chantier auquel collabore la CDC Centre-Sud et les 4 Tables sectorielles jeunesse des faubourgs (0-5 ans, 6-12 ans, jeunesse et jeunesse-itinérance). Les réunions avec les représentant·es des Tables sectorielles et le forum avec tous leurs membres permettront d'identifier un projet collectif rassembleur pour les jeunes et les familles des faubourgs. Parallèlement, ces plateformes permettent à la TCFSL de développer des pôles de services pour les familles dans l'ouest du territoire, là où certaines lacunes subsistent.
- Organiser avec l'Arrondissement la présentation publique de l'**étude sur les besoins en locaux communautaires dans le faubourg Saint-Laurent**. Suite à cette présentation, la TCFSL et l'Arrondissement devront, selon toute vraisemblance, travailler de concert à la constitution d'un groupe porteur pour le futur carrefour communautaire. Ce groupe devra notamment définir les paramètres de développement du futur carrefour.



5- RETENIR ET ATTIRER LES FAMILLES EN TRAVAILLANT NOTAMMENT À L'IMPLANTATION D'UNE ÉCOLE DE QUARTIER

Après une année de forte mobilisation des parents du faubourg, avec notamment un forum largement réussi en novembre, la publication d'une étude sur les écoles inclusives et communautaires de centre-ville, et l'animation d'un café-rencontre sur les besoins des parents aux Habitations Jeanne-Mance, il importe maintenant de formaliser le projet d'école et de travailler à le concrétiser dans le quartier.

- Compiler les données récoltées lors des rencontres et assemblées avec les parents, puis les valider dans un sondage auprès de la population du faubourg;
- Rédiger un document de projet éducatif cohérent avec les données compilées doté d'une approche pédagogique inclusive;
- Présenter avec les parents du faubourg le projet éducatif et l'importance d'une école de proximité auprès de la Commission scolaire de Montréal (CSDM); Obtenir l'accompagnement d'une conseillère pédagogique à la CSDM ;
- Explorer les possibilités de partenariat avec l'UQAM, notamment la Faculté de l'éducation et le Service des immeubles, dans le développement d'un école du faubourg;
- Garder une veille sur les terrains du faubourg Saint-Laurent où il serait possible de bâtir une école;



Carton distribué aux parents du faubourg

6- MAINTENIR LE COMITÉ DE SUIVI DU PLAN DE QUARTIER

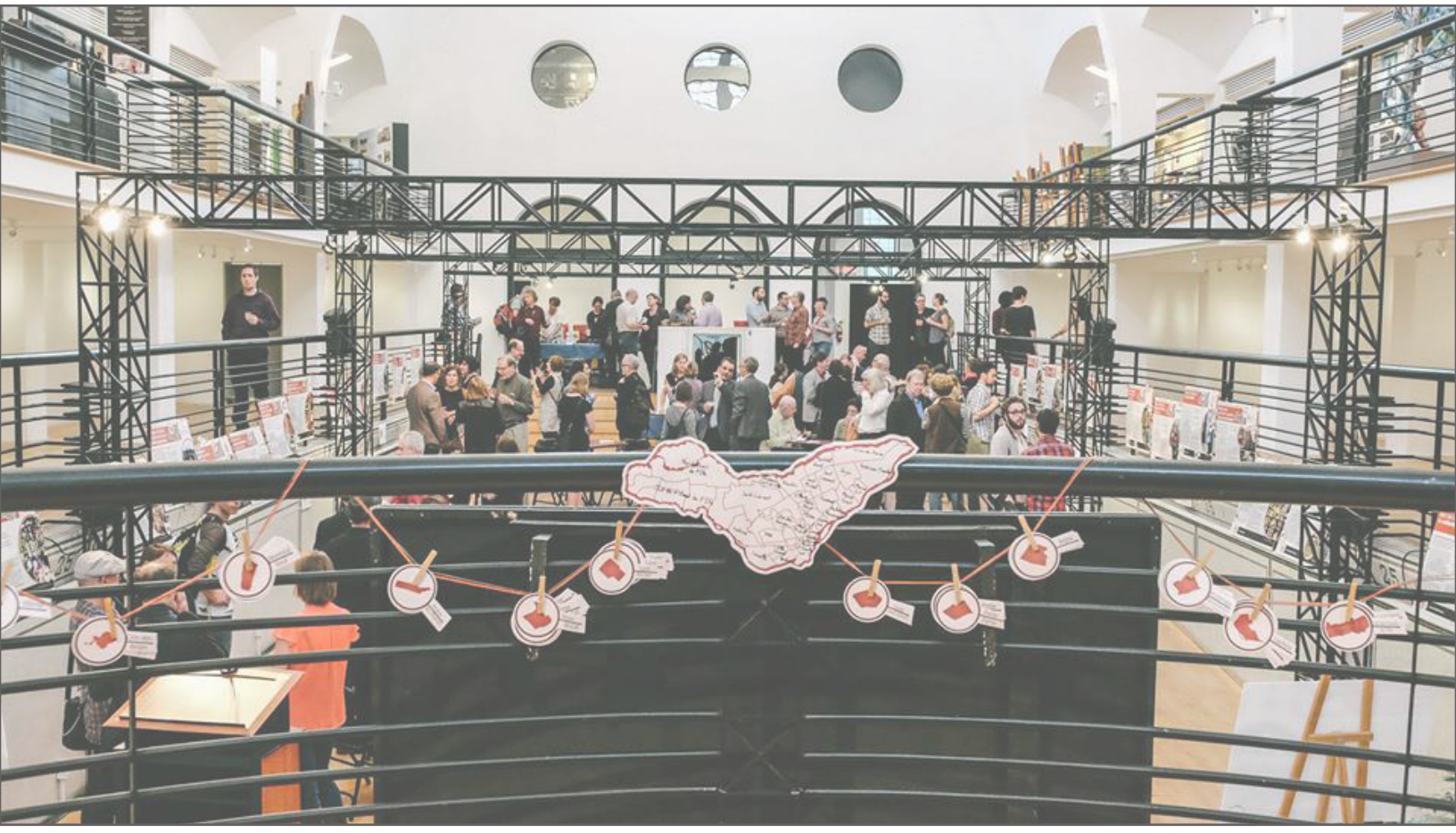
La réalisation de l'ambitieux Plan de quartier du faubourg Saint-Laurent exige de la part de tous les partenaires un investissement en temps dans divers comités de travail. En ce sens, une structure de suivi regroupant plusieurs partenaires de la Table a pour but de rendre compte des avancées dans chacun des comités de travail et de prêter main forte en cas de besoin sur un axe de travail.

- Poursuivre le travail des 4 comités de travail pendant l'année 2019-2020 (comité de cohabitation, Habiter Ville-Marie, Comité des organismes communautaires du faubourg Saint-Laurent (COFSL), comité de parents);
- Maintenir la structure de suivi du Plan de quartier composé d'un représentant de chacun des comités de travail, du CIUSSS, de l'Arrondissement, de représentantes des élu·es des 3 paliers de gouvernement, du président et de la permanence de la Table.

B) AGIR SUR DES ENJEUX MONTRÉALAIS

1- PARTICIPER AUX RÉFLEXIONS SUR CERTAINS PROGRAMMES SOCIAUX CONCERNANT SON TERRITOIRE

- Poursuivre l'implication de la TCFSL à toutes les instances de la Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ), et plus particulièrement sur le rayonnement, la valorisation et le financement des Tables de quartier;
- Participer à la réflexion de la CMTQ sur les initiatives de financement en matière d'immobilier communautaire, notamment pour l'acquisition et l'exploitation de locaux pour organismes communautaires;
- Soutenir par notre expertise les travaux sur l'avenir du Village, notamment sur les enjeux de cohabitation dans le Village et la création d'un centre communautaire LGBTQ+;
- Participer au comité sur l'intégration sociale d'un service «wet» à Montréal;
- Explorer les leviers montréalais permettant d'agir sur les enjeux de propreté et de civisme à grande échelle, en cohérence avec des campagnes existantes sur l'environnement.



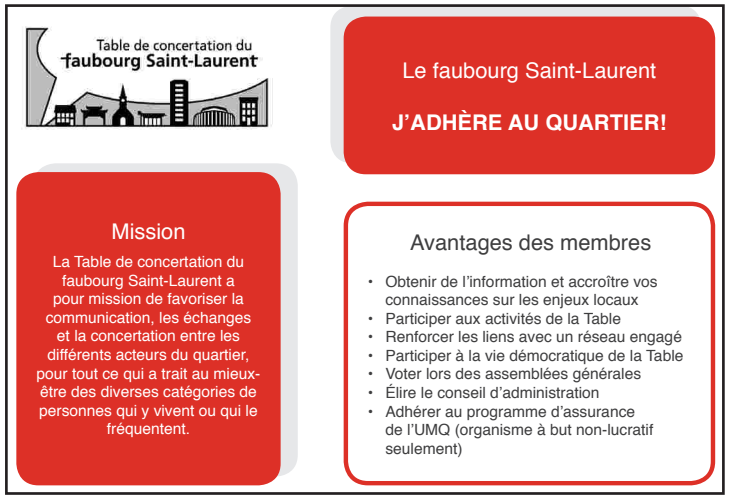
Crédit: Coalition montréalaise des Tables de quartier

C) RENFORCER LA VIE ASSOCIATIVE

1- AUGMENTER ET CONSOLIDER LE MEMBERSHIP

La Table compte désormais 113 membres. Il s'agit d'un bon niveau de membership compte tenu qu'une actualisation de la liste de membres a été effectuée l'an passé. En un an, la Table a regagné le nombre de membres qu'elle avait perdu suite à la mise à jour. Les objectifs pour 2019-20 sont :

- Recruter de nouveaux membres principalement parmi les résident·es et les travailleur·euses s'impliquant dans les comités et activités de la Table;
- Systématiser le renouvellement du membership lors de l'Assemblée générale annuelle de la Table.



Carton d'adhésion à la Table

2- RENFORCER L'IMPLICATION DES MEMBRES DANS LES INSTANCES ET LES ACTIVITÉS

Il importe de maintenir l'enthousiasme pour le Plan de quartier et, en ce sens, maintenir l'intérêt des membres pour les comités de travail et l'AGA. Une grande partie des résident·es deviennent membres grâce à leur implication dans des comités (parents, riverains, mobilité des aîné·es), et la permanence de la Table devra faire un effort supplémentaire pour les recruter systématiquement. Par ailleurs, l'infolettre, le site web, la page facebook, les groupes courriels et occasionnellement le porte-à-porte seront utilisés pour rejoindre les membres et futurs membres.

D) ASSURER LA SAINE GESTION DE L'ORGANISME

1- ASSURER UNE SAINE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES

- Poursuivre l'application de l'outil d'évaluation de la performance pour les employés de la permanence (coordonnateur, agente de concertation et adjointe administrative);
- Fixer des attentes annuelles aux employés de la permanence via l'outil d'évaluation;
- Respecter l'ajustement de salaire annuel en vertu de la politique salariale, et selon les capacités financières de l'organisme.

2- RECHERCHER DE NOUVELLES SOURCES DE FINANCEMENT

Les trois bailleurs de fonds de l'Initiative montréalaise en soutien au développement social local soit Centraide, la Direction de la santé publique (DSP) et la Ville de Montréal n'ont pas augmenté leur contribution au financement des Tables pour les prochains 3 ans. Seule la DSP a indexé sa contribution. La Table doit donc chercher auprès d'autres sources le financement de ses activités régulières et rendre permanent le troisième poste (agente de concertation).

- Terminer la 3e année du projet en sécurité dans les milieux de vie de la Table financé par l'Arrondissement et explorer une reconduction du projet pour une année supplémentaire vu les enjeux récurrents de cohabitation;
- Suivre l'évolution du Projet d'impact collectif (PIC) auprès de Centraide et les orientations pour les quartiers non-subventionnés;
- Participer à un comité de travail de la CMTQ afin d'accroître le financement des Tables de quartier.

3- RENFORCER LES PRATIQUES DE DOCUMENTATION ET D'ÉVALUATION

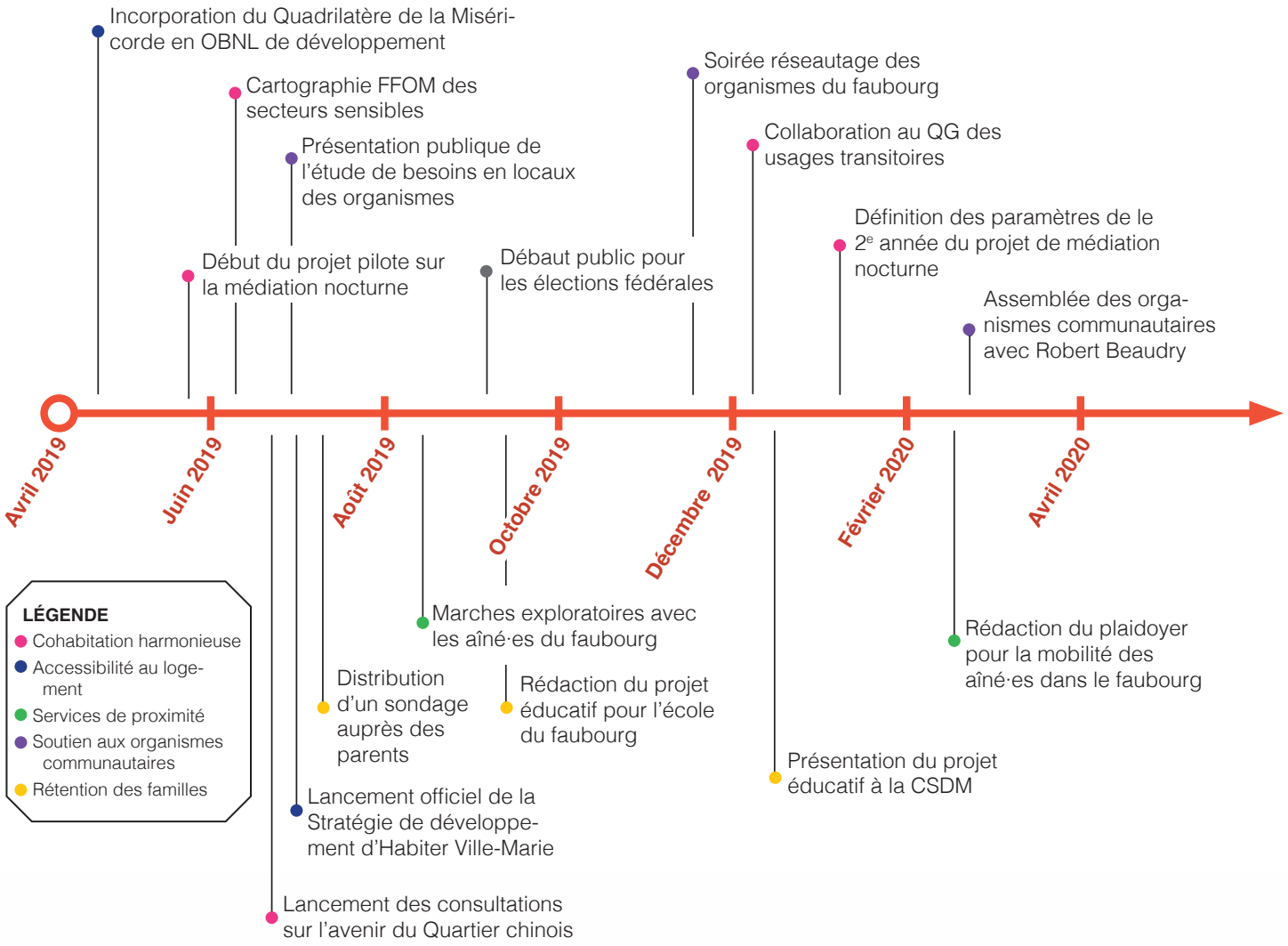
Les partenaires de l'Initiative demandent à ce que les Tables mettent sur pied un processus d'auto-évaluation auprès de leurs partenaires. Ce processus peut rester léger, et sert surtout à procurer des données aux Tables pour qu'elles ajustent leurs actions.

- Saisir le comité exécutif de la Table pour mener une réflexion collective et en profondeur sur les indicateurs et les impacts des axes du Plan d'action afin de mieux évaluer les actions de la Table;
- Faire en sorte que le Comité de suivi du Plan de quartier, qui réagit et réajuste les actions posées par la permanence de la Table pour la mise en œuvre du Plan prenne part au processus d'évaluation.

* * *

ANNEXE 1

LIGNE DU TEMPS DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION 2019-20



Initiative montréalaise
de **soutien** au **développement**
social local

Le 25 mars 2020

Monsieur Marc-André Fortin
Coordonnateur
Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent
1700, rue Amherst
Montréal (Québec) H2L 3L5

Objet : Renouvellement triennal du financement de votre Table de quartier dans le cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local

Monsieur,

Pour donner suite à l'analyse approfondie de la reddition de comptes que vous avez déposée à l'automne 2019, nous avons le plaisir de vous annoncer que le comité des partenaires financiers de *l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local* recommande le renouvellement triennal du financement de votre Table de quartier pour les périodes 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023.

La contribution financière totale minimale prévue pour la prochaine année est de **101 416 $**. L'octroi de cette subvention est sujet à l'approbation par les instances décisionnelles de Centraide du Grand Montréal, de la Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et de la Ville de Montréal. Les confirmations vous seront transmises, dans les prochaines semaines, suivant les modalités de chacun des partenaires financiers.

Constats et recommandations en lien avec l'analyse approfondie
La Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent effectue une saine gestion des fonds et maîtrise très bien la plupart des critères du Cadre de référence.

Avec des actifs nets qui représentent près de 6 mois d'opération, il serait intéressant de connaître vos intentions quant à l'utilisation prochaine de cette marge de manœuvre. Il serait donc opportun que votre prochaine prévision budgétaire contienne des éléments d'information à cet effet.

Pour ce qui est de la poursuite des actons découlant de votre plan de quartier, la mise ne place de divers comités et démarches permet de mieux comprendre les impacts sur la qualité de vie de la population de votre milieu. Les suivis réguliers qui semblent s'opérer

nos apparaissent également comme l'amorce d'une démarche de réflexion pertinente sur l'autoévaluation.

En conséquence, nous recommandons le renouvellement triennal du financement en soulignant la qualité du travail réalisé.

Attente en lien avec l'autoévaluation

Comme pour toutes les Tables de quartier, nous vous rappelons également que suite à la rencontre du 17 avril 2019 portant sur l'autoévaluation, il a été entendu qu'à la prochaine reddition de comptes vous puissiez présenter des cibles, en termes de changements souhaités, de réalisations et de retombées dans le milieu, en lien avec au moins un des enjeux prioritaires sur lesquels vous agissez. De plus vous devrez déposer un calendrier pour déployer, au cours de l'année à venir, une démarche collective d'évaluation permettant de mesurer, d'analyser et de faire état des résultats et des actons menées et prévues dans la planification du quartier. Des précisions sur le format de présentation vous seront fournies dans les prochaines semaines.

Tableau d'analyse de la reddition de comptes

Vous trouverez en annexe un *Tableau de la conformité* de votre Table de quartier aux critères de financement de l'Initiative montréalaise tel que décrit dans le cadre de référence. Pour attribuer à un critère une cote verte, jaune ou rouge, le comité de gestion s'est basé sur des éléments vérifiables. Par exemple, le critère voulant qu'une Table soit multiréseau est analysé en fonction des informations relatives, soit la liste des membres, celle des comités de travail, l'énumération des collaborations avec des partenaires locaux, etc.

Veuillez agréer, Monsieur, nos cordiales salutations.



Denis Sauvé, coordonnateur
Comité de gestion pour le comité des partenaires financiers

** Le comité des partenaires financiers est composé de gestionnaires représentant les trois partenaires financiers*

p. j. : (1)

TABLEAU DE LA CONFORMITÉ DE VOTRE TABLE DE QUARTIER
AUX CRITÈRES DE L'INITIATIVE MONTRÉALAISE – CLASSEMENT 2020

Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent

CRITÈRES D'ÉVALUATION									
SAINE GESTION DES FONDS	INTERSECTORIELLE	MULTIRÉSEAU	STRUCTURÉE ET PERMANENTE	RÉSEAUTAGE ET SYNERGIE	ANIME UN FORUM	DIAGNOSTIC	PLANIFIE SES PRIORITÉS SOUS LA FORME D'UN PLAN D'ACTION	SUSCITE OU COORDONNE DES ACTIONS AVEC IMPACT SUR QUALITÉ DE VIE	DOCUMENTE ET ÉVALUE SON FONCTIONNEMENT ET SES ACTIVITÉS
✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	▲

LÉGENDE
Acquis / maîtrisé / réalisé / achève bientôt : ✓
En cours ▲ ou à améliorer ▪
À faire ou non satisfaisant : ●

Table de quartier
Community Council
Peter-McGill

Plan d'action 2019-2020

4 axes principaux

1. Aménagement urbain
2. Enjeux thématiques relatifs aux catégories de population
3. Enjeux thématiques relatifs aux réalités du quartier
4. Fonctionnement de la Table

Lexique

CSDM : Commission scolaire de Montréal
DAUSE: Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
DRSP: Direction régionale de santé publique
OMHM: Office municipal d'habitation de Montréal
SA: Sécurité alimentaire
SIPPE: Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance

1 Aménagement urbain

1.1 ESPACES VERTS ET RÉCRÉATIFS

A| Promouvoir l'aménagement d'espaces verts et récréatifs tenant compte des besoins de la population

- Organisation de deux séances d'information et d'échange auprès de population pour parcs Square Children et Ville-Marie (80 participants)
- 4 rencontres avec les responsables à l'Arrondissement VIlle-Marie
- Maintien de la mobilisation et des représentations pour la réserve MacKay et poursuite du projet par la Ville
- Poursuite du sondage sur les habitudes et besoins en matière d'utilisation des espaces verts (200 répondants)

B| Inciter l'ouverture à la communauté des grands jardins institutionnels

- 2 rencontres avec responsables du Grand Séminaire et du programme Accès Jardin
- 1 événement famille et Assemblée de quartier au Grand Séminaire (100 participants)
- 2 rencontres avec responsables du jardin des Soeurs grises;

1.2 ÉCOLES

A| Soutenir l'établissement d'écoles de quartier répondant aux besoin des familles

- Participation à 3 rencontres de la démarche *Planifions notre école de* l'Académie Bourget;
- Suivi auprès du MEES concernant les enjeux d'école au centre-ville (visite du site du Grand Séminaire)
- Rencontre avec la CSDM concernant notre vision des écoles;
- Organisation d'une séance d'information et d'échange sur le dossier des écoles
- Campagne médiatique pour promouvoir la réalisation du projet d'école au site du Grand Séminaire

1.3 CENTRE COMMUNAUTAIRE

A| Appuyer la démarche d'implantation du centre communautaire

- 2 consultations sur l'utilisation et programmation du centre (15 organismes et 40 citoyens);
- Participation au comité PFT (3-4 rencontres)
- Poursuite des démarche pour déménager les locaux de la Table au futur centre

1.4 HABITATION

A| Encourager un développement immobilier tenant compte des besoins des résidents et organisations du quartier

- 1 événement informatif et consultatif sur le Plan d'Urbanisme : 40 personnes;
- Collaboration avec HVM pour la rédaction d'un mémoire sur le Plan d'urbanisme;
- Poursuite des rencontres d'échange avec la SQI responsable du dossier du Royal-Victoria et planification d'une rencontre d'échange avec les citoyens

B| Stimuler le développement de logements sociaux au centre-ville, notamment pour les familles

- 1 formation sur le logement social (15 participants);
- 1 atelier explicatif sur le règlement d'inclusion (15 participants);
- Mobilisation et participation aux consultations publiques sur le nouveau règlement d'inclusion (dépôt de mémoires);
- Représentations auprès des élus pour la tour de logement du Children + interventions au conseil d'arrondissement;
- 1 événement de mobilisation pour la tour du Children (40-50 participants);

C| Soutenir les démarches visant la protection du parc locatif au centre-ville

- Diffusion de la réglementation Airbnb auprès des citoyens;
- 1 événement de mobilisation AIrbnb (30 participants);

1.5 MOBILITÉ-TRANSPORT

A| Soutenir les associations de résidents dans leurs efforts pour se déplacer en toute sécurité

- Collaboration avec le Trottibus de l'école St-Léon-de-Westmount;
- Collaboration avec l'arrondissement concernant le Plan de déplacement;
- 1 événement de mobilisation citoyenne pour le plan de déplacement (15 participants);

B| Élaborer des éléments de vision sur la réfection de la rue Ste-Catherine

- Planification des séances de consultation en collaboration avec l'arrondissement;
- Participation aux séances de consultations Ste-Catherine et Peel;
- 1 événement de présentation des résultats des consultations pour la rue Ste-Catherine (25-30 participants);

2 Enjeux thématiques relatifs aux catégories de population

2.1 FAMILLES

A| Soutenir les projets concertés permettant aux familles et aux enfants de s'épanouir et de développer leur plein potentiel

- Tenue de 7 rencontres du comité Familles centre-ville
- Accompagnement des partenaires dans le développement et la mise en oeuvre de projets;
- Démarches en prévision des dépôts des projets SIPPE (présentation des nouvelles balises);
- Suivi sur le portrait de quartier et planification des dépôt pour la mesure 4.2 de la DRSP
- Présentation des résultats de l'EQDEM et de l'enquête TOPO aux partenaires

B| Soutenir les efforts pour pérenniser la concertation Familles centre-ville

- Obtention d'un soutien financier de la Fondation Chagnon;
- Obtention d'un soutien financier avec Innoweave pour la mise en oeuvre du plan d'action réalisé;
- Outils de communication interne efficaces

C| Promouvoir la place des familles au centre-ville

- Informé et sensibilisé 50 familles sur les enjeux d'aménagement du territoire via les marches exploratoires de l'Éco-quartier et celles de notre conseillère municipale
- Sondage auprès de 50 familles pour obtenir leur opinion sur les enjeux d'école au centre-ville

D| Assurer le rayonnement de la concertation Familles centre-ville

- Mobilisation de nouveaux partenaires impliqués dans le comité Familles centre-ville

2.2 JEUNESSE

A| Soutenir le développement de projets concertés répondant aux besoins des jeunes du quartier

- Tenue de 7 rencontres du comité action jeunesse
- Tenue d'un événement de lancement du nouveau portrait (80 participants)
- Financement de projets répondant aux besoins des jeunes de 12 à 24 ans du quartier grâce aux nouveaux fonds de la DRSP (4.2)
- Présentation des résultats de l'enquête TOPO aux partenaires
- Tenue de 4 à 5 sorties entre juillet et septembre 2019 (110 à 130 participants)
- Bonification démontrée des projets financés par la Politique.

B| Contribuer à la visibilité des groupes jeunesse et au développement d'une offre de services variée auprès des jeunes du quartier

- Organisation de 1-2 déjeuner(s) des intervenants et d'une ou deux formation(s): 45 participants ;
- Taux d'engagement croissant des publications Facebook, nombre croissant de références entre organismes;
- Participation de jeunes des organismes du comité aux activités de mobilisation de Mon Peter-McGill et au développement du Conseil jeunesse Ville-Marie.

2.3 AÎNÉS

A| Contribuer au développement de l'offre de services auprès des aînés du quartier

- Tenue de trois rencontres de partenaires
- Développement de la vision, de mécanismes et d'actions concertées

3 Enjeux thématiques relatifs aux réalités du quartier

3.1 IMMIGRATION

A| Participer à des initiatives visant à faciliter l'accueil et l'intégration des personnes issues de l'immigration

- Obtention de 200 réponses additionnelles au sondage sur le thème de l'accueil
- Assemblée de quartier autour du thème de l'accueil
- Tenue de 2 rencontres du comité immigration et trois rencontres du comité central

3.2 VIE DE QUARTIER

A| Favoriser la vie de quartier/communautaire des résident-e-s

- Animation de 4 rencontres du comité vie de quartier par les agentes de mobilisation;
- Autonomisation du comité par des rencontres de travail des partenaires;
- Inclusion de 4 citoyens dans la planification et l'organisation d'activités; 10 nouveaux citoyens-nes impliqués;
- 4 Rencontres avec conseillère municipale (café-rencontre)

B| Soutenir et promouvoir les organismes locaux pour assurer une offre de services dynamique et complémentaire

- 12 organismes présents à chaque événement co-organisé par le comité vie de quartier
- Environ 100 nouveaux abonnés à l'infolettre

3.3 SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

A| Développer la concertation en sécurité alimentaire et faire rayonner les services existants dans le quartier

- Demande présentée au CIUSSS pour avoir soutien de l'organisateur communautaire dans la co-gestion du comité
- Participation aux rencontres du comité: partage d'informations de/vers la Table;
- Organisation d'une Foire sur l'alimentation en mars 2020 avec le soutien de la Table
- Diffusion d'information dans l'infolettre

B| Répondre aux défis en sécurité alimentaire en fonction des opportunités de développement et des réalités du quartier

- Partenaires en SA informés sur l'avancée des dossiers centre communautaire et écoles;
- Participation des partenaires aux évènements de la Table de quartier
- Dépôt d'une demande de financement par le comité.

3.4 ITINÉRANCE

A| Participer aux efforts de concertation visant à mieux rejoindre et desservir les personnes en situation d'itinérance

- Participation aux rencontres du comité square cabot
- Partage d'information sur les initiatives en cours dans l'infolettre

3.5 SANTÉ

A| Appuyer les efforts visant à améliorer l'accès aux services de santé

- Participation aux rencontres entre les représentant-e-s du CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal et ceux de la communauté du centre-ville

4 Fonctionnement de la Table

4.1 COMMUNICATION

A| Assurer une cohérence et un arrimage entre les plateformes de communications de la Table et de ses comités

- Premier ébauche d'un plan de communications alternatif / abrégé incluant messages-outils-stratégies pour rejoindre un public divers
- Création d'un outil de suivi pour chaque canal de communications (e.g. Page Facebook, Site Web etc.)
- Poursuite du travail d'harmonisation des outils de communication (rencontres régulières entre Marion et Corey)

B| Améliorer la qualité et la portée des outils de communication

- Nouveau brochure pour la Table
- Participation plus engagé à nos événements et croissance de réactions, remarques et critiques des participants
- Création d'une banque de traducteurs
- Croissance de participants issues de l'immigration aux événements et activités de la Table et participation plus engagée
- Création et rayonnement d'un blogue de journalisme citoyen, sur le site web de la Table, avec nouvelles du quartier (en format écrit/photo/vidéo) écrit par les résident-es du quartier- 20 articles
- Quatre (4) rencontres de la communauté de pratique aux communications de la CMTQ

4.2 VIE ASSOCIATIVE

A| Faciliter le partage d'informations et la cohésion au sein de la communauté

- Tenue de trois (3) Assemblées de quartier;
- Participation à deux rencontres de la Table Grands-Jardins
- Cinq (5) rencontres d'échange avec la conseillère municipale Cathy Wong
- Connaissance de besoins et désirs de nos nouveaux membres
- Mise en oeuvre du plan d'inclusion
- Plus grande participation de personnes issues de l'immigration aux activités de la Table
- Implication plus engagé par nos membres, et compréhension augmenté de la mission de la Table

B| Élargir et structurer la coalition autour de la Table de quartier Peter-McGill

- Dix rencontres avec partenaires actuels et potentiels
- Nouveaux liens avec groupes autochtones et connaissance de leurs besoins dans le quartier Peter-McGIll
- Participation à cinq assemblée de partenaires
- Participation à huit (4) rencontre de la Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ) et implication au conseil d'administration
- Tenue de 20 rencontres de suivis avec les agentes de mobilisation du projet Mon Peter-McGill
- Création d'une trousse d'accueil pour les nouveaux membres et planification de rencontres introductives
- Sondage de satisfaction de nos membres lors du renouvellement annuel
- Outreach auprès des groupes autochtones du quartier
- Mise en oeuvre des actions d'inclusion et tenues de six (6) rencontres de suivi au sein de l'équipe

4.3 FINANCEMENT

A| Poursuivre les efforts de recherche de fonds pour maintenir l'équipe de travail en place

- Obtention de 5 000$ de fonds additionnels
- Obtention d'un montant de 11 250$ dans le cadre de la mesure de subvention salariale d'Emploi-Quebec

B| Maintenir la gestion des fiducies actuelles afin de favoriser l'injection de fonds dans le quartier

- Participation au comité d'analyse des fonds SIPPE
- Entente avec les partenaires pour l'attribution des mesures 3.1 et 4.2 de la DRSP
- Poursuite du rôle de fiduciaire pour les fonds Avenir d'enfants et Projet impact collectif
- Participation au comité d'analyse de l'enveloppe Ville-MESS

Initiative montréalaise
de **soutien** au **développement**
social local

Le 25 mars 2020

Monsieur Stéphane Febbrari
Coordonnateur
Inter-action du quartier Peter McGill
1857, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 215
Montréal (Québec) H3H 1J9

Objet : Renouvellement triennal du financement de votre Table de quartier dans le cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local

Monsieur,

Pour donner suite à l'analyse approfondie de la reddition de comptes que vous avez déposée à l'automne 2019, nous avons le plaisir de vous annoncer que le comité des partenaires financiers de *l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local* recommande le renouvellement triennal du financement de votre Table de quartier pour les périodes 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023.

La contribution financière totale minimale prévue pour la prochaine année est de **101 416 $**. L'octroi de cette subvention est sujet à l'approbation par les instances décisionnelles de Centraide du Grand Montréal, de la Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et de la Ville de Montréal. Les confirmations vous seront transmises, dans les prochaines semaines, suivant les modalités de chacun des partenaires financiers.

Constats et recommandations en lien avec l'analyse approfondie
Interaction du quartier Peter-McGill effectue une saine gestion des fonds et maîtrise maintenant très bien l'ensemble des critères du Cadre de référence.

Nous souhaitons toutefois attirer votre attention sur la faible marge de manœuvre dont vous disposez, avec des actifs nets représentant moins de 1 mois de fonctionnement, ainsi que sur le fait que vos états financiers déposés ne portaient pas la signature des officiers du C. A.

La Table mobilise un nombre important de partenaires du milieu, dont de très nombreux citoyens. Il serait toutefois opportun de nommer les membres institutionnels et ceux du milieu des affaires dans vos rapports. Outre cette omission, votre rapport annuel, ainsi

que le document Résultats 2018-2019, sont des modèles de clarté qui présentent des informations très pertinentes.

Nous tenons également à vous féliciter pour les gains importants que vous avez obtenus entourant l'obtention d'écoles primaires sur votre territoire. Ces résultats sont le fruit d'une mobilisation importante et démontrent la crédibilité de la Table comme interlocuteur privilégié.

En conséquence, nous recommandons le renouvellement du financement triennal en soulignant la qualité du travail réalisé.

Attente en lien avec l'autoévaluation

Comme pour toutes les Tables de quartier, nous vous rappelons également que suite à la rencontre du 17 avril 2019 portant sur l'autoévaluation, il a été entendu qu'à la prochaine reddition de comptes vous puissiez présenter des cibles, en termes de changements souhaités, de réalisations et de retombées dans le milieu, en lien avec au moins un des enjeux prioritaires sur lesquels vous agissez. De plus vous devrez déposer un calendrier pour déployer, au cours de l'année à venir, une démarche collective d'évaluation permettant de mesurer, d'analyser et de faire état des résultats et des actons menées et prévues dans la planification du quartier. Des précisions sur le format de présentation vous seront fournies dans les prochaines semaines.

Tableau d'analyse de la reddition de comptes

Vous trouverez en annexe un *Tableau de la conformité* de votre Table de quartier aux critères de financement de l'Initiative montréalaise tel que décrit dans le cadre de référence. Pour attribuer à un critère une cote verte, jaune ou rouge, le comité de gestion s'est basé sur des éléments vérifiables. Par exemple, le critère voulant qu'une Table soit multiréseau est analysé en fonction des informations relatives, soit la liste des membres, celle des comités de travail, l'énumération des collaborations avec des partenaires locaux, etc.

Veuillez agréer, Monsieur, nos cordiales salutations.



Denis Sauvé, coordonnateur
Comité de gestion pour le comité des partenaires financiers

** Le comité des partenaires financiers est composé de gestionnaires représentant les trois partenaires financiers*

p. j. : (1)

TABLEAU DE LA CONFORMITÉ DE VOTRE TABLE DE QUARTIER
AUX CRITÈRES DE L'INITIATIVE MONTRÉALAISE – CLASSEMENT 2020

Inter-action du quartier Peter McGill

CRITÈRES D'ÉVALUATION									
SAINE GESTION DES FONDS	INTERSECTORIELLE	MULTIRÉSEAU	STRUCTURÉE ET PERMANENTE	RÉSEAUTAGE ET SYNERGIE	ANIME UN FORUM	DIAGNOSTIC	PLANIFIE SES PRIORITÉS SOUS LA FORME D'UN PLAN D'ACTION	SUSCITE OU COORDONNE DES ACTIONS AVEC IMPACT SUR QUALITÉ DE VIE	DOCUMENTE ET ÉVALUE SON FONCTIONNEMENT ET SES ACTIVITÉS
✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓

LÉGENDE
Acquis / maîtrisé / réalisé / achève bientôt : ✓
En cours ▲ ou à améliorer ▪
À faire ou non satisfaisant : ●

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
INITIATIVE MONTRÉALAISE DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, agissant et représentée par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

CI-APRÈS APPELÉE L' « **Arrondissement** »

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **La Corporation de développement communautaire Centre-Sud**, personne morale légalement constituée, ayant une place d'affaires au 2187 rue Larivière, Montréal, Québec H2K 3S9, agissant et représentée aux présentes par François Bergeron, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription TPS : 283135ALERT1710
N° d'inscription TVQ : 101788769DQ0001
N° de charité : S.O.

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local (ci-après : « l'Initiative montréalaise ») est composée de représentants des réseaux suivants : Centraide du Grand Montréal, la Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ), la Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal et de la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE l'Initiative montréalaise vise à contribuer au développement social dans les quartiers de Montréal en luttant contre la pauvreté et les inégalités sociales;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ATTENDU QUE l'Initiative montréalaise reconnait que l'apport des mécanismes locaux de concertation appelés « Tables de quartier », lesquelles œuvrent à l'amélioration de la qualité de vie;

ATTENDU QUE l'Organisme souscrit à cet objectif d'amélioration de la qualité et des conditions de vie du quartier où il intervient et souscrit aux recommandations de l'Initiative montréalaise;

ATTENDU QUE la VILLE désire soutenir le développement de ses quartiers en vue d'améliorer la qualité et les conditions de vie des Montréalais et des Montréalaises;

ATTENDU QUE la VILLE désire contribuer à la mission de l'Organisme afin de lui permettre de réaliser l'ensemble de ses activités dans le cadre de référence de l'initiative montréalaise et plus particulièrement la mise en œuvre de son plan d'action pour le quartier;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe A** » : document intitulé « Cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local »;

2.2 « Annexe B » : projet / plan d'action proposé par l'Organisme, pour lequel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

2.3 « Annexe C » : recommandations émises par les organismes composant l'Initiative montréalaise;

2.4 « Annexe D » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : La directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe D, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de TRENTE-DEUX MILLE SIX-CENT TREIZE dollars (32 613 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un versement unique :

- au montant de TRENTE-DEUX MILLE SIX-CENT TREIZE dollars (32 613 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2187 rue Larivière, Montréal, Québec H2K 3S9, province de Québec, Canada, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17^{e} étage, Montréal, H2L 4S8, province de Québec, Canada, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2020

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE CENTRE-SUD

Par : _____
François Bergeron, directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie), le e jour de …….. 2020 (Résolution ……).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Annexe A
Cadre de référence
Initiative montréalaise de soutien au développement social local

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Annexe B
Projet / Plan d’action 2019-2020

(Le plan d’action 2020-2021 sera transmis dès son adoption par le conseil d’administration.)

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Annexe C
Lettre confirmant le renouvellement triennal du financement

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE D

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN (Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal	Avec le soutien de Ville-Marie Montréal	Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
INITIATIVE MONTRÉALAISE DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, agissant et représentée par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

CI-APRÈS APPELÉE L' « **Arrondissement** »

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **La Table de concertation du faubourg Saint-Laurent**, personne morale légalement constituée, ayant une place d'affaires au 1700, rue Atateken, Montréal, Québec, H2L 3L5, agissant et représentée aux présentes par Marc-André Fortin, coordonnateur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription TPS : S.O
N° d'inscription TVQ : S.O
N° de charité : S.O.

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local (ci-après : « l'Initiative montréalaise ») est composée de représentants des réseaux suivants : Centraide du Grand Montréal, la Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ), la Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal et de la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE l'Initiative montréalaise vise à contribuer au développement social dans les quartiers de Montréal en luttant contre la pauvreté et les inégalités sociales;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ATTENDU QUE l'Initiative montréalaise reconnaît que l'apport des mécanismes locaux de concertation appelés « Tables de quartier », lesquelles œuvrent à l'amélioration de la qualité de vie;

ATTENDU QUE l'Organisme souscrit à cet objectif d'amélioration de la qualité et des conditions de vie du quartier où il intervient et souscrit aux recommandations de l'Initiative montréalaise;

ATTENDU QUE la VILLE désire soutenir le développement de ses quartiers en vue d'améliorer la qualité et les conditions de vie des Montréalais et des Montréalaises;

ATTENDU QUE la VILLE désire contribuer à la mission de l'Organisme afin de lui permettre de réaliser l'ensemble de ses activités dans le cadre de référence de l'initiative montréalaise et plus particulièrement la mise en œuvre de son plan d'action pour le quartier;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de favoriser la communication, les échanges et la concertation entre les différents acteurs du faubourg Saint-Laurent, pour tout ce qui touche le mieux-être des diverses catégories de personnes qui y vivent ou qui le fréquentent;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe A** » : document intitulé « Cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local »;

2.2 « Annexe B » : projet / plan d'action proposé par l'Organisme, pour lequel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

2.3 « Annexe C » : recommandations émises par les organismes composant l'Initiative montréalaise;

2.4 « Annexe D » : le protocole de prêt d'installation et de matériel

2.5 « Annexe E » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : La directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe E, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de TRENTE-ET-UN MILLE CENT TREIZE DOLLARS (31 113 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un versement unique :

- au montant de TRENTE-ET-UN MILLE CENT TREIZE DOLLARS (31 113 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1700, rue Atateken, Montréal, Québec, H2L 3L5, et tout avis doit être adressé à l'attention du coordonnateur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17^{e} étage, Montréal, H2L 4S8, province de Québec, Canada, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2020

TABLE DE CONCERTATION DU FAUBOURG SAINT-LAURENT

Par : _____
Marc-André Fortin, coordonnateur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie), le e jour de …….. 2020 (Résolution …….).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Annexe A
Cadre de référence
Initiative montréalaise de soutien au développement social local

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Annexe B
Projet / Plan d'action 2019-2020

(Le plan d'action 2020-2021 sera transmis dès son adoption par le conseil d'administration.)

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Annexe C
Lettre confirmant le renouvellement triennal du financement

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE D
PROTOCOLE DE PRÊT D'INSTALLATION ET MATÉRIEL

Convention de prêt entre :
La Ville de Montréal (Division des sports, des loisirs et du développement social de Ville-Marie)
Et
La **Table de concertation du faubourg Saint-Laurent**

Nom du représentant autorisé : Marc-André Fortin
Adresse : 1 700 Atateken, Montréal, Québec H2L 3L5
Téléphone : 514-288-0404
Adresse électronique : direction@faubourgstlaurent.ca

Service tarifé selon le Règlement sur les tarifs approuvé par la Ville de Montréal ■
Service gratuit ou tarifé selon le cadre de référence d'attribution des locaux **Gratuit** ■ Tarifé ■

Fonds	Sec.	Centre d'opération :	Activité opérationnelle :

Nom de l'installation et code	Adresse	Espace prêté	Activité ou événement	Du	Au	De	À	Heure / MC	Taux	Montant $
Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie	1 700 Atateken, Montréal, Québec H2L 3L5	Local (bureau au rez-de-chaussée, en face de la salle de bain pour femmes)	**Espace du bureau permettant la réalisation des activités prévues à la convention**	**1er avril 2020**	**31 mars 2021**	**8h**	**18h**			

Renseignements complémentaires

Ressources humaines (nombre d'heures x taux régulier) + avantages + frais d'administration	Quantité	Nombre d'heures	Taux	Montant $
		Total général		

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Ressources matérielles

Item	Dimensions	Quantité	N° inventaire
Bureau de travail	30''x60''x30''	2	
Bureau	36''x24''x30''	1	
Chaise		5	
Classeur sous bureau	16''x24''x24''	1	
Grand classeur	36''x24''x48''	2	
Tableau en liège	48''x36''	3	
Table basse	22''x22''x22''	1	
Réfrigérateur	20''x22''x36''	1	
Patère		1	
Pigeonnier		1	
Armoire à clés au mur		1	
Table ronde	Circonférence : 48''	1	
Ventilateur		1	

Remarques :

- Le ménage du local est sous la responsabilité du centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie
- Le matériel informatique de même que les coûts reliés à la téléphonie et l'internet sont assumés par la table

_____ **Paiement complet ■ partiel ■**

Reçu la somme de (en lettres moulées)

_____ / 100 _____ $

Comptant ■ Crédit ■ Interac ■ Chèque ■

N° Bordereau Date Déposant

Solde

Reçu la somme de (en lettres moulées)

_____ / 100 _____ $ Comptant ■ Crédit ■ Interac ■ Chèque ■

N° Bordereau Date Déposant

Le demandeur s'engage à respecter toutes les conditions écrites dans cette demande Signature du demandeur ou son représentant autorisé Date / /	**Demande approuvée** Responsable autorisé : Martin Crépeau Date 20/4/2020

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Conditions de prêt

Généralités

OBJET

La Ville prête au demandeur l'espace et, s'il y a lieu, les ressources humaines et matérielles, décrites au recto du présent formulaire pour la réalisation de sa programmation ou la tenue d'événement et la période de location qui y sont indiquées, à la condition que le demandeur acquitte, le cas échéant, les frais qui sont énumérés et se conforme aux modalités inscrites à ce formulaire et à son annexe (si applicable)(ci-après appelés la “convention”).

Définition

Dans le présent contrat, à moins que le contexte n’indique un sens différent, les mots suivants signifient : “Ville” : la Ville de Montréal; le “Responsable” : le Directeur de la Direction de la culture, des sports et du développement social de Ville-Marie ou son représentant autorisé; et le “demandeur” : la personne qui effectue la demande pour occuper les lieux ou son représentant autorisé.

Durée

La présente convention prend fin à l'échéance du terme convenu et elle ne peut être prolongée tacitement.

Biens meubles fournis par le demandeur

La Ville n'est pas responsable de l'entretien, de la garde ou de la surveillance des biens meubles fournis par le demandeur et occupant les lieux, ni de tout dommage pouvant résulter de leur présence dans les lieux.

Maintien en état des lieux

Le demandeur reconnaît avoir visité les lieux et s'en déclare satisfait.

Le demandeur ne doit apporter aucune modification aux lieux sans la permission écrite du Responsable et il doit, le cas échéant, immédiatement après l’échéance du terme convenu, remettre, à ses frais, les lieux dans leur état antérieur.

L'installation d'affiches, pancartes ou autres accessoires publicitaires est interdite à l'intérieur ou aux abords des lieux, sans l'autorisation écrite préalable du Responsable.

Le demandeur ne peut utiliser le système d'amplification et d'éclairage des lieux loués sans l'autorisation écrite préalable du Responsable.

La Ville conserve le plein contrôle des lieux et le demandeur doit se soumettre sans délai à toute directive du Responsable.

La Ville pourra, pendant la durée de la convention, modifier ou réparer les lieux sans que le demandeur ne puisse réclamer aucune diminution de ses obligations ou compensation pour tout dommage qui pourrait en résulter.

Le demandeur s’engage à utiliser les installations et les équipements de façon sécuritaire et conforme aux normes, règlements, lois et politiques touchant l’occupation des locaux et l’utilisation, le cas échéant, du matériel ou des accessoires (le “matériel”).

Le demandeur doit informer sans délai, par écrit, le Responsable de toute défectuosité, de toute fuite, de tout incendie ou de tout dommage causés aux locaux ou au matériel.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Le demandeur ne doit placer aucun équipement lourd dans les locaux sans le consentement préalable écrit du Responsable.

Le demandeur ne doit ni entreposer, ni garder dans les locaux, des produits explosifs, inflammables ou dangereux.

Le demandeur doit s'assurer que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité électrique des locaux.

Le demandeur doit veiller à ne pas troubler ou permettre que soit troublée la jouissance normale des lieux par les autres occupants de l'immeuble et ceux des immeubles voisins.

Le demandeur doit remettre à l'échéance de la présente convention les locaux et le matériel dans l'état où il les a reçus, sous réserve de l'usure normale. Il doit réparer, au besoin, les locaux et le matériel et remplacer le matériel rendu inutilisable.

Garantie

Le demandeur s'engage à garantir et à tenir la Ville indemne et à couvert de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant directement ou indirectement de son occupation des lieux et à prendre fait et cause pour celle-ci et à l'indemniser en capital, intérêts et frais, de toute réclamation ou jugement à cet égard.

Résiliation

Si le demandeur est en défaut de respecter l'une ou l'autre des conditions de la présente convention et ne remédie pas à son défaut dans les 3 jours d'un avis du Responsable à cet effet, la Ville pourra, à son entière discrétion, résilier la présente convention, sans poursuite judiciaire et sans autre avis ni délai, le tout sans préjudice quant à ses droits de réclamer tous les dommages et intérêts pouvant résulter d'une telle résiliation. Le demandeur devra quitter immédiatement les lieux.

La Ville pourra résilier, en tout temps et à son entière discrétion, la présente convention au moyen d'un avis écrit de quinze (15) jours adressé au demandeur. Advenant une telle résiliation, le demandeur sera remboursé de toute somme payée par lui à cette date, si la résiliation survient avant le début de la période d'occupation de lieux convenue, au cas contraire, il sera remboursé en proportion de la période qui reste à courir et il ne pourra en aucun cas réclamer des dommages de quelque nature que ce soit, pouvant résulter d'une telle résiliation.

Incessibilité

Le demandeur convient expressément de ne pas sous-louer l'espace en tout ou en partie, de ne pas céder ni transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit du Responsable.

Généralités

Le Responsable a entière discrétion pour accepter ou pour refuser une demande d'occupation des lieux et pour exiger toute précision qu'il juge utile.
Il est strictement interdit de fumer dans les lieux.

Le demandeur doit se procurer, à ses frais, auprès des autorités compétentes (fédérales, provinciales ou municipales), tout permis, licence ou autorisation lui donnant le droit d'organiser l'événement qui se tiendra dans les locaux visés par la présente convention (les "locaux").

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Le demandeur renonce expressément à tout recours contre la Ville résultant directement ou indirectement de la présente convention, que ce soit par mauvais usage du matériel, par toute défectuosité ou de tout vice caché pouvant affecter les locaux et le matériel.
La présente convention est régie par les lois du Québec et du Canada qui lui sont applicables, et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être instituée dans le district judiciaire de Montréal.

Tous les avis d'une partie à l'autre sont adressés, quant au demandeur, à l'attention de son représentant autorisé, s'il y a lieu, à l'adresse postale, à l'adresse électronique ou au numéro de télécopieur inscrits à la présente convention, quant à la Ville, à l'attention du Responsable, à l'adresse ou au numéro de télécopieur inscrits à la présente convention.

Service .....

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE E

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie
Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN (Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal	Avec le soutien de Ville-Marie Montréal	Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
INITIATIVE MONTRÉALAISE DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, agissant et représentée par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

CI-APRÈS APPELÉE L' « **Arrondissement** »

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **La Table Inter-action du quartier Peter-McGill**, personne morale légalement constituée, ayant une place d'affaires au 1857 boulevard De Maisonneuve Ouest, Montréal, Québec H3H 1J9, agissant et représenté aux présentes par Stéphane Febbrari, coordonnateur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription TPS : 86605 9745 RP0001
N° d'inscription TVQ : 120 649 8371 TQ0001
N° de charité : S.O.

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local (ci-après : « l'Initiative montréalaise ») est composée de représentants des réseaux suivants : Centraide du Grand Montréal, la Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ), la Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal et de la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE l'Initiative montréalaise vise à contribuer au développement social dans les quartiers de Montréal en luttant contre la pauvreté et les inégalités sociales;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ATTENDU QUE l'Initiative montréalaise reconnait que l'apport des mécanismes locaux de concertation appelés « Tables de quartier », lesquelles œuvrent à l'amélioration de la qualité de vie;

ATTENDU QUE l'Organisme souscrit à cet objectif d'amélioration de la qualité et des conditions de vie du quartier où il intervient et souscrit aux recommandations de l'Initiative montréalaise;

ATTENDU QUE la VILLE désire soutenir le développement de ses quartiers en vue d'améliorer la qualité et les conditions de vie des Montréalais et des Montréalaises;

ATTENDU QUE la VILLE désire contribuer à la mission de l'Organisme afin de lui permettre de réaliser l'ensemble de ses activités dans le cadre de référence de l'initiative montréalaise et plus particulièrement la mise en œuvre de son plan d'action pour le quartier;

ATTENDU QUE l'Organisme vise à promouvoir un sentiment d'appartenance au quartier et une participation active à la vie communautaire et à créer un lieu de parole où les acteurs peuvent exprimer leurs préoccupations et déterminer collectivement des priorités d'action afin de se donner un pouvoir d'améliorer la qualité de vie dans le quartier;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe A** » : document intitulé « Cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local »;

2.2 « Annexe B » : projet / plan d'action proposé par l'Organisme, pour lequel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

2.3 « Annexe C » : recommandations émises par les organismes composant l'Initiative montréalaise;

2.4 « Annexe D » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : La directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe D, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de TRENTE-ET-UN MILLE CENT TREIZE DOLLARS (31 113 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un versement unique :

- au montant de TRENTE-ET-UN MILLE CENT TREIZE DOLLARS (31 113 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1857 boulevard De Maisonneuve Ouest, Montréal, H3H 1J9, province de Québec, Canada, et tout avis doit être adressé à l'attention du coordonnateur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17^{e} étage, Montréal, H2L 4S8, province de Québec, Canada, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2020

TABLE INTER-ACTION DU QUARTIER PETER-MCGILL

Par : _____
Stéphane Febbrari, coordonnateur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie), le e jour de …….. 2020 (Résolution …….).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Annexe A
Cadre de référence
Initiative montréalaise de soutien au développement social local

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Annexe B
Projet / Plan d’action 2019-2020

(Le plan d’action 2020-2021 sera transmis dès son adoption par le conseil d’administration.)

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Annexe C
Lettre confirmant le renouvellement triennal du financement

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE D

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN (Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal	Avec le soutien de Ville-Marie Montréal	Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1205179004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver les convention se terminant le 31 mars 2021 avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, la Table inter-action du quartier Peter-McGill et la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent et accorder à cet effet, une contribution financière de 32 613$ à la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, de 31 113$ à la Table inter-action du quartier Peter-McGill et de 31 113$ à la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent, conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local, pour un soutien financier total de 94 839$."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 94 839,00 $
- Le montant des portions financées par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) et l'Entente administrative Ville-MTESS s'élève à 80 839 $ et fait l'objet d'une intervention distincte.
- Le montant de la portion financée par l'arrondissement Ville-Marie s'élève à 14 000 $

PORTION DE L'ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE: 14 000,00 $ (taxes non applicables)

	Années antérieures	2020
Montant		14 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 14 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM05179004
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **30-04-2020**

Date et heure système : 30 avril 2020 13:59:51

GDD 1205179004

Approuver les convention se terminant le 31 mars 2021 avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, la Table inter-action du quartier Peter-McGill et la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent / Accorder une contribution financière de 32 613$ à la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, de 31 113$ à la Table inter-action du quartier Peter-McGill et de 31 113$ à la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent, conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local, pour un soutien financier total de 94 839$, taxes incluses.

Imputation budétaire	Libellé textuel	Nom de l'organisme	Titre du projet	Montant 2020
2101.0010000.101482.05803.61900.016491.0000.003662.052146.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Div Lutte contre la pauvreté et l'itinérance Local - BF*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Tables de quartier*Ville-Marie*Général*	Corporation de développement communautaire Centre-Sud	Tables de quartier	2 233.00 $
1001.0014000.101212.05803.61900.016491.0000.003662.052146.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Crédits associés à des revenus dédiés*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Tables de quartier*Ville-Marie*Général*			16 380.00 $
2101.0010000.101482.05803.61900.016491.0000.003662.052146.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Div Lutte contre la pauvreté et l'itinérance Local - BF*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Tables de quartier*Ville-Marie*Général*	Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent	Tables de quartier	14 733.00 $
1001.0014000.101212.05803.61900.016491.0000.003662.052146.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Crédits associés à des revenus dédiés*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Tables de quartier*Ville-Marie*Général*			16 380.00 $
2101.0010000.101482.05803.61900.016491.0000.003662.052146.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Div Lutte contre la pauvreté et l'itinérance Local - BF*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Tables de quartier*Ville-Marie*Général*	Interaction du quartier Peter-	Tables de quartier	14 733.00 $

1001.0014000.101212.05803.61900.016491.0000.003662.052146.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Crédits associés à des revenus dédiés*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Tables de quartier*Ville-Marie*Général*	McGill	Tables de quartier	16 380.00 $
Total				**80 839.00 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2020/05/12
18:30

(1)

Dossier # : 1208323001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 756 535,50 $, pour une durée de 24 mois, à 9083-0126 Québec inc. (Creusage R.L.) pour le service d'excavation pneumatique et travaux connexes dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offre public 20-18146 - 1 soumissionnaire)

D'autoriser une dépense maximale de 756 535,50$ pour le service d'excavation pneumatique et travaux connexes, là où requis, dans l'arrondissement de Ville Marie (appel d'offres public 20-18146);
D'accorder, à cette fin, un contrat de 756 535,50$, à 9083-0126 Québec inc. (Creusage R.L.), soumissionnaire conforme, pour une période de deux (2) ans, au prix de sa soumission négocié, conformément au cahier des charges (appel d'offre public 20-18146);

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-04 14:51

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208323001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 756 535,50 $, pour une durée de 24 mois, à 9083-0126 Québec inc. (Creusage R.L.) pour le service d'excavation pneumatique et travaux connexes dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offre public 20-18146 - 1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

La direction des travaux publics utilise régulièrement les services d'entrepreneur des travaux d'excavation pneumatique afin de procéder à la réparation mineure ou le remplacement de boîtiers de service d'aqueduc ainsi que diverses interventions pour l'arrondissement de Ville-Marie.
Le 16 mars 2020, le service de l'approvisionnement a sollicité le marché pour la fourniture de travaux d'excavation pneumatique pour l'arrondissement de Ville-Marie. Un (1) entreteneur a répondu à l'appel d'offres public No.20-18146. L'ouverture des soumissions a eu lieu, le 23 avril 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240013 adopté à sa séance de février 2018 Accorder un contrat de 587 522,25 $, pour une durée de 24 mois, à 9083-0126 Québec inc. (Creusage R.L.) pour le service d'excavation pneumatique et travaux connexes dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 17-16536 - 2 soumissionnaires)
CA16 240253 adopté à sa séance de mai 2016, accordé un contrat de 284 800,00$, à 9083-0126 Québec inc. (Creusage R.L.), pour le service d'excavation pneumatique de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 16-15168 - 4 soumissionnaires);

DESCRIPTION

L'objectif du contrat est de mettre à la disposition de l'Arrondissement Ville-Marie un service d'excavation pneumatique pour la réparation mineure ou le remplacement de boîtier de service d'aqueduc ainsi que diverses interventions.

L'historique de consommation de la dernière année nous montre que l'arrondissement utilise plus que 1400 heures par année pour le service d'excavation pneumatique. L'appel d'offres public (20-18146) conserve la même quantité d'heures soit de (1400 heures par années) qui sera répartis différemment afin d'optimiser les travaux de creusage pneumatique dans l'arrondissement.

JUSTIFICATION

Suite à l'ouverture de l'appel d'offres 20-18146 (Un délai total accorder au soumissionnaire de 21 jours), il y a eu deux (2) preneurs de cahier des charges et un seul soumissionnaire. Trois (3) addenda ont été publiés à ce jour

L'unique soumission soit 9083-0126 Québec inc (creusage RL) est conforme.

La raison du désistement du deuxième preneur de cahier des charges de Sanivac est que le camion utilisé est non adapté dans le contexte du mandat de Ville-Marie.

De plus, en accord avec l'article 573.3.3 de la loi sur les cités et villes « Dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumissions, reçu une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission. Par ce fait même l'arrondissement a négocié à la baisse le prix initial soumissionné de 250$/hrs à 235$/hrs. Ce qui totalise une économie de 48 289,5$ (taxe incluse) pour la valeur totale du contrat.

L'analyse du prix soumis relève qu'il est légèrement inférieur à notre estimation initiale,

Le prix unitaire négocié est inférieur à notre estimation de 32 193$, soit 4%.
Le prix unitaire négocié est inférieur à son prix unitaire soumissionné 48 289,5$, soit 6%

Étant donné qu'un seul entrepreneur a fourni un prix, cette analyse représente la différence des prix entre son premier prix unitaire soumissionné et de son prix unitaire négocié.

Prix soumissionné

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Creusage RL 9083-0126 Québec inc	700 000,00 $	104 825,00 $	804 825,00 $
Dernière estimation réalisée ($)	686 000,00 $	102 728,50 $	788 728,50 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			804 825,00 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			0,00%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			0,00 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			0,00%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			16 096,50 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			2,04%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			

Prix négocié

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Creusage RL 9083-0126 Québec inc	658 000,00 $	98 535,50 $	756 535,50 $
Dernière estimation réalisée ($)	686 000,00 $	102 728,50 $	788 728,50 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			756 535,50 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			0,00%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			0,00 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			0,00%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			-32 193,00 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	-4,08%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour une période de 24 mois, Mai 2020 à Mai 2022, l'arrondissement Ville marie prévoit utiliser 2800 heures d'excavation pneumatique. Soit environ 1400 heures pour chaque période de 12 mois.
Un montant de 756 535,50 $ taxes incluses est alloué pour réaliser l'excavation pneumatique.

Ce montant sera entièrement assumée par l'arrondissement et cette dépense sera imputée conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Possibilité de renouvellement de 12 mois

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Assurer une distribution en eau potable aux citoyens

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise actuelle, le projet se réalise, et ce, sans aucun ajustement. Le projet est maintenu tel quel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début de l'utilisation d'un entrepreneur unique pour le creusage pneumatique vers la fin du mois mai 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Badre Eddine SAKHI)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Kety ONOFRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alejandro RESTREPO
Ingénieur

Tél : 438-985-3736
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-30

Éric BELLEVILLE
c/d voirie

Tél : 514-872-1048
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2020-05-04

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1208323001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 756 535,50 $, pour une durée de 24 mois, à 9083-0126 Québec inc. (Creusage R.L.) pour le service d'excavation pneumatique et travaux connexes dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offre public 20-18146 - 1 soumissionnaire)

20-18146 - Bordereau de Prix - Soumissionné _ GDD - _ 1208323001.pdf

20-18146 - Bordereau de Prix - négocié _ GDD - _ 1208323001.pdf

20-18146 - Aspect financier _ GDD - _ 1208323001.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alejandro RESTREPO
Ingénieur

Tél : 438-985-3736
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1208323001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 756 535,50 $, pour une durée de 24 mois, à 9083-0126 Québec inc. (Creusage R.L.) pour le service d'excavation pneumatique et travaux connexes dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offre public 20-18146 - 1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18146 Intervention.pdf 18146 TCP.pdf 181456 DetCat.pdf 20-18146 pv.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Badre Eddine SAKHI
Agent d'approvisionnement niv. 2
Tél : 514-872-4542

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-30

Denis LECLERC
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-5241
Division : Direction -Acquisition

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1208323001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 756 535,50 $, pour une durée de 24 mois, à 9083-0126 Québec inc. (Creusage R.L.) pour le service d'excavation pneumatique et travaux connexes dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offre public 20-18146 - 1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1208323001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kety ONOFRE
Conseillère en gestion des ressources financières
Ville - Marie, Direction des relation avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs
Tél : 514-872-3253

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514-872-2661
Division : Ville - Marie, Direction des relation avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Numéro d'appel d'offres	20-18146
Titre de l'appel d'offres	A52 - Service d'excavation pneumatique et travaux connexes
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	9083-0126 Québec inc (CREUSAGE RL)
Numéro d'entreprise (NEQ)	1167914846
Adresse du soumissionnaire	190 De L'industrie, L'Assomption, Qc J5W 2V1

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

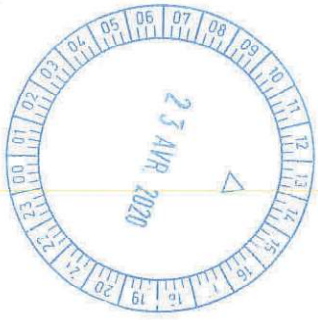
Précisions relatives aux garanties de soumission

Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie.
Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.

Le SOUMISSIONNAIRE doit fournir UNE garantie de soumission

Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
Fourniture sur demande de services d'excavation pneumatique à tarif horaire pour une période 24 mois pour l'arrondissement de Ville-Marie, le tout conformément au devis technique	700 000.00 $	35 000.00$	69 825.00$	804 825.00 $





Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Numéro d'appel d'offres	20-18146
Titre de l'appel d'offres	A52 - Service d'excavation pneumatique et travaux connexes
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	9083-0126 Québec inc (CREUSAGE RL)
Numéro d'entreprise (NEQ)	1167914846
Adresse du soumissionnaire	190 De L'industrie, L'Assomption, Qc J5W 2V1

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Précisions relatives aux garanties de soumission

Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie.
Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.

Le SOUMISSIONNAIRE doit fournir UNE garantie de soumission

Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
Fourniture sur demande de services d'excavation pneumatique à tarif horaire pour une période 24 mois pour l'arrondissement de Ville-Marie, le tout conformément au devis technique	658 000.00 $	32 900.00$	65 635.50$	756 535.50 $

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1208323001

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Creusage R.L. 9083-0126 Inc.	114092

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		220 656,19 $	378 267,75 $	157 611,56 $				**756 535,50 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 24

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :		mai	2020	Date de fin :		mai	2022

Formulaire complété par : Alejandro Restrepo

Prénom, nom

Date et heure système : 01 mai 2020 14:12:29

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18146 — No du GDD : 1208323001

Titre de l'appel d'offres : A52 - Service d'excavation pneumatique et travaux connexes

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 - 3 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 9 - 4 - 2020

Ouverture faite le : 23 - 4 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 30 - 3 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 4 - 10 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 4 - 10 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9083-0126 Québec inc. (Creusage R.L.)	756 535,50 $	√	

Information additionnelle

En accord avec l'article 573.3.3 de la loi sur les cités et villes « Dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumissions, reçu une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important avec celui prévu dans l'estimation établie par la municipalité ».
À la suite de la rencontre téléphonique de négociation organisée par le Service de l'approvisionnement, la firme 9083-0126 Québec inc. (Creusage R.L.). a accepté de réduire le prix de son offre de l'ordre de 6,00%, ce qui représente une économie de **48 289,50 $** taxes incluses pour l'arrondissement de Ville-Marie. À noter que les termes et conditions du contrat demeurent les mêmes.
Un désistement : Camion non adapté au mandat de l'arrondissement

Préparé par : Badre Eddine Sakhi — Le 30 - 4 - 2020

Numéro d'appel d'offres	20-18146
Titre de l'appel d'offres	A52 - Service d'excavation pneumatique et travaux connexes
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire

Description	Quantité prévisionnelle	Unité de mesure	9083-0126 Québec Inc (Creusage RL)	9083-0126 Québec Inc (Creusage RL)
			Prix offre initiale	**Prix négocié**
Année 2020				
Fourniture sur demande de services d'excavation pneumatique à tarif horaire pour une période 12 mois pour l'arrondissement de Ville-Marie, le tout conformément au devis technique **(Le Donneur d'ordre garantie cinq-cents (500) heures par année)**	1 400	Tarif horaire	250,00 $	**235,00 $**
Année 2021				
Fourniture sur demande de services d'excavation pneumatique à tarif horaire pour une période 12 mois pour l'arrondissement de Ville-Marie, le tout conformément au devis technique **(Le Donneur d'ordre garantie cinq-cents (500) heures par année)**	1 400	Tarif horaire	250,00 $	**235,00 $**
		Sous total	700 000,00 $	658 000,00 $
		TPS	35 000,00 $	32 900,00 $
		TVQ	69 825,00 $	65 635,50 $
		MTTC	**804 825,00 $**	**756 535,50 $**
		Économie suite à la négociation		**48 289,50 $**

Analyse administrative des soumissionnaires		9083-0126 Québec Inc (Creusage RL)
NEQ	**Requis**	1167914846
Date d'immatriculation		2012-01-07
Signature	Oui	Conforme
Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)	Oui	Conforme
Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)	Oui	Conforme
Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»	Oui	Conforme
Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»	Oui	Conforme
Vérification dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)	Oui	Conforme
Caution soumission	Oui	7610707-20-1
Validation de conformité - CNESST	Oui	Conforme
RBQ - Numéro de licence RBQ 8281-9640-05	Oui	Conforme

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Badre Sakhi **Date :** 28 avril 2020

Loi sur les cités et villes (LCV)

En accord avec l'article 573.3.3 de la loi sur les cités et villes « Dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumissions, reçu une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important avec celui prévu dans l'estimation établie par la municipalité ».

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18146
Numéro de référence : 1356178
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : A52 - Service d'excavation pneumatique et travaux connexes

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Creusage RL (9083-0126 Québec Inc.) 190 rue de L'Industrie L'Assomption, QC, J5W 2V1 http://www.creusagerl.com NEQ : 1167914846	Monsieur Sylvain Lortie Téléphone : 514 354-2966 Télécopieur : 450 589-8232	**Commande : (1718295)** 2020-03-17 15 h 21 **Transmission :** 2020-03-17 15 h 21	3281264 - 20-18146 Addenda # 1 (Report de date) 2020-03-20 12 h 17 - Télécopie 3281681 - 20-18146 Addenda # 2 2020-03-20 15 h 40 - Télécopie 3286497 - 20-18146 Addenda # 3 (Report de date) 2020-03-30 9 h 59 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sanivac (9363-9888 Québec Inc.) 100, rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8 http://www.sanivac.ca NEQ : 1172974132	Monsieur Sanivac Sanivac Téléphone : 514 453-2279 Télécopieur : 514 453-7388	**Commande : (1718314)** 2020-03-17 15 h 32 **Transmission :** 2020-03-17 15 h 32	3281264 - 20-18146 Addenda # 1 (Report de date) 2020-03-20 12 h 16 - Courriel 3281681 - 20-18146 Addenda # 2 2020-03-20 15 h 39 - Courriel 3286497 - 20-18146 Addenda # 3 (Report de date) 2020-03-30 9 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP20 0207

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue devant témoins[1] dans les bureaux du Service du greffe, le **jeudi 23 avril 2020 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, analyste juridique – Service du greffe
M. Simon Bélanger-Gagnon, agent de bureau principal – Service du greffe
M. Guillaume Bélanger, agent de bureau – Service du greffe

Sont également présents à titre de témoins :

M. Yanick Lesperance, préposé au soutien administratif – Service du greffe
M. Hassan Chakir, préposé aux communications – Service du greffe

APPEL D'OFFRES 20-18146

La seule soumission reçue pour l'appel d'offres intitulé « A52 - Service d'excavation pneumatique et travaux connexes » est ouverte par l'agent de bureau principal du Service du greffe. La personne ci-dessous mentionnée soumet un prix :

Soumissionnaire	**Prix**
9083-0126 QUÉBEC INC. (CREUSAGE RL) 190, rue de l'Industrie L'Assomption (Québec) J5W 2V1	804 825,00 $ (Cautionnement de 10 000 $)

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié les 16 et 25 mars ainsi que le 3 avril 2020 dans le quotidien Le Journal de Montréal. Il a également été publié les 16, 20 et 30 mars 2020 dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet cette soumission et, le cas échéant, le dépôt qui l'accompagne, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A. 1

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Simon Bélanger-Gagnon
Agent de bureau principal – Service du greffe

[1] En raison de l'état d'urgence sanitaire et des mesures spéciales mises en place à l'hôtel de ville pour limiter la propagation du coronavirus, seuls les membres du personnel du Service du greffe ont été admis dans la salle où les soumissions ont été ouvertes.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1208323001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

Autoriser une dépense maximale de 756 535,50 $ pour le service d'excavation pneumatique et travaux connexes, là où requis, dans l'arrondissement de Ville Marie (appel d'offres public 20-18146 - 1 soumissionnaire);

Accorder, à cette fin, un contrat de 756 535,50 $, à 9083-0126 Québec inc. (Creusage R.L.), seul soumissionnaire conforme, pour une période de deux (2) ans, au prix de sa soumission, soit au prix total 756 535,50 $ taxes incluses, conformément au cahier des charges.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 756 535,50 $

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		220 656,19 $	378 267,75 $	157 611,56 $				**756 535,50 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 690 817,75 $

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		201 488,51 $	345 408,88 $	143 920,36 $				**690 817,75 $**

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 690 817,75 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2130	0010000	306141	04121	54505	014411	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM08323001
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Kety Onofre

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-3253

Date: **2020-05-01**

Date et heure système : 01 mai 2020 14:19:57

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2020/05/12
18:30

(1)

Dossier # : 1205179003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2021, avec le Carrefour alimentaire Centre-Sud visant à soutenir le déploiement d'un marché saisonnier et accorder une contribution de 28 400 $

Il est recommandé:
D'approuver la convention se terminant le 31 mars 2021, avec l'organisme Carrefour alimentaire Centre-Sud visant à soutenir le déploiement d'un marché saisonnier;

D'accorder une contribution totale de 28 400 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-05 12:06

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205179003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2021, avec le Carrefour alimentaire Centre-Sud visant à soutenir le déploiement d'un marché saisonnier et accorder une contribution de 28 400 $

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2013, le Carrefour alimentaire Centre-Sud (CACS) contribue à améliorer l'accès à une saine alimentation aux résidents du quartier Centre-Sud. Le Marché solidaire Frontenac, qu'il opère, offre plusieurs opportunités aux personnes défavorisées sur les plans économiques et sociaux. de bien s'alimenter à moindre coût : marché public au métro Frontenac; organisation de groupe d'achats; programme de bénévolat *Les ami.es du marché,* projet Récoltes solidaires, magasin partage de Noël, etc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240140 en date du 9 avril 2019 : Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2020, avec le Carrefour alimentaire Centre-Sud pour la tenue d'un marché saisonnier et la réalisation d'activités de développement de compétences alimentaires et accorder une contribution totale de 28 400 $
CA17 240014 en date du 14 février 2017 : Approuver la convention, pour les années 2017 et 2018, avec le Marché solidaire Frontenac pour la réalisation de marchés saisonniers et accorder une contribution annuelle de 28 400 $ pour un montant total de 56 800 $

CA16 240631 en date du 13 décembre 2016 Approuver la création du « Fonds de soutien financier aux organismes en développement social » et affecter un montant total de 1 951 000 $ des surplus de l'arrondissement au financement de ce fonds pour les années 2017 à 2021.

CA14 240327 en date du 10 juin 2014 : Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, pour les années 2014, 2015 et 2016, avec Marché solidaire Frontenac et accorder une contribution annuelle de 25 000 $ pour la réalisation de marchés saisonniers.

DESCRIPTION

Le projet vise la poursuite du Marché solidaire Frontenac (MSF), qui serait ouvert 5 jours par semaine, de mai à la fin d'octobre 2020. Le projet permet également d'offrir un service de livraison de paniers alimentaires, par la flotte de vélos Fruixi, aux personnes à mobilité réduite, de même que la tenue d'un magasin partage de Noël, en décembre 2020.

JUSTIFICATION

Le territoire où est implanté le MSF est confronté à des enjeux de pauvreté et d'insécurité alimentaire. La présence du MSF y améliore l'accès alimentaire et permet annuellement à plus de 13 500 personnes d'avoir accès à des aliments sains et frais à prix solidaire, en provenance de la serre Émilie-DeWitt et du Marché. Le MSF offre également un rabais de 20% aux personnes qui s'y impliquent bénévolement, à raison de quelques heures par semaine. L'an dernier, ce sont soixante-quinze personnes qui se sont prévalues de cette l'opportunité. Le MSF collabore également au magasin partage de Noël, qui a desservi 155 foyers dans le besoin, l'an en 2019. Enfin, l'activité des Bols du quartier qui s'y déroule en période estivale est devenue un moment privilégié de rencontre autour d'un repas et d'un dessert à une soixantaine de personnes. La contribution de l'arrondissement financera une partie de l'équipe qui réalise les activités du MSF.
À travers le plan d'action en développement social 2020-2022, l'arrondissement souhaite contribuer à la sécurité alimentaire des plus vulnérables et favoriser l'accès à une alimentation saine et diversifiée dans les quartiers. Le soutien au Marché solidaire Frontenac permet de concrétiser cet engagement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution versée provient du Fonds de soutien financier en développement social et représente 18% du budget global du Marché solidaire Frontenac. Les versements se feront conformément aux clauses inscrites à la convention et cette dépense est imputée conformément aux interventions financières inscrites au présent dossier décisionnel.

	2020	Durée	2021	Durée	Total
Carrefour alimentaire Centre-Sud / Marché solidaire Frontenac	25 560$	9 mois	2 840$	3 mois	28 400$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet permet d'appuyer l'action 9 "Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion" du plan d'action de l'Administration municipale et l'action 12 "Intégrer l'agriculture urbaine et les saines habitudes de vie à l'ADN des quartiers" du plan d'action de l'Administration municipale intégré dans le *Plan Montréal durable 2016-2020.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Favoriser l'accès à des aliments frais et locaux à prix abordables aux citoyens résidant dans des déserts alimentaires. Permettre le développement de compétences alimentaires pour mieux se nourrir.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Bien que le MSF soit un commerce en alimentation faisant partie de la liste des entreprises offrant des services prioritaires, le début des activités pourrait être retardé jusqu'à l'obtention des validations confirmant la tenue sécuritaire d'un marché public en période de pandémie. Le MSF mettra également en place les procédures nécessaires pour respecter les directives de la Direction régionale de santé publique quant aux règles d'hygiène et de distanciation sociale.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'annexe 2 incluse dans la convention stipule que l'organisme doit mettre en évidence la participation de l'arrondissement dans ses documents promotionnels en lien avec le projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les activités prévues au plan d'action de l'organisme feront l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement.
Mai 2020 Présentation pour approbation par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie
31 mars 2021 Fin du projet
30 avril 2021 Remise du bilan final

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gina TREMBLAY, Ville-Marie
Marie-Ève LIMA, Ville-Marie
Denis COLLERETTE, Service du développement économique

Lecture :

Denis COLLERETTE, 23 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-04-22

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 868-4180
Télécop. :

Marie-Claude OUELLET
Chef de division des sports, des loisirs et du développement social

Tél : 514 872-1769
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2020-04-28

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1205179003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2021, avec le Carrefour alimentaire Centre-Sud visant à soutenir le déploiement d'un marché saisonnier et accorder une contribution de 28 400 $



PROJET-1558-Marché solidaire Frontenac_CACS.pdf



DRSP_Directives intérimaires marchés publics.pdf



1205179003_ Aspect financer CACS.pdf



Registraire- MSF.pdf



REQ - CACS.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 868-4180
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1205179003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2021, avec le Carrefour alimentaire Centre-Sud visant à soutenir le déploiement d'un marché saisonnier et accorder une contribution de 28 400 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1205179003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-23

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Division des ressources financières et matérielles



Convention MSF_2020-2021.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS DE SOUTIEN FINANCIER EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CARREFOUR ALIMENTAIRE CENTRE-SUD (RENCONTRES-CUISINES)**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaires au 2349 rue de Rouen, Montréal, Québec, H2K 1L8, agissant et représentée par Marie-Claude Morin Ouellet, directrice du développement organisationnel, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : N/A
Numéro d'inscription T.V.Q. : N/A
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 890292188RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme organisme communautaire visant à améliorer l'accès à une alimentation saine pour tous et à soutenir le développement d'un système alimentaire local, écologique et solidaire;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Fonds de soutien en développement social de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Fonds de soutien en développement social de l'arrondissement de Ville-Marie**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été

employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la Culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-huit mille quatre cents dollars (28 400$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de VINGT-CINQ MILLE CINQ CENT SOIXANTE dollars (25 560 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un dernier versement au montant de DEUX MILLE HUIT CENT QUARANTE dollars (2 840 $), au plus tard dans les trente (30) jours suivants le dépôt d'un bilan final prévu le 30 avril 2021;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou

documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2349 rue de Rouen, Montréal, Québec, H2K 1L8 et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice du développement organisationnel. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CARREFOUR ALIMENTAIRE CENTRE-SUD
(RENCONTRES-CUISINES)

Par : _____
Marie-Claude Morin- Ouellet
Directrice du développement organisationnel

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de …….. 20__ (Résolution à compléter …….).

ANNEXE 1

PROJET

(Inscrire une brève description du Projet incluant la liste des activités, documents, objectifs ou buts à atteindre par l'Organisme en contrepartie de la contribution financière).

ANNEXE 2

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN (CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

#1558 - CARREFOUR ALIMENTAIRE CENTRE-SUD (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
Carrefour Alimentaire Centre Sud	Améliorer l'accès à des aliments frais et locaux à travers des marchés fixes et mobiles, cuisines collectives, groupes d'achats, dépanneurs en transition, jardins collectifs et ateliers. Développer l'autonomie alimentaire des citoyens par l'acquisition de compétences en cuisine et au jardin. Mobiliser la communauté autour des enjeux sociaux, environnementaux et politiques de l'alimentation.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Ville-Marie- Appel sur sur invitation - Fonds de soutien financier en développement social - SÉCURITÉ ALIMENTAIRE - RECONDUCTION (Autre)

Informations générales

Nom du projet: Carrefour alimentaire Centre-Sud

Numéro de projet GSS: 1558

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Marie-Claude
Nom: Morin Ouellet
Fonction: Directeur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 525-6611
Numéro de télécopieur:
Courriel: mcmo@carrefouralimentaire.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Marie-Claude
Nom: Morin Ouellet
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2021-03-31

Date limite de réception du rapport final
2021-05-01

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Le Carrefour alimentaire agit dans le quartier Centre-Sud, un des quartiers les plus pauvre de l'Île, où il existe plusieurs obstacles à l'inclusion social et à la santé. Afin de répondre aux problématiques sociales et économiques sur le territoire, le CACS déploie une vaste gamme de programmes. De par son approche qui se veut un continuum de services permettant de rejoindre les personnes vulnérables selon leur situation, le Carrefour alimentaire est devenu un modèle et une source d'inspiration non seulement à l'échelle locale, comme en témoigne le projet de démarrer un Carrefour alimentaire à La Salle, mais à également à l'échelle régionale. Que ce soit par l'aménagement d'environnements favorables aux saines habitudes de vie, en contribuant à la sécurité alimentaire des plus vulnérables ou en favorisant l'accès à des aliments sains et diversifiés, les activités du CACS s'inscrivent dans le cadre des différentes orientations et priorités de la table de développement sociale et de la politique de développement sociale de la Ville de Montréal. Ses activités se déclinent en trois volet: l'accès à des aliments sains et abordables, le développement des compétences alimentaires et la mobilisation de la société civile autour des enjeux liés à l'alimentation. Au niveau de l'accès, le CACS opère deux marchés solidaires et abordables grâce à un modèle participatif. Le Marché solidaire Frontenac est ouvert 5 jours par semaine, de mai à la fin octobre et de nouveau en décembre pour le magasin partage. Ce faisant, il permet à 15 000 personnes annuellement d'avoir accès à des aliments sains et frais à prix solidaire. Il offre également la possibilité aux personnes voulant s'impliquer de recevoir un rabais de 20% pendant un mois. Les Bols du quartier qui s'y déroulent tous les vendredis d'été sont devenus des lieux incontournables de rencontre autour d'un bon repas. Selon le même modèle, un deuxième marché à maintenant pignon sur rue à la Place Émilie Gamelin. Cet été, le Carrefour souhaite redémarrer le projet de livraison Fruixi qui n'a pu prendre son plein envol la saison dernière. Quant à nos programmes d'éducation alimentaire, ils visent l'engagement et le développement de l'autonomie alimentaire ainsi que le bris de l'isolement. Ainsi, les jardins et les cuisines collectives sont autant des lieux de rencontre que d'apprentissage. Il en va de même avec les pique-niques du monde, les ateliers Tous à table, la popote et les animations Fruixi. Pour les plus jeunes, les ateliers Boîte à lunch et les ateliers de jardinage sont autant d'occasions pour développer de saines habitudes de vie dès l'enfance. Bien que des efforts soient faits pour rejoindre les plus vulnérables dans l'ensemble de nos activités, Récoltes solidaires permet de s'assurer que les usagers des services de premières ligne de l'arrondissement sont rejoints et se sentent inclus. Le Carrefour mobilise également de nombreux acteurs de la société civile à travers ses différents comités.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Donner un meilleur accès 300 personnes à une plus grande quantité ou variété de fruits et légumes. Améliorer le bien-être de 300 personnes.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Aider 300 personnes à acquérir des compétences et connaissances culinaires

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir et animer des cuisine collectives permettant la préparation de plats à rapporter à la maison

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	10	11	4	6	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Boîte à lunch: Offrir gratuitement et animer des ateliers de cuisine (plats préparés à rapporter à la maison) et de nutrition para-scolaire offerts aux jeunes et ado de 6 écoles

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

par_trimestre	2	50	3	10	12

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Boîte à lunch camp de jour: Offrir gratuitement et animer des ateliers de cuisine (préparation de repas + collations santé) et de nutrition pour les jeunes de 3 camps de jour subventionnés

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_trimestre	1	14	3	15	18

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Fruixi (animation + événement): Préparer des salades et collations saines et offrir des animations culinaires de la fourchette à l'assiette lors des fêtes de quartier

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	3	4	4	12	100

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Aider 15 000 personnes à avoir une meilleur accès physique et/ou économique à des aliments sains et frais

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Opérer le Marché Solidaire Frontenac de mai à octobre et en décembre

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	6	5	5	1	15 000

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Fruixi (volet livraison): Poursuivre la mise en place d'un service de livraison à domicile pour les personnes à mobilité réduite

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	5	8	5	1	100

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Encourager l'intégration, le sentiment d'estime de soi et d'appartenance de 100 personnes

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir et animer le Comité CARAA (de PRS) où les citoyens vivant de la pauvreté réfléchissent ensemble et posent des actions améliorant l'autonomie alimentaire individuelle et collective

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	12	2	3	1	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir un service de référencement et de mobilisation via le de Programme Récoltes Solidaires aux personnes allant dans différentes banques alimentaire du quartier

Fréquence de	Nombre de	Nombre de fois par	Durée en heures de	Nombre de	Nombre de

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	52	3	2	1	75

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir et animer des Pique-nique du monde, événement où les citoyens préparent et partagent un festin autour duquel se rencontrer en mettant les différentes cultures culinaires à l'honneur

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_trimestre	1	3	5	3	70

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Tous à table: Offrir gratuitement et animer des ateliers de cuisine et de nutrition à des personnes nouvellement arrivées dans deux écoles de francisation

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	10	6	3	18	20

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 2349
Rue: de Rouen
Numéro de bureau:
Code postal: H2K 4L8
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Nom du lieu: Marché Solidaire Frontenac
No civique: 2250
Rue: Ontario E
Code postal: H2K 1W7
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Nom du lieu: Information alimentaire populaire
No civique: 1710
Rue: Beaudry
Code postal: H2L 3E7
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Autre**: Alimentation
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Autre**: Engagement social et communautaire
- **S'engager dans un partenariat social et économique - Autre**: Partenariats communautaires

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 150
Nb. femmes: 150
Autres identités de genre: 10
Total (H + F + Autres): 310

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les groupes d'âge

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Personnes issues de l'immigration
- Personnes handicapées ou vivant avec des limitations fonctionnelles

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Informations complémentaires:
Le Carrefour alimentaire Centre-Sud est soucieux de comprendre la situation, son impact et les besoins qui peuvent être vécus différemment selon les genres. Pour permettre de faire une analyse qui en tient compte, le Carrefour alimentaire demande à ses participants de s'identifier selon leur genre Homme / Femme / Autre dans son sondage annuel ainsi que dans nos différents outils d'évaluation.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) / Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec
Précision: Soutien à la mission globale

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	78 384 $	Oui

Nom de la personne ressource: Manon Lusignan
Adresse courriel: manon.lusignan.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 362-6224
Adresse postale: 471, rue de l'Église
Ville: Ville de Montréal
Province: Quebec
Code postal: H4G 2M6

Nom du partenaire: Direction de santé publique (DSP)
Précision: Sercice environnement urbain et saines habitudes de vie

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	45 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: Caroline Marier
Adresse courriel: caroline.marier.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 528-2400
Adresse postale: 1301, rue Sherbrooke Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 1M3

Nom du partenaire: Banque alimentaire
Précision: Information alimentaire populaire Centre-Sud

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1710, rue Beaudry
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 3E7

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Gestion des trois pignons

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1850, rue Bercy
Ville: Ville de Montréal
Province: QC
Code postal: H2K 2V2

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Le Dépôt

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	20 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: Beccah Frasier
Adresse courriel: beccah@depotndg.org_
Numéro de téléphone: (000) 000-0000
Adresse postale: 6450 Avenue Somerled
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4V 1S5

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Directeur(trice)	23 $	35	107 $	52	1	47 424 $
Directeur(trice)	23 $	32	97 $	52	1	43 316 $
Coordonnateur(trice)	18 $	30	71 $	52	2	63 544 $
Total						154 284 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Autre: Fonds de soutien financier en développement social de Ville-Marie	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			143 384 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Directeur(trice)	47 424 $	0 $	47 424 $	0 $	0 $
Directeur(trice)	43 316 $	0 $	43 316 $	0 $	0 $
Coordonnateur(trice)	63 544 $	28 400 $	35 144 $	0 $	0 $
Total	**154 284 $**	**28 400 $**	**125 884 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	5 000 $	0 $	**5 000 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		0 $	4 500 $	0 $	**4 500 $**
Photocopies, publicité		0 $	2 000 $	0 $	**2 000 $**
Déplacements		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total		**0 $**	**11 500 $**	**0 $**	**11 500 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**6,69 %**			
Frais administratifs		**0 $**	**6 000 $**	**0 $**	**6 000 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**3,49 %**			
Total		**28 400 $**	**143 384 $**	**0 $**	**171 784 $**

Informations complémentaires

Comme nous sommes en transition vers un mode de co-gestion, au niveau des ressources humaines, nous avons redéfini des postes et fait des petits réaménagements, mais le budget et les activités demeurent les mêmes.

Le financement demandé à la Ville dans le cadre de cet appel de projet vise à assurer une part importante d'un poste de coordination dont les tâches principales seront:

Coordination Marché solidaire Frontenac

· Superviser les gérant.es de marché

· Coordonner l’ensemble des stratégies d’approvisionnement

· Mobiliser, accueillir et former les membres participants

· Effectuer l’entretien de l'équipement

· Veiller à la sécurité des installations

· Contribuer à la planification, au suivi et à l’évaluation des activités

· Contribuer au développement de la vie associative de l’organisation

Voici les tâches relatives aux autres postes présentés dans la demande:

Coordination Boîte à lunch + éducation culinaire

Coordonner les tâches logistiques hebdomadaires des différents ateliers culinaires

• Coordonner les inscriptions, l'achat d'équipement, et l'organisation de la cuisine et effectuer d'autres travaux de préparation avant le début des sessions d'atelier;

• Animer des ateliers de cuisine et de nutrition (Boîte à lunch, Tous à table, Pique-nique du monde)

• Soutenir l’équipe d’animation, y compris veiller à la bonne communication de l’équipe (sur Slack), planifier les réunions des animateurs, aider à recruter et à orienter les bénévoles, et intervenir en ateliers en cas de problèmes;

• Communiquer de façon régulière avec les participants, leurs parents et les partenaires communautaires du programme.

• Participer au développement des programmes, y compris la planification des menus et des activités, l'édition des recettes et la saisie de données;

• Planifier et animer les fêtes finales pour les participants des ateliers;

• Participer pleinement en tant que membre de l’équipe du Carrefour alimentaire; participer aux réunions du personnel et aux événements spéciaux;

Direction des programmes d'éducation alimentaire

- Assurer l'embauche, la formation et l'encadrement des ressources humaines de l'équipe d'animation
- Assurer le liens avec les partenaires du quartier et faire la vigie des besoins dans le quartier
- Assurer le développement et l'amélioration des programmes
- Assurer le respect des processus d'évaluation des programmes
- Planifier le calendrier des activités et l'attribution des ressources

Direction de la mobilisation

- Assurer la liaison et le suivi entre le CACS et Information alimentaire
- Coordonner les horaires des pairs aidants
- Offrir une formation pour les nouveaux pairs aidants et une formation continue pour toute l'équipe de pairs aidants
- Communiquer régulièrement avec les participants du CARAA
- Animer préparer et animer les rencontres du CARAA avec les pairs aidants animateurs
- Assurer un suivi individuel dans le cheminent de chaque pair aidant
- Développer le programme de façon continue
- Consolider et développer les partenariats (clinique juridique en alimentaire de McGill, Moisson Montréal, etc.)
- Maintenir à jour les outils nécessaire pour le référencement (Calendrier, bottin de ressources)
- Participer activement au comité de pilotage lié au programme (NQN)

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
budget-entente-2020-MF-Ville de Montreal.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
resolution-FSDS.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Marie-Claude Morin Ouellet	**Fonction:** Directeur(trice)

Engagement du répondant

Nom du fichier
engagement entente fSfds.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
Québec

Direction régionale de santé publique

Directives intérimaires de santé publique concernant les marchés publics durant la pandémie de COVID-19 – 20 avril 2020

Veuillez prendre note que la situation de la COVID-19 évolue rapidement et qu'il est possible que les recommandations et les mesures gouvernementales évoluent.

La Direction régionale de santé publique de Montréal (DRSP) considère que les marchés publics contribuent à la sécurité alimentaire des individus et des familles en donnant accès à des produits alimentaires locaux, frais et nutritifs et que ceux-ci peuvent être considérés comme des services essentiels au même titre que les épiceries et autres commerces d'alimentation.

Tout d'abord, il est important de rappeler que :

- En ce moment, toutes ces personnes devraient être en isolement et ne devraient pas fréquenter des marchés publics :
  - Les cas suspectés ou confirmés de la COVID-19 ;
  - Les personnes qui ont eu un contact significatif avec les cas suspectés ou confirmés ;
  - Les personnes malades ou présentant des symptômes compatibles avec la COVID-19 (ex. fièvre, toux, difficultés respiratoires).
  - Les personnes revenues d'un voyage à l'extérieur du pays qui doivent s'isoler pour une période de 14 jours suivant l'arrivée au Canada.
- Les stratégies de distanciation physique recommandées par le gouvernement visent à diminuer la probabilité de contacts avec des personnes infectées. Lors de la fréquentation d'un marché public, il est recommandé de respecter une distance minimale de 2 mètres entre les personnes.

Mesures à mettre en place lors de la tenue de marchés publics

Afin de permettre la tenue sécuritaire de marchés publics, différentes mesures peuvent être mises en place par les organisateurs dans le but d'éviter les rassemblements et de soutenir les recommandations de distanciation physique entre les personnes. Ces mesures devraient être adaptées en fonction des réalités locales :

- Aménager les installations afin de permettre le respect de la distance minimale de 2 mètres entres les personnes (clients ou employés). Des indications visuelles pourraient être ajoutées au besoin. Il est également possible d'installer une séparation physique entre les clients et les employés à l'aide d'un matériau transparent.

1301 Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2L 1M3
Téléphone : 514 528-2400
www.ciusss-centresudmtl.gouv.qc.ca

- Limiter l'accès au marché en créant des points d'entrée spécifiques. Les organisateurs devraient identifier des personnes responsables de contrôler les allées et venues des usagers dans le marché public et de s'assurer du respect des recommandations.
- Limiter le nombre de clients qui fréquente simultanément le marché public, en limitant l'accès, par exemple, à une seule personne par ménage.
- Rappeler au personnel l'importance des mesures d'hygiène à appliquer, mettre à leur disposition, ainsi qu'à celle des clients, des installations appropriées pour le lavage des mains à l'eau et au savon ou à l'aide d'une solution désinfectante à base d'alcool (ex. Purell) et inviter les clients à les utiliser avant et après avoir fréquenté le marché.
- Éviter tout type d'animation ou d'activités complémentaires qui ne sont pas essentielles à l'accès aux produits alimentaires et qui sont susceptibles de favoriser des rassemblements.
- Modifier les pratiques habituelles, par exemple, en instaurant un service de commande préalable, de livraison ou de cueillette de panier ou en invitant les clients à emballer eux-mêmes les produits.
- Favoriser les transactions par cartes ou par internet. Si l'argent comptant doit être manipulé, il est recommandé de bien se laver les mains à l'eau et au savon ou avec une solution désinfectante à base d'alcool après la transaction.

Mesures de prévention générales

Pour réduire les risques de transmission du virus, il est important de mettre en application les mesures de prévention générales recommandées pendant la pandémie de COVID-19. Il s'agit notamment du lavage fréquent des mains à l'eau et au savon (durant 20 secondes) ou avec une solution désinfectante à base d'alcool avant et après avoir fréquenté des lieux publics, d'éviter de porter les mains au visage, de l'étiquette respiratoire (ex. tousser dans son coude replié ou dans un mouchoir qu'on jette immédiatement après utilisation, puis se laver les mains dès que possible) et du maintien d'une distance minimale de deux mètres entre les personnes.

Le couvre visage/masque non médical peut être porté dans les lieux publics où il est difficile d'éviter des contacts étroits avec les autres. En contexte de transmission communautaire, cette mesure vise à diminuer le risque de transmission du virus par les personnes asymptomatiques ou peu symptomatiques. Elle ne remplace pas l'hygiène des mains ou la pratique de l'éloignement physique lorsqu'elle est faisable.

Transmission du virus de la COVID-19

Le virus se transmet principalement par des gouttelettes et par contact direct (ex. salive). Évidemment, la probabilité d'être infecté augmente selon la durée et la proximité des contacts avec une personne déjà infectée. Selon les données épidémiologiques disponibles à ce jour, la plupart des cas connus de transmission du virus de la COVID-19 impliquent une personne symptomatique (ex. fièvre, toux, difficultés respiratoires, etc.).

Le virus responsable de la COVID-19 ne se multiplie pas dans les aliments. Il est également démontré que l'ingestion d'aliments ne comporte pas de danger de

transmission. Rappelons qu'il demeure toutefois possible, mais rare, de contracter la COVID-19 en touchant une surface ou un objet où se trouve le virus, puis en portant ses mains à sa bouche, son nez ou ses yeux. Ce risque est éliminé par une bonne hygiène des mains (se laver les mains avant de cuisiner et avant de manger).

Nettoyage et désinfection

La transmission par contact indirect (ex. objets contaminés) est peut-être possible mais ne représente pas le mode de transmission principal. Les études et les informations disponibles tendent à montrer que les coronavirus peuvent persister plus de 24 heures sur les surfaces contaminées. Le nettoyage diminue le nombre de virus et le risque de contagion. Cependant, il n'élimine pas tous les virus. Il faut aussi procéder à la désinfection des surfaces à l'aide des produits de désinfection habituels. Dans le contexte actuel, il est donc recommandé de rehausser les mesures de nettoyage et de désinfection des surfaces fréquemment touchées.

La pratique habituelle de porter des gants lorsqu'une personne procède au nettoyage et à la désinfection des surfaces doit être maintenue. Suite au nettoyage et à la désinfection des surfaces, il est recommandé de jeter les gants et de se laver les mains à l'eau et au savon ou avec une solution désinfectante à base d'alcool.

N° de dossier : 1205179003

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Carrefour alimentaire Centre-Sud	367320

Financement : Autre

Précision: Fonds de soutien financier en développement social
#imputation : 306125-05803-61900-016491

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		25 560,00 $	2 840,00 $					**28 400,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	mai	2020		31	mars	2021

Formulaire complété par : Martin Crépeau
Prénom, nom

Date et heure système : 06 avril 2020 13:23:11

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2020-04-27 17:33:03

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1164218779
Nom	MARCHÉ FRONTENAC

Adresse du domicile

Adresse	2349 rue de Rouen Montréal (Québec) H2K1L8 Canada

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	Marché Frontenac
Nom de la personne physique	
Nom de famille	Vermette
Prénom	Jean-Philippe

Adresse	2349 rue de Rouen Montréal (Québec) H2K1L8 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	2007-02-01
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2007-02-01
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	2007-02-01 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2019-10-07
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2019-10-07 2019
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2020	2020-10-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2019	2019-10-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	7771
Activité	Bureaux de conseillers en gestion
Précisions (facultatives)	ÉTABLIR, GÉRER MARCHÉS D'ALIMENTATION

2e secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	7799
Activité	Autres services aux entreprises
Précisions (facultatives)	AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LE CENTRE-SUD DE MONTRÉAL

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

De 1 à 5

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Liste des administrateurs

Nom de famille	Bouchard Santerre
Prénom	Florence
Date du début de la charge	2014-06-26
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	2373 rue Cuvillier Montréal (Québec) H1W3A8 Canada

Nom de famille	Leduc
Prénom	Audrey
Date du début de la charge	2018-06-20
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse	201-4771 rue Saint-Ambroise Montréal (Québec) H4C2E8 Canada

Nom de famille	Filion
Prénom	Stéphanie
Date du début de la charge	2018-06-20
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse	1441 av. Valois Montréal (Québec) H1W3L8 Canada

Nom de famille	Roland
Prénom	Vanessa
Date du début de la charge	2018-06-20
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	1821 boul. Pie-IX Montréal (Québec) H1V2C7 Canada

Nom de famille	Boillat
Prénom	Nancy
Date du début de la charge	2018-06-20
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	9770 rue Saint-Urbain Montréal (Québec) H3L2T2 Canada

Nom de famille	Curzi
Prénom	Daniela
Date du début de la charge	2018-06-20
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Vice-président

Adresse	2190 rue Cartier Montréal (Québec) H2K4E8 Canada

Nom de famille	Therrien
Prénom	Laurence
Date du début de la charge	2019-06-19
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	2133 rue Montgomery Montréal (Québec) H2K2R7 Canada

Nom de famille	Raimbault
Prénom	Caroline
Date du début de la charge	2019-06-19
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	6-2214 rue de Rouen Montréal (Québec) H2K1L5 Canada

Nom de famille	Lamarche
Prénom	Gabriel
Date du début de la charge	2019-06-19
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	301-5332 12e Avenue Montréal (Québec) H1X2Z7 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Nom de famille	Vermette
Prénom	Jean-Philippe
Fonctions actuelles	Principal dirigeant: Directeur général
Adresse	3428 rue Principale Dunham (Québec) J0E1M0 Canada

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2019-10-07
Déclaration de mise à jour courante	2019-01-22
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2018-09-07
Déclaration de mise à jour courante	2017-10-04
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-09-27
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2016-06-30
Déclaration de mise à jour courante	2016-01-11
Déclaration de mise à jour courante	2015-09-14
Déclaration de mise à jour courante	2015-09-11
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2015-08-13
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2015-04-01
Déclaration de mise à jour courante	2014-12-15
Déclaration de mise à jour courante	2014-09-17
Déclaration de mise à jour courante	2014-09-09
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2014-06-27
Déclaration annuelle 2010	2014-02-07
Déclaration de mise à jour courante	2014-01-29
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2013-06-18
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2012-04-25

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration de mise à jour courante	2011-06-03
Déclaration modificative	2010-07-29
État et déclaration de renseignements 2009	2010-03-19
Déclaration modificative	2009-09-10
État et déclaration de renseignements 2008	2009-02-04
Déclaration initiale	2008-11-11
Certificat de constitution	2007-02-01

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 2007-02-01

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
MARCHÉ FRONTENAC		2007-02-01		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
MARCHÉ FRONTENAC		2008-11-11		En vigueur

Québec
© Gouvernement du Québec

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2020-04-27 17:21:44

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1143716174
Nom	RENCONTRES-CUISINES

Adresse du domicile

Adresse	2349 rue de Rouen Montréal (Québec) H2K1L8 Canada

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	Rencontres-cuisines
Nom de la personne physique	
Nom de famille	Vermette
Prénom	Jean-Philippe

Adresse	2349 rue de Rouen Montréal (Québec) H2K1L8 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	1995-03-16
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2007-02-20
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	1988-07-15 Constitution
Régime constitutif	

	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2019-10-07
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2019-10-07 2019
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2020	2020-11-15
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2019	2019-11-15

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9861
Activité	Organisations civiques et amicales
Précisions (facultatives)	ENTRAIDE ALIMENTAIRE POUR LES FAMILLES DU QUARTIER CENTRE-SUD PROGRAMME NAÎTRE ÉGAUX ET GRANDIR EN SANTÉ POUR LES FEMMES ENCEINTES

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

De 1 à 5

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Liste des administrateurs

Nom de famille	Bouchard Santerre
Prénom	Florence
Date du début de la charge	2014-06-26
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	2373 rue Cuvillier Montréal (Québec) H1W3A8 Canada

Nom de famille	Leduc
Prénom	Audrey
Date du début de la charge	2018-06-20
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse	201-4771 rue Saint-Ambroise Montréal (Québec) H4C2E8 Canada

Nom de famille	Filion
Prénom	Stéphanie
Date du début de la charge	2018-06-20
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse	1441 av. Valois Montréal (Québec) H1W3L8 Canada

Nom de famille	Roland
Prénom	Vanessa
Date du début de la charge	2018-06-20
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	1821 boul. Pie-IX Montréal (Québec) H1V2C7 Canada

Nom de famille	Boillat
Prénom	Nancy
Date du début de la charge	2018-06-20
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	9770 rue Saint-Urbain Montréal (Québec) H3L2T2 Canada

Nom de famille	Curzi
Prénom	Daniela
Date du début de la charge	2018-06-20

Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse	2190 rue Cartier Montréal (Québec) H2K4E8 Canada

Nom de famille	Therrien
Prénom	Laurence
Date du début de la charge	2019-06-19
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	2133 rue Montgomery Montréal (Québec) H2K2R7 Canada

Nom de famille	Raimbault
Prénom	Caroline
Date du début de la charge	2019-06-19
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	6-2214 rue de Rouen Montréal (Québec) H2K1L5 Canada

Nom de famille	Lamarche
Prénom	Gabriel
Date du début de la charge	2019-06-19
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	301-5332 12e Avenue Montréal (Québec) H1X2Z7 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Nom de famille	Vermette
Prénom	Jean-Philippe
Fonctions actuelles	Principal dirigeant
Adresse	3428 rue Principale Dunham (Québec) J0E1M0 Canada

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2019-10-07
Déclaration de mise à jour courante	2019-01-22
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2018-09-07
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-10-23
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2016-07-20
Déclaration de mise à jour courante	2016-01-11
Déclaration de mise à jour courante	2015-09-14
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2015-09-11
Déclaration de mise à jour courante	2015-04-02
Déclaration de mise à jour courante	2014-12-15
Déclaration de mise à jour courante	2014-09-17
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2014-09-10
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2014-09-09
Déclaration annuelle 2009	2014-09-09
Déclaration de mise à jour courante	2014-01-29
Lettres patentes supplémentaires	2013-12-03
Déclaration de mise à jour de correction	2013-09-25
Déclaration de mise à jour courante	2013-06-26
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2013-06-18
Déclaration de mise à jour courante	2013-01-25
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2012-04-13
Déclaration de mise à jour courante	2011-06-28
Déclaration annuelle 2010	2011-01-18
Avis de défaut	2010-04-20
Déclaration modificative	2010-02-09
Déclaration annuelle 2008	2009-07-09
Avis de défaut	2009-04-07
Déclaration annuelle 2007	2008-01-22
Déclaration annuelle 2006	2007-02-20
Déclaration annuelle 2005	2007-02-20
Déclaration annuelle 2004	2007-02-20
Avis (arrêté) de révocation de radiation	2007-02-20
Radiation d'office	2006-06-16
Avis de défaut	2005-06-09
Déclaration annuelle 2003	2004-09-10
Déclaration modificative	2004-08-18
Avis de défaut	2004-05-20
Déclaration annuelle 2002	2002-11-01
Déclaration annuelle 2001	2001-10-31
Déclaration annuelle 2000	2001-01-22

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration annuelle 1999	2000-04-19
Déclaration annuelle 1998	1999-03-22
Déclaration annuelle 1997	1998-06-30
Avis de défaut	1998-05-25
Déclaration annuelle 1996	1997-01-20
Déclaration annuelle 1995	1996-03-26
Déclaration d'immatriculation	1995-03-16

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 2015-04-02

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
RENCONTRES-CUISINES		1988-07-15		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
Carrefour alimentaire Centre-Sud		2015-04-02		En vigueur

Québec

© Gouvernement du Québec

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1205179003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

  "Approuver la signature de la convention de contribution se terminant le 31 mars 2021, avec l'organisme Carrefour alimentaire Centre-Sud visant à soutenir le déploiement d'un marché saisonnier et accorder une contribution annuelle totale de 28 400 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 28 400,00 $

	Années antérieures	2020	2021	**Total**
Montant		25 560,00 $	2 840,00 $	**28 400,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 28 400,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	002580	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM05179003
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2020-04-23**

Date et heure système : 23 avril 2020 11:09:26

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2020/05/12
18:30

(2)

Dossier # : 1205179002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions avec quatre organismes oeuvrant en itinérance dans le cadre du « Programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal » et du « Fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement de Ville Marie » pour des activités se déroulant en 2020 2021 et accorder une contribution totale de 442 216 $

Il est recommandé:
D'approuver les conventions avec quatre organismes oeuvrant en itinérance dans le cadre du « Programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal » et du « Fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement de Ville-Marie » pour des projets se déroulant en 2020-2021;

D'accorder une contribution totale de 442 216 $ aux organismes ci-après désignés :

- 106 726 $ à l'Accueil Bonneau inc
- 21 526 $ à Action-Réinsertion (Sac à dos)
- 115 966 $ au Foyer pour femmes autochtones de Montréal
- 197 998 à la Société de développement social

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-07 08:43

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205179002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions avec quatre organismes oeuvrant en itinérance dans le cadre du « Programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal » et du « Fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement de Ville Marie » pour des activités se déroulant en 2020 2021 et accorder une contribution totale de 442 216 $

CONTENU

CONTEXTE

L'itinérance est une problématique qui mobilise la Ville et ses partenaires gouvernementaux, privés et communautaires depuis plus de 25 ans. Plusieurs actions ont été mises en place dans les dernières années afin d'enrayer ce phénomène, éliminer les obstacles qui freinent la sortie de l'itinérance de nos concitoyens(ennes) et promouvoir la cohabitation des différentes populations sur le domaine public. En mars 2018, le *Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020. Parce que la rue a différents visages* a été présenté. À cette occasion, un appel de projet a été lancé par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) invitant les organismes à déposer un projet dans un des quatre volets du plan afin de réaliser des interventions répondant de manière accrue à la réalité complexe et en constante évolution de l'itinérance. La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) de l'arrondissement avait été consultée pour valider et prioriser les projets provenant des organismes de son territoire.
Quatre projets avaient été retenus et se sont terminés au 31 mars 2020 (sauf pour le projet de l'Accueil Bonneau, qui se terminera le 30 avril 2020). L'évaluation réalisée par la DSLDS démontrent que les objectifs prévus ont été atteints. Il est donc proposé de reconduire ces mêmes projets pour l'année 2020-2021.

En raison de la crise de la pandémie qui sévit actuellement, le sommaire n'a pu être adopté à une séance antérieure. Pour cette raison, les projets sont approuvés rétroactivement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240154 du 9 avril 2019 : Approuver les conventions avec quatre organismes œuvrant en itinérance dans le cadre du « Programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal » et du « Fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement pour des activités se déroulant en 2019-2020 » et accorder une contribution totale de 442 215,52 $
CA18 240239 du 8 mai 2018 : Approuver les conventions avec quatre organismes en itinérance dans le cadre du programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal et du fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement pour des activités se déroulant en 2018-2019 et accorder une contribution totale de 442 215,20 $

CE18 0340 du 7 mars 2018 : Adopter le *Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020. Parce que la rue a différents visages* .

CA17 240020 du 14 février 2017 : Approuver les sept conventions, pour l'année 2017, avec divers organismes en itinérance dans le cadre de la mesure d'aide financière de lutte à l'itinérance et du fonds de soutien financier aux organismes en développement social de l'arrondissement et accorder une contribution totale de 346 344 $

CA16 240631 du 13 décembre 2016 : Approuver la création du « Fonds de soutien financier aux organismes en développement social » et affecter un montant total de 1 951 000 $ des surplus de l'arrondissement au financement de ce fonds pour les années 2017 à 2021.

CE14 1646 du 29 octobre 2014 : Adopter le *Plan d'action montréalais en itinérance 2014 -2017. Parce que la rue est une impasse* / Autoriser un virement budgétaire de 1 M $ en provenance du budget des priorités de l'administration - agglo dédié à l'itinérance vers le budget du Service de la diversité sociale et des sports

DESCRIPTION

Les quatre projets reconduits couvrent des secteurs importants de l'arrondissement et touchent l'axe "Accompagner et cohabiter dans l'espace public" du *Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020* .
1. **Accueil Bonneau** – Projet: Intervention de milieu aux abords de l'Accueil Bonneau – 106 726 $
Financement d'une équipe annuelle d'intervenants de milieu afin de patrouiller le secteur en périphérie de l'Accueil Bonneau, incluant les îlots du square Viger et le Vieux Montréal, sensibiliser les usagers aux impacts de leurs comportements dans l'espace public, les référer aux bonnes ressources et offrir des services de médiation entre les personnes en situation d'itinérance et les riverains.

2. **Action-réinsertion (Sac à dos)** - Projet : Propreté au square Viger et autres lieux fréquentés par les personnes itinérantes dans faubourg St-Laurent (Ville-Marie) – 21 526$
La Brigade verte de l'organisme, constituée de personnes ayant connues l'itinérance en processus de réinsertion, se rend régulièrement dans cinq principaux lieux ciblés pour y faire le ménage lorsqu'il y a un besoin. Le superviseur est habileté à intervenir auprès de la population itinérante. La Brigade verte travaille en collaboration avec la Direction des travaux publics de l'arrondissement et l'équipe d'intervention de milieu de l'Accueil Bonneau, de façon à ce que les actions soient coordonnées.

3. **Foyer pour femmes autochtones de Montréal** - Projet : Zone d'intervention au square-Cabot – 115 966 $
Deux intervenants de milieu sont embauchés à l'année (dont un par le Programme Dialogue du YMCA Centre-Ville), pour assurer l'accompagnement et le suivi de la clientèle vulnérable

au square Cabot et en périphérie. Ils assurent aussi une cohabitation avec les riverains, entre autres en étant présents aux événements organisés par l'arrondissement et les organismes du milieu et en occupant une partie de la vespasienne. Ils soutiennent également une initiative de sécurité alimentaire en impliquant des pairs aidants.

4. **Société de développement social (SDS)** - Projet : Médiation et intervention de rue à la place Émilie-Gamelin et ses alentours – 197 998 $
Une équipe d'intervenants est embauchée à l'année pour intervenir auprès de la population en situation d'itinérance, particulièrement en les référant aux bonnes ressources. Le projet vise aussi à favoriser et optimiser la cohabitation sociale entre les différents groupes de population visés par le projet et en particulier avec les commerçants du secteur membres des SDC du Village et du Quartier Latin et les résidents des environs, de même qu'entre les personnes fréquentant la place Émilie-Gamelin.

JUSTIFICATION

La réalisation des différents projets permettra d'offrir des services diversifiés aux citoyens en situation d'itinérance, en cohérence avec les engagements du *Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020* . Plus particulièrement, ces projets auront pour effet de sensibiliser et partager les connaissances, de favoriser la défense des droits et l'exercice de citoyenneté, d'offrir des alternatives à l'itinérance et de réduire les problèmes de partage de l'espace public. Dans ce contexte, le SDIS et la DSLDS recommandent de poursuivre le soutien financier conjoint à la réalisation de ces projets.
À travers le plan d'action en développement social 2020-2022, l'arrondissement souhaite soutenir la cohabitation harmonieuse dans l'espace public et garantir le soutien aux populations marginalisées. Le soutien accordé à ces quatre organismes permet de concrétiser cet engagement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Une partie est financée à même le budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale lié Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020. Cette dépense est entièrement assumée pa l'agglomération parce qu'elle concerne l'aide aux sans-abri, qui est une compétence d'agglomé en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* . La seconde partie des contributions provient du fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement.
Pour 2020, le montant total accordé pour la réalisation des projets est de 397 994 $, toutes tax incluses, dont 190 000 $ en provenance du budget du SDIS et 207 994 $ en provenance du bu de la DCSLDS.

Pour 2021, le montant total accordé pour la réalisation des projets est de 44 222 $, toutes taxe incluses, en provenance du budget de la DCSLDS.

	2020				2021						
	AVM	**SDIS**	**Sous - total**	**Durée**	**AVM**	**SDIS**	**Sous - total**	**Durée**	**Total**	**% Contribution SDIS**	**% Contrib AV**
Accueil Bonneau	76 053 $	20 000 $	96 053 $	9 mois	10 673 $	N.A.	10 673 $	3 mois	106 726 $	19%	81%
Foyer des femmes autochtones	29 369 $	75 000 $	104 369 $		11 597 $	N.A.	11 597 $		115 966 $	65%	35%

Sac à dos	19 373 $	N.A.	19 373 $		2 153 $	N.A.	2 153 $		21 526 $	0%	100
Société de développement social	83 198 $	95 000 $	178 198 $		19 800 $	N.A.	19 800 $		197 998 $	48%	52%
Total	**207 993 $**	**190 000 $**	397 993 $		**44 223 $**	N.A.	44 223 $		**442 216 $**		

Les dépenses sont imputées, conformément aux interventions financières inscrites au présent dossier décisionnel. Les renseignements relatifs à la certification des fonds sont indiqués dans l'intervention de la Direction des relations avec les citoyens, des services administratifs et du g de l'arrondissement Ville-Marie. La dépense prévue pour l'arrondissement respecte le cadre fina de la DCSLDS et est entièrement financé par la Direction pour les années 2020 et 2021.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les services et activités réalisés par les quatre organismes contribueront à l'atteinte des objectifs de l'action 9 « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion » inscrits dans MONTRÉAL DURABLE 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des personnes en situation d'itinérance, à leur réinsertion sociale et à une cohabitation sociale plus harmonieuse avec l'ensemble de la population.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les interventions de soutien, d'information et de référence réalisées auprès des personnes en situation d'itinérance sont toujours pertinentes et nécessaires. Le contexte du COVID 19 fait en sorte que les organismes sont maintenant appelés à se déplacer vers de nouveaux lieux investis ou mis en place à l'intention de cette population. Les organismes ont aussi reçu les directives de la Direction régionale de santé publique quant aux règles d'hygiène et à la distanciation sociale et sont invités à s'y conformer.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications se feront selon les modalités de visibilité prévues à la convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2020 Présentation pour approbation par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie
Avril 2020 Début de la réalisation des projets rétroactivement
31 mars 2021 Fin des projets
30 avril 2021 Remise des bilans finaux

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvie L LEPAGE, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale

Lecture :

Sylvie L LEPAGE, 20 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 868-4180
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-21

Marie-Claude OUELLET
Chef de division des sports, des loisirs et du développement social

Tél : 514 872-1769
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2020-04-28

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1205179002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions avec quatre organismes oeuvrant en itinérance dans le cadre du « Programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal » et du « Fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement de Ville Marie » pour des activités se déroulant en 2020 2021 et accorder une contribution totale de 442 216 $



1205179002_aspect financier_itinérance.pdf



Demande de soutien financier 2020-2021_Accueil Bonneau.pdf



Demande de soutien financier 2020-2021_FFA.pdf



Demande de soutien financier 2020-2021_SDS.pdf



Demande de soutien financier 2020-2021_SàD.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 868-4180
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1205179002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions avec quatre organismes oeuvrant en itinérance dans le cadre du « Programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal » et du « Fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement de Ville Marie » pour des activités se déroulant en 2020 2021 et accorder une contribution totale de 442 216 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1205179002 - Pan d'action itinérance Ville-Marie.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-04

Arianne ALLARD
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1205179002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions avec quatre organismes oeuvrant en itinérance dans le cadre du « Programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal » et du « Fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement de Ville Marie » pour des activités se déroulant en 2020 2021 et accorder une contribution totale de 442 216 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1205179002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-24

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Division des ressources financières et matérielles



Convention Accueil Bonneau.pdf



Convention Foyer pour femmes autochtones.pdf



Convention Sac à dos.pdf



Convention SDS.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
PROGRAMME DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ EN ITINÉRANCE 2020

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ACCUEIL BONNEAU INC.**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 427, rue de la Commune Est, Montréal Québec, H2Y 1J4, agissant et représentée par Isabelle Boucher, directrice générale dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 11877 6897 RT001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1006275903
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 118776897RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme organisme communautaire qui a pour mission d'accueillir la personne en situation ou à risque d'itinérance en l'accompagnant au quotidien dans la réponse à ses besoins essentiels et la recherche d'une meilleure qualité de vie et d'un mieux-être;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout

autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent six mille sept cent vingt-six dollars (106 726 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de cinquante-trois mille trois cent soixante-trois dollars (53 363 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de quarante-deux mille six cent quatre-vingt-dix dollars et quarante sous (42 690,40 $), lors du dépôt d'un bilan de mi-étape prévu le 30 octobre 2020;

- et un troisième versement au montant de dix mille six cent soixante-douze dollars et soixante sous (10 672,60 $), lors du dépôt d'un bilan final prévu le 31 mai 2021.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 avril 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 427, rue de la Commune Est, Montréal Québec, H2Y 1J4, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2020

ACCUEIL BONNEAU INC.

Par : _____
Isabelle Boucher, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2020. (Résolution _____)

ANNEXE 1

Demande de soutien financier déposée par l'organisme pour la réalisation du projet *Intervention de milieu aux abords de l'Accueil Bonneau*

Voir le document *Demande de soutien financier 2020-2021_Accueil Bonneau* dans la section « Pièces jointes » du sommaire décisionnel

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
PROGRAMME DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ EN ITINÉRANCE 2020

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **FOYER POUR FEMMES AUTOCHTONES DE MONTRÉAL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1377 Saint-Jacques, Montréal Québec, H3C 1H2, agissant et représentée par Marci Shapiro (Nakuset), directrice exécutive, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 81746 9745 RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1208763004
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : S.O.

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme organisme communautaire qui d'assurer un milieu sécuritaire et de soutien qui renforce l'identité culturelle, le respect de soi et l'indépendance des femmes autochtones et de leurs enfants. L'organisme offre des services en réinsertions sociale aux femmes, incluant des programme de santé holistique, de toxicomanie, de soutien culturel, d'intervention communautaire, d'appui au logement et de soin familial;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été

employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent-quinze mille neuf cent soixante et six dollars (115 966$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de cinquante-sept mille neuf cent quatre-vingt-trois-dollars (57 983 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de quarante-six mille trois cent quatre-vingt-six dollars et quarante sous (46 386,40 $), lors du dépôt d'un bilan de mi-étape prévu le 30 septembre 2020,

- un troisième versement au montant onze mille cinq cent quatre-vingt-seize dollars et soixante sous (11 596,60 $), lors du dépôt d'un bilan final prévu le 30 avril 2021.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1377 Saint-Jacques, Montréal Québec, H3C 1H2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice exécutive. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2020

FOYER POUR FEMMES AUTOCHTONES DE MONTRÉAL

Par : _____
Marci Shapiro (Nakuset), directrice exécutive

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2020. (Résolution _____)

ANNEXE 1

Demande de soutien financier déposée par l'organisme pour la réalisation du projet

Zone d'intervention au square-Cabot

Voir le document *Demande de soutien financier 2020-2021_FFA* dans la section « Pièces jointes » du sommaire décisionnel.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN (Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
PROGRAMME DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ EN ITINÉRANCE 2020

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ACTION-RÉINSERTION (LE SAC À DOS)**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 110 rue Sainte-Catherine Est, Montréal Québec, H2X 1K7, agissant et représentée par Richard Chrétien, directeur général, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 869394007RR0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1205997624DQ0001
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 869390007RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme organisme communautaire qui vise la réinsertion sociale et économique des personnes en situation d'itinérance et de celles qui risquent de le devenir;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout

autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de

la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt et un mille cinq cent vingt-cinq dollars et cinquante-deux sous (21 526 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de dix-neuf mille trois cent soixante-treize dollars et quatre-vingt-dix-sept sous (19 373$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un dernier versement au montant de deux mille cent cinquante-trois dollars (2 153$), lors du dépôt d'un bilan final prévu le 30 avril 2021.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 110 rue Sainte-Catherine Est, Montréal Québec, H2X 1K7, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2020

ACTION-RÉINSERTION (LE SAC À DOS)

Par : _____
Richard Chrétien, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2020. (Résolution _____)

ANNEXE 1

Demande de soutien financier déposée par l'organisme pour la réalisation du projet

Propreté à Viger et autres lieux fréquentés par les personnes itinérantes dans le faubourg Saint-Laurent

Voir le document *Demande de soutien financier 2020-2021_SAC-A-DOS* dans la section « Pièces jointes » du sommaire décisionnel

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN (Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
PROGRAMME DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ EN ITINÉRANCE 2020

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Société de développement social**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 533 Rue Ontario E #206, Montréal, QC H2L 1N8, agissant et représentée par Martin Petrarca, directeur général, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 83429 0694 RR0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1214478079 DQ 0001
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 83429 0694 RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme organisme communautaire qui agit comme intermédiaire entre des organisations privées, publiques et des partenaires sociaux afin de créer des projets d'inclusion sociale à fort potentiel d'impact pour des populations vulnérables (à risque ou en situation d'itinérance);

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout

autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit dollars (197 998 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de quatre vingt dix huit mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf dollars (98 999 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de soixante-dix-neuf mille cent quatre-vingt dix-neuf dollars et vingt sous (79 199,20 $), lors du dépôt d'un bilan de mi-étape prévu le 30 septembre 2020,

- un troisième versement au montant de dix-neuf mille sept cent quatre-vingt-dix neuf dollars et quatre-vingt sous (19 799,80 $), lors du dépôt d'un bilan final prévu le 30 avril 2021.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au le 533 Rue Ontario E #206, Montréal, QC H2L 1N8, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2020

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Par : _____
Martin Petrarca, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2020. (Résolution _____)

ANNEXE 1

Demande de soutien financier déposée par l'organisme pour la réalisation du projet

Médiation et intervention de rue à la place Émilie-Gamelin et ses alentours

Voir le document *Demande de soutien financier 2020-2021_SDS* dans la section « Pièces jointes » du sommaire décisionnel

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN (Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

N° de dossier : 1205179002

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 4

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	ACCUEIL BONNEAU INC.	129377
2.	Action-réinsertion (LE SAC A DOS)	152310
3.	FOYER POUR FEMMES AUTOCHTONES DE MONTREAL	255693
4.	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL	402599

Financement : Sources multiples

Source 1 Financement corporatif

Source 2 Autre

Source 3

► Préciser la source "Autre":

Fonds de soutien financier en développement social (FSFDS)
#imputation : 306125-05803-61900-016491

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant-Source 1		190 000,00 $						**190 000,00 $**
Montant-Source 2		207 993,00 $	44 223,00 $					**252 216,00 $**
Total	**0,00 $**	**397 993,00 $**	**44 223,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**442 216,00 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	01	avril	2020	Date de fin :	31	mars	2021

Formulaire complété par : Martin Crépeau

Prénom, nom

Date et heure système : 23 avril 2020 12:14:23

#1425 - PROJET D'INTERVENTION DE MILIEU AUX ABORDS DE L'ACCUEIL BONNEAU (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
Accueil Bonneau inc.	Accueillir la personne en situation ou à risque d'itinérance en l'accompagnant au quotidien dans la réponse à ses besoins essentiels et la recherche d'une meilleure qualité de vie et d'un mieux-être, vers la réinsertion sociale et la stabilité résidentielle.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
VILLE-MARIE : APPEL SUR INVITATION - ITINÉRANCE ESPACES PUBLICS 2020 - RECONDUCTION (Plan d'action montréalais en itinérance)

Informations générales

Nom du projet: Projet d'intervention de milieu aux abords de l'Accueil Bonneau

Numéro de projet GSS: 1425

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Isabelle
Nom: Boucher
Fonction: Directeur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 845-3906
Numéro de télécopieur:
Courriel: comptabilite@accueilbonneau.com

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Isabelle
Nom: Boucher
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-05-01	2021-04-30

Date limite de réception du rapport final
2021-05-31

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Un projet pilote d'intervention de milieu a été mis en place en mai 2011 et se résumait à un poste à temps plein. À partir de 2012, le projet s'est bonifié avec l'ajout d'un deuxième poste à temps plein (de mai à octobre) et l'équivalent d'un troisième poste à temps partiel pour assurer une présence le week-end. Un concept de préposés de milieux a aussi été expérimenté avec succès. Le comité des partenaires (voir section 4) a permis de cibler les actions prioritaires à réaliser et se doter d'un plan de travail à court et moyen terme. L'expérience acquise depuis 4 ans confirme, par ses impacts et ses retombées, la pertinence d'une telle approche. Ainsi, il apparaît essentiel pour le comité de partenaires et pour les riverains/ commercants d'augmenter le nombre d'interventions et le temps de présence sur le terrain pendant les mois les plus chauds. Voir section 7.

Un(e) intervenant(e) en tandem avec l'intervenant de milieu permanent : 1. Circulent dans les rues du territoire pour y rencontrer les personnes en situation d'itinérance et établir une relation de confiance. 2. Sensibilisent les personnes de l'impact de leurs comportements sur la dynamique et l'ambiance dans le voisinage. 3. Réfèrent les personnes aux ressources appropriées (organismes communautaires, logements, thérapies, services sociaux, UPS, SPVM, etc.) 4. Offrent un service de médiation entre les personnes en situation d'itinérance et/ou les riverains/commercants/touristes 5. Sensibilisent les riverains à la problématique de l'itinérance et à la mission de réinsertion sociale de l'Accueil Bonneau.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Favoriser une cohabitation sociale, respectueuse, sécuritaire et harmonieuse entre les personnes en situation d'itinérance et les riverains, les commerçants et les personnes de passage.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Une diminution graduelle du nombre d'interventions requises liées aux comportements illégaux et gestes d'incivilités.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Interventions dans le secteur 2.5. Médiations. Interventions de concert avec le SPVM/CIUSSS/ ... lors de situations de non-collaboration.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	7	52	7	1	1

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Assistance téléphonique et en personne aux riverains. Médiations. Présence visible sur le terrain, sept jours /semaine (de 8h à 16h en semaine + en matinée pour les fins de semaine)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	7	52	7	1	1

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Les préposés sont responsables de l'accueil, l'entretien et l' information touristique. Réunions d'équipe. "Coaching" individuel et de groupe.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	2	26	14		1

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Quartier du Vieux Montréal

Priorités d'intervention

- **Accompagner et cohabiter dans l'espace public - Plan d'action montréalais en itinérance**:
  Déterminer et prendre en compte les besoins des personnes en situation d'itinérance dans les quartiers
- **Accompagner et cohabiter dans l'espace public - Plan d'action montréalais en itinérance**:
  Accompagner les personnes et faciliter la cohabitation sociale dans l'espace public et dans le métro
- **Accompagner et cohabiter dans l'espace public - Plan d'action montréalais en itinérance**:
  Appuyer les intervenants municipaux qui travaillent auprès des personnes en situation d'itinérance

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 575
Nb. femmes: 25
Autres identités de genre: 25
Total (H + F + Autres): 625

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)
- Personnes aînées (65 ans et plus)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Personnes seules

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personne vivant avec des problèmes de santé mentale
- Personne en situation d'itinérance
- Personnes ayant des problèmes de toxicomanie

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Informations complémentaires:
Je ne retrouve malheureusement pas l'information. Je ne peux confirmer si l'analyse a eu lieu ou non

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Poste de quartier (PDQ), SPVM
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Support logistique		Oui
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1180 Rue Sainte Élisabeth,
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2X 3C4

Nom du partenaire: Comité
Précision: Association des résidents du Vieux-Montréal (ARVM)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: C.P. 155, succursale Place d'Armes
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2Y 3E9

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Société de développement commercial du Vieux-Montréal (SDC)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 10 Rue Notre-Dame Est,
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2Y 1B7

Nom du partenaire: Fondation
Précision: Fondation Accueil Bonneau

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	3 487,48 $	Oui

Nom de la personne ressource: Hélène Côté
Adresse courriel: helenecote@fondationaccueilbonneau.org
Numéro de téléphone: (514) 845-1565
Adresse postale: 427, rue de la Commune Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Quebec
Code postal: H2Y 1J4

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Intervenant(e)	22,74 $	35	119,39 $	52	1	47 595,08 $
Intervenant(e)	22,74 $	14	47,75 $	26	1	9 518,86 $
Intervenant(e)	22,74 $	35	119,39 $	26	1	23 797,54 $
Directeur(trice)	35 $	14	73,5 $	52	1	29 302 $
Total						110 213,48 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Plan d'action montréalais en itinérance	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			3 487,48 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Intervenant(e)	47 595,08 $	47 595,08 $	0 $	0 $	0 $
Intervenant(e)	9 518,86 $	9 518,86 $	0 $	0 $	0 $
Intervenant(e)	23 797,54 $	23 797,54 $	0 $	0 $	0 $
Directeur(trice)	29 302 $	25 814,52 $	3 487,48 $	0 $	0 $
Total	**110 213,48 $**	**106 726 $**	**3 487,48 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Photocopies, publicité		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Déplacements		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total		**0 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**0 %**			
Frais administratifs		**0 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**0 %**			
Total		**106 726 $**	**3 487,48 $**	**0 $**	**110 213,48 $**

Informations complémentaires

Lieux : Vieux-Montréal, abords de l'AB: de la Commune, Place Jacques-Cartier , Notre-Dame, Berri, Faubourg-Québec, square Viger, Bande Viger, parc de la Presse et Place Ernest-Laforce.

Concernant le financement de 106 726$ demandé, il est à noter que 86 706$ proviennent de l'arrondissement de Ville-Marie et 20 000$ proviennent du SDIS

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
PROCURATION_DG_28 janvier 2020.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Isabelle Boucher	**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
engagementIB.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

#1550 - PROJET SQUARE CABOT (VERSION 4)

Nom de l'organisme	Mission
Foyer Pour Femmes Autochtones de Montreal	ÉNONCÉ DE MISSION -- Offrir un environnement sécuritaire et de soutien qui renforce l'identité culturelle, l'estime de soi et l'indépendance aux femmes Autochtones et à leurs enfants. Le Foyer pour Femmes Autochtones de Montréal offre des services de thérapie et des conseils à sa clientèle et apporte une aide dans les domaines suivants: Refuge, repas et vêtements Aide pour obtenir de l'assistance financière et un logement à coût modique Accompagnement et soutien lors de rendez-vous Orientation médicale, légale, éducative et réhabilitation Séances thérapeutiques individuelles et en groupe pour aborder les problèmes reliés à l'abus sexuel, la violence et les dépendances Techniques parentales Psychothérapie individuelle Séances individuelles ou familiales avec des Aînés Occasions de participer à des cérémonies

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
VILLE-MARIE : APPEL SUR INVITATION - ITINÉRANCE ESPACES PUBLICS 2020 - RECONDUCTION (Plan d'action montréalais en itinérance)

Informations générales

Nom du projet: Projet square Cabot

Numéro de projet GSS: 1550

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Marci
Nom: Shapiro (Nakuset)
Fonction: Directeur(trice) exécutif(ve)
Numéro de téléphone: (514) 933-4688
Numéro de télécopieur: (514) 933-5747
Courriel: nakuset@gmail.com

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Marci
Nom: Shapiro (Nakuset)
Fonction: Directeur(trice) exécutif(ve)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2021-03-31

Date limite de réception du rapport final
2021-05-01

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Les personnes marginalisés et vulnérables majoritairement autochtones continuent de fréquenter le Square Cabot, mais depuis nos débuts en 2015, ils se réunissent dans un contexte de cohabitation et de soutien social. L'intervention de milieu, l'animation estivale et l'adaptation des instances policieres en lien avec la population ciblée ont permis d'améliorer le sentiment de sécurité de cette population et des citoyens. Cependent, étant donné la fréquentation par les populations itinérentes et marginalisées dans le secteur, il est primordial que les initatives mises en place puissent continuer en 2021 afin de maintenir une saine collaboration sociale. Le trou de service occasioné par la relocalisation du Open Door a été comblé d'une part par l'ouverture du centre de jour Résilience Montreal.

Ce projet est réalisé conjointement avec le programme Dialogue du YMCA. La moitié du financement est remise au YMCA pour le salaire d'un intervenant social. Les deux intervenants travaillent majoritairement du lundi au vendredi entre 8h00 et 17h00 mais peuvent aussi travailler les soirs et week-end lorsqu'il y a des besoins (soutien aux activités estivales dans le square Cabot).

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Soutien sociale

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation de services pour la population vulnérable

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
patrouille et visites quotidiennes au square Cabot pour soutien psychosocial, références et accompagnements dans les ressources. Médiation avec riverains si nécessaire

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	52	52	8	2	2

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Presence quotidienne et intervention lors de situations problématiques (violence)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	52	52	8	2	2

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Square Cabot

Priorités d'intervention

- **Accompagner et cohabiter dans l'espace public - Plan d'action montréalais en itinérance**: Déterminer et prendre en compte les besoins des personnes en situation d'itinérance dans les quartiers
- **Accompagner et cohabiter dans l'espace public - Plan d'action montréalais en itinérance**: Accompagner les personnes et faciliter la cohabitation sociale dans l'espace public et dans le métro
- **Accompagner et cohabiter dans l'espace public - Plan d'action montréalais en itinérance**: Appuyer les intervenants municipaux qui travaillent auprès des personnes en situation d'itinérance

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 175
Nb. femmes: 85
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 260

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)
- Personnes aînées (65 ans et plus)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Populations autochtones
- Personne en situation d'itinérance
- Personnes ayant des problèmes de toxicomanie

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Ville de Montréal
Précision: arrondissement de Ville-Marie

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	75 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: Nicolas Pagot
Adresse courriel: nicolas.pagot@ville.montreal.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 868-4000
Adresse postale: 801 rue Brennan
Ville: Ville de Montréal
Province: QC
Code postal: H3C 0G4

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	40 966 $	Oui

Nom de la personne ressource: Annie Gauthier
Adresse courriel: annie.gauthier@montreal.ca
Numéro de téléphone: (514) 868-4211
Adresse postale: 800 de Maisonneuve Est
Ville: Ville de Montréal
Province: QC
Code postal: H4A 2K5

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Intervenant(e)	21 $	35	148 $	52	1	45 916 $
Intervenant(e)	18,73 $	35	145,65 $	52	1	41 662,4 $
Superviseur(e)	0 $	1	62,5 $	52	1	3 250 $
Superviseur(e)	0 $	1	163,39 $	52	1	8 496,28 $
Total						99 324,68 $

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
	Plan d'action montréalais en itinérance	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
		115 966 $	**0 $**	

Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Intervenant(e)	45 916 $	28 090 $	17 826 $	0 $	0 $
Intervenant(e)	41 662,4 $	28 819 $	12 843 $	0 $	0,4 $
Superviseur(e)	3 250 $	2 508 $	742 $	0 $	0 $
Superviseur(e)	8 496,28 $	5 575 $	2 921 $	0 $	0,28 $
Total	**99 324,68 $**	**64 992 $**	**34 332 $**	**0 $**	**0,68 $**

Frais d'activités			**Total**
Équipement: achat ou location	960 $	960 $	0 $	**1 920 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	100 $	100 $	0 $	**200 $**
Photocopies, publicité	100 $	100 $	0 $	**200 $**
Déplacements	1 890 $	1 890 $	0 $	**3 780 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres	0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total	**3 050 $**	**3 050 $**	**0 $**	**6 100 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**5,26 %**			
Frais administratifs	**6 958 $**	**3 584 $**	**0 $**	**10 542 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**9,09 %**			
Total	**75 000 $**	**40 966 $**	**0 $**	**115 966 $**

Informations complémentaires

A cause de l'augmentation de la violence dans le Square Cabot nous avons embauché 2 médiateurs qui ont beaucoup aidé avec la diminution des comportements violents et aggressions. Nous prévoyons que leurs roles resteront essentiels.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Budget for Cabot Square 2020-2021.xlsx	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
French Financials 2019.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Signing Authority Resolution for Cabot Square.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Marci Shapiro (Nakuset)	**Fonction:** Directeur(trice) exécutif(ve)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Signed engagement letter.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

#1422 - ACTION-MÉDIATION: PROGRAMME DE MÉDIATION URBAINE (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
Société de développement social	La Société de développement social est le premier courtier social en Amérique du Nord. Un courtier social est un organisme à but non lucratif qui agit comme intermédiaire entre des organisations privées, publiques et des partenaires sociaux afin de créer des projets d'inclusion sociale à fort potentiel d'impact pour des populations vulnérables (à risque ou en situation d'itinérance).

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
VILLE-MARIE : APPEL SUR INVITATION - ITINÉRANCE ESPACES PUBLICS 2020 - RECONDUCTION (Plan d'action montréalais en itinérance)

Informations générales

Nom du projet: Action-Médiation: programme de médiation urbaine

Numéro de projet GSS: 1422

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Martin
Nom: Petrarca
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 312-0544
Numéro de télécopieur:
Courriel: martin.petrarca@courtier.social

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Martin
Nom: Petrarca
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2021-03-31

Date limite de réception du rapport final
2021-05-01

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Le dénombrement des personnes en situation d'itinérance réalisé à Montréal le 24 avril 2018, démontre que près de la moitié des personnes sans-abri sondées se trouvent au centre-ville, plus précisément dans l'arrondissement Ville-Marie, et fréquentent régulièrement des espaces publics : parc, artère commerciale, station de métro, immeubles et galeries marchandes. Cependant, le nombre de travailleur(euse)s de rue n'est pas suffisant pour rejoindre et aider toutes les personnes qui fréquentent ces espaces et elles se retrouvent rapidement seules, livrées à elle-même avec des problématiques nombreuses et complexes : itinérance, toxicomanie, santé mentale, judiciarisation, etc.

Cette situation peut créer des impacts négatifs sur la cohabitation avec le reste de la population (commerçants, résidents, gestionnaires d'immeubles, agents de sécurité) qui n'est pas ou mal outillée pour interagir et aider ces personnes. Les enjeux suivants sont également importants: : -la cohabitation harmonieuse entre tous les usagers de l'espace public -l'occupation des espaces publics par des personnes en situation d'itinérance -le sentiment de sécurité de tous et chacun -le respect des conditions de vie de chacun -la compréhension de la réalité de tous et chacun -De plus, dans certains cas, le décalage entre les modes de vie de ces différents groupes, peut aboutir à des conséquences plus graves : violence verbale ou physique, crise, appel au 911, intervention policière. Il est donc indispensable de mettre en place un programme pour adresser cette problématique.

Les secteurs visés par le projet sont les Jardins Gamelin ainsi que les principales artères commerciales du secteur est de l'arrondissement Ville-Marie (Rues Sainte-Catherine et Saint-Denis). L'équipe d'intervenants est régulièrement appelée à se déplacer en dehors de ce secteur, à la demande de l'arrondissement pour prendre en compte les déplacements des usagers.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Diminuer la précarité des personnes en situation d'itinérance en intervenant sur leurs besoins immédiats et en les référant vers les ressources appropriées

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)

Réaliser 2000 interventions auprès des personnes en situation d'itinérance-Effectuer 350 références vers des organismes communautaires et institutions publiques

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

1er avril au 29 mai 2020 et du 1er octobre au 29 novembre 2020 : SDC Village et SDC Quartier Latin Une équipe de 4 intervenants répartie du lundi au vendredi entre 9h et 17h.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	17	5	140	0	0

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

30 mai au 30 septembre 2020: SDC Village, SDC Quartier Latin et Jardins Gamelin. Une équipe de 4 intervenants répartie sur les 7 jours de la semaine.

Fréquence de	Nombre de	Nombre de fois par	Durée en heures de	Nombre de	Nombre de

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	18	7	140	0	0

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
1er décembre 2020 au 31 mars 2021: SDC Village et SDC Quartier Latin Une équipe de 2 intervenants répartie du lundi au vendredi entre 9h et 17h

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	17	5	70	0	0

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Participation aux rencontres élargie des partenaires du projet Jardins Gamelin

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	4	1	3		

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Participation aux rencontres hebdomadaires des principaux acteurs pour discuter des différents enjeux et des pistes de solutions aux problématiques.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	18	1	1		

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Facilité la cohabitation sociale et diminuer les préjugés en intervenants auprès des autres usagers de l'espace public.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Effectuer 550 interventions auprès des commerçants, résidents et touristes (Prises de contact, médiation, visite et gestion de crise et de plainte)

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Intervenir au quotidien auprès des visiteurs du parc Émilie Gamelin et auprès des commerçants, résidents et touristes rencontrés sur les artères commerciales

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	52	5			

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Sur demande de l'arrondissement ou de d'autres partenaires, poser des diagnostics et à faire des recommandations pour améliorer la situation dans un secteur.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 533
Rue: Ontario Est
Numéro de bureau: 206
Code postal: H2L 1N8
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Nom du lieu: Parc Émilie Gamelin, les rues Ste-Catherine, rue St-Denis et les alentours

Priorités d'intervention

- **Accompagner et cohabiter dans l'espace public - Plan d'action montréalais en itinérance**: Déterminer et prendre en compte les besoins des personnes en situation d'itinérance dans les quartiers
- **Accompagner et cohabiter dans l'espace public - Plan d'action montréalais en itinérance**: Accompagner les personnes et faciliter la cohabitation sociale dans l'espace public et dans le métro
- **Agir ensemble pour l'inclusion sociale - Plan d'action montréalais en itinérance**: Favoriser l'inclusion sociale

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 720
Nb. femmes: 270
Autres identités de genre: 10
Total (H + F + Autres): 1000

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)
- Personnes aînées (65 ans et plus)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Personnes seules

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personne vivant avec des problèmes de santé mentale
- Personnes sans abris
- Personnes ayant des problèmes de toxicomanie

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Poste de quartier (PDQ), SPVM
Précision: SPVM-Poste 21 et poste 22

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui
Références		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1669 rue Berri
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4E9

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Partenariat du Quartier du Spectacle

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Support logistique		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Références		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1435 Rue Saint-Alexandre, #500
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3A 2G4

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: SDC du Village

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Références		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1211 rue Sainte-Catherine Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 2H1

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: SDS Quartier Latin

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Références		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1726 rue Saint-Denis #305
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2X 3K6

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: Ville-Marie

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	102 998 $	Non

Nom de la personne ressource: Martin Crépeau
Adresse courriel: martin.crepeau@ville.montreal.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 868-4180
Adresse postale: 800, boul. De Maisonneuve Est, 18e étage
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4L8

Nom du partenaire: Autofinancement
Précision: Partenaires corporatifs

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	32 371,80 $	Oui

Nom de la personne ressource: Martin Petrarca
Adresse courriel: martin.petrarca@courtier.social
Numéro de téléphone: (514) 312-0544
Adresse postale: 533 Ontario Est, #206
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 1N8

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Intervenant(e)	22 $	35	115,5 $	33	4	116 886 $
Intervenant(e)	22 $	35	115,5 $	19	2	33 649 $
Coordonnateur(trice)	27,44 $	15	61,74 $	52	1	24 613,68 $
Directeur(trice)	43,59 $	3	6,54 $	52	1	7 140,12 $
Total						182 288,8 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Plan d'action montréalais en itinérance	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			102 998 $	**32 371,8 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Intervenant(e)	116 886 $	53 093,68 $	63 792,32 $	0 $	0 $
Intervenant(e)	33 649 $	12 272 $	21 377 $	0 $	0 $
Coordonnateur(trice)	24 613,68 $	14 734,32 $	3 694,68 $	6 184,68 $	0 $
Directeur(trice)	7 140,12 $	0 $	0 $	7 140,12 $	0 $
Total	**182 288,8 $**	**80 100 $**	**88 864 $**	**13 324,8 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		1 500 $	0 $	0 $	**1 500 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		945 $	0 $	0 $	**945 $**
Photocopies, publicité		0 $	238 $	762 $	**1 000 $**
Déplacements		0 $	2 076 $	0 $	**2 076 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		2 955 $	0 $	14 805 $	**17 760 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	1 620 $	180 $	**1 800 $**
	Total	**5 400 $**	**3 934 $**	**15 747 $**	**25 081 $**
	% maximum =	20 %			
	% atteint =	**10,89 %**			
Frais administratifs		**9 500 $**	**10 200 $**	**3 300 $**	**23 000 $**
	% maximum =	20 %			
	% atteint =	**9,98 %**			
	Total	**95 000 $**	**102 998 $**	**32 371,8 $**	**230 369,8 $**

Informations complémentaires

Résumé du projet:

Action Médiation est un programme d'intervention psychosociale déployé dans les espaces publics du centre-ville de Montréal et visant à venir en aide aux personnes marginalisées ou sans-abri qui les fréquentent. Ce programme repose sur le déploiement d'une équipe d'intervenants avec des spécialités différentes qui interviennent aussi bien auprès des personnes vulnérables (en situation ou à risque d'itinérance, toxicomane, judiciarisée) qu'avec le reste de la population (citoyens, commerçants, police, agents de sécurité, gestionnaire d'espaces publics). Les principaux objectifs du programme sont : - aider et accompagner les personnes marginalisées ou sans-abri rencontrées dans leur démarche de réinsertion en les référant vers des ressources et services adaptés, incluant une approche de réduction des méfaits pour les personnes utilisatrices de drogue. - Assurer une cohabitation optimale entre les différents usagers des espaces publics et privés (commerçants, agents d'accueil et de sécurité, citoyens) et les personnes marginalisées ou sans-abri et servir d'intermédiaire avec le service de police afin de rationaliser leurs interventions. Action Médiation est conçu sur un principe de médiation au cœur duquel la cohabitation sociale et le respect des droits de chacun occupe une place prédominante. **Principaux types d'interventions:**

Prise de contact : La prise de contact consiste à créer un premier lien avec le client, soit le saluer, lui sourire, aller vers lui avec empathie. Ensuite, il s'agit de lui poser des questions afin d'en apprendre un peu sur sa situation et de comprendre son état. C'est lors de cette étape que l'intervenant corrobore ou non ses observations et qu'il pourra par la suite mieux aiguiller le client vers les ressources les plus adaptées. Notre objectif est d'effectuer 9000 prises de contact. **Médiation:** La médiation consiste à donner des outils au client afin qu'il ne soit pas bloqué dans ses différentes problématiques du moment ou dans ses démarches de réinsertion qui sont en cours. Une médiation peut être réalisée entre les personnes en situation d'itinérance et les riverains (commerçants, résidents, touristes,agents de sécurité) afin de simplifier la compréhension d'une situation, d'améliorer la circulation de l'information et d'aider à la résolution de situation problématique. Il s'agit également de sensibiliser les riverains à l'importance d'accueillir et d'intégrer les personnes marginalisées sur le domaine public. Nous pensons effectuer 80 démarches de médiation.

Réduction des méfaits: La réduction des méfaits vise à réduire ou à minimiser les effets néfastes de la consommation de drogue sur la santé et la société. Il s'agit alors d'amener le client à adopter le comportement le moins dangereux possible pour lui en premier lieu et pour les autres ensuite. Il s'agit également d'amener les personnes marginalisées à adopter des comportements facilitant la cohabitation sociale: respecter les différents règlements municipaux et les règles du savoir-vivre en société, ramasser le matériel de consommation, etc. 1000 interventions visant la réduction des méfaits devraient être faites. **Références:** L'intervenant réfère un client vers les ressources les plus appropriées en fonction de ses besoins et de son projet de réinsertion. Les intervenants font ensuite un suivi auprès de chaque ressource afin de connaître l'évolution des démarches. Notre équipe effectuera environ 350 références. **Gestion de crise**: Il s'agit d'intervention d'urgence auprès d'une personne physiquement ou verbalement violente et qui risque de mettre en danger la sécurité d'autrui, dans le but de la calmer et de lui faire retrouver rapidement la raison. En se basant sur l'année 2019-2020, nous nous attendons à gérer environ 75 crises.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
RES CA 2020-01 Subvention plan d'action montréalais en itinérance.PDF	Validité du 2020-02-12

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Martin Petrarca	**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Engagement DG SDS.PDF

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

#1385 - PROJET - PARC VIGER ET CHAMP-DE-MARS (VERSION 4)

Nom de l'organisme	Mission
Action-Réinsertion OU Le Sac à dos (Action-Réinsertion)	Le Sac à dos est un lieu d'accueil ouvert et inclusif qui vient en aide aux personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir. Nous offrons une variété de services, des plus essentiels jusqu'à ceux qui visent une réinsertion active. Le Sac à dos aide ainsi chaque individu à retrouver SA place dans la communauté.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
VILLE-MARIE : APPEL SUR INVITATION - ITINÉRANCE ESPACES PUBLICS 2020 - RECONDUCTION (Plan d'action montréalais en itinérance)

Informations générales

Nom du projet: PROJET - PARC VIGER ET CHAMP-DE-MARS
Numéro de projet GSS: 1385

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Jean-Denis
Nom: Mahoney
Fonction: Directeur(trice) adjoint(e)
Numéro de téléphone: (514) 507-7015
Numéro de télécopieur: (514) 393-9848
Courriel: jean-denis.mahoney@lesacados.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Richard
Nom: Chrétien
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2021-03-31

Date limite de réception du rapport final
2021-05-01

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Parmi les enjeux identifiés par le Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020, par l'arrondissement de Ville-Marie et la Table de concertation du faubourg St-Laurent, on note la sécurité, la propreté et la cohabitation dans l'espace urbain entre les personnes marginalisées, les résidents, les travailleurs et les commerçants. Ces enjeux sont très présents dans le voisinage du Sac à Dos avec le Quartier des spectacles, le Quartier latin, le CHUM et le parc Viger, connu pour ses dynamiques et pour l'insécurité qu'elles engendrent. L'édicule du Champ-de-Mars est situé dans un secteur touristique.

Ce projet s'inscrit dans l'axe 1 du Plan d'action montréalais la cohabitation dans l'espace public, objectif 2 qui veut faciliter l'accompagnement des personnes en situation d'itinérance et la cohabitation sociale dans l'espace public. Ce projet repose sur une concertation étroite déjà établies entre l'arrondissement de Ville-Marie (travaux publics et développement social), deux organismes communautaires - l'Accueil Bonneau et le Sac à Dos ainsi qu'avec le poste de quartier 21.

L'occupation de certains lieux publics par les personnes en situation d'itinérance, si elle réclame de plus en plus de souplesse de la part de la Ville de Montréal, doit s'accompagner aussi d'une intervention faisant preuve d'une sensibilité tout aussi accrue. L'objet de cette demande est de remettre sur pied, pour une nouvelle fois, la participation du Sac à dos à un modèle d'intervention terrain plutôt unique où le travail des participants de la Brigade verte est suscité en format «par et pour». Assurer la propreté du territoire visé devient un véhicule de sensibilisation permettant aux participants de la BV et l'intervenant terrain de communiquer les préoccupations de la municipalité et des riverains, notamment : défaire les campements sur une base quotidienne, partager l'espace de façon conséquente, etc. C'est un modèle dans lequel des besoins en intervention accrus ou spécifiques sont concertés entre participants de la BV, responsables du SAD, responsables du développement social de Ville-Marie, agents sociocommunautaires du PDQ21 et intervenants de rue de l'Accueil Bonnneau.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Favoriser la réinsertion sociale et économique et culturelle des personnes en situation d'itinérance et celles qui sont à risque de le devenir.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Permettre à 10 brigadiers de contribuer à la propreté du quartier en nettoyant les incivilités commises et favoriser leur engagement comme citoyen en améliorant la qualité de vie du quartier.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Nettoyage des lieux par la BV (2 + 1 superviseur pair) 3 fois/semaine; lundi, mercredi et vendredi AM à raison de 4 heures par jour du 1/04 au 30/09, puis 2 heures par jour du 1/10 au 31/03.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	3		4		

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Favoriser une cohabitation harmonieuse dans l'espace public entre les résidents, les commerçants, les travailleurs, les institutions et les personnes en situation d'itinérance.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Permettre aux 10 brigadiers d'acquérir de nouvelles capacités (comm. avec public, travail d'équipe…), d'améliorer leur autonomie financière et éventuellement leur stabilité résidentielle.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers permettant de renforcer ou d'acquérir de nouvelles capacités; rencontres individuelles; supervision, suivi et encadrement; versement d'une compensation de participation.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	2		1	1	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Réduire les préjugés et favoriser le partage de l'espace public.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Permettre aux gens qui fréquentent les lieux visés (PSI, résidents, travailleurs, touristes, etc.) de se sentir en sécurité, de faire connaître leurs besoins et les communiquer aux brigadiers.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Cueillette des besoins, de témoignages et des commentaires auprès des personnes qui fréquentent les lieux; transmission aux responsables des dossiers à l'arrondissement.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	1	3	1	1	3

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Différents lieux

Priorités d'intervention

- **Accompagner et cohabiter dans l'espace public - Plan d'action montréalais en itinérance**: Déterminer et prendre en compte les besoins des personnes en situation d'itinérance dans les quartiers
- **Agir ensemble pour l'inclusion sociale - Plan d'action montréalais en itinérance**: Favoriser l'inclusion sociale
- **Agir ensemble pour l'inclusion sociale - Plan d'action montréalais en itinérance**: Augmenter les possibilités d'insertion socioprofessionnelle

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 50
Nb. femmes: 8
Autres identités de genre: 2
Total (H + F + Autres): 60

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Personnes seules

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Personne vivant avec des problèmes de santé mentale
- Personne en situation d'itinérance

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Informations complémentaires:
Non, pas a priori. Nous nous tenons cependant prêts à intégrer cet outil d'analyse, dès que le personnel du SAD chargé de rédaction des demandes financières et rapports y sera formé. Nous attendons que la Ville de Montréal mette à leur disposition une telle formation. Dans l'intervalle, le personnel du SAD assistera à une formation dispensée par la FOHM, fin avril 2020, sur l'intégration de l'ADS+ dans la préparation de dossiers de financement.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Accueil Bonneau

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 427 Rue de la Commune E
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2Y 1J4

Nom du partenaire: Poste de quartier (PDQ), SPVM
Précision: PDQ 21

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1669 Rue Berri,
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4E9

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: Développement social, arrondissement de Ville-Marie

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel: martin.crepeau@montreal.ca
Numéro de téléphone: (514) 868-4180
Adresse postale: 800, boul. De Maisonneuve Est , 18e étage
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4L8

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Superviseur(e)	17,15 $	12	32,91 $	26	1	6 206,46 $
Superviseur(e)	17,15 $	6	16,46 $	26	1	3 103,36 $
Préposé(e) à l'entretien	10 $	12	0 $	26	2	6 240 $
Préposé(e) à l'entretien	10 $	6	0 $	26	2	3 120 $
Total						18 669,82 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Plan d'action montréalais en itinérance	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			0 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Superviseur(e)	6 206,46 $	6 206,46 $	0 $	0 $	0 $
Superviseur(e)	3 103,36 $	3 103,36 $	0 $	0 $	0 $
Préposé(e) à l'entretien	6 240 $	6 240 $	0 $	0 $	0 $
Préposé(e) à l'entretien	3 120 $	3 120 $	0 $	0 $	0 $
Total	**18 669,82 $**	**18 669,82 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		900,7 $	0 $	0 $	**900,7 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Photocopies, publicité		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Déplacements		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total		**900,7 $**	**0 $**	**0 $**	**900,7 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**4,18 %**			
Frais administratifs		**1 955 $**	**0 $**	**0 $**	**1 955 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**9,08 %**			
Total		**21 525,52 $**	**0 $**	**0 $**	**21 525,52 $**

Informations complémentaires

Diverses notes et remarques :

1. Aspects budgétaires : Les préposés à l'entretien sont des participants au programme de réinsertion sociale et économique de la Brigade verte. Ils reçoivent une compensation financière forfaitaire pour leur participation au programme. Dans la grille des salaires de la présente demande, afin de respecter l'esprit de la reconduction souhaitée par l'arrondissement, le taux horaire a été modulé à 10$/h. Notez aussi que les conditions de travail des participants comportent un déjeuner, un dîner et une collation servis chaque jour par le Sac à dos.

2. Compte tenu de la nature du travail à effectuer, on vise à former une équipe stable avec des participants réguliers au coeur de la BV, d'où le chiffre annoncé de 10 hommes participants (les personnes ayant été sans-abris, désormais dans un démarche de réinsertion sociale).

3. Les lieux visés sont:

1. Parc Viger;
2. Territoire du Champ-de-Mars en périphérie du chantier de réaménagement;
3. Muret près de OBM;
4. Lieu-dit "aux deux bancs" - Viger et Berri;
5. Parc sous le viaduc près du Faubourg Québec.

4. Le rapport final des opérations de la BV dans le cadre de la présente entente, année 2019, sera acheminé au plus tard le 30 avril 2020.

5. LSAD souhaite signifier sa satisfaction à se revoir confier son mandat au cœur de ce modèle unique d'intervention dans un territoire montréalais aux réalités particulièrement sensibles.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Ateliers & activités.docx	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Réso - CA - RC signataire.pdf	Validité du 2019-10-28

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Richard Chrétien	**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
2020 - GSS - Engagement signé.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1205179002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur la portion du financement que l'arrondissement devra assumer en lien avec le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation, tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver les conventions avec quatre organismes oeuvrant en itinérance dans le cadre du « Programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal » et du « Fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement de Ville-Marie » pour des projets se déroulant en 2020-2021 et accorder une contribution totale de 442 216 $ aux organismes ci-après désignés :

  106 726 $ à l'Accueil Bonneau inc
  21 526 $ à Action-Réinsertion (Sac à dos)
  115 966 $ au Foyer pour femmes autochtones de Montréal
  197 998 à la Société de développement social"

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 442 216,00 $
- Le montant de la portion financée par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale s'élève à 190 000 $ et fait l'objet d'une intervention distincte.
- Le montant de la portion financée par l'arrondissement Ville-Marie s'élève à 252 216 $

PORTION DE L'ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE: 252 216,00 $ (taxes non applicables)

	Années antérieures	2020	2021	**Total**
Montant		207 993,00 $	44 223,00 $	**252 216,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 252 216,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	002580	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM05179002
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2020-04-24**

Date et heure système : 24 avril 2020 14:57:04

GDD 1205179002

Approuver les conventions avec quatre organismes oeuvrant en itinérance dans le cadre du « Programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal » et du « Fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement de Ville-Marie » pour des activités se déroulant en 2020-2021 et accorder une contribution totale de 442 216 $, taxes incluses.

Imputation budétaire	Libellé textuel	Nom de l'organisme	Titre du projet	Montant 2020
1001.0010000.101487.05803.61900.016491.0000.003659.000000.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Budget régulier*Plan d'action montréalais en itinérance - BF Agglo*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Projets itinérance*Général*Général*	Accueil Bonneau	Projet d'intervention de milieu aux abords de l'Accueil Bonneau	20 000.00 $
1001.0010000.101487.05803.61900.016491.0000.003659.000000.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Budget régulier*Plan d'action montréalais en itinérance - BF Agglo*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Projets itinérance*Général*Général*	Foyer pour femmes autochtones de Montréal	Projet : Zone d'intervention au square-Cabot	75 000.00 $
1001.0010000.101487.05803.61900.016491.0000.003659.000000.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Budget régulier*Plan d'action montréalais en itinérance - BF Agglo*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Projets itinérance*Général*Général*	Société de développement social (SDS)	Projet : Médiation et intervention de rue à la place Émilie-Gamelin et ses alentours	95 000.00 $
Total				**190 000.00 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.08

2020/05/12
18:30

(2)

Dossier # : 1204673003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à titre de soutien financier à leur mission, une contribution de 3 000 $ à Danse Carpe Diem/Emmanuel Jouthe, une contribution de 1 646 $ à Théâtre Denise-Pelletier, une contribution de 2 300 $à Les fabulateurs et une contribution 3 334 $ à SPDTQ Espace Trad pour un montant total de 10 280 $

Il est recommandé :

1. D'accorder à titre de soutien financier à la mission (création, production, diffusion) des quatre organismes culturels œuvrant dans l'arrondissement de Ville-Marie, les contributions suivantes:

3 000 $ à Danse Carpe Diem/Emmanuel-Jouthe;
1 646 $ à Théâtre Denise-Pelletier;
2 300 $ à Les fabulateurs;
3 334 $ à Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise/Espace Trade (SPDTQ).

2. D'imputer cette dépense maximale de 10 280 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-07 08:44

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204673003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à titre de soutien financier à leur mission, une contribution de 3 000 $ à Danse Carpe Diem/Emmanuel Jouthe, une contribution de 1 646 $ à Théâtre Denise-Pelletier, une contribution de 2 300 $à Les fabulateurs et une contribution 3 334 $ à SPDTQ Espace Trad pour un montant total de 10 280 $

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite promouvoir la création et favoriser l'accessibilité aux arts et la culture sur son territoire. L'octroi de ces subventions permet d'offrir un soutien au milieu culturel et ne pas fragiliser davantage les OBNL culturels dont les revenus annuels moyens sont moindres que l'ensemble des travailleurs.
La Direction de la culture est sensible à la situation des organismes culturels qui sont des partenaires essentiel du quartier depuis des années. Nous tenons absolument à soutenir ces organismes.

Depuis le mois de mars 2020, la situation sanitaire en lien avec le COVID-19 a entraîné une série de mesures exceptionnelles, dont l'interdiction de rassemblements, intérieur et extérieur, ainsi que l'annulation de nombreux spectacles et activités. Plus spécifiquement, la Ville de Montréal annonçait le 7 avril dernier, l'annulation de l'ensemble des festivals, événements et rassemblements publics sur le territoire montréalais jusqu'au 2 juillet.

Directement touchés par ces mesures, le réseau Accès culture et le réseau des bibliothèques sont donc fermés depuis le 12 mars dernier, et ce jusqu'à nouvel ordre, et l'ensemble de leurs activités est reportées ou annulées.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Les présentes subventions serviront à soutenir des organismes suivants :

L'organisme Danse Carpe-Diem qui fait de la création, de la production et de la diffusion d'oeuvres chorégraphiques. Il contribue au développement de la danse contemporaine à travers la promotion d'activités de sensibilisation et de médiation culturelle.
Le Théâtre Denise-Pelletier est un organisme qui fait le lien entre les artistes de théâtre et le public formé majoritairement d'adolescents et de jeunes adultes. Ce dernier propose de

productions qui permet de découvrir et d'apprécier les multiples visages de la création théâtrale actuelle.

Les fabulateurs, organisme qui crée de spectacles hybrides entre théâtre et contes. L'organisme a pour mission de promouvoir la culture, faire rêver les enfants et leur faire vivre les histoires audacieuses et novatrices.

La Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise /Espace Trad (SPDTQ) promeut la danse et la musique traditionnelle du Québec auprès d'une clientèle diversifiée.

Notre soutien de 10 280 $ permettra aux organismes ci-haut mentionnés de poursuivre leur mission.

JUSTIFICATION

En raison du décret ministériel, les organismes ne peuvent exécuter leur contrat relatif à des spectacles et des activités culturelles prévus durant la période du 12 mars au 2 juillet 2020 inclusivement et qui ont été annulés en raison du COVID-19.

Date du contrat	*Spectacle / activité*	*Nom du contractant / artiste*	*Montant total prévu au contrat (avant taxes)*	*Montant payé à ce jour (avant taxes)*	*Montant à verser en subvention (différence avant taxes)*	*OBNL/Contrat ou subvention*
17-Mar	Hurlevent	Théâtre Denise Pelletier	1,646.00 $	0- $	1,646.00 $	OBNL/ contrat
Mars /avril	Et si on dansait ?	Danse Carpediem Emmanuel Jouthe	3,000.00 $	0- $	3,000.00 $	OBNL/ contrat
18-Apr	Théâtre	Les fabulateurs	2,300.00 $	0- $	2,300.00 $	OBNL/ contrat
4-Apr	Musique	SPDTQ / Espace Trad	1,667.00 $	0- $	1,667.00 $	OBNL/ convention
18-Apr	Musique	SPDTQ / Espace Trad	1,667.00 $	0- $	1,667.00 $	OBNL/ convention
TOTAL			**10,280.00 $**		**10,280.00 $**	

Or, le conseil d'arrondissement a le pouvoir d'octroyer des subventions à des OBNL, à certaines conditions, en vertu de l'article 141 de la Charte de la *Loi sur les compétences municipale* , il lui est donc possible d'octroyer une subvention à un organisme dans le besoin, situation dans laquelle se trouvent actuellement les OBNL culturels empêchés de déployer leur activités et la diffusion de leurs spectacles mais qui ont quand même encouru des coûts de création et de production.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal des contributions financières accordées sera de 10 280 $.
Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 10 280 $, est prévu au budget de fonctionnement de la Division de la culture et des bibliothèques.
Les montant des subventions correspondent au montant total des cachets d'artistes prévus initialement aux contrats ayant fait l'objet d'une résiliation et pour lesquels l'arrondissement

a reçu une quittance.
Voir aspect financier

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le soutien à la création, de même qu'aux arts et à la culture contribuent à la qualité de vie montréalaise

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Comme l'arrondissement n'a pas d'objectif de rentabilité pour ces activités, l'octroi de subvention à ces OBNL culturels n'aura pas d'impact budgétaire puisque ces sommes étaient déjà engagées et prévues au budget de l'arrondissement.
Également, Il est important de garder une cohérence et un alignement conjoint avec nos différents partenaires, notamment le Conseil des arts de Montréal, qui ont annoncé diverses mesures de soutien au milieu culturel, dont le respect des cachets d'artistes prévus aux contrats.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En raison de la situation de crise, toutes les représentations ont dû être annulées et ne peuvent être reportées ou faire l'objet d'une diffusion sous une autre forme.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune activité de communication n'a été prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2020 : résiliation des contrats et signature de quittance (non exécution COVID-19).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline RICHARD
Agent(e) culturel(le)

Tél : 514-872-7880
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-28

Gina TREMBLAY
Cheffe de Division Culture et bibliothèques

Tél : 514 872-0831
Télécop. : 514 872-3293

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2020-05-05

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1204673003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Accorder, à titre de soutien financier à leur mission, une contribution de 3 000 $ à Danse Carpe Diem/Emmanuel Jouthe, une contribution de 1 646 $ à Théâtre Denise-Pelletier, une contribution de 2 300 $à Les fabulateurs et une contribution 3 334 $ à SPDTQ Espace Trad pour un montant total de 10 280 $

NEQ_DANSE_CARPE_DIEM.pdf NEQ_Fabulateurs.pdf NEQ_SPDTQ.pdf

NEQ_Théatre_DenisePelletier.pdf Aspect financier_GDD_OBNL_VF.xls

Tableau GDD 1204673003VF.xls

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline RICHARD
Agent(e) culturel(le)

Tél : 514-872-7880
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1204673003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Accorder, à titre de soutien financier à leur mission, une contribution de 3 000 $ à Danse Carpe Diem/Emmanuel Jouthe, une contribution de 1 646 $ à Théâtre Denise-Pelletier, une contribution de 2 300 $à Les fabulateurs et une contribution 3 334 $ à SPDTQ Espace Trad pour un montant total de 10 280 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1204673003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-05

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Division des ressources financières et matérielles

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2020-05-04 11:51:44

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1143167089
Nom	DANSE CARPE DIEM

Adresse du domicile

Adresse	301-2022 rue Sherbrooke E Montréal (Québec) H2K1B9 Canada

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	Danse Carpe Diem
Nom de la personne physique	
Nom de famille	Jouthe
Prénom	Emmanuel

Adresse	301-2022 rue Sherbrooke E Montréal (Québec) H2K1B9 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	1995-03-03
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	1995-03-03
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	1995-03-03 Constitution
Régime constitutif	

	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2019-11-26
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2019-11-26 2019
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2020	2020-11-15
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2019	2019-11-15

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	7749
Activité	Autres services de publicité
Précisions (facultatives)	CREATION DE CHORÉGRAPHIES CONTEMPORAIRES (DANSE)

2e secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9631
Activité	Agences de spectacles et d'artistes
Précisions (facultatives)	PRODUCTION ET DIFFUSION DE CHORÉGRAPHIES DE DANSE CONTEMPORAINE

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

De 1 à 5

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Liste des administrateurs

Nom	JOUTHE, EMMANUEL
Date du début de la charge	2002-07-01
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	4338 rue Fullum Montréal (Québec) H2H2J5 Canada

Nom de famille	Gauthier
Prénom	Amélie
Date du début de la charge	2011-02-23
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	1-2710 av. Jeanne-d'Arc Montréal (Québec) H1W3W3 Canada

Nom de famille	Karama
Prénom	Afifa
Date du début de la charge	2018-01-23
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Secrétaire, Trésorier
Adresse	311-2600 place Chassé Montréal (Québec) H1Y0A9 Canada

Nom de famille	Rock
Prénom	Marie-Laurence
Date du début de la charge	2018-06-14
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	1178 rue Goupil Longueuil (Québec) J4K1G6 Canada

Nom de famille	Lorrain
Prénom	Jeanne-Renée D.
Date du début de la charge	2018-01-23
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse	7020 rue De La Roche Montréal (Québec) H2S2E7 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2019-11-26
Déclaration de mise à jour courante	2019-06-28
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2018-11-14
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-10-30
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2016-10-06
Déclaration de mise à jour courante	2016-01-07
Lettres patentes supplémentaires	2015-12-08
Déclaration initiale	2015-12-03
Déclaration de mise à jour courante	2015-10-21
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2015-09-29
Déclaration de mise à jour courante	2015-04-09
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2014-09-18
Déclaration de mise à jour courante	2014-05-22
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2013-10-11
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2013-01-22
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2011-11-18
État et déclaration de renseignements 2010	2010-12-16
État et déclaration de renseignements 2009	2010-02-24
État et déclaration de renseignements 2008	2009-02-27
État et déclaration de renseignements 2007	2007-11-26
État et déclaration de renseignements 2006	2007-02-24
Déclaration annuelle 2005	2005-11-26
Déclaration annuelle 2004	2005-02-03
Déclaration annuelle 2003	2003-12-02
Déclaration annuelle 2002	2002-10-22
Déclaration annuelle 2001	2001-12-19
Déclaration annuelle 2000	2000-10-11
Déclaration annuelle 1999	1999-09-15
Déclaration annuelle 1998	1998-09-19
Déclaration annuelle 1997	1997-12-04
Déclaration annuelle 1996	1997-09-23

Type de document	Date de dépôt au registre
Avis de défaut	1997-07-30
Déclaration modificative	1997-07-30
Déclaration annuelle 1995	1996-03-15
Déclaration modificative	1996-03-15
Lettres patentes supplémentaires (changement de nom Partie - I, II ou III)	1996-03-14
Lettres patentes	1995-03-03

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 2011-11-21

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
DANSE CARPE DIEM		1996-03-14		En vigueur
LES PRODUCTIONS AD DELIRO		1995-03-03	1996-03-14	Antérieur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
Danse Carpe Diem/Emmanuel Jouthe	Danse Carpe Diem/Emmanuel Jouthe	2011-11-18		En vigueur

Québec

© Gouvernement du Québec

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2020-05-04 11:52:36

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1168357946
Nom	Les Fabulateurs

Adresse du domicile

Adresse	279 rue Orléans Saint-Eustache (Québec) J7P4Z5 Canada

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	Fabulateurs
Nom de la personne physique	
Nom de famille	Berthold
Prénom	Marc-André

Adresse	279 rue Orléans Saint-Eustache (Québec) J7P4Z5 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	2012-07-04
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2012-07-04
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif

Date de la constitution	2012-07-04 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2020-04-14
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2020-04-14 2019
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2020	2021-07-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2019	2020-07-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9639
Activité	Autres théâtres et spectacles
Précisions (facultatives)	-

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

Aucun

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Liste des administrateurs

Nom de famille	Berthold
Prénom	Marc-André
Date du début de la charge	2012-07-04
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse	279 rue Orléans Saint-Eustache (Québec) J7P4Z5 Canada

Nom de famille	Lambert
Prénom	Simon-Pierre
Date du début de la charge	2012-07-04
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	7386A av. des Érables Montréal (Québec) H2E2R5 Canada

Nom de famille	Gallant
Prénom	Véronique
Date du début de la charge	2012-07-04
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse	1867 place Beauchesne Montréal (Québec) H1L3H1 Canada

Nom de famille	Bujold
Prénom	Marie
Date du début de la charge	2019-02-04
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	6750 13e Avenue Montréal (Québec) H1X2Z2 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2020-04-14
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2019-06-21
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2019-06-04
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2018-07-10
Lettres patentes supplémentaires	2017-01-24
Déclaration de mise à jour courante	2016-10-03
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2016-07-14
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2015-06-04
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2014-07-28
Déclaration initiale	2013-05-21
Lettres patentes	2012-07-04

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 2012-07-04

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
Les Fabulateurs		2012-07-04		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Aucun autre nom utilisé au Québec n'a été déclaré.

Québec

© Gouvernement du Québec

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2020-05-04 11:53:34

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1144458669
Nom	SOCIÉTÉ POUR LA PROMOTION DE LA DANSE TRADITIONNELLE QUÉBÉCOISE

Adresse du domicile

Adresse	10300 rue Lajeunesse Montréal (Québec) H3L2E5 Canada

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	SPDTQ
Nom de la personne physique	
Nom de famille	de Grosbois
Prénom	Louise

Adresse	420 rue Richelieu Beloeil (Québec) J3G4P3 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	1995-04-13
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	1995-04-13
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	1981-05-13 Constitution

Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2020-04-10
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2020-04-10 2020
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2020	2020-10-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2019	2019-10-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	8541
Activité	Enseignement de formation personnelle et populaire
Précisions (facultatives)	École des arts de la veillée : 3 sessions d'ateliers de formation en chanson, danse, gigue, accordéon, harmonica, violon, guitare, call; Danse-Neige: stage de formation annuel; Causeries sur les arts de la veillée; Animations en musique et en danse

2e secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9699
Activité	Autres services de divertissement et de loisirs
Précisions (facultatives)	Les Veillées du Plateau : veillées de danse animées par un câleur et des musiciens; La Grande Rencontre, festival annuel de musique et de danse; Bobines et bottines : festival de films

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec	
De 1 à 5	

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Liste des administrateurs

Nom de famille	Garand
Prénom	Gilles
Date du début de la charge	2013-09-17
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	420 rue Richelieu Beloeil (Québec) J3G4P3 Canada

Nom de famille	Bélanger
Prénom	Jean-Claude
Date du début de la charge	2013-09-17
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse	3776 rue de Mentana Montréal (Québec) H2L3R3 Canada

Nom de famille	Senn
Prénom	Peter
Date du début de la charge	2013-06-18
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	1828 av. Valois Montréal (Québec) H1W3M4 Canada

Nom de famille	Dupuis
Prénom	Stéphane
Date du début de la charge	2016-06-15
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	313-3535 av. Papineau Montréal (Québec) H2K4J9 Canada

Nom de famille	Cameron
Prénom	Yvan
Date du début de la charge	2016-06-15
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse	2680 place des Tourterelles Laval (Québec) H7L3T9 Canada

Nom de famille	Roy
Prénom	Marco
Date du début de la charge	2017-06-15
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	249 rue de Bretagne Repentigny (Québec) J6A1W6 Canada

Nom de famille	Ladouceur
Prénom	Sylvie
Date du début de la charge	2018-06-15
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	1828 av. Valois Montréal (Québec) H1W3M4 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Nom de famille	De Grosbois
Prénom	Louise
Fonctions actuelles	Principal dirigeant: coordonnatrice générale
Adresse	420 rue Richelieu Beloeil (Québec) J3G4P3 Canada

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020	2020-04-10
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2019-07-12
Déclaration de mise à jour courante	2018-09-24

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2018-06-22
Déclaration de mise à jour courante	2017-11-21
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-08-17
Déclaration de mise à jour courante	2016-11-16
Déclaration de mise à jour courante	2016-08-12
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2016-06-20
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2015-07-21
Déclaration de mise à jour courante	2014-11-11
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2014-06-17
Déclaration de mise à jour courante	2013-11-27
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2013-09-19
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2013-08-29
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2012-10-12
État et déclaration de renseignements 2010	2010-09-17
État et déclaration de renseignements 2009	2009-09-21
Déclaration annuelle 2008	2009-07-06
Avis de défaut	2009-02-12
Déclaration annuelle 2007	2008-09-18
Déclaration annuelle 2006	2008-09-18
Avis de défaut	2008-05-06
Déclaration annuelle 2005	2006-03-07
Déclaration annuelle 2004	2005-02-08
Déclaration annuelle 2003	2003-12-13
Déclaration annuelle 2002	2003-01-20
Déclaration annuelle 2001	2002-03-07
Déclaration annuelle 2000	2001-05-01
Déclaration annuelle 1999	1999-11-29
Déclaration annuelle 1998	1998-11-27
Déclaration annuelle 1997	1998-07-20
Avis de défaut	1998-05-25
Déclaration annuelle 1996	1998-05-04
Avis de défaut	1997-07-30
Déclaration annuelle 1995	1996-02-13
Déclaration d'immatriculation	1995-04-13

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 2013-09-19

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
SOCIÉTÉ POUR LA PROMOTION DE LA DANSE TRADITIONNELLE QUÉBÉCOISE		1981-05-13		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
CONFÉRENCE TRAD MONTRÉAL	MONTREAL TRAD CONFERENCE	2013-09-19		En vigueur
ÉCOLE DES ARTS DE LA VEILLÉE		2010-09-17		En vigueur
ESPACE TRAD		2010-09-17		En vigueur
FESTIVAL LA GRANDE RENCONTRE		2010-09-17		En vigueur
SPDTQ		2010-09-17		En vigueur
VEILLÉES DU PLATEAU		2010-09-17		En vigueur

Québec

© Gouvernement du Québec

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2020-05-04 11:49:19

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1142360032
Nom	LE THÉÂTRE DENISE-PELLETIER INC.

Adresse du domicile

Adresse	4353 rue Sainte-Catherine E Montréal (Québec) H1V1Y2 Canada

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	LE THÉÂTRE DENISE-PELLETIER INC.
Nom de la personne physique	
Nom de famille	Godbout
Prénom	Nathalie

Adresse	4353 rue Sainte-Catherine E Montréal (Québec) H1V1Y2 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	1995-02-06
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	1995-02-06
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	1965-04-21 Constitution
Régime constitutif	

	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2019-10-15
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2019-10-15 2019
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2020	2020-11-15
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2019	2019-11-15

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9639
Activité	Autres théâtres et spectacles
Précisions (facultatives)	AUTRES THÉÂTRES ET SPECTACLES

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

De 100 à 249

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Liste des administrateurs

Nom de famille	BROUSSEAU
Prénom	RÉMI
Date du début de la charge	2012-09-17
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	1431 rue Dufresne Montréal (Québec) H2K3J2 Canada

Nom de famille	POISSANT
Prénom	CLAUDE
Date du début de la charge	2014-07-01
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	404-70 rue Molière Montréal (Québec) H2R1N8 Canada

Nom de famille	Brault
Prénom	Maxime
Date du début de la charge	2016-09-30
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	2504 rue Raudot Montréal (Québec) H4E2P3 Canada

Nom de famille	Jacques
Prénom	Frédéric
Date du début de la charge	2016-09-30
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse	2902 rue des Morilles Saint-Bruno-de-Montarville (Québec) J3V0C6 Canada

Nom de famille	Houde
Prénom	Myriam
Date du début de la charge	2016-11-22
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse	4441 rue De Bullion Montréal (Québec) H2W2G2 Canada

Nom de famille	Bellocq
Prénom	Lynn
Date du début de la charge	2018-09-19
Date de fin de la charge	

Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	74 boul. de Chambord Lorraine (Québec) J6Z1P7 Canada

Nom de famille	Kontoyanni
Prénom	Tania
Date du début de la charge	2018-09-19
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	1-6283 20e Avenue Montréal (Québec) H1X3N6 Canada

Nom de famille	LeClair
Prénom	Nathalie
Date du début de la charge	2018-09-19
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse	301-1160 av. Van Horne Montréal (Québec) H2V1K2 Canada

Nom de famille	Noël
Prénom	Samuel
Date du début de la charge	2018-09-19
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	506-4529 RUE Clark Montréal Québec H2T2T3 Canada

Nom de famille	Ratté
Prénom	Sylvie
Date du début de la charge	2018-09-19
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	10515 rue Waverly Montréal (Québec) H3L2W5 Canada

Nom de famille	Ranger
Prénom	Maxime
Date du début de la charge	2019-09-23
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	227 av. Westminster N Montréal-Ouest (Québec) H4X1Z5 Canada

Nom de famille	Ménard

Prénom	Réal
Date du début de la charge	2019-09-23
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	33-4540 av. Pierre-De Coubertin Montréal (Québec) H1V3V5 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Numéro et nom de l'établissement	Adresse	Activités économiques (CAE)
0001 - LE THÉÂTRE DENISE-PELLETIER INC. **(Établissement principal)**	4353 rue Sainte-Catherine E Montréal (Québec) H1V1Y2 Canada	Autres théâtres et spectacles (9639)

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2019-10-15
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2018-11-12
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-08-24
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2016-10-14
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2015-11-06
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2014-11-05
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2013-10-07
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2012-09-28
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2011-10-12
Déclaration annuelle 2010	2010-11-11
Déclaration annuelle 2009	2009-11-02
Déclaration annuelle 2008	2009-01-15
Déclaration annuelle 2007	2007-09-25
Déclaration annuelle 2006	2006-09-14
Déclaration annuelle 2005	2005-12-13
Déclaration annuelle 2004	2005-02-11

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration annuelle 2003	2003-11-12
Déclaration annuelle 2002	2002-12-09
Déclaration annuelle 2001	2001-10-23
Déclaration annuelle 2000	2000-09-16
Déclaration annuelle 1999	2000-01-18
Déclaration annuelle 1998	1998-10-19
Déclaration annuelle 1997	1998-05-14
Lettres patentes supplémentaires (changement de nom Partie - I, II ou III)	1997-05-02
Déclaration annuelle 1996	1996-11-05
Déclaration annuelle 1995	1995-12-07
Déclaration d'immatriculation	1995-02-06

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 1997-05-02

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
LE THÉÂTRE DENISE-PELLETIER INC.		1997-05-02		En vigueur
LA NOUVELLE COMPAGNIE THEATRALE INC.		1965-04-21	1997-05-02	Antérieur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
SALLE FRED-BARRY		1995-02-06		En vigueur
THEATRE DENISE PELLETIER		1995-02-06		En vigueur

Québec
© Gouvernement du Québec

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1204673003

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 4

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Theatre Denise-Pelletier	101313
2.	Danse Carpediem/Emmanuel Jouthe	107043
3.	SPDTQ/ Espace Trade	128698
4.	Les Fabulateurs	251097

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant			10 280.00 $					**10 280.00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 4

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	06	janvier	2020		31	mai	2020

Formulaire complété par : Ybet Zamalloa

Prénom, nom

Date et heure système : 07 May 2020 10:38:37

Date du contrat	***Spectacle / activité***	***Nom du contractant / artiste***	***Montant total prévu au contrat (avant taxes)***	***Montant payé à ce jour (avant taxes)***	***Montant à verser en subvention (différence avant taxes)***	***OBNL/Contrat ou subvention***
17-Mar	Hurlevent	Théâtre Denise Pelletier	1 646.00 $	0- $	1 646.00 $	OBNL/ contrat
Mars /avril	Et si on dansait ?	Danse Carpediem Emmanuel Jouthe	3 000.00 $	0- $	3 000.00 $	OBNL/ contrat
18-Apr	Théâtre	Les fabulateurs	2 300.00 $	0- $	2 300.00 $	OBNL/ contrat
04-Apr	Musique	SPDTQ / Espace Trad	1 667.00 $	0- $	1 667.00 $	OBNL/ convention
18-Apr	Musique	SPDTQ / Espace Trad	1 667.00 $	0- $	1 667.00 $	OBNL/ convention
TOTAL			**10 280.00 $**		**10 280.00 $**	

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1204673003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

  "Accorder à titre de soutien financier à la mission des quatre organismes culturels œuvrant dans l'arrondissement de Ville-Marie, les contributions suivantes:

  3 000,00 $ à Danse Carpe Diem/Emmanuel-Jouthe;
  1 646,00 $ à Théâtre Denise-Pelletier;
  2 300,00 $ à Les fabulateurs;
  3 334, 00$ à Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise/Espace Trade (SPDTQ)."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 10 280,00 $

	Années antérieures	2020
Montant		10 280,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 10 280,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306124	07289	61900	016491	0000	000000	028055	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM04673003
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2020-05-05**

Date et heure système : 05 mai 2020 13:34:04

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2020/05/12
18:30

(2)

Dossier # : 1203405001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions avec différents organismes dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) et accorder des contributions totalisant 1 064 436 $

1. D'accorder un soutien financier totalisant la somme de 1 064 436 $ aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqué, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023);
- 45 000 $ au Carrefour alimentaire Centre-Sud
- 120 000 $ au Carrefour de ressources en interculturel
- 75 000 $ au Cirque Hors Piste
- 135 000 $ au Comité logement Ville-Marie de Montréal
- 75 000 $ à Coup d'Pousse Montréal
- 45 000 $ à Go Jeunesse
- 69 000 $ à Direction chrétienne (Innovation jeunes)
- 25 000 $ à la Fondation du refuge pour femmes Chez Doris
- 90 000 $ à la Relance Jeunes et familles inc.
- 22 000 $ à Les Valoristes coopérative de solidarité
- 75 000 $ à Les YMCA du Québec
- 103 056 $ à Mères avec pouvoir Montréal
- 117 000 $ à Sentier Urbain
- 60 000 $ à la Société écocitoyenne de Montréal (SEM)
- 8 380 $ à Spectre de rue inc.

2. D'approuver les 15 conventions entre l'arrondissement de Ville-Marie et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération, pour un montant de 1 064 436 $.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-07 14:44

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203405001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions avec différents organismes dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) et accorder des contributions totalisant 1 064 436 $

CONTENU

CONTEXTE

Le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) a été créé dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et vise à soutenir financièrement des initiatives et la réalisation de projets.
Afin d'encadrer la gestion de ce Fonds, le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal concluent, pour des périodes déterminées, des Ententes administratives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au titre des Alliances pour la solidarité.

Ainsi, une nouvelle Entente administrative a été signée en 2018 à la suite de l'adoption en 2017 du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Celle-ci, d'une durée de cinq ans et d'une somme de 44,75 M$, couvre la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023. L'enveloppe annuelle confiée à la Ville est de 10 M$. En 2019, la Ville de Montréal a également révisé la méthode de répartition des fonds de l'entente MTESS-Ville. Elle utilise dorénavant l'indice de défavorisation basée sur la mesure du panier de consommation. Selon ce nouvel indice, 33 % de la population de l'Arrondissement est en situation de faible revenu, soit la plus forte proportion à Montréal. Afin de tenir compte de cette nouvelle réalité, l'enveloppe annuelle attribuée à l'Arrondissement est donc passée de 225 611$ à 440 732 $.

Dans le cadre de la nouvelle entente administrative, les organismes pouvaient soumettre des projets d'une durée d'un an à trois ans devant débuter annuellement au plus tôt le 1er avril 2020 et se terminer au plus tard le 31 mars 2023. Les projets, initiatives et

interventions financés dans le cadre de cette Entente devaient répondre notamment aux critères suivants :

- S'inscrire dans les grandes politiques et orientations du gouvernement;
- Soutenir les priorités stratégiques montréalaises en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- Faire l'objet d'une analyse partagée des besoins et des priorités et d'une concertation avec les représentants du milieu. Ils doivent répondre aux objectifs des planifications stratégiques régionales et des plans d'action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi qu'aux objectifs de la Stratégie nationale; et,
- Viser à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment par des projets d'interventions en matière de développement social et communautaire, de prévention de la pauvreté, d'aide à l'intégration en emploi des personnes éloignées du marché du travail, d'insertion sociale, d'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté dans les territoires à concentration de pauvreté.

Le cadre de référence local de l'appel a été présenté aux organismes lors de deux séances d'information tenues en novembre 2019. Il précisait notamment que les projets admissibles, devaient avoir des retombées directes sur les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion social et que les projets d'étude ou de diagnostic ne seraient pas financés. Les organismes ont également été encouragés à soumettre des projets concertés et nécessitant l'implication d'autres partenaires tout au long de la réalisation du projet plutôt que des projets individuels. Enfin, les projets soumis devaient être arrimés aux priorités et constats des tables de quartier et aux orientations des politiques municipales.

En raison de la crise de la pandémie qui sévit actuellement, le sommaire n'a pu être adopté à une séance antérieure. Pour cette raison, les projets sont approuvés rétroactivement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0325 du 20 juin 2019
Approuver une nouvelle approche de répartition des fonds basée sur la mesure du panier de consommation dans le cadre de l'Entente administrative de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale destinée aux arrondissements et aux villes liées

CG18 0440 du 23 août 2018
Approuver le projet d'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, par laquelle le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 44,75 M$ pour cinq ans, soit 4,75 M$ en 2018-2019, 10 M$ en 2019-2020, 10 M$ en 2020-2021, 10 M$ en 2021-2022 et 10 M$ en 2022-2023

CG18 0372 du 21 juin 2018
Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, afin de prolonger de sept mois ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 5,25 M$ pour la période du 1er avril 2018 au 31 octobre 2018

CA19 240145 du 9 avril 2019
Approuver les conventions avec différents organismes, se terminant le 31 mars 2020, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) et accorder des contributions totalisant 225 611 $.

CA18 240170 du 10 avril 2018
Approuver les conventions avec différents organismes, se terminant le 31 mars 2019, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) et accorder des contributions totalisant 225 611 $

DESCRIPTION

Les quinze projets financés dans le cadre de cette Entente sont dans le tableau suivant. Le des
être consulté dans la section pièces jointes de ce sommaire. Certains sont des projets reconduit
nouveaux projets. Certains de ces nouveaux projets ont été déposés par des organismes financ
l'enveloppe MTESS-Ville.

Organisme	**Nom du projet**	**Statut**	**Soutien accordé en 2018**	**Soutien accordé en 2019**	**Soutien recommandé en 2020**	**Soutien recommandé en 2021**	**Sout recomm en 2**
Carrefour alimentaire Centre-Sud	Promenade des saveurs	Nouveau projet pour 2020	_	10 000 $	45 000 $	N/A	N/
Carrefour de ressources en interculturel	Femmes-relais interculturelles	Recond.	30 761 $	30 000 $	40 000 $	40 000 $	40 00
Cirque Hors Piste	Drop-in Hors piste	Nouveau projet pour 2020	_	_	25 000 $	25 000 $	25 00
Comité logement Ville-Marie de Montréal	Une porte pour tou.te.s	Recond.	33 000 $	30 000 $	45 000 $	45 000 $	45 00
Coup d'Pousse Montréal	De la semence à l'assiette	Nouveau projet pour 2020	25 000 $	15 611$	25 000 $	25 000 $	25 00
Go Jeunesse	Programme d'intervention et d'inclusion auprès d'enfants et adolescents en difficulté d'adaptation	Nouveau projet pour 2020	_	_	45 000 $	N/A	N/
Direction chrétienne (Innovation jeunes)	De la racine à la ville: le couloir vert	Recond.	16 850 $	15 000 $	23 000 $	23 000 $	23 00
La Fondation du refuge pour femmes Chez Doris	Service de déménagement pour femmes à risque ou en situation d'itinérance	Nouveau projet pour 2020	_	_	25 000 $	N/A	N/

La Relance Jeunes et Familles inc.	ParentESE	Recond.	20 000 $	20 000 $	30 000 $	30 000 $	30 00
Les Valoristes coopérative de solidarité	Favoriser l'inclusion sociale et l'amélioration de la qualité de vie des personnes en situation de pauvreté	Recond.	_	8 000 $	11 000 $	11 000 $	N/
Les YMCA du Québec	Service sportif d'inclusion sociale - Gym alternatif	Recond.	20 000 $	20 000 $	25 000 $	25 000 $	25 00
Mères avec pouvoir Montréal	Les forces des jeunes mères	Nouveau projet pour 2020	_	_	34 352 $	34 352 $	34 35
Sentier Urbain	Programme des apprenti.e.s horticulteur.ice.s	Nouveau projet pour 2020	18 611 $	19 000 $	39 000 $	39 000 $	39 00
Société écocitoyenne de Montréal	Mouvement courtepointe: tricoter son tissu social et POM ton quartier	Nouveau projet pour 2020	_	_	20 000 $	20 000 $	20 00
Spectre de rue inc.	Programme TAPAJ - financement de la participation des jeunes suivis par l'EQIIP SOL (psychiatrie) au volet 1: projets horticoles dans Centre-Sud	Nouveau projet pour 2020	_	_	8 380 $	N/A	N/

JUSTIFICATION

Les projets qui font l'objet de ce sommaire décisionnel ont été sélectionnés par un comité de sélection formé de représentants des trois tables de quartier de Ville-Marie, de l'arrondissement et de Services Québec et ce, parmi 40 projets issus d'un appel à projets. Ils sont conformes au cadre de référence de l'arrondissement de Ville-Marie concernant l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité Ville-MTESS 2018-2023. Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale certifie que les projets déposés dans ce sommaire décisionnel sont conformes aux balises de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Ville-MTESS 2018-2023).
À travers le plan d'action en développement social 2020-2022, l'arrondissement souhaite soutenir la lutte à l'exclusion et favoriser la cohésion sociale, la cohabitation harmonieuse et la diversité. Le soutien accordé aux quinze projets permet de concrétiser cet engagement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget alloué par l'Entente Ville-MTESS demeure entièrement financé par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale du gouvernement du Québec. Dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023), le MTESS confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 10 M $ annuellement pour une période de cinq ans.
Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la lutte à la pauvreté qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* .

La somme nécessaire à ce dossier, soit 1 064 436 $, est prévue au budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Le soutien financier que la Ville a accordé à ces organismes au cours des dernières années pour les mêmes projets se résume tel que présenté dans le tableau ci-haut.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces projets s'inscrivent dans l'action 9 du Plan d'action Montréal durable 2016-2020: << Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion >>.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le financement de ces projets permet l'amélioration des conditions de vie des personnes vulnérables de l'arrondissement de Ville-Marie.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Plusieurs projets n'ont pu débuter au 1er avril 2020 comme prévu. Lors du déconfinement, des échanges devront avoir lieu avec les organismes afin d'adapter les activités prévues, l'échéancier et les résultats attendus. Les organismes ont aussi reçu les directives de la Direction régionale de santé publique quant aux règles d'hygiène et à la distanciation sociale et sont invités à s'y conformer.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe 2 des conventions.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation de chacun des projets.

- Les projets feront l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement et du Service de la diversité et de l'inclusion sociale. Un rapport d'étape est requis à la fin de chacune des années du projet pour les projets de trois ans et un rapport final est requis au plus tard le mois suivant la date de fin de chacun des projets. Les organismes s'engagent à fournir les rapports d'étape et et finaux aux dates prévues à cet effet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Aissata OUEDRAOGO, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale

Lecture :

Aissata OUEDRAOGO, 6 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie GAUTHIER
Conseillère en développement communautaire

Tél : 868-4211
Télécop. : 868-4160

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-29

Marie-Claude OUELLET
Chef de division de la culture des sports et des loisirs

Tél : 514 872-6365
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2020-05-04

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1203405001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions avec différents organismes dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) et accorder des contributions totalisant 1 064 436 $

Aspect financier_GDD 1203405001.pdf

Cadre référence 2020 Ville-Marie Entente MTESS-Ville.pdf

PROJET-176-VERSION-1568-CLVM.pdf

PROJET-1029-VERSION-Cd'P.pdf

PROJET-204-VERSION-1784-GoJ.pdf

PROJET-1031-VERSION-IJ.pdf

PROJET-923-VERSION-1608-CD.pdf

PROJET-812-VERSION-1600-LR.pdf



PROJET-1005-VERSION-LV.pdf



PROJET-692-VERSION-1066-YMCA-Gym.pdf



PROJET-250-VERSION-1246-MAP.pdf



PROJET-327-VERSION-1599-SU.pdf



PROJET-333-VERSION-1575-SEM.pdf



PROJET-513-VERSION-1558-SDR.pdf



PROJET-881-VERSION-1752-CACS.pdf



PROJET-611-VERSION-1494-CRIC.pdf



PROJET-994-VERSION-1560-CHP.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie GAUTHIER
Conseillère en développement communautaire

Tél : 868-4211
Télécop. : 868-4160

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203405001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions avec différents organismes dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) et accorder des contributions totalisant 1 064 436 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1203405001 MTESS Ville-Marie.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-04

Arianne ALLARD
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1203405001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions avec différents organismes dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) et accorder des contributions totalisant 1 064 436 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Ce dossier est entièrement financé par l'Entente Ville-MTESS administrée par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS).

Il n'a donc aucun impact sur le budget de l'arrondissement Ville-Marie.

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-30

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Division des ressources financières et matérielles



Convention - Carrefour alimentaire Centre-Sud_final.pdf



Convention - Carrefour de ressources en interculturel_Final.pdf





Convention - Comité logement Ville-Marie_Final.pdfConvention - Coup d'pousse_final.pdf



Convention - Cirque hors piste_Final.pdf



Convention - Direction chrétienne_Innovation jeunes_Final.pdf



Convention - Go jeunesse_Final.pdf



Convention - La Fondation du refuge pour femmes Chez Doris_Final.pdf



Convention - La relance jeunes et familles inc_Final.pdf



Convention - Les YMCA du Québec_Gym alternatif_Final.pdf



Convention - Les Valoristes coopérative de solidarité_Final.pdf





Convention - Mères avec pouvoir Montréal_Final.pdfConvention - Sentier Urbain_Final.pdf



Convention - Société écocitoyenne de Montréal_Final.pdf



Convention - Spectre de rue inc_Final.pdf

#0176 - UNE PORTE POUR TOU-TE-S (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
Comité logement Ville-Marie de Montréal	Le Comité logement Ville-Marie est un organisme sans but lucratif, doté d'une structure démocratique, dont le conseil d'administration est élu par ses membres. Le CLVM est un organisme de défense collective des droits des locataires, à vocation locale, qui intervient dans l'arrondissement de Ville-Marie depuis maintenant 40 ans. Nos interventions se déploient sur 3 fronts principaux : promouvoir & défendre les droits des locataires, assurer un encadrement adéquat du marché privé de l'habitation & développer une alternative sociale durable à celui-ci: le logement social, dans la perspective de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Éducation populaire et empowerment des mebres et demandeurs.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Ville-Marie - MTESS-Ville 2020-2023 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Une porte pour tou-te-s

Numéro de projet GSS: 0176

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Éric
Nom: Michaud
Fonction: Coordonnateur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 521-9780
Numéro de télécopieur:
Courriel: eric.michaud@clvm.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Éric
Nom: Michaud
Fonction: Coordonnateur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2023-03-31

Date limite de réception du rapport final
2023-05-01

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Mise en contexte L'arrondissement de Ville-Marie compte 37 360 ménages locataires, qui représentent 73% de l'ensemble des ménages. Or, 48% de ces ménages consacrent plus de 30% de leur revenu à se loger et 29% y consacrent plus de 50% de leur revenu. L'augmentation importante des loyers, plus élevée que celle des revenus, entre 2011 et 2016, fragilise particulièrement une proportion importante de ces ménages, dont certaines catégories, telles que les familles avec enfants et les aînés, notamment ceux issus de l'immigration, sont particulièrement vulnérables. Notre projet s'inscrit en lien avec les plans d'action des tables de quartier de l'arrondissement, de même qu'avec plusieurs politiques ou stratégies de la Ville de Montréal (voir annexe). Notre organisme porte, depuis 2012, un projet qui a évolué au fil du temps, mais dont l'objectif général vise à favoriser l'accès au logement pour les familles avec enfants à faible ou modeste revenu et à développer le pouvoir d'agir individuel ou collectif autour de cet enjeu. Ainsi, en 2019, notre service d'information a traité 1262 problématiques, dont 32% avaient trait à l'accès au logement. Notre projet s'inscrit en continuité avec les projets antérieurs, en continuant à prioriser les familles avec enfants, tout en proposant d'élargir la clientèle visée, en particulier aux aînés. **Le projet** Notre projet s'inscrit en soutien au travail d'HVM, de même qu'à celui des tables de concertation familles et aînés de l'arrondissement, de la TDS-CS, de la TCFSL, de la TQPM, de l'Arrondissement de Ville-Marie et de la Ville de Montréal en matière d'habitation et de lutte à la pauvreté. Le projet vise à avoir trois impacts principaux auprès des citoyens: • Une amélioration des conditions de logement de 900 résidants à faible ou modeste revenu • Le développement ou l'amélioration du pouvoir d'agir individuel ou collectif de la part de 450 résidants afin de faire valoir leurs besoins et influencer le développement de projets de logements sociaux • Une utilisation accrue par les résidants à faible ou modeste revenu des différentes ressources du continuum de service en matière de lutte à la pauvreté. Ce projet s'inscrit en complémentarité avec certains éléments de notre mission, mais vient y ajouter un volet essentiel, soit le contact direct avec les citoyens ayant des besoins en matière de logement social, ainsi que leur information, leur formation et leur accompagnement dans l'expression publique de leurs besoins ainsi que dans le développement de projets d'habitation susceptibles d'y répondre. Une ou deux activités présentées dans le cadre de ce projet s'inscrivent (au moins partiellement) dans le cadre de notre mission et leur réalisation sera assumée par des employés permanents de l'organisme (voir budget). Nous avons néanmoins décidé de les inclure dans le projet afin de donner une meilleure vue d'ensemble de celui-ci et d'inscrire son apport au travail global réalisé par notre organisme.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2023, nos activités auront permis à 900 résidants à faible ou modeste revenu d'améliorer leurs conditions de logement en ayant un meilleur accès au logement privé ou social

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Amélioration des connaissances des citoyens à faible ou modeste revenu quant aux moyens à mettre en œuvre pour trouver un logement privé ou social

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Tenir des kiosques d'information lors de fêtes de quartier organisées par des tables de concertation, avec certains organismes rejoignant des populations ciblées par le projet

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	10	1	3	10	100

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Aider des personnes dans leur recherche de logement privé ou social par la distribution d'outils d'aide à la recherche et de listes de ressources développées à cette fin par notre organisme

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	12	25	1	1	300

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Référer des demandeurs de logements sociaux inscrits sur notre liste auprès d'ensembles de logements soc. existants lorsque que nous avons connaissance de logements sociaux vacants

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	5	1	2	5	60

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Donner des séances d'information sur le logement social dans nos locaux ou chez des organismes du quartier œuvrant en matière de lutte à la pauvreté

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	24	1	2	24	8

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Établir une stratégie de communication afin de faire connaitre les projets de logements soc. en voie d'être livrés aux citoyens et organiser des assemblées publiques d'information

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	3	1	200

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	Par des indicateurs qualitatifs ainsi que par des indicateurs de rendement collecté dans le cadre du projet

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Accès pour les ménages à faible ou modeste revenu à un logement social dans un projet que nous accompagnons

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Donner des séances d'information sur le logement social dans nos locaux ou chez des organismes du quartier œuvrant en matière de lutte à la pauvret

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	24	1	2	24	8

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Fonder une nouvelle coop. lorsque requis, et accompagner les membres impliqués dans les 5 projets de coop. d'habitation en développement dont nous accompagnons déjà les membres fondateurs

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	14	1	3	5	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Soutenir la sélection de nouveaux membres fondateurs de coopérative ainsi que le processus de sélection pour l'ensemble des locataires dans les projets en voie d'être livrés

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	9	1	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Établir une stratégie de communication afin de faire connaitre les projets de logements soc. en voie d'être livrés aux citoyens et organiser des assemblées publiques d'information

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	3	1	200

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Référer des demandeurs auprès de porteurs de projets en voie d'être livrés dans le cadre de leur processus de sélection des locataires et faire un suivi des locataires référés

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	35	1	600

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	Par des indicateurs qualitatifs ainsi que par des données administratives & des indicateurs de rendement collecté dans le cadre du projet

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les projets de logements sociaux en voie d'être livrés, de même que la façon d'accéder aux nouveaux logements développés, sont mieux publicisés et connus de la population

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Établir une stratégie de communication afin de faire connaitre les projets de logements sociaux en voie d'être livrés aux citoyens et organiser des assemblées publiques d'information

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	3	1	200

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Produire, adapter, traduire et diffuser divers outils d'information ou de formation, à la demande des citoyens ou partenaires (activité transversale)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	2	1	5	1	200

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Participer au travail de concertation (Table 0-5 ans, Familles centre-ville, tables de concertation de quartier, etc.)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	10	1	4	8	15

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	Par des indicateurs qualitatifs ainsi que par des données administratives & des indicateurs de rendement collecté dans le cadre du projet

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2023, nous aurons permis à 450 résidants d'améliorer leur pouvoir d'agir afin de faire valoir leurs besoins et d'influencer le développement de logements soc. répondant à ceux-ci

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Expression publique des besoins en matière de logement des ménages à faible ou modeste revenu de l'arrondissement, de la part des ménages concernés

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Soutenir des demandeurs dans l'expression publique de leurs besoins dans divers forums: conseil d'arrondissement, OCPM, média, conférence de presse, mobilisation des tables de quartier, etc.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	15	1	2	6	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Accompagner les membres fondateurs impliqués dans un projet de coopérative d'habitation en développement dans leurs

représentations et la promotion publique de leur projet

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	5	1	2	1	5

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organiser et animer des comités de mobilisation et soutenir la mobilisation collective des demandeurs dans le cadre d'activités publiques

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	4	1	3	4	15

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	Par des indicateurs qualitatifs ainsi que par des données administratives & des indicateurs de rendement collecté dans le cadre du projet

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Amélioration des connaissances et compétences des membres fondateurs impliqués dans le développement de projets de coopératives d'habitation et des demandeurs de logements sociaux

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Produire, adapter, traduire et diffuser divers outils d'information ou de formation, à la demande des citoyens ou partenaires (activité transversale)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	2	1	5	1	200

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Donner des séances d'information sur le logement social dans nos locaux ou chez des organismes du quartier œuvrant en matière de lutte à la pauvreté

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	24	1	2	24	8

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Inviter les membres fondateurs de coopératives et les demandeurs de logements sociaux, à participer aux comités de mobilisation ou aux activités de mobilisation collective

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	5	1	4	5	2

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Les soutenir dans la préparation ainsi que la tenue de diverses rencontres afin de faciliter leur compréhension de divers enjeux, encourager leur participation et renforcer leur cohésion

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	10	1	3	5	15

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	Par des indicateurs qualitatifs ainsi que par des données administratives & des indicateurs de rendement collecté dans le cadre du projet

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation du nombre de demandeurs qui deviennent membres de notre organisme ou qui participent à des activités de mobilisation collective

mobilisation collective

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Inviter les demandeurs intéressés à devenir membre de notre organisme ou à participer aux comités de mobilisation ou à des activités de mobilisation

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	13	1	3	1	16

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Soutenir les demandeurs, notamment les familles et les ainés, dans l'expression publique de leurs besoins dans le cadre d'activités de mobilisation collective

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	6	1	3	1	6

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	Par des indicateurs qualitatifs ainsi que par des données administratives & des indicateurs de rendement collecté dans le cadre du projet

IMPACT(S) VISÉ(S)

Les résidents à faible ou modeste revenu utilisent davantage les différentes ressources du continuum de service en matière de lutte à la pauvreté dans l'arrondissement

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation des références de résidants à faible ou modeste revenu de l'arrondissement auprès de notre organisme de la part d'autres organismes locaux

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Inviter des organismes et leurs membres à participer soit à nos comités de mobilisation ou à des mobilisations collectives concernant le logement ou plus largement, la lutte à la pauvreté

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	5	1	3	5	12

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Donner des séances d'information sur le logement social chez des organismes partenaires œuvrant en matière de lutte à la pauvreté dans l'arrondissement

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	24	1	2	24	8

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Accueillir des citoyens en recherche de logement accompagnés d'intervenants d'autres organismes

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	30	1	1	30	3

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Diffuser l'information sur les projets de logements sociaux en voie d'être livrés, de même que sur les assemblées publiques d'information sur ces projets, auprès des organismes partenaires

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	3	1	200

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Participer au travail de concertation (Table 0-5 ans, Familles centre-ville, tables de concertation de quartier, etc.)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

par_mois	10	1	4	8	15

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	Par des indicateurs qualitatifs ainsi que par des données administratives & des indicateurs de rendement collecté dans le cadre du projet

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation des références de résidants à faible ou modeste revenu de l'arrondissement de la part de notre organisme auprès d'autres organismes locaux

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Diffuser auprès des citoyens les outils d'information produits par d'autres organismes partenaires œuvrant en matière de lutte à la pauvreté dans l'arrondissement

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	3	1	200

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Référer les personnes qui utilisent nos services vers d'autres organismes partenaires

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	10	1	1	50	1

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Inviter des organismes œuvrant en matière de lutte à la pauvreté à présenter à nos membres et demandeurs leurs services ainsi que leurs activités dans le cadre de nos comités de mobilisation

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	2	1	3	2	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Inviter des organismes partenaires à présenter leur organisme à nos membres et nos demandeurs, dans le cadre d'une activité de mobilisation collective

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	2	1	4	2	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Participer au travail de concertation (Table 0-5 ans, Familles centre-ville, tables de concertation de quartier, etc.)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	10	1	4	8	15

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	Par des indicateurs qualitatifs ainsi que par des données administratives & des indicateurs de rendement collecté dans le cadre du projet

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 1710
Rue: Beaudry
Numéro de bureau: 2,6
Code postal: H2L 3E7
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Nom du lieu: Chez les groupes partenaires dans l'Arrondissement Ville-Marie
No civique: Diverses adresses
Rue: Diverses rues
Code postal: H2L 3E7
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Habitation
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Participation citoyenne

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 450
Nb. femmes: 750
Autres identités de genre: 1
Total (H + F + Autres): 1201

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)
- Personnes aînées (65 ans et plus)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Personnes issues de l'immigration
- Autres ou ne s'applique pas à ce projet

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Plus de femmes que d'hommes se sentent interpellés par la question du logement pour leur famille. Pour favoriser l'implication de tous, nous avons tenu compte des horaires diversifiés de la population désservie (garderie, CPE, école, travail), notamment des hommes. Malheureusement, compte tenu de l'absence de financement à cette fin, nous ne sommes pas en mesure d'offrir de service de garde pour les enfants lors de certaines activités. Également pour prendre en compte la réalité des personnes issues de l'immigration et des autres vulnérabilités, nous adaptons nos outils, le langage utilisé, les lieux et les plages horaires. Un travail en collaboration avec des organismes partenaires nous permet d'enrichir nos pratiques afin de viser à toujours faire mieux en ce sens.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Groupe CDH

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui
Soutien technique		Oui
Prêt de local		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1000, rue Atateken, bureau 201
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 3K5

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Inter-Loge

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui
Formation		Oui
Prêt de local		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1503, rue Lafontaine
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 1T7

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Corporation d'habitation Jeanne-Mance

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Prêt de local		Oui
Prêt d'équipement		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 150, rue Ontario Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2X 1H1

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: Table de quartier Peter McGill - Projet PIC

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Support logistique		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1857, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 215
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3H 1J9

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Quadrilatère de la Miséricorde

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Prêt de local		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1700, rue Atateken
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 3L5

Nom du partenaire: Comité
Précision: Comité d'accompagnement des grands projets

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Non
Expertise-conseil		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2187, rue Larivière
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 1P5

Nom du partenaire: Autofinancement
Précision: Comité logement Ville-Marie

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	16 750 $	Oui

Nom de la personne ressource: Éric Michaud
Adresse courriel: info@clvm.org
Numéro de téléphone: (514) 521-9780
Adresse postale: #2,6
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 3E7

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Agent(e) de terrain / de milieu	19,5 $	35	136,5 $	52	1	42 588 $
Organisateur(trice)	22,8 $	8	29,5 $	52	1	11 018,8 $
Coordonnateur(trice)	24,8 $	1	6,8 $	52	1	1 643,2 $
Total						55 250 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			0 $	**16 750 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Agent(e) de terrain / de milieu	42 588 $	42 588 $	0 $	0 $	0 $
Organisateur(trice)	11 018,8 $	0 $	0 $	11 018,8 $	0 $
Coordonnateur(trice)	1 643,2 $	0 $	0 $	1 643,2 $	0 $
Total	**55 250 $**	**42 588 $**	**0 $**	**12 662 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		537 $	0 $	200 $	**737 $**
Photocopies, publicité		500 $	0 $	100 $	**600 $**
Déplacements		200 $	0 $	100 $	**300 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		538 $	0 $	0 $	**538 $**
Assurances (frais supplémentaires)		100 $	0 $	0 $	**100 $**
Autres		537 $	0 $	400 $	**937 $**
Total		**2 412 $**	**0 $**	**800 $**	**3 212 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**5,2 %**			
Frais administratifs		**0 $**	**0 $**	**3 288 $**	**3 288 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**5,32 %**			
Total		**45 000 $**	**0 $**	**16 750 $**	**61 750 $**

Informations complémentaires

Un document d'information complémentaire à différentes sections du formulaire est joint à notre demande (voir annexe), de même qu'un tableau présentant certaines activités-clés que nous prévoyons organiser au fil de l'évolution du projet (2020-2023) en lien avec les principaux projets de logements sociaux que nous accompagnons; ainsi qu'un tableau des partenariats établis dans le cadre du projet avec différents organismes non-cités à la section 9 du formulaire (voir annexe). En ce qui concerne les autres documents en annexe, la dernière édition du projet s'étend du 1er avril 2019 au 31 mars 2020; le projet n'étant pas terminé, nous ne disposons donc pas de bilan de celui-ci. Cependant, nous avons décidé de produire certains extraits de notre dernier rapport annuel d'activités, couvrant la période s'étendant du 1er août 2018 au 31 juillet 2019 afin de donner un aperçu des principaux résultats du projet au cours de cette période (voir annexe).

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Bilan partiel de la dernière édition du projet.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Document d'information complémentaire.pdf	*Non applicable*
Liste des sites et activités associées.pdf	*Non applicable*
Liste des partenariats avec les organismes non-cités à la section 9.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Extrait p-v ca CLVM.pdf	Validité du 2019-11-19

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Éric Michaud	**Fonction:** Coordonnateur(trice)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Engagement signé 27-01-2020.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

#1029 - DE LA SEMENCE À L'ASSIETTE (VERSION 5)

Nom de l'organisme	Mission
Coup d'Pousse Montréal	Notre mission est d'œuvrer pour la transition vers des villes plus écologiques, responsables et autonomes, en privilégiant les circuits courts et l'économie locale, afin de reconnecter les individus avec l'environnement naturel. Nous voulons contribuer à la biodiversité urbaine, contrer les îlots de chaleur dans les villes, tout en apportant des fleurs aux abeilles urbaine Nous proposons des activités de formation et de sensibilisation aux membres et à la communauté, ainsi que des conseils adaptés pour les accompagner dans l'aménagement d'espaces à leur disposition. Notre but est d'offrir un environnement positif et propice au partage, en luttant contre l'exclusion sociale, les diverses dépendances, et ce à travers l'apprentissage de techniques horticoles et d'ateliers collectifs artistiques, culturels et liés au bien-être.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Ville-Marie - MTESS-Ville 2020-2023 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: De la semence à l'assiette

Numéro de projet GSS: 1029

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Alexandre
Nom: Sicard-Roche
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 966-0536
Numéro de télécopieur:
Courriel: sicaroche@gmail.com

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Alexandre
Nom: Sicard-Roche
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2023-03-31

Date limite de réception du rapport final
2023-05-01

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Dans le quartier des spectacles, la pauvreté est visible (40% faibles revenus Faubourg Saint-Laurent). Pour s'approvisionner en fruits et légumes, il faut se déplacer au IGA Complexe Desjardins ou Place Dupuis: 1,2km les sépare. À Montréal, un désert alimentaire existe quand l'offre est quasi nulle ou cher à 500m (Annexes 1a,b,2). Le pouvoir de l'agriculture urbaine et de la mixité sociale sur le bien-être des citoyens, dont personnes marginalisées, n'est plus à prouver. Des discussions avec résidents du quartier et populations desservies par des organismes collaborateurs (Cactus, Sac à dos) nous ont permis de dresser un portrait des besoins auxquels nous souhaitons répondre: besoin d'espaces et d'activités favorisant échanges et mixité sociale; valorisation des personnes marginalisées via partage de connaissances et participation à des activités communautaires mobilisantes; sensibilisation et accès à une alimentation équilibrée à prix raisonnable. Un projet sur 3 ans pour créer un espace d'échange dans le quartier des spectacles et avoir un impact positif sur 3 axes: réinsertion sociale et professionnelle de population marginalisée (agir sur pauvreté), ateliers de la semence à l'assiette (contrer désert alimentaire et améliorer la santé) et échange multi-culturel, générationnel et social (partage/apprentissages communautaires). La subvention permettra de rémunérer le/a coordinateur/trice du projet, un plateau travail rémunérant environ 15 personnes et environ 30 artistes/intervenants. Moyens: 1/utiliser et animer lieux déjà cultivés (potager Coup d'Pousse sur terrasse Théâtre Sainte-Catherine +ruelle verte Dufault). Le CRAPAUD propose son potager au pavillon DE UQAM pour impliquer les étudiants. 2/agrandir surfaces potagères, 3 ans 2 ruelles vertes: augmenter surface horticole, embellir centre-ville, contribuer à diminuer les îlots de chaleur et nourrir pollinisateurs. Emplacements seront identifiés avec l'Écoquartier Saint-Jacques, collaborateur pour la ruelle verte Dufault (2018-2019). 3/réinsertion professionnelle et sociale. Créer un plateau travail à l'heure (TAPAJ,Annexe4) pour cueillette et vente avec Cactus et Sac à dos : valoriser et responsabiliser personnes marginalisées et les aider financièrement. Ces collaborateurs apportent l'expertise et un bassin de personnes visées (contexte de rue, dépendances, bien-être social, LGBTQIA+ etc.). OPJ apporte son expertise en réinsertion professionnelle et coaching, aide au recrutement pour certaines responsabilités, plusieurs programmes gouvernementaux. Récoltes : vendues, cuisinées dans la cuisine de Cactus (ateliers de sensibilisation à une cuisine saine et équilibrée), offertes. Ventes financent activités en nutrition et cuisine avec thématiques culturelles. Des ateliers artistiques seront proposés avec un fort lien avec la nature ayant un impact sur le bien-être, la confiance/valorisation des personnes. Nous désirons agir sur les déterminants de l'inclusion en société. (p285, annexe 5)

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Diminuer les déserts alimentaires et aider les citoyens à mieux se nourrir

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
450-700 personnes sur 3 ans qui développent des connaissances en horticulture, apprennent d'où viennent les légumes, leurs bienfaits pour la santé et comment les préparer.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
ateliers - horticulture (entretien et récolte)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	8	2	1	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Atelier nutrition-cuisine

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	7	2	1	10

par_annee	3	7	2	1	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Réinsertion sociale

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Nous voulons favoriser l'insertion sociale des usagés de nos partenaires à travers des ateliers mettant en lien l'art et l'agriculture Urbaine, ainsi qu'à travers des fêtes de quartier et potlucks

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers artistiques et en agriculture urbaine

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	8	2	1	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Fêtes de quartier et potluck à thèmes

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	9	4	1	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Réinsertion Professionnelle

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Grâce aux ateliers et à la production horticole, les usagés pourront désormais avoir une expérience de travail à la revente de ses produits ou paniers.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
À travers des plateaux de travail dédié à la cueillette (modèle tapaj payé à l'heure) = cultivateurs (août-oct) = 10 à 20 personnes

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	12	2	1	14

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
À travers des plateaux de travail dédié à la revente (modèle tapaj payé à l'heure) = vendeurs (août-oct) = 4-8 personnes

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	12	3	1	6

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Coaching OPJ participation à l'action communautaire ("vendeurs" de paniers, responsables d'équipe/tâches particulières)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	17	1	1	1

Mesures des résultats Mesures des résultats	Précision Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 264
Rue: sainte-catherine est
Numéro de bureau:
Code postal: H2X 1L4
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Alimentation
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté
- **S'engager dans un partenariat social et économique - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Partenariats communautaires

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 550
Nb. femmes: 550
Autres identités de genre: 100
Total (H + F + Autres): 1200

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les groupes d'âge

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Toute la population

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Éco-quartier
Précision: Saint-Jaques

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Mentorat		Oui
Prêt d'équipement		Oui
Don de fournitures		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2093 Visitation St
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 3C9

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Opération Placement Jeunesse

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui
Appui financier	1 680 $	Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui

Nom de la personne ressource: Marie-lou Galarneau
Adresse courriel: marielougalarneau@opj.ca
Numéro de téléphone: (514) 281-1030
Adresse postale: 260 St Catherine St E,
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2X 1L4

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Cactus

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources humaines		Oui
Prêt de local		Oui
Appui financier	4 964 $	Oui

Nom de la personne ressource: Noémie Harriet
Adresse courriel: plaisiirscoordo@cactusmontreal.org
Numéro de téléphone: (514) 847-0067
Adresse postale: 1300 rue Sanguinet
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2X 3E7

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Sac à Dos

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Support logistique		Oui
Offre des stages / des emplois		Oui
Expertise-conseil		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 110 Rue Sainte-Catherine E
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2X 1K7

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: CRAPAUD (UQAM)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de terrain		Oui
Ressources humaines		Oui
Expertise-conseil		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 8888, succursale centre-ville
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3C 3P8

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Notre Quartier Nourricier

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 215 Rue Dufresne
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 1L8

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Sentier Urbain

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Mentorat		Oui
Don de fournitures		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1710 Rue Beaudry
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 3E7

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Theatre Sainte-Catherine (le nouveau international)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui
Prêt de terrain		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 264 Rue Sainte-Catherine Est
Ville: Ville de Montréal
Province: QC
Code postal: H2X 1L4

Nom du partenaire: Autofinancement
Précision: Coup d'pousse Montréal

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	9 850 $	Oui
Ressources humaines		Oui
Offre des stages / des emplois		Oui

Nom de la personne ressource: Alexandre Sicard-Roche
Adresse courriel: coupdepoussemtl@gmail.com
Numéro de téléphone: (514) 966-0536
Adresse postale: 5830 chemin de la côte saint-luc
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2X 1L4

Nom du partenaire: Institutions financières
Précision: TD

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	2 000 $	Non

Nom de la personne ressource: Rachel
Adresse courriel: boursestdppgrants@parkpeople.ca
Numéro de téléphone: (416) 583-5776
Adresse postale: 401, rue Richmond Ouest Studio 119, laboratoire de City
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: M5V 3A8

Nom du partenaire: Institutions financières
Précision: Caisse d'économie solidaire Desjardins

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	3 000 $	Non

Nom de la personne ressource: Julie JP Poulin
Adresse courriel: julie.jp.poulin@desjardins.com
Numéro de téléphone: (418) 647-1527
Adresse postale: 2175 Boulevard de Maisonneuve East Bureau 150
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 4S3

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	25 $	15	0 $	31	1	11 625 $
Horticulteur(trice)	20 $	3	0 $	31	1	1 860 $
Intervenant(e)	24 $	6	0 $	31	1	4 464 $
Spécialiste	70 $	2	0 $	17	1	2 380 $
Autre poste : veuillez l'identifier Plateau de travail	15 $	2	0 $	8	14	3 360 $
Artiste	250 $	1	0 $	1	14	3 500 $
Agent(e) de communication	20 $	4	0 $	31	1	2 480 $
Autre poste : veuillez l'identifier VIdéaste	20 $	2	0 $	29	1	1 160 $
Total						30 829 $

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
	Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
		11 644 $	**9 850 $**	
Budget pour le personnel lié au projet				**Solde**
Coordonnateur(trice)	11 625 $	11 625 $	0 $	0 $	0 $
Horticulteur(trice)	1 860 $	0 $	0 $	1 860 $	0 $
Intervenant(e)	4 464 $	900 $	3 564 $	0 $	0 $
Spécialiste	2 380 $	700 $	1 680 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier Plateau de travail	3 360 $	3 300 $	0 $	60 $	0 $
Artiste	3 500 $	3 200 $	0 $	300 $	0 $
Agent(e) de communication	2 480 $	1 250 $	0 $	1 230 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier VIdéaste	1 160 $	0 $	0 $	1 160 $	0 $
Total	**30 829 $**	**20 975 $**	**5 244 $**	**4 610 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	3 953 $	**3 953 $**

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
	Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
		11 644 $	**9 850 $**	
Fournitures de bureau, matériel d'animation	1 000 $	0 $	175 $	**1 175 $**
Photocopies, publicité	250 $	0 $	0 $	**250 $**
Déplacements	225 $	0 $	442 $	**667 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0 $	1 400 $	0 $	**1 400 $**
Assurances (frais supplémentaires)	50 $	0 $	10 $	**60 $**
Autres	0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total	**1 525 $**	**1 400 $**	**4 580 $**	**7 505 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**18,09 %**			
Frais administratifs	**2 500 $**	**0 $**	**660 $**	**3 160 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**7,62 %**			
Total	**25 000 $**	**6 644 $**	**9 850 $**	**41 494 $**

Informations complémentaires

L'adresse de l'organisme est administrativement à Notre-Dâme-de-Grâce, mais nos activités sont 100% sur le territoire de ville-Marie.

Les capsules sur la réalisation de la ruelle Dufault, verte, comestible et animée : https://www.facebook.com/pg/coupdepoussemtl/videos/?ref=page_internal.

L'article de Radio Canada (25 octobre 2019) sonne l'alarme : Les déserts alimentaires toujours aussi présents au Québec : https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1346011/deserts-alimentaires-quebec-carte-villes-regions-fruits-legumes-acces

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Planification et budget projet Coup dPousse_de la semence à l'assiette - (budget total subvention).pdf	*Non applicable*
Planification et budget projet Coup dPousse_de la semence à l'assiette - (budget total détails).pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
lettredappuiCactus.pdf	*Non applicable*
LettreAppui OPJ_CoupdPousse_janv2020.pdf	*Non applicable*
Lettre_appui_Crapaud_CoupdPousse.pdf	*Non applicable*
lettredappuiSAD.pdf	*Non applicable*
Charte_ottawa_France.pdf	*Non applicable*
Policies_and_strategies_to_promote_social_equity_i.pdf	*Non applicable*
A1a_épiceries quartier.PNG	*Non applicable*
A1b_épiceries quartier latin.PNG	*Non applicable*
A2_étude accès aliments santé Mtl.pdf	*Non applicable*
A3_Guidepratique_IntervenirPSapprocheecologique.pdf	*Non applicable*
A4_TAPAJ.pdf	*Non applicable*
A5_Tackling the wider social determinants of health and health inequalities.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
rsolution_signé.pdf	Validité du 2020-01-09

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Alexandre Sicard-Roche	**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

#0204 - PROGRAMME D'INTERVENTION ET D'INCLUSION AUPRÈS D'ENFANTS ET ADOLESCENTS EN DIFFICULTÉ D'ADAPTATION (VERSION 6)

Nom de l'organisme	Mission
Go jeunesse (service des Loisirs St-Jacques)	Go jeunesse aussi connu sous Loisirs St-Jacques (LSJ) est un organisme de bienfaisance reconnu par le ministère du Revenu qui vient en aide aux jeunes et à la population de milieux défavorisés et vulnérables par la pratique quotidienne d'activités éducatives, sportives et culturelles en vue de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le décrochage scolaire, l'isolement et la détresse psychologique.Go jeunesse offre un milieu de vie propice à la découverte et à l'initiation de nouvelles activités. Il offre également une structure d'accueil saine et sécuritaire ainsi qu'un encadrement qui favorise la cohésion sociale, la concertation et le partenariat avec les organismes du milieu ainsi que l'implication citoyenne.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Ville-Marie - MTESS-Ville 2020-2023 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Programme d'intervention et d'inclusion auprès d'enfants et adolescents en difficulté d'adaptation

Numéro de projet GSS: 0204

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Valérie
Nom: koporek
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 872-8021
Numéro de télécopieur:
Courriel: loisirsstjacques@gmail.com

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Valérie
Nom: koporek
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2021-03-31

Date limite de réception du rapport final
2021-05-01

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Les groupes communautaires de l'arrondissement Ville-Marie, Go jeunesse (LSJ), le Centre Poupart et le Centre Ste Catherine d'Alexandrie se joignent pour décrire le contexte dans lequel ils ont été amenés à travailler sur les problématiques vécues au quotidien avec leurs jeunes de 5 à 17 ans. Ils forment désormais le collectif d'organismes de milieu de vie jeunesse. Ils proposent en cette instance un programme visant à soutenir l'Intégration et l'implication constructive des enfants et adolescents en difficulté d'adaptation fréquentant les trois organismes du quartier par l'embauche d'un éducateur spécialisé sénior. Ce dernier outillera les animateurs qui travaillent quotidiennement auprès de plus de 90 jeunes. La clientèle provient pour la majorité de milieux HLM et de logements sociaux (Habitations Jeanne-Mance(HJM)) particulièrement défavorisées et multiculturelles. Elle a un taux important de jeunes avec des difficultés d'adaptation, des troubles du comportement, des troubles d'apprentissage et du spectre de l'autisme. Cela rend donc le journalier difficile tant pour les parents, les écoles (les enseignants) et les animateurs de chaque organisation. Par ailleurs, les écoles primaires, Garneau, Champlain et Marguerite Bourgeoys ainsi que les écoles secondaires, Pierre Dupuy et Jeanne-Mance avec qui nous collaborons durant toute l'année, favorisent l'approche éducative et inclusive de ce programme. La SPVM, qui supporte nos organismes depuis de nombreuses années se rallie également au programme afin de créer les conditions favorables au changement social durable. Le collectif est situé dans l'arrondissement de Ville-Marie et encadre de part et d'autre le territoire de l'est à l'ouest, du faubourg St-Laurent (district St-Jacques) au district Ste-Marie. Sainte Marie et Saint-Jacques sont les territoires de Ville-Marie qui ont respectivement un taux de défavorisation sociale élevé soit de 43% et 41%. La difficulté pour les organisations communautaires à répondre adéquatement aux problématiques majeures des jeunes nécessite l'intervention d'une personne qualifié et adapté sachant répondre aux besoins des jeunes et des familles. La difficulté soulevée par les organisations et auxquelles elles sont confrontées touche essentiellement les problématiques liées à l'intimidation, à la violence verbale, à l'implication négative des jeunes dans les groupes, aux problèmes de comportements ainsi qu'à la difficulté de recruter de nouveaux jeunes (dû à une difficulté d'encadrer ceux présentement en place). Le travail de ce collectif est de répondre aux besoins des jeunes qui vivent l'exclusion, grâce à des programmes intégrateurs, du soutien intensif, une écoute personnalisée, la création d'échange et de liens sociaux forts. Il vise une intervention durable et intégrée dans le milieu.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2021, nos activités permettront d'améliorer les interactions et l'inclusion des jeunes de 6 à 12ans dans le groupe de chacun des trois organismes.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Inclusion des jeunes et en particulier les jeunes filles.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Dépister et/ou prévenir les difficultés d'adaptation.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	5	1	3	3	20

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	Développement et application de différentes méthodes pour favoriser l'Intégration sociale des enfants en difficulté

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	• Développement et application de différentes méthodes pour favoriser l'Intégration sociale des enfants en difficulté

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Renforcer les habilités et l'estime de soi des jeunes;

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Soutien à l'interaction sociale et humaine; interaction auprès de jeunes présentant des troubles de comportements ou de signes de désadaptation sociale ou de délinquance.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	5	1	3	3	20

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	Par l'observation sur le terrain et lors des réunions d"équipe.
Autres, veuillez préciser	Évaluer les obstacles cognitifs, sociaux ou affectifs.

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2021, le programme permettra d'augmenter la qualité et le nombre de participants aux activités ainsi que leur assiduité.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Cultiver des liens.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Travailler et intervenir avec le personnel en place.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	5	1	3	3	3

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Créer et consolider des liens avec les parents afin de valoriser le travail mis en place dans les organismes.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	43	1	1	3	20

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	Création de liens de qualité avec les parents ou tuteurs.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Reconnaissance des forces du milieu.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Soutien de certaines familles à la mobilisation des parents/adultes ou tuteurs avec le personnel en place.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	43	1	1	20	2

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2021, le programme permettra aux animateurs d'être mieux outillés et de mieux comprendre les enjeux et les besoins des jeunes auprès desquels ils interviennent.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Former en continue les animateurs de milieu par des méthodes d'intervention adaptées;

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Interventions individuelles ou de groupes pour soutenir et encadrer les jeunes dans leur implication quotidienne.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	5	1	3	3	20

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 200
Rue: Ontario E
Numéro de bureau: 3004
Code postal: H2X 1H3
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Nom du lieu: Centre récréatif Poupart
No civique: 2421
Rue: La Fontaine
Code postal: H2K 2A1
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Nom du lieu: Centre communautaire de loisirs Ste Catherine d'Alexandrie
No civique: 1700
Rue: Atateken
Code postal: H2L 3L5
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Éducation et santé
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Intégration
- **S'engager dans un partenariat social et économique - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Partenariats communautaires

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 60
Nb. femmes: 35
Autres identités de genre: 0

Total (H + F + Autres): 95

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Minorités ethniques
- Jeunes à risque
- Résidents de logements sociaux

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Informations complémentaires:
Nous avons construit ce projet en tenant compte d'inclure toutes les personnes présentent dans nos organismes sans aucunes distinctions vis à vis de leur genre, ethnie, orientation sexuel, classe ou handicap. Nous souhaitons soutenir le développement et l'inclusion des populations vivant au sein de nos milieux de vie et cela passe par l'acceptation de toutes les personnes y résidant.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Poste de quartier (PDQ), SPVM
Précision: Poste de quartier 21

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1180, Sainte-Élisabeth
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2X 3C4

Nom du partenaire: École
Précision: Ecole primaire Garneau

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1808 Avenue Papineau
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 4J1

Nom du partenaire: École
Précision: École primaire Champlain

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2260 rue Logan
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 4K7

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Corporation des Habitations Jeanne Mance

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 150 rue Ontario Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2X 1H1

Nom du partenaire: École
Précision: Commission Scolaire de Montréal

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3737, Rue Sherbrooke Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1X 3B3

Nom du partenaire: Office municipal d'habitation de Mtl
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5800, Rue Saint-Denis
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2S 3L5

Nom du partenaire: Autofinancement
Précision: Les frais des 3 organismes.

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	116 200 $	Oui

Nom de la personne ressource: Valérie koporek
Adresse courriel: loisirsstjacques@gmail.com
Numéro de téléphone: (514) 872-8021
Adresse postale: #3004
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2X 1H3

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Chargé(e) de projet	20 $	5	16 $	39	1	4 524 $
Éducateur(trice)	25 $	25	100 $	43	1	31 175 $
Animateur(trice)	15 $	20	48 $	40	4	55 680 $
Intervenant(e)	15 $	20	48 $	40	1	13 920 $
Animateur(trice)	13 $	6	12,5 $	40	3	10 860 $
Animateur(trice)	13 $	12	25 $	40	1	7 240 $
Éducateur(trice)	25 $	30	120 $	9	1	7 830 $
Total						131 229 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			0 $	**116 200 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Chargé(e) de projet	4 524 $	4 524 $	0 $	0 $	0 $
Éducateur(trice)	31 175 $	31 175 $	0 $	0 $	0 $
Animateur(trice)	55 680 $	0 $	0 $	55 680 $	0 $
Intervenant(e)	13 920 $	0 $	0 $	13 920 $	0 $
Animateur(trice)	10 860 $	0 $	0 $	10 860 $	0 $
Animateur(trice)	7 240 $	0 $	0 $	7 240 $	0 $
Éducateur(trice)	7 830 $	7 830 $	0 $	0 $	0 $
Total	**131 229 $**	**43 529 $**	**0 $**	**87 700 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Photocopies, publicité		0 $	0 $	1 500 $	**1 500 $**
Déplacements		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	27 000 $	**27 000 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		400 $	0 $	0 $	**400 $**
Total		**400 $**	**0 $**	**28 500 $**	**28 900 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**17,93 %**			
Frais administratifs		**1 071 $**	**0 $**	**0 $**	**1 071 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**0,66 %**			
Total		**45 000 $**	**0 $**	**116 200 $**	**161 200 $**

Informations complémentaires

Le collectif d'organismes de milieu de vie jeunesse se donne pour objectif commun de soutenir durant un an leur clientèle par un programme d'intervention et d'inclusion adapté, d'outiller, d'accompagner les animateurs grâce à la présence d'un éducateur spécialisé. Il souhaite soutenir l'intégration humaine et sociale de jeunes enfants de nos milieux. La situation au sein de notre milieu est alarmante, la fréquence de

faible revenu dans l'arrondissement Ville-Marie est de 39,6% après impôt contre 24,6 % à Montréal. Le nombre de familles issues de l'immigration est également élevé et vient augmenter le nombre de jeunes ayant des difficultés scolaires et sont en décrochage. Le nombre de jeunes des HJM sera encore plus élevé en 2023 (après les rénovations des logements sociaux qui ont débutées en 2011). Cela nous amène donc à nous concentrer sur les besoins actuels et futurs. Afin de préparer une fondation solide de travail et de collaboration, nous devrons mettre en place des balises de fonctionnement auprès des trois groupes partenaires.

Le chargé de projet devra répartir les heures, faire le suivi des fréquentations des activités, participer au plan d'action global avec les trois groupes, faire le rapport des activités telles que présentées dans le formulaire pour le présent projet, réaliser un guide d'accompagnement pour le personnel à venir. Il sera en quelque sorte le chef d'orchestre. Il veillera à ce que les trois organisations travaillent ensemble, organisent des rencontres mensuelles et se dotent d'outils de partage pour des résultats optimaux. Les trois organismes mettront en place un groupe de travail auquel s'articuleront les méthodologies employées en vue des résultats visés. Ils travailleront sur la réalisation d'un plan d'action concerté et spécifique ainsi qu'un calendrier de rencontres et d'échanges.

L'éducateur spécialisé aura pour objectif de développer des plans d'intervention et d'éducation auprès des 6/12 ans afin de répondre aux besoins de chaque organisation en fonction des problématiques observées et d'intervenir en situation de crises. Il travaillera approximativement 448 H dans l'année au sein de chaque organisme, incluant les rencontres mensuelles avec le chargé de projet pour mettre en place le plan d'action.

Le recrutement de cet éducateur se fera de concert avec les représentants des organismes. Ils travailleront sur la description de tâches, les livrables et le plan d'intervention selon les besoins des milieux. Le chargé de projet aura la mission d'assurer un bon suivi et une bonne intégration du personnel spécialisé au sein des organisations tout au long de l'année. Le programme mis en place est un projet pilote que nous voulons réaliser sur 1 an test et si cela est une réussite nous souhaitons reconduire le projet pour 3ans afin de maximiser les ressources financières, matériels et humaines et préparer ainsi une fondation solide qui permettra au collectif d'évaluer les impacts et d'en multiplier les effets. Aussi, il sera en mesure de partager les connaissances et la vision commune auprès de potentiels bailleurs pour pérenniser les activités découlant du projet. Nous espérons donc pouvoir embaucher du personnel sénior; Le programme que nous voulons mettre en place est une première dans l'arrondissement Ville-Marie puisqu'il souligne les besoins et les défis des organismes de milieu dans la gestion d'une clientèle aux prises avec des difficultés d'intégration, d'adaptation. Il est un levier d'impact positif. Nous savons que l'impact social de notre travail ainsi que les mesures prises pour les atteindre sera déterminant dans la façon de gérer nos organisations de demain. Les milieux sensibles devront tirer profit des meilleurs pratiques en diversité sociale, en inclusion, en équité, en soutien et responsabilité collective si nous voulons faire avancer les organismes et rejoindre les personnes qui en ont le plus besoin. Elles devront relever de nombreux défis et travailler en vue de créer de la valeur ajoutée pour le bien de leurs clientèles et leurs bénéficiaires.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
prévision budgetaire MTESS-VILLE 2020-2023.pdf	*Non applicable*
Budget Détaillé, le 2020-01-23 à 13.36.15.png	*Non applicable*
MTESS-Ville Budget révisé.xlsx	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Appui École CRP Champlain MVILLE-2020.pdf	*Non applicable*
Appui MTESS-ville-SPVM.pdf	*Non applicable*
lettre appui HJM MTESS-Ville 2019.pdf	*Non applicable*
Lettre d'appui Garneau.pdf	*Non applicable*
Lettre d'appui OMH.pdf	*Non applicable*
Lettre d'appui - CSDM.docx.pdf	*Non applicable*
Lettre appui Table 6-12ans.jpeg	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
resolution 2020 go jeunesse.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Valérie koporek	**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Engagement.jpeg

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

#1031 - DE LA RACINE À LA VILLE: LE COULOIR VERT (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
Innovation Jeunes (sous Direction Chrétienne inc.)	La mission d'Innovation Jeunes est d'offrir un espace communautaire aux jeunes et aux familles qui résident ou fréquentent le centre-ville afin de favoriser leur intégration harmonieuse à la vie scolaire, familiale et sociale.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Ville-Marie - MTESS-Ville 2020-2023 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: De la racine à la ville: le couloir vert

Numéro de projet GSS: 1031

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Jenna
Nom: Smith
Fonction: Directeur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 843-3996
Numéro de télécopieur:
Courriel: jsmith@direction.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Jenna
Nom: Smith
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-07	2022-10-15

Date limite de réception du rapport final
2022-11-15

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Le nouveau portrait du quartier Peter-McGill constate que "le reste du secteur (sans le Mont-Royal) compte une faible présence de parcs et espaces verts, soit une concentration de 0,5 ha/1000 habitant...Il est à souligner que la rareté d'espaces verts dans le sud du quartier en fait également un secteur plus vulnérable aux événements climatiques comme les vagues de chaleur et les pluies abondantes...Sur le territoire de Peter-McGill excluant le Mont-Royal, c'est 41,7 % de la surface qui est soumise à des températures considérées comme très chaudes par l'Institut national de santé publique du Québec. À titre comparatif, seulement 20,4 % de l'île de Montréal est dans la même situation."

De plus, la concertation locale affirme des manques en espaces extérieurs et espaces verts. Cela explique les déficiences dans le sentiment d'appartenance au quartier ressenti par les jeunes et les familles. Le Comité d'Action Jeunesse a établi l'objectif suivant : « Que les jeunes et les familles développent un attachement au quartier grâce à des interventions pertinentes à leurs besoins. » Les initiatives en agriculture urbaine pour jeunes sont nommées comme axe d'action. Interaction Peter-McGill affirme dans ses objectifs « avoir accès à une plus grande étendue d'espaces verts ».

Nous proposons, pour les trois prochaines années, d'approfondir nos initiatives en agriculture urbaine par l'approche de l'engagement communautaire. Nous ferons ceci afin d'inclure tous les divers acteurs du quartier (résidents, familles, jeunes, personnes en détresse, organismes, institutions, marchands) dans l'appropriation de l'espace public et des lieux verts, et pour promouvoir l'inclusion et la mixité positive entre les populations diverses, les saines habitudes de vie, et l'autonomie alimentaire.

Précisément le projet mettra en valeur le Couloir Vert, composé de 5 ou 6 sites verts ou d'agriculture urbaine (éparpillé dans le quartier mais tous accessible à pied les uns aux autres). Ce couloir vert fera l'objet d'une grande initiative de sensibilisation auprès du public. Seront inclues des activités pour engager les citoyens:

- Un stage en agriculture urbaine pour jeunes défavorisés

- Des clubs de jardinages pour enfants

- Un programme de paniers d'Agriculture Soutenue par la communauté

-Une présence intentionnelle au Square Cabot par le biais de jardinage des espèces indigènes et patrimoniaux.

- Des consultations communautaires avec éducatrice environnementale pour la création d'une forêt nourricière au Square Cabot.

- La création de matériel pédagogique et interprétatif, ainsi que des ateliers de saine alimentation autour des jardins.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Les populations diverses de Peter-McGill augmenteront leur engagement envers les espaces verts

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
50 familles par année participeront directement aux activités liées au couloir vert

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Fête de lancement de la saison

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

par_annee	1	1	4	1	250

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Club de petits jardiniers de Peter-McGill

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	6	1	2	2	8

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Club des petits jardiniers du Foyer pour Femmes Autochtones

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	6	1	2	3	6

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Le programme de paniers d'Agriculture Soutenue par la Communauté aura quinze membres adhérants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Les jeunes stagiaires organiseront la récolte, l'assemblage et la distribution des paniers

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	1	12	6	1	8

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Les membres chercheront leurs paniers à un point de chute dans le Couloir Vert

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	1	12	3	1	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Fête de la clôture des paniers

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	4	1	250

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	volume de récoltes, tailles des paniers
Autres, veuillez préciser	Assiduité des membres

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
200 personnes assisteront au consultations communautaires pour les espaces verts

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Activité de quartier: "imaginons notre forêt nourricière"

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	2	1	3	3	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Sessions de découverte et de sélection des espèces indigènes au Square Cabot

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	1	3	3	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Consultation communautaire: nommer les souhaits et les peurs pour les jardins de Peter-McGill

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	2	1	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Consultation avec les Services à la Famille Chinoises du Grand Montréal pour la création d'un jardin asiatique

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	3	1	12

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Les jeunes et les enfants en situation d'exclusion auront accès à des activités favorisant leur bien-être et à leur intégration à la vie communautaire

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Huit jeunes 14-20 ans feront des stages en pré-employabilité dans les jardins urbains

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Établissement des objectifs et d'un plan d'intervention

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	2	2	1	8

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Plateaux de travail établi avec activités de formation pour les jeunes

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	10	4	4	2	4

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers de formation en pré-employabilité et en techniques de jardinages pour stagiaires

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	10	1	2	2	4

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Activités pour enfants en transformation des récoltes

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	6	1	2	3	5

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Sessions de cuisine avec les récoltes pour enfants, jeunes et résidents

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	3	1	3	3	6

Mesures des résultats	Précision

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Le quartier jouira d'une visibilité augmentée de ses espaces verts

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
1000 personnes seront sensibilisées et mobilisées autour du couloir vert de Peter-McGill

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Les jeunes jardiniers représenteront le Couloir Vert aux Vendredis Autochtones du Square Cabot

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	6	1	2	1	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Animations et sessions d'interprétation avec éducatrice environnementale au Square Cabot

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	10	1	4	5	5

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers ouverts au grand public pour la création d'affiches ou panneaux interprétatifs pour le couloir vert

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semestre	3	1	2	5	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Installation des panneaux interprétatifs aux divers sites du couloir vert

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	6	1	8

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
La création d'une forêt nourricière sera entamée et implantée sur un plan de trois ans

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ligne de temps et plan d'action pour une forêt nourricière dans la goutte sud-est du Square Cabot

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	5	1	6

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Activités de plantation, transformation de l'espace, plans d'aménagement et entretien

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	15	1	4	5	6

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Création du nouveau jardin en bacs au Café de la Maison Ronde: le jardin d'aromathérapie indigène

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	12	1	2	5	6

Mesures des résultats Mesures des résultats	Précision Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Évaluation de la qualité, du progrès et de l'impact sur la communauté de la forêt nourricière (propreté, entretien des lieux, etc...)

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Création et maintien du couloir vert avec 5-6 sites dans le quartier (Café Maison Ronde, Goutte du Square, Église Évangel, Université Concordia, Stationnement De La Montagne, Square Victoria)

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ouvrir les sites et entretien régulier avec jeunes stagiaires, bénévoles, résidents et collaborateurs

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	4	2	12	4

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 2205
Rue: rue Tupper
Numéro de bureau:
Code postal: H3H 1Z4
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Nom du lieu: Square Cabot

Nom du lieu: Université Concordia
No civique: 1395
Rue: René Lévesque
Code postal: H3G 2M5
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Nom du lieu: Stationnement Coin Boulevard Maisonneuve et De la Montagne

Nom du lieu: Jardins Versailles

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Aménagement
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Diversité sociale
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Engagement social et communautaire

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 125
Nb. femmes: 125
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 250

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)
- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Populations autochtones
- Personnes issues de l'immigration
- Jeunes à risque

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: Division des sports, des loisirs et du développement social (Programme PIMJ)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Liaison travaux publiques et DRSP pour la forêt nourricière		Oui
Appui financier	5 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: Roxanne Dufour
Adresse courriel: roxanne.dufour@montreal.ca
Numéro de téléphone: (514) 868-4163
Adresse postale: 800 boulevard de Maisonneuve Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4L8

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Foyer des Femmes Autochtones

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: Confidentiel
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3H 2K2

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Destination Centre-Ville

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	4 000 $	Oui
Prêt de terrain		Oui

Nom de la personne ressource: Cristina D'arienzo
Adresse courriel: cdarienzo@destinationcentreville.com
Numéro de téléphone: (514) 398-9438
Adresse postale: 2000 rue Peel
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3A 2W5

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: L'Itinéraire - Café de la Maison Ronde

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2103 Ste- Catherine
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 2H9

Nom du partenaire: Entreprise privée
Précision: Arboplus

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	5 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: Michaël Pinard
Adresse courriel: mpinard00@gmail.com
Numéro de téléphone: (514) 227-8097
Adresse postale: Blainville
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: J7C 6B4

Nom du partenaire: Institution d'enseignement supérieur
Précision: Université Concordia

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de terrain		Oui
Prêt d'équipement		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1395 Boulevard René Lévesque
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3G 2M5

Nom du partenaire: Congrégation religieuse
Précision: Église Évangel

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de terrain		Oui
Prêt d'équipement		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2152 Rue Ste-Catherine Ouest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3H 1M7

Nom du partenaire: Gouvernement du Canada
Précision: Service Canada Emplois d'été

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	12 000 $	Non

Nom de la personne ressource: Chantal Perras
Adresse courriel: chantal.perras@servicecanada.gc.ca
Numéro de téléphone: (438) 892-0274
Adresse postale: 1001 Boul de Maisonneuve est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4P9

Nom du partenaire: Fondation
Précision: Fondation des Cent Degrés/M361

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	5 000 $	Non

Nom de la personne ressource: Steve Lottinville
Adresse courriel: slottinville@m361.ca
Numéro de téléphone: (819) 370-6688
Adresse postale: 301-1610 rue Bellefeuille
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: G9A 6H7

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Directeur(trice)	25 $	8	22,5 $	20	1	4 450 $
Coordonnateur(trice)	17 $	20	55,48 $	24	1	9 491,52 $
Horticulteur(trice)	14,5 $	35	55,48 $	20	1	11 259,6 $
Autre poste : veuillez l'identifier Éducatrice environnementale	14 $	35	55,48 $	10	1	5 454,8 $
Intervenant(e)	18 $	12	50,06 $	10	1	2 660,6 $
Total						33 316,52 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			31 000 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Directeur(trice)	4 450 $	4 450 $	0 $	0 $	0 $
Coordonnateur(trice)	9 491,52 $	7 046,32 $	2 445,2 $	0 $	0 $
Horticulteur(trice)	11 259,6 $	3 259,6 $	8 000 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier Éducatrice environnementale	5 454,8 $	0 $	5 454,8 $	0 $	0 $
Intervenant(e)	2 660,6 $	2 210,6 $	450 $	0 $	0 $
Total	**33 316,52 $**	**16 966,52 $**	**16 350 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		2 440 $	11 700 $	0 $	**14 140 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		750 $	1 050 $	0 $	**1 800 $**
Photocopies, publicité		200 $	1 000 $	0 $	**1 200 $**
Déplacements		0 $	400 $	0 $	**400 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		250 $	0 $	0 $	**250 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total		**3 640 $**	**14 150 $**	**0 $**	**17 790 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**32,94 %**			
Frais administratifs		**2 393 $**	**500 $**	**0 $**	**2 893 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**5,36 %**			
Total		**22 999,52 $**	**31 000 $**	**0 $**	**53 999,52 $**

Informations complémentaires

Qu'est ce qu'une forêt nourricière? C'est une "méthode de jardinage s'inspirant de la forêt naturelle dans ce qu'elle a de meilleur à nous offrir. C'est un type de verger diversifié composé de vivaces, d'arbustes et d'arbres qui, à maturité a besoin de peu de fertilisation ou d'arrosage et de très peu d'entretien pour produire une abondance de récoltes diverses. C'est de l'aménagement comestible et utile pour toutes les échelles de jardin." (designecologique.ca) Il s'agirait d'une toute première pour le centre ville de Montréal. Nous sommes présentement en démarches avec la Division des sports et loisirs, les travaux publics et la DRSP pour s'assurer que le sol au Square Cabot peut contenir une telle initiative. C'est un chantier qui prendrait trois ans pour être compléter. Voici un échéancier pour l'an 1 (saison 2020):

• Janvier 2020 : collecte de fonds • Février-avril 2020 : consultations communautaires + processus participatif d'imagination intergénérationnelle, analyse du sol (de la « goutte d'eau »)

• Mai 2020 : Pour la « goutte d'eau » : enlèvement de la végétation existante, amorcer le processus de remise en état biologique, évaluation complète du site, carte de l'orientation du soleil, mesurer les arbres, recherche des sources d'eau. Ensuite, installation des bacs d'agriculture urbaine (le jardin d'aromathérapie indigène) au café de la maison ronde et sur Lambert Closse.

Fête de lancement de la saison.

• Juin-août 2020 : remise en état biologique, consultations communautaires + jours de travail, évaluation de la vulnérabilité, approvisionnement des parcours + signalisation + bancs + installation de la promenade dans la « goutte d'eau »+ création d'enseignes avec artiste autochtone. Ateliers hebdomadaires avec enfants et jeunes de Peter-McGill.

• Septembre 2020 : processus participatif de conception, remise en état biologique, recrutement d'un concepteur de site Internet. Fête de clôture de la saison.

• Octobre 2020 : « fermeture » du site (c'est-à-dire, préparer pour l'hiver), approvisionnement en plantes et arbres + arbres, amorce du processus de conception de la signalisation.

Plan B si la forêt nourricière ne peut être crée au Square Cabot: Le couloir Vert verra néanmoins le jour. Tous les aspects du projet auront lieu, mais nos activités de consultations communautaires, et les animations avec une éducatrice environnementale auront lieu au Café de la Maison Ronde et à un des sites dans le couloir. Nous favoriserons des marches de quartier, et une présence sur les médias sociaux afin de sensibiliser les citoyens sur la présence des jardins et espaces verts dans leur quartier. Nous sommes également en exploration avec Destination Centre-Ville pour l'obtention des lieux supplémentaires. Nous sommes en dialogue avec l'Église Marie Reine du Monde, un site qui pourrait abriter une forêt nourricière. Pareillement, le "Petit Montréal" de Destination Centre Ville pourrait également devenir un autre site pour le couloir vert.

Club des Petits Jardiniers de Peter-Mcgill: Nous tiendrons deux clubs par semaine; le premier aura lieu à Concordia pour les enfants et les garderies avoisinantes. Le deuxième aux Jardins Versailles qui desservira surtout les enfants qui résident au Foyer des Femmes Autochtones.

Capacité de l'organisme à porter ce projet: Cela fait maintenant plus 6 ans qu'Innovation Jeunes gère des espaces verts et des programmes en agriculture urbaine. Nous avons l'expérience organisationnelle pour entreprendre un projet d'envergure dans l'aménagement et l'engagement communautaire. Nos deux employées en agriculture ont assisté à plusieurs formations sur l'agriculture soutenue par la communauté et sur la création d'une forêt nourricière. Nous avons également une banque de mentors et d'experts à qui on peut faire appel s'il y a des défis ou des problèmes dans le projet. Nous avons également de bons partenaires qui nous guideront dans notre intégration dans la vie du Square Cabot.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Budget détaillé Le couloir vert.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Rapport Étape-Final 2019-2020.xls - Compatibility Mode.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Letter of collaboration NWSM.pdf	*Non applicable*
Destination Centre Ville .pdf	*Non applicable*
Arboplus lettre d'appuie.pdf	*Non applicable*
Concordia VA .pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Ville de Montréal - motion annuelle - 12 novembre 2019 - extrait de p.-v..pdf	Validité du 2019-11-11

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Jenna Smith	**Fonction:** Directeur(trice)

Engagement du répondant

Nom du fichier
IMG_5870.JPG

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

#0923 - SERVICE DE DÉMÉNAGEMENT POUR FEMMES À RISQUES OU EN SITUATION D'ITINÉRANCE (VERSION 4)

Nom de l'organisme	Mission
La Fondation du refuge pour femmes Chez Doris	Chez Doris est un organisme de bienfaisance offrant un refuge de jour, sept jour sur sept, pour les femmes en difficulté. La maison leur fournit des repas, un répit, des vêtements, des activités sociaux-récréatives et des services pratiques dans un environnement sécuritaire et accueillant. Entre 2020 et 2021, la mission de Chez Doris sera élargie et offrira trois nouveaux services: accès à des repas gratuits le soir, un refuge de nuit d'urgence avec accès à 22 lits et une résidence permanente comprenant 26 studios.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Ville-Marie - MTESS-Ville 2020-2023 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Service de déménagement pour femmes à risques ou en situation d'itinérance

Numéro de projet GSS: 0923

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Marina
Nom: Boulos-Winton
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 937-2341
Numéro de télécopieur: (514) 937-2417
Courriel: marina.boulos@chezdoris.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Marina
Nom: Boulos-Winton
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-05-18	2021-01-25

Date limite de réception du rapport final ⓘ
2021-02-25

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Du 18 mai 2020 au 25 janvier 2021, Chez Doris offrira un programme de déménagement et d'accompagnement au logement. L'accompagnement se fera de façon individuelle et ciblé sur les besoins des femmes afin de sécuriser un logement et de le meubler. La clientèle cible sera des femmes et ou femmes monoparentales à faible revenu, en situation d'itinérance ou à risque de le devenir.

Nous proposons de lancer ce nouveau projet du 18 mai 2020, afin de profiter de la période de l'année, où il y a une meilleure offre de logements. De plus, il sera plus favorable de commencer la recherche de logement plus tôt dans l'année et ainsi augmenter les chances de trouver un logement avant les mois d'hiver. D'ici la fin de ce projet, le salaire de l'intervenante sera intégré à l'équipe de Chez Doris.

Présentement, entre 20 % et 30 % de notre clientèle est sans-abris et toutes vivent sous le seuil de la pauvreté. Considérant qu'en 2018-2019, nous avons servis 1 539 femmes différentes, il s'agit d'un nombre considérable de femmes qui pourraient bénéficier de ces services.

Nos statistiques démontrent que depuis le mois d'août 2019, 74 femmes étaient activement à la recherche d'un refuge pour la nuit. D'après notre expérience, les femmes seules et monoparentales subissent de grandes difficultés financières, sortir d'un refuge et trouver un logement, payer des frais de déménagement ainsi qu'à meubler leur appartement.

Une intervenante sera engagée afin d'offrir un support dans la recherche de logement ainsi que de l'accompagnement. Elle aidera les futures locataires à obtenir des meubles usagés et gratuit ainsi que d'autres objets essentiels pour s'installer en appartement. Elle effectuera des visites et fournira un service de suivi. L'intervenante sera aussi présente lors du déménagement afin d'en assurer le bon déroulement.

Les femmes ayant besoin d'un support de gestion financière pourront avoir accès à notre programme déjà existant. Une fois installé dans leur logement, ces femmes auront aussi accès à des rencontres individuelles avec des étudiants de la faculté de droit de l'Université McGill qui les informeront de leurs droits et obligations comme locataires.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici janvier 2021, 12 femmes itinérantes ou à risque seront installées dans un logement adéquat.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Diminution du nombre de femme en situation d'itinérance.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rechercher et obtenir l'accès immédiat à un logement permanent.

Fréquence de	Nombre de	Nombre de fois par	Durée en heures de	Nombre de	Nombre de

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	9	20	5		

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Accompagnement lors des visites de logement.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	36	5	2		

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Aider les futures locataires à se procurer des meubles et autres objets essentiels pour établir une résidence.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	9	20	2		

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici janvier 2021, 12 femmes auront gagnées en autonomie et en indépendance.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Améliorer la situation économique et/ou de travail des 12 femmes du projet.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Participation au programme de gestion financière de Chez Doris qui les aidera à mieux gérer les sommes dont elles disposent.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	36	1	1	1	1

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Accompagnement selon les besoins des participantes. (Psychologique, recherche d'emploi, etc.)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	36	1	1		

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir des ateliers de développement des compétences (ouverts à davantages de femmes).

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	9	1	1	1	6

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 1430
Rue: Chez Doris
Numéro de bureau:
Code postal: H3H 2A7
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Habitation
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté
- **S'engager dans un partenariat social et économique - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Partenariats communautaires

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 0
Nb. femmes: 30
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 30

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)
- Personnes aînées (65 ans et plus)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Personnes seules
- Familles monoparentales

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes issues de l'immigration
- Personnes sans abris

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Immigrants depuis plus de 5 ans
- Réfugiés et demandeurs d'asile

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI) / Emploi et Développement social Canada
Précision: Intervenantes du programme gestion financière de Chez Doris

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1430 rue Chomedy
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3H 2A7

Nom du partenaire: École
Précision: Université McGill (stages étudiants)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources humaines		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 845 Rue Sherbrooke Ouest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3A 0G4

Nom du partenaire: Entreprise privée
Précision: Future Electronics

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Don de fournitures		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 237 Boul Hymus
Ville: Pointe-Claire
Province: Québec
Code postal: H9R 5C7

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Transition Project

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Aide à la recherche d'emploi		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1350 Sherbrooke St West, suite 1105
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3G 1J1

Nom du partenaire: Fondation
Précision: Divinart Foundation

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Don de fournitures		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: .
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: X1X 1X1

Nom du partenaire: Commandites / Dons privés
Précision: CN

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	5 958,2 $	Oui

Nom de la personne ressource: Mélanie Allaire
Adresse courriel: melanie.allaire.@cn.ca
Numéro de téléphone: (514) 399-7694
Adresse postale: 935 Boul. de La Gauchetière Ouest, 15e étage
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3B 2M9

Nom du partenaire: Autofinancement
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	8 021,48 $	Oui

Nom de la personne ressource: Marina Boulos-Winton
Adresse courriel: marina.boulos@chezdoris.org
Numéro de téléphone: (514) 937-2341
Adresse postale: 1430, rue Chomedey
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3H 2A7

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Intervenant(e)	21 $	35	124,95 $	36	1	30 958,2 $
Total						30 958,2 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			5 958,2 $	8 021,48 $	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Intervenant(e)	30 958,2 $	25 000 $	5 958,2 $	0 $	0 $
Total	**30 958,2 $**	**25 000 $**	**5 958,2 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	4 800 $	**4 800 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		0 $	0 $	1 760 $	**1 760 $**
Photocopies, publicité		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Déplacements		0 $	0 $	1 461,48 $	**1 461,48 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total		**0 $**	**0 $**	**8 021,48 $**	**8 021,48 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**20,58 %**			
Frais administratifs		**0 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**0 %**			
Total		**25 000 $**	**5 958,2 $**	**8 021,48 $**	**38 979,68 $**

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Budget préliminaire_v2.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Chez Doris_Résolution_27012020_2.docx	Validité du 2020-01-27

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Marina Boulos-Winton	**Fonction:**

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20200127-050209 (1).pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

#0812 - PARENTESE (PARENT ENGAGÉ AU SOUTIEN DE SON ENFANT) (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
La Relance Jeunes et Familles (RJF) inc.	Permettre à chaque enfant de partir à chances égales dans la vie

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Ville-Marie - MTESS-Ville 2020-2023 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: ParentESE (Parent Engagé au Soutien de son Enfant)

Numéro de projet GSS: 0812

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Benoit
Nom: DeGuire
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 525-1508
Numéro de télécopieur:
Courriel: direction@relance.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Benoit
Nom: DeGuire
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2023-03-31

Date limite de réception du rapport final ⓘ
2023-05-01

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Le programme ParentESE de La Relance Jeunes et Familles s'inscrit dans une volonté collective d'agir à long terme, de manière soutenue et concertée auprès des enfants les plus vulnérables, en intervenant sur les dimensions individuelles et collectives des difficultés de leurs parents. ParentESE est un projet concerté qui a été choisi et priorisé par la Table de concertation 0-5 ans des Faubourgs pour répondre aux objectifs de son plan d'action 2017-2020. Ce plan d'action collectif est mis en œuvre par un comité formé de porteurs individuels dont la coordonnatrice des programmes et services de La Relance, Kathy Letellier, fait partie. Dans ce contexte, le programme ParentESE profite donc d'outils fournis par la Table 0-5 ans, afin d'assurer le suivi et l'évaluation, dans le but d'atteindre les objectifs visés par ce plan d'action global.

Le contexte socio-économique dans lequel ParentESE est implanté dessert une large part de la population du Centre-Sud et du Faubourg Saint-Laurent qui vit sous le seuil du faible revenu. Dans un souci d'inclusion et d'intégration, il est important de soutenir et d'accompagner les familles aux prises avec des difficultés et des facteurs de stress importants qui risqueraient de compromettre le bon développement et le bien-être des enfants. Le défi réside dans l'atteinte de ces familles isolées et vulnérables parfois difficiles à rejoindre.

La Relance Jeunes et Familles mise sur son programme ParentESE pour cibler les parents démunis dans le but de leur faire découvrir les ressources disponibles à proximité, leur permettre de tisser un réseau d'entraide, et leur proposer des outils pratiques afin de les aider à assumer le mieux possible leur rôle et leurs responsabilités parentales. Leurs enfants âgés de 0 à 5 ans fréquentent peu ou pas les centres de la petite enfance, manquent de stimulation, et leur retard de développement est un enjeu préoccupant à leur entrée à la maternelle. Leurs enfants âgés de 6 à 12 ans fréquentent les écoles primaires qui s'avèrent être parmi les plus défavorisées de la CSDM, et ont des besoins particuliers auxquels il est important de s'attarder pour soutenir leur persévérance scolaire et favoriser le développement de leur potentiel.

Les ateliers et activités du programme ParentESE répondent spécifiquement aux besoins des parents et visent le renforcement de la capacité d'agir (empowerment) des familles. La nature multifactorielle des problématiques familiales impose une diversité d'interventions. Le programme ParentESE doit donc déployer une vaste programmation, aussi variée que pertinente, en partenariat avec de nombreux organismes et partenaires du milieu.

Dans l'équation entre l'amélioration de la qualité de vie des familles défavorisées du quartier et le réflexe de veiller au bien-être des enfants, un programme d'éducation populaire et de développement des compétences parentales comme celui de ParentESE a un impact positif déterminant.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Améliorer la capacité d'agir (empowerment) des parents et améliorer le bien-être des enfants

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmenter le nombre de parents rejoints et leur fréquence de participation (Rejoindre plus de 50 parents et qu'au moins 25 d'entre eux participent à plus d'un (1) atelier au courant de l'année)

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
24 Ateliers YAPP (3 séries de 8 ateliers concernant le développement, le comportement, la sécurité, le corps, les parents et les émotions)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	7	4	3	3	12

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
36 ateliers en dyade parent-enfant en classes préscolaires (maternelle 1 - école JBM / maternelle 2 - école JBM / classe 4 ans - école Champlain / maternelle - école Champlain)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	9	1	2	4	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Diminuer l'isolement et augmenter l'intégration à un réseau d'entraide, en particulier chez les parents allophones

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
36 rencontres "Café causerie"

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	9	4	3	36	6

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
30 Ateliers "Multilingue - stimulation du langage" en dyade parent-enfant

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	10	3	3	3	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmenter la connaissance des ressources disponibles à proximité dans le quartier

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Visite de 7 ressources dans le quartier

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	7	1	3	7	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
5 sorties familiales

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	5	1	3	5	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 2200
Rue: Parthenais
Numéro de bureau:
Code postal: H2K 3T4
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Nom du lieu: École primaire Jean-Baptiste-Meilleur
No civique: 2237
Rue: Fullum
Code postal: H2K 3P1
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Nom du lieu: École primaire Champlain
No civique: 2260
Rue: Logan
Code postal: H2K 4K7
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Nom du lieu: Coup de pouce Centre-Sud
No civique: 2338
Rue: Ontario Est
Code postal: H2K 1W1
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Nom du lieu: Maison Adrianna
No civique: 2500
Rue: Ste-Catherine Est
Code postal: H2K 2K2
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Nom du lieu: Sentier Urbain
No civique: 1710
Rue: Beaudry
Code postal: H2L 3E7
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Nom du lieu: Bibliothèque Frontenac
No civique: 2550
Rue: Ontario Est
Code postal: H2K 1W7
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Nom du lieu: Quartier Nourricier
No civique: 2215
Rue: Dufresne
Code postal: H2K 1L8
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Nom du lieu: CPE Kiri
No civique: 2349
Rue: de Rouen
Code postal: H2K 1L8
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Nom du lieu: CPE Fleur de Macadam
No civique: 105
Rue: Ontario Est
Code postal: H2X 1G9
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Nom du lieu: Association sportive et communautaire Centre-Sud
No civique: 2093
Rue: de la Visitation
Code postal: H2L 3C9
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Nom du lieu: Bibliiothèque St-Ambroise
No civique: 2093
Rue: de la Visitation
Code postal: H2L 3C9
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Nom du lieu: Centre Sainte-Catherine d'Alexandrie
No civique: 1700
Rue: Atateken
Code postal: H2L 3L5
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Nom du lieu: Centre Jean-Claude-Malépart
No civique: 2633
Rue: Ontario Est
Code postal: H2K 1W8
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Intégration
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Engagement social et communautaire
- **S'engager dans un partenariat social et économique - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Partenariats communautaires

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 18
Nb. femmes: 52
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 70

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Personnes issues de l'immigration
- Jeunes à risque

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
L'approche de La Relance Jeunes et Familles est en parfaite adéquation avec l'ADS+ puisque la prise en compte des particularités et des besoins propres à chaque personne est au cœur même de toutes nos interventions.

Sur le plan logistique, La Relance s'est d'ailleurs doté d'un outil informatique qui permet l'analyse de la clientèle et le suivi individuel de chaque personne en fonction de ses particularités et besoins. L'objectif est d'assurer l'inclusion de chaque personne et la personnalisation de nos interventions.

Le comité de parents de La Relance est fréquemment consulté quand vient le temps d'élaborer et planifier la programmation destinée à une clientèle parent.

La Relance siège sur la Table de concertation 0-5 ans des Faubourgs ainsi que sur la Table 6-12 ans du Centre-Sud et s'inspire des recommandations exprimées dans leurs plans d'action concertés.

De plus, pour inclure davantage les papas, puisque la notion de coparentalité est un enjeu important, l'équipe d'intervention de La Relance a suivi une formation professionnelle dans le but de raffiner son approche et réussir à engager les papas.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Gouvernement du Canada
Précision: Agence de la santé publique du Canada

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	4 644,28 $	Oui

Nom de la personne ressource: Sylvie Ngaleu
Adresse courriel: sylvie.ngaleu@canada.ca
Numéro de téléphone: (514) 283-2390
Adresse postale: 200 boulevard René-Lévesque Ouest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2Z 1X4

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: Table de concertation 0-5 ans des Faubourgs

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	4 595,08 $	Oui

Nom de la personne ressource: Salia Couture Dumais
Adresse courriel: projet_table05@hotmail.com
Numéro de téléphone: (514) 244-4933
Adresse postale: 2015a rue Fullum
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 3N5

Nom du partenaire: Autofinancement
Précision: Part assumée par La Relance Jeunes et Familles

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	26 521,40 $	Oui

Nom de la personne ressource: Benoit DeGuire
Adresse courriel: direction@relance.org
Numéro de téléphone: (514) 525-1508
Adresse postale: 2200 rue Parthenais
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 3T4

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	30 $	2	9,6 $	44	1	3 062,4 $
Intervenant(e)	22,3 $	35	124,82 $	44	1	39 834,08 $
Aide-animateur(trice)	18,2 $	10	29,12 $	44	1	9 289,28 $
Total						52 185,76 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			9 239,36 $	**26 521,4 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Coordonnateur(trice)	3 062,4 $	0 $	0 $	3 062,4 $	0 $
Intervenant(e)	39 834,08 $	19 919 $	3 995,08 $	15 920 $	0 $
Aide-animateur(trice)	9 289,28 $	4 645 $	4 644,28 $	0 $	0 $
Total	**52 185,76 $**	**24 564 $**	**8 639,36 $**	**18 982,4 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		200 $	0 $	500 $	**700 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		700 $	600 $	0 $	**1 300 $**
Photocopies, publicité		330 $	0 $	330 $	**660 $**
Déplacements		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		2 206 $	0 $	2 209 $	**4 415 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total		**3 436 $**	**600 $**	**3 039 $**	**7 075 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		171,8 %			
Frais administratifs		**2 000 $**	**0 $**	**4 500 $**	**6 500 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		100 %			
Total		**30 000 $**	**9 239,36 $**	**26 521,4 $**	**65 760,76 $**

Informations complémentaires

Mis sur pied en 2011, ParentESE (Parent Engagé au Soutien de Ses Enfants) est un programme gratuit de formation et développement des compétences parentales qui s'adresse aux parents d'enfants de 12 ans et moins

Les objectifs du programme chez les parents participants sont les suivants :

> Briser l'isolement, créer des liens, s'entraider

> Comprendre le fonctionnement et les particularités du système d'éducation et de la société québécoise

> Définir et mettre en place des conditions gagnantes pour les enfants

> Favoriser le lien parent-enfant

> Découvrir les ressources disponibles dans le quartier et développer un lien de confiance avec celles-ci pour augmenter le réflexe de saisir les opportunités de soutien aux familles et ultimement pour augmenter l'envie de s'impliquer dans la vie communautaire

> Améliorer les conditions de vie et les perspectives d'avenir des familles du quartier

La programmation se déroule dans plusieurs endroits stratégiques afin de rejoindre la clientèle ciblée. Les ateliers se tiennent au siège social de La Relance ainsi que dans des locaux prêtés par des organisations partenaires, notamment les écoles primaires.

De très nombreux partenaires collaborent à promouvoir le programme en diffusant et en affichant le calendrier pour informer leur clientèle de la tenue des ateliers ParentESE, ce qui a pour effet de contribuer au recrutement de nouveaux participants. (une liste exhaustive des partenaires autres que financiers est disponible en pièce jointe plus loin).

Aux ateliers se greffent un service de garde ainsi qu'un service de traduction simultanée assurée par les Femmes-Relais du CRIC.

ParentESE offre un réel soutien aux parents du quartier, brise leur isolement, leur permet de développer leurs compétences parentales, enrichit leurs connaissances, les informe des ressources existantes, leur partage de précieux conseils et leur fournit des outils pratiques.

La proximité de l'équipe d'intervention de La Relance avec la clientèle visée permet de proposer des contenus réellement pertinents en fonction des besoins et des enjeux en perpétuelle évolution (et ADS+). Cela dit, les thématiques abordées portent principalement sur :
> les besoins de base de la famille

> les ressources à proximité

> la francisation

> le développement de l'enfant

> la préparation des tout-petits en vue de l'intégration à la maternelle

> l'implication parentale dans le processus scolaire des enfants

En complément, des ateliers d'information, des activités en dyade parent-enfant et des sorties familiales sont également proposés, notamment lors des congés pédagogiques. Cet éventail d'options permet aux parents de choisir une ou des formations en fonction de leurs préoccupations et de leurs intérêts. Les sujets captivants motivent souvent les parents à participer à plusieurs ateliers. Des effets inattendus sont même observés. Au-delà de bâtir des ponts entre la famille et l'école, selon le témoignage de certains participants, ParentESE s'avère l'élément déclencheur d'un processus de transformation qu'ils décident d'amorcer dans l'espoir de surmonter leurs difficultés et d'améliorer leurs conditions de vie.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Budget détaillé.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Lettre_Rapport 2018_Annie Gauthier_6 mars 2019.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Lettre appui_école JBM_23 janvier 2020.pdf	*Non applicable*
Programmation ParentÈSE 2020-2021.pdf	*Non applicable*
offre de service ParentESE 2020-2021.pdf	*Non applicable*
Contribution des partenaires autre que financière.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
2019-12-04 Résolution - MTESS Ville 2020.pdf	Validité du 2019-12-04

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Benoit DeGuire	**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Formulaire d'engagement signé par Benoit Deguire.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

#1005 - FAVORISER L'INCLUSION SOCIALE ET L'AMELIORATION DE QUALITÉ DE VIE DE PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ (VERSION 4)

Nom de l'organisme	Mission
Les Valoristes coopérative de solidarité	Notre mission est de favoriser et appuyer, dans une approche de gestion inclusive et participative, la récupération de matières consignées, recyclables et réutilisables par les Valoristes*, ainsi que de faire connaître et reconnaître l'importance de leur contribution sociale et environnementale. Valoristes: Pour notre coopérative de solidarité, ce terme définit les hommes et les femmes, presque invisibles, ayant une difficulté à intégrer ou à réintégrer le marché du travail conventionnel et qui récoltent les matières consignées, recyclables et réutilisables des poubelles, de la récupération et des espaces publics en échange d'argent.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Ville-Marie - MTESS-Ville 2020-2023 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Favoriser l'inclusion sociale et l'amelioration de qualité de vie de personnes en situation de pauvreté

Numéro de projet GSS: 1005

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Marica
Nom: Vazquez Tagliero
Fonction: Coordonnateur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 836-0640
Numéro de télécopieur:
Courriel: maricatagliero@cooplesvaloristes.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Marica
Nom: Vazquez Tagliero
Fonction: Coordonnateur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-05-11	2022-04-30

Date limite de réception du rapport final ⓘ
2022-05-31

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

La collecte informel des contenants consignés par les valoristes (récupérateurs informelles) dans les espaces publics de l'arrondissement Ville-Marie est une activité quotidienne d'une population vivant sous le seuil de la pauvreté. Pour cette population, l'argent collecté par cette activité sert pour arrondir leur fin de mois, évitant ainsi de se retrouver en situation d'itinérance.

Pauvreté et itinérance : Diminution des opportunités de « petits boulots » permettant d'aller chercher des revenus d'appoint pour souvent ne pas tomber en situation d'itinérance. Le ramassage de consignes en échange d'argent constitue une de ces dernières options légales de « petit boulot ». L'étude datant de 2015 du Groupe interuniversitaire et interdisciplinaire de recherche sur l'emploi, la pauvreté, et la protection sociale (GIREPS, UdeM), a bien défini la population que consiste les Valoristes montréalais: ce sont majoritairement des hommes âgés de 50 ans et plus et d'origine québécoise. 20 % sont en situation d'itinérance et 40% d'entre eux ont déjà connu une situation d'itinérance (incluant l'itinérance cyclique et situationnelle). L'argent de la consigne échangée sert, pour 44% des répondants, à payer les dépenses de base comme le logement, la nourriture, les vêtements, le transport et les soins. Un autre 20% utilise cet argent pour payer les dépenses de base, mais arrive aussi à compléter le financement de certains « extras ».

Exclusion sociale: Discrimination / « pénalité du pauvre » : le valoriste a plus de difficulté à récupérer l'entièreté du montant de sa consigne comparé au client « traditionnel », et ce, à cause de barrière établie par certains détaillants : refus du retour du montant de la consigne, quantité ou montant maximum, obligation de consommer, refus de compter, horaires, contenants refusés, etc. Les valoristes sont une population en situation de marginalité

Stigmatisation : les valoristes sont souvent associés directement à « l'itinérance » alors que leur travail permet justement à la plupart d'entre eux d'éviter de tomber dans la rue. Selon l'étude du GIREPS, 1 sur 5 valoristes sont des sans-abris. Ils se font" accusés" d'être des vagabonds, des "rats de rue" en pratiquant leur activité.

Problèmes de santé / charges sociales pour la collectivité : Selon l'étude du GIREPS, 62% des répondants ont affirmé avoir d'importants problèmes de santé nuisant à leur employabilité.Sur le terrain, nous avons constaté les problèmes de santé suivant: toxicomanie, santé mentale, mobilité réduite et limite fonctionnelle majeure. Plusieurs nous ont témoigné que la collecte des contenants permet une amélioration de leur santé physique par les déplacements qu'exige la collecte, La participation aux activités organisée par la coop a un impact positif sur les habitude de consommation ainsi que leur santé mentale en général.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Développer un sentiment d'appartenance, d'acceptabilité et de dignité en offrant des services chaleureux et adaptés aux réalités des valoristes au centre-ville de Montréal toute l'année.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)

Faciliter et appuyer l'activité au 300 valoristes dans un endroit sécuritaire et chaleureux, moins de compétition- plus de coopération. Sensibilisation aux dangers de l'activité.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

2020: Offrir un dépôt consigne pendant 4-6 mois dans le centre-ville. À partir de 2021: Offrir un dépôt consigne pendant 12 mois (permanent) dans le centre-ville,

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	4	8	3	100

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Journée sensibilisation: don des 30-50 gants

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	1	1	7	1	50

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Journée d'activité communautaire

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	4	1	75

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Repas communautaire- BBQ

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	5	1	75

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Par la documentation des témoignages par notre équipe.

IMPACT(S) VISÉ(S)

Inclusion des valoristes dans les opérations et la gestion du dépôt consigne comme salarié ou comme bénévole de façon permanente.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Donner des opportunités de travail aux valoristes qui sont des vrais experts dans la gestion de matières résiduelles: inclusion, estime de soi et appartenance.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
2020, Offrir 1-3 postes de travail aux valoristes,

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	4	8	1	2

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
2020, Offrir 4-10 postes de travail bénévole avec dedommagement pendant les opérations du dépôt consigne

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	4	8	1	6

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Sous le pont Jacques Cartier

Nom du lieu: Sur le trottoir du Complexe Desjardins(coin Bleury et René Lévesque)

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Travail
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Engagement social et communautaire

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 250
Nb. femmes: 50
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 300

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)
- Personnes aînées (65 ans et plus)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Personnes seules

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Personnes sans abris
- Personnes ayant des problèmes de toxicomanie

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Informations complémentaires:
Cependant, nous documentons sur une base régulière, le sexe et taux de participation des valoristes au dépôt consigne depuis 2015. À noter, qu'une étude plus approfondie s'élargissant à d'autres arrondissements, pourrait venir compléter un portrait plus global de la situation. Par exemple, nous avons constaté que dans l'arrondissement Hochelaga-Maisonneuve plusieurs femmes monoparentales exercent cette activité. Nous constatons également que de plus en plus de gens issues de l'immigration collectent des contenants pour leur subsistance, etc.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Institutions financières
Précision: Desjardins et Caisse d'économie solidaire Desjardins

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	17 843 $	Oui

Nom de la personne ressource: Julie Poulin
Adresse courriel: julie.jp.poulin@desjardins.com
Numéro de téléphone: (418) 647-1527
Adresse postale: 155, boul. Charest Est Bureau 500
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: G1K 3G6

Nom du partenaire: Gouvernement du Québec
Précision: RECYC-QUÉBEC

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	20 900 $	Oui
Autres : précisez Plan stratégique		Oui

Nom de la personne ressource: Alexis Eisenberg
Adresse courriel: a.eisenberg@recyc-quebec.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 352-5002
Adresse postale: 141, avenue du Président-Kennedy, 8e étage
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2X 1Y4

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Coop Les Valoristes

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	20 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: Marica Vazquez Tagliero
Adresse courriel: maricatagliero@cooplesvaloristes.ca
Numéro de téléphone: (514) 836-0640
Adresse postale: 2.42 - 1710 r. Beaudry
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 3E7

Nom du partenaire: Gouvernement du Canada
Précision: Société des ponts Jacques Cartier et Champlain inc

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de terrain		Non

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1225, RUE ST-CHARLES O
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: J4K 0B9

Nom du partenaire: Entreprise privée
Précision: Complexe Desjardins

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de terrain		Non
Autres : précisez Financement du dépôt mobile		Non

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 150 Rue Sainte-Catherine O
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2X 3Y2

Nom du partenaire: YMCA
Précision: Travaux compensatoires

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources humaines		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1440, rue Stanley
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3A 1P7

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Agent(e) de terrain / de milieu	15 $	32	79,2 $	22	1	12 302,4 $
Travailleur(euse) social(e)	17 $	8	21,76 $	22	1	3 470,72 $
Autre poste : veuillez l'identifier Dédommagement pour les valoristes qui travail ponctuellement	12,5 $	3	0 $	18	12	8 100 $
Coordonnateur(trice)	17,5 $	32	92,4 $	26	1	16 962,4 $
Total						40 835,52 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			58 743 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Agent(e) de terrain / de milieu	12 302,4 $	6 000 $	6 302 $	0 $	0,4 $
Travailleur(euse) social(e)	3 470,72 $	0 $	3 470,72 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier Dédommagement pour les valoristes qui travail ponctuellement	8 100 $	4 000 $	4 100 $	0 $	0 $
Coordonnateur(trice)	16 962,4 $	0 $	16 963 $	0 $	-0,6 $
Total	**40 835,52 $**	**10 000 $**	**30 835,72 $**	**0 $**	**-0,2 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	12 907,28 $	0 $	**12 907,28 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Photocopies, publicité		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Déplacements		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	15 000 $	0 $	**15 000 $**
	Total	**0 $**	**27 907,28 $**	**0 $**	**27 907,28 $**
	% maximum =	20 %			
	% atteint =	**40,01 %**			
Frais administratifs		**1 000 $**	**0 $**	**0 $**	**1 000 $**
	% maximum =	20 %			
	% atteint =	**1,43 %**			
	Total	**11 000 $**	**58 743 $**	**0 $**	**69 743 $**

Informations complémentaires

La Coopérative, Les Valoristes vient de compléter son plan stratégique de trois ans (DEC2019). Ce plan était financé et supervisé par RECYC-QUÉBEC.

La Coop a la prévision d'avoir des fonds propre que seront réinvesti dans sa mission et ses opérations. Voir budget détaillé en annexe. Ces contrats sont toujours en négociation.

Le financement de la Ville de Montréal de 7500$ s'applique au développement de notre collecte des contenants consignés dans les entreprises, institutions et événements estivaux (Festival de jazz, Francofolies, Juste pour rire, La Fierté, etc.). En effet, nous offrons (toujours en développement) un service de collecte de dons des contenants dans les institutions, commerces et institutions (ICI) sur une base annuelle. La coopérative offre également un service de centre de tri mobile lors d'événements montréalais. Ce service a débuté en 2018 (C2 Mtl 2018-2019, La Fierté 2019). Les valoristes sont invités à participer à ces activités.Nous sommes présentement en période de négociation avec l'équipe Spectra afin d'établir une entente de service pour les 3 événements du qui se dérouleront au Quartier des Spectacles 2020. Ces services deviennent d'importantes sources de financement pour la coopérative.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Ville-Marie Mtl-AlliancesSolidarité2018-2023-Budget.xlsx	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
RAPPORT_Depot-Consigne-Final2019.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
REVEU-DE-PRESS_2018-2019.docx	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
30-resolution_VILLE-MESS-2018-2023.pdf	Validité du 2020-01-24

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Marica Vazquez Tagliero	**Fonction:** Coordonnateur(trice)

Engagement du répondant

Nom du fichier
engagement2020.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

#0692 - SERVICE SPORTIF D'INCLUSION SOCIALE - GYM ALTERNATIF (YMCA CENTRE-VILLE) (VERSION 4)

Nom de l'organisme	Mission
Les YMCA du Québec	Les YMCA du Québec tiennent pour mission de bâtir des communautés plus fortes en offrant des occasions d'épanouissement et de vie active, saine et engagée pour tous. Par l'intervention communautaire et la sensibilisation, Dialogue soutient depuis 1997 les personnes en situation ou à risque d'itinérance dans le centre-ville de Montréal afin de les accompagner dans leur intégration sociale et communautaire en favorisant une prise de pouvoir autonome sur leur vie. L'équipe intervient comme ressource pivot dans le repérage, la liaison et l'accompagnement de personnes désaffiliées au plan social, en retrait des institutions et du réseau de la santé et des services sociaux, dans une optique de complémentarité et de continuité dans l'offre de services.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Ville-Marie - MTESS-Ville 2020-2023 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Service sportif d'inclusion sociale - Gym alternatif (YMCA Centre-ville)

Numéro de projet GSS: 0692

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Art
Nom: Campbell
Fonction: Directeur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 849-8393
Numéro de télécopieur: (514) 849-2411
Courriel: art.campbell@ymcaquebec.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Stéphane
Nom: Vaillancourt
Fonction: Président(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2023-03-31

Date limite de réception du rapport final
2023-05-01

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

En concertation avec les autres acteurs du milieu travaillant auprès des populations vulnérables, en situation ou à risque d'itinérance, plusieurs constats ont été observés:

- Les populations vulnérables se retrouvent souvent dans des situations d'isolement social et d'ennuie où il est difficile d'imaginer reprendre sa place au sein de la société.
- Plusieurs personnes itinérantes utilisent des services qui occupent le début ou la fin de journée, mais peu d'activités sont offertes le jour. En plus des souffrances physiques et émotionnelles, le stress et la dépression font partie de leur quotidien.
- Les différents programmes de réinsertion sociale offrent peu ou pas de soutien quant à la gestion du stress, au bien-être physique et des saines habitudes de vie.
- N'ayant que peu de mixité sociale possible, ces personnes se retrouvent en vase clos, sans relation avec le monde à l'extérieur de la rue, ce qui a pour effet d'ancrer les différentes problématiques chez la personne.

Afin de répondre à ces observations, le service a été mis sur pied en 2014 au YMCA Guy-Favreau et en janvier 2020 il a dû être déménagé suite à la fermeture du centre, au Y Centre-ville, de janvier à mars 2020. Il propose deux grands volets d'activités aux personnes vulnérables et en situation d'itinérance :

1. la pratique des sports d'équipe (Basketball, volleyball...)
2. la pratique d'activités physiques individuelles et collectives (Piste d'athlétisme, piscine, bain tourbillon, conditionnement divers : TRX, Corde à danser, élastique, cardiovasculaire, etc.)

Les participants ont accès gratuitement aux installations du YMCA de 14h à 16h du lundi au vendredi. L'intervenant sur place fait aussi des interventions psychosociales auprès des participants afin de les soutenir dans leurs démarches d'intégration sociale. Il peut donner des billets de transport aux participants lorsque c'est nécessaire.

Afin d'élargir l'offre de service de ce projet, nous avons déjà une entente avec la clinique de chiropractie de l'Accueil Bonneau. Une à deux fois par année, une intervenante de l'Auberge Madeleine vient donner des ateliers d'exploration corporelle aux femmes vulnérables, à titre bénévole. Un bénévole vient aussi donner une clinique de course à pied (voir lettre d'appui). L

es participants y ont accès en même temps que les membres réguliers afin de favoriser la mixité sociale et l'inclusion. De plus, les "objets perdus" ou abandonnés par les membres du YMCA sont donnés aux participants qui ne peuvent pas s'acheter le matériel sportif nécessaire (chandail, short, souliers...).

Enfin, alors qu'elle demeure une pratique novatrice peu documentée en itinérance, l'activité physique améliore significativement l'état de santé globale, la qualité de vie et l'inclusion sociale des personnes sans domicile fixe. C'est de cette vision s'est développé le Gym alternatif dans un contexte favorisant l'adoption d'un mode de vie sain alternatif et la réintégration progressive d'un monde extérieur à la rue.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Permettre une participation active dans 325 activités sportives alternatives à la rue, en mixité sociale, à 380 personnes vulnérables par année

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Au moins 380 personnes (10 de plus chaque année) aient eu accès à au moins 325 activités sportives gratuitement (sports d'équipe ou entrainement individuel) chaque année

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir des activités d'une durée de 2h, 5 jours par semaines pour du conditionnement physique et activités de groupe, en mixité avec les membres réguliers des YMCA.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	325	1	2		

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Viser l'inclusion et le sentiment d'appartenance auprès des personnes itinérantes et populations moins desservies (autochtones, femmes...) et adapter les services à leurs besoins..

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Avoir contacté et rencontré au moins 8 organismes spécifiques par année tels que les refuges et centres de jours des populations ciblées et avoir adapté nos activités à leurs besoins.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir et présenter l'offre d'activités sportives dans au moins 8 organismes spécifiques afin de rejoindre toutes les populations ciblées (Autochtone, femmes, jeunes...)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1			8	

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Passer un questionnaire aux intervenants et clients de la ressource afin de mieux comprendre les besoins de la clientèle et pouvoir adapter notre offre de service.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee				8	

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir des activités adaptées (ex. cours de danse pour les femmes) aux intérêts et besoin des personnes ciblées

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	325	1	2		

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Améliorer la santé (mentale et physique) et favoriser la réinsertion sociale de participants.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Avoir eu un impact sur la santé (mentale et physique, le sommeil, stress, etc...) de 15 personnes

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Évaluer l'impact qualitatif en passant et analysant le questionnaire après 3, 20 et 60 présences au Gym Alternatif

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

par_annee	3				100

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Par le biais d'intervention, favoriser la réinsertion sociale en soutenant les participants dans leurs démarches.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Soutenir les participants dans leurs démarches de réinsertion sociale en offrant différents types d'interventions psychosociales (800) pendant et après l'activité physique

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	800				380

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 1435
Rue: Drummond
Numéro de bureau:
Code postal: H3G 1W4
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Culture, sports et loisirs
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Diversité sociale
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 355
Nb. femmes: 20
Autres identités de genre: 5
Total (H + F + Autres): 380

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)
- Personnes aînées (65 ans et plus)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Personnes seules
- Familles monoparentales

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Personnes sans abris
- Personnes ayant des problèmes de toxicomanie

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Informations complémentaires:
L'ensemble des données statistiques sont collectées et analysées en fonction des genres. Les pratiques d'intervention et les projets développés sont notamment adaptés en fonction de la prévalence des femmes dans la communauté itinérante et des besoins spécifiques aux femmes ou selon les normes sociales de genre. De plus, nous tenons compte des différences de genre et de la discrimination que certains groupes peuvent faire face, tel que les autochtones ou les non-binaires afin de les référer aux places mieux adaptés à leurs besoins.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: YMCA
Précision: Frais des locaux (serviette, savons...), supervision, équivalent prix membership (12)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	17 640,92 $	Oui

Nom de la personne ressource: Éric Trudel
Adresse courriel: eric.trudel@ymcaquebec.org
Numéro de téléphone: (514) 849-8393
Adresse postale: 1440 Stanley, 6e étage
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3A 1P7

Nom du partenaire: Centraide
Précision: Frais de supervision

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	27 168,52 $	Oui

Nom de la personne ressource: Michel Forgue
Adresse courriel: michel.forgue@ymcaquebec.org
Numéro de téléphone: (514) 848-8393
Adresse postale: 493 Rue Sherbrooke Ouest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3A 1B6

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: L'Accueil Bonneau

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources humaines		Oui
Références		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 427 Rue de la Commune E
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2Y 1J4

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Mission Old Brewery

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Références		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 915 Rue Clark
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2Z 1J2

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Maison du Père

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Références		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 550 Boulevard René-Lévesque E
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 2L3

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Mission Bon Accueil

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Références		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1490 rue St-Antoine Ouest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3C 1C3

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Le Sac-à-dos (Action-Réinsertion)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Références		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 110 Rue Sainte-Catherine E
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2X 1K7

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Projet Logement Montréal (PLM)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Références		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 550 Boulevard René-Lévesque E
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 2L3

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Prima Danse

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources humaines		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5600 Rue Hochelaga Bureau 24
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1N 3L7

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Les ateliers de la course à pied (ACP)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources humaines		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 7217 rue Chabot
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2J 2K7

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Intervenant(e)	19,8 $	35	164,83 $	52	1	44 607,16 $
Superviseur(e)	29,55 $	2	17,08 $	52	1	3 961,36 $
Entraîneur(neuse) sportif(ive)	20 $	1	3,6 $	52	1	1 227,2 $
Total						49 795,72 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			44 809,44 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Intervenant(e)	44 607,16 $	21 400 $	23 207,16 $	0 $	0 $
Superviseur(e)	3 961,36 $	0 $	3 961,36 $	0 $	0 $
Entraîneur(neuse) sportif(ive)	1 227,2 $	0 $	1 227,2 $	0 $	0 $
Total	**49 795,72 $**	**21 400 $**	**28 395,72 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		50 $	50 $	0 $	**100 $**
Photocopies, publicité		6 $	0 $	0 $	**6 $**
Déplacements		1 044 $	0 $	0 $	**1 044 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	5 760 $	0 $	**5 760 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	9 000 $	0 $	**9 000 $**
Total		**1 100 $**	**14 810 $**	**0 $**	**15 910 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**22,79 %**			
Frais administratifs		**2 500 $**	**1 603,72 $**	**0 $**	**4 103,72 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**5,88 %**			
Total		**25 000 $**	**44 809,44 $**	**0 $**	**69 809,44 $**

Informations complémentaires

Le financement est demandé pour un poste à temps plein (35h) car des activités sportives, découlent plusieurs demandes de démarches, accompagnement en cour, au niveau médical, visite d'appartements, etc. D'ailleurs, afin de combler une partie de demande et de s'assurer que le service est toujours ouvert comme prévu, nous avons fait une demande pour un intervenant PIVOT qui peut remplacer l'intervenant du Gym alternatif au Centre-ville et celui au YMCA Du Parc (2e point de service offert).

Le salaire de l'entraîneur est pour les programmes d'entrainement fait aux participants qui veulent une évolution dans leur entrainement.

Un questionnaire d'évaluation de l'impact est distribué aux participants à 3 reprises afin d'être en mesure de connaitre l'impact du service sportif d'inclusion sur plusieurs sphères de leur vie (santé, sommeil, liens sociaux, consommation...). Les intervenants des différentes ressources sont invités à venir participer aux activités sportives afin de faciliter et d'augmenter leurs liens de confiances avec les participants.

Ce projet est en cohérence avec le Plan d'action intersectoriel en itinérance de la région de Montréal (2015-2020), il s'inscrit sous l'orientation de l'adaptation des programmes d'insertion sociale de l'Axe 4 – L'éducation, l'insertion sociale et l'insertion socioprofessionnelle. Plus précisément à: - l'objectif 22 : « Poursuivre le développement de projets de réinsertion et d'employabilité adaptés aux besoins des personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir » (p. 32) - la mesure 88 par (a) la création et le renforcement ainsi que (b) la concertation de partenaires et ressources en lien avec le parcours d'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation d'itinérance. - la mesure 85 axée sur l'établissement de parcours exploratoires de réinsertion sociale auprès des personnes à risque d'itinérance (p. 31) - la mesure 109 liée aux travaux compensatoires (p. 37).

Enfin, nous répondons directement à 3 des priorités mentionnées dans le cadre de référence de l'Arrondissement Ville-Marie soit: · Inclusion et intégration des différentes clientèles · Sécurité alimentaire, santé et saines habitudes de vie · Projets visant à diminuer les problématiques socio-urbaines (ex : itinérance, toxicomanie).

Enfin, une étude a été réalisée au frais du YMCA, en 2019 par le département de Kinésiologie de l'Université de Montréal, afin d'évaluer l'impact du service et de valider les intérêts de diverses clientèles afin d'adapter le service dans les années futures. Il a été démontré qu'il favorise la réinsertion sociale des participants vulnérables ainsi que le développement de saines habitudes de vie. Ex, plusieurs participants ont diminué ou cessé leur consommation de drogues/alcool. Plusieurs pistes ont aussi été révélées afin de mieux combler les besoins des femmes et des personnes autochtones.

*Une vidéo promotionnelle du service a été réalisée avec les participants du Gym qui avait lieu à Guy Favreau depuis 2014 et qui aura maintenant lieu au YMCA Centre-ville. Vous pouvez la visionner sur Youtube: https://www.youtube.com/watch?v=F2FAFTuXuNs

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Gym Alternatif- Rapport final 2018-2019 signé.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Lettre d'appui Gym - Acc. Bonneau.pdf	*Non applicable*
Lettre d'appui Gym - ACP - Ateliers course à pied - Theophil Haberstroh.pdf	*Non applicable*
Lettre d'appui Gym - PLM.pdf	*Non applicable*
Lettre d'appui Gym - PrimadanseSigné.pdf	*Non applicable*
Lettre d'appuie générale - OBM, MBA, MdP, AB signée.pdf	*Non applicable*
lettreYMCA- sac-a-dos.pdf	*Non applicable*
Dépliant Dialogue 2016.pdf	*Non applicable*
YMCA Dialogue - Rapport d'activités 2018.pdf	*Non applicable*
Lettre de demande - 2020-2021.pdf	*Non applicable*
assurances-Ville de Montreal_QUE31_YMCA.pdf	*Non applicable*
Le Gym alternatif, un service novateur .2019.pdf	*Non applicable*
assurances-Ville de Montreal_QUE31_YMCA-CV.pdf	*Non applicable*
ymca_fr Rapport annuel 2018.pdf	*Non applicable*
Registraire des entreprises - État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises.pdf	*Non applicable*
Lettre patentes 2007 11.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Convention des signataires de contrats 2019-2020.pdf	Validité du 2019-03-27

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Stéphane Vaillancourt	**Fonction:**

Engagement du répondant

Nom du fichier
Engagement CV.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

#0250 - LES FORCES DES JEUNES MÈRES (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
Mères avec pouvoir (MAP) Montréal	Venir en aide aux femmes cheffes de famille monoparentales avec enfants de la naissance à 5 ans à faible et modeste revenu et travailler avec elles afin de soulager leur pauvreté et de faciliter leur intégration sociale et professionnelle en leur offrant, par le biais d'une approche intersectorielle, des conditions favorables au succès de leur démarche, dont un service de garde éducatif, des logement sociaux transitoires et les services de soutien individuel et collectif incluant entre autres des activités éducatives et accompagnement personnel.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Ville-Marie - MTESS-Ville 2020-2023 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Les forces des jeunes mères

Numéro de projet GSS: 0250

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Valérie
Nom: Larouche
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 282-1882
Numéro de télécopieur: (514) 282-9044
Courriel: valerie.larouche@meresavecpouvoir.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Valérie
Nom: Larouche
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2023-03-31

Date limite de réception du rapport final
2023-05-01

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Notre projet s'adresse aux mères de 25 ans et moins qui s'impliquent activement dans un projet de vie socioprofessionnel, démontrant une capacité de s'engager auprès de son enfant en s'occupant de son logement et en investissant auprès d'elle-même, ses forces et ses capacités. Dans le quartier comme à Montréal, peu de ressources s'adressent aux jeunes mères. Les enjeux de persévérance scolaire, d'emploi, de monoparentalité, de logement, de finances qu'elles vivent sont connu auprès des Tables du quartier comme du milieu de la recherche. Les familles ciblées dans ce programme représentent plusieurs nationalités, ont au moins un diagnostique en santé mentale et ont vécu au moins une forme de violence ou d'abus. Des organisations et partenaires de l'ensemble de Montréal (comme les membres du ROEJF) nous ont partagé leur difficulté à rejoindre et intervenir avec cette population et nous sommes engagés à travailler avec ces femmes l'empowerment, offrir de la formation et augmenter la connaissance de soi par une approche centrée sur les forces de caractère. Ainsi, les facteurs de protection chez l'enfant sont renforcés tout en instaurant une culture valorisant la persévérance scolaire dès la petite-enfance: un moteur ancré dans notre communauté. Nous accueillons et accompagnons des femmes cheffes de familles monoparentales avec enfants de la naissance à 5 ans, pour une période de 3 à 5 ans. L'objectif principal des femmes qui adhèrent à notre mission est de réaliser un projet de vie socioprofessionnel. Ici, tous les enfants font la transition scolaire alors que les femmes terminent leurs études ou retournent sur le marché du travail. Nous avons divers programmes offerts à nos membres dont dont celui "jeunes mères" pour les mamans de 17 à 25 ans. Grâce à la notion de "projet" nous avons pu essayer diverses formules pour valider l'approches centrée sur les "Forces de caractères". Il faut savoir que les jeunes mères ont des besoins plus costauds à plusieurs niveaux, qu'elles sortent à peine de l'adolescence et sont en transition à la vie adulte. Bon nombre d'entre elles n'ont pas grandie auprès de leur famille naturelle mais plutôt en Centre jeunesse pour l'ensemble de leur enfance ou pour une période. Ce programme est d'autant plus précieux dans ce contexte où la notion de famille est vacillante et c'est pourquoi il en tient compte en assurant un suivi individuel fréquent, des activités de groupe et des sorties éducatives, ludiques, culturelles ou politiques. Ces activités ont pour but de contribuer à leur développement personnel comme femme, comme mère, comme citoyenne et étudiante/travailleuse visant le maintient aux études ou en emploi. Un aspect incontournable pour y arriver est le développement des forces de caractère et l'estime de soi: quel que soit le plan d'action, le but ou les moyens utilisés les forces de caractère et l'estime de soi sont centraux dans la réussite de leurs projets de vie.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

A la fin du projet, l'ensemble des mères de 26 ans et moins connaitront leurs forces de caractères et auront un meilleure estime d'elles-même

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Maintient aux études ou au travail à plus de 80% de l'horaire prévu pour plus de 80% des mères

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Formations d'une durée de 1h30 à 2h, 2 fois par mois, 8 mois par an dans nos locaux ou ailleurs dans le quartier

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	8	2	2	6	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontre individuelle hebdomadaire d'une durée de 1h, 8 mois par an à domicile ou au bureau

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	30	1	1	6	15

par_semaine	30	1	1	6	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les mères peuvent identifier des forces de caractère qu'elles possèdent

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Programmation d'activité de groupe entre mères et parent/enfant à Mères avec pouvoir et autres lieux de l'arrondissement

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	6	1	2		12

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontre d'un comité des jeunes mères où exprimer son opinion et prendre part aux décisions concernant la communauté Mères avec pouvoir

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	7	1	2	5	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Chacune des femmes tient un cahier de bord sur ses forces de caractère

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	32	1	1	6	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les mères savent de quelle manière se manifestent leurs forces de caractère

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Elles prennent en charge une activité ou une animation chacune

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semestre	2	1	1	2	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rédaction d'un carnet

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	12	1	1	2	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Les mères sont positives et engagées dans leur communauté

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les femmes ont un grand sentiment d'appartenance au groupe donc sont moins isolées

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Comité d'accueil des nouvelles participantes et fêtes des réussites

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semestre	2	1	3	2	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Duo gagnant des nouvelles participantes (accueil et marrainage)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	8	2	1	12	4

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les mères ont un sentiment de bien-être significatif et peuvent parler positivement d'elles-même

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Mur des réussites, des souhaits et des gratitudes

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	12	1	1	1	40

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Identifier des objectifs fixés et atteints, en individuel et en groupe

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	10	1	2	2	10

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 2015
Rue: Fullum
Numéro de bureau: A
Code postal: H1W 2Z6
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Éducation et santé
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Intégration
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 20
Nb. femmes: 60
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 80

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Décrocheurs scolaires
- Résidents de logements sociaux

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Toutes les femmes accueillies à Mères avec pouvoir bénéficient du même soutien "minimal", c'est à dire une fois par mois, et selon leurs besoins, cela peut être plus d'une fois par semaine. Elles sont accueillies sans égard à leurs projets de vie, leur provenance, leur âge, leur origine et aucune priorisation n'est effectué. Elles se soumettent aux même critères de sélection et arrivées ici tout est mis en place pour favoriser la réussite de leur projet: service de garde pour les activités, repas, gratuité des activités, ensemble des activités sur le site ou a proximité, frais de transport remboursés pour toute activités à l'extérieur, horaire flexible et varié des activités... En autant que possible, nous tentons d'éviter les changements d'intervenantes pour faciliter le lien de confiance et accompagnons les femmes dans les rdv où elle le veut bien.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Centre de la petite enfance (CPE)
Précision: CPE du Carrefour

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources humaines		Oui
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2021 Fullum
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 3N5

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: Table 05

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2015 A rue Fullum
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 3N5

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Boscoville

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 10950 boul Perras
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1C 1B3

Nom du partenaire: Commandites / Dons privés
Précision: TelUs

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	10 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: Marine Groulx
Adresse courriel: marine.groulx@telus.com
Numéro de téléphone: (514) 665-3246
Adresse postale: 630, René-Lévesque Ouest, 21e étage
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3B 1S6

Nom du partenaire: Autofinancement
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	5 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: Valérie Larouche
Adresse courriel: admin@meresavecpouvoir.org
Numéro de téléphone: (514) 282-1882
Adresse postale: 2015 A rue Fullum
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 3N5

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Intervenant(e)	23,75 $	32	80 $	52	1	43 680 $
Animateur(trice)	18 $	3	5 $	20	1	1 180 $
Éducateur(trice)	21 $	3	7 $	26	1	1 820 $
Total						46 680 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			10 000 $	**5 000 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Intervenant(e)	43 680 $	32 000 $	10 000 $	1 680 $	0 $
Animateur(trice)	1 180 $	0 $	0 $	1 180 $	0 $
Éducateur(trice)	1 820 $	700 $	0 $	1 120 $	0 $
Total	**46 680 $**	**32 700 $**	**10 000 $**	**3 980 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		652 $	0 $	950 $	**1 602 $**
Photocopies, publicité		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Déplacements		0 $	0 $	70 $	**70 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total		**652 $**	**0 $**	**1 020 $**	**1 672 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**3,39 %**			
Frais administratifs		**1 000 $**	**0 $**	**0 $**	**1 000 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**2,03 %**			
Total		**34 352 $**	**10 000 $**	**5 000 $**	**49 352 $**

Informations complémentaires

Nous avons débuté la formation de l'équipe et l'implantation de l'outil cet automne et les familles comme les intervenants démontrent beaucoup d'enthousiasme. L'origine de ce projet puise dans les approches qui préconise les besoins des individus et leurs aspirations et non la réduction des méfaits. Ce projet est soutenu par de la recherche avec le département de psychoéducation de l'Université de Sherbrooke et vise à être implantée à part entière dans notre programme. L'approche novatrice centrée sur les forces de caractère (voir ici un exemple: https://camps.qc.ca/files/5015/1304/9417/La_psychologie_positive_et_lapproche_basee_sur_les_forces_Dubreuil_Forest_Girouard_Crevier-Braud_2011.pdf) nous semble porteuse, adaptée aux jeunes femmes et est rafraîchissante dans nos organisations. Les intervenantes et l'ensemble de l'équipe disposent du soutien clinique nécessaire pour faire évoluer le projet et pour le faire reconnaître dans l'ensemble du quartier et même à l'extérieur. Quoique n'était pas des parties prenantes engagées comme telles, d'autres ressources du quartier sont mis à contribution comme Le Petit Chaos, la maison des familles, le CPS-CS, la Maison Buissonnière, Maison Adriana...

Le CPE du Carrefour et Boscoville sont impliqués activement et de manière régulière et fréquente dans la réalisation de ce projet par le biais de leurs expertise offerte en temps et en soutien ou en local.

Les membres du ROEJF (réseau des organismes et établissements œuvrant jeunes familles) contribuent par le biais de leurs observations dans un contexte similaire à une communauté de pratique. Ce réseau se réuni environ 4 à 6 fois par année et réuni des groupes de Montréal.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Budget préliminaire.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Bilan 2019- AN3 de 3.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Lettre d'appui Boscoville.pdf	*Non applicable*
Lettre appui CPE du Carrefour.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Résolution.pdf	Validité du 2019-11-21

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Valérie Larouche	**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Engagement.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

#0327 - PROGRAMME DES APPRENTI.E.S HORTICULTEUR.RICE.S (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
Sentier Urbain	Sentier Urbain a pour mission de susciter la mobilisation de la collectivité pour le verdissement social. L'organisme priorise l'affiliation sociale dans toutes ses interventions ; elles s'inscrivent dans une optique de transformation du milieu. Pour y parvenir, Sentier Urbain mobilise autour d'un projet des enfants, des adultes, des familles, des aînés et des gens en marge. La participation citoyenne et la prise en charge sont au cœur de ses actions ; de ce fait, la cohésion sociale, la diminution de l'isolement et l'inclusion des individus améliorent leur qualité de vie.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Ville-Marie - MTESS-Ville 2020-2023 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Programme des apprenti.e.s horticulteur.rice.s

Numéro de projet GSS: 0327

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Pierre
Nom: Dénommé
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 521-9292
Numéro de télécopieur: (514) 596-7093
Courriel: direction@sentierurbain.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Pierre
Nom: Dénommé
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2023-03-31

Date limite de réception du rapport final ℹ
2023-05-01

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Le programme **d'affiliation sociale** des **Apprenti.e.s horticulteur.trice.s** s'adresse aux **jeunes adultes de 18 à 35 ans** à **parcours atypique en quête de stabilité**, en utilisant l'horticulture comme médium d'intervention. Une **intervention personnalisée**, répondant aux besoins de chaque participant.e, fait la force du programme.

S'inscrivant directement dans les objectifs mis de l'avant par la **Table de développement social du Centre-Sud**, le programme répond aux préoccupations énoncées le cadre de **l'entente des Alliances pour la solidarité**, notamment la **lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale**.

Selon le recensement 2016 de Statistique Canada, le territoire du Centre-Sud compte 15 445 jeunes de 18 à 35 ans. Bien qu'il soit difficile d'obtenir des données précises sur le nombre de jeunes à risque ou en situation d'itinérance, on trouve sur le territoire un très grand nombre de ressources pour jeunes marginalisés, notamment en itinérance, en toxicomanie, en santé mentale. Centre-Sud est donc un territoire d'appartenance pour ces jeunes à risque d'exclusion sociale.

La grande majorité des jeunes visés vivent des situations de précarité. Ils vivent dans la rue, ou encore changent régulièrement d'adresse. Néanmoins, ils fréquentent tous le quartier de façon très régulière et sont référés par les organismes du quartier via la Table jeunesse en itinérance, Dans la rue, Cuisines Collective, Dépannage alimentaire, Tapaj, En Marge 12-17, REZO, etc.

La **désaffiliation** constitue une caractéristique cruciale du phénomène de l'itinérance. Comme le mentionnent les auteurs du cadre de référence de l'itinérance au Québec (Gouvernement du Québec, 2008), l'itinérance est un processus; c'est une démarche dynamique liant l'exclusion, la marginalisation et la désaffiliation. En d'autres termes, il y a une correspondance implicite entre le phénomène de l'itinérance et ces trois manifestations.

La participation au programme, qui compte trois phases, vise entre autres à offrir un apprentissage concret permettant l'**autonomisation**, un **sentiment d'accomplissement et d'appartenance** à une population marginalisée. Après avoir terminé leurs parcours, les participant.e.s auront acquis soit (i) une **expérience de travail significative en horticulture**, leur permettant de postuler pour un emploi dans ce domaine; (ii) **l'autonomie requise pour la création d'un potager personnel** leur permettant d'assurer les bases d'une **sécurité alimentaire**.

Concrètement, nous permettons aux jeunes de réfléchir et de changer leurs habitudes de vie. En leur donnant envie de se lever le matin, de modifier leur routine, de dormir plus, de manger mieux, etc. pour être en forme, nous les emmenons à comprendre que ça vaut la peine d'essayer, d'apprendre et qu'une **passion peut devenir un métier**. Notre but est de leur **permettre de se lier à quelque chose**. Nous voulons leur faire découvrir qu'il reste des choses qui en valent la peine et qu'ils sont **pleinement capables de les accomplir**.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Sortie de l'isolement/exclusion

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Permettre aux participant.e.s de se sentir valorisés et développer un lien d'appartenance

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontres de groupe: activités de renforcement de sentiment d'équipe, approfondissement des liens, "teambuilding"

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

par_mois	9	2	2	1	5

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontres individuelles: suivi de parcours (vérifier si tout va bien, prendre le pouls, rétroaction, maintien de l'engagement. mises au point au besoin)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	9	2	2	1	5

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Sorties de groupe en lien avec les ateliers hebdomadaires

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	10	7	1	5

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Sortir de la précarité/atteindre l'autonomie alimentaire

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Acquérir des connaissances en horticulture/agriculture (savoir entretenir son propre potager, acquérir des connaissances exportables pour un éventuel emploi)

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers de formation horticole/agricole/sensibilisation à l'écologie, divisés en deux parties, soit: théorique et pratique

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	20	4	1	5

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Participation aux divers plateaux de travail en horticulture et agriculture urbaine avec l'équipe de Sentier Urbain

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Projet individuel d'agriculture urbaine

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1		1	5

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Sorties de groupe en lien avec les ateliers hebdomadaires, permettant de contextualiser les apprentissage (ex.: atelier sur potagers = sortie chez un producteur maraîcher bio)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	10	7	1	5

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Autonomisation, développement de saines habitudes de vie

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Prendre conscience de l'effet de ses actions sur le groupe et des avantages des bien gérer son temps, de manger et dormir régulièrement

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontres individuelles: planification/suivi de l'horaire de travail, mise au point de l'assiduité, de la ponctualité, stratégies pour adopter une bonne routine (repas, sommeil réguliers, etc.)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	9	2	2	1	5

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontres de groupe: mise en commun du vécu, partage des solutions gagnantes pour respecter les horaires, bien travailler en équipe, etc.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	9	2	2	1	5

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 1710
Rue: Beaudry
Numéro de bureau: Local 3.0
Code postal: H2L 3E7
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Nom du lieu: Serre Emily-de-Witt
No civique: 2215
Rue: Dufresne
Code postal: H2L 1K8
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Nom du lieu: Circuit Jardins de Sentier Urbain

Nom du lieu: Marché solidaire Frontenac
No civique: 2550
Rue: Ontario est
Code postal: H2K 1W7
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Alimentation
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Intégration
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 5
Nb. femmes: 8
Autres identités de genre: 2
Total (H + F + Autres): 15

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Jeunes adultes (18 – 35 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Personnes seules

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Jeunes à risque
- Personnes ayant des problèmes de toxicomanie

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Deux membres de la direction de Sentier Urbain ayant suivi la formation ADS il y a 3 ans, nous sommes sensibles au phénomène de la sous représentation des femmes et personnes LGBTQ+ dans les groupes mixtes, notamment parce que ces clientèles sont plus difficiles à rejoindre. Ce constat ayant été fait, nous avons bâti des partenariats avec des organismes venant en aide à ces populations. Nous avons consciemment ciblé des organismes pour les femmes et pour les autres clientèles (p. ex Rue des Femmes, REZO) ce qui nous a éclairé sur la réalité de leurs clientèles, et nous a amené à adapter et individualiser nos interventions pour mieux répondre à leurs besoins.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Centraide
Précision: Projet impact collectif (PIC) - via Notre Quartier Nourricier

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	84 961,64 $	Oui

Nom de la personne ressource: Amélie Panneton
Adresse courriel: pannetona@centraide-mtl.org
Numéro de téléphone: (514) 288-1261
Adresse postale: 493, Sherbrooke ouest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3A 1B6

Nom du partenaire: Gouvernement du Québec
Précision: Institut national de santé publique (INSPQ) - projet soumis avec la SOVERDI

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	35 000 $	Non

Nom de la personne ressource: Mélanie Beaudoin
Adresse courriel: melanie.beaudoin@inspq.qc.ca
Numéro de téléphone: (418) 650-5115
Adresse postale: 190, boulevard Crémazie est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2P 1E2

Nom du partenaire: Autofinancement
Précision: Sentier Urbain

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	5 000 $	Oui
Prêt de terrain		Oui

Nom de la personne ressource: Pierre Dénommé
Adresse courriel: info@sentierurbain.org
Numéro de téléphone: (514) 521-9292
Adresse postale: #310
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 3E7

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: CDC Centre-Sud (Notre Quartier Nourricier)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2187, Larivière
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 1P5

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Marché solidaire Frontenac

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Plateau de travail (formation)		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2550 . Ontario est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 1W7

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: TAPAJ (Spectre de rue)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1280, Ontario est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 1R6

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Dans la rue

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 533, Ontario est, bureau 450
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 1N8

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: RÉZO

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2075, Plessis, bureau 207
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 2Y4

Nom du partenaire: Gouvernement du Québec
Précision: CJE-Centre-Sud/Plateau Mont-Royal/Mile-End

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Formation		Oui
Offre des stages / des emplois		Oui
Références		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 425, Sherbrooke est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 1J9

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	24,75 $	8	32 $	52	1	11 960 $
Intervenant(e)	16,4 $	35	94,5 $	52	1	34 762 $
Horticulteur(trice)	17 $	35	96,25 $	52	1	35 945 $
Apprenti(e) horticulteur(trice)	13,1 $	28	0 $	42	5	77 028 $
Total						159 695 $

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
	Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
		119 961,64 $	**5 000 $**	

Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Coordonnateur(trice)	11 960 $	0 $	11 960 $	0 $	0 $
Intervenant(e)	34 762 $	14 285,36 $	20 476,64 $	0 $	0 $
Horticulteur(trice)	35 945 $	5 819 $	25 126 $	5 000 $	0 $
Apprenti(e) horticulteur(trice)	77 028 $	14 629 $	62 399 $	0 $	0 $
Total	**159 695 $**	**34 733,36 $**	**119 961,64 $**	**5 000 $**	**0 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	1 700 $	0 $	0 $	**1 700 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	0 $	0 $	0 $	**0 $**
Photocopies, publicité	0 $	0 $	0 $	**0 $**
Déplacements	0 $	0 $	0 $	**0 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres	0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total	**1 700 $**	**0 $**	**0 $**	**1 700 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	85 %			

Frais administratifs	**2 566,64 $**	**0 $**	**0 $**	**2 566,64 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	128,33 %			

Total	**39 000 $**	**119 961,64 $**	**5 000 $**	**163 961,64 $**

Informations complémentaires

Il est à noter que le programme est conçu de façon à respecter les besoins et les limites déterminées par chaque participant.e.s : pour certain.e.s, il s'agira de faire le parcours complet sur 42 semaines que ce soit à raison de 14, 21 ou 28 heures par semaine, d'autres préféreront ne participer qu'à une des phases. Cette souplesse permet de rejoindre un plus grand nombre de jeunes, tout en maintenant un suivi personnalisé de chacun (les horaires sont organisés de façon à ce qu'il n'y ait jamais plus de cinq (5) apprenti.e.s ensemble à un moment donné lors des ateliers, rencontres ou sorties. Une année du programme pourrait donc voir passer une cohorte en continu du début à la fin, une succession de cohortes, ou une combinaison de cohortes, dont les horaires sont en rotation.

Les allocations versées durant la participation au programme, équivalentes au taux du salaire minimum, apportent une prévisibilité de revenus aux participants, ce qui leur permet de faire un budget, de stabiliser leur situation financière.

L'élaboration et la réalisation d'un projet personnel d'agriculture urbaine par chaque participant.e, en outre des connaissances et compétences horticoles, d'éthique de travail acquises, apportent un sentiment d'accomplissement, puis une augmentation de l'estime de soi essentiels pour aider ces jeunes à les valoriser, à bâtir leur confiance et à croire en leurs capacité.

Il est aussi important de souligner que la participation des apprentie.s à la production maraîchère de Notre Quartier Nourricier contribue grandement à la réduction de l'Insécurité alimentaire de résidents du quartier Centre-Sud, tout comme le travail effectué par ces jeunes sur les divers sites du Circuit Jardin contribuent au développement d'îlots de fraîcheur et à l'accroissement de la biodiversité dans le Centre-Sud. Bien que l'objectif premier du programme des Apprentie.s horticulteur.s est d"aide et de soutenir les jeunes à risque, sa portée rejoint une population beaucoup plus large.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Budget MTESS-VM.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
RAPSIM - Lettre d'appui MTESS-VIlle-Marie Sentier urbain_21 janvier 2020.pdf	*Non applicable*
TAPAJ - Lettre d'appui MTESS Ville-Marie.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Résolution 2020-01-20.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Pierre Dénommé	**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Engagement 2020-01-27.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

#0333 - MOUVEMENT COURTEPOINTE: TRICOTER SON TISSU SOCIAL ET POM'TON QUARTIER (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
Société écocitoyenne de Montréal	Fondée en 1995 par des citoyens engagés, la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) est un organisme à but non lucratif qui a pour mission d'informer, sensibiliser et mobiliser la population aux enjeux environnementaux urbains à travers des projets de verdissement, d'action citoyenne et de gestion des matières résiduelles. Bien enracinée dans le quartier de Sainte-Marie, la SEM a développé à travers les années une approche qui place les résidents, ainsi que l'amélioration de leur qualité de vie, au cœur de son action. La SEM est mandataire, depuis sa fondation, du programme éco-quartier de l'arrondissement de Ville-Marie pour le district de Sainte-Marie.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Ville-Marie - MTESS-Ville 2020-2023 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Mouvement Courtepointe: Tricoter son tissu social et POM'ton quartier

Numéro de projet GSS: 0333

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Roxanne
Nom: L'Écuyer
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 523-9220
Numéro de télécopieur: (514) 523-2653
Courriel: direction@sem-montreal.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Roxanne
Nom: L'Écuyer
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2023-03-31

Date limite de réception du rapport final
2023-05-01

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Notre projet vise à **lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale par une initiative collective**. Il répond aux objectifs du plan d'action de la Table de développement social du Centre-Sud - Axes: Habiter et Vivre-ensemble, ainsi que, notamment, la Politique de développement social de la Ville de Montréal.

La pauvreté n'est pas seulement matérielle, elle est aussi sociale pour de nombreuses personnes du Centre-Sud. Le projet permet à **50 citoyens** ciblés directement, **par année**, de **créer des liens** avec d'autres personnes du quartier. Il contribue au sentiment de sécurité en occupant et animant des espaces publics, ainsi qu'à **briser des préjugés**, frein à la pleine participation de clientèles vulnérables. Ces initiatives permettent surtout, pour les participants, de **se sentir plus entourés, en confiance, valorisés, engagés** dans un projet concret et positif, où leur implication peut faire une différence. De plus, Le projet a un impact sur **530 personnes, par an**, via les événements publics et les rencontres entre les partenaires de projet.

Le projet est composé de 2 volets, soit **2 initiatives du Mouvement Courtepointe** (MCP): "POM'ton quartier" portée par Oxy-Jeunes et "Tricoter son tissu social" (TSTS), portée par la Société écocitoyenne de Montréal. Ces initiatives ont un impact direct sur plusieurs clientèles ciblées du quartier: les pers. à faible revenu, seules et les jeunes à risque ou en situation d'itinérance. **POM'ton quartier** (Petites oeuvres multimédias) offre des ateliers qui visent l'expression des préoccupations de **20 jeunes** en situation de grande précarité, fréquentant En Marge 12-17, Spectre de rue et Oxy-Jeunes, chaque année. Les jeunes sont amenés à créer des capsules multimédias (son, vidéo, photo). Le projet joue un rôle important sur la confiance en soi, permet la création de liens avec d'autres jeunes et des adultes de confiance et suscite leur ouverture sur la communauté.

Tricoter son tissu social convie, annuellement, en priorité, **30 personnes** seules ou à faible revenu, à participer à un projet de tricot dans le cadre de séances hebdomadaires, dans des espaces extérieurs du quartier et rejoint majoritairement une clientèle féminine, par la force des choses. Les participants s'y impliquent pour apprendre à tricoter ou parfaire leurs techniques; tout en permettant la rencontre et la création de liens entre gens d'un même quartier par l'occupation et l'animation de l'espace public. Les items utilitaires tricotés (tuques, bas, foulards, etc) sont remis à un organisme oeuvrant auprès de populations en situation de précarité ou d'itinérance.

Le MCP rassemble au total 7 initiatives et 11 organismes du milieu communautaire et culturel collaborant autour d'objectifs communs : **briser l'isolement social en favorisant la participation des citoyens, renforcer le sentiment d'appartenance et valoriser les paroles multiples des populations du quartier**. L'an I du MCP (2018-2019) a permis 5460 participations de citoyens du quartier.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2023, 150 citoyens de Centre-Sud auront créé des liens sociaux et amélioré leur sentiment d'appartenance au quartier.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)

Accroissement des liens entre pers. de milieux différents. Réduction des préjugés et ouverture accrue à diverses initiatives locales. Contribution à un développement social plus intégré.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

Ateliers de tricot hebdomadaires extérieurs, ouverts à tous et dans au moins 2 lieux publics différents. La nature du tricot et les lieux seront déterminés collectivement en amont.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

par_semaine	8	2	3	2	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers "POM" à En Marge ou Spectre de Rue. Ponctuellement, les ateliers auront lieu à: Oxy, autre parten. jeunesse ou sur le terrain à la rencontre des gens du quartier.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	12	2	3	5	4

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Autres, veuillez préciser	Cartes des effets remplis par les participants (Démarche évaluation appréciative)

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
20 jeunes ont tissé des liens entre eux et avec des adultes significatifs de pls org. Réduction de l'exclusion soc. vécue par les jeunes. Augmentation de leur confiance en soi et en les autres.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers POM à En Marge ou Spectre de Rue. Ponctuellement, les ateliers auront lieu à: Oxy, autre parten. jeunesse ou sur le terrain à la rencontre des gens du quartier.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	12	2	3	5	4

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Autres, veuillez préciser	cartes d'effets (voir détails plus haut)

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Accroissement de la sécurité et de la qualité du milieu de vie par la mise en valeur, l'occupation et l'animation citoyenne de lieux public par 30 citoyens, à chaque semaine (ateliers TSTS).

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers de tricot hebdomadaires extérieurs, ouverts à tous et dans au moins 2 lieux publics différents. La nature du tricot et les lieux seront déterminés collectivement en amont.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	2	3	2	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Autres, veuillez préciser	Cartes d'effets

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2023, 150 citoyens de Centre-Sud auront développé leur sentiment d'accomplissement personnel grâce au développement de leur pouvoir d'agir.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les participants aux ateliers TSTS développent leur solidarité et leur "empowerment", en s'impliquant et se mobilisant au fil des étapes d'un projet structurant, porteur et collectif.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers de tricot hebdomadaires extérieurs, ouverts à tous et dans au moins 2 lieux publics différents. La nature du tricot et les lieux seront déterminés collectivement en amont.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	2	3	2	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Autres, veuillez préciser	Cartes d'effets

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
POM - Les jeunes ont développé leur pouvoir d'agir, grâce à leur persévérance et à la collaboration au sein d'un projet collectif.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers POM à En Marge ou Spectre de Rue. Ponctuellement, les ateliers auront lieu à: Oxy, autre parten. jeunesse ou sur le terrain à la rencontre des gens du quartier

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	12	2	3	5	4

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	Idem que les résultats précédents

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Amélioration de la cohésion sociale et de l'estime de soi de 50 participants. Leur implication et leurs expressions singulières sont encouragées, reconnues et valorisées.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Mise en valeur des résultats du projet lors d'un événement public commun du Mouvement Courtepointe.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	3	1	200

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Événement festif de fin de saison TSTS pour exposer/offrir les items tricotés, créer des ponts avec ceux qui en bénéficieront et les partenaires, souligner l'implication des participants.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	4	1	100

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Présentation des créations multimédias (POMs) créées par les jeunes à la communauté locale via: projection + discussion à En Marge, Spectre et Oxy (événements jeunesse, AGA).

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	6	2	6	35

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Diffusion des résultats du projet sur la plateforme web du Mouvement Courtepointe; infolettre, FB et Insta des 2 porteurs (SEM et Oxy) et de la CDC Centre-Sud, 4 fois/ an.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

par_annee	1	4		9	2 200

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2023, 150 citoyens et 20 travailleurs communautaires auront développé des connaissances et compétences, et ainsi renforcé le tissu social et communautaire du quartier.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
20 jeunes se sont exprimés grâce à l'exploration des outils médiatiques. Ils ont acquis de nouvelles compétences: expression de soi, créativité, collaboration, ouverture à l'autre, etc.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers où les jeunes s'expriment et acquièrent des compétences en participant à un processus de création de A à Z. (Ils collaborent au montage, selon l'intérêt).

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	12	2	3	5	4

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Autres, veuillez préciser	cartes d'effets

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les participants TSTS apprennent à tricoter ou améliorent leurs techniques par la transmission de connaissances par les pairs. Ils en apprennent sur les ressources et services du quartier.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers de tricot saisonniers extérieurs, dans des lieux publics et où les participants apprennent et échangent, chaque semaine, sur les techniques de tricot et tout ce qui touche cet univers

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	2	3	2	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Invitation à des org. du MCP ou autres, à venir présenter service, projet ou activité d'intérêt pour les participants de TSTS, afin qu'ils connaissent les ressources et services existants.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	4	2	1	2	15

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	Cartes d'effets

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Création zones de commun entre partenaires du projet ET des 2 initiatives: dévpt et partage d'expertises autour des approches, retombées, devpt de projet. Cela renforce l'impact sur le terrain.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontres de partage d'expertise et renforcement des capacités entre partenaires du MCP (7 projets - 11 organismes communautaires et culturels autour de la table).

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	10	3	1	11

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontres de partage d'expertise et renforcement des capacités entre partenaires de POM'ton quartier (Oxy-Jeunes + artistes-médiateurs + organismes jeunesse en itinérance).

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	4	3	1	5

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontres en vue d'arrimer les activités, de partager les expertises et de renforcer les collaboration entre les partenaires impliqués au sein de Tricoter son tissu social.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	7	3	3	1	4

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 2187
Rue: Larivière
Numéro de bureau:
Code postal: H2K 1P5
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Zone de revitalisation: RUI Quartier Sainte-Marie

Nom du lieu: Dans des parcs, des espacea publics ou d'autres lieux ouverts et accessibles à tous (ateliers TSTS).

Nom du lieu: En Marge 12-17
No civique: 1151
Rue: Alexandre-de-Sève
Code postal: H2L 2T7
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Nom du lieu: Spectre de rue
No civique: 1280
Rue: Ontario Est
Code postal: H2L 1R6
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Nom du lieu: Dans l'espace public ou dans organismes partenaires jeunesse de POM'ton quartier

Nom du lieu: Chez les différents partenaires du MCP (pour les réunions).

Nom du lieu: Dans un lieu à déterminer (pour l'événement public annuel).

Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Vivre-ensemble
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Engagement social et communautaire
- **S'engager dans un partenariat social et économique - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Partenariats communautaires

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 232
Nb. femmes: 348
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 580

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)
- Personnes aînées (65 ans et plus)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Personnes seules

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Jeunes à risque
- Autres ou ne s'applique pas à ce projet
- **Précision:** Bien que les personnes seules et les femmes s'impliquent fortement au sein d'initiative comme TSTS, la SEM s'adresse à tout le monde afin que les groupes de participants soient à l'image et représentatifs de la population du quartier.

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Les stratégies mises en place se basent sur l'unicité de chaque personne et ses besoins particuliers. De plus, nos activités sont non genrées et ouvertes aux personnes non binaires.

Chq initiative déploie des stratégies pour favoriser l'implication de tous:

Le lieu principal des activités de **POM** est dans le milieu de vie / d'appartenance des jeunes participants. Une travailleuse pivot assure un lien avec les jeunes. L'horaire est adapté à leur réalité. Un repas est offert en début de rencontre. Les jeunes peuvent se joindre aux activités en tout temps. Les jeunes en situation de grande précarité reçoivent 1 contribution monétaire en échange de leur participation. Le partenariat permet une complémentarité des approches qui favorise l'inclusion de tous. La SEM tient à ne pas fixer d'avance tous les détails de **TSTS**, afin de permettre une plus grande et structurante appropriation et des activités le plus adaptées possible. En début de saison, les gens sont conviés à une réunion de planification pour déterminer lieux et horaires. Les futurs participants émettent également leurs suggestions quant à la nature spécifique du projet tricot (en fonction des opportunités et partenariats confirmés chaque année). Deux lieux différents extérieurs accessibles et 1 lieu intérieur à proximité (toilettes, et Plan B en cas de pluie ou canicule), favorisent la participation de tous. Breuvage et goûter sont offerts lors des séances, ainsi que le matériel adapté et des titres STM au besoin.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Centraide
Précision: PIC (Projet impact collectif)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	20 874,8 $	Oui

Nom de la personne ressource: Amélie Panneton
Adresse courriel: pannetona@centraide-mtl.org
Numéro de téléphone: (514) 288-1261
Adresse postale: 493 Sherbrooke Ouest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3A 1B6

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Société écocitoyenne de Montréal

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	5 858,88 $	Oui
Prêt d'équipement		Oui
Soutien administratif		Oui

Nom de la personne ressource: Roxanne L'Écuyer
Adresse courriel: direction@sem-montreal.org
Numéro de téléphone: (514) 523-9220
Adresse postale: 2187 Larivière
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 1P5

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Oxy-Jeunes

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	1 699 $	Oui
Prêt d'équipement		Oui

Nom de la personne ressource: Julie Laloire
Adresse courriel: direction@oxy-jeunes.com
Numéro de téléphone: (514) 728-5297
Adresse postale: 2020 de la Visitation
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 3C7

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Partenaires de Tricoter son tissu social

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui
Ressources matérielles		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2187 Larivière
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 1P5

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Partenaires de POM'ton quartier

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	3 303,36 $	Oui
Ressources matérielles		Oui
Prêt de local		Oui

Nom de la personne ressource: Julie Laloire
Adresse courriel: direction@oxy-jeunes.com
Numéro de téléphone: (514) 728-5297
Adresse postale: 2020 de la Visitation
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 3C7

Nom du partenaire: Institutions financières
Précision: Desjardins

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	4 400 $	Oui

Nom de la personne ressource: Julie Poulin
Adresse courriel: julie.jp.poulin@desjardins.com
Numéro de téléphone: (418) 647-1527
Adresse postale: 155, Boul. Charest bur. 500
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: G1K 3G6

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Discrétionnaire éluEs, bourse TD Park for people, Caisse économie solidaire, etc

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	2 000 $	Non

Nom de la personne ressource: Émilie Laliberté
Adresse courriel: emilie.laliberte@assnat.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 525-2501
Adresse postale: 533 Ontario Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 1N8

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Collectif du Mouvement Courtepointe

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	9 000 $	Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui
Formation		Oui

Nom de la personne ressource: Claudia Beaudoin
Adresse courriel: claudia@cdccentresud.org
Numéro de téléphone: (514) 521-0467
Adresse postale: 2187 Larivière
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 1P5

Nom du partenaire: Institution d'enseignement supérieur
Précision: ENAP : Cité-ID Living Lab

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	10 000 $	Non
Expertise-conseil		Non
Recherche / Évaluation		Non

Nom de la personne ressource: Julie-Maude Normandin
Adresse courriel: julie-maude.normandin@enap.ca
Numéro de téléphone: (514) 849-3989
Adresse postale: 4750, Henri-Julien
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2T 3E5

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	25 $	4	20 $	48	1	5 760 $
Artiste	35 $	4	0 $	48	2	13 440 $
Intervenant(e)	18,83 $	3	12,42 $	48	2	6 615,36 $
Chargé(e) de projet	18 $	17	45,9 $	32	1	11 260,8 $
Directeur(trice)	27 $	3	15,6 $	48	1	4 636,8 $
Artiste	40 $	3	0 $	10	2	2 400 $
Agent(e) de terrain / de milieu	15,23 $	3	6,84 $	12	3	1 891,08 $
Total						46 004,04 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			57 136,04 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Coordonnateur(trice)	5 760 $	2 500 $	3 260 $	0 $	0 $
Artiste	13 440 $	3 950 $	9 490 $	0 $	0 $
Intervenant(e)	6 615,36 $	1 500 $	5 115,36 $	0 $	-0 $
Chargé(e) de projet	11 260,8 $	5 500 $	5 760,8 $	0 $	-0 $
Directeur(trice)	4 636,8 $	0 $	4 636,8 $	0 $	-0 $
Artiste	2 400 $	1 500 $	900 $	0 $	0 $
Agent(e) de terrain / de milieu	1 891,08 $	0 $	1 891,08 $	0 $	-0 $
Total	**46 002 $**	**14 950 $**	**31 054,04 $**	**0 $**	**-2,04 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		1 000 $	1 150 $	0 $	**2 150 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		800 $	18 100 $	0 $	**18 900 $**
Photocopies, publicité		500 $	3 350 $	0 $	**3 850 $**
Déplacements		350 $	600 $	0 $	**950 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		500 $	500 $	0 $	**1 000 $**
Total		**3 150 $**	**23 700 $**	**0 $**	**26 850 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		157,5 %			
Frais administratifs		**1 900 $**	**2 382 $**	**0 $**	**4 282 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		95 %			
Total		**20 000 $**	**57 136,04 $**	**0 $**	**77 136,04 $**

Informations complémentaires

1/ En plus de l'**ancrage du projet et de ses deux initiatives** dans le plan d'action de la TDS Centre-Sud. POM'ton quartier s'inscrit dans les orientations et objectifs du plan d'action montréalais pour la jeunesse et de la Politique de l'enfant, ainsi que dans le plan de la table de concertation jeunesse du Centre-Sud. TSTS s'arrime à la politique de développement social de la Ville de Montréal et s'inscrit dans les suites du Forum citoyen 2017 de la SEM.

2/ Le projet repose sur de nombreux **partenaires financiers** avec le soutien confirmé du Projet d'impact collectif (PIC) au MCP, pour la prochaine année; et sûrement les 2 années suivantes. Les 2 initiatives ont donc déjà un partenaire financier de base, avec d'autres appuis financiers respectifs. Ceux-ci sont donc mutuellement des leviers pour mettre en oeuvre cette belle courtepointe!

3/ Notre projet valorise **différents niveaux de collaboration**: celui entre les organismes du MCP - dont la SEM et Oxy-Jeunes font partie, et celui entre les partenaires et collaborateurs des différentes initiatives du MCP. De plus, au sein des 2 initiatives concernées, consolidation et développement sur 3 ans, riment avec tisser de nouveaux partenariats avec des organismes du quartier, rejoindre de nouvelles personnes tout en permettant aux participants actuels de poursuivre leur engagement.

POM'ton quartier repose sur 2 partenaires principaux actuellement: Oxy-Jeunes et En Marge 12-17, ainsi que 3 artistes-médiateurs: Sophie Mangado (journaliste et ex-intervenante de En Marge), Valérian Mazataud (photographe) et Chloé Charbonnier (vidéaste). Pour les prochaines années, nous développerons d'autres collaborations. L'organisme Spectre de rue se joindra comme partenaire, en 2020. Ses jeunes membres bénéficieront d'occasions pour s'exprimer sur leur réalité via la création multimédia. Les intervenants de Spectre de rue seront parties prenantes. De plus, la table de concertation jeunesse et itinérance et la table de concertation jeunesse Centre-Sud faciliteront la promotion et la référence.

Tricoter son tissu social implique de 2 à 4 partenaires/ collaborateurs, selon les lieux et la nature du projet de tricot. Lors de la première édition, il s'agissait de L'Itinéraire et de Services Plus 3 Pignons, alors qu'en 2019 le Carrefour alimentaire Centre-Sud, Dans la rue, la Maison de la culture Janine Sutto et le CIUSSS/ Plein milieu s'y sont impliqués. La SEM souhaite consolider ces partenariats et en développer davantage en fonction des opportunités, notamment en invitant des organismes du MCP ou d'ailleurs, à venir présenter un service, projet ou activité d'intérêt pour les participants, au début des ateliers. C'est pourquoi la démarche s'amorcera plus tôt en saison et s'échelonnera sur une plus longue période de temps, permettant davantage de temps et de latitude pour développer des partenariats et des arrimages avec les acteurs susceptibles d'être interpellés par les objectifs de TSTS.

POM et TSTS envisagent également de réaliser une activité commune, qui permettra la rencontre entre les populations touchées par les 2 initiatives. Par exemple, à travers la réalisation d'une POM sur les participants du tricot.

Le Mouvement Courtepointe permet à 11 organismes de se rassembler autour d'enjeux et objectifs communs. Cela a permis le partage de bonnes pratiques, l'arrimage entre les projets, des opportunités supplémentaires pour les citoyens grâce à notre connaissance fine des initiatives, des économies d'échelle, une plus grande visibilité et une promotion des projets auprès des communautés locales.

Dans 3 prochaines années, le MCP poursuivra sa **consolidation et son développement**:

1/Nous visons augmenter le nombre d'organismes et de projets en son sein.

2/Nous avons également un projet de recherche en co-construction avec CitéID de l'ENAP, sur le développement du capital social (création de liens sociaux) et sur la gouvernance collaborative.Les actions du MCP ont un impact sur la création de 3 types de liens favorisant le capital social et la résilience urbaine (bonding - lien d'appartenance au quartier chez les participants et des liens forts entre les organismes membres du MCP, bridging - lien entre les divers groupes populationnels du quartier et linking - lien entre les participants, les organismes du MCP et les autorités influentes). La recherche permettra de créer des outils de mesure du capital social, ajustable à chaque initiative du projet, et de mesurer les impacts de notre modèle de "leadership distribué".

3/Nous souhaitons nous outiller, au travers de formations et en poursuivant nos échanges.

4/Nous entamerons également un processus pour revoir notre mode de gouvernance, pour qu'il soit encore plus partagé.

5/Nous continuerons de mettre en commun nos efforts pour valoriser les paroles multiples et mobiliser les citoyens les plus vulnérables (outils de promo, événement commun, etc.)

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Budget global détaillé.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Rapport de projet MCP - Année 1.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Autres documents complémentaires.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
résolution SEM 2020.pdf	Validité du 2019-12-09

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Roxanne L'Écuyer	**Fonction:** Directeur(trice)

Engagement du répondant

Nom du fichier
formulaire d'engagement signé.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

#0513 - PROGRAMME TAPAJ-FINANCEMENT DE LA PARTICIPATION DES JEUNES SUIVIS PAR L'EQIIP SOL (PSYCHIATRIE) AU VOLET 1: PROJETS HORTICOLES DANS CENTRE-SUD (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
Spectre de rue Inc.	Prévenir et réduire les infections transmissibles sexuellement et par le sang (ITSS). Soutenir les démarches de nos membres – des personnes marginalisées – vers l'intégration sociale. Le programme TAPAJ (16-30 ans) offre du travail dans la communauté, rémunéré à la journée, avec un suivi psychosocial dans le but de développer la confiance en soi et favoriser une réinsertion social des participants. Sensibiliser et éduquer la population à la réalité des personnes marginalisées afin de favoriser la cohabitation.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Ville-Marie - MTESS-Ville 2020-2023 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Programme TAPAJ-financement de la participation des jeunes suivis par l'EQIIP SOL (psychiatrie) au volet 1: projets horticoles dans Centre-Sud
Numéro de projet GSS: 0513

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Maude
Nom: Pellerin
Fonction: Coordonnateur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 247-5819
Numéro de télécopieur:
Courriel: coordotapaj@spectrederue.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Colette
Nom: Foisy
Fonction: Vice-président(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2021-01-01

Date limite de réception du rapport final ⓘ
2021-02-01

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Le volet 1 de TAPAJ, qui est le fer de lance du programme, prend ses racines dans Centre-Sud depuis plus de 15 ans. À la base, il s'agit d'un dépannage économique ponctuel sous forme de courts plateaux d'implication dans la communauté. Ces plateaux sont des destinés à des jeunes âgés entre 16 et 30 ans et qui vivent plusieurs problématiques tels l'itinérance, la dépendance, les problèmes de santé mentale, la prostitution, la judiciarisation, la violence, etc. Ces jeunes sont très éloignés du marché de l'emploi et en majorité, pas prêt à intégrer un programme temps plein en réinsertion sociale, étant trop demandant en terme d'horaire et de nombres d'heures demandées. Concernant les problématiques de santé mentale, notons que les jeunes avec lesquels nous travaillons présentent un risque plus élevé que la moyenne de développer des symptômes psychotiques, dû entre autre à la consommation de drogues et les stresseurs de survie auxquels ils font face (itinérance, violence, pauvreté). De plus, notons que c'est entre 15 et 35 ans que se situe le pic des apparitions des symptômes;notre clientèle étant très touchée par ce phénomène nous préoccupe particulièrement.

L'EQIPP SOL (équipe d'intervention intensive et de proximité) est une équipe du département de psychiatrie du CHUM, affilié à la Clinique JAP (Jeunes adultes psychotiques) et qui offrent une prise en charge globale des jeunes entre 18 et 30 ans aux prises avec un problème de toxicomanie et un trouble de santé mentale sévères émergents et n'ayant pas eu accès à un traitement approprié pour la comorbidité. Pour une bonne partie de ces jeunes, une hospitalisation est nécessaire vu la gravité des symptômes et les risques qu'il représentent pour eux-même et/ou pour autrui. L'incompréhension de leur état de santé (premier épisode psychotique), la frustration et les sentiment de perte de contrôle sur leur vie devient alors au centre de leurs préoccupations. Souvent sans réseau de support autre que les intervenants et leur équipe traitante, ils s'isolent à leur sortie de l'hôpital. Le programme TAPAJ a pour objectif de créer des groupes de jeunes suivis avec l'EQIIP SOL et qui sont hospitalisés au CHUM pour participer à des plateaux de travail en horticulture et agriculture en collaboration avec Sentier Urbain, un fidèle partenaire qui nous offre des espaces de jardinage. Ces groupes, supervisés par une intervenante de TAPAJ, en collaboration avec l'EQIIP SOL serviront de levier d'intervention dans un contexte autre qu'hospitalier. Nous voulons que ce soit un espace de parole sécuritaire et sans jugement et qu'ils puissent s'exprimer sur les difficultés auxquelles ils font face actuellement (diagnostique, médication, hospitalisation, crainte d'être stigmatisé, etc). Comme travailler la terre et les plantes est reconnu pour apporter plusieurs bénéfices (reprise de confiance, positivisme), nous croyons fortement que ces expériences de travail pourront contribuer à leur rétablissement.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Diminuer l'exclusion sociale et rehausser l'estime de soi

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Avoir permis à 15 jeunes différents de bénéficier des plateaux de travail d'horticulture

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Instaurer un lien de confiance avec les jeunes

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	1	3	1	4

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Accompagner les participants durant les plateaux afin qu'ils réussissent un projet d'horticulture

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	1	3	1	4

par_semaine	20	1	3	1	4

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Favoriser un temps d'échange et de discussion entre les participants.es durant l'activité, portant sur des sujets auxquels ils sont confrontés (préjugés, santé mentale, etc)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	1	3	1	4

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Impliquer les intervenants de l'EQIIP SOL dans les plateaux de travail afin de renforcer les liens avec l'équipe traitante (adhérence au suivi plus forte par la suite)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	1	3	1	1

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Favoriser un premier pas vers l'employabilité et en réinsertion sociale.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Admettre 70 jeunes sur des plateaux de travail qui ne demandent aucune qualification particulère

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Adapter les plateaux d'horticulture aux jeunes présents afin de respecter leurs limitations.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	1	3	1	4

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Aller à la rencontre des jeunes et de l'équipe traitante concernés par le projet afin de faire la promotion

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	1	2	5	1

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Contribuer à instaurer une saine cohabitation sociale dans le Centre-Sud et diminuer les préjugés défavorables.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Avoir comblé 70 plateaux de travail avec les jeunes suivis par l'EQIIP SOL du CHUM

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Planification hebdomadaire des plateaux de travail

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	1	3	1	4

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Gestion financière des allocations aux participants

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	1	1	1	4

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 1280
Rue: Ontario
Numéro de bureau:
Code postal: H2L 1R6
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Intégration
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Diversité sociale
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 10
Nb. femmes: 5
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 15

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Jeunes adultes (18 – 35 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Ne s'applique pas à ce projet

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Personne vivant avec des problèmes de santé mentale
- Personnes ayant des problèmes de toxicomanie

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?

Oui

Informations complémentaires:

Ce projet s'adresse à la clientèle suivis par l'EQIIP SOL. Ils et elles ont la particularité commune de souffrir d'un problème de toxicomanie, d'itinérance et de troubles psychotiques sévères non préalablement traités. Les groupe proposés seront formés de 4 jeunes, qui vivent tous nouvellement avec la réalité de la psychose. Nous pensons qu'il est très important que ces jeunes puissent discuter de ce qui leur arrive, de comprendre la psychose, de comprendre les traitements et de pouvoir s'exprimer en toute sécurité, sans jugement, sur comment ils le vivent et reprendre confiance. L'hospitalisation, souvent exécutée sans que la personne comprenne pourquoi, reste une expérience traumatisante. La stimulation à l'intérieur des murs de l'hôpital mixé avec la prise de nouveaux médicaments peut avoir un effet dépressif chez la personne, un manque de motivation, une perte de confiance. L'idée est de crée un espace adapté à ces réalités, prendre en compte tous les aspects qu'entraînent un premier épisode psychotique et une hospitalisation et en faire des groupes de discussion à travers les plateaux horticulture. Les tâches sur les plateaux sont adaptés aux jeunes du groupe (sévérité des symptômes, effets des médicaments) et les discussions sont animées par l'intervenante en charge en collaboration d'un membre de l'équipe traitante afin de renforcer les liens avec ceux-ci. La psychose est très stigmatisée et reste tabou dans notre société, particulièrement sur marché de l'emploi.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI) / Emploi et Développement social Canada
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	11 095 $	Oui

Nom de la personne ressource: Shanta Banerjee
Adresse courriel: shana.banerjee@servicecanada.gc.ca
Numéro de téléphone: (438) 892-0231
Adresse postale: 1001 de Maisonneuve Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4P9

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: EQIIP SOL (CHUM)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Références		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1051 rue Sanguinet
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 2W5

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Sentier Urbain

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources matérielles		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1710 Beaudry
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 3E7

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Intervenant(e)	21,85 $	7	30,59 $	20	1	3 670,8 $
Participant (allocations)	12,5 $	3	0 $	20	4	3 000 $
Intervenant(e)	18,87 $	14	52,83 $	35	1	11 095,35 $
Total						17 766,15 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			11 095 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Intervenant(e)	3 670,8 $	3 570 $	0 $	0 $	100,8 $
Participant (allocations)	3 000 $	3 000 $	0 $	0 $	0 $
Intervenant(e)	11 095,35 $	0 $	11 095 $	0 $	0,35 $
Total	**17 766,15 $**	**6 570 $**	**11 095 $**	**0 $**	**101,15 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Photocopies, publicité		150 $	0 $	0 $	**150 $**
Déplacements		600 $	0 $	0 $	**600 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		300 $	0 $	0 $	**300 $**
Total		**1 050 $**	**0 $**	**0 $**	**1 050 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		52,5 %			
Frais administratifs		**760 $**	**0 $**	**0 $**	**760 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		38 %			
Total		**8 380 $**	**11 095 $**	**0 $**	**19 475 $**

Informations complémentaires

Précision concernant la clientèle visée: il s'agit de jeunes âgés entre 18 et 30 ans, hospitalisés au CHUM en psychiatrie et qui sont traités pour des symptômes de comorbidité (toxicomanie et troubles sévères de santé mentale). Comme les travailleurs sociaux de l'EQIIP SOl sont mobiles, ils peuvent facilement nous accompagner dans les plateaux de travail afin de renforcer les liens avec leurs patients. C'est un travail de collaboration et de partenariat nouveau et innovateur entre l'institution et le communautaire. Les jeunes ne pourront qu'en bénéficier.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
États financiers 31 mars 2019.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
SpectreDeRue_RapportAnnuel_2019.pdf	*Non applicable*
dépliant TAPAJ 2018.docx	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
lettre d'appui TAPAJ.pdf	*Non applicable*
Lettre d'appui EQIIP SOL.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Résolution Ville-Marie.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Colette Foisy	**Fonction:** Vice-président(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Lettre engagement.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

#0881 - PROMENADES DES SAVEURS (VERSION 4)

Nom de l'organisme	Mission
Carrefour Alimentaire Centre Sud	Améliorer l'accès à des aliments frais et locaux à travers des marchés fixes et mobiles, cuisines collectives, groupes d'achats, dépanneurs en transition, jardins collectifs et ateliers. Développer l'autonomie alimentaire des citoyens par l'acquisition de compétences en cuisine et au jardin. Mobiliser la communauté autour des enjeux sociaux, environnementaux et politiques de l'alimentation.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Ville-Marie - MTESS-Ville 2020-2023 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Promenades des saveurs

Numéro de projet GSS: 0881

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Sylvie
Nom: Chamberland
Fonction: Directeur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 525-6611
Numéro de télécopieur:
Courriel: sylvie@carrefouralimentaire.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Sylvie
Nom: Chamberland
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-14	2020-12-31

Date limite de réception du rapport final
2021-01-31

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Le Carrefour alimentaire Centre-Sud (CACS) oeuvre depuis plusieurs années à rendre la saine alimentation plus accessible dans le quartier Centre-Sud, dont le tiers des résidents vivent avec un faible revenu. Au cours des dernières années, nous avons pu constater que l'impact de nos activités étaient tout aussi important sur le plan social, tout en donnant l'opportunité aux participants de mieux se nourrir. Puisque l'alimentation est rassembleuse, nous développons nos projets pour que nos activités soient mixtes et ouvertes. Nous souhaitons créer des espaces inclusifs, chaleureux, nourrissants et créer des rencontres improbables. Le projet actuel présente 3 volets pour rendre accessible l'alimentation et favoriser la rencontre entre des groupes de personnes qui ne se fréquenteraient pas normalement, au cours de promenades aux multiples facettes.

- 2 jardins collectifs, mixtes, ouverts et interculturels : Création d'un circuit de jardin collectif en aménageant un jardin dans un rue piétonne (Dufresne, Voir annexe pour le lieu) et un jardin Végétalia (Parthenais/Ste-Catherine). Le jardin de rue serait constitué de 100 smart pot de 24 pouces pour la culture de fruits et de légumes. Le projet nécessite la piétonnisation temporaire de la rue Dufresne à la hauteur du parc Walter-Stewart. Les smart pots seront aménagés en rangées pour faciliter le déplacement à pied, en fauteuil roulant ou en poussette. Ils seront irrigués à l'aide d'un système goutte-à-goutte qui pourrait être branché sur l'arrivée d'eau de l'ancien jardin communautaire. Des tables à piques-niques et des chaises Adirondak s'ajouteront à l'aménagement permanent mis en place par la Ville à l'été 2019, pouvant accueillir les passants et favoriser la socialisation.
- Une série de rencontres entre des personnes âgées et des adolescents: avec le programme de Tous à table!, nous voulons mettre en relation les personnes âgées vivant dans le HLM Frontenac et les adolescents des classes de francisation de l'école Gédéon-Ouimet. Ces rencontres intergénérationnelles et interculturelles auront pour but de discuter autour de souvenirs alimentaires reliés à leur pays d'origine/enfance et de s'ouvrir les uns aux autres. La participation du CRIC permettra d'atteindre un deuxième objectif, soit de réduire les préjugés et faciliter l'intégration de ces personnes. Les activités se feront au jardin ou en cuisine, toujours autour d'un repas sains et savoureux.
- Des rencontres au jardin avec des personnes âgées et des enfants de deux CPE (Topinambour et KIRI) dans le but de briser l'isolement des aînés et de favoriser les liens intergénérationnels
- Un programme éducatif du jardin à l'assiette avec l'école JBM incluant des animation pratiques et théoriques ainsi que l'animation d'un bar à salade avec les élèves des écoles JBM et Champlain.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici décembre 2020, nous aurons augmenté la production de fruits et légumes frais dans le secteur de Ste-Marie

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Production de 500 kg de fruits et légumes frais dans l'ensemble des jardins (cours d'école Jean-Batiste-Meilleur, autour de la serre, Végétalia, rue piétonne)

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Mise sur pied d'un jardin sur la rue piétonne Dufresne et entretien de l'ensemble des jardins en dehors des séances animées

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	30	3	3	0	0

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Animation de séance de jardinage collectif avec des résidents et des usagers de la banque alimentaire de mai à octobre (2 séances sur la rue piétonne et 2 séances à Végétalia)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	26	4	3	4	15

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Développer les connaissances et les compétences horticoles avec différents groupes et briser l'isolement

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Atelier CPE (Topinambour et Kiri) (40 jeunes) et un groupe d'aîné.es avec le Carrefour St-Eusèbe et des Tours Frontenac de la Gestion des trois pignons (10)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	6	2	2	4	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Animation d'ateliers théoriques et pratiques lors des séances de jardinage avec un groupe de jardiniers Récoltes Solidaires et de résidents (jardin dans la rue et Végétalia) (idem que 1.2)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	26	4	3	4	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers horticoles avec les étudiants en francisation participant au programme Tous à table de l'école Gédéon-Ouimet, du Centre Lartigue , du HLM Frontenac et des Tours Frontenac

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	6	1	3	4	30

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers d'agriculture urbaine pour les camps de jour du Centre Poupart et les Chemins du Soleil

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	6	2	2	4	12

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers pédagogiques sur l'agriculture urbaine avec l'école JBM

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	6	2	2	4	20

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les participants aux jardins ont augmenté de 30% à 50% leur consommation de fruits et légumes et font plus facilement le lien entre le jardin et l'assiette

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers de cuisine collective avec les récoltes du jardin avec les participants des jardins

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par semaine	10	1	4	1	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Atelier de bar à salade avec l'école JBM durant l'année scolaire permettant à 200 jeunes d'avoir accès des fruits et légumes frais

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	36	2	3	2	7

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici décembre 2020, nous aurons créé un espace alimentaire piéton propice à la rencontre et à la détente dans le but de briser l'isolement et favoriser l'inclusion sociale

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Plusieurs groupes de personnes auront brisé leur isolement en fréquentant le lieu au cours de différentes activités

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Atelier de tricot avec le groupe de "Tricoter son tissus social" (période à déterminer avec la SEM)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	1	1	1	1	1

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les résidents et les participants ont créé un sentiment d'appartenance et se sentent en sécurité (Dans la rue piétonne et ses alentours)

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Foire d'agriculture urbaine cultiver Montréal au mois de mai (parc Walter-Stewart)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	6	1	700

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Fête de Notre quartier Nourricier au mois de septembre

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	5	1	200

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Accueil quotidien d'une trentaine de citoyens/cueilleurs prenant leur lunch et/ou se reposant

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	1	1	100

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Présence d'un pair aidant à au moins deux séances par semaine de jardinages pour augmenter la rétention des personnes à précarité financière et favoriser l'inclusion

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	2	26	3	2	15

Mesures des résultats	Précision

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Jardin Végétalia - Parthenais/Ste-Catherine

Nom du lieu: Cours d'école Jean-Batiste-Meilleur

Nom du lieu: Rue Dufresne

Nom du lieu: Cuisine collective des Tours
No civique: 1855
Rue: Havre
Code postal: H2K 2X4
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Nom du lieu: École Jean-Batiste-Meilleur
No civique: 2237
Rue: Fullum
Code postal: H2K 3P1
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Alimentation
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Vivre-ensemble
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 200
Nb. femmes: 200
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 400

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les groupes d'âge

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Personnes issues de l'immigration
- Résidents de logements sociaux

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Depuis plusieurs années, nous créons nos programmes pour qu'ils favorisent la participation des personnes vivant avec un faible revenu. Pour ce faire, nous avons, entre autre, mis en place le programme Récoltes Solidaires où les participants sont recrutés à la banque alimentaire. Ils sont amenés à participer aux cuisines, au marché et au jardin. Il sont soit accompagnés par un pair-aidant pour une première participation ou bien ils peuvent intégrer un groupe existant s'ils se sentent à l'aise. Ce modèle nous permet de rejoindre les personnes qui ont réellement besoin de nos services. De plus, nous consultons régulièrement les pairs aidants pour l'amélioration de nos programmes et afin qu'ils soient toujours plus accessibles à la population vivant des situations de précarité.

S'inspirant de nos expérience pour ce projet, nous offrirons des séances d'information à la banque alimentaire et nous organiserons une visite avec des futurs participants et nos pairs-aidant pour que les gens connaissent les jardins et se sentent à l'aise d'y venir ensuite par eux-mêmes. De plus, nous pourrons fournir des billets d'autobus aux personnes pour qui le déplacement est un obstacle.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: Sophie Mauzerolle + Direction développement social + TP

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de terrain		Non
Autres : précisez Prêt de table à pique-nique et fermeture temporaire de rue		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 800, boul. De Maisonneuve Est,
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4L8

Nom du partenaire: École
Précision: Jean-Batiste-Meilleur

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de terrain		Oui
Prêt de local		Oui
Appui financier	2 700 $	Oui

Nom de la personne ressource: Guy Coisman
Adresse courriel: coismang@csdm.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 596-5830
Adresse postale: 2237 Rue Fullum
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 3P1

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Notre Quartier Nourricier (CDC+SEM+Sentier urbain)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Non
Promotion / Sensibilisation		Non

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2187 Rue Larivière
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 1P5

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Information alimentaire Centre-Sud (Lucille Pion 514-529-2626)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1710, rue Beaudry
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 3E7

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Groupe Prével

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de terrain		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 681 Rue William
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3C 0T9

Nom du partenaire: Gouvernement du Québec
Précision: Subvention salariale Emploi Québec

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	13 125 $	Non

Nom de la personne ressource: Simon Gallant
Adresse courriel: simon.gallant@servicesquebec.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 873-7032
Adresse postale: 7077, rue Beaubien Est, Bureau 300
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1M 2Y2

Nom du partenaire: Gouvernement du Canada
Précision: Subvention salariale Emploi d'été Canada

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	7 000 $	Non

Nom de la personne ressource: Service Canada
Adresse courriel: eec-csj@servicecanada.gc.ca
Numéro de téléphone: (800) 935-5555
Adresse postale: 200 Boulevard René-Lévesque O
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2Z 1X4

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Contribution de l'organisme

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	5 020,7 $	Oui

Nom de la personne ressource: Sylvie Chamberland
Adresse courriel: sylvie@carrefouralimentaire.org
Numéro de téléphone: (514) 525-6611
Adresse postale: 2349 rue de Rouen
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 1L8

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	23 $	15	43,74 $	36	1	13 994,64 $
Chargé(e) de projet	19,5 $	35	90,29 $	30	1	23 183,7 $
Animateur(trice)	17 $	35	156,44 $	12	2	18 034,56 $
Pair-aidant	12,5 $	4	4,1 $	20	2	2 164 $
Autre poste : veuillez l'identifier Animateur(trice) de l'éducation culinaire (Bar à salade + atelier de Tous à Table avec les aînés)	17 $	12	24,3 $	36	1	8 218,8 $
Total						65 595,7 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			27 845,7 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Coordonnateur(trice)	13 994,64 $	8 973,94 $	5 020,7 $	0 $	0 $
Chargé(e) de projet	23 183,7 $	10 058,7 $	13 125 $	0 $	0 $
Animateur(trice)	18 034,56 $	11 034,56 $	7 000 $	0 $	0 $
Pair-aidant	2 164 $	2 164 $	0 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier Animateur(trice) de l'éducation culinaire (Bar à salade + atelier de Tous à Table avec les aînés)	8 218,8 $	5 518,8 $	2 700 $	0 $	0 $
Total	**65 595,7 $**	**37 750 $**	**27 845,7 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		5 000 $	0 $	0 $	**5 000 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		500 $	0 $	0 $	**500 $**
Photocopies, publicité		1 500 $	0 $	0 $	**1 500 $**
Déplacements		250 $	0 $	0 $	**250 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total		**7 250 $**	**0 $**	**0 $**	**7 250 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**9,95 %**			
Frais administratifs		**0 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**0 %**			
Total		**45 000 $**	**27 845,7 $**	**0 $**	**72 845,7 $**

Informations complémentaires

Nous avons déjà des ententes avec les groupes avec qui nous planifions les animations. Au cours de l'été 2019, nous avons fait des projets pilotes avec les Camps de jour et le Centre Lartigue ainsi qu'avec l'école Jean-Batiste-Meilleur. Nous avons reçu une bonne réponse et nous aimerions leur offrir une session d'animation complète pour avoir un plus grand impact.

Les ateliers/animations pour le bar à salade ont été calculés pour une année scolaire complète.

Pour le piétonnisation, voir le pdf en pièce jointe.

**Le montant demandé pour le matériel servira à acheter les Smart pots, le terreau, les semis et le systèmes de goutte-à-goutte.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Rapport Étape-Final 2019-2020 (2).pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
lettre_d'appui_Kiri.pdf	*Non applicable*
20200124135907_001.pdf	*Non applicable*
Lettre de soutien 23-01-2020 (1).pdf	*Non applicable*
Carrefour alimentaire_CGO.pdf	*Non applicable*
projet-pietonnisation-rue-Dufresne-2020.pdf	*Non applicable*
LETTRE D'APPUI - G3P.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Résolution CA.pdf	Validité du 2020-01-15

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Sylvie Chamberland	**Fonction:** Directeur(trice)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Engagement_0001(1).pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

#0611 - FEMMES-RELAIS INTERCULTURELLES (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
Carrefour de ressources en interculturel	Rassembler et développer des outils par et pour des résidents et des organismes afin de faciliter le rapprochement interculturel

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Ville-Marie - MTESS-Ville 2020-2023 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Femmes-relais interculturelles

Numéro de projet GSS: 0611

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Veronica
Nom: Islas
Fonction: Directeur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 525-2778
Numéro de télécopieur:
Courriel: dg@criccentresud.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Veronica
Nom: Islas
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2023-03-31

Date limite de réception du rapport final ⓘ
2023-05-01

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Le Centre-Sud connait depuis plusieurs années une augmentation constante de sa population immigrante, particulièrement parmi les familles avec enfants. Dans les écoles primaires, le pourcentage d'enfants n'ayant pas le français comme langue maternelle ne cesse d'augmenter, ainsi que le nombre d'enfants en classe d'accueil. De nombreuses familles issues de l'immigration récente vivent dans la précarité et font face à de multiples enjeux, dont l'apprentissage de la langue française, l'accès à l'emploi, l'accès aux services et la connaissance des ressources et du fonctionnement de la société québécoise.

Les femmes sont celles qui éprouvent le plus de difficultés à s'insérer sur le marché du travail. En plus du manque de reconnaissance des diplômes et de l'expérience acquise à l'étranger, elles sont souvent limitées par le manque d'accès à des services de garde pour leurs enfants. Elles vivent une perte d'estime de soi suite aux difficultés vécues dans leur recherche d'emploi et beaucoup d'isolement.

Femmes-relais interculturelles (FRI) est un projet structurant qui vise à répondre autant aux besoins des familles issues de l'immigration récente qu'à ceux des femmes immigrantes qui vivent des difficultés dans leur insertion socioprofessionnelle au Québec. Le projet a pour objectif de former un minimum de 12 femmes immigrantes par année pour qu'elles puissent accompagner plus de 280 familles immigrantes nouvellement arrivées dans le quartier. L'accompagnement offert par les FRI dans leur langue maternelle permet de mieux cerner les besoins des familles et de les référer vers les ressources appropriées, en plus de faciliter une meilleure compréhension des codes culturels et du fonctionnement de la société d'accueil. Le projet se veut également un tremplin pour l'insertion socioprofessionnelle des participantes en leur permettant d'acquérir des compétences et une première expérience professionnelle québécoise. Grâce au soutien individualisé offert par une enseignante du CREP, elles élaborent et mettent en œuvre un plan d'action pour un retour aux études ou au travail.

Le projet FRI encourage également le vivre-ensemble et l'implication des personnes immigrantes. En effet, en facilitant l'inclusion et l'implication citoyenne des personnes issues de la diversité d'une façon structurante, le projet contribue à la prévention d'actes d'incivilité et de violence, tel que le vandalisme subi par la mosquée du quartier, et plus récemment des autocollants aux messages haineux retrouvés un peu partout dans le quartier.

Ce projet s'arrime parfaitement aux priorités municipales d'inclusion et d'intégration des clientèles les plus vulnérables, soit les communautés culturelles et les femmes; de soutien à la vie communautaire de par l'implication citoyenne des Femmes-relais; et de cohabitation sociale en favorisant le vivre-ensemble et la mixité sociale. Plusieurs acteurs communautaires du quartier apprécient et profitent des services et de l'expertise des FRI.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2023, le projet Femmes-relais interculturelles aura favorisé l'insertion socioprofessionnelle d'un minimum de 36 femmes immigrantes (12 par année).

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)

Parmi ces 36 femmes, 18 femmes trouveront un emploi, 12 femmes feront un retour aux études, et 6 femmes s'engageront dans un projet d'implication bénévole.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

Les participantes suivront des formations en employabilité données par le CREP (portrait personnel et professionnel, CV, lettre de présentation, entrevue, marché caché, etc.)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

par_annee	3	10	3	1	12

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Les participantes effectueront un stage socioprofessionnel d'une durée de 10 mois, à raison de 3-6 heures par semaine, reconnu et attesté par le CRIC et le CREP.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	43	6	1	12

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Les participantes participeront à des rencontres individuelles avec l'enseignante du CREP qui les soutiendra pour élaborer un plan d'action personnalisé.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	12	2	1	12

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Autres, veuillez préciser	Témoignages des participantes recueillis suite au projet

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Un changement de perception sera observé chez les participantes: elles percevront la société d'accueil comme plus inclusive et ouverte suite au projet.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
L'ensemble des formations offertes aux Femmes-relais (insertion socioprofessionnelle, accompagnements et implication citoyenne) contribueront à ce changement.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	41	3	1	12

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2023, le projet aura favorisé l'intégration de minimum 840 familles immigrantes nouvellement arrivées (280 familles par année).

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Ces familles immigrantes seront référées et accompagnées vers les ressources communautaires et publiques dont elles ont besoin.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Des formations seront offertes aux Femmes-relais pour les outiller à faire des accompagnements (communication interculturelle, développement du pouvoir d'agir, statuts d'immigration, etc.)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	25	3	1	12

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Des rencontres d'accompagnement auprès des familles immigrantes seront réalisées par les Femmes-relais dans leur langue maternelle (interprétation, explication codes culturels, référencement).

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	800	2		

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet	

(ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Ces familles auront une meilleure connaissance du fonctionnement et des codes culturels de la société d'accueil.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Les activités mentionnées ci-haut (formations offertes aux Femmes-relais et rencontres d'accompagnement auprès des familles) contribueront à l'atteinte de ce résultat.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2023, le projet aura favorisé l'implication citoyenne de 36 femmes immigrantes (12 par année) et de 30 personnes immigrantes accompagnées (10 par année).

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les 36 femmes-relais formées par le projet s'impliqueront dans les processus démocratiques disponibles et elles inciteront des personnes accompagnées à s'impliquer aussi.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Des formations seront offertes aux femmes-relais sur les différents paliers gouvernementaux, le rôle d'un conseil d'administration, d'un conseil d'établissement, de l'ombudsman, etc.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	6	3	1	12

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Des rencontres avec des élus de tous les paliers seront organisées pour les Femmes-relais afin qu'elles puissent mieux connaître leurs rôles et prendre conscience de leur accessibilité.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	3	2	1	12

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Les Femmes-relais participeront à différents processus démocratiques: prise de parole au conseil d'arrondissement, forums citoyens, débats électoraux, assemblées générales des écoles, etc.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	5	2	1	12

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Les Femmes-relais s'impliqueront dans différents événements de quartier (fêtes de quartier, Magasin Partage, présentations au centre de francisation, etc.)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	15	2	1	12

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Autres, veuillez préciser	Témoignages des participantes recueillis suite au projet

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les participantes et les personnes accompagnées auront un plus grand sentiment d'appartenance à la société d'accueil et elles

seront mieux représentées dans les processus démocratiques.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Toutes les activités mentionnées ci-haut (formations, rencontres avec élus, participation aux processus démocratiques et implication dans le quartier) contribueront à l'atteinte de ce résultat.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Autres, veuillez préciser	Témoignages des participantes et des personnes accompagnées

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 1-1851
Rue: rue Dufresne
Numéro de bureau:
Code postal: H2K 3K4
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Nom du lieu: Centre d'éducation et d'action des femmes
No civique: 2422
Rue: Boulevard de Maisonneuve Est
Code postal: H2K 2E9
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Nom du lieu: Corporation de développement communautaire Centre-Sud
No civique: 2187
Rue: Larivière
Code postal: H2K 1P5
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Vivre-ensemble
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Intégration
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Engagement social et communautaire

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 280

Nb. femmes: 596
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 876

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les groupes d'âge

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Minorités ethniques
- Personnes issues de l'immigration

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Immigrants depuis plus de 5 ans
- Réfugiés et demandeurs d'asile
- Autres
- **Précision:** personnes à statut précaire

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Le projet a été conçu pour répondre aux besoins des femmes immigrantes qui font face à des barrières systémiques et qui ont des besoins spécifiques au niveau de l'insertion socioprofessionnelle. Les participantes sont régulièrement consultées et elles participent à des exercices de bilan et leurs rétroactions sont prises en compte pour l'amélioration continue du projet. Le projet vise à faciliter l'équité (égalité des chances) et à déconstruire les stéréotypes.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Centre de ressources éducatives et pédagogiques (CREP) de la CSDM

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources humaines		Oui
Formation		Oui
Autres : précisez Accompagnement individualisé en insertion professionnelle		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5643 rue Clark
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2T 2V5

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Centre d'éducation et d'action des femmes (CÉAF)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Intervention psychosociale		Oui
Formation		Oui
Prêt de local		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2422 boulevard de Maisonneuve Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 2E9

Nom du partenaire: Institution d'enseignement supérieur
Précision: Laboratoire de recherche en relations interculturelles (LABRRI) de l'Université de Montréal

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recherche / Évaluation		Oui
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: Département d’anthropologie Université de Montréal C.P. 6128, succursale Centre-ville
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3C 3J7

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Institut de recherche sur l'intégration professionnelle des immigrants (IRIPI)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recherche / Évaluation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6220, rue Sherbrooke Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1N 1C1

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Écomusée du fier monde

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Projet Raconte-moi Centre-Sud		Oui
Prêt de local		Oui
Formation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2050, rue Atateken
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 3L8

Nom du partenaire: École
Précision: École Jean-Baptiste Meilleur

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Protocole d'accueil des élèves en classes d'accueil		Oui
Références		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2237 Rue Fullum
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 3P1

Nom du partenaire: École
Précision: Centre Lartigue

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Références		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2217 Avenue Papineau
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 4J5

Nom du partenaire: Entreprise privée
Précision: Intelerad

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Simulation d'entrevues, mentorat pour les Femmes-relais interculturelles		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 800 Boulevard de Maisonneuve Est, 12e étage
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4L8

Nom du partenaire: Comité de locataires
Précision: Comité logement Ville-Marie

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Formation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1710, rue Beaudry, local 2.7
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 3E7

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Formation		Oui
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 518, rue Beaubien Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2S 1S5

Nom du partenaire: Ville de Montréal
Précision: Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) - Entente MIDI-Ville 2018-2021

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	35 658,5 $	Oui

Nom de la personne ressource: Mourad Benzidane
Adresse courriel: mourad.benzidane@montreal.ca
Numéro de téléphone: (514) 868-5596
Adresse postale: 155, rue Notre-Dame Est, annexe, 1er étage, local 1.100
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2Y 1B5

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Réseau Réussite Montréal

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	6 600 $	Oui

Nom de la personne ressource: Christine Demers
Adresse courriel: cdemers@reseaureussitemontreal.ca
Numéro de téléphone: (514) 286-2346
Adresse postale: 4255, rue Wellington, local 200
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4G 1V9

Nom du partenaire: Institutions financières
Précision: Desjardins

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	5 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: Vanessa Constatineau
Adresse courriel: vanessa.m.constantineau@desjardins.com
Numéro de téléphone: (514) 849-3581
Adresse postale: 1255, rue Berri
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4C6

Nom du partenaire: Centraide
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	13 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: Amélie Panneton
Adresse courriel: pannetona@centraide-mtl.org
Numéro de téléphone: (514) 288-1261
Adresse postale: 493, rue Sherbrooke Ouest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3A 1B6

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Organisateur(trice)	21 $	30	113,5 $	49	1	36 431,5 $
Formateur(trice)	21 $	32	121 $	49	1	38 857 $
Total						75 288,5 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			60 258,5 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Organisateur(trice)	36 431,5 $	10 000 $	26 431,5 $	0 $	0 $
Formateur(trice)	38 857 $	22 857 $	16 000 $	0 $	0 $
Total	**75 288,5 $**	**32 857 $**	**42 431,5 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		1 000 $	2 000,5 $	0 $	**3 000,5 $**
Photocopies, publicité		500 $	1 000 $	0 $	**1 500 $**
Déplacements		950 $	6 568,5 $	0 $	**7 518,5 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		2 693 $	4 158 $	0 $	**6 851 $**
Total		**5 143 $**	**13 727 $**	**0 $**	**18 870 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**18,82 %**			
Frais administratifs		**2 000 $**	**4 100 $**	**0 $**	**6 100 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**6,08 %**			
Total		**40 000 $**	**60 258,5 $**	**0 $**	**100 258,5 $**

Informations complémentaires

Une nouvelle collaboration s'est tissée cette année entre le projet Femmes-relais interculturelles et Raconte-moi Centre-Sud, un projet porté par le CRIC et l'Écomusée du fier monde faisant partie du Mouvement Courtepointe ayant émergé de la planification stratégique de la Table de développement social (TDS) Centre-Sud. En effet, la cohorte de Femmes-relais interculturelles du CRIC est au cœur de l'an 2 du projet. Les Femmes-relais ont entrepris de mettre en valeur et faire connaître l'histoire du Centre-Sud, de ses résidents et de ses lieux. Curieuses d'en savoir plus sur le quartier, elles iront à la rencontre des organismes communautaires pour les découvrir, documenter leurs actions et impacts et ensuite partager cette histoire avec la population du Centre-Sud. Les participantes suivront une série d'ateliers offerts par l'Écomusée du fier monde sur l'histoire du Centre-Sud et les techniques de l'enquête orale et elles rempliront un journal de bord hebdomadaire sur leur expérience de Femme-relais. Cette nouvelle collaboration vise à permettre à des femmes issues de la diversité de mieux connaître l'histoire du quartier par la récolte de témoignages, à créer des rencontres improbables, à renforcer le sentiment d'appartenance au quartier et à documenter certaines réalités du Centre-Sud. De plus, pour le projet Femmes-relais, cette participation favorise grandement l'ancrage dans la communauté des participantes et le journal de bord devient un précieux outil andragogique qui favorise l'apprentissage et la pratique réflexive pendant tout le parcours de Femme-relais. De facto, elles deviendront des bibliothèques vivantes communautaires.

Parmi les nombreux partenaires contribuant au projet, plusieurs bénéficient également des services des Femmes-relais et de l'expertise du CRIC. En effet, l'École Jean Baptiste-Meilleur et toutes les écoles du primaire du quartier font régulièrement appel aux femmes-relais pour faire l'interprétation linguistique et culturelle de rencontres professeurs/spécialistes-parents. Des CPEs, de nombreux organismes communautaires du quartier, tels que La Relance, le Centre de pédiatrie sociale, l'Association des familles du Centre-Sud, la SEM, etc. utilisent les services des Femmes-relais pour faciliter les interventions auprès de leurs participants. De plus, tous les organismes de Centre-Sud peuvent bénéficier gratuitement et de façon confidentielle du coaching du CRIC dans des situations interculturelles délicates qui nécessitent un accompagnement.

L'implication citoyenne des Femmes-relais interculturelles va bien au-delà de la durée du projet. Parmi les Femmes-relais d'expérience, 4 sont impliquées au sein de conseils d'établissement d'écoles, 6 dans des conseils d'administration, 1 au Conseil interculturel de Montréal, deux ont participé à Cité Elles MTL, et plusieurs autres s'impliquent à titre de bénévoles dans différents organismes, en plus de poursuivre leur implication au CRIC.

Quant au financement, il demeure précaire. La contribution du BINAM est assurée jusqu'au début 2021. Du montant total reçu, seule une partie est dédiée au projet local du Centre-Sud. Le budget présenté témoigne de la situation financière réelle et de la nécessité de financement pour assurer le maintien du projet.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Rapport-annuel-CRIC_18-19.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Lettre appui JBM.pdf	*Non applicable*
Lettre appui Écomusée.pdf	*Non applicable*
Lettre appui Centre Lartigue.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
r-solution lutte-pauv002.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Veronica Islas	**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20200124-015536-signée.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

#0994 - DROP-IN HORS PISTE (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
Cirque Hors Piste	CHP utilise les arts du cirque pour proposer aux jeunes marginalisés ou à risque d'exclusion un parcours alternatif de développement personnel, avec un accompagnement artistique et social qui leur permet d'avancer et de s'épanouir comme citoyen. Champion de la collaboration, l'organisme base son action sur le partenariat interorganisationnel depuis 22 ans. Le cirque social est une approche ayant fait ses preuves au fil des ans et s'inscrit dans le mouvement global des arts pour le changement social. Son impact auprès d'individus en situation de précarité est sans équivoque, en plus de contribuer plus largement au mieux-être collectif dans sa communauté.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Ville-Marie - MTESS-Ville 2020-2023 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Drop-In Hors Piste
Numéro de projet GSS: 0994

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Karine
Nom: Lavoie
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 248-1488
Numéro de télécopieur:
Courriel: info@cirquehorspiste.com

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Karine
Nom: Lavoie
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-06	2023-03-31

Date limite de réception du rapport final
2023-05-01

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Le projet **Drop-In Hors Piste**, d'une durée de 3 ans est divisé en 2 volets principaux et vise la réaffiliation sociale de jeunes en situation d'itinérance tout en participant à une cohabitation harmonieuse dans le quartier centre-sud. Utilisant l'approche alternative alliant intervention sociale et activités de cirque social, le projet propose une intervention intégrée et organisée de façon concertée avec l'ensemble des acteurs du milieu, mais plus étroitement avec les organismes Rézo et En Marge 12-17 qui seront impliqués, de façon complémentaire dans la mise en place de toutes les activités du projet. Le projet se déroulera principalement dans une zone géographique qui présente une importante population de jeunes en situation d'itinérance, souvent accompagné de toxicomanie et/ou de problème de santé mentale.

Volet 1: Actions dans l'espace public

Ce volet propose une bonification de la présence d'une l'équipe composée d'un.e instructeur.e de cirque, d'un.e aide-instructeur.e (pairs-aidants) et d'un.e intervenant.e sociale de proximité dans l'espace public dans des zones où il y a présence de tension sociale (parc Serge-Garant, parc Charles S. Campbell, Place Émilie Gamelin). Par l'utilisation des arts du cirque (ateliers ambulants), l'équipe créée des liens avec les jeunes en situation d'itinérance, favorise le dialogue entre eux et les commerçants et résidents du secteur et intervient selon les besoins identifiés par les jeunes. De nombreux partenaires (organismes communautaires, table de concertation et pdq 22) confirme l'impact de ces interventions sur la cohabitation dans le quartier et témoignent de l'importance de bonifier ces actions pour répondre aux besoins du milieu.

Volet 2- Drop-In Hors Piste

Ce volet vise la création d'un espace d'implication hebdomadaire pour et par les jeunes en situation d'itinérance, en concertation avec les trois organismes partenaires du projet. En plus de proposer un espace de parole et d'apprentissages sociaux, l'utilisation de l'approche du cirque social crée un lieu privilégié et alternatif où il est possible d'expérimenter, de prendre des risques de façon sécuritaire, de développer une appartenance. Ce lieu est aussi un espace de sécurité physique et émotive, un espace permettant de redonner un pouvoir d'agir aux jeunes et ainsi favoriser leur intégration socio-communautaire. Dans le cadre de ce volet, un comité de jeunes sera mis sur pied pour participer au développement de l'espace et aux choix des activités.

Les deux volets du projet sont complémentaires et favorisent un continuum d'intervention de la création du lien de confiance à la mise en action de jeunes en situation d'itinérance leur permettant de jouer un rôle actif au sein de leur communauté.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2023, le projet aura contribué à l'amélioration de la cohabitation sociale dans le quartier en créant des liens avec 250 jeunes en situation d'itinérance par le biais des arts du cirque.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Réduction de l'exclusion sociale chez les jeunes en situation d'itinérance

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir 48 ateliers de cirque social d'une durée de 3 heures dans l'espace public

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	24	2	3	24	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir 20 ateliers de cirque social dans les organismes partenaires du projet

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	1	3	2	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir un accompagnement individualisé aux jeunes participants en situation d'itinérance

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	12	5	4	60	1

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Favoriser des espaces de rencontres et d'échanges entre jeunes en situation d'itinérance, résidents et commerçants du quartier centre-sud

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
bimensuel	12	1	3	12	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2023, le projet vise l'implication sociale de 150 jeunes en situation d'itinérance, favorisant leur réaffiliation sociale

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation de la participation sociale de 150 jeunes en situation d'itinérance

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir un espace d'implication sociale d'une durée de 5 heures une fois par semaine en soirée: activités de cirque, repas, bricolage, vidéos

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	34	1	5	34	15

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation du pouvoir d'agir chez les jeunes en situation d'itinérance

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Création d'un comité de jeunes pour l'élaboration et la gestion de l'espace drop-in

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	12	1	3	4	5

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 6-1153
Rue: Alexandre De-Sève
Numéro de bureau:
Code postal: H2L 2T7
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Vivre-ensemble
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Engagement social et communautaire

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 225
Nb. femmes: 125
Autres identités de genre: 75
Total (H + F + Autres): 425

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Personnes seules

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes sans abris
- Jeunes à risque
- Communautés LGBTQ+

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Ce projet se veut inclusif, tous comme les trois organismes qui collaboreront au projet, c'est pourquoi la sécurité des femmes pendant le processus sera assurée par la présence de l'équipe terrain et par la mise en place d'un code de vie avec tous les participants. Cette sécurité comprend à la fois le respect de l'intégrité physique, mais aussi la prévention de toute forme de violence verbale et psychologique. Les intervenants et instructeurs vont non seulement assurer la sécurité des femmes, mais aussi permettre la libre expression et le respect de leurs idées, paroles et sentiments pour créer un environnement sécuritaire et de bien être tout au long du projet. Afin de s'assurer de s'adapter aux besoins spécifiques des femmes, des efforts seront mis afin de mettre en place des équipes paritaires tout au long du projet, incluant le comité de jeunes qui participera aux choix des activités de l'espace drop-in.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: En Marge 12-17

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources humaines		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1151 Alexandre De-Sève
Ville: Ville de Montréal
Province: Quebec
Code postal: H2L 2T7

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Rézo

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources humaines		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2075 Rue Plessis #207
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 2Y4

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Réchaud bus

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	1 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: DANIELLE JUTRAS
Adresse courriel: danju@hotmail.fr
Numéro de téléphone: (514) 280-3246
Adresse postale: non disponible
Ville: Ville de Montréal
Province: Quebec
Code postal: H2L 2T7

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: Ville de Montréal- plan d'action itinérance

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	5 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: Sylvie Lepage
Adresse courriel: sylvie.lepage@montreal.ca
Numéro de téléphone: (514) 872-9655
Adresse postale: 801, rue Brennan, 4ème étage
Ville: Ville de Montréal
Province: Quebec
Code postal: H3C 0G4

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Animateur(trice)	23,79 $	10	39 $	42	1	11 629,8 $
Pair-aidant	14 $	10	23 $	42	1	6 846 $
Intervenant(e)	20 $	5	16,26 $	34	1	3 952,84 $
Participant (allocations)	12,5 $	4	9 $	34	1	2 006 $
Total						24 434,64 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			6 000 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Animateur(trice)	11 629,8 $	9 606,8 $	2 023 $	0 $	0 $
Pair-aidant	6 846 $	4 819 $	2 027 $	0 $	0 $
Intervenant(e)	3 952,84 $	3 952,84 $	0 $	0 $	0 $
Participant (allocations)	2 006 $	2 006 $	0 $	0 $	0 $
Total	**24 434,64 $**	**20 384,64 $**	**4 050 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	70 $	0 $	**70 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		0 $	40 $	0 $	**40 $**
Photocopies, publicité		0 $	40 $	0 $	**40 $**
Déplacements		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		2 000 $	0 $	0 $	**2 000 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		1 000 $	1 000 $	0 $	**2 000 $**
Total		**3 000 $**	**1 150 $**	**0 $**	**4 150 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		150 %			
Frais administratifs		**2 338 $**	**800 $**	**0 $**	**3 138 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		116,9 %			
Total		**25 722,64 $**	**6 000 $**	**0 $**	**31 722,64 $**

Informations complémentaires

- Le budget proposé est pour une durée d'un an, mais le projet vise une récurrence annuelle sur 3 ans.
- Le volet actions dans l'espace public est soutenu en partie par la ville de Montréal dans le cadre du plan d'action en itinérance, le projet propose une bonification des activités pour répondre aux besoins identifiés par le milieu.
- **Fondements théoriques liés à l'approche d'intervention par le cirque et l'intégration de jeunes en situation d'itinérance qui en démontre sa particularité et sa pertinence.**

Lors d'un colloque sur les droits et libertés pour les jeunes de la rue tenu à Montréal en 1999, Céline Bellot, chercheure en criminologie de l'Université de Montréal, a présenté trois logiques d'intervention à l'égard de la marginalité et de la jeunesse. Une de ces présentée par la chercheure est celle de l'intégration. Cette logique tient compte du fait que le jeune est l'acteur de sa propre vie, porteur de changement et qu'il a acquis des compétences et des stratégies à partir de son expérience. Dans cette logique, les jeunes sont amenés à développer leurs propres solutions avec l'aide d'approches d'intervention, en fonction de leurs besoins et de leur degré de motivation. Il importe donc de travailler ensemble à l'élaboration d'un projet social qui utilise la solidarité pour lutter contre les difficultés d'intégration sociale. Plusieurs auteurs et intervenants soulignent les grandes capacités artistiques et créatives des jeunes en situation précaire. Des projets qui allient l'art à l'intervention, comme celui proposé, donnent l'occasion à la fois de développer le potentiel créatif des jeunes et d'ouvrir de nouveaux canaux de communication avec eux, et ils permettent aux jeunes de devenir acteurs de leur propre cheminement. Ces projets peuvent s'inscrire dans le cadre de pratiques d'intervention traditionnelles ou offrir une alternative d'intervention. On a pu caractériser le cirque, à juste titre, comme un art de la solidarité, car il s'appuie largement sur l'entraide et le travail collectif. C'est pourquoi, contrairement à d'autres types d'intervention sociale basés sur une relation personnelle entre un jeune et un intervenant, l'intervention en cirque social, par la nature des activités utilisées, repose beaucoup sur la participation collective. Agir au sein d'un groupe en réalisant des activités communes est un formidable moteur de confiance envers autrui, qui permet de développer des valeurs sociales fondamentales comme la solidarité, l'empathie, l'entraide, le sentiment d'appartenance, l'écoute, le respect et l'amitié. Les notions de leadership et de respect de règles communes sont également favorisées, ce qui amène les participants à ne plus se considérer uniquement comme des individus mais aussi comme des membres d'une collectivité.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Lettre-appui_Rézo_2020 drop in hors piste.pdf	*Non applicable*
Lettre appui_CHP2020_Ville-MTESSS_En Marge 1217.pdf	*Non applicable*
Lettre appui Cirque Hors Piste- TCJI janv 20.pdf	*Non applicable*
Le Cirque Hors Piste permet à des jeunes marginaux de retrouver un certain équilibre _ Le Devoir.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Résolution du CA no 48 de Cirque Hors Piste-Ville-MTESS.pdf	Validité du 2019-11-20

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Karine Lavoie	**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20200127-110658.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1203405001

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 15

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Carrefour alimentaire Centre-Sud	367320
2.	Carrefour de ressources en interculturel	132785
3.	Cirque Hors Piste	423953
4.	Comité logement Ville-Marie de Montréal	133317
5.	Coup d'Pousse Montréal	490712
6.	Go Jeunesse	565797
7.	Direction chrétienne (Innovation jeunes)	176033
8.	La Fondation du refuge pour femmes Chez Doris	120230
9.	La Relance Jeunes et Familles inc.	132786
10.	Les Valoristes coopérative de solidarité	363763
11.	Les YMCA du Québec	296130
12.	Mères avec pouvoir Montréal	175731
13.	Sentier Urbain	129374
14.	Société écocitoyenne de Montréal	380164
15.	Spectre de rue inc.	107731

Financement : Financement corporatif

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		396 658,80 $	329 690,00 $	307 452,00 $	30 635,20 $			**1 064 436,00 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 36

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	01	avril	2020	Date de fin :	31	mars	2023

Formulaire complété par : Martin Crépeau

Prénom, nom

Date et heure système : 01 mai 2020 09:06:12

Ville-Marie
Montréal

Cadre de référence de l'arrondissement de Ville-Marie concernant l'Entente dans le cadre des Alliances pour la solidarité (Ville-MESS 2018-2023)

Octobre 2019

Contexte

Le présent cadre de référence a pour objectif d'identifier les principes devant guider la mise en œuvre d'interventions en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans le cadre de l'entente des Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) tenant compte des besoins identifiés par l'arrondissement, les tables de quartier, les partenaires du milieu et les résidants préoccupés par les questions relatives au développement social urbain.

À la suite de la révision de la méthode de répartition des fonds de l'entente MTESS-Ville et de l'indice de défavorisation basée sur la mesure du panier de consommation, l'enveloppe annuelle attribuée à l'arrondissement de Ville-Marie est passée de 225 611$ à 440 732 $. Les projets peuvent être d'une durée d'un an à trois ans et peuvent débuter au plus tôt le 1er avril 2020 pour se terminer au plus tard le 31 mars 2023.

Initiatives admissibles

Cette entente demeure une source de financement de projets et *ne peut servir à financer la mission de base d'un organisme.*

Sont admissibles à un financement les initiatives qui :

- luttent contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment les projets d'interventions en matière de développement social et communautaire, de prévention de la pauvreté, d'aide à l'intégration en emploi des personnes éloignées du marché du travail, d'insertion sociale, d'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté dans les territoires à concentration de pauvreté;
- ont fait l'objet d'une analyse partagée des besoins et des priorités et d'une concertation avec les représentants du milieu. Ils répondent aux objectifs des planifications stratégiques locales et régionales et des plans d'action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, ainsi qu'aux objectifs de la Stratégie nationale;
- répondent aux besoins de la population de Ville-Marie.

De plus, les projets qui tiennent compte de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+) seront favorisés.

Critères de sélection

Les initiatives sélectionnées doivent répondre aux critères du MTESS :

- Les retombées de l'initiative sur la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale;
- Les caractéristiques de l'initiative, notamment les objectifs poursuivis, la nature, la pertinence et l'originalité des activités prévues;
- le réalisme de la planification;
- la capacité de l'organisme à réaliser l'initiative :
    - grâce à son expertise et celle de ses partenaires
    - grâce à sa capacité financière ou organisationnelle
- la diversité des contributions financières;
- le caractère novateur ou structurant de l'initiative;

- la présence de partenaires du milieu impliqués dans le projet;
- l'existence d'un potentiel de financement récurrent des activités découlant de l'initiative après la période de subvention.

Une grille d'évaluation a été rédigée sur la base de ces critères. Il est important de la consulter en préparation à votre dépôt de projet.

Il est à noter que le comité de sélection de l'arrondissement de Ville-Marie mettra l'emphase sur la pertinence des projets en lien avec la réduction de la pauvreté et l'exclusion sociale. À titre d'exemple, des projets d'étude ou de diagnostic ne peuvent être financés dans le cadre de cette entente, car ils n'ont pas de retombées directes sur les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale.

Par ailleurs, le critère de concertation et d'implication d'autres partenaires dans le projet est majeur dans la mesure où les besoins/problématiques et les solutions sont partagés par plusieurs acteurs ayant une vision commune pour améliorer une situation et maximiser les retombées des interventions. Il s'agira de démontrer la réelle implication et participation des autres partenaires et non pas de joindre de simples lettres d'appui au projet.

Organismes admissibles :

- les personnes morales à but non lucratif;
- les coopératives considérées comme organismes à but non lucratif par Revenu Québec.

Organismes non admissibles:

- les ministères ou organismes gouvernementaux, ainsi que paragouvernementaux tels les Centres intégrés universitaires de santé et des services sociaux, les institutions ou écoles d'enseignement et de formation, sauf si un organisme excluant les ministères, est le seul à pouvoir offrir le service à un coût raisonnable sans faire concurrence à d'autres organismes offrant déjà avec succès un service similaire;
- les organismes dont les activités sont interrompues en raison d'un conflit de travail (grève ou lock-out)

Dépenses admissibles :

- les dépenses nécessaires et directement reliées à la réalisation des initiatives acceptées;
- les salaires des ressources humaines directement reliées à la réalisation des initiatives acceptées, pourvu que les salaires correspondent à ceux habituellement versés par l'organisme lui-même aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables ou aux salaires versés par des organismes comparables du milieu local ou régional.

Dépenses non admissibles :

- les dépenses allouées à la réalisation des initiatives qui sont antérieures à son acceptation;
- le financement de la dette ou le remboursement d'emprunts déjà conclus ou à venir;
- le financement des initiatives déjà réalisées;
- les dépenses remboursées par un autre programme;
- les dépenses visant l'achat ou la rénovation de biens immobiliers ou de véhicules de transport;
- les dépassements de coûts;
- les salaires des ressources humaines ou autres dépenses directement reliées aux activités régulières de l'organisme bénéficiaire.

Ville-Marie : Une pauvreté importante et concentrée dans tous les quartiers[1]

Avec la nouvelle mesure du panier de consommation, 33% des 85 880 résidants de Ville-Marie vivent sous le seuil de pauvreté, ce qui représente une personne sur trois. À titre comparatif, le taux pour Montréal est de 18%, un peu plus de la moitié de celui de Ville-Marie. C'est donc peu dire qu'il y a un haut taux de pauvreté dans l'arrondissement.

De façon plus précise, c'est dans le quartier Peter McGill où la proportion est la plus élevée, soit 41% des résidants de ce secteur. Dans le Centre-Sud et le Faubourg St-Laurent, la proportion est de 30%. On peut toutefois supposer que la cohorte d'étudiants qui fréquentent les universités UQAM, McGill et Concordia influence les taux de faible revenu dans Peter McGill et le Faubourg Saint-Laurent.

Si plusieurs traits communs façonnent les quartiers comme le caractère transitoire et mixte de la population, chacun d'entre eux se distingue par certaines particularités. Dans le Centre-Sud, la pauvreté reste importante malgré les efforts et la mobilisation des organismes communautaires et acteurs en développement social qui y oeuvrent depuis plusieurs années. Au centre-ville, qui comprend le Faubourg Saint-Laurent (à l'est de la rue Robert-Bourassa) et le secteur Peter-McGill (à l'ouest), des zones de pauvreté côtoient des secteurs très aisés. À titre d'exemple, la population de Peter-McGill présente de forts écarts de revenus entre les secteurs au nord et au sud de la rue Sherbrooke. Dans les dernières années, les organismes communautaires se sont donc davantage mobilisés pour offrir des services à une population sous le seuil de la pauvreté mais toujours difficile à rejoindre.

Priorités municipales de Ville-Marie arrimées au milieu

Les priorités de l'arrondissement en terme de lutte à la pauvreté sont arrimées aux priorités et constats des tables de quartier et aux orientations des politiques municipales.

Les travaux réalisés tels les diagnostics, l'expérience acquise et les nombreux échanges avec les principaux acteurs en développement social de Ville-Marie ont amené la Division des sports, des loisirs et du développement social à élaborer ses priorités d'action de lutte à la pauvreté en lien avec les besoins de la population de Ville-Marie.

Les politiques municipales telles la Politique de développement social, la Politique de l'enfant, le Programme Municipalité amie des aînés / Accessibilité universelle, le Plan d'action montréalais en itinérance et le Plan d'action montréalais pour les jeunes 2018-2020 sont aussi considérés et leurs orientations sont prises en compte dans les priorités de l'arrondissement.

Tout en s'arrimant aux priorités et constats des partenaires du milieu, les actions et le soutien aux OBNL préconisés doivent **correspondre en tout ou en partie aux missions municipales**, c'est-à-dire dans des domaines où la Ville est maître d'œuvre ou en situation de responsabilité partagée.

Clientèles à prioriser dans Ville-Marie

Les clientèles à prioriser sont les personnes les plus exclues, soit les plus vulnérables en terme de lutte à la pauvreté :

- Communautés culturelles / personnes issues de l'immigration
- Aînés
- Femmes
- Personnes en situation d'itinérance
- Autochtones
- Jeunes LGBTQ+
- Familles, jeunes

Champs d'action à prioriser dans Ville-Marie

Le but étant d'améliorer la qualité de vie de la population dans les zones défavorisées de l'arrondissement de Ville-Marie, la priorité sera accordée aux interventions qui combineront des actions concrètes touchant au moins une des priorités suivantes :

- Inclusion et intégration des différentes clientèles énumérées dans la section précédente (ex : réinsertion et affiliation sociales, activités interculturelles, services adaptés aux différentes clientèles, accessibilité universelle, accessibilité au logement pour les clientèles vulnérables)
- Soutien à la vie communautaire (ex : implication citoyenne, projets dans les milieux de vie)
- Problématiques socio-urbaines et cohabitation sociale (ex : projets intergénérationnels, initiatives permettant le dialogue entre des clientèles difficiles à cohabiter dans l'espace public, médiation urbaine)
- Sécurité et autonomie alimentaires

Dépôt d'un projet

Un nouveau système de gestion et de suivi de subvention (GSS), mis en place par la Ville de Montréal, vous permet maintenant d'y déposer toutes vos demandes de subvention une fois que vous y avez inscrit votre organisme. À cet effet, prendre connaissance de la lettre en annexe qui vous indiquera le lien pour inscrire votre organisme, remplir le formulaire de demande et joindre les documents requis.

Il sera important d'inscrire les dates de début et fin de votre projet, qui doit se situer entre le 1er avril 2020 et le 31 mars 2023. Il est aussi possible de déposer des projets d'une durée d'un an ou de deux ans. Selon la disponibilité financière, d'autres appels de projets pourraient être lancés d'ici la fin de cette entente.

Dans le cadre de cet appel à projets pour l'entente MTESS-Ville dans Ville-Marie, votre projet doit être déposé au plus tard **le lundi 27 janvier 2020 à 17h00**.

En février, un comité de sélection, formé minimalement de représentants de l'arrondissement de Ville-Marie et des trois tables de concertation en développement social du quartier, évaluera les projets. Ce comité pourrait revoir à la baisse la durée et la contribution accordée aux projets.

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec :

- Annie Gauthier, conseillère en développement communautaire : agauthier@ville.montreal.qc.ca, tél : 514 868-4211, secteur ouest (Berri à Atwater)
- Martin Crépeau, conseiller en développement communautaire : tél :514 868-4180, martin.crepeau@ville.montreal.qc.ca, secteur est (Berri à L'Espérance)

Annexe
Lettre d'explications sur le GSS

OBJET : Nouveau système de gestion et suivi des subventions du Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal

---

Bonjour à toutes et tous,

Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale est fier de vous annoncer la mise en ligne de sa nouvelle plateforme de gestion et de suivi des subventions (GSS). Il s'agit d'une adresse unique à partir de laquelle la Ville annoncera l'existence de fonds disponibles pour ses appels de projets en développement social ainsi qu'une plateforme où les organismes admissibles pourront soumettre leur projet.

Les divers formulaires sont remplacés par un seul document, disponible en ligne à l'adresse suivante : https://servicesenligne2.ville.montreal.qc.ca/gss/diversite-sociale/connexion.

Vous serez encore informés sur le lancement des différents appels de projets par courriel, via le site Internet de l'arrondissement ou à travers les communications des tables de quartier. Toutefois, les demandes de soutien financier devront être dorénavant remplies et transmises via cette nouvelle application.

Nous vous invitons dès maintenant à créer votre compte. Pour ce faire, une fois sur le site du GSS, dans la section à droite de l'écran, inscrivez le nom légal de votre organisme, comme il apparaît au Registraire des entreprises du Québec, et son adresse courriel générique (par exemple i*nfo@nomdelorganisme ou direction@nomdelorganisme*). Celle-ci sera utilisée pour toute communication. En cliquant sur **Soumettre**, un lien de confirmation sera transmis à cette adresse. Cliquez sur ce lien pour confirmer la création de votre compte. Vous pourrez alors saisir un mot de passe et compléter le profil de votre organisme. Il est important de savoir que vous ne complèterez ce profil qu'une seule fois, mais que vous pourrez le mettre à jour au besoin.

Les documents d'accompagnement pour remplir une demande de soutien financier sont disponibles à la section Développement social et diversité de notre site.

Ce nouvel outil vous permet d'avoir un compte unique, où les informations et les documents de votre organisation ne sont soumis qu'une seule fois. De même, vous pourrez suivre l'évolution de votre demande de soutien financier durant le processus d'analyse des demandes et recevoir les commentaires de la personne responsable de l'appel de projets à travers l'application. Si votre projet est retenu, le système GSS vous enverra un message de rappel lorsqu'il sera temps de compléter un rapport.

N'hésitez pas à communiquer avec Annie Gauthier, (514-868-4211 / agauthier@ville.montreal.qc.ca) ou Martin Crépeau (514-868-4180 / martin.crepeau@ville.montreal.qc.ca) pour toutes questions ou commentaires.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CARREFOUR ALIMENTAIRE CENTRE-SUD**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaires au 2349 rue de Rouen, Montréal, Québec, H2K 1L8, agissant et représentée par Sylvie Chamberland, directrice à l'engagement et à la mobilisation citoyenne, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : N/A
Numéro d'inscription T.V.Q. : N/A
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 890292188RR0001

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme organisme communautaire visant à améliorer l'accès à une alimentation saine pour tous et à soutenir le développement d'un système alimentaire local, écologique et solidaire;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la Culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de

réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de QUARANTE-CINQ MILLE dollars (45 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de QUARANTE MILLE CINQ CENTS dollars (40 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de QUATRE MILLE CINQ CENTS dollars (4 500 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final, ce versement étant effectué au plus tard le 28 février 2021.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein

droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2349, rue de Rouen, Montréal, Québec, H2K 1L8 et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice à l'engagement et à la mobilisation citoyenne. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CARREFOUR ALIMENTAIRE CENTRE-SUD

Par :_____
Sylvie Chamberland, directrice à l'engagement et à la mobilisation citoyenne

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de …….. 20__ (Résolution à compléter ……).

ANNEXE 1
PROJET

Description du projet

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie
Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN (Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal	Avec le soutien de Ville-Marie Montréal	Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services

Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

1 [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel :	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	S. O.[2]	S. O.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	S. O.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	S. O.	**oui**	S. O.

[2] S.O. : sans objet

Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

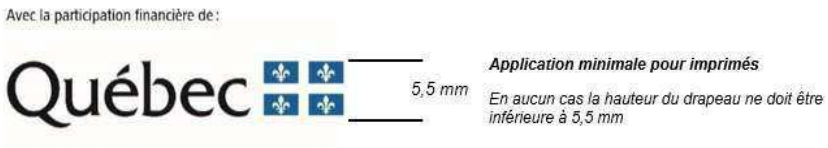
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à :
DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

Mise à jour: 20 novembre 2019

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CARREFOUR DE RESSOURCES EN INTERCULTUREL**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), ayant sa place d'affaires au 1-1851 rue Dufresne, Montréal, Québec, H2K 3K4, agissant et représentée par Veronica Islas, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 883559114RT
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1088558295DQ001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 883559114 RR0001

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme organisme autonome qui rassemble et développe des ressources dans le domaine interculturel, avec et pour les organismes, résident(e)s du quartier Centre-Sud, afin de favoriser le rapprochement interculturel entre toutes les communautés du quartier;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la Culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 avril pour les années 1 et 2 et le 30 avril pour l'année 3 et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 mars 2021 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de CENT VINGT MILLE dollars (120 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2020-2021, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1.1 un premier versement au montant de TRENTE-SIX MILLE dollars (36 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

5.2.1.2 un deuxième versement au montant de QUATRE MILLE dollars (4 000 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape, ce versement étant effectué au plus tard le 15 mai 2021.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.2.1 un premier versement au montant de TRENTE-SIX MILLE dollars (36 000 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape,

5.2.2.2 un deuxième versement au montant de QUATRE MILLE dollars (4 000 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape, ce versement étant effectué au plus tard le 15 mai 2022.

5.2.3 Pour l'année 2022-2023, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.3.1 un premier versement au montant de TRENTE-SIX MILLE dollars (36 000 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape

5.2.3.2 un deuxième versement au montant de QUATRE MILLE dollars (4 000 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final, ce versement étant effectué au plus tard le 30 mai 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2023.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1-1851 rue Dufresne, Montréal, Québec, H2K 3K4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire
d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CARREFOUR DE RESSOURCES EN INTERCULTUREL

Par : _____
Veronica Islas, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de …….. 20__ (Résolution à compléter …….).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 1
PROJET

Description du projet

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 2
PROTOCOLES DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN (Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] 1 La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ



	Logo officiel :	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	S. O.[2]	S. O.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	S. O.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	S. O.	**oui**	S. O.

[2] S.O. : sans objet

Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

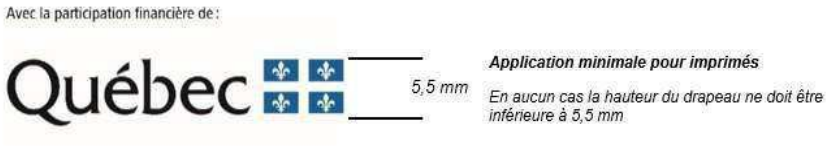
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à :
DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **COMITÉ LOGEMENT VILLE-MARIE**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), ayant sa place d'affaires au 1710 rue Beaudry, local 2.6, Montréal, Québec, H2L 3E7, agissant et représentée par Éric Michaud, Coordonnateur, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 106-956-758-RT
Numéro d'inscription T.V.Q. : 100-63625-71
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 10695-6758 RR0001

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme vise à informer et mobiliser les résidents dans une perspective de prise en charge et d'éducation populaire, autour des enjeux en matière de logement et de lutte à la pauvreté, à informer et soutenir les locataires dans la défense de leurs droits, à assurer le maintien des résidents dans leur quartier, à faire la promotion du logement sociale et communautaire et contribuer à son développement ainsi qu'à améliorer la qualité de vie des résidents;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la Culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 avril pour les années 1 et 2 et le 30 avril pour l'année 3 et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 mars 2021 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces

sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de CENT TRENTE-CINQ MILLE dollars (135 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2020-2021, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1.1 un premier versement au montant de QUARANTE MILLE CINQ CENTS dollars (40 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

5.2.1.2 un deuxième versement au montant de QUATRE MILLE CINQ CENTS dollars (4 500 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape, ce versement étant effectué au plus tard le 15 mai 2021.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.2.1 un premier versement au montant de QUARANTE MILLE CINQ CENTS dollars (40 500 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape,

5.2.2.2 un deuxième versement au montant de QUATRE MILLE CINQ CENTS dollars (4 500 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape, ce versement étant effectué au plus tard le 15 mai 2022.

5.2.3 Pour l'année 2022-2023, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.3.1 un premier versement au montant de QUARANTE MILLE CINQ CENTS dollars (40 500 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape

5.2.3.2 un deuxième versement au montant de QUATRE MILLE CINQ CENTS dollars (4 500 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final, ce versement étant effectué au plus tard le 30 mai 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.3 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue

de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2023.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1710 rue Beaudry, local 2.6, Montréal, Québec, H2L 3E7, et tout avis doit être adressé à l'attention du coordonnateur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

COMITÉ LOGEMENT VILLE-MARIE

Par : _____
Éric Michaud, coordonnateur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de …….. 20__ (Résolution à compléter …….).

ANNEXE 1
PROJET

Description du projet

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 2
PROTOCOLES DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] 1 La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel :	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	S. O.[2]	S. O.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	S. O.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	S. O.	**oui**	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	S. O.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

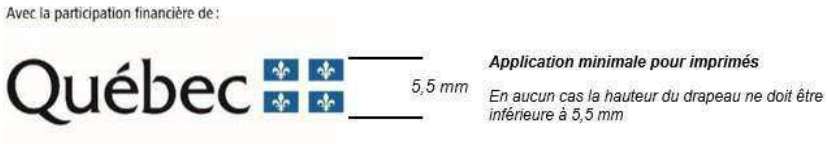
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à :
DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **COUP D'POUSSE MONTRÉAL**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), ayant sa place d'affaires au 264 rue Sainte-Catherine Est, Montréal, Québec, H2X 1L4, agissant et représentée par Alexandre Sicard-Roche, directeur général, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : n/a
Numéro d'inscription T.V.Q. : n/a
Numéro d'inscription d'organisme de charité : n/a

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme organisme visant à aider les citadin.es à se réapproprier des lieux urbains sous-utilisés par la création d'espaces verts nourriciers, en alliant culture agricole et artistique;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la Culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendus que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 avril pour les années 1 et 2 et le 30 avril pour l'année 3 et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 mars 2021 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres

comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et

aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de SOIXANTE-QUINZE MILLE dollars (75 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2020-2021, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1.1 un premier versement au montant de VINGT-DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (22 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

5.2.1.2 un deuxième versement au montant de DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (2 500 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape, ce versement étant effectué au plus tard le 15 mai 2021.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.2.1 un premier versement au montant de VINGT-DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (22 500 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape,

5.2.2.2 un deuxième versement au montant de DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (2 500 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape, ce versement étant effectué au plus tard le 15 mai 2022.

5.2.3 Pour l'année 2022-2023, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.3.1 un premier versement au montant VINGT-DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (22 500 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape

5.2.3.2 un deuxième versement au montant DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (2 500 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final, ce versement étant effectué au plus tard le 30 mai 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant

en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2023.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 264 rue Sainte-Catherine Est, Montréal, Québec, H2X 1L4, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

COUP D'POUSSE MONTRÉAL

Par : _____
Alexandre Sicard-Roche, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de …….. 20__ (Résolution à compléter …….).

ANNEXE 1
PROJET

Description du projet

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 2

PROTOCOLES DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN (Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] 1 La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
			
	Logo officiel :	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	S. O.[2]	S. O.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	S. O.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	S. O.	**oui**	S. O.

[2] S.O. : sans objet

Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

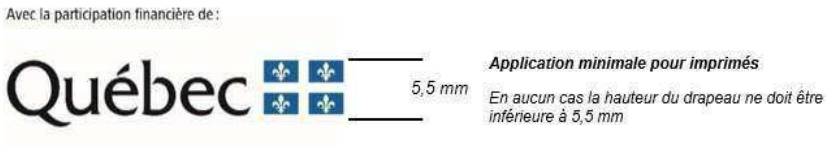
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à :
DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CIRQUE HORS PISTE**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), ayant sa place d'affaires au 6-1153 rue Alexandre De-Sève, Montréal, Québec H2L 2T7, agissant et représentée par Karine Lavoie, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : n/a
Numéro d'inscription T.V.Q. : n/a
Numéro d'inscription d'organisme de charité : n/a

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme organisme qui utilise les arts du cirque pour proposer aux jeunes marginalisés ou à risque d'exclusion un parcours alternatif de développement personnel, avec un accompagnement artistique et social qui leur permet d'avancer et de s'épanouir en tant que citoyen.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la Culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 avril pour les années 1 et 2 et le 30 avril pour l'année 3 et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 mars 2021 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres

comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et

aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de SOIXANTE-QUINZE MILLE dollars (75 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2020-2021, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1.1 un premier versement au montant de VINGT-DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (22 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

5.2.1.2 un deuxième versement au montant de DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (2 500 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape, ce versement étant effectué au plus tard le 15 mai 2021.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.2.1 un premier versement au montant de VINGT-DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (22 500 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape,

5.2.2.2 un deuxième versement au montant de DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (2 500 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape, ce versement étant effectué au plus tard le 15 mai 2022.

5.2.3 Pour l'année 2022-2023, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.3.1 un premier versement au montant de VINGT-DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (22 500 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape

5.2.3.2 un deuxième versement au montant DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (2 500 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final, ce versement étant effectué au plus tard le 30 mai 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant

en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2023.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6-1153 rue Alexandre De-Sève, Montréal, Québec H2L 2T7, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire
d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CIRQUE HORS PISTE

Par : _____
Karine Lavoie, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de …….. 20__ (Résolution à compléter ……).

ANNEXE 1
PROJET

Description du projet

ANNEXE 2
PROTOCOLES DE VISIBILITÉ

Ville-Marie
Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] 1 La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
			
	Logo officiel :	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	S. O.[2]	S. O.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	S. O.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	S. O.	**oui**	S. O.

[2] S.O. : sans objet

Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

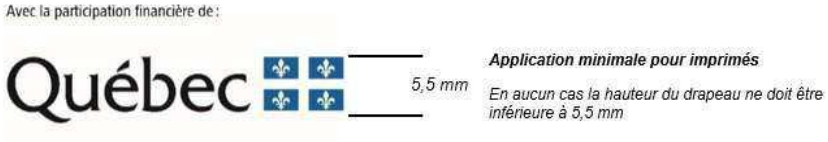
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à :
DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **DIRECTION CHRÉTIENNE (INNOVATION JEUNES)**, personne morale sans but lucratif, (constituée sous l'autorité de la Loi sur les Corporations canadiennes, S.R.C. 1970, c. C-32), ayant sa place d'affaires au 2205 rue Tupper, Montréal, Québec, H3H 1Z4, agissant et représentée par Jenna Smith, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 13032 6424 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : n/a
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 130326424RR0001

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme offre un espace communautaire aux jeunes et aux familles qui résident ou transitent le centre-ville afin d'accroître les possibilités d'intégration harmonieuse à la vie scolaire, familiale et sociale et afin d'apporter des services en autonomie alimentaire, en éducation, en développement personnel et professionnel et en engagement;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la Culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 1 novembre pour les années 1 et 2 et le 15 novembre pour l'année 3 et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 15 octobre 2021 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 15 octobre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres

comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et

aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de SOIXANTE-NEUF MILLE dollars (69 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2020-2021, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1.1 un premier versement au montant de VINGT MILLE SEPT CENTS dollars (20 700 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

5.2.1.2 un deuxième versement au montant de DEUX MILLE TROIS CENTS dollars (2 300 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape, ce versement étant effectué au plus tard le 1er décembre 2020.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.2.1 un premier versement au montant de VINGT MILLE SEPT CENTS dollars (20 700 $) au plus tard le 30 avril 2021, suivant la remise du rapport d'étape,

5.2.2.2 un deuxième versement au montant de DEUX MILLE TROIS CENTS dollars (2 300 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape, ce versement étant effectué au plus tard le 1er décembre 2022.

5.2.3 Pour l'année 2022-2023, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.3.1 un premier versement au montant de VINGT MILLE SEPT CENTS dollars (20 700 $) au plus tard le 30 avril 2022, suivant la remise du rapport d'étape,

5.2.3.2 un deuxième versement au montant DEUX MILLE TROIS CENTS dollars (2 300 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final, ce versement étant effectué au plus tard le 15 décembre 2022.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 15 octobre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2205 rue Tupper, Montréal, Québec, H3H 1Z4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

DIRECTION CHRÉTIENNE (INNOVATION JEUNES)

Par : _____
Jenna Smith, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de …….. 20__ (Résolution à compléter …….).

ANNEXE 1
PROJET

Description du projet

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 2
PROTOCOLES DE VISIBILITÉ

Ville-Marie
Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] 1 La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel :	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	S. O.[2]	S. O.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	S. O.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	S. O.	**oui**	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	S. O.	oui

[2] S.O. : sans objet

Mise à jour: 20 novembre 2019

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

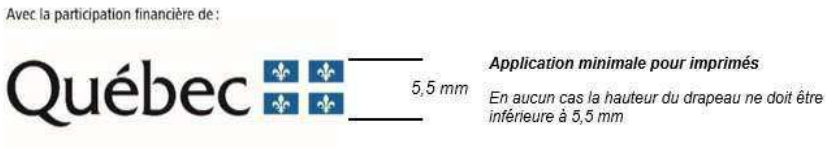
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à :
DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **GO JEUNESSE**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), ayant sa place d'affaires au 200, rue Ontario Est, suite 3004, Montréal, Québec, H2X 1H3, agissant et représentée par Valérie Koporek, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : n/a
Numéro d'inscription T.V.Q. : n/a
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 867380495RR002

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme vient en aide aux jeunes et à la population de milieux défavorisés et vulnérables en offrant milieu de vie propice à la découverte et à l'initiation de nouvelles activités éducatives, sportives et culturelles en vue de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le décrochage scolaire, l'isolement et la détresse psychologique.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la Culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de QUARANTE-CINQ MILLE dollars (45 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de QUARANTE MILLE CINQ CENTS dollars (40 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de QUATRE MILLE CINQ CENTS dollars (4 500 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final, ce versement étant effectué au plus tard le 31 mai 2021.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par

l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 200, rue Ontario Est, suite 3004, Montréal, Québec, H2X 1H3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

GO JEUNESSE

Par : _____
Valérie Koporek, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de …….. 20__ (Résolution à compléter …….).

ANNEXE 1
PROJET

Description du projet

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 2
PROTOCOLES DE VISIBILITÉ

Ville-Marie
Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] 1 La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel :	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	S. O.[2]	S. O.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	S. O.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	S. O.	**oui**	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	S. O.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

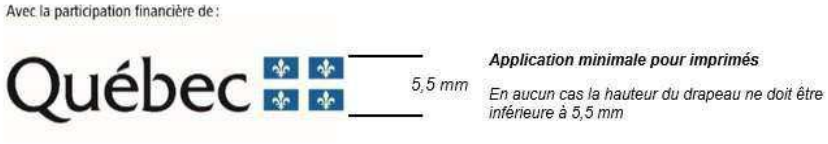
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à :
DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA FONDATION DU REFUGE POUR FEMMES CHEZ DORIS**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 1430 rue Chomedey, Montréal, Québec, H3H 2A7, agissant et représentée par Marina Boulos-Winton, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 101835841RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. n.a
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 101835841 RR 0001

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme offre un refuge de jour, sept jour sur sept, pour les femmes en difficulté et que la maison leur fournit des repas, un répit, des vêtements, des activités socio-récréatives et des services pratiques dans un environnement sécuritaire et accueillant.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la Culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur

permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats

attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de VINGT-CINQ MILLE dollars (25 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de VINGT-DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (22 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (2 500 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final, ce versement étant effectué au plus tard le 25 mars 2021

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein

droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 25 janvier 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile

accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1430 rue Chomedey, Montréal, Québec, H3H 2A7, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

LA FONDATION DU REFUGE POUR FEMMES CHEZ DORIS

Par : _____
Marina Boulos-Winton, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de …….. 20__ (Résolution à compléter …….).

ANNEXE 1
PROJET

Description du projet

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie
Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN (Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal	Avec le soutien de Ville-Marie Montréal	Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] 1 La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ



	Logo officiel :	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	S. O.[2]	S. O.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	S. O.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	S. O.	**oui**	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	S. O.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

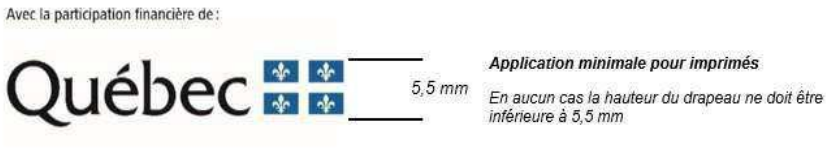
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à :
DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA RELANCE JEUNES ET FAMILLE INC.**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), ayant sa place d'affaires au 2200 rue Parthenais, Montréal, Québec, H2K 3T4, agissant et représentée par Benoît De Guire, directeur général, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : n/a
Numéro d'inscription T.V.Q. : n/a
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 87395 9795 RR0001

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme vise à permettre à chaque enfant de partir à chances égales dans la vie, offrant du soutien, des programmes et des services axés sur la réussite éducative globale des enfants vulnérables âgés de 0 à 12 ans, ainsi que sur l'enrichissement des compétences parentales;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la Culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 avril pour les années 1 et 2 et le 30 avril pour l'année 3 et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 mars 2021 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres

comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et

aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de QUATRE-VINGT-DIX MILLE (90 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2020-2021, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1.1 un premier versement au montant de VINGT-SEPT MILLE dollars (27 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

5.2.1.2 un deuxième versement au montant de TROIS MILLE dollars (3 000 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape, ce versement étant effectué au plus tard le 15 mai 2021.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.2.1 un premier versement au montant de VINGT-SEPT MILLE dollars (27 000 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape,

5.2.2.2 un deuxième versement au montant de TROIS MILLE dollars (3 000 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape, ce versement étant effectué au plus tard le 15 mai 2022.

5.2.3 Pour l'année 2022-2023, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.3.1 un premier versement au montant de VINGT-SEPT MILLE dollars (27 000 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape

5.2.3.2 un deuxième versement au montant TROIS MILLE dollars (3 000 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final, ce versement étant effectué au plus tard le 30 mai 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2023.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et

de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l’Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n’est valide si elle est effectuée sans l’accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l’une ou l’autre des Parties ne peuvent être cédés qu’avec l’accord écrit préalable de l’autre Partie.

L’Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l’Organisme

L’Organisme fait élection de domicile au 2200 rue Parthenais, Montréal,Québec, H2K 3T4, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d’adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l’Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

LA RELANCE JEUNES ET FAMILLE INC.

Par : _____
Benoît De Guire, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de …….. 20__ (Résolution à compléter …….).

ANNEXE 1
PROJET

Description du projet

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 2
PROTOCOLES DE VISIBILITÉ

Ville-Marie
Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] 1 La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ



	Logo officiel :	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	S. O.[2]	S. O.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	S. O.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	S. O.	**oui**	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	S. O.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

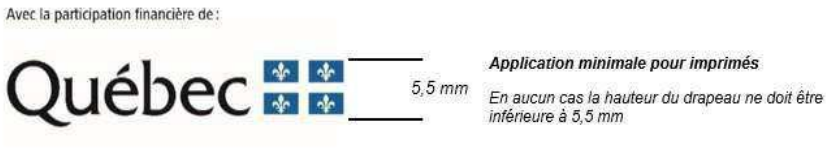
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à :
DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LES YMCA DU QUÉBEC**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), ayant sa place d'affaires au 1435, rue Drummond, Montréal (Québec) H3G 1W4, agissant et représentée par Monsieur Stéphane Vaillancourt, président-directeur général, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'ils le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 119307031RT
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006243548TQ0002
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 119307031RR0001

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour bâtir des communautés plus fortes en offrant des occasions d'épanouissement et de vie active, saine et engagée pour tous. Son programme Dialogue a pour mission de soutenir les personnes en situation ou à risque d'itinérance dans le centre-ville de Montréal afin de les accompagner dans leur intégration sociale et communautaire en favorisant une prise de pouvoir autonome sur leur vie.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la Culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 avril pour les années 1 et 2 et le 30 avril pour l'année 3 et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 mars 2021 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces

sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de SOIXANTE-QUINZE MILLE (75 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2020-2021, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1.1 un premier versement au montant de VINGT-DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (22 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

5.2.1.2 un deuxième versement au montant de DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (2 500 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape, ce versement étant effectué au plus tard le 15 mai 2021.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.2.1 un premier versement au montant de VINGT-DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (22 500 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape,

5.2.2.2 un deuxième versement au montant de DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (2 500 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape, ce versement étant effectué au plus tard le 15 mai 2022.

5.2.3 Pour l'année 2022-2023, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.3.1 un premier versement au montant de VINGT-DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (22 500 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape,

5.2.3.2 un deuxième versement au montant DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (2 500 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport final, ce versement étant effectué au plus tard le 30 mai 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, t oute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2023.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1435, rue Drummond, Montréal (Québec) H3G 1W4, et tout avis doit être adressé à l'attention du président-directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

LES YMCA DU QUÉBEC

Par :_____
Stéphane Vaillancourt, Président directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de …….. 20__ (Résolution à compléter …….).

ANNEXE 1
PROJET

Description du projet

ANNEXE 2
PROTOCOLES DE VISIBILITÉ

Ville-Marie
Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] 1 La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ



	Logo officiel :	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	S. O.[2]	S. O.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	S. O.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	S. O.	**oui**	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	S. O.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

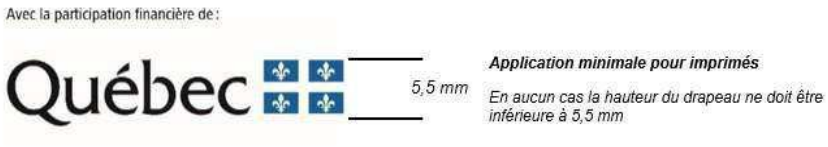
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à :
DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LES VALORISTES COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la *Loi sur les coopératives* (RLRQ, C. C-67.2) dont l'adresse principale est le 1710 rue Beaudry, local 2.42 Montréal, Québec, H2L 3E7, agissant et représentée par Marica Vasquez Tagliero dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 850058645RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 121922520TQ000
Numéro d'inscription d'organisme de charité : n/a

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme coopérative de solidarité visant à favoriser et à appuyer, dans une approche de gestion inclusive et participative, la récupération de matières consignées, recyclables et réutilisables, ainsi qu'à faire connaître et reconnaître l'importance de la contribution sociale et environnementale;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la Culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendus que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 mai 2021 pour l'année 1 et 2 et le 30 mai 2022 pour l'année 3 et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 30 avril 2021 pour la première année et la période du 15 mai d'une année au 30 avril de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme

accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui

faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le

Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de VINGT-DEUX MILLE dollars (22 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2020-2021, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1.1 un premier versement au montant de NEUF MILLE NEUF CENTS dollars (9 900 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

5.2.1.2 un deuxième versement au montant de MILLE CENTS dollars (1100 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape, ce versement étant effectué au plus tard le 15 mai 2021.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022 :

5.2.2.1 un premier versement au montant de NEUF MILLE NEUF CENTS dollars (9 900 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape,

5.2.2.2 un deuxième versement au montant de MILLE CENTS dollars (1100 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final, ce versement étant effectué au plus tard le 31 mai 2022.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1710 rue Beaudry, local 2.42 Montréal, Québec, H2L 3E7 et tout avis doit être adressé à l'attention de la coordonnatrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire
d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

LES VALORISTES COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ

Par : _____
Marica Vasquez Tagliero, coordonnatrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de …….. 20__ (Résolution à compléter …….).

ANNEXE 1
PROJET

Description du projet

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie
Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN (Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] 1 La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel :	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	S. O.[2]	S. O.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	S. O.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	S. O.	**oui**	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	S. O.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

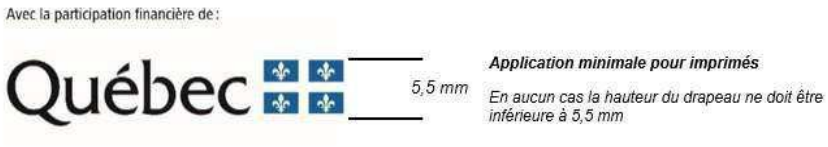
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à :
DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **MÈRES AVEC POUVOIR MONTRÉAL** personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), ayant sa place d'affaires au 2015-A rue Fullum , Montréal, Québec, H1W 2Z6, agissant et représentée par Madame Valérie Larouche, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare.

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :
Numéro d'inscription d'organisme de charité :

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de venir en aide aux femmes cheffes de famille monoparentales avec enfants de 0 à 5 ans à faible et modeste revenu et travailler avec elles afin de soulager leur pauvreté et de faciliter leur intégration sociale et professionnelle en leur offrant, par le biais d'une approche intersectorielle, des conditions favorables au succès de leur démarche.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la Culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 avril pour les années 1 et 2 et le 30 avril pour l'année 3 et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 mars 2021 pour la première année et la période du 1er avril une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres

comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et

aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de CENT TROIS MILLE ET CINQUANTE-SIX (103 056 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2020-2021, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1.1 un premier versement au montant de TRENTE MILLE NEUF CENT DIX-SEPT dollars (30 917 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

5.2.1.2 un deuxième versement au montant de TROIS MILLE QUATRE CENT TRENTE-CINQ dollars (3 435 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape, ce versement étant effectué au plus tard le 15 mai 2021.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.2.1 un premier versement au montant de TRENTE MILLE NEUF CENT DIX-SEPT dollars (30 917 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape,

5.2.2.2 un deuxième versement au montant de TROIS MILLE QUATRE CENT TRENTE-CINQ dollars (3 435 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape, ce versement étant effectué au plus tard le 15 mai 2022.

5.2.3 Pour l'année 2022-2023, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.3.1 un premier versement au montant de TRENTE MILLE NEUF CENT DIX-SEPT dollars (30 917 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape

5.2.3.2 un deuxième versement au montant TROIS MILLE QUATRE CENT TRENTE-CINQ dollars (3 435 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport final, ce versement étant effectué au plus tard le 30 mai 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2023.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2015-A rue Fullum , Montréal, Québec, H1W 2Z6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire
d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

MÈRES AVEC POUVOIR MONTRÉAL

Par :_____
Valérie Larouche, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de …… 20__ (Résolution à compléter …….).

ANNEXE 1
PROJET

Description du projet

ANNEXE 2
PROTOCOLES DE VISIBILITÉ

Ville-Marie
Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] 1 La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel :	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	S. O.[2]	S. O.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	S. O.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	S. O.	**oui**	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	S. O.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

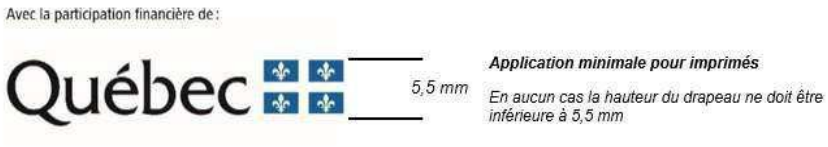
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à :
DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SENTIER URBAIN** personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), ayant sa place d'affaires au 1710 rue Beaudry, local 3.10, Montréal, Québec, H2L 3E7, agissant et représentée par Monsieur Pierre Dénommé, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare.

Numéro d'inscription T.P.S. : n/a
Numéro d'inscription T.V.Q. : n/a
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 867867822 RR0001

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour susciter la mobilisation des collectivités pour le verdissement social, en contribuant simultanément et de façon concrète au développement écoresponsable de l'individu, à la sensibilisation environnementale, à l'insertion socio-professionnelle des jeunes, et à l'embellissement des milieux de vie;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la Culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 avril pour les années 1 et 2 et le 30 avril pour l'année 3 et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 mars 2021 pour la première année et la période du 1er avril une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces

sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces

documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux Organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de CENT DIX-SEPT MILLE dollars (117 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2020-2021, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1.1 un premier versement au montant de TRENTE-CINQ MILLE CENTS dollars (35 100 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

5.2.1.2 un deuxième versement au montant de TROIS MILLE NEUF CENTS dollars (3 900 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape, ce versement étant effectué au plus tard le 15 mai 2021.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.2.1 un premier versement au montant de TRENTE-CINQ MILLE CENTS dollars (35 100 $) , dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape,

5.2.2.2 un deuxième versement au montant de TROIS MILLE NEUF CENTS dollars (3 900 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape, ce versement étant effectué au plus tard le 15 mai 2022.

5.2.3 Pour l'année 2022-2023, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.3.1 un premier versement au montant de TRENTE-CINQ MILLE CENTS dollars (35 100 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape

5.2.3.2 un deuxième versement au montant TROIS MILLE NEUF CENTS dollars (3 900 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final, ce versement étant effectué au plus tard le 30 mai 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour des versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2023.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30)

jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1710 rue Beaudry, local 3.10, Montréal, Québec, H2L 3E7, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire
d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

SENTIER URBAIN

Par :_____
Pierre Dénommé, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de …….. 20__ (Résolution à compléter …….).

ANNEXE 1
PROJET

Description du projet

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 2
PROTOCOLES DE VISIBILITÉ

Ville-Marie
Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] 1 La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ



	Logo officiel :	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	S. O.[2]	S. O.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	S. O.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	S. O.	**oui**	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	S. O.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

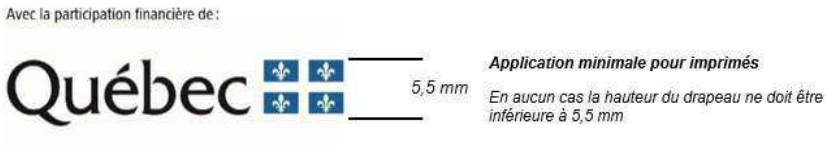
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à :
DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ ÉCOCITOYENNE DE MONTRÉAL** personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), ayant sa place d'affaires au 2187 rue Larivière, Montréal, Québec, H2K 1P5, agissant et représentée par Madame Roxanne L'Écuyer, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare.

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :
Numéro d'inscription d'organisme de charité :

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'informer, sensibiliser et mobiliser la population aux enjeux environnementaux urbains à travers des projets de verdissement, d'action citoyenne et de gestion des matières résiduelles.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la Culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 avril pour les années 1 et 2 et le 30 avril pour l'année 3 et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 mars 2021 pour la première année et la période du 1er avril une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres

comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et

aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de SOIXANTE MILLE dollars (60 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2020-2021, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1.1 un premier versement au montant de DIX-HUIT MILLE dollars (18 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

5.2.1.2 un deuxième versement au montant de DEUX MILLE dollars (2 000 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape, ce versement étant effectué au plus tard le 15 mai 2021.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.2.1 un premier versement au montant de DIX-HUIT MILLE dollars (18 000 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape,

5.2.2.2 un deuxième versement au montant de DEUX MILLE dollars (2 000 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape, ce versement étant effectué au plus tard le 15 mai 2022.

5.2.3 Pour l'année 2022-2023, la somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.3.1 un premier versement au montant de DIX-HUIT MILLE dollars (18 000 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape

5.2.3.2 un deuxième versement au montant DEUX MILLE dollars (2 000 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final, ce versement étant effectué au plus tard le 30 mai 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2023.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre

usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2187 rue Larivière, Montréal, Québec, H2K 1P5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire
d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

SOCIÉTÉ ÉCOCITOYENNE DE MONTRÉAL

Par :_____
Roxanne L'Écuyer, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de …….. 20__ (Résolution à compléter …….).

ANNEXE 1
PROJET

Description du projet

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 2
PROTOCOLES DE VISIBILITÉ

Ville-Marie
Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] 1 La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel :	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	S. O.[2]	S. O.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	S. O.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	S. O.	**oui**	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	S. O.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

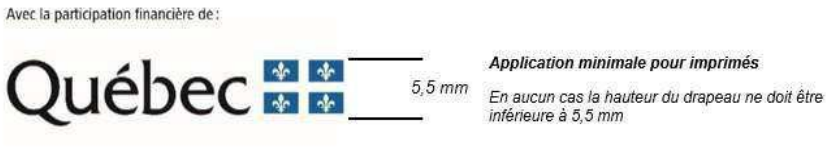
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à :
DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SPECTRE DE RUE INC.** personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38) dont l'adresse principale est le 1280 rue Ontario Est, Montréal, Québec, H2L 1R6, agissant et représentée par Colette Foisy, vice-présidente du conseil administratif, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 12051 2322 RT 0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006460069
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 12051 2322 RR0001

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour objectif la prévention et la réduction des infections transmissibles sexuellement et par le sang (ITSS), le soutien au démarches de ses membres, des personnes marginalisées, vers l'intégration sociale et la sensibilisation et l'éducation de la population à la réalité des personnes marginalisées afin de favoriser la cohabitation.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la Culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur

permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats

attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de HUIT MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGTS dollars (8 380 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de SEPT MILLE CINQ CENT QUARANTE dollars (7 540 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de HUIT CENT QUARANTE dollars (840 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final, ce versement étant effectué au plus tard le 1er mars 2021.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein

droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 1er janvier 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions

de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L’Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l’Organisme

L’Organisme fait élection de domicile au 1280 rue Ontario, Est, Montréal, Québec, H2L 1R6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la vice-présidente du conseil d’administration. Pour le cas où il changerait d’adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l’Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire
d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

SPECTRE DE RUE INC.

Par : _____
Colette Foisy, vice-présidente du conseil
d'administration.

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de …….. 20__ (Résolution à compléter ……).

ANNEXE 1
PROJET

Description du projet

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie
Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN (Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal	Avec le soutien de Ville-Marie Montréal	Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] 1 La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ



	Logo officiel :	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	S. O.[2]	S. O.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	S. O.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	S. O.	**oui**	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	S. O.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

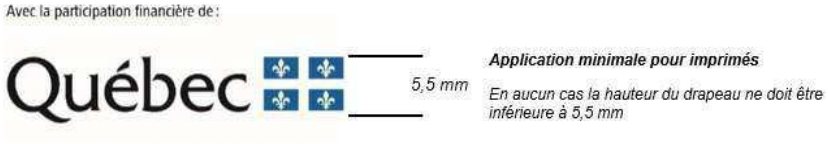
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à :
DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

NO GDD : 1203405001

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 1 064 436 $ aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver les projets de convention à cet effet.

Imputation de la dépense

Clé comptable / Numéro d'imputation	Libellé textuel	Nom de l'organisme	Titre du projet	Montant 2020	Montant 2021	Montant 2022	Montant 2023	Total
1001.0014000.101212.05803.61900.016491.0000.003664.052 146.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Crédits associés à des revenus dédiés*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Ville-Marie*Général*	Carrefour alimentaire Centre-Sud	Promenade des saveurs	40 500,00 $	4 500,00 $			**45 000,00 $**
1001.0014000.101212.05803.61900.016491.0000.003664.052 146.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Crédits associés à des revenus dédiés*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Ville-Marie*Général*	Carrefour de ressources en interculturel	Femmes-relais interculturelles	36 000,00 $	40 000,00 $	40 000,00 $	4 000,00 $	**120 000,00 $**
1001.0014000.101212.05803.61900.016491.0000.003664.052 146.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Crédits associés à des revenus dédiés*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Ville-Marie*Général*	Cirque Hors Piste	Drop-in Hors piste	22 500,00 $	25 000,00 $	25 000,00 $	2 500,00 $	**75 000,00 $**
1001.0014000.101212.05803.61900.016491.0000.003664.052 146.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Crédits associés à des revenus dédiés*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Ville-Marie*Général*	Comité logement Ville-Marie de Montréal	Une porte pour tou.te.s	40 500,00 $	45 000,00 $	45 000,00 $	4 500,00 $	**135 000,00 $**
1001.0014000.101212.05803.61900.016491.0000.003664.052 146.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Crédits associés à des revenus dédiés*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Ville-Marie*Général*	Coup d'Pousse Montréal	De la semence à l'assiette	22 500,00 $	25 000,00 $	25 000,00 $	2 500,00 $	**75 000,00 $**
1001.0014000.101212.05803.61900.016491.0000.003664.052 146.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Crédits associés à des revenus dédiés*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Ville-Marie*Général*	Go Jeunesse	Programme d'intervention et d'inclusion auprès d'enfants et adolescents en difficulté d'adaptation	40 500,00 $	4 500,00 $	- $	- $	**45 000,00 $**
1001.0014000.101212.05803.61900.016491.0000.003664.052 146.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Crédits associés à des revenus dédiés*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Ville-Marie*Général*	Direction chrétienne (Innovation jeunes)	De la racine à la ville: le couloir vert	23 000,00 $	23 000,00 $	23 000,00 $	- $	**69 000,00 $**
1001.0014000.101212.05803.61900.016491.0000.003664.052 146.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Crédits associés à des revenus dédiés*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Ville-Marie*Général*	La Fondation du refuge pour femmes Chez Doris	Service de déménagement pour femmes à risque ou en situation d'itinérance	22 500,00 $	2 500,00 $	- $	- $	**25 000,00 $**
1001.0014000.101212.05803.61900.016491.0000.003664.052 146.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Crédits associés à des revenus dédiés*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Ville-Marie*Général*	La Relance Jeunes et Familles inc.	ParentESE	27 000,00 $	30 000,00 $	30 000,00 $	3 000,00 $	**90 000,00 $**
1001.0014000.101212.05803.61900.016491.0000.003664.052 146.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Crédits associés à des revenus dédiés*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Ville-Marie*Général*	Les Valoristes coopérative de solidarité	Favoriser l'inclusion sociale et l'amélioration de la qualité de vie des personnes en situation de pauvreté	9 900,00 $	11 000,00 $	1 100,00 $	- $	**22 000,00 $**
1001.0014000.101212.05803.61900.016491.0000.003664.052 146.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Crédits associés à des revenus dédiés*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Ville-Marie*Général*	Les YMCA du Québec	Service sportif d'inclusion sociale - Gym alternatif	22 500,00 $	25 000,00 $	25 000,00 $	2 500,00 $	**75 000,00 $**
1001.0014000.101212.05803.61900.016491.0000.003664.052 146.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Crédits associés à des revenus dédiés*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Ville-Marie*Général*	Mères avec pouvoir Montréal	Les forces des jeunes mères	30 917,00 $	34 352,00 $	34 352,00 $	3 435,00 $	**103 056,00 $**
1001.0014000.101212.05803.61900.016491.0000.003664.052 146.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Crédits associés à des revenus dédiés*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Ville-Marie*Général*	Sentier Urbain	Programme des apprenti.e.s horticulteur.ice.s	35 100,00 $	39 000,00 $	39 000,00 $	3 900,00 $	**117 000,00 $**
1001.0014000.101212.05803.61900.016491.0000.003664.052 146.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Crédits associés à des revenus dédiés*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Ville-Marie*Général*	Société écocitoyenne de Montréal	Mouvement courtepointe: tricoter son tissu social et POM ton quartier	18 000,00 $	20 000,00 $	20 000,00 $	2 000,00 $	**60 000,00 $**
1001.0014000.101212.05803.61900.016491.0000.003664.052 146.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Crédits associés à des revenus dédiés*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Ville-Marie*Général*	Spectre de rue inc.	Programme TAPAJ - financement de la participation des jeunes suivis par l'EQIIP SOL (psychiatrie) au volet 1: projets horticoles dans Centre-Sud	7 540,00 $	840,00 $	- $	- $	**8 380,00 $**
Total				**398 957,00 $**	**329 692,00 $**	**307 452,00 $**	**28 335,00 $**	**1 064 436,00 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.10

2020/05/12
18:30

(3)

Dossier # : 1200318004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver le remplacement du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 – 2020 » par le « Programme temporaire de soutien à la relance commerciale COVID-19 », approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Société de développement commercial (SDC) Quartier latin et accorder une contribution de 40 000 $ pour son projet « Préposés à l'accueil »

D'approuver le remplacement du Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019-2020 par le Programme temporaire de soutien à la relance commerciale COVID-19 et de soumettre toute demande de soutien économique aux conditions qui y sont énoncées ;
D'approuver la convention se terminant le 31 décembre 2020 à intervenir avec la Société de développement commercial Quartier latin pour la mise sur pied de sa brigade ses *Préposés à l'accueil 2020* et accorder une contribution de 40 000 $;

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-08 13:17

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200318004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver le remplacement du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 – 2020 » par le « Programme temporaire de soutien à la relance commerciale COVID-19 », approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Société de développement commercial (SDC) Quartier latin et accorder une contribution de 40 000 $ pour son projet « Préposés à l'accueil »

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 12 mars 2020, date où l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a reconnu la propagation du coronavirus COVID-19 en tant que pandémie mondiale, d'importantes mesures ont été prises par les différents paliers de gouvernement. Ces mesures ont rapidement entraîné une quasi paralysie dans de très nombreuses sphères de l'économie montréalaise.
Afin de palier aux effets de cette léthargie économique, un certain nombre de mesures ont été annoncées par la Ville de Montréal pour soulager plus spécifiquement les PME et les commerçants de certaines charges dues en offrant, entre autres, des prêts, en assumant les intérêts sur ces prêts, en reportant la date déchéance des paiements de taxe foncière et des cotisations aux SDC. D'autres mesures importantes, telles l'accompagnement au virage numérique, les livraisons urbaines, le soutien aux obnl et le report de échéances dans certains programme PRAM aideront la reprise post confinement des affaires.

En complément des mesures en vigueur et d'autres à être annoncées, le présent dossier a pour objectif d'adapter le soutien financier de Ville-Marie au contexte en créant un programme temporaire de soutien à la relance commerciale COVID-19 en remplacement immédiat du *Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019 - 2020* , d'annuler la date de tombée du 15 mai prévue à ce dernier, d'octroyer un soutien de 40 000 $ à la SDC Quartier latin pour son projet revu des Préposés à l'accueil, de corriger la somme octroyée par la résolution CA20 240149 par l'ajout d'un montant de 9 450 $ et d'approuver une version corrigée de la convention approuvée à la séance du 14 avril 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240153 - 9 avril 2019 : Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec la Société de développement commercial Quartier latin pour son service de « Préposés à l'accueil » et accorder, à même le budget de fonctionnement, dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020, volet 3 », une contribution de 80 000 $

CA18 240639 - 5 décembre 2018 : Approuver le Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020 et approuver la grille d'évaluation des demandes de soutien financier économique.

DESCRIPTION

L'arrondissement de Ville-Marie se démarque, parmi les autres territoires, par le nombre de commerces et de rues commerciales, par la concentration de celles-ci, par le nombre et la taille des sociétés de développement commercial (SDC) ainsi que par le nombre d'événements culturels, civiques et d'activités promotionnelles qui s'y tiennent annuellement. Les retombées commerciales générées par les événements culturels étant très importantes, une interrelation étroite s'est naturellement établie entre ces deux secteurs au fil des années. L'interrelation est à ce point importante qu'une bonne partie de la rentabilité commerciale dépend de ces rassemblements culturels et festifs et les pertes encourues par le ralentissement dû à la COVID-19, selon le service du développement économique, attendraient 20 millions de dollars dans le secteur culturel montréalais et exactement le même chiffre en retombées économiques commerciales.
Conscient de cette interrelation, l'arrondissement de Ville-Marie accorde annuellement, un soutien financier dépassant le million de dollars aux initiatives commerciales et festives se tenant dans ses secteurs commerciaux. Mais à l'heure où le déconfinement graduel s'amorce et que l'activité commerciale se prépare à redémarrer, l'importance d'assurer la sécurité citoyenne sur le domaine public, pour une durée indéterminée, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité a élaboré un plan d'appui qui comprend des mesures économiques, des stratégies de communication et des plans de mobilité qui misent sur l'évolution de la situation et la gestion agile de la reprise. À cet effet, il est recommandé d'annuler les appels à projets du Programme de soutien au développement économique commercial 2019-2020, volets 1, 2 et 3, y compris celui dont la date d'échéance est le 15 mai 2020, d'autoriser son remplacement par un programme temporaire et adapté au contexte de la COVID-19 pour financer la reprise des activités commerciales sur rue. Ce programme temporaire de relance des activités commerciales devant être motivé par les objectifs de :

- Rétablir la confiance et le plaisir retrouvé du consommateur à fréquenter les rues commerciales de l'arrondissement et leurs établissements commerciaux ;
- Rétablir la confiance du commerçant dans sa relation avec la clientèle ;
- Outiller le commerçant pour communiquer avec son client dans le nouveau contexte d'affaires et le recevoir de façon sécuritaire ;
- Outiller le commerçant à développer des pratiques d'affaires pertinentes avec les changements qui s'opèrent ;
- Valoriser le commerce indépendant et de proximité ;
- Développer de nouvelles tactiques de communication et promotionnelles, adaptées au contexte de consommation émergeant ;
- Assurer la vitalité commerciale des rues dont c'est la vocation première ;
- Assurer une offre continue en biens et services de proximité et la qualité de vie dans chacun des quartiers de Ville-Marie.

Seraient admissibles au programme temporaire de soutien économique dans le cadre de la COVID-19, les sociétés de développement commercial (SDC), les associations de commerçants enregistrés en vertu de la partie III de la Loi 3 des compagnies du Québec, toute obnl mandatée par un des organismes mentionnés précédemment, tout organisme constitué en personne morale sans but lucratif, reconnu par la politique de reconnaissance des obnl en vigueur dans Ville-Marie et déposant un projet pour le compte d'un secteur commercial non organisé en association appuyé de 25 signatures de propriétaires d'établissements commerciaux du secteur. Le budget alloué à ce programme temporaire

serait le solde encore non utilisé du budget consenti au développement économique par l'arrondissement. Les modalités pour obtenir le financement seraient les mêmes que celles appliquées au Programme de soutien au développement économique commercial 2019-2020, à savoir:

- Compléter un formulaire de demande disponible en ligne ;
- Évaluation de la qualification du projet au soutien financier par un comité d'analyse composé d'experts ;
- Financement de 50% du projet, jusqu'à un maximum de 50 000 $ pour un projet soumis par une SDC, une association non SDC ou une obnl admissible mandatée par celles-ci ;
- Financement de 50% du projet, jusqu'à un maximum de 35 000 $ pour un projet soumis par une association établie sur un territoire de SDC ou une obnl mandatée par elle ;
- Financement de 75% du projet, jusqu'à un maximum de 150 000 $ pour un projet soumis par une SDC et visant l'acquisition de mobilier, de matériel décoratif et d'ambiance de rue ou pour un projet spécifique de développement des affaires de ses membres ;
- Signature de convention pour octroi de subvention, avec engagements des parties et clauses permettant une souplesse adaptée à la situation causée par la pandémie en cours.

Les projets comportant des événements et des promotions réunissant des groupes ou des foules ou des animations festives ne seraient pas admissibles dans le cadre de ce programme. Seuls les projets s'insérant dans un des 4 champs d'action suivants sont admissibles :

1. La relance de l'activité commerciale ;
2. L'accueil du client ;
3. La promotion de la rue, de ses membres et de sa contribution pour le quartier ou sa communauté ;
4. L'accompagnement du commerçant dans son adaptation au contexte actuel ou ler développement de nouvelles pratiques d'affaires.

Cette nouvelle affectation budgétaire permettra en outre d'assurer une plus grande complémentarité avec les mesures de soutien accordées par la Ville de Montréal, ses partenaires (PME Mtl, CQCD, ASDCM) et les paliers gouvernementaux supérieurs ainsi qu'avec le Programme d'amélioration des affaires des Sociétés de développement commercial pour lequel l'arrondissement de Ville-Marie aura déjà approuvé le plan d'action.

Projet de la SDC Quartier latin,
La la Société de développement commercial Quartier latin (SDC) a formulé une demande de soutien financier, conforme au Volet 3 du Programme de soutien au développement économique non commercial pour la reconduite, pour une 12e année, de son service des Préposés à l'accueil. En raison de la pandémie de la COVID-19 et du confinement, le projet a été évalué, jugé admissible mais non soumis pour approbation. Le projet a été révisé pour en fonction des besoins de la relance imminente des activités au Quartier latin, abaissant la contribution demandée à 40 000 $. La DAUM considérant ce service aussi admissible au volet ACCUEILLIR du programme temporaire proposé précédemment, il est recommandé d'octroyer un soutien financier de 40 000 $ à sa reconduite et d'approuver la convention à intervenir jointe aux présentes.

JUSTIFICATION

Depuis 2013, Ville-Marie a investi près de 10 M$ en appui à diverses initiatives de portée économique. En 2019, l'ajout d'un volet de soutien aux initiatives économiques autres que commerciales a permis d'injecter 350 000$ dans la diversification économique dans l'arrondissement. La crise actuelle justifie le maintien d'un appui financier à la vie économique de Ville-Marie mais aussi une révision des objectifs à atteindre. Si au cours des dernières années, l'expérience urbaine a constitué le plus important motif du soutien financier de Ville-Marie, la crise actuelle favorise, à court terme, un ajustement de ce soutien vers le commerçant et la prestation de service de son association vers le maintien et l'adaptation des affaires à la situation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'adoption d'un programme temporaire de relance économique n'aura aucune incidence financière, celui-ci étant similaire, sur ce point, avec le soutien économique actuellement en vigueur.
En ce qui a trait au soutien à octroyer à la SDC Quartier latin, conformément aux pratiques en usage, les modalité financières sont précisés dans la convention jointe à la présente. Un premier versement, correspondant à 80 % du soutien global sera versé à l'organisme dès que les obligations autorisant ce versement sont complétées et que la convention ait été signée par les deux parties. Le solde du soutien octroyé, correspondant à 20 % de la subvention, sera versé en guise de paiement final à la réception du bilan du projet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o..

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le risque d'abandon des affaires étant élevé au cours des prochains mois, le soutien financier de l'arrondissement sera plus important que jamais auparavant pour les SDC et les associations volontaires.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Afin d'ajuster les projets bénéficiant d'un soutien financier à l'évolution de la situation, des règles de sécurité déterminées par le gouvernement et les mesures que la Ville de Montréal adoptera, des clauses spécifiques permettant la révision des modalités, sous approbation du Directeur, ont été ajoutées au projet de convention.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication pour annoncer le nouveau programme de soutien financier COVID-19 est en cours d'élaboration en collaboration avec la division des communications de Ville-Marie.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'annonce du programme de soutien temporaire sera faite dès son approbation. Les modalités du programme ainsi que le formulaire de demande de soutien sera mis en ligne à la mi-mai et le dépôt des projets pourra se faire en continu jusqu'à l'épuisement du budget.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-27

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-05-07

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1200318004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Approuver le remplacement du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 – 2020 » par le « Programme temporaire de soutien à la relance commerciale COVID-19 », approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Société de développement commercial (SDC) Quartier latin et accorder une contribution de 40 000 $ pour son projet « Préposés à l'accueil »

Conv_Préposé_accueil_SDC_QL_v2.doc

Aspect financier_GDD_1200318004.pdf

Programme_relance_COVID-19.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1200318004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Approuver le remplacement du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 – 2020 » par le « Programme temporaire de soutien à la relance commerciale COVID-19 », approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Société de développement commercial (SDC) Quartier latin et accorder une contribution de 40 000 $ pour son projet « Préposés à l'accueil »

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1200318004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-08

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL QUARTIER LATIN**, personne morale régie par la Loi sur les cités et villes (RLRQ, C. C-19) et dont l'adresse principale est 1726 rue Saint-Denis, bureau 305, Montréal (Québec) H2X 3K6, agissant et représentée par madame Angélique Lecesve, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 23 janvier 2020;

_____

No d'inscription TPS : R137954954
No d'inscription TVQ : M1016668423

Ci-après appelée l' **« Organisme »**

L'Arrondissement et l'Organisme, ci-après appelés collectivement « les Parties ».

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur de l'aménagement urbain et de la mobilité ou son représentant autorisé.

ATTENDU que l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU que la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU que l'Organisme a déposé une demande au *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 / Volet Soutien aux projets économiques non commerciaux* géré par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité de l'Arrondissement pour son projet *Préposés à l'accueil 2020* (ci-après appelé le « Projet »).

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ATTENDU que l'Arrondissement accepte la demande de soutien financier dont le formulaire incluant le budget détaillé (*Formulaire d'inscription – Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019-2020 / Volet Soutien aux projets économiques non commerciaux* sont présentés en **Annexe A** (ci-après appelé la « Demande »).

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

LES PARTIES DÉCLARENT ET CONVIENNENT ENTRE ELLES DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour la réalisation des tests de conception et de sécurité de divers éléments devant constituer la future structure aérienne de son projet *Préposés à l'accueil 2020*.

2. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 6 (Clauses financières).

3. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

3.1 réaliser le Projet tel que décrit à l'**Annexe A** ou modifié avec l'accord exprès de l'Arrondissement;

3.2 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou licence exigé par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et les redevances qui pourraient être exigées en raison des présentes;

3.3 respecter les conditions et les modalités du *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 / Volet Soutien aux projets économiques non commerciaux* et ce, toute la durée de l'entente convenue dans la présente convention;

3.4 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation de chaque activité du Projet.

3.5 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

3.6 fournir, dès réception, toute facture et tout attestation de conformité reliée au projet financé par la présente convention ;

3.7 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

3.8 utiliser la contribution financière versée par l'Arrondissement aux seules fins visées par la présente, soit le paiement des dépenses liées à la réalisation des projets retenus dans le cadre de ce programme et associées aux dépenses présentées à l'**Annexe A**;

3.9 soumettre à la Direction le bilan final et complet du Projet selon le guide présenté à l'**Annexe B** au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du Projet. Ce bilan devra clairement indiquer à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquer les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives;

3.10 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

3.11 fournir, sur demande de l'Arrondissement, toute information financière ou autre, et tout document que peut raisonnablement exiger l'Arrondissement relativement au projet *Préposés à l'accueil 2020*;

3.12 tenir une comptabilité distincte démontrant la contribution financière de l'Arrondissement, toutes les dépenses ainsi que tous les revenus provenant de toutes sources, obtenus directement ou indirectement d'organismes tiers ou de leurs mandataires ou des pouvoirs publics liés au Projet;

3.13 conserver les comptes, livres, registres relatifs au Projet et au soutien financier reçu de l'Arrondissement pendant au moins cinq ans suivant l'achèvement du Projet;

3.14 aux fins de vérification du respect de la présente convention et à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place les livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives du Projet et à fournir à ces derniers les copies requises;

3.15 dans le cas où l'Organisme ne peut réaliser, en tout ou en partie, le projet pour lequel il a reçu un soutien financier de l'Arrondissement, il doit en informer l'Arrondissement dans les meilleurs délais. Le montant octroyé pourra être révisé. Un montant reçu qui n'aura pas été utilisé aux fins du projet devra être remboursé.

3.16 remettre à l'Arrondissement lorsque la convention prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme), les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;

4. DÉCLARATIONS

L'Organisme garantit et déclare ce qui suit (ci-après collectivement : «les Déclarations»);

4.1 Il possède la capacité juridique de conclure la présente convention;

4.2 Il possède tous les droits nécessaires à la réalisation du Projet;

4.3 Il n'existe ni poursuite judiciaire, ni menace de poursuite imminente, ni jugement non satisfait ou autres réclamations de quelque nature que ce soit contre lui ou un de ses administrateurs ou représentants sauf celles, le cas échéant, dont l'Arrondissement a été avisé par écrit avant la signature de la présente convention;

4.4 Il n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer ses engagements en vertu de la présente convention ou encore de modifier l'analyse du projet et la décision de l'Arrondissement d'accorder, de modifier ou de refuser sa demande.

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier.

5. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'Arrondissement et se termine lorsque les parties ont entièrement rempli leurs obligations respectives, mais au plus tard le 31 décembre 2020.

6. CLAUSES FINANCIÈRES

En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de quarante mille dollars (40 000 $), payable en deux versements :

6.1.1 le premier au montant de trente-deux mille dollars (32 000 $) dans les plus brefs délais après la signature de la convention par la personne autorisée de l'Arrondissement ;

6.1.2 le deuxième au montant de huit mille dollars (8 000 $) après réception du bilan final et complet tel que prévu au paragraphe 3.9 de la présente convention, faute de quoi l'Arrondissement se réserve le droit de retenir le dernier versement. Des pièces justificatives des dépenses effectuées pour le Projet pourront être exigées;

6.2 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

6.3 L'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

6.4 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

6.5 Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

7. DÉFAUT

En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou ne répond pas à une demande de l'Arrondissement dans le délai imparti;

iii) si l'Organisme fait ou a fait, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, une déclaration fausse ou trompeuse directement ou par omission particulièrement quant aux Déclarations; et

iv) si l'Organisme cède ou transfère, en tout ou en partie, à un tiers, sans l'accord préalable, exprès et écrit de l'Arrondissement, un droit ou une obligation découlant de la présente convention.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut.

Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes ii) à iv) du paragraphe 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

8. RÉSILIATION

8.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

8.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

8.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

9. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Sylvain Villeneuve, directeur
Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Angélique Lecesve, directrice générale
Société de développement commercial Quartier Latin
1726 rue Saint-Denis, bureau 305
Montréal (Québec) H2X 3K6

10. CONDITIONS GÉNÉRALES

10.1 **Élection de domicile**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé

l'autre partie, conformément à l'article 9 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

10.2 **Modification**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

10.3 **Validité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

10.4 **Relations des parties**

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

10.5 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de _____ 2020

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de _____ 2020

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL QUARTIER LATIN

Par : _____
Angélique Lecesve, directrice générale

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 120031004, cette convention a été approuvée par la résolution _____ du conseil, lors de la séance du 12 mai 2020.

ANNEXE A
DESCRIPTION DU PROJET «Préposés à l'accueil 2020»

MANDATS DES PRÉPOSÉS À L'ACCUEIL
Offrir un service d'accueil et de prévention des incivilités aux visiteurs sur l'ensemble du territoire de la SDQL

Accueil et prévention sur le domaine public
- Patrouille de l'ensemble du territoire par secteurs : ruelles, rue principale…
- S'assurer que les mendiants et marginaux ne bloquent pas le domaine public (libre circulation);
- Veiller à ce que les mendiants ne soient pas agressifs et insistants avec la clientèle du Quartier latin;
- Tolérance zéro avec les squeegies sur le domaine public et privé (appel 911) ;
- Signalement au 911 de tous actes de vandalisme, d'incivilité ou de violence;

Visiteurs
- Créer un contact avec les visiteurs du Quartier en les saluant cordialement afin de créer un sentiment d'accueil et de sécurité et ainsi rendre leur expérience plus agréable;
- Aider les visiteurs, en cas de perte ou vol, dans leurs démarches auprès de la police;
- Informer les visiteurs du Quartier Latin sur les différents événements qui se déroulent;
- Informer les visiteurs qui recherchent des adresses où se restaurer, se divertir et boire un verre;
- Orienter aux besoins les touristes qui cherchent à se déplacer à travers la Ville;
- Expliquer le rôle d'un préposé à l'accueil si la question se le fait demander.

Commerçants
- Avoir un contact journalier avec les commerçants afin de créer une proximité et un sentiment de sécurité;
- Assister les marchands qui désirent porter plaintes au SPVM ;
- Offrir une ligne téléphonique d'urgence pour les commerçants pour le ramassage de seringue et intervention de nature ne nécessitant pas la présence de la police ;
- Procéder à une tournée en début de saison de tous les commerçants afin d'expliquer la nature des interventions des préposés aux commerçants. Un document avec des informations utiles (rappel des numéros importants, rappel des champs d'action de la patrouille et des horaires d'intervention, quelques conseils en cas de situation problématique) leur sera remis à la même occasion.

Institutions culturelles
- Une partie de chacun des quarts sera réservée à l'accueil et la prévention au niveau des institutions culturelles du quartier en fonction des besoins de ces dernières et de leur programmation (théâtre St-Denis, Cineplex, cinémathèque). Les besoins seront transmis aux agents par la SDQL par l'entremise de réunions de coordination;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

OBJECTIFS

- Améliorer la relation avec les commerçants en ayant plus de rencontres outre que les interventions demandées;
- Toujours mieux informer et renseigner la clientèle qui fréquente le quartier latin;
- Produire des rapports journaliers des types d'intervention afin d'obtenir des données pertinentes à fournir aux organismes communautaires pour établir des priorités d'actions;
- Créer une meilleure synergie entre les divers acteurs liés au domaine public (Coordonnateur opération, équipe propreté GIT et agents d'accueil) en collaboration avec l'Arrondissement Ville-Marie, le PDQ21 et autres partenaires comme la Société de développement social ;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ADDENDA – 3 AVRIL 2020

Document complété le 3 avril 2020

RÉCAPITULATIF DES DEMANDES ET MONTANTS FAITES PAR LA SDC
À L'ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE

	DEMANDE INITIALE	DEMANDE MISE À JOUR
Descriptif de la demande	Montant demandé	Montant demandé
Subvention salariale	35 000 $	**35 000 $**
Préposés à l'accueil	80 000 $	**40 000 $**
Plan d'action 2020 révisé	160 000 $	**130 000 $**
OUMF	50 000 $	-
TOTAL	**325 000 $**	**210 000 $**

PRÉPOSÉS À L'ACCUEIL 2020

La SDC du Quartier latin souhaite plus que jamais maintenir son projet des préposés à l'accueil. La situation de crise actuelle amène de la précarité et de nombreux itinérants sont présents dans notre quartier. Lorsque la vie reprendra, la cohabitation sociale sera encore plus essentielle. La patrouille veillera à une bonne cohabitation entre commerçants et itinérants.
La description du projet reste la même que dans le document initial.

Compte-tenu de la situation, nous avons revu le calendrier d'intervention. De plus comme nous ne prévoyons pas d'événements, nos besoins sont moins grands.

C'est pourquoi le budget demandé passe de 80 000$ à 40 000$.

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 22 JANVIER 2020 de la Société de développement du Quartier latin

CA – 2020-01-22-05

Il est proposé par Steve Jodoin et appuyé par Patrick St-Onge et unanimement résolu, d'autoriser Angélique Lecesve, directrice générale de la SDC du Quartier latin a représenter l'organisme pour présenter les demandes suivantes auprès de l'arrondissement Ville-Marie dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commerciale 2020 :

- Plan d'action 2020 comprenant les projets : horticulture, décorations, expérience quartier latin, transition écologique
- Préposé à l'accueil 2020
- OUMF 2020
- Lancement de la saison des terrasses 2020

Copie certifiée conforme

Ce 23e jour de janvier 2020

Signature du président du conseil d'administration

Monsieur Patrice Ansay

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE B

GUIDE POUR LE BILAN DE L'INITIATIVE SOUTENUE

Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019-2020

Volet – Soutien financier aux initiatives des organismes

Le bilan final de l'initiative soutenue doit faire état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme.

1. **Projet réalisé en fonction du projet prévu :** présenter le projet réalisé en expliquant dans quelle mesure il correspond ou non au projet prévu et présenté dans le formulaire d'inscription au programme. Indiquer les éléments positifs du projet et ceux à améliorer.

   Fournir les documents de présentation ou de promotion produits dans le cadre du projet ainsi que des photos libres de droit du projet réalisé.

2. **Budget réel en fonction du budget prévu :** mettre en relation les dépenses et les revenus prévus du projet, et soumis au formulaire d'inscription au programme, et les dépenses et les revenus réels du projet. Expliquer les écarts et confirmer les dépenses admissibles au programme auxquelles vous avez appliqué l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande de l'arrondissement.

3. **Visibilité effective du projet :**
   - ~ présenter la visibilité dont a bénéficié l'arrondissement à travers la réalisation du projet (fournir les documents faisant état de la visibilité offerte à l'arrondissement de Ville-Marie).
   - ~ présenter un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique, des photos libres de droit, et tout autre document pertinent démontrant ces retombées).

4. **Évaluation du projet réalisé :** présenter l'évaluation que l'organisme fait des impacts du projet sur l'expérience urbaine et la dynamique commerciale de l'arrondissement de Ville-Marie.

Nous vous invitons à nous fournir toute autre information qui pourrait être utile à considérer dans le bilan du projet. Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE C

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution hors programme ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1200318004

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Société de développement commercial Quartier latin	118994

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		40 000,00 $						**40 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 7

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	juin	2020		31	décembre	2020

Formulaire complété par : Denis Collerette

Prénom, nom

Date et heure système : 08 mai 2020 10:42:53

VILLE-MARIE
CENTRE-VILLE



Programme temporaire de soutien à la relance commerciale COVID-19

12 mai 2020

Ville-Marie
Montréal

Programme temporaire de soutien à la relance commerciale COVID-19

Les objectifs

1. Minimiser les impacts du ralentissement des affaires et du manque de liquidités chez les commerçants
2. Outiller les SDC et les associations
3. Rétablir la confiance – chez le consommateur comme chez le commerçant









Ville-Marie Montréal

Programme temporaire de soutien à la relance commerciale COVID-19

Champs d'actions privilégiés

Considérant un retour graduel et sécuritaire, à se dérouler dans un nouveau contexte social et sur une période indéterminée, miser sur :

1. LA **RELANCE** DE L'ACTIVITÉ COMMERCIALE
2. L'**ACCUEIL** DU CLIENT
3. LA **PROMOTION** DE LA RUE, DE SES MEMBRES ET DE SA CONTRIBUTION SOCIALE
4. L'**ACCOMPAGNEMENT** DU COMMERÇANT DANS SON ADAPTATION ET LE DÉVELOPPEMENT DE NOUVELLES PRATIQUES D'AFFAIRES



Ville-Marie Montréal



Programme temporaire de soutien à la relance commerciale COVID-19

- Affecter 100 % du financement économique non octroyé en 2020 à la relance ;
- Remplacer le *Programme de soutien au développement économique commercial 2019-2020* par un programme temporaire de soutien à la relance commerciale COVID-19 ;

Ville-Marie Montréal

Programme temporaire de soutien à la relance commerciale COVID-19

1- RELANCER

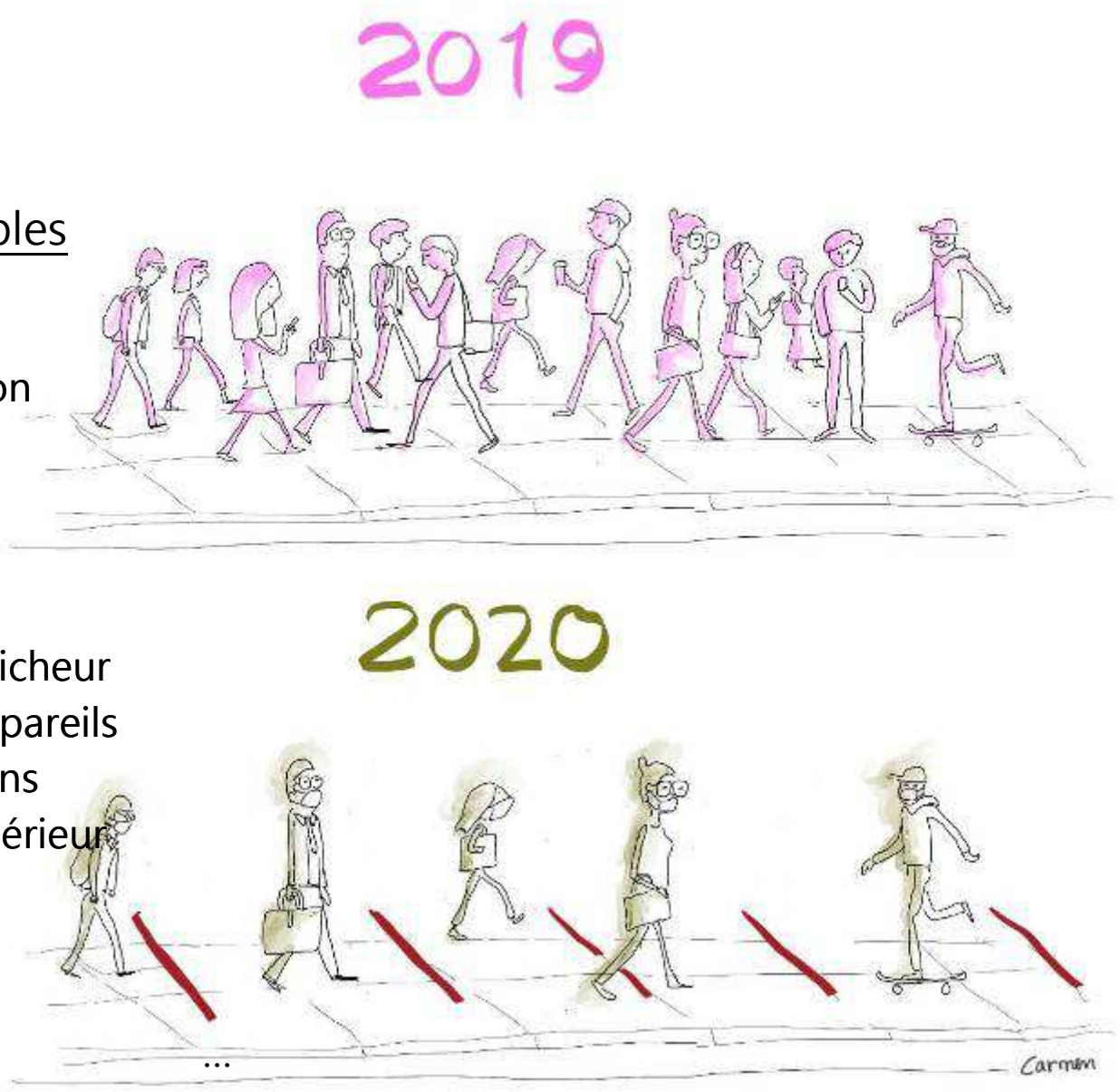
Catégories de projets admissibles

- Mise en valeur du secteur – de la rue sur le web, les médias sociaux
- Attractivité – visibilité – alliances avec partenaires
- Campagne publicitaire (prioritairement de quartier, locale)
- Création site web transactionnel collectif
- Mutualisation de services aux membres ou clients entre SDC, avec Associations
- Déploiement du service des *Livraisons urbaines*
- Développement de services aux membres, par affinités commerciales
  (ex: soins personnels, santé, spas, mise en forme / disquaires, libraires, jeux, loisirs / biens mode)
- Mise sur pied d'un service de livraisons de repas/aliments au voisinage / au quartier
- Adhésion au Panier Bleu, encouragement à l'étiquetage *Panier Bleu*
- Plateforme de communication avec les membres, base de données
- Programme ou service d'amélioration des affaires (asso, SDC et membres)
- Programme sur l'approche client
- Etc.

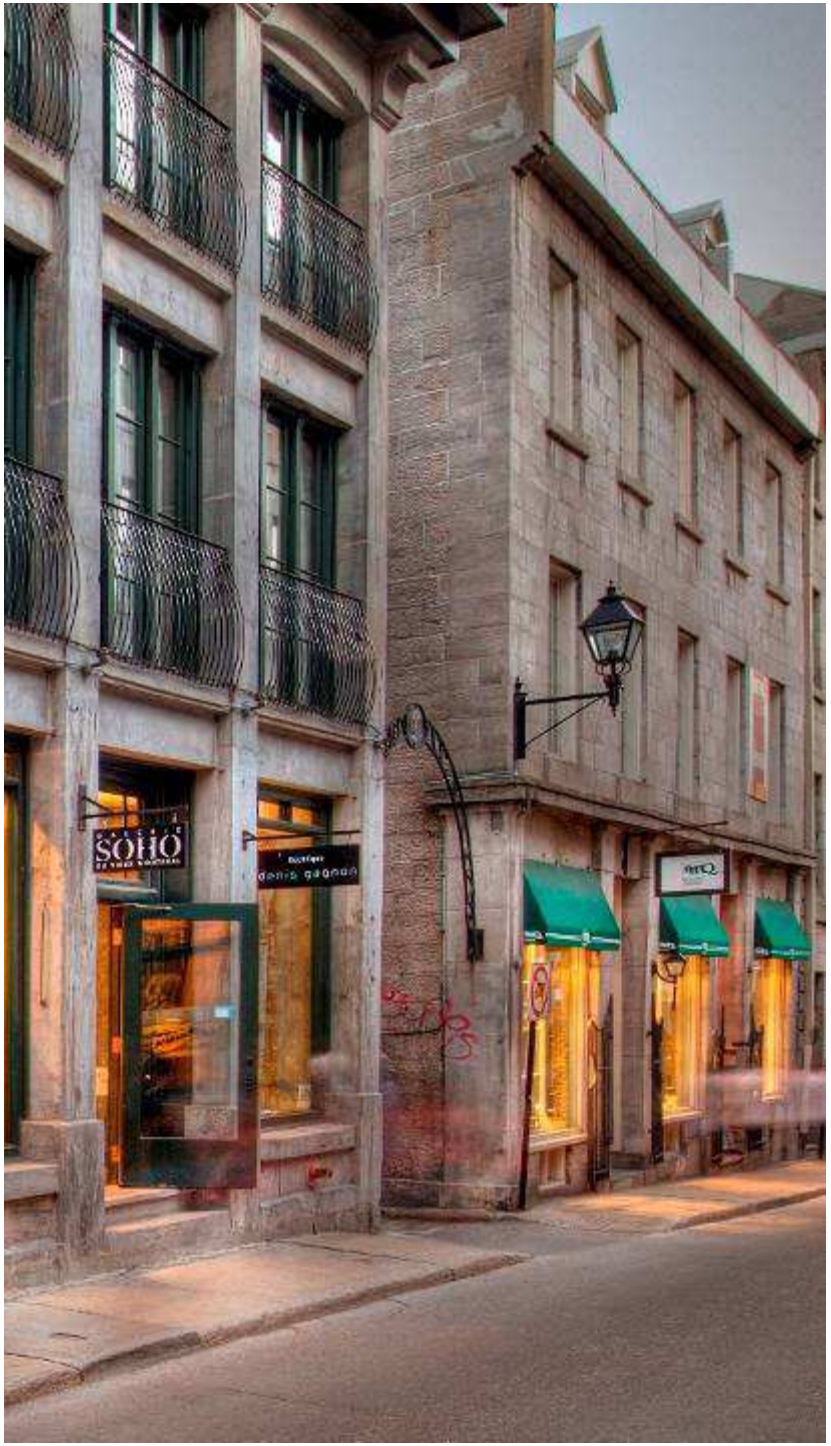
2- ACCUEILLIR

Types de projets admissibles

- Embellissement
- Mobilier urbain, signalisation
- Pavoisement
- Éclairage
- Accueil du client
  - Bornes interactives
  - Aires de repos / ilots de fraicheur
  - Zones de chargement d'appareils
  - Personnel – stewards urbains
- Sécurisation extérieur et intérieur
- Gestion de la distanciation
- Entretien et nettoyage
- Etc.



Ville-Marie Montréal



3- PROMOUVOIR

Types de projets admissibles

- Campagne publicitaire de quartier ou en zone étendue
- Développer stratégie ou accroître visibilité sur médias sociaux
- Visibilité, étiquettage et affichage vitrine du *Panier Bleu*
- Tenue de promotions par niches commerciales (ex : soins personnels, de santé, spas, mise en forme / disquaires, libraires, jeux, loisirs / biens mode et accessoires / restauration, microbrasseries)
- Tenue d'événements en ligne (braderie, ventes, conseils cuisine, mode, soins, etc.)
- Nouvelle image de marque
- Nouveau positionnement commercial
- Stratégie de transition écologique
- Etc.

Ville-Marie Montréal



4- ACCOMPAGNER – DÉVELOPPER

Types de projets admissibles

- Campagnes publicitaires de quartier des membres indépendants, petits détaillants
- Aide à la création sites web transactionnels privés
- Aide à la transition écologique
- Développement / adhésion à des services de livraisons adaptés :
  (livraisons urbaines, de repas, livraison de magasin à l'auto, dernier kilomètre, etc.)
- Embauche de professionnels / programmes de formation ou coaching sur :
  - Amélioration des affaires
  - Accueil du client – nouvelle approche client
  - Sécurisation des espaces
  - Gestion de la distanciation
- Recherche de fournisseurs et achats groupés:
  (plexiglas, gants, masques, désinfectants, cendriers, etc.)

Ville-Marie Montréal

Programme temporaire de soutien à la relance commerciale COVID-19

MODALITÉS

- Toute SDC, association ou regroupement de commerçants reconnue admissible ;
- Formulaires de demandes de soutien : similaires au programme de soutien en cours ;
- Les projets se qualifiant dans l'un ou l'autre des **4 champs d'action** prioritaires sont favorisés ;
- **Date de tombée** : aucune. L'agilité et la souplesse étant requise en fonction de l'évolution de la reprise, des avis gouvernementaux et du déconfinement ;
- Soutien soumis à l'**évaluation** d'un comité à l'aide d'une grille d'admissibilité et à la signature d'une convention ;
- Les projets visant la prestation de **services aux membres**, la **mutualisation** d'opérations inter SDC ou SDC / associations ainsi que la mise en œuvre de projets associés aux **mesures annoncées** par la Ville de Montréal seront priorisés ;
- Les projets des SDC doivent être compatibles au plan d'action exigé dans le cadre du **Programme de soutien au développement des affaires des SDC** de la Ville de Montréal

Ville-Marie Montréal

NOUVEAUX BESOINS DES CONSOMMATEURS



Ville-Marie
Montréal

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1200318004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

  "Approuver le remplacement du Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019-2020 par le Programme temporaire de soutien à la relance commerciale COVID-19 et de soumettre toute demande de soutien économique aux conditions qui y sont énoncées.

  Approuver la convention se terminant le 31 décembre 2020 à intervenir avec la Société de développement commercial Quartier latin pour la mise sur pied de sa brigade des Préposés à l'accueil 2020 et accorder une contribution de 40 000 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 40 000,00 $

	Années antérieures	2020
Montant		40 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 40 000,00 $ Contribution pour la SDC du Quartier Latin

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
2438	0010000	306128	06501	61900	016216	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro DA 636945
- Ce dossier est conforme à l'article 458.42 de la L.C.V. puisque l'organisme est une société de développement commercial (SDC) au sens de la Ville.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2020-05-07**

Date et heure système : 08 mai 2020 11:36:10

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.11

2020/05/12
18:30

(3)

Dossier # : 1205237005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des communications et des relations avec les citoyens
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution à l'organisme Go Jeunesse pour un montant total de 2 000 $

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 2 000 $ à Go Jeunesse;
D'imputer cette dépense totale de 2 000 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-08 13:52

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1205237005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des communications et des relations avec les citoyens
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution à l'organisme Go Jeunesse pour un montant total de 2 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Les élus-es de l'arrondissement de Ville-Marie souhaitent contribuer financièrement auprès de cet organisme. À titre d'information, cet organisme a été identifié selon son adresse dans le district concerné.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Organisme	Projet	Montant
Go Jeunesse	Achat de 10 tablettes	2 000 $

TOTAUX PAR DISTRICT:

- Saint-Jacques: 2 000 $

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
analyste de dossiers

Tél : 514.872.8944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-08

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1205237005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des communications et des relations avec les citoyens
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution à l'organisme Go Jeunesse pour un montant total de 2 000 $

DOCUMENTS FINANCIERS:

Aspect financier_GDD_1205237005.xls

LISTE DES ORGANISMES:

Liste des organismes - CA du 2020-05-12.doc

DEMANDES DES ORGANISMES:

Demande Go Jeunesse - 5 mai 2020 - Tablettes numériques.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
analyste de dossiers

Tél : 514.872.8944
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1205237005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des communications et des relations avec les citoyens
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution à l'organisme Go Jeunesse pour un montant total de 2 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1205237005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-08

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

N° de dossier : 1205237005

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Go Jeunesse	565797
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
9.		

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant				2 000,00 $				**2 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 1

	Date de début :			Date de fin :		
	12	mai	2020	12	mai	2020
	jour (si connu)	mois	année	jour (si connu)	mois	année

Formulaire complété par : Pinna, Sandy

Prénom, nom

Date et heure système : 08 May 2020 14:13:04

DEMANDES DE CONTRIBUTIONS – CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DU 12 MAI 2020		
Organisme demandeur	Projet	District / Siège social
Erwann Cabon Coordonnateur développement philanthropique Chargé de projet 200 Ontario E, local 3004 Montréal, Qc H2X 1H3 514-872-7948	Achat de 10 tablettes numériques, que nous allons distribuer aux jeunes les plus démunis afin qu'ils puissent se connecter et participer à des séances de cours en ligne que nous allons mettre en place avec le soutien de nos éducateurs. Ces tablettes seront identifiées Go Jeunesse, nous allons les formater pour en faire un outil de travail et leur utilité ne sera pas occasionnelle mais apportera une réelle bonification de notre offre de service au quotidien lors de la réouverture. Destinataire : Robert Beaudry	Saint-Jacques

Le mar. 5 mai 2020, à 11 h 34, Erwann Cabon <chargedeprojetslsj@gmail.com> a écrit :
Bonjour Mr Beaudry,

Go Jeunesse, anciennement Loisirs St-Jacques, est un organisme communautaire qui travaille depuis plus de 50 ans auprès des jeunes et des populations résidants au sein des Habitation Jeanne Mance. Nous oeuvrons au quotidien pour mobiliser et soutenir les jeunes âgés de 5 à 17 ans dans la réalisation de leurs devoirs, les pratiques sportives et la diffusion des saines habitudes de vie.

Au nom de l'organisme communautaire Go Jeunesse, je me permets de vous contacter aujourd'hui pour vous soumettre un projet que nous souhaitons développer et mettre en place auprès de nos jeunes membres. En contexte de crise de la Covid-19, nous faisons face à une problématique mondiale qui nous oblige actuellement à respecter des mesures de distanciation sociale et d'isolement. Les écoles, les bibliothèques, les terrains sportifs et les organismes sont présentement fermés, cependant nous ne laissons pas tomber nos jeunes qui ont plus que jamais besoin de nous en ce moment.
Nous gardons notre objectif et nous tentons de réduire cet isolement au travers d'une programmation virtuelle qui a un impact bénéfique pour les jeunes et les familles. Nous proposons des vidéos sportives sur les réseaux sociaux afin de garder nos jeunes en forme, nous avons mis en place une plateforme de liens pour le travail à la maison sur notre site web et nous appelons les jeunes chaque semaine pour nous assurer qu'ils sont en sécurité et en santé.
Nous faisons au mieux mais dans la situation actuelle, nous sommes conscient que tous les jeunes n'ont pas accès à un ordinateur ou un moyen de travailler à distance. Malgré les mesures mises en place beaucoup de nos jeunes sont sans outils de travail et leur famille n'ont pas les ressources pour les faire réviser ou apprendre.

Notre projet porte sur l'achat de **10 tablettes numériques**, que nous allons distribuer aux jeunes les plus démunis afin qu'ils puissent se connecter et participer à des séances de cours en ligne que nous allons mettre en place avec le soutien de nos éducateurs. Ces tablettes seront identifiées Go Jeunesse, nous allons les formater pour en faire un outil de travail et leur utilité ne sera pas occasionnelle mais apportera une réelle bonification de notre offre de service au quotidien lors de la réouverture.

Ce projet est novateur et nous essayons de pallier le manque de suivi scolaire dont souffre les jeunes. Le retard qu'ils sont en train d'accumuler ne va faire qu'aggraver celui qu'ils avaient déjà avant la crise et contre lequel nos intervenants et éducateurs luttaient au quotidien. Ces tablettes permettraient aux jeunes de travailler, d'être en contact avec nos éducateurs, d'utiliser les site et

plateformes mises en place pour le travail à distance et surtout de ne pas sombrer dans la cyberdépendance liée aux jeux vidéo.

Afin de mettre en place ce projet, nous vous demandons un soutien de **2 000$** pour l'achat des tablettes. Ce serait pour nos jeunes et pour notre organisme un outil de lutte afin de réduire les inégalités de réussite scolaire liées au milieu de vie social et culturel.

En espérant que vous vous portez bien et dans l'attente d'une réponse de votre part,
Je vous souhaite une excellente journée.
Au plaisir de vous revoir lors d'un de nos évènements.

Cordialement.
Erwann Cabon
Coordonnateur développement philanthropique
Chargé de projet

200 Ontario E, local 3004
Montréal, Qc H2X 1H3
514-872-7948
chargedeprojetslsj@gmail.com
www.loisirs-stjacques.org
Suivez-nous sur Facebook et Instagram

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1205237005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 2 000 $ à Go Jeunesse."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 2 000,00 $

	Années antérieures	2020
Montant		2 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 2 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306161	01101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2020-05-08**

Date et heure système : 08 mai 2020 13:23:38

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2020/05/12
18:30

(1)

Dossier # : 1204735009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge l'aménagement temporaire d'une piste cyclable bidirectionnelle sur la rue Larivière, entre les rues Fullum et Dufresne, ainsi que sur la rue Dufresne, entre la rue Larivière et le parc Walter-Stewart

D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge l'aménagement temporaire d'une piste cyclable bidirectionnelle sur la rue Larrivière entre les rues Fullum et Dufresne ainsi que sur la rue Dufresne entre la rue Larrivière et le Parc Walter-Stewart.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-04-29 09:22

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1204735009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge l'aménagement temporaire d'une piste cyclable bidirectionnelle sur la rue Larivière, entre les rues Fullum et Dufresne, ainsi que sur la rue Dufresne, entre la rue Larivière et le parc Walter-Stewart

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire vise à offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de prendre en charge l'aménagement temporaire d'une piste cyclable bidirectionnelle sur la rue Larrivière entre les rues Fullum et Dufresne ainsi que sur la rue Dufresne entre la rue Larrivière et le Parc Walter-Stewart.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

L'aménagement de pistes cyclables prévues au plan vélo de la Ville de Montréal relève de la compétence du conseil municipal et par conséquent, il est recommandé de se prévaloir de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal afin que l'arrondissement offre à la Ville centre de lui fournir les services pour l'aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle sur les rues Larivière et Dufresne. Cette piste cyclable est inscrite au plan vélo de la Ville de Montréal.
Pour le premier tronçon, la piste cyclable bidirectionnelle sur trouvera du côté nord de la rue Larrivière entre les rues Fullum et Dufresne. Pour le second tronçon, la piste cyclable bidirectionnelle se trouvera du côté est de la rue Dufresne entre la rue Larrivière et le parc Walter-Stewart. Il est à noter que la rue Dufresne sera fermée à la circulation automobile pour la période estivale. Par contre, comme la piste cyclable pourrait demeurer ouverte pendant l'automne, un panneau d'arrêt obligatoire pour les automobiles sera ajouté en direction sud de la rue Dufresne afin de permettre le passage sécuritaire des cyclistes à l'intersection.

Le plan d'aménagement temporaire de la piste cyclable a été fourni par l'ingénieur Ralph Vicière du bureau de l'aménagement des voies cyclables de la Ville centre.

JUSTIFICATION

L'aménagement proposé permettra de relier la piste cyclable Fullum, à l'ouest, à la future construction (automne 2020) de la piste cyclable sur De Rouen, qui elle, se raccordera à la chaussée désignée présente sur la rue de Rouen à l'est.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Lors de travaux visant à implanter des pistes cyclables, le coût des travaux sont **entièrement assumées par la ville centre** quand celles-ci sont inscrites au plan vélo. Les budgets requis à cet effet sont habituellement prévus au PTI du Service de l'urbanisme et de la mobilité (S.U.M).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cas des projets impliquant une piste cyclable, la réduction de l'utilisation de l'automobile est bénéfique pour le bilan carbone de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'Arrondissement n'offre pas la prise en charge des travaux visés par le présent sommaire, leur réalisation par l'Arrondissement ne sera pas possible

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans ce contexte de délégation de pouvoir en vertu de l'Article 85, les communications relatives à l'implantation de la piste cyclable seront confiées aux responsables de communication de l'arrondissement de Ville-Marie. Les citoyens riverains des rues concernées par cet aménagement seront informés, par lettre, de la nature du nouvel aménagement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Marquage de la piste en juillet 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphane BLAIS, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Fahd BENCHEKROUN, Service des infrastructures du réseau routier
Stéfan GALOPIN, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Stéfan GALOPIN, 22 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ghislain LANGLOIS
ingenieur(e)

Tél : 514-868-4544
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-21

Éric BELLEVILLE
c/d voirie

Tél : 514-872-1048
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2020-04-24

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1204735009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge l'aménagement temporaire d'une piste cyclable bidirectionnelle sur la rue Larivière, entre les rues Fullum et Dufresne, ainsi que sur la rue Dufresne, entre la rue Larivière et le parc Walter-Stewart

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1204735009.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-22

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1204735009

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur la portion du financement que l'arrondissement devra assumer en lien avec le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation, tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

`D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge l'aménagement temporaire d'une piste cyclable bidirectionnelle sur la rue Larrivière entre les rues Fullum et Dufresne ainsi que sur la rue Dufresne entre la rue Larrivière et le Parc Walter-Stewart.

- Si le Service de l'Urbanisme et de la mobilité accepte cette offre de prise en charge, il en assuremera les coûts. En effet, le financement des pistes cyclables inscrites au plan vélo, dont celle faisant l'objet du présent dossier, sont à la charge de l'agglomération. Ce projet n'a aucun impact au budget de l'arrondissement de Ville-Marie.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2020-04-22**

Date et heure système : 22 avril 2020 13:44:05

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2020/05/12
18:30

(1)

Dossier # : 1206143002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la reconstruction de trottoirs et de nouvelles saillies à l'intersection sud des rues Sainte-Catherine Est et Panet, de l'arrondissement Ville Marie

D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, au conseil municipal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs pour la reconstruction de trottoirs et de nouvelles saillies à l'intersection sud des rues Sainte-Catherine Est et Panet, de l'arrondissement de Ville-Marie.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-04 15:10

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206143002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la reconstruction de trottoirs et de nouvelles saillies à l'intersection sud des rues Sainte-Catherine Est et Panet, de l'arrondissement Ville Marie

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire vise à offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de prendre en charge la conception, le processus d'appel d'offres, l'octroi de contrat et la surveillance de l'ensemble des travaux de reconstruction de trottoirs et de nouvelles saillies à l'intersection sud des rues Sainte-Catherine Est et Panet, dans le cadre du projet de réaménagement du parc de l'Espoir.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 240115 - 10 mars 2020 Autoriser une dépense de 138 044,43 $, taxes et contingences incluses, pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du parc de l'Espoir, conformément à l'entente cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc. Numéro de dossier : 1206143001

DESCRIPTION

Le changement de géométrie des rues artérielles relève de la compétence du conseil municipal et par conséquent, il est recommandé de se prévaloir de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal afin que l'arrondissement offre à la Ville centre de lui fournir les services pour la réalisation des travaux de reconstruction des trottoirs et de nouvelles saillies à l'intersection sud de rues Sainte-Catherine Est et Panet. De nouvelles saillies seront ajoutées afin d'étendre le parc de l'Espoir, les trottoirs seront reconstruits avec les mêmes matériaux que le parc, et des nouvelles fosses d'arbres continues seront ajoutées afin d'augmenter la végétation.

JUSTIFICATION

Les trottoirs seront démolis lors du réaménagement du parc de l'Espoir. L'arrondissement profite de la reconstruction du parc pour créer des nouvelles saillies, agrandir les trottoirs et pour ajouter les fosses d'arbres, à l'intersection de la rue Sainte-Catherine Est et de la ru Panet, côté sud.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

De façon générale, les travaux visant à améliorer la condition des chaussées du réseau artériel, le coût des services professionnels externes et des travaux sont **entièrement assumées par la Ville centre**. Les budgets requis à cet effet sont habituellement prévus au PTI du Service de l'urbanisme et de la mobilité (S.U.M). Advenant que les budgets requis soient indisponibles ou insuffisants au PTI du SUM, les travaux pourraient être financés par les surplus de gestion de l'Arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'aménagement prévu s'inscrit dans les orientations du plan de développement durable de l'agglomération « Montréal durable 2016-2020 » et dans les actions et mesures prévues au « Plan de développement durable de Ville-Marie 2016-2020 ».

Verdir et augmenter la biodiversité :
Le projet prévoit non seulement la conservation des arbres matures existants, mais permet aussi d'augmenter la biodiversité par l'ajout de plates-bandes d'arbustes et de vivaces.

Réduire de 10 % la sédentarité de la population de l'île de Montréal d'ici 2025 / Améliorer l'accès aux services et équipements / Améliorer l'accès aux services et équipements en intégrant les principes d'accessibilité universelle :
En suivant la pente douce et naturelle de la rue Panet, le parc est désormais sur un seul niveau, ne requérant ni escalier ni rampes d'accès universel pour traverser le site. Le dénivelé est désormais inclus à la topographie régulière du parc, permettant à tout type d'utilisateurs du parc de déambuler sans contraintes de changements de niveaux. Ces ajouts permettent non seulement de diversifier les activités offertes aux résidents du secteur, mais également d'attirer des visiteurs ou résidents des quartiers voisins contribuant ainsi à la vie de quartier. Les normes d'accessibilité universelle seront appliquées aux nouveaux services les rendant plus inclusifs, ceci inclut l'aménagement d'une rampe pour les personnes à mobilité réduite qui permet d'accéder au parc par la rue du Havre.

Favoriser l'appropriation de l'espace public / S'adapter aux changements climatiques
En optimisant le verdissement, le parc devient un espace de fraîcheur et contribue ainsi à l'adaptation aux changements climatiques (réduction des impacts des îlots de chaleur urbains).
En améliorant l'offre de service, notamment en déployant la superficie du parc au-delà des limites actuelles de ce dernier par l'ajout de saillies partiellement plantées. Aussi, les bancs de granit d'origine sont conservés afin de permettre aux utilisateurs de s'y asseoir et de regarder déambuler les gens sur la rue Sainte-Catherine Est. De plus, avec le maintient de la zone de rassemblement située à l'intersection des rues Sainte-Catherine et Panet. Enfin, en mettant en valeur les mâts commémoratifs par l'implantation à leur base de brumisateurs venant créer une ambiance vaporeuse immersive et en installant une nouvelle plaque commémorative à la mémoire des personnes mortes du SIDA au Québec, le projet favorise définitivement l'appropriation de l'espace public par la communauté.

Dans son ensemble, le projet contribue au développement de quartiers plus durables, sécuritaires et en santé.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans ce contexte de délégation de pouvoir en vertu de l'Article 85, les communications relatives aux chantiers seront confiées aux responsables de communication de l'arrondissement de Ville-Marie. Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux de reconstruction seront informés, par lettre, de la nature et de la durée des travaux.
Septembre à octobre 2019
Rencontres avec les co-fondateurs du parc de L'Espoir, avec les organismes impliqués dans la lutte contre le sida et dans l'avenir du Village, avec la Société de développement commercial du Village et avec l'un des architectes-paysagistes à l'origine du concept initial afin d'établir les balises de réaménagement.

Fin octobre 2019
Sondage auprès des membres de la Table des Organismes Communautaires Montréalais de lutte contre le Sida (TOMS).

4 décembre 2019
Consultation citoyenne afin de valider les balises de réaménagement.

3 au 28 février 2020
Consultation sur le concept d'aménagement sur le site Réalisons Montréal.
Près de 250 personnes ont participé au sondage réalisé par l'Arrondissement du 3 au 28 février dernier afin de connaître leur avis relativement à l'aménagement futur du parc de l'Espoir. En moyenne, celles-ci sont à 73 % « tout à fait satisfaites » du concept et des éléments proposés et à 90 % « tout à fait satisfaites et plutôt satisfaites ». De façon individuelle, aucune proposition n'a eu un résultat de moins de 70 % de gens « tout à fait satisfaits ou plutôt satisfaits ».

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux: été 2020
Fin des travaux: printemps 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dino SACCO, Ville-Marie
Luc COULOMBE, Ville-Marie
Catherine PHILIBERT, Ville-Marie
Samba Oumar ALI, Ville-Marie
Ramy MIKATI, Ville-Marie
Isabelle MORIN, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Pierre SAINTE-MARIE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Samba Oumar ALI, 1er mai 2020
Dino SACCO, 21 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent LEMAY
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-4518
Télécop. : 514-868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-03

José PIERRE
Chef de division parcs

Tél : 514 872-1462
Télécop. : 514 872-6135

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2020-05-04

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1206143002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la reconstruction de trottoirs et de nouvelles saillies à l'intersection sud des rues Sainte-Catherine Est et Panet, de l'arrondissement Ville Marie



Rapport projet réaménagement parc de l'espoir.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent LEMAY
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-4518
Télécop. : 514-868-3293

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1206143002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la reconstruction de trottoirs et de nouvelles saillies à l'intersection sud des rues Sainte-Catherine Est et Panet, de l'arrondissement Ville Marie

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Avis favorable

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Survey Report

18 August 2014 - 01 March 2020

Sondage

PROJECT: Réaménagement du parc de l’Espoir

Realisons Montréal



Q1 Par rapport aux éléments suivants, dites-nous si vous êtes Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en accord, en désaccord.



(230 responses, 0 skipped)

Q2 Par rapport aux éléments suivants, dites-nous si vous êtes Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en accord, en désaccord.



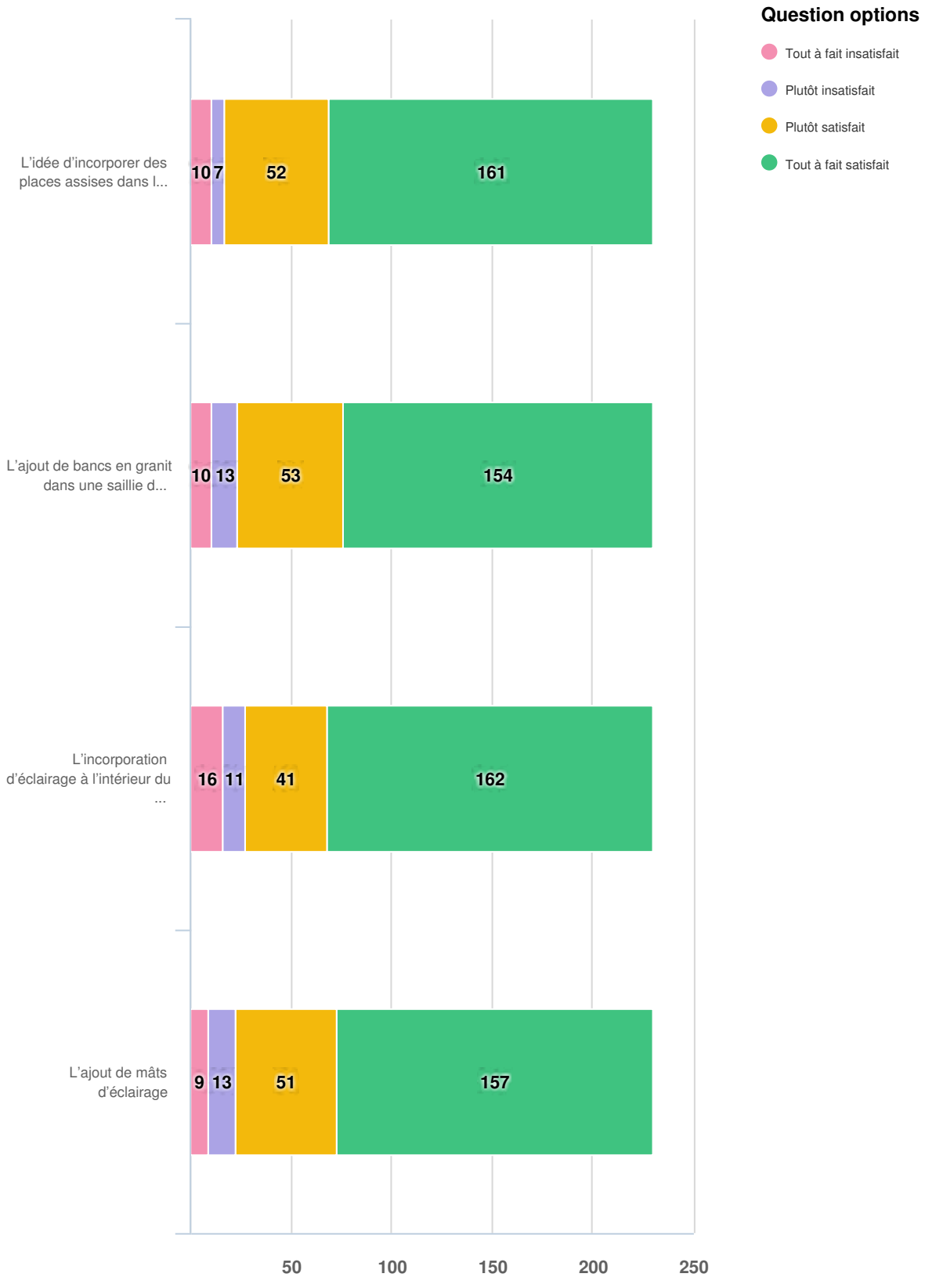
(230 responses, 0 skipped)

Q3 Par rapport aux éléments suivants, dites-nous si vous êtes Tout à fait satisfait, plutôt satisfait, plutôt insatisfait, insatisfait.



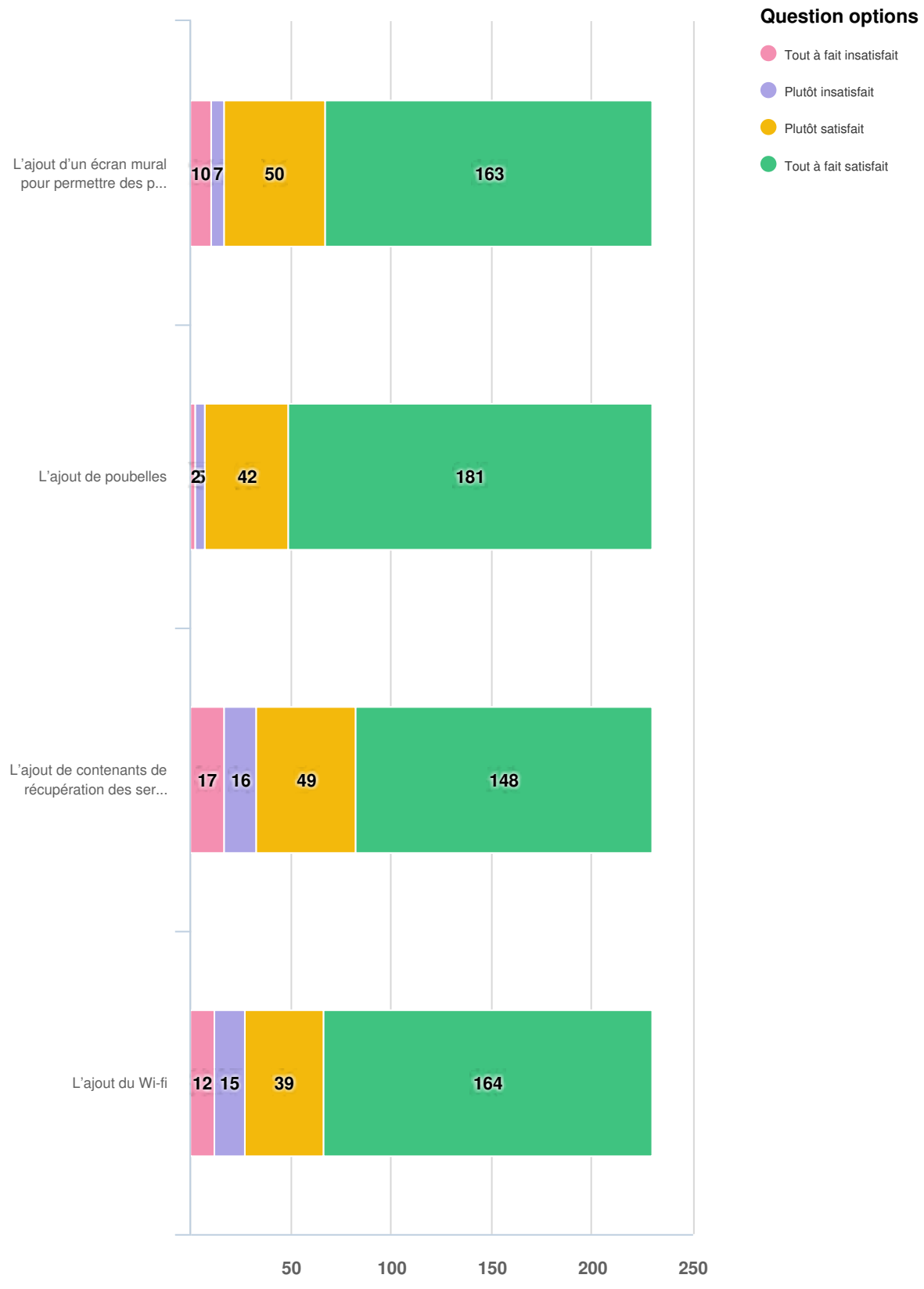
(230 responses, 0 skipped)

Q4 Par rapport aux éléments suivants, dites-nous si vous êtes Tout à fait satisfait, plutôt satisfait, plutôt insatisfait, insatisfait.



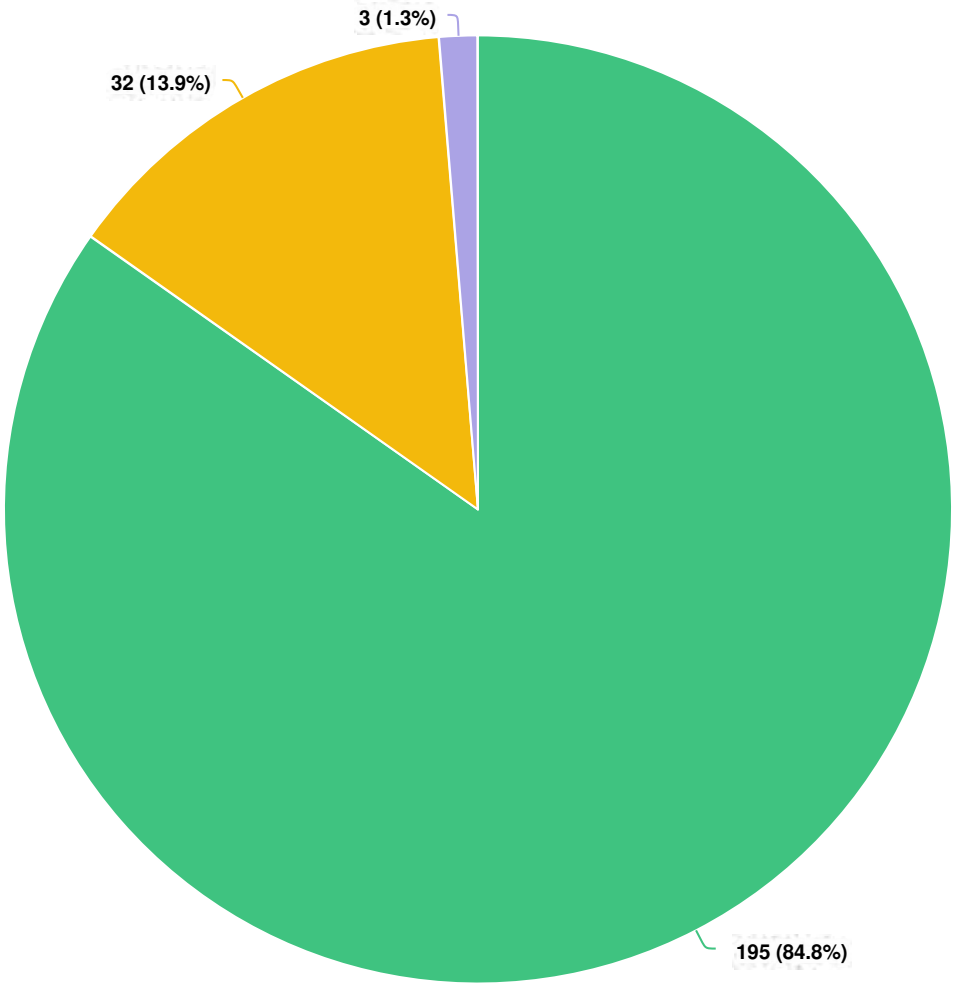
(230 responses, 0 skipped)

Q5 Par rapport aux éléments suivants, dites-nous si vous êtes Tout à fait satisfait, plutôt satisfait, plutôt insatisfait, insatisfait.



(230 responses, 0 skipped)

Q7 À quel genre vous identifiez-vous?

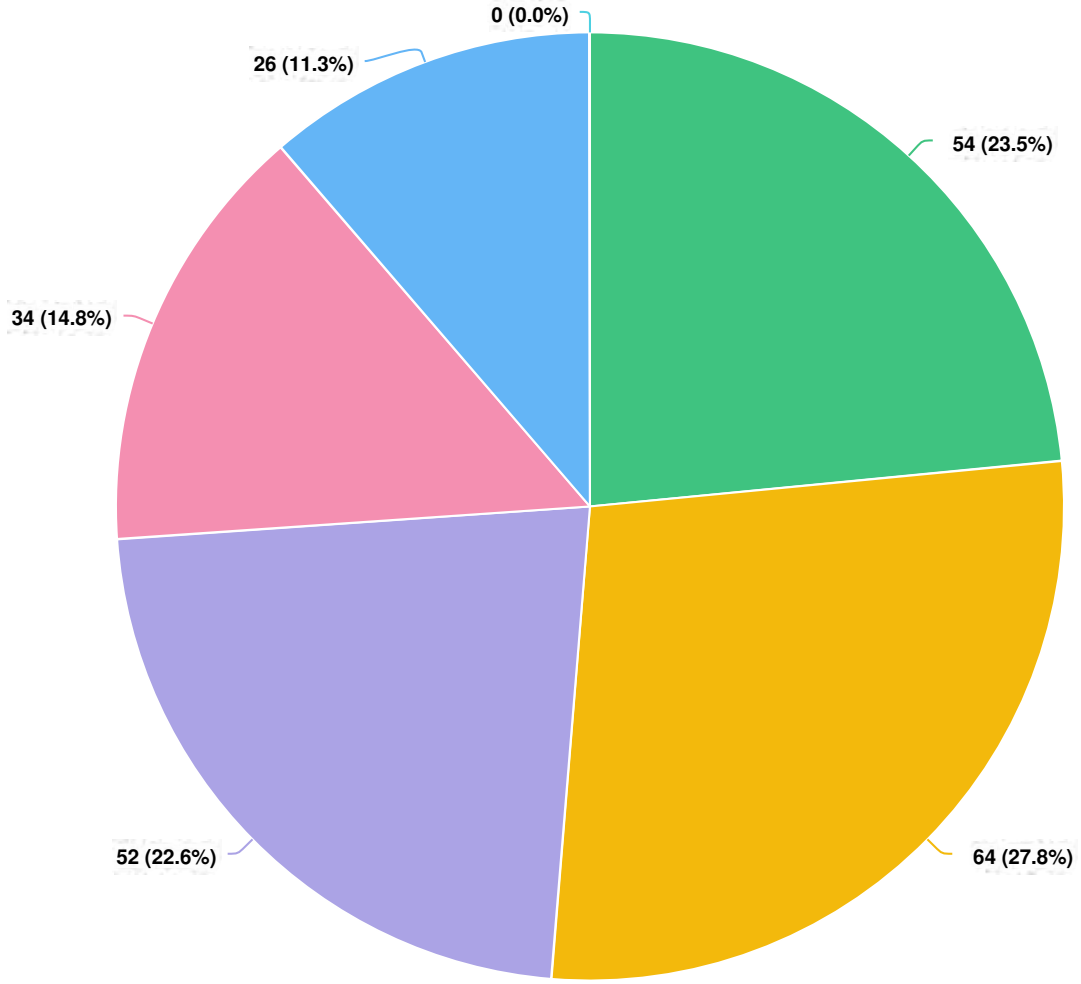


Question options

Non binaire Femme Homme

(230 responses, 0 skipped)

Q8 À quelle catégorie d'âge appartenez-vous?

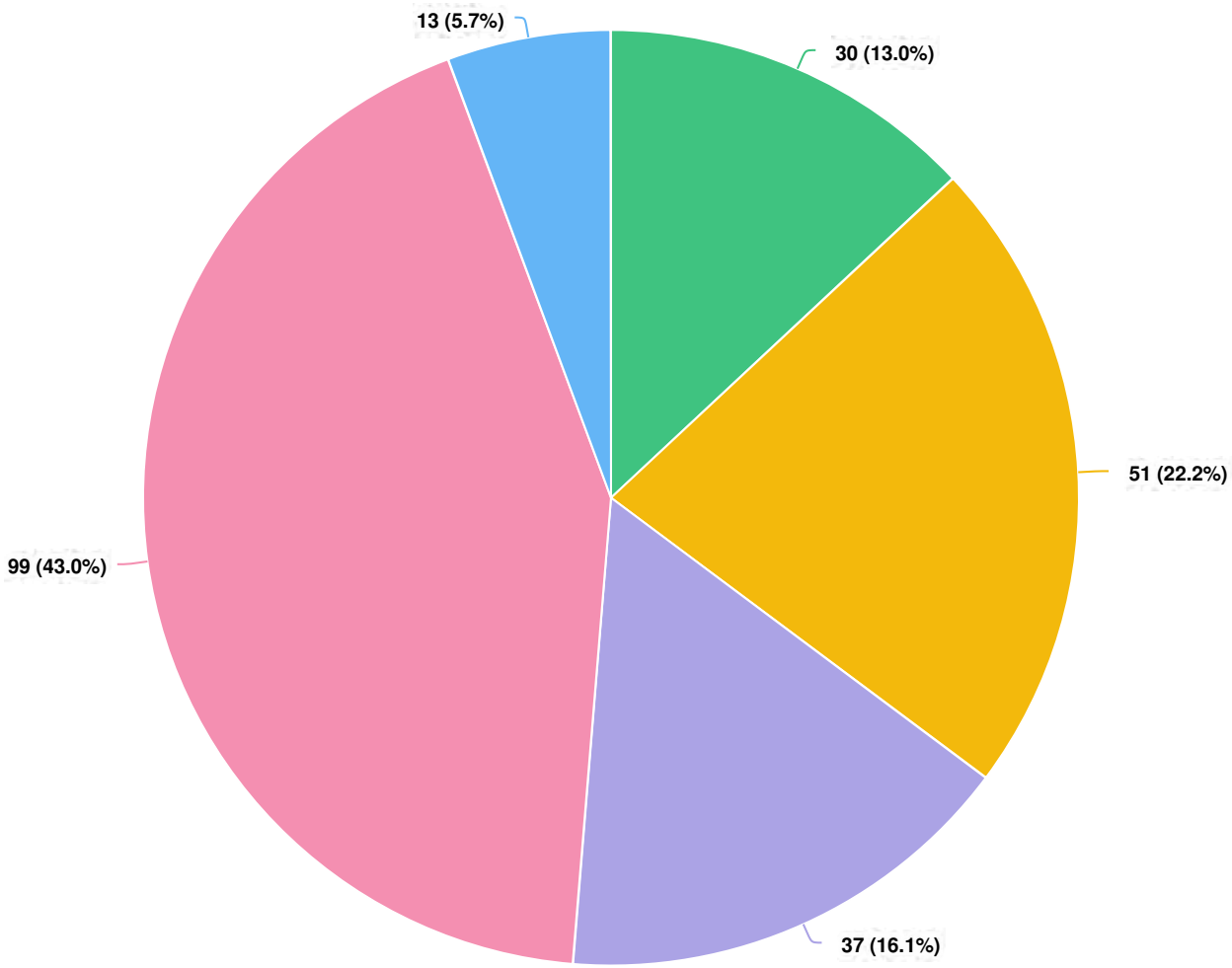


Question options

Moins de 18 ans | 65 ans et plus | 55-64 ans | 45-54 ans | 35-44 ans | 18-34 ans

(230 responses, 0 skipped)

Q11 À quelle fréquence visitez-vous le parc de l’Espoir?

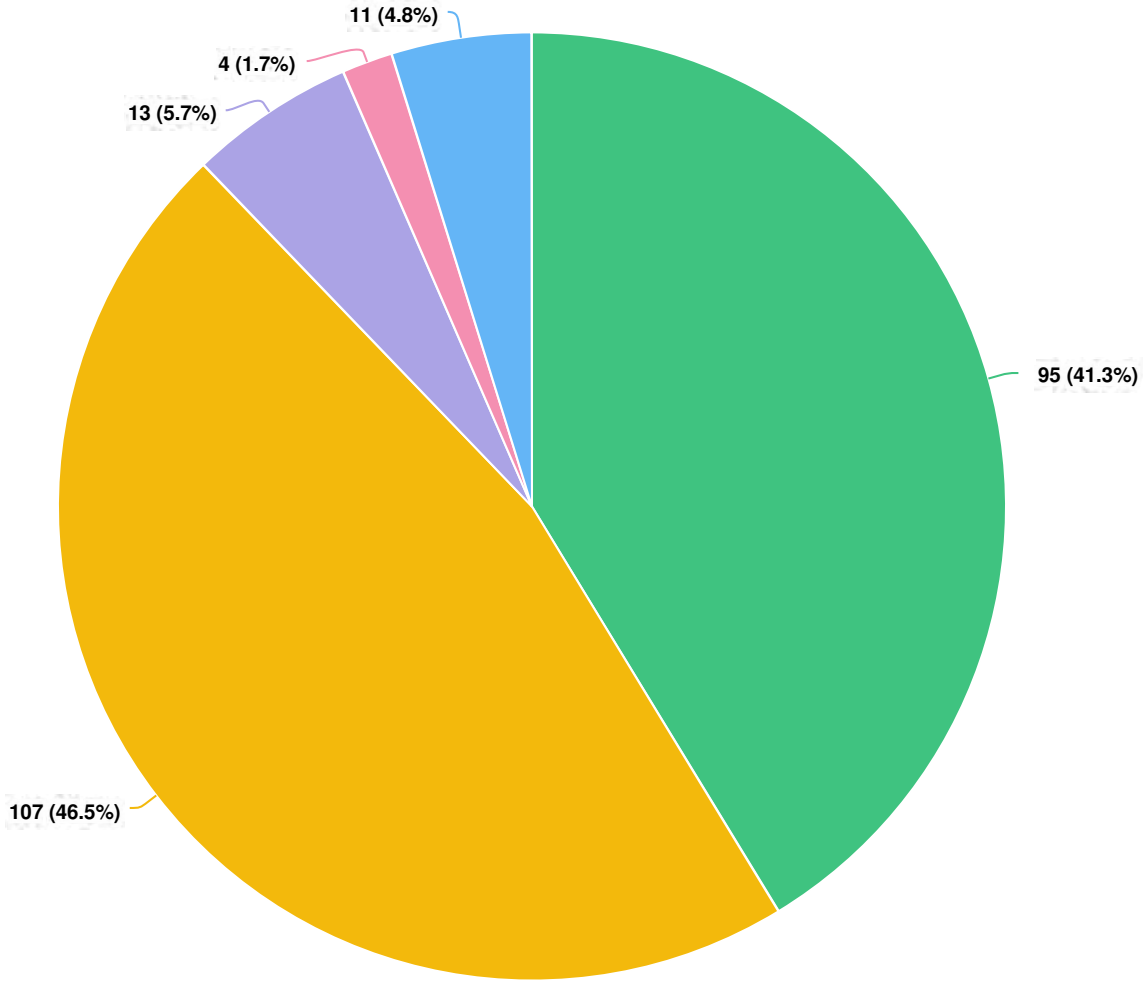


Question options

Jamais Occasionnellement Mensuellement Hebdomadairement Quotidiennement

(230 responses, 0 skipped)

Q12 Quelle est la composition de votre ménage?

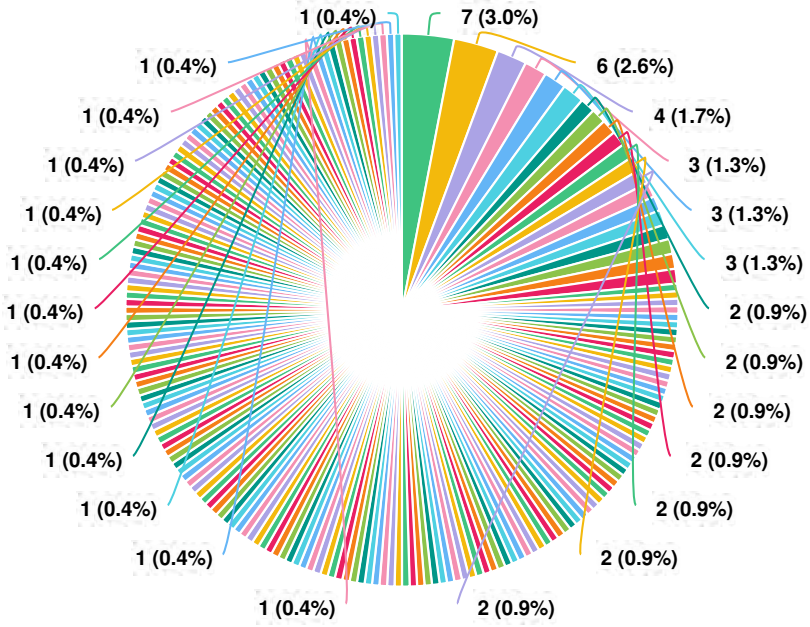


Question options

Autres · Famille monoparentale · Couple avec enfant(s) à la maison · Couple sans enfant · Personne seule

(230 responses, 0 skipped)

Q13 Quel est votre code postal?



Question options

- Montreal, QC, H1W3P4
- Montreal, QC, H1W0B5
- Alma, QC, G8B2T3
- Montreal, QC, H2L1R5
- Montreal, QC, H1Y2W6
- Quebec, QC, G1S3E3
- Montreal, QC, H2L3K6
- Montreal, QC, H2R2R4
- Montreal, QC, H2T3C1
- Montreal, QC, H2L4G4
- Montreal, QC, H1X2M2
- Quebec, QC, G1H7G8
- Montreal, QC, H2L1R6
- Montreal, QC, H2K2S4
- Corner Brook, NL, A2H2X1
- Montreal, QC, H2K4C9
- Montreal, QC, H2X3B4
- Montreal, QC, H2H2C5
- Montreal, QC, H2H2B5
- Pointe-aux-Trembles, QC, H1A1X3
- Montreal, QC, H2L1Z1
- Longueuil, QC, J4J1E2
- Montreal, QC, H1W1E9
- Montreal, QC, H2L3L4
- Montreal, QC, H2L1W3
- Montreal, QC, H2W2L2
- Longueuil, QC, J4K0B2
- Montreal, QC, H2P2L2
- Montreal, QC, H2L3L5
- Outremont, QC, H2V4B3
- Montreal, QC, H2L2H5
- Montreal, QC, H3N1Y8
- Montreal, QC, H2K4E9
- Montreal, QC, H2K3H9
- Montreal, QC, H2L1S3
- Montreal, QC, H3S1T1
- Montreal, QC, H1X2N4
- Montreal, QC, H2S2S2
- Montreal, QC, H2R2E1
- Montreal, QC, H2L2H6
- Boucherville, QC, J4B5B8
- Montreal, QC, H2L3H6
- Montreal, QC, H2T1X1
- Montreal, QC, H2L2W7
- Montreal, QC, H2L2T7
- Verdun, QC, H4G1S4
- Montreal, QC, H2L2Y4
- Montreal, QC, H2V3Z9
- Anjou, QC, H1K1M9
- Montreal, QC, H2X1G9
- Montreal, QC, H2R2E6
- Montreal, QC, H4N0C8
- Montreal, QC, H3W2H5
- Montreal, QC, H1W1M4
- Montreal, QC, H2K2G9
- Montreal, QC, H1V2W6
- Montreal, QC, H3L2G7
- Montreal, QC, H2L2V7
- Montreal, QC, H2L1Y8
- Montreal, QC, H2L2H8
- Montreal, QC, H2K3S1
- Montreal, QC, H1W0B4
- Montreal, QC, H2H1M2
- Montreal, QC, H1L2K5
- Verdun, QC, H4G2W1
- Montreal, QC, H2A3K1
- Montreal, QC, H1W4A1
- Montreal, QC, H2S0C8
- Boucherville, QC, J4B6K2
- Montreal, QC, H1Y2S7
- Montreal, QC, H2L3C4
- Rouyn-Noranda, QC, J9X0B7

1/3

(230 responses, 0 skipped)

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.03

2020/05/12
18:30

(1)

Dossier # : 1205158001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 2 974 500 $, correspondant au montant établi pour l'arrondissement de Ville-Marie au plan de redressement 2020 de la Ville de Montréal, afin de pallier les impacts financiers de la pandémie de la COVID-19

Autoriser une affectation de surplus de 2 974 500 $, correspondant au montant établi pour l'arrondissement de Ville-Marie au plan de redressement 2020 de la Ville de Montréal afin de pallier aux impacts financiers de la pandémie de la COVID-19.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-05 10:02

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1205158001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 2 974 500 $, correspondant au montant établi pour l'arrondissement de Ville-Marie au plan de redressement 2020 de la Ville de Montréal, afin de pallier les impacts financiers de la pandémie de la COVID-19

CONTENU

CONTEXTE

En raison de la pandémie de la COVID-19, la Ville de Montréal anticipe une perte de revenus importante, estimée à 93 M$ dans un scénario optimiste, et à 281,3 M$ dans un scénario pessimiste.
Dans ce contexte, la Ville de Montréal a mis en place un plan de redressement afin de pallier les impacts de la pandémie mondiale de la COVID-19 et assurer des résultats à l'équilibre pour l'année courante.

L'administration montréalaise a déployé un plan financier général de réduction des dépenses qui permettra d'économiser la somme de 123,4 M$. Ce plan se traduit notamment par une diminution globale de 3,1 % des budgets consentis aux services corporatifs et aux arrondissements et par un gel de 9 M$ des dépenses de contingences.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0570 - Mise en place d'un plan de redressement de 123,4 M$ pour contrer la crise économique et financière.
CE20 0571 - Adopter la proposition de plan de redressement de 28,7 M$ dans les arrondissements et autoriser le Service des finances à procéder aux virements de crédits nécessaires.

DESCRIPTION

Le 23 avril 2020, le comité exécutif a approuvé la mise en place de mesures immédiates pour 2020, afin de contrer les effets anticipés des impacts de la COVID-19 sur les finances de la Ville de Montréal.
Le plan de redressement qui a été conçu s'élève à un montant total de 123,4 M$ et se répartit comme suit :

Services centraux 85,7 M$
Arrondissements 28,7 M$
Dépenses contingentes 9,0 M$

Total 123,4 M$

La contribution de l’arrondissement de Ville-Marie au plan financier est établie à 2 974 500 $.

JUSTIFICATION

L'arrondissement de Ville-Marie a rapidement procédé à l'application des mesures pour limiter et contrôler les dépenses. Parmi ces mesures, on peut citer :

- **Gel d’embauche et de dépenses pour les honoraires professionnels**

  Un gel d'embauche et de dépenses pour les honoraires professionnels (tâches effectuées par des experts, en mode création, recherche, analyse et planification), excluant les services techniques (tâches liées au fonctionnement et l’entretien, en mode exécution), est en vigueur de façon temporaire. Aucun mouvement de personnel ne peut se faire durant cette période.
- **Gel des dépenses**

  Un gel général des achats et accessoires de bureau est en cours. Suivant l’adoption des plans d’action, le gel se poursuivra pour toutes dépenses additionnelles et ce, jusqu’à nouvel ordre.

La crise de la COVID-19 engendre des dépenses non prévues et dans le même temps les revenus anticipés sont revus à la baisse. Pour répondre au plan de redressement, une affectation de surplus est recommandée afin de s'assurer que les services aux citoyens seront maintenus dans l'ensemble.

Au cours des prochaines semaines, l'arrondissement de Ville-Marie poursuivra l'évaluation des impacts de cette crise et se dotera d'un plan d'action en regard du résultat de l'exercice financier 2020, du budget de fonctionnement 2021 et de l'utilisation des surplus de gestion.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant de 2 974 500 $ proviendra des surplus de l'arrondissement. Voir intervention financière.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-7313
Approuvé le : 2020-05-04

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1205158001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 2 974 500 $, correspondant au montant établi pour l'arrondissement de Ville-Marie au plan de redressement 2020 de la Ville de Montréal, afin de pallier les impacts financiers de la pandémie de la COVID-19

Résolution_CE20 0570.pdf

Résolution_CE20 0571.pdf

Note_DA_Serge Lamontagne_Ville-Marie.pdf

Extrait GDD_Plan de redressement.pdf

200423 Communiqué - Plan de redressement VF.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1205158001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 2 974 500 $, correspondant au montant établi pour l'arrondissement de Ville-Marie au plan de redressement 2020 de la Ville de Montréal, afin de pallier les impacts financiers de la pandémie de la COVID-19

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1205158001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du comité exécutif

Séance extraordinaire du jeudi 23 avril 2020	Résolution: CE20 0571

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1 - d'adopter la proposition de plan de redressement de 28,7 M$ dans les arrondissements;

2 - d'autoriser le Service des finances à procéder aux virements de crédits nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.002 1203843005
/pl

Benoit DORAIS
_____
Président du comité exécutif

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 23 avril 2020

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du comité exécutif

Séance extraordinaire du jeudi 23 avril 2020	Résolution: CE20 0570

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1 - D'adopter le plan financier général de 123,4 M$ visant à atténuer, pour 2020, les effets de la COVID-19, notamment les mesures suivantes :

Arrondissements

- Diminution de 28,7 M$ du budget de fonctionnement (soit 3,1 % du budget 2020 des arrondissements).

Services municipaux

- Diminution de 85,7 M$ du budget des services (soit 3,1 % du budget 2020 des services municipaux)
  - Réduction de la rémunération globale de 2 %, soit 15,6 M$;
  - Réduction du solde des honoraires professionnels de 50 %, soit 15,8 M$;
  - Réduction du solde des autres familles de dépenses de 15 %, soit 54,3 M$.

Chapitres corporatifs

- Gel d'un montant de 9 M$ dans le budget des dépenses contingentes.

2 - D'adopter les 13 mesures de contrôle visant à assurer la réalisation du plan financier général proposé en ce qui a trait à la contingence, la rémunération et les autres familles de dépenses pour un montant de 123,4 M$ à l'exception de la Sécurité civile pour laquelle ces mesures ne s'appliquent pas.

Les mesures de contrôle

Mesure 1. Décréter l'application des paramètres du plan financier général au budget des unités d'affaires et mandater le DG pour encadrer l'ensemble du processus;

Mesure 2. Décréter jusqu'à nouvel ordre un gel général de l'embauche et de tout mouvement de personnel;

Mesure 3. Décréter jusqu'à nouvel ordre un gel général des honoraires professionnels (excluant les services techniques);

Mesure 4. Décréter jusqu'à nouvel ordre un gel général des achats et accessoires de bureau;

Mesure 5. Décréter jusqu'à nouvel ordre le gel d'un montant de 9 M$ dans le budget des dépenses contingentes;

Mesure 6. Retirer le pouvoir délégué aux services municipaux relativement à toutes les catégories de dépenses précédentes et l'attribuer au directeur général jusqu'à la date de rétablissement de la délégation retirée;

Mesure 7. Mandater le Service des finances pour ajuster sans délai les budgets des services municipaux;

Mesure 8. Mandater le DG afin qu'il obtienne auprès des instances décisionnelles les pouvoirs nécessaires à l'application du plan financier général dans les arrondissements;

Mesure 9. Décréter le gel de tous les nouveaux dossiers engageant des crédits additionnels non financés par des revenus équivalents en 2020 et/ou 2021;

Mesure 10. Exiger de chacune des unités (services municipaux et arrondissements) qu'elle dépose au DG, dans les deux semaines suivant la date de la présente décision, un plan d'action indiquant comment elle entend réaliser l'objectif financier qui lui est assigné;

Mesure 11. Mandater le DG pour présenter aux instances décisionnelles une synthèse des plans d'action déposés par les unités d'affaires;

Mesure 12. Après approbation du plan d'action, exiger des unités d'affaires la réalisation du plan dans les systèmes financiers dans un délai d'une semaine;

Mesure 13. Exiger des unités d'affaires le gel général de toutes dépenses additionnelles suite à la réalisation du plan d'action et ce jusqu'à nouvel ordre.

3 - De mandater le DG de négocier avec tous les groupes d'employés de la Ville une participation des employés à l'effort de réduction de dépenses.

4 - De mandater le comité du budget pour identifier des mesures additionnelles pour atteindre à court terme l'objectif d'équilibre budgétaire.

5 - De mandater le DG afin d'élaborer les approches systémiques qui pourraient contribuer à alléger à terme le cadre financier de la Ville de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1203843004
/pl

Benoit DORAIS
_____
Président du comité exécutif

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 23 avril 2020

Montréal

Direction générale
Bureau du directeur général
155, rue Notre-Dame Est, 1er étage - bureau 108
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-5753

Note

Destinataire : Monsieur Marc Labelle
Directeur d'arrondissement
Arrondissement de Ville-Marie

Expéditeur : Serge Lamontagne, MBA, ASC
Directeur général

Date : Le 23 avril 2020

Objet : **Mesures pour contrer les impacts de la COVID-19 sur les finances de la Ville de Montréal**

En raison de la crise sanitaire actuelle qui a des impacts économiques indéniables, la Ville de Montréal se doit d'appliquer plus que jamais la même discipline financière qu'elle a toujours utilisée. C'est pourquoi, l'administration municipale exige de revoir ses prévisions financières pour l'année en cours et de mettre en place les plans requis pour contrer les effets anticipés des impacts de la COVID-19 sur la situation économique et financière de la Ville de Montréal.

Dans ce contexte, le comité exécutif de la Ville de Montréal a adopté le 23 avril 2020 un plan de redressement d'un montant total de 123,4 M$. En annexe, se trouve un extrait du sommaire décisionnel illustrant les mesures du plan dont les économies immédiatement réalisables se détaillent comme suit :

▪ Services centraux	85,7 M$
▪ Arrondissements	28,7 M$
▪ Dépenses contingentes	9,0 M$
Total	**123,4 M$**

…2

L'échéancier prévu pour ce plan est le suivant :

Communication de l'objectif financier – Services centraux et arrondissements	23 avril
Virements de crédits massifs par le Service des finances - Services centraux	24 avril
Transmission au directeur général et au trésorier des plans d'action des unités (services et arrondissements)	6 mai
Présentation du plan d'action consolidé au comité exécutif par le directeur général et le trésorier et directeur du Service des finances	20 mai
Virements de crédits massifs par le Service des finances – Arrondissements (Sur adoption par le CM du 25 mai)	25 mai

Les paramètres d'établissement de la cible de chaque unité sont présentés dans le dossier décisionnel 1203843004 et repris en pièce jointe de la présente note**. Ainsi, la contribution au plan financier de votre arrondissement est établie à 2 974 500 $.** Il est important de noter que chaque unité d'affaires dispose de toute la latitude pour réaliser la cible de réduction de dépenses totale qui lui a été établie. En d'autres termes, les paramètres d'établissement de la cible globale ne représentent pas en soi des cibles spécifiques à atteindre.

Tel qu'il est prévu dans l'échéancier, un plan d'action consolidé illustrant la façon dont les objectifs du plan financier seront atteints par les unités, doit être remis au comité exécutif du 20 mai prochain par le directeur général. À cet effet, il est impératif de respecter l'échéancier ci-dessus.

Dans le but de faciliter la révision et la consolidation des plans d'action, le canevas à être utilisé par les unités pour documenter les plans est également inclus dans cet envoi.

Nous sommes conscients que ce plan financier de même que l'échéancier que nous considérons pour le mettre en œuvre constituent un objectif ambitieux. Nous sommes toutefois convaincus qu'avec la collaboration de tous, nous serons en mesure de le matérialiser, et ce, dans le plus grand respect des orientations de l'Administration.

Soyez assuré de l'entière disponibilité des membres des équipes du Service des finances et du Service des ressources humaines pour vous soutenir dans cet exercice.

Je vous remercie de votre collaboration.

p. j.

c. c. M. Alain Dufort, directeur général adjoint – Service aux citoyens
M. Yves Courchesne, trésorier et directeur – Service des finances
M^me^ Francine Laverdière, directrice – Budget et planification financière et fiscale
M^me^ Josée Lapointe, directrice – Service des ressources humaines
M^me^ Geneviève Beauregard, directrice – Partenaires affaires ressources humaines

Extrait du sommaire décisionnel – N^{o} 1203843004

1. Adopter le plan financier général de 123,4 M$ visant à atténuer, pour 2020, les effets de la COVID-19, notamment les mesures suivantes :

Arrondissements

- Diminution de 28,7 M$ du budget de fonctionnement (soit 3,1 % du budget 2020 des arrondissements).

Services municipaux

- Diminution de 85,7 M$ du budget des services (soit 3,1 % du budget 2020 des services municipaux)
  - Réduction de la rémunération globale de 2 %, soit 15,6 M$;
  - Réduction du solde des honoraires professionnels de 50 %, soit 15,8 M$;
  - Réduction du solde des autres familles de dépenses de 15 %, soit 54,3 M$.

Chapitres corporatifs

- Gel d'un montant de 9 M$ dans le budget des dépenses contingentes.

2. Adopter les 13 mesures de contrôle visant à assurer la réalisation du plan financier général proposé en ce qui a trait à la contingence, la rémunération et les autres familles de dépenses pour un montant de 123,4 M$, à l'exception de la Sécurité civile pour laquelle ces mesures ne s'appliquent pas.

Les mesures de contrôle

Mesure 1. Décréter l'application des paramètres du plan financier général au budget des unités d'affaires et mandater le DG pour encadrer l'ensemble du processus;

Mesure 2. Décréter jusqu'à nouvel ordre un gel général de l'embauche et de tout mouvement de personnel;

Mesure 3. Décréter jusqu'à nouvel ordre un gel général des honoraires professionnels (excluant les services techniques);

Mesure 4. Décréter jusqu'à nouvel ordre un gel général des achats et accessoires de bureau;

Mesure 5. Décréter jusqu'à nouvel ordre le gel d'un montant de 9 M$ dans le budget des dépenses contingentes;

Mesure 6. Retirer le pouvoir délégué aux services municipaux relativement à toutes les catégories de dépenses précédentes et l'attribuer au directeur général jusqu'à la date de rétablissement de la délégation retirée;

Mesure 7. Mandater le Service des finances pour ajuster sans délai les budgets des services municipaux;

Mesure 8. Mandater le DG afin qu'il obtienne auprès des instances décisionnelles les pouvoirs nécessaires à l'application du plan financier général dans les arrondissements;

Mesure 9. Décréter le gel de tous les nouveaux dossiers engageant des crédits additionnels non financés par des revenus équivalents en 2020 et/ou 2021;

Mesure 10. Exiger de chacune des unités (services municipaux et arrondissements) qu'elle dépose au DG, dans les deux semaines suivant la date de la présente décision, un plan d'action indiquant comment elle entend réaliser l'objectif financier qui lui est assigné;

Mesure 11. Mandater le DG pour présenter aux instances décisionnelles une synthèse des plans d'action déposés par les unités d'affaires;

Mesure 12. Après approbation du plan d'action, exiger des unités d'affaires la réalisation du plan dans les systèmes financiers dans un délai d'une semaine;

Mesure 13. Exiger des unités d'affaires le gel général de toutes dépenses additionnelles suite à la réalisation du plan d'action et ce jusqu'à nouvel ordre.

Montréal

Cabinet de la
et du comité

communiqué

COVID-19

La Ville de Montréal annonce un plan financier pour pallier les impacts de la pandémie

Montréal, le 23 avril 2020 – Dans un souci de gestion responsable des finances publiques, la Ville de Montréal agit en amont et jette les bases d'un plan financier qu'elle entend déployer rapidement afin de pallier les impacts de la pandémie mondiale de la COVID-19. Cela permettra de contribuer à assurer des résultats à l'équilibre pour l'année courante.

« Depuis que nous sommes en poste, nous avons toujours assuré une gestion responsable et contrôlée des finances publiques. Toutefois, le contexte actuel apporte son lot de défis pour la métropole, qui voit ses sources de revenus diminuer de façon importante. Le plan financier que nous présentons constitue un effort significatif pour limiter les impacts de la pandémie sur les finances de la Ville de Montréal. Nous reconnaissons que l'ensemble de la population fait sa part pour traverser cette épreuve et l'annonce d'aujourd'hui s'inscrit dans cet effort collectif. D'ailleurs, dès le début de cette crise, nous avons été clairs à l'effet qu'il n'est pas question de refiler la facture aux Montréalaises et aux Montréalais, déjà éprouvés par la situation », a affirmé la mairesse de Montréal, Valérie Plante.

« Les surplus budgétaires qui ont été générés au cours des dernières années témoignent du contrôle et de la prudence dont nous faisons preuve dans la gestion des finances publiques. Cette bonne gestion nous permet aujourd'hui d'agir promptement afin de limiter les impacts négatifs, non seulement sur les finances de la Ville, mais aussi sur la population montréalaise », a ajouté Benoit Dorais, président du comité exécutif et responsable des finances, des ressources humaines, des affaires juridiques et de l'évaluation foncière au sein du comité exécutif.

La Ville de Montréal prévoit une perte de revenus importante, estimée à 93 M$, dans un scénario optimiste, et à 281,3 M$, dans un scénario pessimiste. Ces revenus sont habituellement tirés des droits de mutation que la Ville perçoit, des permis qu'elle émet et des frais d'admission perçus dans ses installations sportives et culturelles, notamment. Les scénarios actuels restent cependant des hypothèses, appelées à se préciser au cours des prochains mois lorsque l'impact réel de la crise sera connu.

L'administration montréalaise déploie un plan financier général de réduction des dépenses de la Ville qui, à terme et grâce aux 13 mesures de contrôle temporaires présentement implantées, permettra d'économiser la somme de 123,4 M$. Ce plan se traduit notamment par une diminution globale de 3,1 % des budgets consentis aux services

corporatifs et aux arrondissements et par un gel de 9 M$ des dépenses de contingences.

Par ailleurs, la métropole ne pourra, à elle seule, absorber l'impact financier associé à la pandémie et l'important manque à gagner lié à la baisse de l'achalandage de l'ARTM, dont l'impact pour l'agglomération de Montréal pourrait être de 154 M$ à 244 M$, en sus des pertes de revenus et des dépenses supplémentaires qui varient, selon les scénarios, entre 105 M$ et 294 M$. À cet effet, la Ville sollicite l'aide financière des différents paliers gouvernementaux et évalue présentement plusieurs pistes de solution complémentaires.

L'effet anticipé de la crise de la COVID-19 sur les finances de la Ville de Montréal pourrait donc se situer entre 258,9 M$ et 538,5 M$ lorsqu'on comptabilise à la fois les impacts sur le budget de la Ville, ainsi que les pertes de revenus anticipées de l'ARTM.

« Dès le début, nous avons mis en place des initiatives concrètes pour venir en aide à la population. Nous poursuivons nos actions en ce sens, en déployant, cette fois, un plan financier qui contribuera à équilibrer le budget de la métropole pour l'année en cours. Collectivement, nous traverserons cette crise », a conclu Benoit Dorais.

-30-

Source : Geneviève Jutras
Attachée de presse principale
Cabinet de la mairesse et du comité exécutif
514 243-1268

Renseignements : Relations médias
Ville de Montréal
relationsmedias@ville.montreal.qc.ca

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1205158001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

  `` *Autoriser une affectation de surplus de 2 974 500 $, correspondant au montant établi pour l'arrondissement de Ville-Marie, afin de répondre au plan de redressement 2020 de la Ville de Montréal pour pallier les impacts de la pandémie de la COVID-19.* ``

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 2 974 500,00 $

	Années antérieures	2020
Montant	0,00 $	2 974 500,00 $

Informations comptables:

Provenance (Montants Nets de ristournes)

Montant: 2 974 500,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 2 974 500,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0012000	306192	01819	66589	015846	0000	000000	000000	00000	00000

- Le(s) virement(s) requis sera (seront) effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits sont réservés par : l'engagement de gestion no VM05158001

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

514 868-4567

Date: **2020-05-01**

Date et heure système : 01 mai 2020 10:45:56

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.04

2020/05/12
18:30

(1)

Dossier # : 1207763001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour les aménagements sur la rue De Rouen entre l'avenue Gascon et la rue du Havre

Offrir en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-114) au conseil de la Ville, que l'arrondissement prenne en charge la conception, le processus d'appel d'offres, l'octroi du contrat et la surveillance des travaux pour l'aménagement d'un parc et une piste cyclable du tronçon de la rue De Rouen comprise entre l'avenue Gascon et la rue Du Havre.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-05 11:12

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207763001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour les aménagements sur la rue De Rouen entre l'avenue Gascon et la rue du Havre

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire vise à offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de prendre en charge la conception, le processus d'appel d'offres, l'octroi de contrat et la surveillance de l'ensemble des travaux de construction de la rue De Rouen et une piste cyclable entre l'avenue Gascon et la rue du Havre

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution: CA19 240235 Séance ordinaire du mardi 7 mai 2019, Désigner, dans le cadre d'un projet pilote, comme étant une place publique, la rue de Rouen entre la rue du Havre et l'avenue Gascon, du 8 mai 2019 au 10 mai 2020, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'équipements d'embellissements et édicter les ordonnances (1198305005)

DESCRIPTION

Le but du projet est de réaliser des aménagements sur la rue Rouen afin d'unifier le parc dans son ensemble et interdire de manière permanente la circulation véhiculaire à cet endroit.
À ce jour, la rue De Rouen, dans la section qui concerne le mandat, d'une superficie d'environ 950 mètres carrés, a été aménagée de manière temporaire l'été 2019 avec une pergola, des balançoires, du mobilier, une table de ping-pong et des bacs de plantation.

La Ville voudrait à l'été 2020 réaliser des aménagements permanents qui convertiront de manière définitive cette section de rue en partie intégrante du parc Médéric-Martin.

Les aménagements incluent des lits de plantation, des surfaces gazonnées, intégration de mobilier (bancs), des tables de ping-pong et tables à pique-nique, une pergola avec

balançoires et une piste cyclable bidirectionnelle protégée.

La division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers a développé le concept d'aménagement qui a été présenté aux autorités concernés et approuvé.

JUSTIFICATION

Le Service de l'Urbanisme et de la Mobilité a signifié son accord au projet, mais conditionnellement aux approbations des instances municipales pour la délégation à l'arrondissement de la réalisation de travaux.
Le Service de l'Urbanisme et de la Mobilité conserve la responsabilité d'autoriser les lignes directrices du projet d'aménagement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les budgets requis pour la section parc à cet effet seront imputés au Programme triennal d'immobilisation (PTI) de la Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers.
Le budget requis pour la portion de la piste cyclable sera imputé au Service de l'urbanisme et de la Mobilité.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Plusieurs gestes verts ont été considérés lors de la conception et préparation des plans et devis du projet, et que l'Entrepreneur adjudicataire devra respecter afin de mieux préserver l'environnement, dont :
a. Une gestion des eaux de ruissellement sur place a été intégré au projet traduit par un abaissement de bordures et dalles en béton perméable;
b. Choix des matériaux de surface favorisant l'absorption des eaux de ruissellement sur place;
c. Plantation d'arbres et augmentation de la végétation par l'ajout des plantes indigènes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'arrondissement surveillera que les mesures demandés par le gouvernement concernant la distanciation social et l'implantation des mesures de sécurité soient appliqués.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : Août 2020

Fin de travaux : Novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

L'arrondissement de Ville-Marie procédera à la réalisation des travaux en respectant les politiques et les encadrements en vigueur à la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Isabelle MORIN, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adriana MELENDEZ
Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-1658
Télécop. : 514-878-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

José PIERRE
Chef de division parcs

Tél : 514 872-1462
Télécop. : 514 872-6135

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2020-05-04

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1207763001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour les aménagements sur la rue De Rouen entre l'avenue Gascon et la rue du Havre

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Avis favorable

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-04

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.05

2020/05/12
18:30

(1)

Dossier # : 1205237004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 avril 2020

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1 au 30 avril 2020.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-05 13:25

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1205237004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 avril 2020

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 avril 2020

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-20

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1205237004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 avril 2020



D- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées- Avril 2020.pdf



D- Liste des factures sans bc approuvées par décisions déléguées- Avril 2020.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Avril 2020

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
9111-3886 QUEBEC INC.	1407571	02-AVR. -2020	Soumission 000095-b - Scène sur mesure Square Cabot	21 627,42	BOUCHARD, MARYSE
				21 627,42	
9128-8217 QUEBEC INC. - CORBEIL ELECTRIQUE	1410161	28-AVR. -2020	Veuillez vous référer à la soumission "Corbeil" (laveuse, sécheuse et frigo) # 0026-0312788 en date du 23 avril 2020 pour achat d'électroménager. Livrer au 2915, Sainte-Catherine Est	3 239,87	ALI, SAMBA OUMAR
	1410162	28-AVR. -2020	Veuillez vous référer à la soumission Corbeil # 0026-31279 en date du 23 avril 2020 Électroménager (laveuse/sécheuse) Livrer au 2915, Sainte-Catherine Est.	2 393,69	ALI, SAMBA OUMAR
				5 633,56	
APTUM TECHNOLOGIES (CANADA) INC.	1408615	15-AVR. -2020	00-00-30-4322 : enlèvement de fibre optique dans le garage de l'édicule Émilie-Gamelin au 505 Sainte-Catherine Est.	8 112,38	DUFRESNE, ALAIN
				8 112,38	
ATLAS SYSTEMES D'ASSECHEMENT LTEE	1408165	09-AVR. -2020	Location (durée approximative 2 semaines) - Pompe 4" sur remorque - Angle des rues Peel et Cypress (voir soumission M-20055 en annexe) - TP - Aqueduc (Jonathan Labonté)	4 199,50	ALI, SAMBA OUMAR
				4 199,50	
BC2 GROUPE CONSEIL INC.	1408425	14-AVR. -2020	Offre de service 2551901 - étude potentiel économique et commercial district Sainte-Marie	22 572,31	VILLENEUVE, SYLVAIN
				22 572,31	
CDTEC CALIBRATION INC.	1409900	27-AVR. -2020	2020 - BC ouvert - Réparation/Entretien - Étallonage et certification de détecteur 4 gaz pour espace clos - TP - Aqueduc	2 099,75	BELLEVILLE, ERIC
				2 099,75	
CENTAURECOM INC.	1407401	01-AVR. -2020	Soumission 2402-20 - Chandails été 2020 sports et loisirs	2 094,50	LAPIERRE-GRANO, MELISSA
				2 094,50	
CLEAN WATER WORKS INC	1409312	21-AVR. -2020	Travaux de réhabilitation de conduite d'égout par chemisage structural - Rue Du Havre entre La Fontaine et Maisonneuve - TP - Aqueduc (Jonathan Labonté)	36 745,73	ONOFRE, KETY
	1409954	27-AVR. -2020	Paiement de facture - Travaux réhabilitation 2 drains de puisard rue Charlotte (effondrement chaussée) - Facture J017686	6 299,25	ALI, SAMBA OUMAR
				43 044,98	
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1407558	02-AVR. -2020	Soumission 399880 -iPad pro avec accessoires - Réserve	2 121,31	ALI, SAMBA OUMAR

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Avril 2020

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				2 121,31	
DANSE CARPE DIEM/EMMANUEL JOUTHE	1410135	28-AVR. -2020	Facture 1920-018 - Médiation culturelle Et si on dansait?	4 199,50	TREMBLAY, GINA
				4 199,50	
DASSYLOI	1410306	29-AVR. -2020	Test de pression et chloration pour raccordement - Avenue Goulet - TP - Aqueduc (Jonathan Labonté)	2 099,75	ALI, SAMBA OUMAR
				2 099,75	
DEMIX BETON	1397392	08-AVR. -2020	2020 - BC ouvert - Béton pré mélangé pour divers chantiers dan l'arrondissement Ville-Marie - Entente 1340657 - TP - Aqueduc	12 252,03	LABELLE, MARC
				12 252,03	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1409397	23-AVR. -2020	Locations camionnettes, 4 portes, 4X2, flèche Dell, gyrophare, marche pied+marche pare choque arrière, att. pour remorque, prise élect.7 pines. Entente 1407595	42 160,86	LABELLE, MARC
	1409679	23-AVR. -2020	Locations camionnettes, 4 portes, 4X2, flèche Dell, gyrophare, marche pied+marche pare choque arrière, att. pour remorque, prise élect.7 pines. Entente 1407595 MT-ROYAL : Alain Turmel 514-918-2110	21 080,43	LABELLE, MARC
				63 241,29	
ELECTRO PERFORMANCE G.L. INC.	1403033	16-AVR. -2020	Travaux pour l'ajout de prises électriques extérieures sur la rue Boisbriand / Bullion pour le QDS. Soumission du 16 février 2020	2 635,19	DUFRESNE, ALAIN
				2 635,19	
ENGLOBE CORP.	1400923	20-AVR. -2020	2020 - BC ouvert - Entente 1388161 - Pour élimination et le traitement des sols contaminés caractérisés - TP - Aqueduc	7 011,27	DUFRESNE, ALAIN
				7 011,27	
FNX-INNOV INC.	1410095	28-AVR. -2020	Surveillance des travaux de reconstruction de trottoirs avec saillies, arr. Ville-Marie. F2000772-990 Incidences 1204735004	82 415,19	LABELLE, MARC
				82 415,19	
GESTION HYGIENE DU BATIMENT	1408002	15-AVR. -2020	Formation techniques d'entretien sanitaires. Niveau : pandémie	299,21	DUFRESNE, ALAIN
		08-AVR. -2020	Formation techniques d'entretien sanitaires. Niveau : pandémie	10 472,50	DUFRESNE, ALAIN
				10 771,71	
GROUPE AKIFER INC.	1395109	07-AVR. -2020	2020 - BC ouvert - Échantillonnages des sols potentiellement contaminés, analyses et rapports - TP - Aqueduc	3 149,62	DUFRESNE, ALAIN
				3 149,62	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Avril 2020

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
GROUPE LA GUERILLA INC.	1407383	01-AVR. -2020	Soumission - Vidéo densité et hauteur	19 044,73	VILLENEUVE, SYLVAIN
				19 044,73	
GROUPE RNET - 9291-6287 QUEBEC INC.	1409185	20-AVR. -2020	Soumission 2020-03-04 - Service d'enlèvement de graffitis en hauteur.	8 818,95	OUELLET, MANON
				8 818,95	
G-TEK	1407530	02-AVR. -2020	Paiement de facture - Services de disposition des liquides contaminés (hydro excavation) - Facture M-37417	2 197,86	ALI, SAMBA OUMAR
				2 197,86	
IRRIGATION DU HAUT-RICHELIEU INC.	1409472	22-AVR. -2020	Service d'entretien du système d'arrosage automatiques, saison 2020. Square Dorchester et Place du Canada. Soumission IRS20-006	6 824,18	DUFRESNE, ALAIN
	1409474	22-AVR. -2020	Service d'entretien du système d'arrosage automatiques, saison 2020. Quartiers des spectacles (place des festivals, les terrasses et Jeanne-Mance) Soumission IRS20-006	4 199,50	DUFRESNE, ALAIN
	1409477	22-AVR. -2020	Service d'entretien du système d'arrosage automatiques, saison 2020. Square Cabot. Soumission IRS20-006	2 624,69	DUFRESNE, ALAIN
	1409478	22-AVR. -2020	Service d'entretien du système d'arrosage automatiques, saison 2020. Quartier International (incluant Place Jean-Paul-Riopel) . Soumission IRS20-006	9 028,92	DUFRESNE, ALAIN
				22 677,29	
LABRADOR SOURCE	1324083	09-AVR. -2020	2019 - BC ouvert pour eau embouteillée format 4L pour les situations d'urgence - TP aqueduc Entente 1263989	2 157,98	DUFRESNE, ALAIN
	1408224	09-AVR. -2020	2020 - BC ouvert - Eau embouteillée format 4 litres pour situations d'urgences - Entente 1407362 - TP - Aqueduc	9 757,88	DUFRESNE, ALAIN
				11 915,86	
LES SERVICES EXP INC.	1407862	07-AVR. -2020	Évaluations environnementales de site (ÉES)-phase I et II, projet réam. du parc de l'Espoir, entre les rues Sainte-Catherine Est, Panet, de la Visitation et Sainte-Rose. MONVE-00252806-D7Rév.01	12 597,03	DUFRESNE, ALAIN
				12 597,03	
LOCATION DE CAMIONS EUREKA INC.	1394969	21-AVR. -2020	Paiement de factures - Location d'un camion grue Hiab pour formation (incluant assurances, essence, KM et livraison)- TP - Aqueduc (Marcel Brisson)	7 467,71	DUFRESNE, ALAIN
				7 467,71	
LOCATION GAMMA INC.	1409391	21-AVR. -2020	Commande ouverte PARCS : service d'achat et réparation de petit équipement.	10 498,75	DUFRESNE, ALAIN
				10 498,75	
MACOGEP INC.	1409683	23-AVR. -2020	Services en économie de la construction pour l'aménagement de la place publique rue Ottawa. 20062-mac-0417	21 081,49	DUFRESNE, ALAIN
				21 081,49	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Avril 2020

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
MANOREX INC.	1409955	27-AVR. -2020	Paiement de factures - Travaux - Urgence - 3534-3550 Université/McGill College - Gainage conduite d'égoût et travaux du service d'égoût - Factures 1053 et 1054	26 456,85	LABELLE, MARC
				26 456,85	
M. INOX	1410151	28-AVR. -2020	Service pour réparation des bollards du QDS. Soumission du 17 avril 2020.	22 173,36	DUFRESNE, ALAIN
	1410153	28-AVR. -2020	Service pour réparation des fûts du QDS. Soumission du 17 avril 2020.	15 318,73	DUFRESNE, ALAIN
				37 492,09	
REP SOLUTION INTERACTIVE INC.	1408396	14-AVR. -2020	Facture inv-2514 - Modification formulaire en ligne	4 514,46	ALI, SAMBA OUMAR
				4 514,46	
ROBERT BOISVERT	1409909	27-AVR. -2020	Soumission 220420 - Conception bulletin été 2020	2 204,74	LAPIERRE-GRANO, MELISSA
				2 204,74	
SOCIETE DU PARC JEAN-DRAPEAU	1407408	01-AVR. -2020	Facture 14806 - Location salle rencontre cadres	2 519,70	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				2 519,70	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1404216	23-AVR. -2020	ACHAT DE REGARD AVEC ENSEMBLE DE PIECES DE BÉTON SELON LA SOUMISSION #SC-71667 POUR LE PROJET RUE MAYOR ET CITY COUCILLORS.	5 716,31	BELLEVILLE, ERIC
	1409207	20-AVR. -2020	ACHAT DE SECTION INFERIEURE DE BOITE DE VANNE	2 341,22	BELLEVILLE, ERIC
				8 057,53	
TELTECH SIGNALISATION INC.	1393875	07-AVR. -2020	2020 - BC ouvert - Entente 1307671 - Services d'interventions diverses en signalisation routière - TP - Aqueduc	26 246,87	ONOFRE, KETY
		20-AVR. -2020	2020 - BC ouvert - Entente 1307671 - Services d'interventions diverses en signalisation routière - TP - Aqueduc	52 493,75	ONOFRE, KETY
				78 740,62	
TELTECH TELECOMMUNICATION INC.	1320886	21-AVR. -2020	2019 - BC ouvert -pour services de signalisation. Entente 1225128. Fin de l'entente: 28 septembre 2020 Montant estimé: 437000$ avant taxes TP aqueduc arr. Ville-Marie	4 602,97	ONOFRE, KETY
				4 602,97	
TELUS	1407318	01-AVR. -2020	BC ouvert 2020 téléphonie cellulaire suite entente CSPQ	20 997,50	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				20 997,50	
TURQUOISE DESIGN INC.	1406653	08-AVR. -2020	Services prof. pour la préparation d'une esquisse pour les aménagements temporaire de la rue Dufresne. Projet n.20-07216	2 755,92	DUFRESNE, ALAIN

Ville-Marie
Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Avril 2020

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				2 755,92	
UNIROPE LIMITED	1406376	28-AVR. -2020	Réparation/Entretien : changement d'élingues de tissus ou de chaînes Soumission # 50934	3 357,55	ALI, SAMBA OUMAR
				3 357,55	
VDC MULTIMEDIA	1410158	28-AVR. -2020	Inspection aérienne de structure du Quartier Chinois, location de drone pour photos et vidéos aériennes. Soumission du 17 avril 2020.	4 228,37	DUFRESNE, ALAIN
				4 228,37	
VLAN PAYSAGES INC	1408635	15-AVR. -2020	SP plan et surveillance de travaux au métro Saint-Laurent pour aménagement de station de vélo, arr. Ville-Marie.	22 745,54	DUFRESNE, ALAIN
				22 745,54	
WSP CANADA INC.	1409684	23-AVR. -2020	Service en ingénierie compatibles avec le contrat-cadre pour une assistance technique nécessaire, afin de préparer une estimation Classe D ainsi qu¿une validation de concept. P19-11032-24	22 730,32	DUFRESNE, ALAIN
				22 730,32	

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Avril 2020

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
ANDRE LAVOIE	17	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	15-Avr. -20	262,47
AU COUP DE POUCE CENTRE-SUD INC.	21	Décorations pour 'Magie de Noel' dans Ste Marie le 6 décembre 2020	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	30-Avr. -20	150,00
BESSE-BERGIER, AGATHE	rembempl2003	Remboursement frais conférence Pembina Speaker Toronto du 1er au 4 mars 2020	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	01-Avr. -20	390,37
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	pu088575	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Aménagement urbain et mobilité	Autres - Transport	17-Avr. -20	277,64
CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE DOCUMENTS INC.	fac100833	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	02-Avr. -20	4,36
CULTURE MONTREAL	13937	Frais adhésion membre 15998	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	20-Avr. -20	45,66
ETUDE PIETRO MACERA INC.	41657	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	30-Avr. -20	284,71
	41828	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	30-Avr. -20	178,85
	42622	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	30-Avr. -20	178,85
	43817	Lettres du 13 mars 20	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	08-Avr. -20	171,02
	43853	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	08-Avr. -20	167,90
	43882	Lettre du 1er avril 20	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	08-Avr. -20	443,05
	43890	Lettre du 9 avril 2020	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	22-Avr. -20	361,00
	43891	Lettre du 11 avril 2020	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	22-Avr. -20	361,00

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Avril 2020

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
GAUVIN HENMAN INC.	3694	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	15-Avr. -20	75,60
GOULET, SYLVIE	rembempl2003	4 Barils pour la Voirie(1455 Bercy)ds le cadre de la Covid-19-sur Visa personelle	Travaux publics	Conseil et soutien aux instances politiques	03-Avr. -20	194,64
GROUPE ABS INC.	128721	Professionnel, ingénieur, secrétaire sur projet Parc de l'espoir	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	17-Avr. -20	413,39
GUYON, CHRISTIAN	rembempl2004	Remboursement frais kilométrage et stationnement du 2 au 31 mars 20	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	08-Avr. -20	178,29
IMPRIMERIE G.G. INC.	76731	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	02-Avr. -20	408,40
	76747	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	02-Avr. -20	348,56
	76748	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	02-Avr. -20	78,74
JULIEN-LEBLANC TRAITEUR	168174	Réunion Lac à l'épaule - l'île Notre Dame le 28 février 20	Direction - Ville-Marie	Conseil et soutien aux instances politiques	20-Avr. -20	272,44
	168175	Réunion Lac à l'épaule - l'île Notre Dame le 28 février 20	Direction - Ville-Marie	Conseil et soutien aux instances politiques	20-Avr. -20	335,96
LAFARGE CANADA INC	711858131	Pierre concassée	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	02-Avr. -20	615,49
LA METROPOLE	0208	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	23-Avr. -20	209,97
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1102570	250 cartes affaire Nathalie Bouchard - Inspection/entretien	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	20-Avr. -20	15,22
	1102571	250 cartes d'affaire Audrey Arton - Inspection/entretien	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	20-Avr. -20	15,22
	1102572	250 cartes d'affaire Olivier Miron - Inspection/entretien	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	20-Avr. -20	15,22

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Avril 2020

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
LOCATION SAUVAGEAU INC.	m20318122	Location véhicule (01 au 31 mars 2020)-FKY6560-2(16-29326)-TP-entr-graff	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	01-Avr. -20	739,11
LUSSIER, FRANCIS	rembempl2004	Remb pour rubans pr placarder des logements	Aménagement urbain et mobilité	Émission des permis et inspections	09-Avr. -20	83,61
METAYER, JOANNE GUERLINE	650207621711	Montant forfaitaire suite jugement du tribunal du travail - dossier 650207-62-1711	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	22-Avr. -20	4 000,00
MICHELINE CHAREST	120220	Test graphisme - bilan interne 2019	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	08-Avr. -20	100,00
MOBIDIC	0000725	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	23-Avr. -20	703,42
OFFICE NATIONAL DU FILM DU CANADA	90259488	Rose et Violet - Théâtre de Marianne	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	20-Avr. -20	83,99
OLIVIER PARENT	202022op	1 pratique aux Jeux de Montréal le 7 mars 20 complexe sportif Robillard	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	30-Mars -20	54,00
OUELLET, MARIE-CLAUDE	rembempl2003	Étui et câble pour ordinateur	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	01-Avr. -20	61,35
QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC.	104033939	40 Chaînes 1/4"	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	08-Avr. -20	147,18
REGINE FORTIN	5	Rendu photoshop et indesign Projet Bld Maisonneuve-mail	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	27-Avr. -20	598,43
SANIVAC	0000551580	location toilette régulière, nettoyage graffiti Parc Ernest Laforce	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	14-Avr. -20	243,09
SERRURIERS AMHERST INC.	23285	63 clés	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	27-Avr. -20	231,50
	23390	Ajustement mortaise à levier Schlage	Culture, sports, loisirs et développement social	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	29-Avr. -20	132,28

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Avril 2020

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
SIX CREATIVELAB	f1714c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	02-Avr. -20	617,33
	f1717c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	02-Avr. -20	289,77
	f1726c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	23-Avr. -20	72,44
	f1728c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	23-Avr. -20	72,44
	f1730c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	24-Avr. -20	72,44
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9720628259	Frais de poste-client 7049740	Travaux publics	Autres - Transport	01-Avr. -20	49,97
TAXELCO INC.	fac000022736	1 coupon le 11 mars - Communications	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	14-Avr. -20	14,38
	fac000022880	1 coupon le 19 mars 20	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	17-Avr. -20	18,04
TRICYA GODIN	200421	Cours initiation patinage du 18 janvier au 7 mars 2020	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Arénas et patinoires	29-Avr. -20	350,00
						15 188,79

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 30.06

2020/05/12
18:30

(2)

Dossier # : 1204364003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates avec l'appui des partenaires pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Approuver une affectation de surplus de 100 000 $ et augmenter le fonds d'urgence d'arrondissement en soutien aux organismes dans le cadre de la pandémie de la COVID-19 d'un montant de 100 000 $, afin d'y inclure la contribution financière des Caisses Desjardins du Quartier latin de Montréal et du Complexe Desjardins, portant ainsi le montant maximal du fonds local à 200 000 $

Accepter le versement de la contribution de 100 000 $ des Caisses Desjardins au fonds d'urgence local COVID-19 de l'arrondissement de Ville-Marie;
Autoriser M. Marc Labelle, directeur d'arrondissement délégué, à signer la convention à cet effet;

Augmenter le fonds d'urgence de 100 000 $, portant ainsi le montant maximal du fonds local à 200 000 $.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-04 15:30

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 14 avril 2020	Résolution: CA20 240154

Approuver une affectation de surplus de 250 000 $ afin d'accorder une contribution de 150 000 $ au Fonds d'urgence COVID-19 de Centraide du Grand Montréal et de créer un fonds d'urgence d'arrondissement de 100 000 $ pour soutenir des organismes dans le cadre de la pandémie du COVID-19

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Robert Beaudry

D'accorder une contribution exceptionnelle de 150 000 $ à Centraide du Grand Montréal pour son Fonds d'urgence COVID-19 pour l'année 2020;

De créer un fonds d'urgence en arrondissement de 100 000 $ pour répondre aux besoins les plus urgents des organismes desservant l'arrondissement dans le cadre de la pandémie du COVID-19;

De déléguer au directeur d'arrondissement délégué l'approbation des demandes de contributions financières et l'autorisation des dépenses dans le cadre de ce fonds d'urgence d'arrondissement;

D'approuver, à cette fin, une affectation de surplus de 250 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.01 1204364003

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 avril 2020

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1204364003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates avec l'appui des partenaires pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Approuver une affectation de surplus de 100 000 $ et augmenter le fonds d'urgence d'arrondissement en soutien aux organismes dans le cadre de la pandémie de la COVID-19 d'un montant de 100 000 $, afin d'y inclure la contribution financière des Caisses Desjardins du Quartier latin de Montréal et du Complexe Desjardins, portant ainsi le montant maximal du fonds local à 200 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Dans un souci de répondre plus rapidement et d'être plus efficient pour soutenir les organismes qui répondent aux besoins accrus des organismes du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, le représentant des Caisses Desjardins du Quartier-Latin et du Complexe Desjardins ont transmis directement à l'arrondissement la somme de 100 000 $. Cette somme sera administrée par la Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs, suite aux recommandations du comité d'analyse du Fonds d'urgence conjoint de l'Arrondissement. Cette procédure administrative permettra à la Division des ressources financières et matérielles d'émettre les subventions via un virement directement dans les comptes des organismes fournisseurs de la Ville. Le fonds est toujours d'une valeur total de 250 000 $. Cet addenda permet le traitement financier du 200 000 $, soit 75 % du fonds total.
Une convention entre les parties est jointe au présent dossier.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE, Ville-Marie
Samba Oumar ALI, Ville-Marie

Lecture :

Samba Oumar ALI, 4 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude OUELLET
Chef de division de la culture des sports et des loisirs

514 872-6365
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.06

2020/05/12
18:30

(2)

Dossier # : 1204364003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Approuver une affectation de surplus de 250 000 $ afin d'accorder une contribution de 150 000 $ au Fonds d'urgence COVID-19 de Centraide du Grand Montréal et de créer un fonds d'urgence d'arrondissement de 100 000 $ pour soutenir des organismes dans le cadre de la pandémie du COVID-19

Il est recommandé :
D'accorder une contribution exceptionnelle de 150 000 $ à Centraide du Grand Montréal pour son Fonds d'urgence COVID-19 pour l'année 2020;

De créer un fonds d'urgence en arrondissement de 100 000 $ pour répondre aux besoins les plus urgents des organismes desservant l'arrondissement dans le cadre de la pandémie du COVID-19;

De déléguer au directeur d'arrondissement délégué l'approbation des demandes de contributions financières et l'autorisation des dépenses dans le cadre de ce fonds d'urgence d'arrondissement;

D'approuver à cette fin une affectation de surplus de 250 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-04-14 15:04

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204364003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Approuver une affectation de surplus de 250 000 $ afin d'accorder une contribution de 150 000 $ au Fonds d'urgence COVID-19 de Centraide du Grand Montréal et de créer un fonds d'urgence d'arrondissement de 100 000 $ pour soutenir des organismes dans le cadre de la pandémie du COVID-19

CONTENU

CONTEXTE

Le 25 janvier 2020, le Canada identifie un premier cas de COVID-19 sur son territoire. Quelques semaines plus tard, le 12 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) affirme que la propagation du coronavirus est désormais au stade d'une pandémie mondiale. Le lendemain, le gouvernement du Québec déclarait l'état d'urgence sanitaire pour l'ensemble du territoire québécois, imposant plusieurs mesures visant la réduction de la propagation. Le 29 mars 2020, lors d'une l'assemblée extraordinaire, le conseil d'agglomération s'est prononcé en faveur du prolongement de l'état d'urgence pour l'agglomération montréalaise, et ce pour une durée de 5 jours. Un premier 48 heures d'état d'urgence avait été décrété antérieurement, soit 27 mars 2020.
À ce jour, les mesures portent notamment sur :

- l'interdiction de tous les rassemblements intérieurs et extérieurs;
- la fermeture de la majorité des commerces et lieux publics;
- la fermeture de l'ensemble des services de garde et des établissements d'enseignement des réseaux publics et privés, jusqu'au 1er mai minimum;
- une invitation à toutes les personnes âgées de 70 ans et plus de s'isoler volontairement;
- une invitation à annuler tous les voyages à l'étranger et les déplacements à l'interne de la province.

Les différentes mesures appliquées à l'échelle mondiale et locale ont rapidement entraîné un ralentissement économique.

La Ville de Montréal a également mis en place plusieurs mesures évolutives, dont :

- la fermeture de toutes ses installations (centres sportifs, culturels et communautaires et édifices municipaux);
- la fermeture des modules et aires de jeux dans tous les parcs;
- l'annonce d'un soutien financier aux entreprises et aux organismes communautaires.

Par ailleurs, la Ville assure le maintien des services essentiels (eau, collecte des ordures, services d'urgence) et poursuit les démarches administratives entourant le soutien financier dédié aux organismes communautaires qui soutiennent la population isolée et vulnérable.

La Ville travaille présentement avec plusieurs partenaires en vue de soutenir les organismes communautaires qui continuent d'offrir des services essentiels aux populations plus démunies, dont ceux œuvrant en sécurité alimentaire. Une cellule de crise régionale - sécurité alimentaire et une cellule de crise locale - besoins communautaires ont d'ailleurs été créées afin de coordonner les efforts de chacun en collaboration, sur le plan local, avec le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, les tables de quartier et les ONBL pour les districts St-Jacques et Sainte-Marie.

Un comité de «travail» s'affère également à identifier les besoins des familles, des personnes immigrantes, itinérantes et en situation d'isolement dans le district Peter-McGill avec la collaboration du CIUSSS du Centre-Ouest-de- l'Île-de-Montréal, la table de quartier et les ONBL.

La Ville de Montréal a mis en place une cellule régionale pour venir en aide à la population itinérante de la métropole. Des mesures pour assurer la sécurité alimentaire et la sensibilisation face au COVID-19 ont été mises en place pour soutenir la population itinérantes. Au début d'avril, c'est trois (3) haltes de repos, de ravitaillement, d'information et de services sanitaires qui sont déployés sur le territoire de Ville-Marie. Des actions pour assurer la sécurité et la santé des usagers qui utilisent les différents refuges sont également mis en place.

Le troisième axe de soutien vise les groupes isolés : aînés, immigrants, personnes vivant avec des défis de santé mentale qui se retrouve isolés, sans soutien suite à la rupture d'activités dans les divers centres et organismes communautaires de l'Arrondissement. Il est important que les OBNL réorganisent leurs services pour offrir du soutien psychosocial.

L'Arrondissement souhaite également aider les organismes partenaires à maintenir une offre de service adaptée à la situation actuelle, tout en répond aux besoins de leurs usagers et en leur permettant de passer au travers cette période difficile. Dans ce contexte exceptionnel de pandémie du COVID-19, qui pourrait perdurer, l'arrondissement de Ville-Marie souhaite répondre rapidement, par un soutien financier d'urgence destiné aux besoins croissants des organismes communautaires du territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

L'affection d'une somme de 250 000 $ en provenance du surplus servira à soutenir deux (2) volets distincts:
Volet 1:

- un don de 150 000 $ de l'Arrondissement au Fonds d'urgence COVID-19 déployé par Centraide du Grand Montréal;

Volet 2:

- un fonds d'urgence local de 100 000 $ pour soutenir des besoins complémentaires des OBNL de l'Arrondissement dans le cadre de la crise, que ce soit en termes matériel, financier ou autres.

- À ce 100 000 $ de l'arrondissement, s'ajoutent une contribution de 100 000 $ en provenance des Caisses Desjardins du Quartier latin de Montréal et du Complexe Desjardins, et de 50 000 $ de la députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques et cheffe du deuxième groupe d'opposition de l'Assemblée nationale du Québec, madame Manon Massé.

La Direction de la culture, des sports et du développement social travaille actuellement à baliser cette aide qui pourrait être utile dans le milieu. Une recension des besoins des organismes communautaires est actuellement en cour. Un formulaire sera acheminé aux organismes communautaires du territoire. L'arrondissement veillera à se coordonner avec les divers acteurs et autres parties prenantes du milieu. Un comité mixte sera mis en place pour analyser rapidement les demandes afin de déployer le Fonds d'urgence conformément à certaines balises administratives :

- les activités et services essentiels soutenus doivent répondre à des besoins de première nécessité;
- les organismes admissibles doivent être déjà connus ou soutenus par l'arrondissement.

L'arrondissement de Ville-Marie souhaitant agir en complémentarité de l'aide d'urgence offerte par Centraide, les organismes ayant déjà reçus un financement dans le cadre du Fonds d'urgence COVID-19 de ce dernier ne seront pas priorisés pour une aide supplémentaire de l'arrondissement.

Cette somme totale a pour objectif de fournir une aide financière temporaire et exceptionnelle selon des critères flexibles afin de mettre en place des mesures de soutien auprès des partenaires fragilisés par la pandémie pour qu'ils puissent offrir des services à la population dans le besoin et traverser cette zone de turbulence sanitaire.

JUSTIFICATION

Les mesures sanitaires visant la gestion de la pandémie de la COVID-19 ont amené plusieurs organismes communautaires à réduire leurs services directs auprès de leur clientèle. Par ailleurs, les organismes se sont vu privés d’un important nombre de bénévoles. La réduction de services de soutien essentiels pour les population vulnérables est majeure, et plusieurs organismes font état de situations précaires.
Les personnes plus vulnérables sont affectées par :

- la fermeture ou la réduction des services de dépannage alimentaire et/ou d’hébergements d’urgence;
- la réduction de services normalement assurés par des bénévoles (exemple, transport pour des services médicaux);
- la difficulté d’avoir accès à de l’information essentielle (personnes sans téléphone / Internet, personnes allophones);

- le confinement à la maison de plusieurs employés et parents, pouvant aviver les tensions conjugales et/ou l'anxiété.

De plus, la gestion de la pandémie a un impact majeur sur la population en général :

- pertes d'emploi;
- isolement des personnes âgées;
- confinement des enfants, jeunes et leurs parents à la maison;
- anxiété face à une situation inédite, d'envergure mondiale et d'une durée inconnue.

La mise sur pied de cette mesure par l'arrondissement de Ville-Marie vise à assurer un continuum de services aux personnes les plus vulnérables, alors qu'il y a explosion du nombre de demandes d'aide. L'arrondissement pourra répondre aux enjeux locaux, en complémentarité avec le Fonds de Centraide.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense est imputée, tel que précisé dans les interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans la mesure où les organismes ne seraient pas soutenus financièrement, non seulement ils ne pourraient subvenir aux besoins immédiats des populations vulnérables, mais ils pourraient se retrouver en situation précaire qui mettrait en péril leur survie.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Cette décision sera annoncée dans le communiqué des faits saillants de la séance du conseil, dans les médias sociaux et l'infolettre, ainsi que sur le site Web de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Lancement du Fonds du Centraide à la mi-mars 2020

- Lancement du Fonds de l'arrondissement à la mi-avril 2020
- Reddition de compte sommaire : au terme de la période de crise

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur, le directeur de direction ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Martin CRÉPEAU, Ville-Marie
Annie GAUTHIER, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-04-01
Marie-Claude OUELLET chef de division sports, loisirs et développement social	Maryse BOUCHARD Directrice
Tél : 514-872-1769 **Télécop. :**	**Tél :** 514 872-7667 **Télécop. :** 514 868-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2020-04-03

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1204364003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver une affectation de surplus de 250 000 $ afin d'accorder une contribution de 150 000 $ au Fonds d'urgence COVID-19 de Centraide du Grand Montréal et de créer un fonds d'urgence d'arrondissement de 100 000 $ pour soutenir des organismes dans le cadre de la pandémie du COVID-19

Information Fonds d'urgence COVID-19 -- Centraide du Grand Montréal



Fonds d'urgence.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude OUELLET
chef de division sports, loisirs et développement social

Tél : 514-872-1769
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1204364003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver une affectation de surplus de 100 000 $ et augmenter le fonds d'urgence d'arrondissement en soutien aux organismes dans le cadre de la pandémie de la COVID-19 d'un montant de 100 000 $, afin d'y inclure la contribution financière des Caisses Desjardins du Quartier latin de Montréal et du Complexe Desjardins, portant ainsi le montant maximal du fonds local à 200 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1204364003_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-05

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Division des ressources financières et matérielles

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1204364003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver une affectation de surplus de 250 000 $ afin d'accorder une contribution de 150 000 $ au Fonds d'urgence COVID-19 de Centraide du Grand Montréal et de créer un fonds d'urgence d'arrondissement de 100 000 $ pour soutenir des organismes dans le cadre de la pandémie du COVID-19

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1204364003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-14

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Division des ressources financières et matérielles



Convention partenariat Desjardins - Arrondissement Ville-Marie (2).pdf

COVID-19

- Fonds d'urgence
- Demande de financement au Fonds d'urgence
- Organismes soutenus par le Fonds d'urgence
- Organisations partenaires du Fonds d'urgence
- Propageons l'entraide

FONDS D'URGENCE

Partagez



Centraide du Grand Montréal lance un appel à la générosité afin de mettre en place **des mesures exceptionnelles pour venir en aide à la population isolée et vulnérable du Grand Montréal.** Les demandes d'aide explosent et nous avons besoin de votre soutien pour poursuivre l'effort collectif et traverser cette crise.

De nombreuses personnes sont confinées à la maison, soit en raison de leur âge ou parce qu'elles sont en période d'isolement. Aussi, plusieurs familles en situation de pauvreté ayant normalement recours aux banques alimentaires n'y ont plus accès, car la majorité des services sont suspendus ou lourdement affectés en raison de l'interdiction de rassemblement et de la réduction drastique de bénévoles contraints à rester chez eux.

Notre première priorité est d'assurer la sécurité alimentaire de tous

Afin que personne ne se retrouve en situation d'insécurité alimentaire, tous les organismes travaillent très fort à réorganiser leurs activités pour répondre aux besoins. À titre d'exemple, certaines activités de cuisine collective sont remplacées par des corvées de préparation de repas congelés pour des livraisons à domicile. Pour y arriver, les organismes ont besoin de bénévoles dans les cuisines, de voitures, de chauffeurs, de livreurs, etc., nécéssitant des ressources humaines et financières supplémentaires.

Propageons l'entraide

Tous les dons faits à Centraide à partir de maintenant, et ce jusqu'au 30 avril seront affectés à ce fonds d'urgence qui concrètement permettra de :



Distribution de nourriture entre les banques alimentaires (telles Moisson Montréal, Laval et Rive-Sud) et les organismes qui préparent des paniers et/ou des repas individuels et les redistribuent aux personnes dans le besoin.



Ajout de ressources humaines pour répondre aux demandes des personnes vulnérables et isolées : les aînés, les nouveaux arrivants, les personnes ayant des problèmes de santé mentale, celles qui sont fragilisées par la maladie ou confrontées à des pertes de revenus, à l'insécurité alimentaire, à la violence, etc.

En cette période de crise, propageons l'entraide et continuons d'**agir ici, avec cœur,** pour le bien-être de tous!

Ne soyez #JamaisIndifférents
AGISSEZ ICI, AVEC CŒUR
FAITES UN DON

Centraide du Grand Montréal

Abonnez-vous à l'infolettre

Courriel S'inscrire

Suivez-nous

Copyright © 2020 Centraide du Grand Montréal. Tous droits réservés.
Numéro d'enregistrement d'organisme de charité : 118842517RR0001

Développement Web Reptile

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1204364003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Accorder une contribution exceptionnelle de 150 000 $ à Centraide du Grand Montréal pour son Fonds d'urgence COVID-19 pour l'année 2020, créer un fonds d'urgence en arrondissement de 100 000 $ pour répondre aux besoins les plus urgents des organismes desservant l'arrondissement dans le cadre de la pandémie du COVID-19, déléguer au directeur d'arrondissement délégué l'approbation des demandes de contributions financières et l'autorisation des dépenses dans le cadre de ce fonds d'urgence d'arrondissement et approuver à cette fin une affectation de surplus de 250 000 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 250 000,00 $

	Années antérieures	2020
Montant		250 000,00 $

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 250 000,00 $ Surplus de gestion affecté - Autres fins - Ville-Marie

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 250 000,00 $ Direction - Surplus de gestion

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0012000	306192	01819	61900	016491	0000	000000	028055	00000	00000

- Le(s) virement(s) requis sera (seront) effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM04364003
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2020-04-14**

Date et heure système : 14 avril 2020 15:05:40

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE : **LA CAISSE DESJARDINS DU COMPLEXE DESJARDINS ET LA CAISSE DESJARDINS DU QUARTIER-LATIN DE MONTRÉAL,** coopératives dûment constituées en vertu de la *Loi sur les coopératives de services financiers*, ayant respectivement leurs sièges sociaux situés au 5, Complexe Desjardins niveau Promenade, bureau 226, Montréal, (Québec) H5B 1B4 et au 1255, rue Berri, Montréal (Québec) H2L 4C6 ici représentée par Solédane Hébert, directrice des communications et adjointe à la direction générale, dûment autorisée à agir aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

(Ci-après appelée « **Desjardins** »)

ET : **VILLE DE MONTRÉAL (arrondissement Ville-Marie),** personne morale de droit public, dont l'adresse est située au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Marc Labelle, directeur d'arrondissement délégué, dûment autorisé aux fins des présentes.

(Ci-après appelée « **arrondissement Ville-Marie** »)

(Ci-après appelées collectivement les « **Parties** »)

ATTENDU QUE l'arrondissement Ville-Marie désire assurer une partie du financement du fonds local d'urgence conjoint du Centre-Sud / Ville-Marie dans le cadre de la réponse à la situation de la COVID-19 (ci-après appelé « fonds ») par le biais d'un partenariat avec Desjardins et que ce dernier, en échange de diverses contreparties, notamment de visibilité, désire agir à titre de partenaire majeur de l'arrondissement Ville-Marie pour le financement du fonds d'urgence.

ATTENDU QUE les Parties désirent convenir des termes du présent partenariat et désirent que cette convention s'interprète comme un contrat de gré à gré;

EN CONSIDÉRATION DE CE QUI PRÉCÈDE, LES PARTIES CONVIENNENT ET DÉCLARENT CE QUI SUIT :

1. Préséance. La convention constitue l'entente intégrale entre les Parties et a préséance sur toute entente antérieure et sur toute modification ultérieure, à moins que cette modification ne soit faite par écrit, dans un avenant.

2. Obligation de Desjardins. En considération des avantages qui lui sont accordés par l'arrondissement Ville-Marie, Desjardins s'engage à lui verser un montant maximal de 100 000 $ payable selon les modalités suivantes : un versement par chèque à la signature de cette entente.

3. Obligations de l'arrondissement Ville-Marie. L'arrondissement Ville-Marie s'engage à octroyer à Desjardins les contreparties énoncées à l'Annexe A des présentes.

4. Usage du logo et appellation. L'arrondissement de Ville-Marie s'engage à respecter les règles d'utilisation précisées sur le site Internet www.desjardins.com/identite et à obtenir l'autorisation de Desjardins avant la production ou l'utilisation de tout matériel comprenant l'identification ou la signature (logo) Desjardins dans un délai permettant toute modification jusqu'à l'entière satisfaction de Desjardins. Sur demande, l'arrondissement Ville-Marie s'engage à retirer toute mention de Desjardins ou sa signature sur tout document ou matériel, incluant les éléments de visibilité.

5. Durée. Sauf si elle est résiliée conformément à la clause « RÉSILIATION », la convention prend effet le 21 avril 2020 et expirera le 31 décembre 2020.

6. Bilan. L'arrondissement de Ville-Marie rendra public rapidement, dès l'allocation confirmée, le nom des organismes soutenus ainsi que les sommes versées. Une reddition de comptes sommaire hebdomadaire sur la gestion du fonds sera transmise à la Caisse Desjardins du Quartier-Latin de Montréal quant aux montants octroyés aux différents organismes soutenus par le fonds local d'urgence dans le cadre de la pandémie de la COVID – 19.

7. Confidentialité. Toutes informations ou documents échangés entre les Parties sont confidentiels. Les Parties conviennent également de respecter la confidentialité de la convention et s'engagent à ne pas en divulguer les termes à des tiers sans le consentement explicite de l'autre partie. Les Parties pourront toutefois annoncer le partenariat résultant de la présente convention sans en dévoiler les termes.

8. Absence de responsabilité. Étant entendu que l'apport de Desjardins se limite à l'octroi à une contrepartie financière, Desjardins ne sera aucunement tenue responsable de tout dommage pouvant survenir en lien avec le

fonds ou ses activités connexes. Desjardins n'a également aucune responsabilité à l'égard de perte monétaire en relation avec les activités de l'arrondissement Ville-Marie dont le fonds.

9. Résiliation. Sur simple avis écrit, Desjardins sera en droit de résilier la convention si l'arrondissement Ville-Marie a contrevenu à ses obligations et ce, sans préjudice aux autres droits et recours de Desjardins. La résiliation prendra effet 10 jours suivant la réception de l'avis de résiliation si l'arrondissement de Ville-Marie n'a pas remédié à son défaut durant cette période.

10. Sommes restantes à l'échéance de l'entente. Advenant que des sommes soient toujours disponibles au fonds local d'urgence de l'arrondissement Ville-Marie à l'échéance de l'entente, celles-ci pourraient, en accord avec les deux parties, être réallouées à des projets visant la phase de relance. Si les deux parties ne peuvent pas s'entendre sur l'utilisation des sommes restantes au fonds d'urgence pour des projets de relance, celles-ci pourraient être réparties en fonction de la contribution de chacune des parties et la portion qui lui revient, être remboursée à Desjardins.

11. Indemnisation. L'arrondissement Ville-Marie s'engage à prendre fait et cause pour Desjardins et à contester, à ses frais, toute poursuite intentée par un tiers contre Desjardins dans la mesure où celle-ci est fondée sur des préjudices en lien avec la conduite de l'arrondissement Ville-Marie ou celle de ses préposés. L'indemnisation devra également couvrir, le cas échéant, tous dommages et intérêts, dépens et frais judiciaires en lien avec le litige. L'arrondissement Ville-Marie devra communiquer toute information pertinente au litige à Desjardins. Les procureurs qui seront impliqués seront choisis conjointement par les Parties. Un règlement hors cours ne pourra intervenir sans l'accord exprès de Desjardins et ne devra contenir aucune reconnaissance de responsabilité.

12. Loi. Cette convention sera interprétée et régie par les lois en vigueur au Québec. Les tribunaux du Québec seront seuls compétents pour trancher tout litige entre les Parties.

EN FOI DE QUOI, les Parties aux présentes ont signé cette convention à la date et à l'endroit indiqués en marge de leur signature respective.

ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE

Signé à

Ce ___e jour de_____2020

Par : _____
Signature numérique de Marc Labelle
04/05/2020

Marc Labelle
Directeur de l'arrondissement délégué

DESJARDINS

Signé à Montréal,

Ce 21e jour du mois d'avril 2020

Par :

Solédane Hébert
Directrice des communications et adjointe à la direction généralel

Initiales : _____ Sh

ANNEXE A

CONTREPARTIES CONSENTIES À DESJARDINS

Mention de la contribution financière de Desjardins au Fonds local d'urgence de l'arrondissement Ville-Marie dans les différentes communications liées au fonds

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1204364003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de l'objet tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "approuver une affectation de surplus de 100 000 $ et augmenter le fonds d'urgence d'arrondissement en soutien aux organismes dans le cadre de la pandémie de la COVID-19 d'un montant de 100 000 $, afin d'y inclure la contribution financière des Caisses Desjardins du Quartier latin de Montréal et du Complexe Desjardins, portant ainsi le montant maximal du fonds local à 200 000 $."

- Cette intervention financière concerne l'addenda au dossier 1204364003.
- La contribution des Caisses Desjardins a été reçue et a été encaissée par l'arrondissement dans le compte mentionné ci-dessous.
- Dépense totale à prévoir pour l'addenda: (taxes non applicables) 100 000,00 $

	Années antérieures	2020
Montant		100 000,00 $

Informations comptables:

Encaissement de la contribution des Caisses Desjardins

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 100 000,00 $ Direction - Ville-Marie

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306100	01819	45901	000000	0000	000000	028055	00000	00000

Affectation de surplus supplémentaire pour le fonds d'urgence

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 100 000,00 $ Surplus de gestion affecté - Autres fins - Ville-Marie

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 100 000,00 $ Direction - Surplus de gestion

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0012000	306192	01819	61900	016491	0000	000000	028055	00000	00000

- Le(s) virement(s) requis sera (seront) effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VMB4364003
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2020-05-05**

Date et heure système : 05 mai 2020 15:08:31

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.07

2020/05/12
18:30

(2)

Dossier # : 1207763002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour les aménagements temporaires prévues sur la rue De la Commune entre la rue Bonsecours et la rue Gabriel dans l'arrondissement de Ville-Marie

Offrir en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-114) au conseil de la Ville, que l'arrondissement prenne en charge la réalisation des travaux d'aménagement temporaire de la rue De la Commune entre la rue Bonsecours et la rue Saint-Gabriel dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-05 15:12

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1207763002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour les aménagements temporaires prévues sur la rue De la Commune entre la rue Bonsecours et la rue Gabriel dans l'arrondissement de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire vise à offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de prendre en charge la conception, le processus d'appel d'offres, l'octroi de contrat et la surveillance de l'ensemble des aménagements de la rue De la Commune entre la rue Bonsecours et la rue Saint-Gabriel.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

L'arrondissement de Ville-Marie conjointement avec le Service de l'Urbanisme et de la Mobilité développent un projet de fermeture temporaire d'un tronçon de la rue De la Commune entre les rues Saint-Gabriel à l'ouest et Bonsecours à l'est, soit de part et d'autre de la place Jacques-Cartier.

Ce projet répond à l'objectif de réduire le transit véhiculaire qui pénalise l'expérience déambulatoire des mobilités actives dans le Vieux-Montréal.

Le but est d'aménager l'espace au profit des piétons et des cyclistes.

Les aménagements ont été conçus en intégrant des principes de distanciation sociale et de développement durable.

JUSTIFICATION

Le Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM) a signifié son accord au projet, mais conditionnellement aux approbations des instances municipales pour la délégation à l'arrondissement de la réalisation de travaux.

Le SUM conserve la responsabilité d'autoriser les lignes directrices du projet d'aménagement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget est estimé à 459 900,00 $ taxes incluses.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans un souci environnemental, les aménagements seront réalisés avec des produits locaux et durables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les livraisons seront organisées avant 11h00 le matin, comme pour la rue Saint-Paul et la place Jacques-Cartier.
La circulation des bus sera assurée par le boulevard Saint-Laurent, qui sera mis en double sens entre les rues Notre-Dame et Viger.
Les itinéraires des bus touristiques, advenant leur présence, seront adaptés pour que la dépose des touristes se fasse à hauteur de la rue Saint-Antoine.
La coordination des interventions avec la société du Port de Montréal et la société du Vieux-Port (propriétaire de la moitié de la rue de la Commune) se poursuit.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les aménagements ont été conçus en intégrant des mesures de distanciation social.
L'arrondissement surveillera que les mesures demandés par le gouvernement concernant la distanciation social et l'implantation des mesures de sécurité soient appliqués.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S'agissant d'un projet prévu en lien avec le Plan d'actions du Vieux-Montréal et la SDC du Vieux-Montréal, un plan de communication spécifique est à définir avec les parties prenantes concernées.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai-juin 2020 : Fermeture du tronçon en lien avec les mesures de distanciation sociale
Août 2020 : Travaux d'installation du mobilier
Été - Automne - hiver 2020 : Durée des aménagements temporaires.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Christianne RAIL, Service de l'urbanisme et de la mobilité
René MOLINIE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Nathalie N HÉBERT, Ville-Marie
Guy CHARBONNEAU, Ville-Marie

Lecture :

René MOLINIE, 5 mai 2020
Nathalie N HÉBERT, 4 mai 2020
Guy CHARBONNEAU, 4 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adriana MELENDEZ
Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-1658
Télécop. : 514-878-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

José PIERRE
Chef de division parcs

Tél : 514 872-1462
Télécop. : 514 872-6135

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2020-05-04

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 14 avril 2020	Avis de motion: CA20 240157

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'apporter une correction de nature technique - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la conseillère Sophie Mauzerolle annonçant l'adoption du projet de Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'apporter une correction de nature technique, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.02
CA-24-319
1207135005

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 avril 2020

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2020/05/12
18:30

(1)

Dossier # : 1207135005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'apporter une correction de nature technique

Il est recommandé:
D'adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'apporter une correction de nature technique.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-04-02 15:44

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207135005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'apporter une correction de nature technique

CONTENU

CONTEXTE

En vertu du troisième alinéa de l'article 130 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec,* le conseil d'arrondissement peut, par règlement, déléguer tout pouvoir qui relève de ses fonctions, autres que le pouvoir de faire des règlements et le pouvoir de tarification et de taxation, à tout fonctionnaire ou employé qui exerce sa prestation de travail dans le cadre des attributions du conseil d'arrondissement et fixer les conditions et modalités d'exercice du pouvoir délégué.
Un règlement modifiant le *Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires* (CA-24-009) a été adopté par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie à la séance du 10 mars. La définition du fonctionnaire de niveau D a été modifiée pour représenter la structure administrative actuelle. En conséquence, le titre " agent de bureau principal " aurait également dû être remplacé à l'article 21.5 par le titre " préposé(e) au soutien administratif de la section soutien aux opérations ", afin d'être conforme à la modification apportée à la définition du fonctionnaire de niveau D.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le 11 septembre 2002, l'arrondissement a procédé à l'adoption du *Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009)* et celui-ci a par la suite fait l'objet de certaines modifications pour se conformer à la réalité administrative.

DESCRIPTION

L'article 21.5. du *Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires* (CA-24-009) sera modifié afin de se lire comme suit :
" **21.5.** L'autorisation d'approuver des demandes de paiement est déléguée :
1° au chef de section des ressources financières et matérielles et au préposé(e) au soutien administratif de la section soutien aux opérations à la division des ressources financières et matérielles pour les montants de moins de 10 000 $;
2° au chef de division des ressources financières et matérielles pour les montants de 10 000 $ et plus. "

JUSTIFICATION

La modification proposée permettra de bonifier le service en matière d'autorisations d'approuver les demandes de paiement pour les montants de moins de 10 000 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S/O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et dépôt du projet de règlement : CA du 14 avril 2020;
Adoption du règlement : CA du 12 mai 2020;
Avis public d'entrée en vigueur du règlement : dès que possible après le CA du 12 mai 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Samba Oumar ALI, Ville-Marie

Lecture :

Samba Oumar ALI, 2 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-872-2624
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-02

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs

Tél : 514 872-7313
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

CA-24-319	**Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009)**

Vu l'article 130 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du _____ 2020, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. L'article 21.5. du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) est modifié par le remplacement des mots « à l'agent de bureau principal » par les mots « au préposé(e) au soutien administratif de la section soutien aux opérations ».

_____

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1207135005*) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal le _____ 2020, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2020/05/12
18:30

(1)

Dossier # : 1206890001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner comme étant une place publique, la rue de Rouen entre la rue du Havre et l'avenue Gascon, du 13 mai 2020 au 12 mai 2021, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'équipements d'embellissements et édicter les ordonnances

De désigner comme étant une place publique la rue de Rouen entre la rue du Havre et l'avenue Gascon, du 12 mai 2020 à 8 h au 11 mai 2021 à 7 h, dans le cadre du projet pilote, et y autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'équipements d'embellissements et édicter les ordonnances;
D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, o. 241 permettant la fermeture de rue;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3), l'ordonnance B-3, o. 600 autorisant exceptionnellement le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur sur les sites et selon les horaires des événements déterminés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, o. 146 autorisant de peindre sur la rue Rouen, entre les rue du Havre et Gascon, avec de la peinture, sur la chaussée, à partir du 12 mai 2020 à 00h01.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-05 08:47

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1206890001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner comme étant une place publique, la rue de Rouen entre la rue du Havre et l'avenue Gascon, du 13 mai 2020 au 12 mai 2021, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'équipements d'embellissements et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

En réponse à la demande exprimé par les resident.es, l'arrondissement de Ville-Marie a réalisé à l'été 2019 des aménagements temporaires sur la rue De Rouen dans le tronçon entre l'avenue Gascon et la rue Du Havre entre les secteurs nord et sud du parc Médéric-Martin.

L'aménagement répondait positivement à divers enjeux de sécurité, de verdissement, dans un esprit de développement durable dans le but d'améliorer la qualité de vie des citoyen.es. Le projet proposé permettait aux résident.es du quartier de s'approprier ce nouvel espace où ils on trouvé, entre autres, des balançoires, une table de ping-pong, une aire de pique-nique, un terrain de pétanque et des aires de repos. Il a été inclus parmi les aménagements des bacs fleuris et des bacs permettant de faire pousser des plantes comestibles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution: CA19 240235 Séance ordinaire du mardi 7 mai 2019, Désigner, dans le cadre d'un projet pilote, comme étant une place publique, la rue de Rouen entre la rue du Havre et l'avenue Gascon, du 8 mai 2019 au 10 mai 2020, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'équipements d'embellissements et édicter les ordonnances (1198305005)

DESCRIPTION

La rue De Rouen, dans la section qui concerne le projet a été aménagée de manière temporaire l'été 2019 avec une pergola, des balançoires, du mobilier, une table de ping-pong et des bacs de plantation La volonté pour le présent projet à l'été 2020 réaliser des aménagements permanents qui convertiront de manière définitive cette section de rue en partie intégrante du parc Médéric-Martin.
Les aménagements incluent des lits de plantation, des surfaces gazonnées, intégration de mobilier, bancs, tables à pique-nique, des tables de ping-pong et tables à pique-nique, une pergola avec balançoires et une piste cyclable bidirectionnelle protégée.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 8, paragraphe 3 du règlement C-4.1, le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, prohiber, avec ou sans exception, la circulation de tout véhicule routier dans les chemins et pour la période qu'il indique, à condition de laisser à l'usage de ces véhicules des chemins qui leur permettent de traverser le territoire de la Ville et d'indiquer cet usage et le parcours à suivre par une signalisation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La fermeture de la rue De Rouen privera d'un lien routier entre les rues Du Havre et Gascon. Une alternative s'offre aux automobilistes par l'emprunt de la rue Hochelaga, au nord ou Ontario au Sud.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toutes les communications relatives à la fermeture de rue, à des travaux de construction et à un éventuel réaménagement seront coordonnées avec les responsables de communication de l'arrondissement de Ville-Marie.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2020 adoption de l'ordonnance.
Août 2020 début des travaux d'aménagement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc COULOMBE, Ville-Marie
Dino SACCO, Ville-Marie

Lecture :

Dino SACCO, 7 avril 2020
Luc COULOMBE, 6 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adriana MELENDEZ
Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-1658
Télécop. : 514-878-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-06

Ramy MIKATI
Chef de division

Tél : 514-872-6530
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2020-04-07

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1206890001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Objet :	Désigner comme étant une place publique, la rue de Rouen entre la rue du Havre et l'avenue Gascon, du 13 mai 2020 au 12 mai 2021, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'équipements d'embellissements et édicter les ordonnances

B-3, Rue Rouen.doc[pièce jointe P-12.2,, Rue Rouen.doc

Ordonnance fermeture de Rouen.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adriana MELENDEZ
Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-1658
Télécop. : 514-878-3293

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. xxx	**Ordonnance relative à la programmation des festivals et évènements culturels sur le domaine public (saison 2020) – Piétonnisation de la rue Rouen entre les rues Du Havre et Gascon dès le 13 mai 2020**

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 12 mai 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements déterminés.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur ce site.

– –

ANNEXE 1
Plan de la rue Rouen, édition 2020

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier XXXX*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le xx, date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE 1
Plan de la rue Rouen, édition 2020



Ville-Marie
Montréal

P-12.2, o. xxx **Ordonnance relative à l'application de peinture sur la chaussée de la rue Rouen entre les rues Du Havre et Gascon**

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2);

À sa séance du 12 mai 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion du projet pilote de fermeture de la rue Rouen, il est permis de peindre sur la rue Rouen, entre les rue du Havre et Gascon, avec de la peinture, sur la chaussée, à partir du 13 mai 2020 à 00h01.

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 1,5m doit être maintenue à la disposition des piétons.

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable à partir du 13 mai 2020.

4. À l'expiration du projet pilote, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier XXXX*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le xx, date de son entrée en vigueur.*

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX **Ordonnance relative à la fermeture de la de la rue Rouen entre les rues Du Havre et Gascon du 13 mai 2020 au 12 mai 2021**

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 12 mai 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La fermeture de la de la rue Rouen entre les rues Du Havre et Gascon du 13 mai 2020 à 00h01 au 12 mai 2021 à 23h59

2. La circulation de tout véhicule routier sur la rue Rouen entre les rues Du Havre et Gascon sera interdite pendant la période mentionnée à l'article 1.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1206890001*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le XXXXXX 2020, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2020/05/12
18:30

(2)

Dossier # : 1205914007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance pour la mise en place d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 1186, rue Sainte-Catherine Ouest

D'édicter, en vertu du règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1, une ordonnance déterminant l'implantation d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 1186 de la rue Sainte-Catherine ouest.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-06 16:57

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205914007**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance pour la mise en place d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 1186, rue Sainte-Catherine Ouest

CONTENU

CONTEXTE

1186 rue Sainte-Catherine ouest - hôtel « nom à définir » : L'entreprise 9803653 Canada Inc. a prévue faire l'ouverture d'un hôtel vers le 1er septembre. Situé en plein cœur du centre-ville, l'hôtel « nom à définir » regroupera 8 chambres ainsi qu'une salle de réception le tout répartie sur 4 étages. Dû à la Covid-19, le département de marketing est inactif en ce moment donc, le nom de l'hôtel n'est pas encore déterminé.
Démarches :

- Réception de la demande de service 20-24909;
- Analyse et étude de faisabilité;
- Communication téléphonique et par courriels avec le requérant;
- Vérification sur les lieux;
- Conformité des besoins;
- Conception, transmission de l'ordre de travail;
- Coordination de l'implantation après la résolution du conseil.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

· Installer une zone de débarcadère / temps limité 15 minutes réservé hôtel, d'une longueur de 6 mètres;
· Retrait définitif de l'espace tarifé D848;
· Conserver toutes autres réglementations en vigueur.

JUSTIFICATION

La zone de temps limité 15 minutes réservé hôtel sera utilisée par les clients lors de leur admission ou de leur départ dudit hôtel. Il s'agit pour l'essentiel de mesures sécuritaires, ces zones n'autorisant que le débarquement ou l'embarquement de passagers en bordure de la voie publique et non en double file dans la voie de circulation. Nous tenons compte

également, pour l'installation d'une telle zone, de l'utilisation quotidienne, raisonnable et continue.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'installation et l'entretien de la signalisation sont des activités centralisées dont les coûts sont entièrement assumés par l'arrondissement. L'arrondissement dispose d'un budget spécifique versé annuellement à la Division de l'entretien, de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée située dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie. Perte de revenus de l'espace tarifé D848.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à notre règlement sur la circulation et le stationnement R.R.V.M. c. C-4.1, et à nos diverses politiques de circulation et d'attribution d'espaces de stationnement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2020-04-23
Dino SACCO	Ramy MIKATI	

Agent technique en circulation et stationnement

Tél : 514-872-3415
Télécop. : 514-872-2802

Chef de division

Tél : 514-872-6530
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-05-05

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1205914007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Édicter une ordonnance pour la mise en place d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 1186, rue Sainte-Catherine Ouest



dossier 1205914007.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino SACCO
Agent technique en circulation et stationnement

Tél : 514-872-3415
Télécop. : 514-872-2802

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX	**Ordonnance déterminant l'implantation d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 1186 rue Sainte-Catherine ouest.**

Vu le paragraphe 4 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du xxxxx, le conseil d'arrondissement décrète :

L'implantation d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 1186 rue Sainte-Catherine ouest.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1205914007*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le* _____ *2020, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2020/05/12
18:30

(2)

Dossier # : 1207373001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance relative à la modification des exigences indiquées à l'Annexe 1 du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., chapitre O 0.1) afin de permettre pour l'année 2020 de se conformer aux directives sanitaires dans le cadre de la pandémie de la COVID-19

D'édicter, en vertu du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. O-0.1), l'ordonnance O-0.1, o. X relative à la modification des exigences indiquées à l'Annexe 1 du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., chapitre O-0.1) afin de permettre pour l'année 2020 de se conformer aux directives sanitaires dans le cadre de la pandémie de la COVID-19.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-08 09:31

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1207373001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance relative à la modification des exigences indiquées à l'Annexe 1 du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., chapitre O 0.1) afin de permettre pour l'année 2020 de se conformer aux directives sanitaires dans le cadre de la pandémie de la COVID-19

CONTENU

CONTEXTE

Le 15 mars dernier, suite à la déclaration d'état d'urgence sanitaire, les autorités ont forcé la fermeture de divers lieux de loisirs et de divertissement, notamment les bars, afin de freiner la propagation de la COVID-19. Les restaurants ont également été touchés par ces nouvelles mesures et contraints, pour le moment et jusqu'à nouvel ordre, de fermer leurs portes au public.
Suite à l'annonce de la reprise de certains secteurs économiques, l'arrondissement de Ville-Marie souhaite planifier sa stratégie de relance économique tout en s'assurant que ses mesures de préparation et d'intervention soient appropriées et adaptables, en fonction de l'orientation des autorités publiques.
À cet effet, l'annexe 1 du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., chapitre O 0.1) doit être revue. L'ordonnance proposée va principalement modifier certaines normes afin d'offrir des opportunités supplémentaires aux commerçants pour l'aménagement de cafés-terrasses dans le cadre d'une piétonisation, ces modifications visent également à faire respecter les restrictions demandées par les diverses instances gouvernementales et par la Direction de la santé publique de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (c.O-0.1)
Avis de motion 10 décembre 2019 Adoption 11 février 2020
Ordonnance relative à la modification des exigences indiquées à l'annexe 1 du Règlement sur l'occupation du domaine public (c.O-0.1)
Adoption le 10 mars 2020

DESCRIPTION

Les modifications apportées par la présente ordonnance visent à ajouter des normes pour faciliter la construction et l'aménagement d'un café-terrasse pour la saison 2020 sur le territoire de l'arrondissement Ville-Marie dans le contexte de la COVID-19, comme suit :
1) Dans le cadre d'une piétonisation, en plus de respecter les conditions générales pour un café-terrasse déjà prévues à l'annexe 1 du Règlement sur l'occupation du domaine public,

lorsque l'aménagement d'une rue le permettra, un agrandissement allant jusqu'à 50% de la surface normalement autorisée pourra être ajouté face à un établissement aux conditions suivantes :

- Ne jamais dépasser la largeur de la façade de l'établissement;
- Un corridor rectiligne d'un minimum de 7 m de large libre de tout objet doit être maintenue en tout temps dans la rue;
- Au moins une table par café-terrasse doit pouvoir accueillir des personnes à mobilité réduite;

En plus de respecter les conditions précédentes, un café-terrasse pourra être aménagé directement sur la chaussée, sans plateforme.

2) Sur la rue Saint-Paul, un café-terrasse est autorisé uniquement sur le trottoir.

3) Pour les cafés-terrasse et les placottoirs situés en dehors d'une piétonisation, en plus de respecter les conditions générales prévues à l'annexe 1 du Règlement sur l'occupation du domaine public, les conditions spécifiques suivantes devront être appliquées:

- Aucune installation ou mobilier ne doit empiéter dans un corridor sanitaire ou dans un corridor bleu;
- Au moins une table par café-terrasse doit pouvoir accueillir des personnes à mobilité réduite;

Il est important que les restaurateurs s'assurent que les aménagements soient en tout temps conformes avec les nouvelles règles sanitaires, notamment les mesures de distanciation physique.

Pour ce faire, une demande d'autorisation accompagné des pièces justificatives, tel que demandé au Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., chapitre O 0.1) devront être déposés à la Division de la mobilité et de la planification.

Période annuelle modifiée :
Les commerçants pourront installer les cafés-terrasses, autorisé par cette ordonnance, uniquement lorsque les autorités de santé publique en donneront l'autorisation.

Rappelons que ces autorisations pourraient être revues advenant une révision de la décision des autorités de santé publique.

Cette ordonnance n'est valable que pour la saison 2020 et dans le contexte de la COVID-19.

JUSTIFICATION

Il est nécessaire de modifier les conditions d'aménagement d'un café-terrasse pour la saison 2020 afin que les directives sanitaires soient respectées par les restaurateurs pour la saison 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Toutes les entreprises devront mettre en place des mesures de protection pour leurs employés et leurs clients qui respectent le protocole élaboré par les autorités de la santé publique du Québec, la SNESST et les ministères concernés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si cette ordonnance aura besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et l'Organisme devront convenir des besoins d'ajustements ou d'adaptations requis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CA du 12 mai 2020 - Édiction de l'ordonnance
Mai 2020 - Publication d'un avis public d'entrée en vigueur de l'ordonnance

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique ST-AUBIN
agent(e) technique en urbanisme

Tél : 514-868-5805
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-04

Ramy MIKATI
Chef de division

Tél : 514-872-6530
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-05-07

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1207373001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Édicter une ordonnance relative à la modification des exigences indiquées à l'Annexe 1 du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., chapitre O 0.1) afin de permettre pour l'année 2020 de se conformer aux directives sanitaires dans le cadre de la pandémie de la COVID-19



Ordonnance -Modification Annexe 1 règl. occ. dom. public SAISON 2020.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique ST-AUBIN
agent(e) technique en urbanisme

Tél : 514-868-5805
Télécop. : 000-0000

Ville-Marie
Montréal

O-0.1, o. X	Ordonnance relative à la modification des exigences indiquées à l'Annexe 1 du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., chapitre O 0.1) afin de permettre pour l'année 2020 de se conformer aux directives sanitaires dans le cadre de la pandémie de la COVID-19

Vu les articles 40.10, 40.15., alinéa 2, 40.25 et 40.29. alinéa 2 du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. O-0.1);

À sa séance du _____ 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

Pour la saison 2020, et lorsque les autorités compétentes autoriseront l'aménagement des cafés-terrasses, les exigences de l'Annexe 1 du *Règlement sur l'occupation du domaine public* (R.R.V.M., c. O-0.1) sont modifiées par l'ajout des exigences spécifiques suivantes pour la construction et l'aménagement d'un café-terrasse :

Dans le cadre d'une piétonisation, en plus de respecter les conditions générales pour un café-terrasse (sections A, B, C, E et F de la présente annexe), lorsque l'aménagement d'une rue le permettra, un agrandissement allant jusqu'à 50% de la surface normalement autorisée pourra être ajouté face à un établissement aux conditions suivantes :

- Ne jamais dépasser la largeur de la façade de l'établissement;
- Un corridor rectiligne d'un minimum de 7 m de large libre de tout objet doit être maintenue en tout temps dans la rue;
- Au moins une table par café-terrasse doit pouvoir accueillir des personnes à mobilité réduite;

En plus de respecter les conditions précédentes, un café-terrasse pourra être aménagé directement sur la chaussée, sans plateforme.

Sur la rue Saint-Paul, un café-terrasse est autorisé uniquement sur le trottoir.

Pour les cafés-terrasse et les placottoirs situés en dehors d'une piétonisation, en plus de respecter les conditions générales (sections A à F de la présente annexe), les conditions spécifiques suivantes devront être appliquées:

- Aucune installation ou mobilier ne doit empiéter dans un corridor sanitaire ou dans un corridor bleu;
- Au moins une table par café-terrasse doit pouvoir accueillir des personnes à mobilité réduite;

La liste des conditions énumérés ci dessus est non-exhaustive et des critères pour l'octroi du permis pourraient être ajoutés afin d'assurer la sécurité et se conformer aux directives émises par les différentes autorités dans le contexte de la COVID-19, qui doivent être en tout temps respectées.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1207373001) a été publié dans Le Journal de Montréal le _____ 2020, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2020/05/12
18:30

(3)

Dossier # : 1203200003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke Ouest et l'avenue Président-Kennedy, à partir 14 mai 2020 au 16 janvier 2021, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances

De désigner, en vertu du Règlement municipal (R.R.V.M., chapitre P-1), la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke et l'avenue Président-Kennedy comme étant une place publique, du 14 mai 2020 au 16 janvier 2021, dans le cadre du projet de piétonnisation de la rue Victoria et y autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances.
D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1,3, 8 et 11.1) l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, dans les aires de repos, du 14 mai 2020 au 16 janvier 2021, entre 11 h et 23 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées.

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance permettant la fermeture de rue.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-08 16:15

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1203200003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke Ouest et l'avenue Président-Kennedy, à partir 14 mai 2020 au 16 janvier 2021, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Le Musée McCord a réitéré sa demande auprès de l'arrondissement de Ville-Marie afin de mettre en place pour la saison estivale 2020, la piétonisation de la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke et l'avenue Président-Kennedy. Il compte, cette année encore, entreprendre des initiatives qui feront rayonner le Musée dans la ville comme institution de grande valeur culturelle.
Avec le succès remporté lors des dernières piétonisations, le Musée McCord entend refaire une forêt urbaine, les arbres d'acier décorés de rubans et le tapis synthétique colorés donne vie à un environnement magique et intégrateur de la Forêt urbaine. Afin d'innover et d'améliorer le concept, le Musée nous propose intégrer des volumes sous le tapis afin de créer de grands fauteuils où les visiteurs pourront s'asseoir, s'allonger et se détendre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1198305003 - CA19 240185 du 9 avril 2019 Désigner, comme étant une place publique, la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke Ouest et l'avenue Président-Kennedy, du 6 mai 2019 au 13 janvier 2020, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances
1186890004 - CA18 240198 du 10 avril 2018 - Désigner, comme étant une place publique, la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke Ouest et l'avenue Président-Kennedy, du mercredi 9 mai au mardi 9 octobre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances

DESCRIPTION

En collaboration avec le Musée McCord et avec l'appui des riverains, l'arrondissement de Ville-Marie fermera à la circulation routière la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke et l'avenue Président-Kennedy, du 14 mai 2020 au 16 janvier 2021.
De désigner la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke et l'avenue Président-Kennedy comme étant une place publique, du 14 mai 2020 au 16 janvier 2021, dans le cadre du projet de piétonnisation de la rue Victoria et y autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances.

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1,3, 8 et 11.1) l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, dans les aires de repos, du 14 mai 2020 au 16 janvier 2021, entre 11 h et 23 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées.

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, 0. permettant la fermeture de rue.

D'autoriser l'installation d'éléments décoratifs. Aucune autorisation ne sera donnée pour l'ancrage dans la chaussée pour l'installation d'éléments décoratifs et d'embellissement.

Plusieurs mesures de mitigation seront mises en place, notamment concernant l'accessibilité universelle ainsi que différentes actions faisant en sorte que les services municipaux puissent faire les interventions nécessaires à la bonne marche de ce projet. Un couloir libre de six mètres sera maintenu en tout temps (sauf si une dérogation de moins de 6 mètres est acceptée des services d'urgence) pour assurer le passage des véhicules d'urgence et la circulation des piétons. Les deux ouvertures de la rue seront fermées par des barrières sécuritaires permettant le passage de véhicules d'urgence. Un plan de déviation de la circulation sera mis en place en périphérie de la zone piétonne et à d'autres endroits stratégiques de façon à mieux répartir les véhicules.

JUSTIFICATION

Le musée McCord a pour objectif de faire connaître la collection du Musée aux passants, orienté sur l'histoire de Montréal, en investissant l'espace où ils se trouvent, soit la rue! Le musée souhaite par la piétonnisation sortir le musée dans la rue en s'appropriant la rue Victoria. Diffuser plus largement les collections par le biais d'activités originales et interactives. Le musée McCord désire sensibiliser la population aux enjeux de densité urbaine et à l'absence de verdure au centre-ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce projet s'appuie sur le succès remporté au courant des quatre dernières années pour la rue Victoria. Le Musée McCord voit dans la reconduction de la piétonnisation de la rue Victoria, la volonté de l'arrondissement de Ville-Marie de mettre ce secteur en valeur, à favoriser sa vitalité et à stimuler l'attrait touristique de Montréal

Adopter les dérogations nécessaires pour la tenue du projet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ces projets aura(ont) besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et l'Organisme devront convenir des besoins d'ajustements ou d'adaptations requis.
En raison de la situation actuelle, il se peut que les dates du début des piétonnisations annoncées soient modifiées. Le début des piétonnisations sera alors effectué en fonction d'un calendrier de réalisation (retraits, modifications ou reports des activités commerciales,

artistiques et de projets sur les rues, pertes de subventions pour activités commerciales pour cause mesure confinement, déconfinememt progressif et pour adaptation mesures de distanciations.)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En partenariat avec le Musée McCord, la Division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie mènera des actions de communications auprès des publics cibles concernés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel Hieu DOAN
Chef de section - Circulation

Tél : 514-872-2837
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-04

Ramy MIKATI
Chef de division

Tél : 514-872-6530
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-05-08

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1203200003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke Ouest et l'avenue Président-Kennedy, à partir 14 mai 2020 au 16 janvier 2021, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances

ORDONNANCES

P-1, o. 573 Place publique_rue Victoria.docc-4.1, o. 271 rue Victoria 2020.doc

PROGRAMMATION

4 - Musée McCord - Demande de dérogation - bruit et son_2020.pdf

3 - Musée McCord - Demande de dérogation - solicitation et promotion_2020.pdf

Lettre - demande de pétonnisation - rue Victoria 2020.pdf

2 - Musée McCord - Calendrier prévisionnel activités - rue Victoria - 2020.pdf

1 - Présentation des installations - rue Victoria 2020.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel Hieu DOAN
Chef de section - Circulation

Tél : 514-872-2837
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

P-1, o. 573	**Ordonnance relative à la fermeture de la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke et l'avenue Président-Kennedy**

Vu les articles 1, 1.3, 3, 8 et 11.1 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 12 mai 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de l'événement « Piétonnisation de la rue Victoria », entre la rue Sherbrooke et l'avenue Président-Kennedy, est désignée comme étant une place publique du 14 mai 2020 à 8 h au 16 janvier 2021 à 7 h, et à cette fin, les interdictions visées à l'article 1.3 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1) s'appliquent.

2. À l'occasion de cet événement, il est permis de vendre de la nourriture et des boissons alcooliques ou non, ainsi que la consommation de ces boissons dans les aires de repas.

3. Les autorisations visées à l'article 2 sont valables du dimanche 14 mai 2020 au dimanche 16 janvier 2021, de 11 h à 23 h.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

4. L'article 2 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (RLRQ, c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1203200003) a été publié dans le Journal de Montréal le 16 mai 2020, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Inernet de l'arrondissement.

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. 271 **Ordonnance relative à la fermeture de la rue Victoria entre la rue Sherbrooke et l'avenue Président-Kennedy**

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 12 mai 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La fermeture de la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke et l'avenue Président-Kennedy, est autorisée du 14 mai 2020 à 7 h au 16 janvier 2021 à 7 h.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1203200003) a été affiché publié dans Le Journal de Montréal le 16 mai 2020, date de son entrée en vigueur, ainsi que le site Internet de l'arrondissement.

OUR PEOPLE OUR STORIES
690 SHERBROOKE STREET WEST
MONTREAL (QUEBEC) H3A 1E9
514-861-6701
MCCORD-MUSEUM.QC.CA

Le 24 janvier 2020

Monsieur Ramy Mitaki
Chef de division
Division de la mobilité et de la planification
800, boul. de Maisonneuve Est
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Demande de dérogation – Service et vente d'alcool et de nourriture

Monsieur Mitaki,

Par la présente, le Musée McCord souhaite obtenir des ordonnances spéciales relatives à la piétonnisation de la rue Victoria.

Cette rue piétonne accueillera diverses activités, dont certaines pouvant éventuellement requérir le service ou la vente d'alcool et de nourriture. Nous souhaitons donc obtenir les autorisations nécessaires à cette fin. Cette dérogation serait effective pendant la période de piétonnisation du 1er mai 2020 au 30 avril 2021.

En vue du service ou de la vente d'alcool, nous nous assurerons d'obtenir les permis nécessaires auprès de la Régie des alcools des courses et des jeux, et prévoirons la présence d'agents de sécurité afin d'éviter la circulation de l'alcool en dehors de l'espace de la rue.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à cette demande, je vous invite à communiquer avec moi pour toute question.

Cordiales salutations,

Maria Luisa Romano
Chargée de projets, Action éducative, citoyenne et culturelle
maria.l.romano@mccord-stewart.ca
514 861-6701 poste 1205

OUR PEOPLE OUR STORIES
690 SHERBROOKE STREET WEST
MONTREAL (QUEBEC) H3A 1E9
514-861-6701
MCCORD-MUSEUM.QC.CA

Le 24 janvier 2020

Monsieur Ramy Mitaki
Chef de division
Division de la mobilité et de la planification
800, boul. de Maisonneuve Est
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Demande de dérogation – activités promotionnelles / sollicitation et vente de produits

Monsieur Mikati,

Par la présente, le Musée McCord souhaite obtenir des ordonnances spéciales relatives à la piétonnisation de la rue Victoria.

Cette rue piétonne accueillera divers événements, dont certains pouvant éventuellement requérir des activités de promotion / sollicitation ou de l'affichage publicitaire par le Musée, ses partenaires et ses fournisseurs, ainsi que la vente de produits dérivés et de services en lien avec le bien-être ou avec les activités du musée (Règlement CA-24-085, 2e alinéa de l'article 45).

Nous souhaitons donc obtenir les autorisations nécessaires à ces fins. Ces ordonnances seraient effectives pendant la période de piétonnisation, soit du dimanche 1er mai 2020 au 30 avril 2021.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à cette demande, je vous invite à communiquer avec moi, pour toute question.

Cordiales salutations,

Maria Luisa Romano
Chargée de projets, Action éducative, culturelle et citoyenne
maria.l.romano@mccord-stewart.ca
514 861-6701 poste 1205

NOTRE MONDE NOS HISTOIRES
690, RUE SHERBROOKE OUEST
MONTRÉAL (QUÉBEC) H3A 1E9
T. 514 861 6701
WWW.MUSEE-MCCORD.QC.CA

Le 24 janvier 2020

Monsieur Ramy Mitaki
Chef de division
Division de la mobilité et de la planification
800, boul. de Maisonneuve Est
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Demande de piétonnisation 2020

Monsieur,

Par la présente, le Musée McCord réitère sa demande de piétonnisation de la rue Victoria, pour une 10e année. Nous faisons cette année une demande de fermeture annuelle, du 1er mai 2020 au 30 avril 2021. La piétonnisation de la rue Victoria permettra au Musée McCord de déployer la *Forêt urbaine* du 24 mai au 30 septembre, puis l'installation *Univers enchantés* de novembre 2020 à janvier 2021. Une partie de mobilier urbain restera en place jusqu'à la fin avril afin d'animer l'espace et d'accueillir les passants.

Nous joignons à cette lettre les documents de présentation suivants :

1. Présentation des installations, plans de rue de la Forêt urbaine et de la rue Victoria;
2. Calendrier prévisionnel des activités;
3. Demande de dérogation concernant les activités de sollicitation et de promotion commerciale;
4. Demande de dérogation concernant le bruit et l'ambiance sonore;
5. Demande de dérogation portant sur la nourriture et l'alcool.

Une demande d'aide financière sera déposée en mi-février. En vous remerciant de l'attention que vous porterez à cette demande, je vous invite à communiquer avec Maria Luisa Romano, chargée de projets, Action éducative, citoyenne et culturelle (514 861-6701, poste 1205), pour toute question.

Veuillez recevoir, Monsieur, nos plus cordiales salutations.

Suzanne Sauvage
Présidente et chef de la direction

SS/mlr

Pièces jointes

MUSÉE MCCORD - RUE VICTORIA	2020

PIÉTONNISATION RUE VICTORIA : DU 1ER MAI 2020 AU 31 AVRIL 2021

FORÊT URBAINE
Ouverture au public : Lundi 24 mai 2020 au dimanche 4 octobre 2021

Voici la liste des événements prévus à ce jour

Type d'activités	Date	Activités et installations sur le site	Partenaires	Dérogations/Permis/ Ordonnances nécessaires	Nombre de personnes attendues	Responsable / contact
Activité de dévoilement de la programmation	**À déterminer (fin mai 2020)**	• Yoga • Concert + matériel sonore • Camions de cuisine de rue • Pianiste	• À déterminer	• Sollicitation / Promotion de biens et services • Vente de biens et services en lien avec le bien-être • Vente et service de boissons non alcoolisées et de nourriture	100 à 200 personnes	Maria Luisa Romano, chargée de projets, Action culturelle, McCord Note : Aviser patrickjpoirier@ville.montreal.qc.ca pour invitations aux élus
Camions de cuisine de rue	**Un ou deux jours par semaine (mercredi midi)**	• Service de nourriture et boissons non alcoolisées	• Association des restaurateurs de rue du Québec et Ville de Montréal (à valider)	• Vente et service de boissons non alcoolisées et de nourriture		
Roulo-Boulo, bus de l'emploi	**À déterminer (ponctuelle)**	• Rencontre entre intervenants et jeunes à la recherche d'emploi • Table ronde et discussion • Présence d'un minibus	• CJE Montréal Centre-Ville	• Sollicitation / Promotion de services	30 à 40 personnes	Maria Luisa Romano, chargée de projets, Action culturelle, McCord
Concerts extérieurs	**21 juin (à confirmer)**	• Prestations artistiques • Matériel sonore	• Performance dans le cadre de la Journée	• Sollicitation / Promotion de biens et services	100 à 500 personnes (habituellement jamais plus de 250	Maria Luisa Romano, chargée de projets, Action culturelle, McCord

Type d'activités	Date	Activités et installations sur le site	Partenaires	Dérogations/Permis/ Ordonnances nécessaires	Nombre de personnes attendues	Responsable / contact
			nationale des Peuples autochtones (à confirmer)	• Vente de biens et services (articles dérivés des artistes)	personnes sur le site à la fois)	
Concerts extérieurs	**Mercredis en juillet et août** 12 h 30 - 13 h 30 (installation entre 10 h et 15 h 30) **Jeudi 20 août,** 12 h - 13 h 30 (installation entre 10 h et 15 h 30)	• Prestations musicales • Matériel sonore	• Productions Feux sacrés (à valider) • Autres partenaires à déterminer	• Sollicitation / Promotion de biens et services • Vente de biens et services (articles dérivés des artistes)	100 à 500 personnes (habituellement jamais plus de 250 personnes sur le site à la fois)	Maria Luisa Romano, chargée de projets, Action culturelle, McCord
Yoga matinal	**Mardi et jeudi en juillet et août** 7 h 45 - 8 h 45	• Séances de yoga et relaxation • Matériel sonore	• Fondation L'Art de Vivre • Yogatribe	• Sollicitation / Promotion de produits et services	Entre 15 et 40 personnes par séances	Maria Luisa Romano, chargée de projets, Action culturelle, McCord Ralph Matta, Fondation L'Art de vivre ralph.matta@gmail.com
5à9 du Musée McCord	**À déterminer**	• À déterminer	À déterminer	• Sollicitation / Promotion de biens et services • Vente et service de boissons alcoolisées et non alcoolisées et de nourriture	Entre 400 et 800 personnes	Jessica Marie, chef, développement des clientèle
Partenariat avec Quartier Danse	**Date à déterminer entre le 5 et le 16 septembre**	• Performance de danse	Quartiers Danse	• Sollicitation / Promotion de biens et services	50 à 200 personnes	Laure Barrachina, médiatrice, Quartiers Danse mediationculturelle@quartiersdanses.com

UNIVERS ENCHANTÉS
Ouverture au public : 1er novembre 2020 au dimanche 10 janvier 2021

Voici la liste des événements prévus à ce jour.

Type d'activités	Date	Activités et installations sur le site	Partenaires	Dérogations/Permis/ Ordonnances nécessaires	Nombre de personnes attendues	Responsable / contact
Activité de dévoilement de l'installation	**Activité et date à confirmer déterminer**	• Service de nourriture et boissons non alcoolisées	• Iogo Nano / Agropur • Autres partenaires à déterminer	• Sollicitation / Promotion de biens et services • Vente et service de boissons non alcoolisées et de nourriture	100 à 300 personnes	Christine Bérubé, chef, communications Note : Aviser patrickjpoirier@ville.montreal.qc.ca pour invitations aux élus
Activité de dévoilement de l'exposition Jouets 2020	**Activité et date à confirmer déterminer**	• Service de nourriture et boissons non alcoolisées	• Iogo Nano / Agropur • Autres partenaires à déterminer	• Sollicitation / Promotion de biens et services • Vente et service de boissons non alcoolisées et de nourriture	100 à 300 personnes	Christine Bérubé, chef, communications
Concerts de chorales extérieurs	**Date à déterminer**	• Prestations musicales • Matériel sonore	• Iogo Nano / Agropur • Autres partenaires à déterminer	• Sollicitation / Promotion de biens et services • Vente et service de boissons non alcoolisées et de nourriture	50 à 100 personnes	Maria Luisa Romano, chargée de projets, Action culturelle, McCord

Demande de dérogations/ordonnances pour toute la durée de la piétonisation de la rue Victoria

- Dérogation pour la vente et service d'alcool et de nourriture dans l'espace de la Forêt urbaine
- Dérogation pour la sollicitation / promotion / ventes de biens et services / affichage promotionnel/publicitaire (activités du musée et partenaires du musée)
- Dérogation pour le son et l'ambiance sonore

PIÉTONNISATION 2020 – RUE VICTORIA

Du 24 mai au 27 septembre 2020: *La Forêt urbaine*

- Aménagement urbain : mobilier urbain, bancs, structures, tables à pique-nique, tapis au sol
- Activités : concerts, yoga, espace de repos, lunch, piano, camions de cuisine de rue, etc.

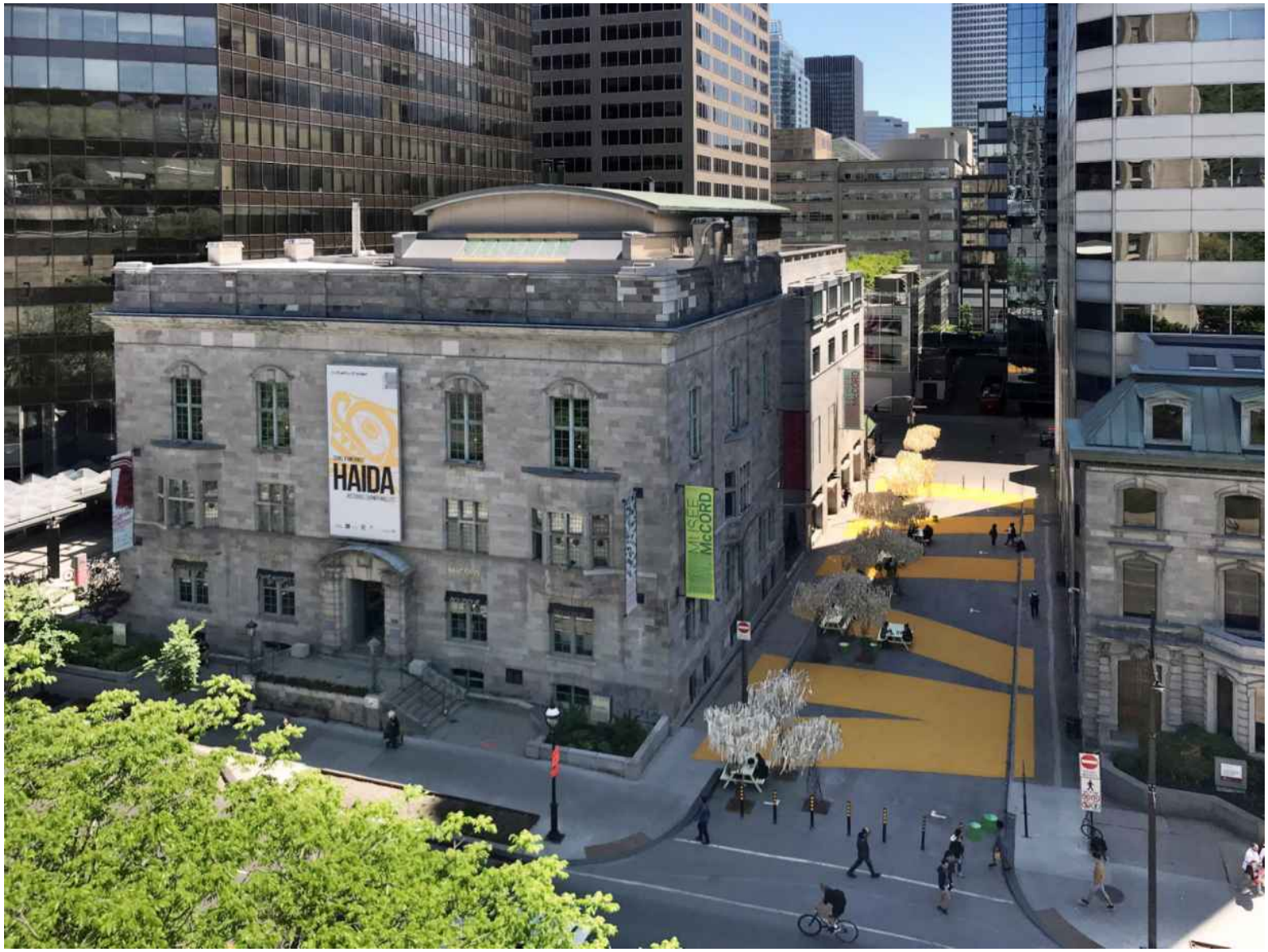
Du 1er novembre 2020 au 15 janvier 2021: *Univers enchantés* (vitrine Ogilvy)

- Vitrine d'exposition
- Aménagement : structures illuminées, bancs, espace de déambulation et de repos
- Les passant pourront continuer de profiter de l'installation (structures illuminées, chaises Adirondack, etc.) de la mi-janvier à avril. Un programme d'activités ponctuelles, dans le cadre de la semaine de relâche ou de la Nuit blanche, sera réfléchi.

Calendrier anticipé pour 2020 :

- Fermeture de rue : vendredi 1er mai
- Nettoyage de la rue : semaine du 4 mai
- Montage *Forêt urbaine* : 11 mai au 23 mai
- Ouverture officielle : 24 mai
- Journée des musées : 31 mai
- Fin de la *Forêt urbaine* : 27 septembre
- Démontage : 28 septembre au 2 octobre
- Montage de l'installation Univers enchantés : à partir du 5 octobre
- Ouverture des *Univers enchantés* : début novembre
- Fin des *Univers enchantés* : 10 janvier 2021
- Retrait de la vitrine et du conteneur : 11 au 15 janvier 2021
- Installation hivernale : mi-janvier à avril 2021

LA FORÊT URBAINE









3

PLAN DE RUE – LA FORÊT URBAINE (plan de 2019)



UNIVERS ENCHANTÉS



5

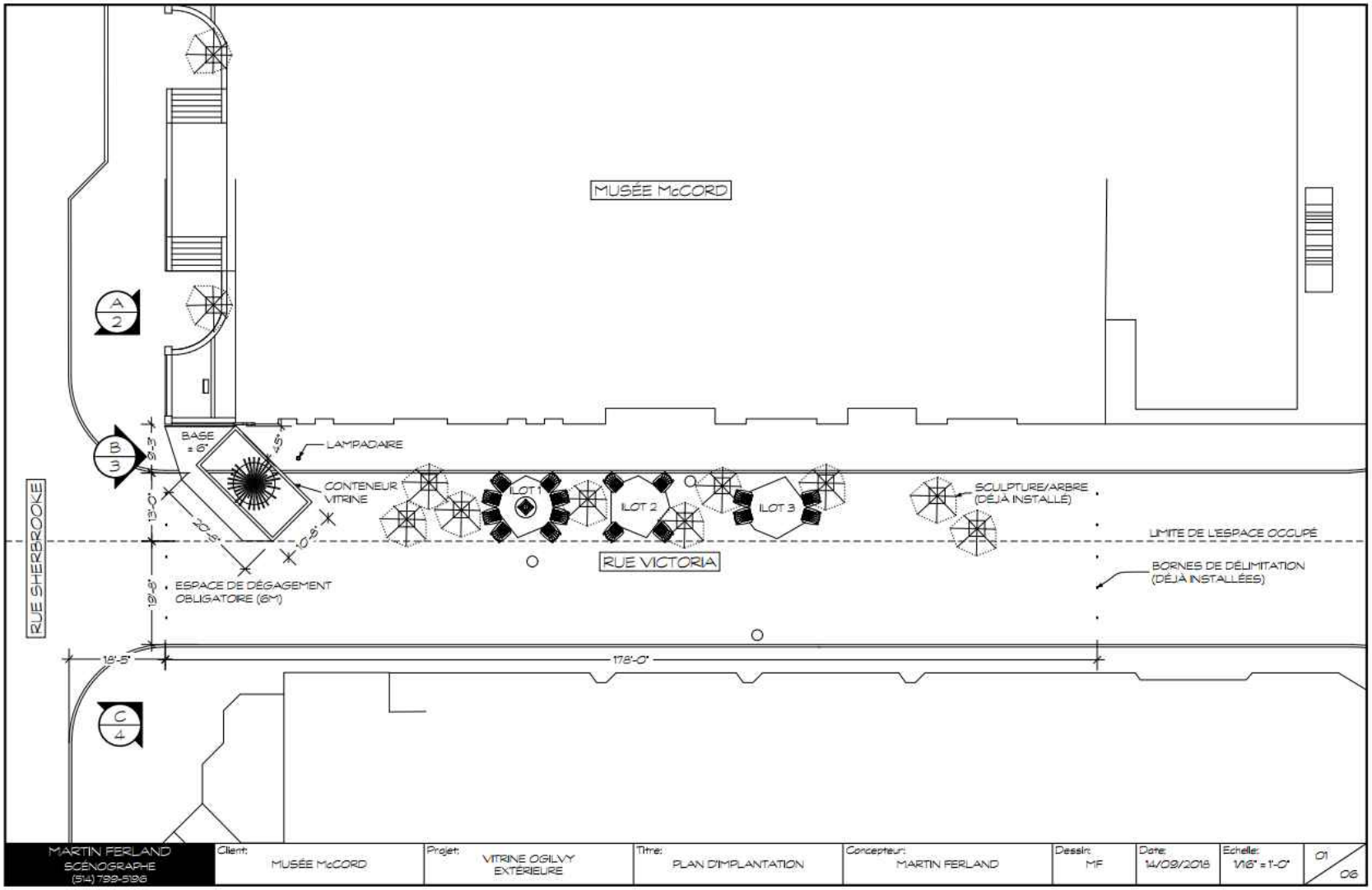






6

PLAN DE RUE - UNIVERS ENCHANTÉS (plan de 2019)



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.06

2020/05/12
18:30

(3)

Dossier # : 1203200002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la portion de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint Hubert et l'avenue Papineau, du mardi 14 mai au 2 octobre 2020, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et d'équipements d'embellissement sur la rue Atateken et édicter les ordonnances

De désigner, en vertu du Règlement municipal (R.R.V.M., chapitre P-1) comme étant une place publique la portion de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, du 14 mai à 8 h au 28 octobre 2020 7 h et y autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1,3, 8 et 11,1 l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, l'ordonnance permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance permettant la fermeture de rue, selon les sites, dates et horaires des événements identifés.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-08 16:37

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203200002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la portion de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint Hubert et l'avenue Papineau, du mardi 14 mai au 2 octobre 2020, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et d'équipements d'embellissement sur la rue Atateken et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Pour une quatorzième année consécutive, l'arrondissement de Ville-Marie, les résidants, les commerçants et la Société de développement Commerciale du Village (SDC) s'entendent pour que la rue Sainte-Catherine Est soit encore une fois piétonnière, du 14 mai au 11 octobre 2020, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau. La SDC joue un rôle important dans le développement commercial et économique de son secteur en s'impliquant de façon importante dans la communauté et dans la commercialisation pour ses membres. Ce projet de piétonnisation s'inscrit dans une démarche de développement qui vise à favoriser l'augmentation de l'achalandage dans les commerces de la rue Sainte-Catherine Est.
La piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est se tiendra entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, et ce, du 14 mai au 11 octobre 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1196890001- CA19 240189 -Désigner, comme étant une place publique, l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke Ouest et la place Ontario, du 20 mai au 28 octobre 2019, autoriser l'occupation du domaine public, permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances.

1186890001- CA18 240 208 du 10 avril 2018 - Désigner, comme étant une place publique, la portion de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, du vendredi 27 avril 2018 au vendredi 28 septembre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et d'équipements d'embellissement sur la rue Atateken et édicter les ordonnances.

DESCRIPTION

En collaboration avec la Société de développement Commerciale du Village du Village, l'Association des résidants des Faubourgs et l'arrondissement de Ville-Marie, la rue Sainte-Catherine Est sera de nouveau piétonnisée entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau,

et ce, vendredi 26 avril 2019 au vendredi 26 septembre 2019, **.**
De désigner en vertu du Règlement municipal (R.R.V.M., chapitre P-1) comme étant une place publique la portion de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, du 14 mai à 8 h au 28 octobre 2020 7 h, dans le cadre du projet de piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est et y autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1,3, 8 et 11,1 l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés terrasses installées le long de ce tronçon.

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés à l'annexe;

Les cafés terrasses pourront être ouverts de 8 h à 23 h du dimanche au mercredi inclusivement, et de 8 h à 3 h du jeudi au samedi inclusivement.

Les dimanches suivants les cafés terrasses seront exceptionnellement ouverts de 8 h à 3 h : les dimanches des congés fériés de la Journée National des Patriotes , de la St-Jean-Baptiste, de la Fête du Canada et de la Fête du Travail, Action de Grâce; Les heures d'opération des cafés terrasses pendant lesquelles il sera permis d'y servir de la nourriture, des boissons alcoolisées ou non sont les suivantes :

De 8h00 à 3h00 : les jeudis, vendredis et samedis ainsi que: les dimanches 19 mai, 23 juin, 30 juin ,11 août, 18 août , 1 septembre

De 8h00 à 23h00 : les dimanches, lundis, mardis et mercredis SAUF : les dimanches 19 mai, 23 juin, 30 juin, 11 août ,18 août , 1 septembre a valider des dimanches fermés

La vente de nourriture et de boissons alcooliques ou non y sera autorisée, conformément aux jours et aux heures d'ouverture des cafés terrasses cités précédemment. La Société de développement Commerciale du Village installera des rampes d'accès au trottoir à partir de la rue piétonne.

Plusieurs mesures de mitigation seront mises en place, notamment concernant l'accessibilité universelle ainsi que différentes actions faisant en sorte que les services municipaux puissent faire les interventions nécessaires à la bonne marche de ce projet. Un couloir libre de six mètres sera maintenu en tout temps pour assurer le passage des véhicules d'urgence et la circulation des piétons. Les ouvertures de la rue seront fermées par des pots de fleurs et bollards permettant le passage de véhicules d'urgence. Un plan de déviation de la circulation sera mis en place en périphérie de la zone piétonne et à d'autres endroits stratégiques de façon à mieux répartir les véhicules. La rue Saint-Christophe, entre la rue Saint-Hubert et le boulevard René-Lévesque, sera réservée à la circulation locale puisque l'accès à la rue Sainte-Catherine ne sera pas possible.

Le tronçon sur Ste-Catherine entre Berri et St-Hubert aura un couloir sanitaire d'aménagé du côté nord dans le contexte de la Covid-19 et ce afin de permettre le respect de la distanciation social de 2m à la sortie du métro Berri-Uqam.

JUSTIFICATION

La Société de développement Commerciale du Village consent beaucoup d'efforts pour valoriser son territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette piétonnisation s'appuie sur le succès remporté au courant des dernières années. Elle contribuera certainement à mettre ce quartier en valeur, à favoriser sa vitalité commerciale, à répondre aux besoins de la population environnante et aux visiteurs. Perte potentiel de ressources pour assurer sécurité et respects des règlements prévues et autorisées initialement.
En raison de la situation actuelle, il se peut que les dates du début des piétonnisations annoncées soient modifiées. Le début des piétonnisations sera alors effectué en fonction d'un calendrier de réalisation (retraits, modifications ou reports des activités commerciales, artistiques et de projets sur les rues, pertes de subventions pour activités commerciales pour cause mesure confinement, déconfinememt progressif et pour adaptation mesures de distanciations.)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ces projets aura(ont) besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et l'Organisme devront convenir des besoins d'ajustements ou d'adaptations requis.
Retraits, modifications ou reports des activités commerciales, artistiques et de projets sur les rues, pertes de subventions pour activités commerciales pour cause mesure confinement, déconfinememt progressif et pour adaptation mesures de distanciations.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La Division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie et la Société de développement Commerciale du Village seront chargés de distribuer aux commerçants de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, de l'information expliquant les différentes mesures qu'ils devront respecter pendant la fermeture de la rue et de l'information sur les dispositions à venir pour les prochaines années relatives à l'aménagement des cafés terrasses. Un avis sera aussi transmis aux résidants dans la périphérie de la piétonnisation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adopter les dérogations nécessaires pour la tenue de certains événements pendant la saison estivale.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Denis COLLERETTE, Service du développement économique
Véronique ST-AUBIN, Ville-Marie
Patrick-J. POIRIER, Ville-Marie

Lecture :

Véronique ST-AUBIN, 8 mai 2020
Denis COLLERETTE, 1er mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonya NAUD
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514-868-4528
Télécop. : 514 872-2802

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-04

Ramy MIKATI
Chef de division

Tél : 514-872-6530
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-05-04

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1203200002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la portion de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint Hubert et l'avenue Papineau, du mardi 14 mai au 2 octobre 2020, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et d'équipements d'embellissement sur la rue Atateken et édicter les ordonnances



B-3, o. 623, Place publique Sainte-Catherine Est.doc



C-4.1, o. 269, Place publique Sainte-Catherine Est.doc



P-1, o. 571 Place publique Sainte-Catherine est.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonya NAUD
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514-868-4528
Télécop. : 514 872-2802

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. 623	Piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, du jeudi 14 mai 2020 au vendredi 2 octobre 2020

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 12 mai 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements déterminés.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur ce site.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1203200002) a été affiché publié dans Le Journal de Montréal *le 16 mai 2020, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. 269	**Ordonnance relative à la fermeture de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau**

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 12 mai 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La circulation de tout véhicule routier dans la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, est interdite du 14 mai 2020 à 8 h au 2 octobre 2020 à 7 h.

2. Malgré ce qui précède, la circulation des véhicules de livraison est autorisée, entre 07 h et 10 h, du lundi au vendredi inclusivement.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1203200002) a été publié dans Le Journal de Montréal *le 16 mai 2020, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

P-1, o. 571	**Ordonnance relative à la fermeture de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau**

Vu les articles 1, 1.3, 3, 8 et 11.1 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 12 mai 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de l'événement « Piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est », entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, est désignée comme étant une place publique du 14 mai 7 h au 2 octobre à 7 h, et à cette fin, les interdictions visées à l'article 1.3 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1) s'appliquent.

Malgré le premier alinéa, les agents de la paix et les cadets policiers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) sont autorisés à circuler à bicyclette dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions relatives à l'événement « Piétonnisation de la rue Sainte–Catherine Est ».

2. Les cafés-terrasses pourront empiéter sur la chaussée du domaine public, jusqu'à un maximum de 2,40 m.

3. À l'occasion de cet événement, il est permis de vendre de la nourriture et des boissons alcooliques ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses situées sur la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau.

Les boissons alcooliques doivent être servies et consommées sur les cafés-terrasses seulement.

4. Les autorisations visées à l'article 3 sont valables du 14 mai au 2 octobre 2020 :

1° de 8 h à 23 h du dimanche au mercredi;
2° de 8 h à 3 h du jeudi au samedi;
3° de 8 h à 3 h les jeudis, vendredis et samedis

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

5. L'article 3 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (RLRQ, c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

Un avis relatif à cette ordonnance (1203200002) a été publié dans Le Journal de Montréal le 16 mai 2020, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2020/05/12
18:30

(3)

Dossier # : 1203200005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke Ouest et la place Ontario, du 14 mai au 23 octobre 2020, autoriser l'occupation du domaine public, permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances.

De désigner, en vertu du Règlement municipal (R.R.V.M., chapitre P-1), une partie de l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke et la place Ontario, comme étant une place publique, du 14 mai à 7 h au 23 octobre 2020, dans le cadre du projet de piétonnisation de l'avenue du Musée et y autoriser l'occupation temporaire du domaine public, permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances;
D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1,3, 8 et 11.1) l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les aires de restauration devant les bâtiments adjacents à la partie piétonnisée et jusqu'à la limite du domaine privé, du 14 mai au 23 octobre 2020, entre 11 h et 23 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance permettant la fermeture de rue;

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-08 16:58

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1203200005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke Ouest et la place Ontario, du 14 mai au 23 octobre 2020, autoriser l'occupation du domaine public, permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances.

CONTENU

CONTEXTE

Le Musée des beaux-arts de Montréal a déposé une demande à l'arrondissement de Ville-Marie pour rendre piétonne une partie de l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke et la place Ontario. Il compte y entreprendre des initiatives qui feront rayonner le Musée des beaux-arts de Montréal dans la ville comme institution de grande valeur culturelle.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1198305002- : CA19 240189 Désigner, comme étant une place publique, l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke Ouest et la place Ontario, du 20 mai au 22 octobre 2020, autoriser l'occupation du domaine public, permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances
1186890005 - CA18 240197 du 05 avril 2018 Désigner, comme étant une place publique, l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke Ouest et la place Ontario, du lundi 21 mai au lundi 29 octobre 2018, autoriser l'occupation du domaine public, permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances.

DESCRIPTION

En collaboration avec le Musée des beaux-arts et l'Association des riverains, l'arrondissement de Ville-Marie désire piétonniser une partie de l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke et la place Ontario du 14 mai au 23 octobre 2019. Pour ce faire, l'arrondissement de Ville-Marie désignera l'avenue du Musée comme étant une place publique aux dates indiquées et y permettra l'occupation temporaire du domaine public et pour l'installation d'éléments décoratifs et d'embellissement.
De désigner une partie de l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke et la place Ontario, comme étant une place publique, du 14 mai à 7 h au 23 octobre 2020, dans le cadre du projet de piétonnisation de l'avenue du Musée et y autoriser l'occupation temporaire du domaine public, permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1,3, 8 et 11.1) l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les aires de

restauration devant les bâtiments adjacents à la partie piétonnisée et jusqu'à la limite du domaine privé, du 14 mai au 23 octobre 2020, entre 11 h et 23 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, 0. permettant la fermeture de rue;

Plusieurs mesures de mitigation seront mises en place, notamment concernant l'accessibilité universelle ainsi que différentes actions faisant en sorte que les services municipaux puissent faire les interventions nécessaires à la bonne marche de ce projet. Un couloir libre de six mètres sera maintenu en tout temps pour assurer le passage des véhicules d'urgence et la circulation des piétons. Les deux ouvertures de la rue seront fermées par des barrières sécuritaires permettant le passage de véhicules d'urgence. Un plan de déviation de la circulation sera mis en place en périphérie de la zone piétonne et à d'autres endroits stratégiques de façon à mieux répartir les véhicules.

JUSTIFICATION

Le Musée des beaux-arts consent beaucoup d'efforts pour valoriser son environnement. Le Musée des beaux-arts reconduira le jardin de sculptures avec la collaboration de la Ville de Montréal. Par l'agrandissement prévu du jardin de sculpture.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ces projet.s aura(ont) besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et l'Organisme devront convenir des besoins d'ajustements ou d'adaptations requis.
En raison de la situation actuelle, il se peut que les dates du début des piétonnisations annoncées soient modifiées. Le début des piétonnisations sera alors effectué en fonction d'un calendrier de réalisation (retraits, modifications ou reports des activités commerciales, artistiques et de projets sur les rues, pertes de subventions pour activités commerciales pour cause mesure confinement, déconfinememt progressif et pour adaptation mesures de distanciations).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En partenariat avec le Musée des beaux-arts, la Division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie mènera des actions de communication auprès des publics cibles concernés. Les avis seront acheminés aux résidants habitant dans la périphérie de la piétonnisation par la direction du Musée des beaux-arts étant donné que l'information sera transmise dans les deux langues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patrick-J. POIRIER, Ville-Marie
Denis COLLERETTE, Service du développement économique

Lecture :

Patrick-J. POIRIER, 4 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel Hieu DOAN
Chef de section - Circulation

Tél : 514-872-2837
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-04

Ramy MIKATI
Chef de division

Tél : 514-872-6530
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1203200005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke Ouest et la place Ontario, du 14 mai au 23 octobre 2020, autoriser l'occupation du domaine public, permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances.

ORDONNANCES ET PROJETS SOUMIS EN FÉVRIER 2020

MBAM_Lettre_Soutien_Art_Public_VilleMTL_JAHD_21012020.pdf

Concours 2020.pdf

2020 C-4.1, o. 270, Place publique du Musée.doc

2020 P-1, o. 544, Place publique, avenue du Musée.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel Hieu DOAN
Chef de section - Circulation

Tél : 514-872-2837
Télécop. :

MUSÉE DES BEAUX-ARTS MONTRÉAL
MUSEUM OF FINE ARTS

CONFIDENTIEL

Montréal, le 21 janvier 2020

M. Ramy Mikati
Chef de division
Division de la mobilité et de la planification
Direction de l'urbanisme et de la mobilité
800, boul. De Maisonneuve Est, 18e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8
Tél. 514 872-6530

Objet : Demande de soutien financier pour la création de deux installations d'art public
Renouvellement de partenariat entre la Ville de Montréal – Arrondissement Ville-Marie et le Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM)

M. Mikati, Cher Ramy

Depuis maintenant plusieurs années et grâce à une collaboration bien établie entre la Ville de Montréal - Arrondissement Ville-Marie et le Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM), des installations artistiques sont déployées au cœur du Jardin de sculptures du MBAM et de l'Avenue du Musée. Ces œuvres d'art éphémères sont devenues des manifestations incontournables et indissociables de l'ambiance estivale de Montréal.

Pour réaliser ces projets d'enrichissement de la vie urbaine estivale et hivernale, le MBAM lance annuellement des appels à projets auprès de créateurs locaux pour faire valoir le talent montréalais.

UN PROJET AU BÉNÉFICE DE TOUS LES MONTRÉALAIS

De nouveau cette année, le Musée propose donc la création de deux nouvelles installations d'art public estivale et hivernale. Les œuvres s'inscriront dans la cité, telles des attraits somptueux pour les nombreux visiteurs et citoyens de la métropole. Notre collaboration renouvelée permettra à l'art public de s'épanouir dans la ville pendant 9 mois, ajoutant au paysage montréalais beauté, culture et histoire accessible à tous.

Des statistiques* fort intéressantes relatent d'ailleurs que : ***72 % des répondants estiment que les artistes ajoutent de la valeur à la société*** **(...)**, ***77 % des répondants croient que les arts font de Montréal un lieu plus inclusif*** **(...)**, ***79 % des Montréalais pensent nécessaire d'apporter un soutien financier aux arts*** **(...)**.

* sondage *Les arts au cœur des citoyens*, commandé par le Conseil des arts de Montréal, 2019

VALORISER LE TALENT DE CRÉATEURS LOCAUX

Le concours 2020-2021 s'effectuera auprès d'agences et de créateurs montréalais, soient : Principal, Studio Baillat, Claude Provencher et Caroline Monnet. Le processus de sélection du MBAM prendra en considération les éléments suivants : l'apport à l'animation urbaine du site; la cohérence et la clarté de la proposition; l'harmonisation avec son lieu d'accueil; le respect des différents paramètres techniques; l'originalité et l'exclusivité de l'expérience du visiteur; l'inspiration et la relation avec la programmation du MBAM.

LES BESOINS

Pour réaliser ces deux nouvelles installations artistiques éphémères, **le Musée espère vivement pouvoir compter sur le soutien de la Ville de Montréal - Arrondissement Ville-Marie** à hauteur de :

- **35 000 $ pour la piétonisation de l'Avenue du Musée et la création estivale**
- **20 000 $ pour l'installation artistique hivernale**

Une contribution totalisant 55 000 $ pour l'année 2020-2021.

LA RECONNAISSANCE

En gage de sa profonde reconnaissance pour ce soutien essentiel, **le MBAM installera deux (2) plaques - une (1) par projet - visibles par le public, soulignant l'engagement exemplaire de la Ville de Montréal - Arrondissement Ville-Marie,** ainsi que sa contribution exceptionnelle à la vie culturelle et artistique des Montréalais et des visiteurs. Ces plaques seront bien en vue pour le temps d'exposition des installations, **auxquelles s'ajouteront plusieurs actions de reconnaissance et de visibilité** détaillées dans le document de présentation ci-joint.

Les projets d'art public éphémères créés et produits par le MBAM ont pour objectif de rendre l'art accessible aux citoyens et de susciter l'émerveillement des touristes et des Montréalais en leur offrant une dose bien nécessaire d'art, de culture et de beauté au quotidien, prête à être exposée au monde entier par des partages spontanés sur les réseaux sociaux, et ainsi faire rayonner Montréal, métropole culturelle.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre demande, nous vous prions d'agréer, Monsieur Mikati, nos sentiments les plus distingués.

Jo-Anne Hudon Duchesne
Directrice des opérations
Fondation du Musée des beaux-arts de Montréal

Merci chaleureux et sincère pour votre confiance et la relation au long cours.

p. j. Document de présentation *APPEL À PROJET – AVENUE DU MUSÉE 2020*

c.c. Nathalie Bondil, Directrice générale et conservatrice en chef, MBAM
Sandra Gagné, Chef de service de la production des expositions, MBAM
Danielle Champagne, Directrice, Fondation du MBAM

APPEL À PROJETS
AVENUE DU MUSÉE 2020

MUSÉE DES
BEAUX-ARTS
MONTRÉAL

PRÉCÉDENTS

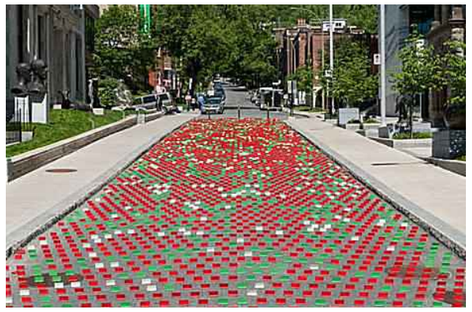
2012



TOM, Jardin de marguerites
Claude Cormier
2012

TOM' transforme temporairement l'avenue du Musée en un champ de 3500 'Temporary Overlay Markers' ('TOM'), ceux-là mêmes qui servent à délimiter provisoirement les voies de circulation autoroutière dans les zones de travaux d'asphaltage avant le lignage permanent. Implantés selon une grille régulière, les délinéateurs surélevés marquent des mouvements pointillistes se promenant entre le jaune et le blanc. La voie transformée évoque un tapis de marguerites en empruntant et en multipliant un élément de la signalétique automobile. La surface chromatique qui, dans un avenir rapproché, sera aménagée en un espace piéton permanent, rassemble physiquement et visuellement les différents pavillons, anciens et nouveaux, qui composent l'ensemble architectural de l'institution. Sur les pavés, 'TOM' laisse de cette façon présager les fleurs.

2013



TOM II, Champs de pavots
Claude Cormier
2013

En 2013, Claude Cormier récidivait avec TOM II (Champs de pavots), composé cette fois de 9 500 TOM de couleur rouge, verte et blanche. Une fois encore, l'effet d'optique, inspiré du tableau de Vincent Van Gogh intitulé Field of Poppies, est surprenant et l'avenue se transforme en « champs de fleurs » où les piétons pourront déambuler à leur guise.

2014



TOM III, Mirage
Claude Cormier
2014

Pour cette troisième édition, plus de 10 000 TOMs (Traffic Overlay Markers) sertissent le bitume à la façon des ornementations précieuses des œuvres de l'artiste joaillier Fabergé, exposées au musée pour l'été. L'installation dos-à-dos des TOMs crée deux sens à l'œuvre, définis par des rythmes de couleurs contrastées et des motifs éclatés.
Liés entre eux par un intriguant jeu de perception visuel, l'œuvre invite et engage le passant à parcourir le Jardin de sculptures de bas en haut et de haut en bas. Les deux œuvres se fondent et se détachent. L'illusion qui en résulte saisit, devient physique et les trajets parcourus animent le jardin.

2015



Labyrinthe
NIP Paysages
2015

En 2015, NIP Paysage invite les promeneurs à traverser un labyrinthe de 600m2 proposé comme un jeu de parcours en relation aux 23 œuvres du Jardin de sculptures. L'archétype du labyrinthe représente l'expression de l'artifice, du plaisir et du hasard dans le paysage. Il est ici présenté comme un jeu de parcours en relation au mont-royal, tel une coulée verte géométrisée des textures de la montagne. D'étranges blocs err atiques orange vif animent la descente, devenant podi- ums propices à la contemplation, au repos, à la performance ou invitant à la prise d'une photo de groupe « inspirée ».

2016



Dancefloor
Jean Verville
2016

Avec son dallage de plus de 5000 traces de pas, l'installation DANCE FLOOR compose une magnifique mosaïque rappelant l'or martelé, clin d'œil à la thématique de l'exposition Pompeii du Musée des beaux-arts de Montréal. Le geste, d'une simplicité tout aussi inatten- due que sensationnelle, retrace un certain désordre propre à la foule pour convier les passants à improviser quelques pas sur cet immense tapis de danse.

2017



TOM IV
Claude Cormier
2017

Conçue à la demande du Musée des beaux-arts de Montréal et réalisée grâce au généreux concours de la Ville de Montréal, cette installation célèbre le 375ième anniversaire de Montréal et les 50 ans d'Expo 67. Les TOM, déclinés en 10 couleurs, scintillent comme autant d'étincelles un soir de feux d'artifice. L'esprit psychédélique des années soixante s'y exprime sans complexe dans une succession de motifs circulaires enchevêtrés dont les teintes se fondent les unes aux autres.

2018



Dunes [é]mouvantes
NÓS Architectes
2018

Inspirée par l'exposition *D'Afrique aux Amériques : Picasso en face-à-face, d'hier à aujourd'hui* présentée au MBAM, la nouvelle installation éphémère de l'été 2018 nous transporte au coeur d'un paysage géométrique, abstrait et déstabilisant. Par la présence des dunes, motifs déformés par anamorphose, l'avenue du Musée s'anime et acquiert une dimension expressive. Dunes [é]mouvantes se veut un mirage au coeur de Montréal.

2019



1, 2, 3... Défilez !
Provencher_Roy
2019

Une silhouette féminine stylisée et méticuleusement découpée, in- spirée de l'univers de Thierry Mugler, occupe le centre de l'installa- tion. On la reconnaît telle une superstar, depuis l'intersection de la rue Sherbrooke et de l'avenue du Musée. Hommage à la matérialité des œuvres du créateur français, elle est parsemée de cercles réfléchis- sants de différentes couleurs qui scintillent, brillent et miroitent sous le soleil : un vibrant tableau qui se métamorphose devant nos yeux ! 1, 2, 3… Défilez ! propose aux visiteurs du Musée et aux passants de devenir, le temps d'une promenade, l'étoile de leur propre défilé.

LIEU D'INTERVENTION

-

Le Jardin des sculptures

Grâce à son jardin qui réunit aujourd'hui vingt-trois sculptures, le Musée renforce la présence de l'art public au cœur de la métropole et propose un récit de la sculpture, de l'époque moderne à nos jours. Depuis l'an dernier, une imposante sculpture d'Armand Vaillancourt s'est ajoutée aux autres œuvres signées par David Altmejd, César, Aaron Curry, Jim Dine, Kosso Eloul, Sorel Etrog, Joe Fafard, Barry Flanagan, Elisabeth Frink, Antony Gormley, Claude Lalanne, Fernand Léger, Henry Moore, Mimmo Paladino, Jaume Plensa, Jean-Paul Riopelle, Auguste Rodin et Colleen Wolstenholme, offertes grâce à la générosité de plusieurs collectionneurs mais aussi avec le soutien de la Ville de Montréal et de l'arrondissement de Ville-Marie.

Bordant le pavillon Claire et Marc Bourgie, le jardin de sculptures CGI complète le jardin Max et Iris Stern inauguré en 2004 autour du pavillon Michal et Renata Hornstein. Ce lieu est l'un des plus importants ensembles d'art public de la métropole. C'est d'ailleurs pour cette raison que le Jardin de sculptures du MBAM fait partie des cinq trajets de la nouvelle carte d'art public lancée par Tourisme Montréal, carte racontant l'histoire de Montréal et révélant la richesse culturelle et la créativité qui animent la ville.



Aaron Curry (Né à San Antonio (Texas) en 1972)
Love Buzz
2011
Aluminium peint
MBAM, promesse de don de la collection Carol et David Appel à l'occasion du 150e anniversaire du Musée des beaux-arts de Montréal



David Altmejd (Né à Montréal en 1974)
L'œil
2010-2011
Bronze
Fonte Atelier du Bronze, Inverness (Québec)
MBAM, don de l'artiste et des employés du Musée des beaux-arts de Montréal dans le cadre de la Campagne 2008-2012



Sorel Etrog (Iaşi (Roumanie) 1933 – Toronto 2014)
Fiesole
1965-1967
Bronze
MBAM, don de la Fondation Nathan Cummings



Aaron Curry (Né à San Antonio (Texas) en 1972)
Love Buzz
2011
Aluminium peint
MBAM, promesse de don de la collection Carol et David Appel à l'occasion du 150e anniversaire du Musée des beaux-arts de Montréal



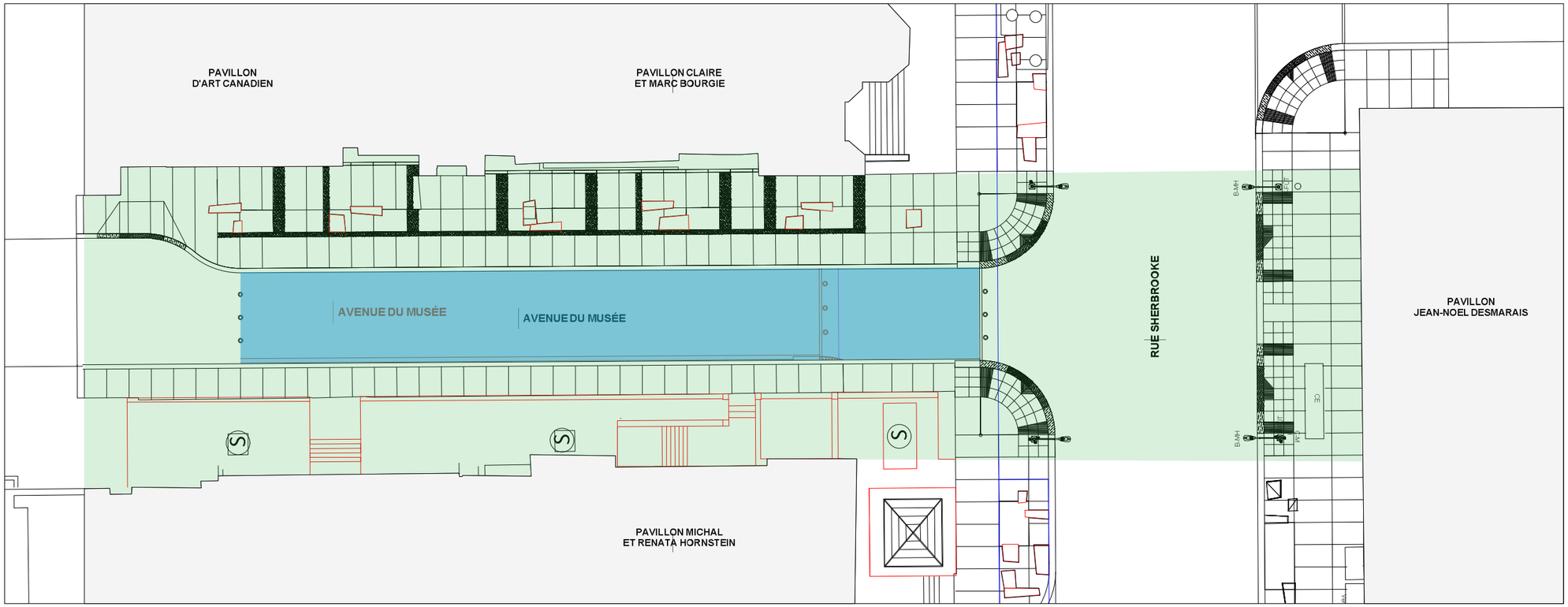
Barry Flanagan (Prestatyn (Pays de Galles) 1941 – Ibiza (Espagne) 2009)
Gendrd I et Gendrd II
1994
Bronze, édités en 8 exemplaires
Fonderie Pietrasanta Fine Arts, New York
MBAM, don à la mémoire de Barry Seymour Boyd, à l'occasion du 150e anniversaire du Musée des beaux-arts de Montréal



Elisabeth Frink (Thurlow (Angleterre) 1930 – Blandford Forum (Angleterre) 1993)
In memoriam I et In memoriam II
1981
Bronze, 1/6
MBAM, don à la mémoire de Barry Seymour Boyd, à l'occasion du 150e anniversaire du Musée des beaux-arts de Montréal

LIEU D’INTERVENTION

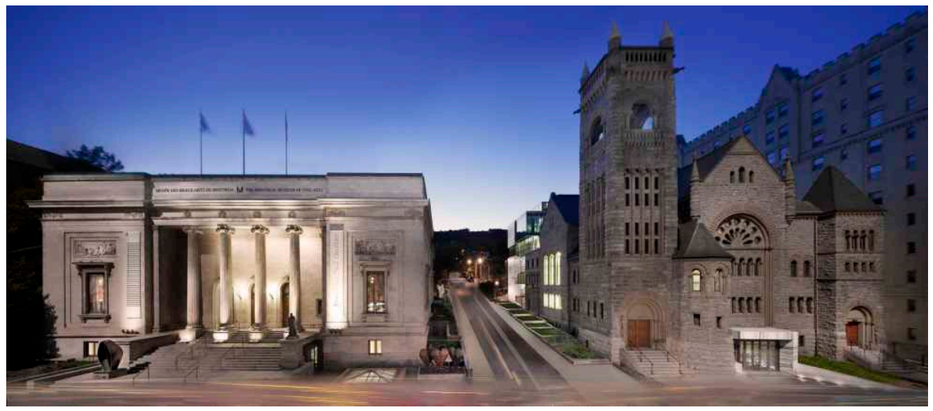
-



ZONE D’INTERVENTION POSSIBLE

ZONE D’INTERVENTION PRIORITAIRE





La campagne annuelle au coeur du projet

L'oeuvre artistique éphémère de la saison estivale 2020 deviendra une symbolique forte de l'implication citoyenne au coeur des succès du MBAM !

En effet, la campagne annuelle 2019-2020 ***Prêtez main-forte au Musée***, en cours jusqu'au 31 mars 2020, propose aux donateurs de laisser leur marque au coeur de la prochaine installation artistique.

Les donateurs de 200 $ et plus verront ainsi leur nom publié sur l'Avenue du Musée estivale 2020, alors que les donateurs de 500 $ et plus pourront publier un message porteur le temps d'un été au coeur de ce même projet festif et fédérateur. Une occasion de rendre hommage, déclarer son amour, souligner un succès, s'inscrire dans la vie publique.

La portée du projet estival sera donc déculpée.



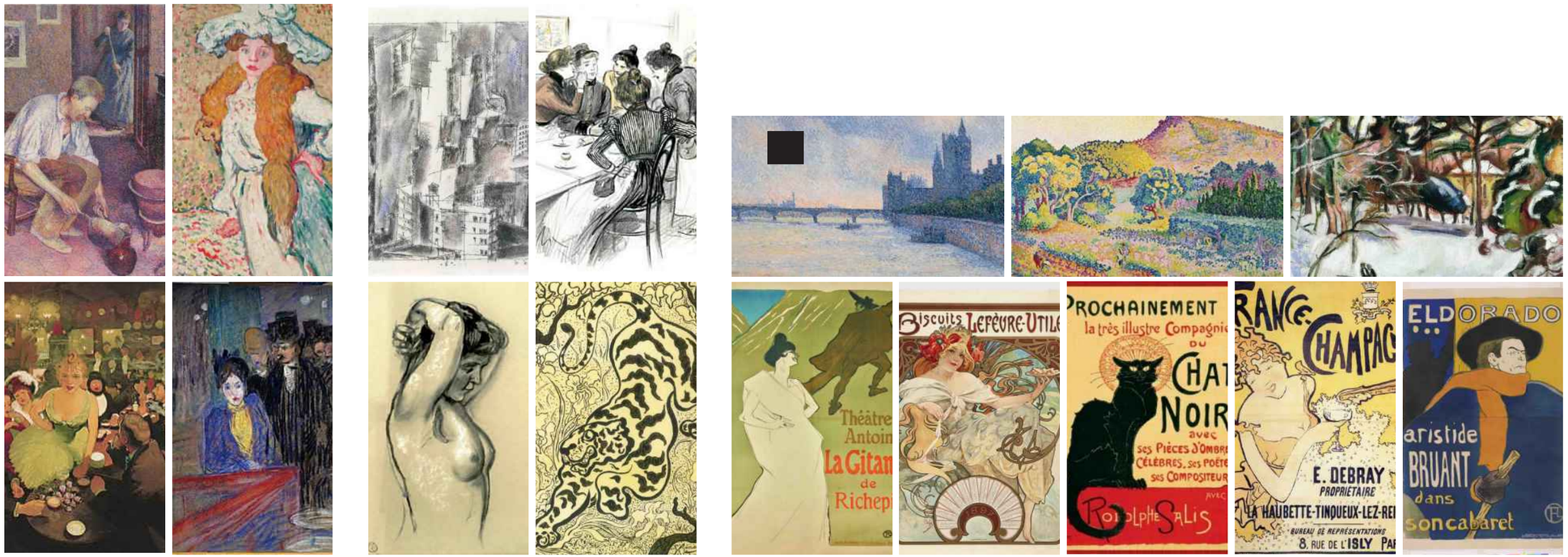
Paris au temps du postimpressionnisme

Signac et les Indépendants

DU 28 MARS AU 27 SEPTEMBRE 2020

En mars 2020, le Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) transporte ses visiteurs dans le Paris du XIXe et du XXe siècle, en compagnie des plus grands maîtres du post-impressionnisme.

Paris, 1900 : une révolution s'engage au temps de la Belle Époque. « L'art pour tous ! », clament les artistes qui exposent « sans jury ni récompense ». Cofondateur du Salon des Indépendants, **Paul Signac** (1863-1935) s'impose comme le théoricien des « impressionnistes dits scientifiques ». Il divise la couleur en taches pures et serrées sur la toile pour que la forme surgisse du mélange optique. Il ambitionne un art total entre le paradis perdu de l'âge d'or et l'utopie sociale. Il défend une peinture positiviste, promoteur d'une modernité technique et politique. Ses compagnons répandent le style « pointilliste » comme une traînée de poudre de Paris à Bruxelles : les « néos » exaltent les lendemains qui chantent. L'artiste pose en intellectuel engagé, sous la plume de critiques tels que Fénéon, à l'époque de l'affaire Dreyfus.



ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER

-

LE PROJET DOIT OBLIGATOIREMENT :

. Considérer le public (visiteurs du musée, touristes, passants, camps de jours et groupes d'enfants etc.)
. Respecter les normes de sécurité pour un large public
. Proposer un projet sur l'espace public (chaussée et trottoirs)
. Inclure une bonne intégration des thèmes et des éléments de la campagne de communication
. Assurer la pérénité du projet de mai à octobre (aucune dégradation des installations durant cette période)
. Laisser un espace de passage libre de 4 mètres pour les différents véhicules d'urgence
. Respecter le budget de production
. Intégrer des assises au dispositif proposé

PROCESSUS DE SÉLECTION

Le projet gagnant sera selectionné par un jury selon les critères suivants :

. L'apport à l'animation urbaine du site;
. La cohérence et la clarté de la proposition;
. La considération de son lieu d'accueil;
. Le respect des différents paramètres techniques;
. L'originalité et l'exclusivité de l'éxpérience du visiteur.

Le choix du projet se fera dans la semaine du **21 février 2020**. Tous les participants à l'appel de candidature recevront par courriel les résultats du concours..

ENCADREMENT ET CONSTRUCTION DES PROJETS

La production est dirigée par l'équipe de production du Musée des beaux-arts de Montréal.
La construction débutera le **19 mai 2020** (Durée d'installation: environ 1 semaine)

Les concepteurs choisis devront être présents sur place pour contribuer à la construction de l'installation pendant la période de montage, soit du **20 mai** au **26 mai 2020**. Ils s'engagent également à participer au processus de réalisation selon l'échéancier établi par le MBAM.

ÉCHÉANCIER (à titre indicatif)

–

2020

20 janvier	Lancement de l'appel à candidatures
14 février	Dépot des propositions
21 février	Choix du projet (dans la semaine)
15 avril	Date limite pour la remise des dessins préléminaires par l'équipe retenue.
29 avril	Date limite pour la remise des plans et devis de réalisation, conformément aux commentaires et recommandations du comité de direction artistique et technique du MBAM.
	Approbation finale des plans et devis de réalisation.
20 mai	Début des travaux de construction par l'équipe du MBAM. (Environ une semaine)
03 juin	Inauguration de l'installation.
21 octobre	Clotûre de l'installation et démontage par les équipes du MBAM.

** Cet échéancier peut-être sujet à modifications sans préavis. Le Musée des beaux-arts de Montréal se réserve le droit de ne pas donner suite à cet appel de candidatures.*

PRÉSENTATION DES CANDIDATURES

–

PRÉSENTATION DES CANDIDATURES

La date limite pour recevoir électroniquement les propositions est le **27 février 2020** à 12H00 HNE.
Adresse d'envoi : sgagne@mbamtl.org

1 à 2 planches PDF présentant le PROJET et contenant:

. 1 court texte qui décrit le concept de l'installation et qui présente l'experience proposée aux visiteurs.
. 1 plan "napkin" de l'installation - sketch
. 1 liste des matériaux envisagés
. 1 vue ou élévation (échelle au choix) - sketch
. 1 perspective, croquis, montrant l'installation dans son ensemble.

À NOTER : Il n'est pas nécessaire de produire des rendus photoréalistes des projets. Il s'agit d'un concours d'idées et d'intentions
qui seront développées par la suite. Des croquis rapides suffisent à la compréhension des projets par les membres du jury.

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. xxx **Ordonnance relative à la fermeture de l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke et la place Ontario**

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 12 mai 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La fermeture de la rue du Musée, entre la rue Sherbrooke et la place Ontario, est autorisée du 14 mai à 7 h au 23 octobre 2020 à 23 h.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1203200005) a été publié dans Le Journal de Montréal *le* _____ *2020, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

P-1, o. 515	**Ordonnance relative à la fermeture de la rue du Musée entre la rue Sherbrooke et la place Ontario**

Vu les articles 1, 1.3, 3, 8 et 11.1 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 13 mai 2020 , le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de l'événement « Piétonnisation de la rue du Musée », entre la rue Sherbrooke et la place Ontario, est désignée comme étant une place publique 14 mai à 7 h au 23 octobre 2020 à 23 h, et à cette fin, les interdictions visées à l'article 1.3 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1) s'appliquent.

2. À l'occasion de cet événement, il est permis de vendre de la nourriture et des boissons alcooliques ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les aires de restaurations devant les bâtiments adjacents à la partie piétonnisée et jusqu'à la limite du domaine privé.

Les boissons alcooliques doivent être servies et consommées sur les cafés-terrasses seulement.

3. Les autorisations visées à l'article 2 sont valables du 14 mai au 23 octobre 2019, de 11 h à 23 h

4. L'article 2 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci

---

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier1203200005) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans xxxxxx le xxxxxx 2020, date de son entrée en vigueur.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2020/05/12
18:30

(3)

Dossier # : 1203200007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, une portion de la Place Jacques-Cartier, entre les rue Notre-Dame et rue de la Commune, du 14 mai au 31 octobre 2020, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'exploitation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances

De désigner, en vertu du Règlement municipal (R.R.V.M., chapitre P-1) comme étant une place publique la Place Jacques-Cartier, entre les rue Notre-Dame et rue de la Commune du 14 mai 2020 à 8 h au 31 octobre 2020 à 7 h et y autoriser l'occupation temporaire du domaine public pour permettre l'installation des cafés terrasses et édicter les ordonnances;
D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1,3, 8 et 11.1) l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés terrasses installées le long de ce tronçon, du 14 mai 2020 au 31 octobre 2020, entre 11 h et 23 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance permettant la fermeture de rue;

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-08 16:59

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203200007**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, une portion de la Place Jacques-Cartier, entre les rue Notre-Dame et rue de la Commune, du 14 mai au 31 octobre 2020, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'exploitation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

La Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique (SDC), l'Association des résidants du Vieux-Montréal et l'arrondissement de Ville-Marie ont accept de piétonniser la Place Jacques-Cartier entre les rue Notre-Dame et rue de la Commune,pour rendre le domaine public accessible à tous les piétons et visiteurs. La Place Jacques-Cartier sera donc piétonnisée pour la période du 14 mai au 31 octobre 2020. La rue sera rouverte à la circulation à compter du 1 novembre 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1186890002- Désigner, comme étant une place publique, la Place Jacques-Cartier, du 1er avril au 31 octobre 2018 et d'autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances
1176890009 - CA17 240191 du mardi 11 avril 2017 - Désigner, comme étant une place publique, la Place Jacques-Cartier, du 1er avril au 31 octobre 2017, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances

DESCRIPTION

En collaboration avec la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et l'Association des résidants du Vieux-Montréal, l'arrondissement de Ville-Marie désire piétonniser, la Place Jacques-Cartier , du 14 mai 2020 à 7 h au 31 octobre 2020 à 23 h. Quotidiennement la Place Jacques-Quartier devient piétonnière durant cette période et rouverte à la circulation à partir du 1er novembre 2020.

Les cafés terrasses pourront être exploités de 11 h à 3 h, du 14 mai au mercredi 31 octobre 2020, suivant l'obtention d'un permis émis par l'arrondissement de Ville-Marie. La vente de nourriture et de boissons alcoolisées ou non y sera autorisée conformément aux jours et aux heures d'ouverture des cafés-terrasses.

La Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique devra notamment :

- Assurer la coordination de l'installation des cafés terrasses;
- Assurer l'animation, en déterminer la programmation et encadrer les amuseurs publics qui seront invités sur le site, s'il y a lieu;

Désigner en vertu du Règlement municipal (R.R.V.M., chapitre P-1) comme étant des places publiques la Place Jacques-Cartier , du 14 mai 2020 à 7 h au 31 octobre 2020 à 23 h et y autoriser l'occupation temporaire du domaine public pour permettre l'installation des cafés terrasses et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1,3, 8 et 11.1) l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés terrasses installées le long de ce tronçon, du 14 mai 2020 au 31 octobre 2020, entre 11 h et 23 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance permettant la fermeture de rue;

D'autoriser l'installation d'éléments décoratifs et d'embellissement.

Plusieurs mesures de mitigation seront mises en place, notamment concernant l'accessibilité universelle ainsi que différentes actions faisant en sorte que les services municipaux puissent faire les interventions nécessaires à la bonne marche de ce projet. Un couloir libre de six mètres sera maintenu en tout temps pour assurer le passage des véhicules d'urgence et la circulation des piétons. Les ouvertures de la rue seront fermées par des barrières sécuritaires permettant le passage de véhicules d'urgence. Un plan de déviation de la circulation sera mis en place en périphérie de la zone piétonne et à d'autres endroits stratégiques de façon à mieux répartir les véhicules.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La piétonnisation de la place Jacques-Cartier permettra de promouvoir le Vieux-Montréal à titre de destination culturelle et d'offrir aux visiteurs un lieu de qualité festif et sécuritaire. Elle mettra ce territoire en valeur et favorisera sa vitalité commerciale.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ces projets aura(ont) besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et l'Organisme devront convenir des besoins d'ajustements ou d'adaptations requis.
En raison de la situation actuelle, il se peut que les dates du début des piétonnisations annoncées soient modifiées. Le début des piétonnisations sera alors effectué en fonction

d'un calendrier de réalisation (retraits, modifications ou reports des activités commerciales, artistiques et de projets sur les rues, pertes de subventions pour activités commerciales pour cause mesure confinement, déconfinememt progressif et pour adaptation mesures de distanciations.)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En partenariat avec la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique, la Division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie mènera des actions de communications auprès des publics cibles concernés. Des avis seront acheminés aux commerçants et aux résidants du secteur.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adopter les dérogations nécessaires pour la tenue de l'événement pendant la saison estivale.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patrick-J. POIRIER, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonya NAUD
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514-868-4528
Télécop. : 514 872-2802

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-04

Ramy MIKATI
Chef de division

Tél : 514-872-6530
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1203200007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, une portion de la Place Jacques-Cartier, entre les rue Notre-Dame et rue de la Commune, du 14 mai au 31 octobre 2020, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'exploitation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances

Pietonnisation2020_Vieux-Montréal.pdf

c-4.1, o. 273 Fermeture Place Jacques-Cartier.doc

P-1, o. 574 Place publique place Jacques-Cartier.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonya NAUD
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514-868-4528
Télécop. : 514 872-2802

VIEUX-
MONTRÉAL
—SDC—
QUARTIER
HISTORIQUE

M. Ramy Mikati
Chef de division
Division de la mobilité et de la planification
Direction de l'urbanisme et de la mobilité
800, boul. De Maisonneuve Est, 18e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Montréal, le 20 janvier 2020

Objet : Piétonnisation Vieux-Montréal – Édition 2020

Bonjour M. Mikati,

Je vous informe par la présente, que la Société de développement commercial Vieux-Montréal - Quartier historique demande à l'arrondissement de ville-Marie, la fermeture des tronçons suivants ;

- ☐ Rue St-Paul Est (entre la rue Marché Bonsecours et le boulevard St-Laurent) du 1er mai au 31 octobre 2020.
- ☐ Rue St-Vincent (entre la rue Ste-Thérèse et la rue St-Paul) du 1er avril au 31 octobre 2020
- ☐ Place Jacques-Cartier (entre la rue Notre-Dame et la rue de la Commune) du 1er avril au 31 octobre 2020.

Notre organisation doit privilégier la mise en place d'un secteur piétonnier à l'occasion de la saison estivale afin que touristes et montréalais puissent se promener en toute sécurité, magasiner, manger ou prendre un verre.

La SDC du Vieux-Montréal procèdera à l'installation d'éléments décoratifs dans les tronçons susmentionnés.

Cordialement,

Franck Subra
Directeur des opérations

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. 273 **Ordonnance relative à la fermeture de la Place Jacques-Cartier (entre la rue Notre-Dame et la rue de la Commune).**

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 12 mai 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La circulation de tout véhicule routier dans la Place Jacques Cartier est interdite du 14 mai 2020 à 7 h au 31 octobre 2020 à 23 h.

2. Malgré ce qui précède, la circulation des véhicules de livraison est autorisée, entre 05 h 00 et 11 h 00, du lundi au vendredi inclusivement.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1203200007) a été publié dans Le Journal de Montréal *le 16 mai 2020, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

P-1, 574	**Ordonnance relative à la fermeture de la Place Jacques-Cartier (entre la rue Notre-Dame et la rue de la Commune)**

VU les articles 1, 1.3, 3, 8 et 11.1 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 12 mai 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de l'événement « Piétonnisation de la Place Jacques-Cartier», la portion de la Place Jacques-Cartier , entre la rue Notre-Dame et la rue de la Commune**,** est désignée comme étant une place publique du 14 mai à 7 h au 31 octobre 2020 à 23 h, et à cette fin, les interdictions visées à l'article 1.3 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1) s'appliquent.

2. À l'occasion de cet événement, il est permis de vendre de la nourriture et des boissons alcooliques ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses situés dans la portion de la Place Jacques-Cartier , entre la rue Notre-Dame et la rue de la Commune Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées sur les terrasses seulement.

Les boissons alcooliques doivent être servies et consommées sur les cafés-terrasses seulement.

3. Les autorisations visées à l'article 2 sont valables du 14 mai 2020 au 31 octobre 2020, de 11 h à 23 h.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

4. L'article 2 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1203200007) a été publié dans Le Journal de Montréal le 16 mai 2020, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.09

2020/05/12
18:30

(3)

Dossier # : 1203200004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la place d'Youville entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est ainsi que la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville, du 14 mai au 9 septembre 2020, autoriser l'occupation du domaine public, permettre l'installation d'un café terrasse et édicter les ordonnances

De désigner en vertu du Règlement municipal (R.R.V.M., chapitre P-1) comme étant une place publique la portion de la place D'Youville Est entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est et la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville, du 14 mai à 7 h heures au 9 septembre 2020, dans le cadre du projet de piétonnisation de la place D'Youville Est et autoriser l'occupation temporaire du domaine public et édicter les ordonnances;
D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1.3, 8 et 11.1 l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur le café-terrasse qui pourrait être installé sur la place D'Youville, du 14 mai au 9 septembre 2020, entre 11 h et 23 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M, c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance permettant la fermeture de rue;

D'édicter, en vertu Règlement sur la propreté et la protection du domaine et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2, article 7), l'ordonnance permettant de peindre au pochoir avec de la peinture soluble à l'eau, des fresques sur la surface de la chaussée selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-08 17:02

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203200004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la place d'Youville entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est ainsi que la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville, du 14 mai au 9 septembre 2020, autoriser l'occupation du domaine public, permettre l'installation d'un café terrasse et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

En collaboration avec le Musée Pointe-à-Callière et avec l'appui des riverains, l'arrondissement de Ville-Marie désire piétonniser la place D'Youville Est entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est et la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville, et ce, du 14 mai au 9 septembre 2020 et édicter les ordonnances nécessaires à la piétonnisation.
De désigner en vertu du Règlement municipal (R.R.V.M., chapitre P-1) comme étant une place publique la portion de la place D'Youville Est entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est et la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville, du 14 mai à 7h heures au 9 septembre 2020, dans le cadre du projet de piétonnisation de la place D'Youville Est et autoriser l'occupation temporaire du domaine public et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1.3, 8 et 11.1 l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur le café-terrasse qui pourrait être installé sur la place D'Youville, du 14 mai au 9 septembre 2020, entre 11 h et 23 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M, c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, 0 permettant la fermeture de rue;

D'autoriser de peindre au pochoir, avec de la peinture soluble à l'eau, des fresques sur la surface de la chaussée de la place D'Youville, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine et du mobilier urbain (R.R.V.M.c. P-12.2, article 7) et, à la fin de la

piétonnisation, d'enlever toutes traces de peinture sur la chaussée.

D'autoriser l'installation d'éléments décoratifs et d'embellissement.

Plusieurs mesures de mitigation seront mises en place, notamment concernant l'accessibilité universelle ainsi que différentes actions faisant en sorte que les services municipaux puissent faire les interventions nécessaires à la bonne marche de ce projet. Un couloir libre de six mètres sera maintenu en tout temps pour assurer le passage des véhicules d'urgence et la circulation des piétons. Les deux ouvertures de la rue seront fermées par des barrières sécuritaires permettant le passage de véhicules d'urgence. Un plan de déviation de la circulation sera mis en place en périphérie de la zone piétonne et à d'autres endroits stratégiques de façon à mieux répartir les véhicules.

JUSTIFICATION

Pointe-à-Callière attire généralement un nombre considérable de participants lors de ses événements. Le Musée a acquis une grande expertise dans la mise en place d'activités et d'événements extérieurs. La piétonnisation de ces espaces permettra, encore cette année, d'apprécier les bâtiments de l'Éperon, de l'Ancienne-Douane, de la magnifique place Royale, de la Station de pompage D'Youville et de la nouvelle Maison-des-Marins. Citoyens et visiteurs pourront également assister à certaines activités culturelles qui seront proposées au cours de l'été en lien avec des thèmes reliés aux expositions de Pointe-à-Callière.

Développement durable

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet s'appuie sur le succès remporté au courant des dernières années pour les rues piétonnisées dans l'arrondissement de Ville-Marie. Il contribuera certainement à mettre ce secteur en valeur, à favoriser sa vitalité et à stimuler l'attrait touristique du Vieux-Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ces projets aura(ont) besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et l'Organisme devront convenir des besoins d'ajustements ou d'adaptations requis.
En raison de la situation actuelle, il se peut que les dates du début des piétonnisations annoncées soient modifiées. Le début des piétonnisations sera alors effectué en fonction d'un calendrier de réalisation (retraits, modifications ou reports des activités commerciales, artistiques et de projets sur les rues, pertes de subventions pour activités commerciales pour cause mesure confinement, déconfinememt progressif et pour adaptation mesures de distanciations).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En partenariat avec Pointe-à-Callière, la Division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie mènera des actions de communications auprès des publics concernés. Des avis seront acheminés aux résidants du secteur.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patrick-J. POIRIER, Ville-Marie
Denis COLLERETTE, Service du développement économique

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel Hieu DOAN
Chef de section - Circulation

Tél : 514-872-2837
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-05

Ramy MIKATI
Chef de division

Tél : 514-872-6530
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1203200004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la place d'Youville entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est ainsi que la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville, du 14 mai au 9 septembre 2020, autoriser l'occupation du domaine public, permettre l'installation d'un café terrasse et édicter les ordonnances

ORDONNANCES ET PROGRAMMATIONS PRÉSENTÉES EN FÉVRIER 2020

plan_piétonne 2020.pdf Lettre_présentation_PAC.pdf Concept_2020_rue_piétonne.pdf

Budget – Rue piétonne 2020.pdf C-4.1, o. 274, Place d'Youville.doc

P-12.2, o. 162 Place d'Youville.doc P-1, o. 575 Place publique_place d'Youville.doc

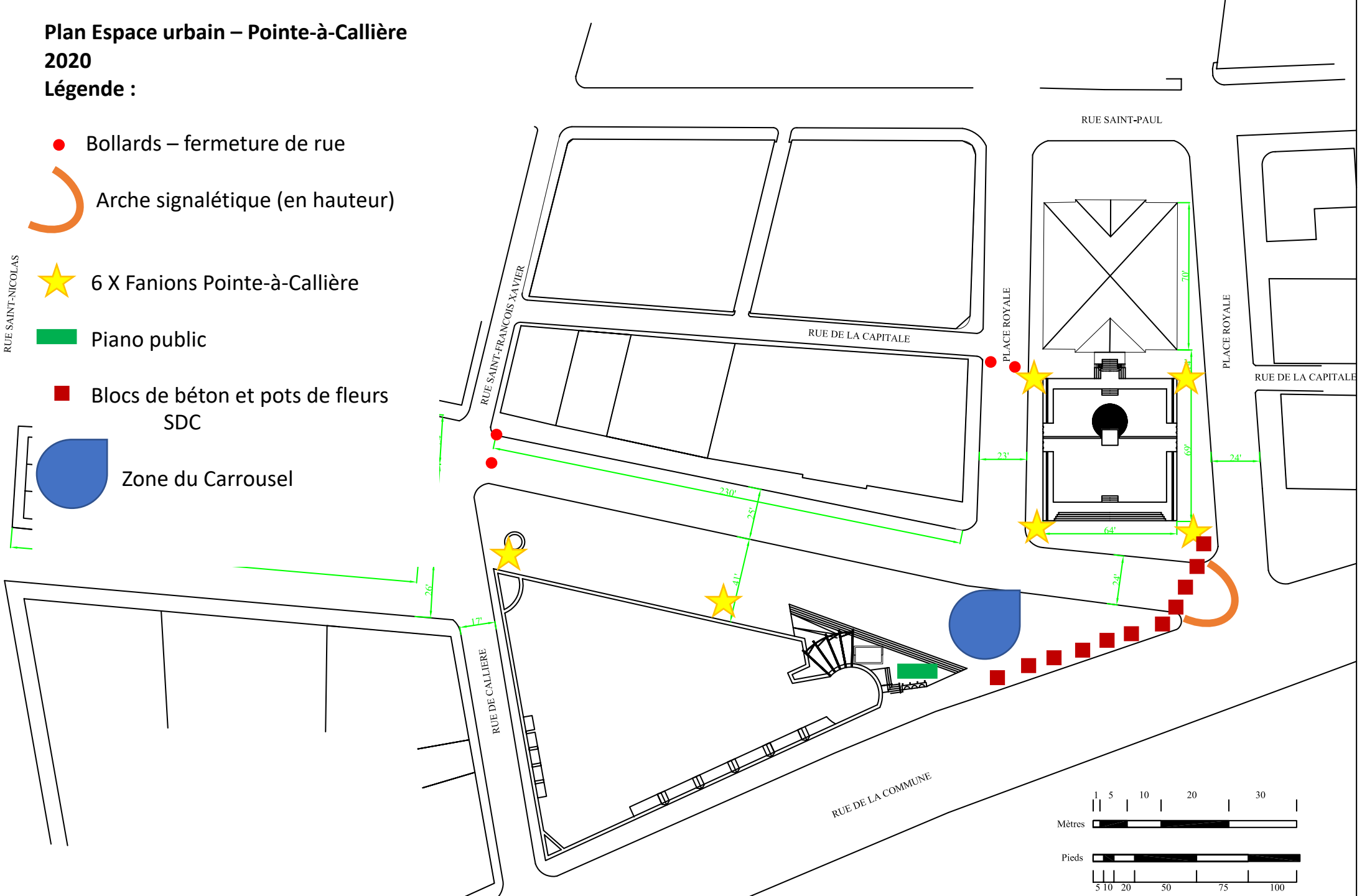
RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel Hieu DOAN
Chef de section - Circulation

Tél : 514-872-2837
Télécop. :

Plan Espace urbain – Pointe-à-Callière
2020
Légende :

- Bollards – fermeture de rue
- Arche signalétique (en hauteur)
- 6 X Fanions Pointe-à-Callière
- Piano public
- Blocs de béton et pots de fleurs SDC
- Zone du Carrousel



POINTE-À-CALLIÈRE
Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal
pacmusee.qc.ca
Montréal

Le 7 janvier 2020

Ramy Mikati, ing. M. ing.
Chef de division
Division de la mobilité et de la planification
Direction de l'urbanisme et de la mobilité
800, boul. De Maisonneuve Est, 18e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Programmation 2020 — Piétonisation de Pointe-à-Callière

Monsieur Mikati,

Pointe-à-Callière est heureux de présenter une demande de soutien financier de 25 000 $ (vingt-cinq mille dollars) à l'arrondissement Ville-Marie pour la programmation estivale 2020 de l'Espace urbain qui sera situé sur la Place D'Youville.

Pour l'édition 2020, nous vous demandons un maintien de notre subvention de 25 000 $, dans le but de continuer notre programmation des Midis musique et de bonifier l'offre culturelle de nos Dimanches Famille. À l'été 2019, 82 815 personnes ont utilisé l'espace piéton (excluant la fréquentation du week-end du Marché public qui a attiré 70 000 personnes), soit une augmentation de près de 20 % par rapport à l'été 2018. En 2020, avec notre thématique originale sur le cirque et le développement de notre programmation, nous souhaitons accroître notre fréquentation à 90 000 personnes. L'espace urbain de Pointe-à-Callière s'intègre dans les habitudes de vies des travailleurs, des résidents du quartier et des touristes fréquentant le Vieux-Montréal, et ce, depuis 8 saisons.

Vous trouverez notre programmation et nos stratégies d'aménagements adaptées à nos diverses clientèles, dans le dossier de présentation du projet, ci-joint. Si vous avez besoin d'information supplémentaire aux fins d'analyse de notre dossier, n'hésitez pas à contacter Annick Deblois, chargée de projets — programmes publics, au 514-868-1771.

En espérant une réponse favorable à notre demande, veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos meilleurs sentiments.

K. Tari

Katy Tari
Directrice, collections — programmes et services aux publics
p. j.

POINTE-À-CALLIÈRE
CITÉ D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL

Concept 2020
Espace urbain de Pointe-à-Callière
Du 22 mai au 8 septembre 2020

Place D'Youville et Place Royale Ouest

Préparer par :
Annick Deblois
Chargée de projets — programmes publics
Janvier 2020

1. DESCRIPTIF

Titre :	Espace urbain de Pointe-à-Callière
Type :	Activités extérieures estivales
Dates :	Du vendredi 22 mai au mardi 8 septembre 2020
Lieu :	Place Royale ouest et Place D'Youville
Chargée de projet	Annick Deblois
Coordonatrice	Véronique Juneau
Partenaires	Arrondissement Ville-Marie
	La SDC du Vieux-Montréal

2. CONCEPT 2020

L'été 2020 sera sous la thématique du cirque ! Nous souhaitons proposer des activités spéciales inspirées de cette thématique, tout en réitérant les activités des *Midis musique* et en bonifiant l'offre culturelle des *Dimanches Familles*, qui connurent un grand succès auprès des travailleurs du quartier, des visiteurs du Musée, mais aussi des touristes. Ainsi pour 2020, nous souhaitons consolider et accroître cette programmation d'activités récurrentes pour marquer les habitudes de nos visiteurs et accroître notre fréquentation.

FERMETURE DES RUES

La place D'Youville, entre les rues Saint-François-Xavier et place Royale ouest, ainsi que la place Royale ouest, entre la rue de la Capitale et la place D'Youville, sera fermée pour la période estivale, soit du vendredi 22 mai au mardi 8 septembre 2020.

HORAIRE DES LIVRAISONS

Étant donné que les rues mentionnées ci-dessus sont piétonnes, pour l'ensemble de la saison, la Ville procède donc à des restrictions de l'horaire des livraisons.

Les livraisons seront donc permises strictement de 7 h à 11 h, tous les jours incluant la fin de semaine. Selon la réglementation de la Ville, si des livraisons sont prévues hors de cette plage horaire, les camions sont sujets à recevoir des contraventions.

MESURES ANTITERRORISTES

Dans le contexte actuel, nous avons l'obligation de mettre en place des mesures antiterroristes pour protéger le site et les piétons pour toute la période de fermeture de rue. Ces mesures servent à protéger nos visiteurs et nous ont été imposées par le SPVM et le SIM.

Ainsi, la jonction de place d'Youville et place Royale Est sera complètement fermée par des blocs de béton recouverts d'une cloche de métal. Il ne sera pas possible de circuler par cet accès, pendant toute la période estivale (voir plan de fermeture).

Les entrées de Place Royale Ouest et de la Capitale, ainsi que Place D'Youville et Saint-François-Xavier seront fermés par des bollards amovibles. Il s'agit donc des points d'entrées possibles pour les livraisons.

Finalement, dans le but de protéger l'accès de la Pointe face au Musée et la rue de la commune, nous installerons une barrière de 8 bacs de fleurs, prêtés par la SDC Vieux-Montréal. Cette solution nous permettra de sécuriser cet accès, tout en embellissant l'espace.

L'AMÉNAGEMENT URBAIN

En termes d'aménagement, les trois tables de **pique-nique et la vingtaine de chaises Adirondack** seront de retour sur la pointe et le long du Musée et y resteront tout au long de la période de fermeture.

Le **piano public** sera de retour en 2020 et nous l'installerons près de l'entrée du Musée. Ce dernier sera accessible aux visiteurs de 10 h à 18 h, tous les jours de beau temps de l'été, à partir du 22 mai 2020. S'inspirant de l'exposition temporaire de l'été, notre piano présentera un design en lien avec les arts du cirque, et le slogan « Jonglez avec les notes » créé par notre graphiste.

Encore cette année, le Musée participera à l'initiative des **Croques-Livres** pour une 3e année. Basées sur le principe de l'échange et du plaisir de la lecture, nous demanderons aux employés du Musée de donner les premiers livres qui garniront la bibliothèque. Suite à quoi, celle-ci devrait se vider et se renouveler selon la générosité des citoyens et travailleurs du quartier. Nous mentionnerons ce projet collectif et communautaire sur notre site Web, ainsi que nos médias sociaux, dans le but de stimuler la participation et de mettre de l'avant cet élément interactif de l'expérience de la rue piétonne.

SIGNALISATION

Dans le but d'annoncer les activités à venir et marquer que l'Espace urbain est un projet de Pointe-à-Callière, nous installerons **6 fanions bleus du Musée**. Ces fanions seront installés autour de la Place Royale, ainsi que sur la Place D'Youville. De plus, **deux supports autoportants** seront installés en tout temps et annonceront la programmation estivale de l'Espace urbain. Finalement, notre support « **Aujourd'hui au Musée** » sera installé et annoncera les activités du jour de l'Espace urbain.

ARCHE SIGNALÉTIQUE

En utilisant les blocs de béton comme contrepoids, nous installerons pour un 2e été une arche signalétique à l'entrée de la rue piétonne aux couleurs du Musée et portant le nom de la rue « L'été sur la pointe ». Cette arche permettra de créer une signalétique forte de l'espace et de l'associer davantage au Musée. L'arche sera supportée par les blocs de béton, installée à la jonction de place D'Youville et Place Royale Est.

3. PROGRAMMATION

Une programmation riche, diversifiée et complètement gratuite sera proposée aux passants, touristes et travailleurs des environs tout au long de la période estivale. Les thèmes liés aux arts du cirque, notre exposition temporaire estivale, ainsi que la mise en valeur de l'effervescence artistique et culturelle de Montréal, seront à l'honneur.

Journée des musées montréalais

Dimanche 31 mai 2020

L'accès au Musée sera gratuit lors de cette journée et l'exposition *Cirque* sera offerte à 50 % de rabais. Il s'agit également de la première fin de semaine de notre fermeture de rue et de l'aménagement de l'espace urbain. Les visiteurs pourront ainsi profiter de ces espaces de détente extérieurs lors de leur visite.

Lancement de l'Espace urbain — Soirée des Gens du Vieux

Mercredi 17 juin ou jeudi 18 juin 2020 de 17 h à 21 h (date à confirmer)

Pour souligner le début de nos activités estivales et pour convier les « gens du Vieux » à visiter notre nouvelle exposition temporaire, nous organiserons un lancement estival. Une programmation d'activités intérieures et extérieures seront proposés à nos visiteurs, soit : ouverture en soirée de l'exposition Cirque, la fanfare, activités thématiques et buvette. Une soirée estivale complètement cirque !

Midis-musique

Jeudi 2 juillet 2020 au 27 août 2020, dès 12 h (9 concerts)

Pour un 4e été, les jeudis midis seront musicaux à Pointe-à-Callière. Tous les jeudis midis, des artistes émergents réaliseront des prestations musicales entre 12 h et 13 h.





Les Week-ends cirque

Tous les samedis et dimanches, du samedi 11 juillet au dimanche 30 août 2020 de 12 h à 16 h.

Cette année, en remplacement à nos Dimanches Famille, nous proposons des Week-ends cirque, soit deux jours d'animations pour les familles et notre jeune public ! À l'occasion de huit week-ends, les familles sont invitées à grimper et expérimenter le « Petit crique du Grand Bernardo ». Découvrez l'univers du Grand Bernardo, dompteur de fauves affairés à dresser la ménagerie d'un carrousel ! Ce carrousel à propulsion humaine permettra aux enfants et leurs parents de vivre une expérience unique inspirée du monde forain et du cirque traditionnel d'antan.

En plus de proposer une animation ludique et théâtrale pour les jeunes, le carrousel sert comme signalétique annonçant l'exposition sur le cirque et embellissant notre rue piétonne.

Pointe-à-Callière complètement cirque

Dimanche 5 juillet et lundi 6 juillet 2020 à 14 h et à 17 h

Pour la 4e édition, le Musée participe au festival Montréal complètement cirque. Directement en lien avec notre exposition temporaire estivale, nous présenterons 2 performances par jour du funambule Laurence T-Vu, un des rares à exercer cette discipline sur le continent, et assurément le seul au pays à marcher sur un fil. Ce dernier réalisera une traversée de 70 mètres de long et à environ 10 mètres de haut. Cette performance sera présentée à 14 h et à 17 h, le dimanche et lundi. Une occasion unique de voir une spectaculaire traversée en plein cœur du Vieux-Montréal réalisée par un funambule d'exception.



MARCHÉ PUBLIC, dans l'ambiance du 18e siècle

Samedi 29 août 2020 et dimanche 30 août 2020 de 10 h à 19 h

En 2020, le lien avec le cirque, les fêtes foraines et les marchés publics sera mis à l'honneur ! Dans la section actuelle, nous créerons une ambiance de fête foraine avec un carrousel, des jeux d'adresse et des vendeurs de nourriture liés à la fête et au cirque, tel que la barbe à papa, des confiseries, etc.

3. OBJECTIFS

- Accroître le dynamisme et la fréquentation de la rue piétonne ;
- Se réapproprier les espaces verts et les espaces publics par les piétons ;
- Créer un aménagement urbain attrayant et confortable pour les passants ;
- Développer un lieu de convergence vers le quartier historique et un point de départ pour la Promenade Fleuve-Montagne ;
- Faire des abords du Musée, un lieu de rencontre et d'activités culturelles pour les travailleurs du Vieux-Montréal ;
- Développer des activités en lien avec les expositions et la mission du Musée ;
- Développer des partenariats avec des organismes culturels de Montréal, dont les Pop Montréal, SDC Vieux-Montréal, etc. ;
- Diversifier les publics en organisant des activités ciblées pour les familles, les jeunes adultes, les travailleurs du Vieux-Montréal et les touristes.

4. FRÉQUENTATION

Le but de ces activités étant de rendre convivial l'environnement du musée afin de le dynamiser ; d'inviter le public à découvrir la beauté de la place d'Youville et le quartier historique et de favoriser une augmentation de la fréquentation extérieure et intérieure du Musée. Nous espérons, pour 2020, que 90 000 personnes utiliseront l'espace piéton cet été, soit une augmentation de 10 % par rapport à l'année dernière (82 815 personnes ont fréquenté l'Espace urbain en 2019).

5. COMMUNICATIONS

Les communications proposeront un plan de communication sera produit pour l'ensemble des activités de la rue piétonne 2020. De plus, la programmation des activités sera affichée sur la rue piétonne, grâce à des supports vinyles autoportants, dans le but de promouvoir les activités et le caractère dynamique de l'espace.

6. BUDGET

Voir le budget détaillé de l'Espace urbain en pièce jointe.

Le budget de réalisation prévu : 100 000 $

Financement

Des demandes de financement ont été faites aux organismes suivants :

Arrondissement Ville-Marie	25 000 $
La SDC Vieux-Montréal	5 000 $
Commanditaire	10 000 $
Contribution de l'institution (Pointe-à-Callière)	60 000 $
TOTAL	**100 000 $**

Budget — Rue piétonne 2020

Budget des revenus	$
Contribution de l'institution	60 000 $
Commandites	10 000 $
Autres revenus SDC Vieux-Montréal Arrondissement Ville-Marie	 5 000 $ 25 000 $
TOTAL	100 000 $
Budget des dépenses	100 000 $
PRODUCTION	
Location — système de son - Soirée des Gens du Vieux - Funambule	1 500 $
Achats décors et matériel d'animation	1 000 $
Location, entretien, montage/démontage et animation du carrousel	19 100 $
Transport (mobilier et piano)	1 600 $
Cachet Pop Montréal – 9 concerts des midis musiques	20 000 $
Cachet Fanfare — Soirée des Gens du Vieux	3 000 $
Ateliers de cirques — Soirée des Gens du Vieux	3 150 $
Location de matériel et décor — Soirée des Gens du Vieux	1 000 $
Funambule	8 200 $
Plan de détour — funambule	2 000 $
Ingénieur (plan de fermeture de rues) Agronome Accordeur piano Décor du piano	3 500 $ 450 $ 450 $ 250 $
Soutien aux bénévoles – JDDM et activités estivales	600 $
Permis d'alcool	450 $
Frais d'inscription Mois de l'archéologie	250 $
Contingences	3 500 $
SOUS-TOTAL	70 000 $

RESSOURCES HUMAINES PAC	
Sécurité et équipe technique	6 500 $
Coordination	5 000 $
SOUS-TOTAL	11 500 $
PUBLICITÉ ET PROMOTION	
Conception et production du matériel de promotion	4 500
Relations de presse	8 000
Placement média	2 000
Affichage	4 000
SOUS-TOTAL	18 500 $
TOTAL	100 000 $

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. 274	**Ordonnance relative à la fermeture de la place D'Youville, entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est, et la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville**

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 12 mai 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La fermeture de la place D'Youville entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est et la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville, est autorisée du 14 mai à 7 h au 9 septembre 2020 à 23 h.

2. La circulation de tout véhicule routier de la place d'Youville entre la rue Saint-François-Xavier et la place royale Est et la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place d'Youville est interdite du 14 mai, 7 h au 9 septembre 2020 à 23 h.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1203200004) a été publié dans Le Journal de Montréal *le 16 mai 2020, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

P-12.2, o. 162 **Ordonnance relative à l'application de peinture au pochoir sur la chaussée de la place D'Youville**

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2);

À sa séance du 12 mai 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de la piétonnisation de la place D'Youville, il est permis de peindre au pochoir sur la place D'Youville, entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale, avec de la peinture soluble à l'eau, sur la chaussée, à partir du 14 mai au 9 septembre 2020.

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons.

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable à partir du 14 mai au 9 septembre 2020.

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1203200004) a été publié dans Le Journal de Montréal *le 16 mai 2020, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

P-1, o. 575	**Ordonnance relative à la fermeture de la place D'Youville Est, entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est et la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville Est, du 14 mai au 9 septembre 2020**

Vu les articles 1, 1.3, 3, 8 et 11.1 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 12 mai 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de l'événement « Piétonnisation de la place D'Youville », entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est et la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville Est, du 14 mai à 7 h au 9 septembre 2020 à 23 h, et à cette fin, les interdictions visées à l'article 1.3 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1) s'appliquent.

2. À l'occasion de cet événement, il est permis de vendre de la nourriture et des boissons alcooliques ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur le café-terrasse située sur la place D'Youville, entre la place Royale Ouest la rue Saint-François Xavier.

Les boissons alcooliques doivent être servies et consommées sur les cafés-terrasses seulement.

3. Les autorisations visées à l'article 2 sont valables du 14 mai au 9 septembre 2020, de 11 h à 23 h.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

4. L'article 2 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci

---

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1203200004) a été publié dans Le Journal de Montréal le 16 mai 2020, *date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site de l'arrondissement.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.10

2020/05/12
18:30

(3)

Dossier # : 1203200006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, une portion de la rue Saint-Paul, entre la rue du Marché Bonsecours et la Place Jacques -Cartier du 14 mai au 31 octobre 2020 et une portion de la rue Saint-Vincent entre les rues Sainte-Thérèse et Saint-Paul et autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'exploitation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances.

De désigner en vertu du Règlement municipal (R.R.V.M., chapitre P-1) comme étant des places publiques une portion de la rue Saint-Paul, entre la rue du Marché Bonsecours et la Place Jacques-Cartier et une portion de la rue Saint-Vincent entre les rues Sainte-Thérèse et Saint-Paul, du 14 mai 2020 à 11 h au 2 novembre 2020 à 7 h et y autoriser l'occupation temporaire du domaine public pour permettre l'installation des cafés-terrasses et édicter les ordonnances;
D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1,3, 8 et 11.1) l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses installées le long de ce tronçon, et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance permettant la fermeture de rue;

D'édicter, en vertu Règlement sur la propreté et la protection du domaine et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2, article 7), l'ordonnance permettant de peindre au pochoir avec de la peinture soluble à l'eau, des fresques sur la surface de la chaussée selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-08 17:00

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1203200006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, une portion de la rue Saint-Paul, entre la rue du Marché Bonsecours et la Place Jacques -Cartier du 14 mai au 31 octobre 2020 et une portion de la rue Saint-Vincent entre les rues Sainte-Thérèse et Saint-Paul et autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'exploitation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances.

CONTENU

CONTEXTE

La Société de développement commercial du Vieux-Montréal (SDC), l'Association des résidants du Vieux-Montréal et l'arrondissement de Ville-Marie ont accepté, encore cette année, de piétonniser une partie de la rue Saint-Paul pour rendre le domaine public accessible à tous les piétons et visiteurs. Deux parties de rues seront donc piétonnisées, la rue Saint-Paul entre les rues du Marché Bonsecours et Place Jacques-Cartier du 14 mai au 31 octobre 2020 et une portion de la rue St-Vincent entre Ste-Thérèse et Saint-Paul pour la période du 14 mai au 31 octobre 2020 . La rue sera rouverte à la circulation à compter du 31 octobre 2020 à 7 h 00.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

196290002 - CA19 240237 du 9 mai 2019 -Désigner, comme étant une place publique, une portion de la rue Saint-Paul, entre la rue du Marché Bonsecours et la Place Jacques-Cartier du 26 juin au 24 septembre 2019 et une portion de la rue Saint-Vincent entre les rues Sainte-Thérèse et Saint-Paul du 6 juin au 24 septembre 2019, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'exploitation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances.
1176890002 - CA17 240201 du 11 avril 2017 - Désigner, comme étant une place publique, la portion est de la rue Saint-Paul, entre la Place Jacques-Cartier et le boulevard Saint-Laurent, du 23 mai au 10 octobre 2017, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'exploitation de cafés terrasses et édicter les ordonnances.

DESCRIPTION

En collaboration avec la SDC du Vieux-Montréal et l'Association des résidants du Vieux-Montréal, l'arrondissement de Ville-Marie désire piétonniser, pour une huitième année, la rue Saint-Paul Est. Quotidiennement, la rue Saint-Paul devient piétonnière à partir de 11 h le matin jusqu'à 5 h le lendemain matin.
Les cafés-terrasses pourront être exploités de 11 h à 23 h, du 14 mai 2020, suivant l'obtention d'un permis émis par l'arrondissement de Ville-Marie. La vente de nourriture et de boissons alcooliques ou non y sera autorisée conformément aux jours et aux heures d'ouverture des cafés-terrasses.

La SDC du Vieux-Montréal devra notamment :

- Assurer la coordination de l'installation des cafés-terrasses;
- Assurer l'animation, en déterminer la programmation et encadrer les amuseurs publics qui seront invités sur le site, s'il y a lieu;

Désigner en vertu du Règlement municipal (R.R.V.M., chapitre P-1) comme étant des places publiques la portion de la rue Saint-Paul Est, entre la rue du Marché Bonsecours et Place Jacques-Cartier, du 14 mai 2020 à 11h au 31 octobre 2020 à 7h et y autoriser l'occupation temporaire du domaine public pour permettre l'installation des cafés-terrasses et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1,3, 8 et 11.1) l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses installées le long de ce tronçon, et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance permettant la fermeture de rue;

D'autoriser de peindre au pochoir, avec de la peinture soluble à l'eau, des fresques sur la surface de la chaussée de la rue Saint-Paul, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine et du mobilier urbain (R.R.V.M.c. P-12.2, article 7) et, à la fin de la piétonnisation, d'enlever toutes traces de peinture sur la chaussée.

D'autoriser l'installation d'éléments décoratifs et d'embellissement.

Plusieurs mesures de mitigation seront mises en place, notamment concernant l'accessibilité universelle ainsi que différentes actions faisant en sorte que les services municipaux puissent faire les interventions nécessaires à la bonne marche de ce projet. Un couloir libre de six mètres sera maintenu en tout temps pour assurer le passage des véhicules d'urgence et la circulation des piétons. Les ouvertures de la rue seront fermées par des barrières sécuritaires permettant le passage de véhicules d'urgence. Un plan de déviation de la circulation sera mis en place en périphérie de la zone piétonne et à d'autres endroits stratégiques de façon à mieux répartir les véhicules.

JUSTIFICATION

Avec le succès obtenu avec la piétonnisation de la rue Saint-Paul Est des dernières années, l'arrondissement de Ville-Marie, la SDC du Vieux-Montréal et l'Association des résidants du Vieux-Montréal voient dans la reconduction de la piétonnisation de la rue Saint-Paul Est une façon de continuer à contribuer au développement durable et à l'appropriation du domaine public par la population montréalaise, les visiteurs et les commerçants.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ces projets aura(ont) besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et l'Organisme devront convenir des besoins d'ajustements ou d'adaptations requis.
En raison de la situation actuelle, il se peut que les dates du début des piétonnisations annoncées soient modifiées. Le début des piétonnisations sera alors effectué en fonction d'un calendrier de réalisation (retraits, modifications ou reports des activités commerciales, artistiques et de projets sur les rues, pertes de subventions pour activités commerciales pour cause mesure confinement, déconfinememt progressif et pour adaptation mesures de distanciations.)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis sera remis sera transmis aux résidents dans la périphérie de la piétonnisation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonya NAUD
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514-868-4528
Télécop. : 514 872-2802

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-05

Ramy MIKATI
Chef de division

Tél : 514-872-6530
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1203200006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, une portion de la rue Saint-Paul, entre la rue du Marché Bonsecours et la Place Jacques-Cartier du 14 mai au 31 octobre 2020 et une portion de la rue Saint-Vincent entre les rues Sainte-Thérèse et Saint-Paul et autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'exploitation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances.

Pietonnisation2020_Vieux-Montréal.pdf
P-1, o. 576 Place publique_St-Paul est.doc
P-12.2, o. 163, rue Saint-Paul (1).doc
C-4.1, o. 275, Place St-Paul_St-Vincent.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonya NAUD
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514-868-4528
Télécop. : 514 872-2802

VIEUX-
MONTRÉAL
—SDC—
QUARTIER
HISTORIQUE

M. Ramy Mikati
Chef de division
Division de la mobilité et de la planification
Direction de l'urbanisme et de la mobilité
800, boul. De Maisonneuve Est, 18e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Montréal, le 20 janvier 2020

Objet : Piétonnisation Vieux-Montréal – Édition 2020

Bonjour M. Mikati,

Je vous informe par la présente, que la Société de développement commercial Vieux-Montréal - Quartier historique demande à l'arrondissement de ville-Marie, la fermeture des tronçons suivants ;

- ☐ Rue St-Paul Est (entre la rue Marché Bonsecours et le boulevard St-Laurent) du 1er mai au 31 octobre 2020.
- ☐ Rue St-Vincent (entre la rue Ste-Thérèse et la rue St-Paul) du 1er avril au 31 octobre 2020
- ☐ Place Jacques-Cartier (entre la rue Notre-Dame et la rue de la Commune) du 1er avril au 31 octobre 2020.

Notre organisation doit privilégier la mise en place d'un secteur piétonnier à l'occasion de la saison estivale afin que touristes et montréalais puissent se promener en toute sécurité, magasiner, manger ou prendre un verre.

La SDC du Vieux-Montréal procèdera à l'installation d'éléments décoratifs dans les tronçons susmentionnés.

Cordialement,

Franck Subra
Directeur des opérations

10, rue Notre-Dame Est, bureau 505 | Montréal (QC) – H2Y 1B7
514-732-8685 | info@sdcvieuxmontreal.com

Ville-Marie
Montréal

P-1, 576	**Ordonnance relative à la fermeture de la rue Saint-Paul Est, entre la rue du Marché Bonsecours et la Place Jacques- Cartier et une portion de la rue Saint-Vincent entre les rues Sainte-Thérèse et Saint-Paul**

VU les articles 1, 1.3, 3, 8 et 11.1 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 12 mai 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de l'événement « Piétonnisation de la rue Saint-Paul Est », la portion de la rue Saint-Paul Est, entre la rue du Marché Bonsecours et la Place Jacques Cartier est désignée comme étant une place publique du 14 mai à 7 h au 31 octobre 2020 à 23 h, et à cette fin, les interdictions visées à l'article 1.3 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1) s'appliquent.

2. À l'occasion de cet événement, il est permis de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses situées le long de la rue Saint-Paul Est, entre la rue du Marché Bonsecours et la Place Jacques-Cartier.

Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées sur les terrasses seulement.

3. Les autorisations visées à l'article 2 sont valables du 14 mai au 31 octobre 2020, de 11 h à 23 h.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

4. L'article 2 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1203200006) a été publié dans Le Journal de Montréal le 16 mai 2020, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'arrondissement.

Ville-Marie
Montréal

P-12.2, o. 163 **Ordonnance relative à l'application de peinture au pochoir sur la chaussée de la rue Saint-Paul**

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2);

À sa séance du 12 mai 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de la piétonnisation de la rue Saint-Paul, il est permis de peindre au pochoir sur la rue Saint-Paul, avec de la peinture soluble à l'eau, sur la chaussée, à partir du 14 mai au 31 octobre 2020.

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons.

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable à partir du 14 mai au 31 octobre 2020.

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1203200006) a été publié dans Le Journal de Montréal *le 16 mai 2020, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. 275	**Ordonnance relative à la fermeture de la rue Saint-Paul Est, entre la rue du Marché Bonsecours et la Place Jacques-Cartier et une portion de la rue Saint-Vincent entre les rues Sainte-Thérèse et Saint-Paul**

VU le paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 12 mai 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La circulation de tout véhicule routier dans la rue Saint-Paul, entre la rue du Marché Bonsecours et la Place Jacques-Cartier, est interdite du 14 mai à 11 h au 31 octobre 2020 à 23h.

2. Malgré ce qui précède, la circulation des véhicules de livraison est autorisée, entre 05 h 00 et 11 h 00, du lundi au vendredi inclusivement.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1203200006) a été publié dans Le Journal de Montréal *le 16 mai 2020, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'arrondissement.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.11

2020/05/12
18:30

(3)

Dossier # : 1203200008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent dans le secteur Place des Arts, du 14 mai au 9 septembre 2020, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances

De désigner en vertu du Règlement municipal (R.R.V.M., chapitre P-1) la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent, comme étant une place publique, du 14 mai au 9 septembre 2020, et autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et y autoriser l'occupation temporaire du domaine public pour permettre l'installation des cafés-terrasses et édicter les ordonnances;
D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1, 3, 8 et 11.1), l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M,, c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance permettant la fermeture de rue;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2), permettant l'installation d'éléments décoratifs;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés;

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-05-08 17:02

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203200008**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent dans le secteur Place des Arts, du 14 mai au 9 septembre 2020, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Le Partenariat du Quartier des spectacles a déposé une demande à l'arrondissement de Ville-Marie en tant que promoteur de la piétonnisation pour la saison estivale 2020 du secteur de la Place des Arts comprenant la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent. La section, de la rue Jeanne-Mance, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard De Maisonneuve, la rue Balmoral, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard De Maisonneuve et la rue Mayor, entre les rues De Bleury et Balmoral, seront autorisées à la circulation locale seulement. Cette piétonnisation s'inscrit dans le cadre des autres piétonnisations dans l'arrondissement de Ville-Marie.
En collaboration avec le Partenariat du Quartier des spectacles, l'arrondissement de Ville-Marie vise le développement du Quartier des spectacles comme milieu urbain de qualité. La mise en valeur de ce secteur passe, entre autres, par une programmation d'activités principalement culturelles, ludiques et gratuites, réalisées à l'extérieur dans les lieux publics municipaux.

En étroite collaboration avec le Bureau des festivals, l'arrondissement de Ville-Marie appuie l'émergence de nouveaux événements et le développement d'une programmation d'activités culturelles extérieures favorisant :

- Une offre riche et variée en complément du calendrier des festivals et de celle offerte par les diffuseurs locaux;
- Une utilisation optimale des lieux publics extérieurs sur l'ensemble du territoire du Quartier des spectacles;
- La poursuite de la démocratisation des arts et de la culture en s'inspirant notamment du succès des autres piétonnisations sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1196890002- CA19 240129 du 12 mars 2019 - Désigner, comme étant une place publique, la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent dans le

secteur Place des Arts, du lundi 29 avril au mercredi 25 septembre 2019, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances.

1186890003 - CA18 240193 du 10 avril 2018 - Désigner, comme étant une place publique, la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent dans le secteur Place des Arts, du lundi 30 avril au jeudi 13 septembre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances.

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

En collaboration avec le Partenariat du Quartier des spectacles et l'arrondissement de Ville-Marie, la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent sera piétonne. L'arrondissement de Ville-Marie désignera ce secteur comme étant une place publique aux dates indiquées et y permettra l'occupation du domaine public à des fins de cafés-terrasses et d'installation d'éléments décoratifs et d'embellissement.
De désigner la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent , comme étant une place publique, du 14 mai au 9 septembre 2020, et autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1, 3, 8 et 11.1), l'ordonnance P-1, o. 577 permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés -terrasses installés le long de ce tronçon, du 14 mai au 31 octobre 2020. L'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées sera en vigueur pendant cette période;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M,, c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1 o.276 permettant la fermeture de rue;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2, o. 164), permettant l'installation d'éléments décoratifs;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 624 permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés à l'annexe;

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Ouest, dans le secteur Place des Arts, s'appuie sur le succès remporté au courant des dernières années par les rues piétonnisées dans l'arrondissement de Ville-Marie. Elle contribuera certainement à mettre ce secteur en valeur, à favoriser sa vitalité commerciale et à stimuler l'attrait touristique de Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ces projets aura(ont) besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et l'Organisme devront convenir des besoins d'ajustements ou d'adaptations requis.
En raison de la situation actuelle, il se peut que les dates du début des piétonnisations annoncées soient modifiées. Le début des piétonnisations sera alors effectué en fonction d'un calendrier de réalisation (retraits, modifications ou reports des activités commerciales, artistiques et de projets sur les rues, pertes de subventions pour activités commerciales pour cause mesure confinement, déconfinememt progressif et pour adaptation mesures de distanciations.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Ouest, dans le secteur Place des Arts, s'appuie sur le succès remporté au courant des dernières années par les rues piétonnisées dans l'arrondissement de Ville-Marie. Elle contribuera certainement à mettre ce secteur en valeur, à favoriser sa vitalité commerciale et à stimuler l'attrait touristique de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonya NAUD
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514-868-4528
Télécop. : 514 872-2802

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-05

Ramy MIKATI
Chef de division

Tél : 514-872-6530
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1203200008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent dans le secteur Place des Arts, du 14 mai au 9 septembre 2020, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances

Quartier des spectacles - Piétonisation Ste-Catherine 2020.pdf

P-12.2, o. 164, Sainte-Catherine Ouest.doc

P-1, o. 577, Place publique_Sainte-Catherine Ouest.doc

B-3, o. 624, Place publique Sainte-Catherine Ouest.doc

C-4.1, o. 276 Place publique_Sainte-Catherine Ouest.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonya NAUD
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514-868-4528
Télécop. : 514 872-2802

Objet : Quartier des spectacles - Piétonisation Ste-Catherine

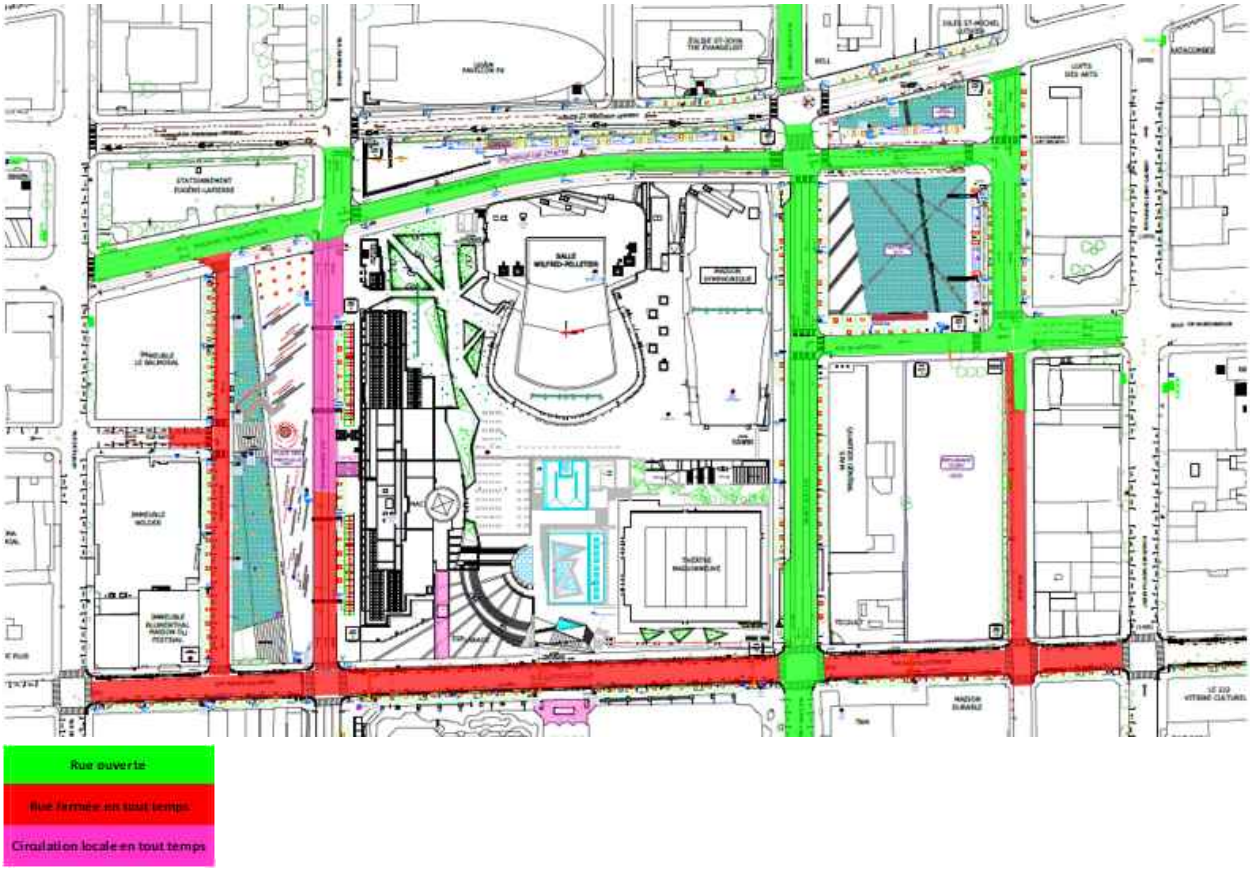
Thomas Peltier <thomas.peltier@quartierdesspectacles.com>
à Ramy MIKATI, Daniel Hieu DOAN, Pierre Lapointe, Jonathan Guimond

Vous consultez un message joint. Courriel Ville de Montréal ne peut pas vérifier l'authenticité des messages joints.

Bonjour Ramy,

Voici les dates anticipées pour la piétonnisation 2020 : 27 avril – 9 septembre.

Et voici les rues touchées :



N'hésite pas pour toute question.

Bonne fin de semaine,

Thomas Peltier
Chef coordonnateur à la logistique

PARTENARIAT DU **QUARTIER DES SPECTACLES**
1435 rue Saint-Alexandre | Bureau 500
Montréal (Qc) Canada H3A 2G4
T 514 879-0009 # 235 | **C** 438-929-4648
thomas.peltier@quartierdesspectacles.com

Site Internet | **Facebook** | **Twitter** | **Blogue**

Ville-Marie
Montréal

P-12.2, o. 164	**Ordonnance relative à l'application de peinture au pochoir sur la chaussée de la rue Sainte-Catherine Ouest – Entre De Bleury et boulevard Saint-Laurent**

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);

À sa séance du 12 mai 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Ouest, il est permis de peindre au pochoir sur la rue Sainte-Catherine Ouest, entre De Bleury et le boulevard Saint-Laurent avec de la peinture soluble à l'eau, sur la chaussée, à partir du 14 mai au 9 septembre 2020.

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1°une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2°la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol;

3. Cette autorisation est valable à partir du 14 mai au 9 septembre 2020.

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1203200008) a été publié dans Le Journal de Montréal *le 16 mai 2020, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

P-1, o. 577	**Ordonnance relative à la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent**

Vu les articles 1, 1.3, 3, 8 et 11.1 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 12 mai 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de l'événement « Piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Ouest », la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent et sur une portion entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Saint-Dominique est désignée comme étant une place publique, du 14 mai 2020 à 7 h au 9 septembre 2020 à 23 h, et à cette fin, les interdictions visées à l'article 1.3 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1) s'appliquent.

2. À l'occasion de cet événement, il est permis de vendre de la nourriture et des boissons alcooliques ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses situés sur la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent.

Les boissons alcooliques doivent être servies et consommées sur les cafés-terrasses seulement.

3. Les autorisations visées à l'article 2 sont valables du 14 mai au 9 septembre 2020, de 8 h à 3 h.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

4. L'article 2 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (RLRQ., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1203200008) a été publié dans Le Journal de Montréal *le 16 mai 2020, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. 624	**Piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Ouest du 14 mai au 9 septembre 2020**

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 12 mai 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements déterminés.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres appareils sonores installés sur ce site.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1203200008) a été publié dans Le Journal de Montréal *le 16 mai 2020, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. 276	**Ordonnance relative à la fermeture de la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent**

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 12 mai 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La fermeture de la rue Sainte-Catherine Ouest entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent dans le secteur Place des Arts, du 14 mai à 7 h au 9 septembre 2020 à 8 h.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1203200008) a été publié dans Le Journal de Montréal, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'arrondissement.